

Stéphane Just

Défense du trotskysme II
Révisionnisme liquidateur contre trotskysme

1971

Table des matières

AVERTISSEMENT	4
I. L'IMPÉRIALISME STADE SUPREME DU CAPITALISME OU NOUVELLE ÉPOQUE HISTORIQUE ?	6
L'année 1968 : année miracle ?.....	6
Le Secrétariat Unifié clef de voûte du révisionnisme.....	7
« Pour la première fois ».....	8
« Néo-capitalisme » et « capitalisme monopolistique d'état ».....	10
A chacun son Garaudy : Pablo.....	12
Un trait caractéristique de l'impérialisme : l'économie d'armement.....	17
Les U.S.A. entrent dans le cycle de l'économie d'armement.....	23
L'éclectisme et la méthode de Marx.....	24
Inflation de crédit, monnaie, capital fictif.....	26
Mai-juin 68 en France, août 68 en Tchécoslovaquie: le prolétariat riposte.....	27
II. L'IMPÉRIALISME, LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN, LES ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE.	30
Des prolétariats embourgeoisés.....	30
Mandel pulvérise l'unité mondiale de la lutte de classe.....	31
Une " défaite " très opportune.....	32
Lutte de classes en Europe et dans le monde.....	32
Dominer l'Europe pour dominer le monde.....	33
L'impérialisme allemand tente " d'unifier " l'Europe.....	34
Les bourgeoisies européennes soutenues à bout de bras.....	36
Par sa puissance le prolétariat d'Europe se protège comme classe.....	37
Le prolétariat d'Europe ne cesse de combattre.....	37
Radicalisme verbal et trahison.....	38
L'Europe, plaie ouverte de l'impérialisme.....	40
Mandel escamote la lutte de classe au profit de la " guerre froide ".....	41
Un capitalisme européen ?.....	42
Du capitalisme européen au super-impérialisme.....	43
L'interpénétration des capitaux.....	44
Concentration des groupes nationaux européens.....	44
La propriété privée des moyens de production et un " capitalisme collectif ".....	46
Le Marché Commun profite aux plus forts.....	48
Les frontières de l'Europe : De l'Elbe à Trieste.....	48
Le prolétariat se " sépare-t-il " ou monte-t-il à l'assaut de l'impérialisme mondial ?.....	49
L'impérialisme tend à " réunifier " l'Europe à sa manière.....	50
L'impérialisme allemand, l'Ouest et l'Est de l'Europe.....	51
Un jugement sur l'économie de l'U.R.S.S.....	52
Faute du " cerveau universel "... le marché.....	53
Entre le capitalisme et le socialisme, mais à quel moment ?.....	54
L'unique condition historique du mode de production capitaliste.....	55
Comptabilité monétaire et loi de la valeur.....	55
Comment Trotsky répond et comment répond la bureaucratie.....	56
Mandel partisan de la construction du socialisme dans un seul pays.....	57
Exemple de la Tchécoslovaquie et de la R.D.A.....	58
L'étau des forces de classes.....	59
III. LA VOIE FROIDE COUPEE, REVOLUTION ET CONTRE-REVOLUTION A L'ORDRE DU JOUR	61
Apogée et décrépitude de la démocratie bourgeoise parlementaire.....	61
De Gaulle tente de briser la classe ouvrière.....	64
Les objectifs du gaullisme.....	65

Partout les mêmes problèmes	67
« Auto-réforme » de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites ?	68
Les bureaucraties parasitaires contre la classe ouvrière	69
Qui défend, qui attaque les conquêtes d'Octobre ?	70
Thermidor bourgeois et thermidor soviétique	71
L'évolutionnisme « réformateur »	72
Les bureaucraties parasitaires, agents de la bourgeoisie en U.R.S.S. et en Europe de l'Est	74
Le danger de restauration du capitalisme	75
La putréfaction de l'impérialisme américain et ses conséquences	75
Révolution et contre-révolution s'aiguillonnent réciproquement	77
Faillite d'une politique	78
Entre le prolétariat et la bureaucratie : la guerre civile	79
La grève générale française, la révolution politique en Tchécoslovaquie moments de la révolution prolétarienne mondiale ..	81
La bureaucratie du Kremlin applique le plan Nixon	81
Révolution, contre-révolution, Etats-Unis socialistes d'Europe	85
IV. HEGEMONIE DU PROLETARIAT, FRONT UNIQUE OUVRIER, QUESTIONS DU POUVOIR	89
L'hégémonie du prolétariat dans la lutte des classes	89
Les illusions de la grève générale et du « printemps des peuples »	94
Unité de classe du prolétariat, appareils bureaucratiques et pablistes	98
Le dilemme : dictature du prolétariat ou barbarie fasciste.	104
Revendications « qualitatives » (surdéterminées) et Programme de Transition	109
Le front unique et la question du pouvoir	112
Application concrète de la stratégie du Front unique	116
V. « NOUVELLES AVANT-GARDES » ? NON ! RECONSTRUCTION DE LA IV° INTERNATIONALE	120
Mutations politiques et continuité du pablisme	120
Mandel s'en prend au Parti bolchévique.	124
Le mouvement historique du prolétariat et le parti révolutionnaire	126
Marx, Engels, sur la théorie de la révolution permanente	130
Trotsky développe la théorie de la révolution permanente	133
De la « sous-estimation de la paysannerie » à la « construction du socialisme dans un seul pays »	135
L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, et la révolution permanente	139
La théorie de la révolution permanente et « l'objectivisme »	141
La seule conclusion : reconstruire la IV° Internationale	143
Annexe : POUR LA RECONSTRUCTION DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE	146
1. - Continuité des I°, II°, III° et IV° Internationales	146
2. - La fin de l'après-guerre	146
3. - Echec et réorientation de la stratégie de l'impérialisme	148
4. - Signification internationale de la chute de De Gaulle	149
5. - La Tchécoslovaquie et la crise de la bureaucratie du Kremlin	150
6. - La crise du stalinisme et la conférence des P.C. à Moscou	151
7. - La crise révolutionnaire qui s'ouvre	152
8. - Le programme de la IV° Internationale et les acquis théoriques et politiques du prolétariat	153
9. - Lutte pour le pouvoir, Front unique de classe, partis révolutionnaires	154
10. - Revendications, libertés démocratiques, révolution politique, Front unique, pouvoir, parti révolutionnaire : en U.R.S.S., en Europe de l'Est, en Chine	156
11. - Construction du parti révolutionnaire et hégémonie du prolétariat	157
12. - L'unité mondiale de la lutte des classes	158
13. - L'Internationale et le comité international de la IV° Internationale	160

AVERTISSEMENT

Cet ouvrage du camarade Stéphane Just porte, comme sous-titre, « Défense du Trotskysme 2 » signifiant ainsi qu'il constitue une continuation de l'étude publiée en septembre 1965 par « La Vérité » et intitulée « Défense du Trotskysme ». C'était dans la perspective de la reconstruction de la IV^e Internationale que se situait cette étude : un bilan, une analyse d'ensemble des positions du centre révisionniste et liquidateur qui a disloqué comme totalité politiquement centralisée la IV^e Internationale fondée par Léon Trotsky en 1938. Elle s'inscrivait dans la préparation d'une conférence du Comité international de la IV^e Internationale, luttant pour la reconstruction de la IV^e Internationale, qui devait se tenir en avril 1966¹.

L'ouvrage de Stéphane Just « Révisionnisme liquidateur contre trotskysme » constitue - et c'est là sa justification militante - un élément central de la préparation de la IV^e Conférence du Comité international, conférence dont l'objectif est de rassembler, comme étape de la reconstruction de la IV^e Internationale, les organisations, groupes et tendances qui situent leur activité sur la base du programme de transition, du programme de fondation de la IV^e Internationale.

Entre 1965 et 1971, il ne s'est pas seulement écoulé du temps. Les rapports qui se nouaient alors dans la lutte internationale entre les classes, au sein de la classe ouvrière, et dont l'évolution était résumée dans les termes suivants par le Manifeste adopté lors de la Conférence internationale d'avril 1966 : « loin d'exprimer une quelconque stabilisation de l'impérialisme, les coups qu'il porte sont des épisodes d'une lutte des classes mondiale qui s'inclut dans la période révolutionnaire ouverte par la guerre. Ils signifient une accentuation de la lutte des classes internationale pour les années qui viennent, et un alignement des forces sociales par rapport aux classes fondamentales, prolétariat et bourgeoisie, laissant de moins en moins de place à une politique d'équilibre des couches sociales petites-bourgeoises - bureaucratie du Kremlin et ses satellites, bourgeoisies nationales des pays économiquement arriérés, appareils petits-bourgeois issus de la classe ouvrière dans les pays économiquement avancés. L'affrontement qui se prépare à l'échelle mondiale a comme fondement le conflit entre le développement des forces productives et les rapports sociaux bourgeois dont font partie les frontières nationales », ont abouti, principalement à travers la grève générale de mai-juin 1968 en France et la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie, à l'ouverture d'une nouvelle période.

Cette période, c'est celle de l'imminence de la révolution et de la contre-révolution, c'est-à-dire celle où toutes les luttes du prolétariat convergent directement vers la révolution prolétarienne, où aucune stabilisation des relations entre les classes fondamentales n'est envisageable sans un affrontement qui aboutisse à une victoire décisive de l'une des forces en présence.

C'est par rapport aux exigences de cette période, par rapport à la généralisation théorique de l'expérience accumulée dans les luttes de la classe ouvrière internationale durant ces années tournantes et par rapport à la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, que se définit le nouvel ouvrage de Stéphane Just.

Il ne s'agit pas, dans cette mesure, d'un simple prolongement de « Défense du trotskysme » : la genèse du courant révisionniste étant faite, il ne s'agit pas tant de suivre les multiples avatars des Mandel, des Frank, des Krivine que de les considérer comme des illustrations d'une analyse fondamentale.

Ce qui est au centre de ce livre, c'est le caractère de notre époque : est-elle celle que définissait Lénine, celle de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, époque des guerres et des révolutions ? Est-elle - et là tous les ennemis du marxisme se rejoignent, qu'il s'agisse des bateleurs idéologiques au service du réformisme et du stalinisme, ou des renégats du trotskysme - une époque différente, une nouvelle époque de développement du capitalisme, qu'on la baptise « néo-capitalisme » comme le dit Mandel, ère du « capitalisme monopoliste d'Etat » comme le disent les staliens.

Il n'est pas question ici d'une sorte de débat d'idées, d'une opposition d'interprétation de l'évolution de la lutte des classes. Ce qui est en question, c'est la méthode marxiste elle-même, la méthode de la révolution prolétarienne. Ce qui est en question, c'est l'expression en termes théoriques des problèmes les plus vitaux de la lutte du prolétariat pour la révolution socialiste.

Et ce qui donne son importance au livre de Stéphane Just, c'est que par les moyens de la polémique - cette forme d'expression naturelle du marxisme - il constitue effectivement une « défense du trotskysme » - c'est-à-dire du marxisme - dans la mesure où il intègre à une rigoureuse démonstration de la justesse du programme l'ensemble des développements de la lutte des classes, les formes actuelles de la crise de l'impérialisme.

Ce livre a été terminé en décembre 1970. C'est dire qu'il n'y est pas fait mention d'événements survenus depuis et qui sont loin d'être sans importance.

Il suffit, pour le comprendre, de rappeler la grève générale insurrectionnelle des ouvriers de Gdansk et de Sczezyn forçant la bureaucratie à sacrifier Gomulka, conduisant à l'émergence dans toute la Pologne de conseils ouvriers, aboutissant à une situation d'instabilité où la révolution politique est directement à l'ordre du jour en Pologne. C'est-à-dire, en fait, à une situation où la révolution prolétarienne en Europe menace plus directement que jamais la bureaucratie du Kremlin, où dans le cadre du mûrissement de la situation révolutionnaire en Europe, la perspective de la révolution politique en U.R.S.S. se matérialise.

Il suffit aussi de rappeler comment s'est exprimée, par le génocide du peuple bengali, la réalité de la « coexistence pacifique » et le rôle qu'a joué dans ce dramatique épisode la bureaucratie chinoise.

Il suffit de rappeler le régime de terreur instauré à Ceylan par le gouvernement de « Front populaire » de Mme Bandanaraïke, gouvernement dans lequel siègent des renégats du trotskysme, des dirigeants du parti qui, pendant des années, fut le plus beau fleuron du « Secrétariat Unifié » de Mandel et de Frank qui couvrit son adaptation de plus en plus étroite à la bourgeoisie ceylanaise.

Mais ces événements qui, du fait de leur importance, exigent de la part de l'avant-garde révolutionnaire une étude précise,

¹ « Défense du trotskysme », La Vérité, n° 530-31, septembre 1965. Le manifeste de la Conférence internationale d'avril 1966 a été publié dans le n° 533 de La Vérité, en date de juillet 1966.

s'inscrivent dans le mouvement international de la lutte des classes analysé dans l'ouvrage de Stéphane Just et, dans cette mesure, s'ils avaient pu y être intégrés, ils n'auraient pas essentiellement modifié l'équilibre du livre.

Ouvrage de combat, le livre de Stéphane Just a pour sujet essentiel les caractéristiques fondamentales de notre époque, la définition de notre champ de bataille, de ce que Trotsky appelait « notre patrie dans le temps », il a comme sens la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Car c'est bien la IV^e Internationale qu'il s'agit de reconstruire. La IV^e Internationale, parce que ce qui fonde sa place historique c'est son programme qui répond totalement - et c'est ce que démontre Stéphane Just par l'analyse des développements de la lutte des classes, de la crise de l'impérialisme, des processus de la révolution politique - à la nature révolutionnaire de notre époque, celle de l'agonie du capitalisme.

Le 28 juin 1971.

I. L'IMPÉRIALISME STADE SUPREME DU CAPITALISME OU NOUVELLE ÉPOQUE HISTORIQUE ?

L'année 1968 : année miracle ?

Le 13 mai 1968, un million de travailleurs et de jeunes déferlent, de la place de la République à la place Denfert-Rochereau, à travers Paris. La force immense du prolétariat français se dresse. Le gouvernement, dès avant la manifestation, dès le samedi 11, dès l'appel de l'ensemble des centrales syndicales (C.G.T. - F.O. - C.F.D.T. - F.E.N.) à la grève générale de 24 heures et à la manifestation du 13 mai, a compris que la classe ouvrière française allait se dresser. Il recule.

De Gaulle-Pompidou, en application de leur politique d'ensemble qui veut adapter la structure du capitalisme français aux exigences du marché mondial, ont estimé au cours des semaines précédentes qu'ils pouvaient briser la résistance de la jeunesse étudiante à l'application de la réforme Fouchet. L'agitation qui règne à l'université de Nanterre leur est prétexte à la fermer. Ils font traduire plusieurs étudiants devant le conseil de discipline aux fins d'exclusion de l'université. Le vendredi 3 mai, les groupuscules (ce terme en l'occurrence convient) fascisants, dont les liens avec la police sont évidents, ont affirmé qu'ils « nettoieraient la Sorbonne de la racaille marxiste ». Plusieurs centaines de militants du 22 mars, de la J.C.R., des groupes pro-chinois, de la Fédération des Étudiants Révolutionnaires se sont rassemblés dans la cour de la Sorbonne. De considérables forces de police cernent la Sorbonne et ensuite y pénètrent à l'appel du Recteur. Ils arrêtent les militants de ces organisations qu'ils embarquent dans des cars.

Cette opération est complémentaire à celle de Nanterre, il s'agit de « décapiter - politiquement les étudiants et de détruire leur capacité de résistance à l'application de la réforme Fouchet. Le gouvernement estime pouvoir briser les étudiants car il est appuyé à fond par le Parti Communiste français qui tente de discréditer le mouvement étudiant auprès des travailleurs. Marchais, lui-même, donne de la plume le vendredi 3 mai ; « *l'Humanité* » publie le fameux article dans lequel Marchais écrit : « De faux révolutionnaires à démasquer » ... « Les groupuscules gauchistes s'agitent dans tous les milieux ». « Ces faux révolutionnaires... suivent les intérêts du pouvoir gaulliste et des grands monopoles capitalistes. Il s'agit, en général, de fils de grands bourgeois méprisants à l'égard des étudiants d'origines ouvrières ».

Mais l'imprévu se produit, spontanément plusieurs milliers d'étudiants se rassemblent dans les rues avoisinantes à la Sorbonne. Ils manifestent. Un cri jaillit « libérez nos camarades ». Des arrestations, des condamnations à des peines de prison ferme sont prononcées. La Sorbonne est fermée et occupée par les forces de police. L'U.N.E.F. et le S.N.E.-Sup lancent l'ordre de grève générale des étudiants et des professeurs d'université. Ils adressent un appel aux travailleurs leur demandant de manifester leur solidarité. Le mouvement étudiant est ordonné par des revendications précises : levée des poursuites administratives, judiciaires et universitaires engagées contre les étudiants; non-lieu sur les enquêtes en cours, libération des détenus, retrait de toutes les forces de police de tous les lieux universitaires et de leurs environs; levée du lockout dans les établissements universitaires.

Cependant, y compris telle qu'elle est engagée, l'épreuve de force avec les étudiants n'effraie pas le gouvernement Pompidou-de Gaulle. L'Etat bourgeois a les ressources d'écraser les étudiants... si la classe ouvrière ne se met pas en mouvement. C'est de son intervention que dépend entièrement l'issue de la lutte. Le processus qui aboutira à la grève générale de 24 heures et à la manifestation du 13 mai s'amorce au cours des journées du 6 et du 7 mai, lorsque par milliers les jeunes travailleurs rejoignent les manifestations étudiantes et participent aux engagements avec la police et les C.R.S. Dès le 8 mai, les directions syndicales, particulièrement celle de la C.G.T., et les directions des grands partis ouvriers, singulièrement celle du P.C.F., sont contraintes, en raison de l'indignation, de la colère, du sentiment de la solidarité nécessaire avec les étudiants qui s'emparent des travailleurs, de « tourner ». En contact avec l'U.N.E.F., le jeudi 9 mai et le vendredi 10 mai, elles projettent pour le mardi 14 mai une manifestation qui doit affirmer la solidarité des travailleurs avec les étudiants.

Fort heureusement, la mobilisation de la classe ouvrière est suffisamment engagée et la manifestation de la nuit du 10 au 11 mai n'aboutira pas à l'écrasement du mouvement étudiant. Sans aucune perspective, sous la direction de Cohn Bendit et de la J.C.R., plusieurs milliers d'étudiants se laissent enfermer par des milliers et des milliers de policiers, de C.R.S., de gendarmes mobiles, comme dans une nasse, au cœur du Quartier Latin. Ils construisent des barricades, se battent avec acharnement et courage contre les forces policières qui donnent l'assaut. Cohn Bendit proposait comme objectif à cette manifestation la réoccupation de la Sorbonne par les étudiants. Quelques heures plus tard, à six heures du matin, il ne peut qu'en appeler aux organisations syndicales contre la répression. Les travailleurs en effet ne sauraient la tolérer. Ils ont acquis la certitude que l'écrasement des étudiants par les forces répressives de l'appareil d'État serait une victoire politique du gouvernement Pompidou-de Gaulle qui lui donnerait les moyens de précipiter son offensive contre la classe ouvrière. Le matin du 11 mai les centrales syndicales se rendent compte que la classe ouvrière n'est pas décidée à se laisser faire : elles donnent l'ordre de grève générale et de manifestation pour le 13 mai. A peine de retour d'Afghanistan, Pompidou rectifie la politique du gouvernement et opère une retraite stratégique : les forces de police évacueront la Sorbonne, il n'y aura pas de sanctions, les emprisonnés seront libérés.

Trop tard : l'appel des centrales syndicales a cristallisé l'aspiration des travailleurs à engager le combat contre le gouvernement, contre de Gaulle, qui se développe depuis des années. Un million de travailleurs et de jeunes se rassemblent et s'unifient comme classe, au cours de la manifestation, sur le mot d'ordre politique : « de Gaulle, dix ans ça suffit ». Ils ouvrent la voie à 10 millions de travailleurs qui vont se précipiter dans la grève générale. Du 27 mai au 1er juin, le gouvernement, le régime bonapartiste, vacillent, l'état bourgeois se fissure.

Sans doute les directions des centrales syndicales, celles des partis ouvriers - principalement, en raison de leur poids au sein de la classe ouvrière, les directions de la C.G.T. et du P.C.F. - parviendront à désamorcer politiquement la grève générale car De Gaulle leur renvoya la balle en dissolvant l'Assemblée Nationale et en provoquant de nouvelles élections législatives. Elles parviendront à désintégrer la grève générale de l'intérieur. La victoire électorale de De Gaulle exprimera le reflux de la petite bourgeoisie et la déception de la classe ouvrière.

La classe ouvrière n'en a pas moins démontré sa puissance et pris conscience de celle-ci. Elle n'a pas été battue. De Gaulle a failli à sa « mission historique » : détruire la capacité de combat du prolétariat. Le bonapartisme gaulliste est mortellement

frappé. La démonstration de la puissance de la classe ouvrière, l'incapacité du bonapartisme gaulliste à domestiquer le prolétariat français, la certitude que la classe ouvrière partira à nouveau à l'assaut, déterminent d'importantes couches du capital financier à rechercher d'autres solutions. La défaite de de Gaulle au référendum du 27 avril 1969 et sa démission seront les conséquences différées de la grève générale.

La grève générale française se conjuguera avec la crise qui disloquera la bureaucratie tchécoslovaque en cette même année 1968 et au cours de laquelle la classe ouvrière s'affirmera la force sociale dominante qui surgit dès que l'appareil bureaucratique craque dans les pays où la bourgeoisie a été expropriée de la possession des principaux moyens de production. Seule, l'intervention militaire du 21 août 68 permettra de restaurer ultérieurement « l'ordre » bureaucratique, non sans avoir tout d'abord confirmé le rôle décisif du prolétariat de ces pays dès qu'il se met en mouvement. La résistance à l'occupation militaire aura comme force motrice la classe ouvrière, c'est à partir d'elle qu'elle s'ordonnera, les usines en seront le centre : le 14^e congrès du Parti Communiste tchécoslovaque, tenu clandestinement, se déroulera à l'intérieur d'une des principales usines de Prague, l'usine C.K.D.; les émissions de radio qui alimenteront la résistance des peuples tchécoslovaques partiront des usines.

Les mouvements, les luttes des prolétariats français et tchécoslovaques au cours de cette année 1968, illustrent la puissance du prolétariat des pays économiquement développés, que ces pays soient ceux où règnent encore le mode de production capitaliste ou qu'ils soient ceux que contrôlent la bureaucratie du Kremlin et ses bureaucraties satellites.

Mais ces mouvements, ces luttes, ne tiendraient-ils pas plutôt du miracle ? Miracle de prolétariats ressurgissant sur la scène de la lutte des classes mondiale après des décennies d'un profond sommeil ? Miracle d'un réveil, en quelque sorte « surdéterminé », comme dirait Althusser, par de nouvelles couches sociales faisant irruption dans la lutte des classes, et produites par une nouvelle période de développement du capitalisme ? La grève générale de mai-juin 68, comme les luttes du prolétariat tchécoslovaque, seraient-elles, en dernière analyse, des crises de croissance de sociétés en plein développement ?

On aurait tendance à le croire à la lecture des « théoriciens » du néo-capitalisme », de la division du monde en zones (zone de la « révolution coloniale » que d'autres appellent zone des tempêtes - zone des « pays socialistes » - zone du « néo-capitalisme » que d'autres dénomment « capitalisme monopolistique d'état »), de la « science force productive directe » et du rôle des « intellectuels ».

En bref, la grève générale de mai-juin 68, les luttes du peuple et de la classe ouvrière tchécoslovaque, s'inscrivent-elles comme des moments de la lutte des classes mondiale, de l'ère des guerres et des révolutions qui est celle de « l'impérialisme, stade suprême du capitalisme », ou bien, au contraire, s'intègrent-elles à une nouvelle époque de l'histoire de l'Humanité ? Loin d'être impertinente cette question est déterminante. Répondre dans un sens ou dans un autre c'est ou se situer dans la tradition de Marx, Engels, Lénine et Trotsky, ou participer aux multiples révisions du marxisme depuis le réformisme classique jusqu'au révisionnisme des destructeurs de la IV^e Internationale en passant par les variétés stalinienne P.S.U., maoïstes, mao-spontex.

Le Secrétariat Unifié clef de voûte du révisionnisme.

Quelques mois après la venue au pouvoir de Hitler, Trotsky conclut : « La III^e Internationale est définitivement passée du côté du maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale, il faut construire la IV^e Internationale ». Jusqu'en 1933 Trotsky s'était dressé contre tous ceux qui désertaient le combat pour le redressement de la III^e Internationale. La répression contre les trotskystes en URSS, emprisonnés, déportés, par milliers, la chasse aux trotskystes au sein de la III^e Internationale et de ses partis, ne l'avaient pas fait dévier de cette orientation. Les raisons de Trotsky procédaient de la méthode même du marxisme : seuls des événements décisifs de la lutte des classes mondiale pouvaient déterminer si la III^e Internationale était ou non redressable. La venue au pouvoir de Hitler, l'écrasement du prolétariat allemand par les hordes hitlériennes, furent un test aussi décisif pour la place qu'occupait désormais dans la lutte des classes mondiale, la III^e Internationale, que l'avait été celui du déclenchement de la première guerre impérialiste mondiale pour la II^e Internationale. La politique de Staline désignait le parti social-démocrate comme frère jumeau du fascisme. Elle s'opposait au front unique des partis ouvriers, et quoique exprimée de façon ultra-gauche, elle se révéla non moins capitularde que celle exprimée par la social-démocratie sur un mode ouvertement légaliste respectueux de l'ordre bourgeois établi par la constitution de Weimar. L'Internationale Communiste, ses partis, couvrirent sans broncher la politique dictée par le Kremlin au P.C. Allemand qui conduisit le prolétariat allemand à l'écrasement, retentit sur le prolétariat mondial tout entier, et permit à l'impérialisme de préparer la 2^e guerre mondiale.

La bureaucratie du Kremlin préférait l'écrasement du prolétariat allemand avec toutes ses conséquences, à la réalisation du Front unique de classe dont l'aboutissement ne pouvait être que la prise du pouvoir par le prolétariat allemand. Plutôt Hitler que la révolution prolétarienne en Allemagne, telle était la signification de la politique du Kremlin. La bureaucratie stalinienne affirmait ainsi qu'elle avait conscience que la défense de ses privilèges exigeait le maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale. L'I.C. endossait cette politique et n'était plus qu'un instrument docile entre les mains du Kremlin. Construire la IV^e Internationale devenait indispensable.

Trotsky ne fut pas seul à comprendre l'importance et la signification de la lutte pour la construction de la IV^e Internationale. Staline et la bureaucratie du Kremlin le comprirent également. Couper, détruire, les liens théoriques, politiques, organisationnels, humains, avec la révolution d'octobre, avec le parti bolchévique et la III^e Internationale, devenait essentiel à la défense des intérêts de la bureaucratie parasitaire et contre-révolutionnaire du Kremlin. 600 000 militants du parti de Lénine furent déportés en Sibérie ou dans le Grand Nord au cours des années 30. Des centaines de milliers furent fusillés, exterminés. Les grands procès contre le « trotskysme » eurent comme but de discréditer la tradition d'Octobre aux yeux des nouvelles générations. Par milliers et jusqu'en 1938, les trotskystes furent assassinés en U.R.S.S. Par dizaines ils furent assassinés par les soins de la Gépéou dans tous les pays du monde. Staline crut mettre le point final à la destruction de la tradition d'octobre par l'assassinat de Léon Trotsky en août 1940. Empêcher que se construise la IV^e Internationale était vital pour la bureaucratie du Kremlin qui agissait du même coup au compte de l'impérialisme mondial.

Parce qu'elle intégrait l'acquis théorique, politique, et d'organisation du marxisme militant (le seul marxisme qui puisse exister comme tel) depuis près d'un siècle et en particulier depuis la Révolution d'octobre, la IV^e Internationale seule pouvait le défendre et l'enrichir. C'est pourquoi, dans la pléiade des révisionnistes, ceux qu'il est possible, par leur origine, d'apparenter

frauduleusement au « Trotskysme » ont toujours occupé une place particulière. Deutscher a une place de premier choix comme héraut du révisionnisme affublé de l'étiquette « trotskyste ». Puisque les « trotskystes eux-mêmes » révisent le marxisme, la révision est du même coup , « légitimée » comme nécessaire et indispensable. D'une certaine façon c'est reconnaître la place et la nécessité de la IV^e Internationale. Mais même Deutscher ne fait que médiocrement l'affaire. Il a rompu avec le trotskysme justement parce qu'il était opposé à la fondation de la IV^e Internationale. Le révisionnisme ne peut être réellement efficace du point de vue de la bourgeoisie et du stalinisme que s'il procède de la IV^e Internationale. Aussi, le Secrétariat Unifié qui s'appelle par euphémisme « de la IV^e Internationale », et ses dirigeants, anciens compagnons d'armes de Pablo qui entreprit il y a 20 ans de réviser la méthode et le programme de la IV^e Internationale, aujourd'hui continuateurs de son œuvre, les Frank - Hansen et, à tout seigneur tout honneur, Janus-Germain-Mandel, jouent un rôle central, sans commune mesure avec les forces du « Secrétariat Unifié ». Ils couvrent les révisions du marxisme et semblent les « légitimer », en même temps qu'ils font obstacle à la construction des partis révolutionnaires et de la IV^e Internationale, ces deux fonctions étant complémentaires. Aussi est-il indispensable d'analyser d'abord et principalement la forme spécifique du révisionnisme émanant du Secrétariat Unifié pour combattre tous les révisionnismes et en montrer la parenté. Depuis l'éviction de Pablo, Germain-Mandel joue le premier rôle au sein du Secrétariat Unifié. Donnons lui la parole, et voyons comment il répond à la question centrale : l'impérialisme est-il le stade suprême du capitalisme, celui du capitalisme pourrissant ?

« Pour la première fois »

A Pâques 1969 s'est tenu le « 9^e Congrès Mondial » du Secrétariat Unifié, 3^e Congrès depuis la réunification ». Janus - Germain Mandel prononça, comme il se doit, le rapport central : « la nouvelle montée de la révolution mondiale » Le titre est engageant. Le contenu tiendrait-il les promesses de l'étiquette ? Germain (ce jour-là il s'agissait de Germain) porte l'appréciation suivante :

*« Il est impossible de nier que nous avons assisté en France à la grève générale la plus ample de toute l'histoire du capitalisme, qui laisse loin derrière elle, non seulement juin 36 mais même les grèves les plus larges en Allemagne en 1918 et 1923. Il est même impossible de nier que cette grève générale a entraîné dans un mouvement de contestation des structures sociales, non seulement le prolétariat de la grande industrie et des services publics - c'est-à-dire la partie la mieux organisée et la plus consciente de la classe ouvrière – mais encore des couches marginales et les nouvelles classes moyennes, techniciennes qui, **pour la première fois dans l'histoire de l'Europe Capitaliste** (souligné par moi), se sont jointes dans leur grande majorité à une remise en question du régime.*

« Or, si tout cela se produit alors qu'il n'y a ni grave récession économique, ni misère prononcée, cela reflète dès lors, une crise sociale plus profonde, une crise sociale globale, un refus de la part de la majorité des forces vives de la nation d'accepter le régime capitaliste et l'Etat bourgeois. Et cela laisse présager des explosions encore plus violentes si, aux causes fondamentales, structurelles de la crise, devait s'ajouter une conjoncture économique déclinante.

Il est utile de rappeler à ce propos qu'entre la révolution de 1848 et la rédaction de la fameuse préface à sa Contribution à la Critique de l'Economie Politique, Marx a modifié ses vues sur les causes profondes des révolutions sociales. Dans ses écrits sur la révolution de 1848, puis dans la Lutte des Classes en France, il rattachait les révolutions sociales encore étroitement aux crises de surproduction. Mais, dans la préface de la Contribution à la Critique, de l'époque de révolution sociale de manière beaucoup plus profonde ».

(ici Germain cite Marx)

« A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale ».

L'auteur du livre « La formation de la pensée économique de Karl Marx »... « Etude génétique » dédiée « A Gisèle qui m'a fait écrire ce livre dans la joie » ressentait peut-être quelques fatigues. Ce n'est pas une raison pour confondre les genres et pour réduire la marxisme à une « pensée économique » Que sa joie demeure. Elle ne l'autorise pas à tronquer Marx, à le déformer, à l'accuser « d'économisme ».

Dès le « Manifeste Communiste », en 1847, Marx et Engels écrivaient :

« Depuis plusieurs décades, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est autre chose que l'histoire de la révolte des forces productives modernes contre le régime de la propriété qui conditionne l'existence de la bourgeoisie et de sa domination, Il suffit de mentionner les crises commerciales, qui, par leur retour périodique, mettent de plus en plus en question l'existence de la société bourgeoise ; Chaque crise détruit régulièrement non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives déjà existantes elles-mêmes. Une épidémie qui, à tout autre époque eut semblé un paradoxe, s'abat sur la société - L'épidémie de la surproduction. La société se trouve subitement rejetée dans un état de barbarie momentanée : on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui coupe tous ses moyens de subsistance : l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productives dont elle dispose ne favorisent plus le développement de la propriété bourgeoise : au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour celle-ci qui leur oppose de ce fait un obstacle; et toutes les fois que les forces productives sociales s'affranchissent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société tout entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein - Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté par la destruction forcée d'une masse de forces productives; de l'autre, par la conquête de nouveaux marchés et l'exploitation plus approfondie des anciens. A quoi cela aboutit-il ? A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir »

(Manifeste Communiste, pages 17 et 18, édition du P.C.F. -1944).

Sans aucune confusion, Marx et Engels ne font pas des crises de surproduction les raisons fondamentales des révolutions sociales. Ils expliquent au contraire que les crises de surproduction sont les conséquences de la contradiction entre le développement des forces productives et les rapports sociaux de production bourgeois. Ce sont les rapports sociaux de production bourgeois, la propriété privée des moyens de production, qui sont à l'origine des crises, des guerres, des révolutions, et qui aboutissent aujourd'hui à la destruction massive des forces productives.

Fondamentalement, la révolution sociale n'est rien d'autre que la révolte de la principale force productive de la société bourgeoise contre les rapports sociaux de production bourgeois : la classe ouvrière. Elle tend à imposer sa solution : la destruction des rapports sociaux bourgeois, l'expropriation de la bourgeoisie, la mise en place de nouveaux rapports sociaux de production dont l'expression juridique sera la propriété collective des moyens de production.

La méthode de Marx se situe à l'antipode d'une « pensée économique ». Marx et Engels procèdent du développement des forces productives, des rapports sociaux de production, de la lutte des classes qu'ils contiennent pour expliquer « l'économie ». Au niveau le plus abstrait, celui de l'analyse de la valeur d'échange, de la formulation de la loi de la valeur, de la formation de la plus-value, ils mettent en évidence les rapports sociaux, les rapports et antagonismes de classe, que la loi de la valeur exprime. Dès 1847 Marx précisait, en réponse à Proudhon (« Misère de la Philosophie »), : « les catégories économiques ne sont que l'expression théorique des rapports sociaux de production ». Marx expliquera plus tard « le Capital n'est pas une chose mais un rapport social ».

Mais pourquoi Mandel-Germain éprouve-t-il le besoin de dénaturer la méthode de Marx qui est élaborée dès « L'idéologie Allemande » ? La suite de son rapport au 9^e Congrès du Secrétariat Unifié nous l'apprendra sans doute. Il poursuit : « *Et encore...*

(Mandel-Germain fait une nouvelle citation de la Préface à la Contribution à la Critique de l'Economie Politique) :

« Pas plus qu'on juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur sa conscience de soi : il faut au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit entre les forces productives sociales et les rapports sociaux ».

Pris sans doute de faiblesse, épuisé comme il l'est, Janus-Germain-Mandel interrompt la citation. Réparons cette défaillance, Marx complète :

« Une société ne disparaît jamais avant d'avoir développé toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, et jamais de nouveaux et supérieurs rapports de production ne se substituent à elle avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports aient été couvées dans le sein même de la vieille société ».

Le membre de phrase : « une société ne disparaît jamais avant d'avoir développé toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir » est essentiel. Il exprime la méthode de Marx et d'Engels à propos du développement des forces productives et de leur rapport avec la lutte des classes. En tronquant cette citation, Germain attaque le marxisme au nom du marxisme. Ce membre de phrase est inséparable de l'analyse déjà exprimée dans le « Manifeste Communiste » : le mode de production capitaliste ne résout ses crises qu'en préparant des « crises plus générales et plus formidables et en diminuant les moyens de les prévenir ». Si bien qu'à un moment déterminé, les crises (qui ne se résument pas à la crise de surproduction) de régulateurs, à leur manière, du fonctionnement du mode de production capitaliste, et qui pouvaient être considérées comme crises de croissance du système capitaliste, deviennent qualitativement différentes : la société bourgeoise roule vers la barbarie. Les rapports sociaux de production bourgeois ont comme conséquence que les moyens de production se transforment en forces destructives d'autant plus puissantes que la science et la technique sont développées. Lénine situe ce point au stade de « L'impérialisme stade suprême du capitalisme » caractérisé comme le capitalisme parasitaire pourrissant, comme « la réaction sur toute la ligne ». La fin de la citation explicite le mot « entrave » tel que l'utilise Marx. Alors, il signifie : à un stade déterminé du mode de production capitaliste, les rapports de propriété bourgeoise étoufferont le développement des forces productives. Lorsque Mandel-Germain « oublie » la fin de ce texte, il tente de « légitimer » ses propres « théories » implicites dans la phrase :

« Or si tout cela se produit alors qu'il n'y a ni grave récession économique, ni misère prononcée, cela reflète une crise sociale plus profonde, une crise sociale globale, un refus de la part des forces vives de la nation d'accepter le régime capitaliste et bourgeois. Et cela laisse présager des explosions encore plus violentes, si, aux causes fondamentales, structurelles de la crise, devrait s'ajouter une conjoncture économique déclinante ».

Dans ce contexte « entrave » ne signifie plus que obstacle à surmonter, frein ralentissant et déformant « la croissance des forces productives » et cela se manifeste en ce qu'il n'y a « ni grave récession économique, ni misère profonde ».

Mais que veulent dire « crise sociale plus profonde, crise sociale globale... refus des forces vives de la nation d'accepter le régime capitaliste, l'état bourgeois... (les) causes fondamentales structurelles » auxquelles pourrait s'ajouter « une conjoncture économique déclinante » ?

La suite de son rapport l'illustre :

*« Ce que mai-juin 68 a révélé en un éclair, c'est le fait que, malgré le large boom de l'économie impérialiste, cette contradiction fondamentale, loin de s'être atténuée, s'est exacerbée au point où **pour la première fois** (souligné par moi) des milliers de travailleurs la prennent comme cible essentielle de leur action. Car c'est bien l'aspect nouveau de la montée révolutionnaire qui se développe actuellement en Europe Occidentale : elle y, conteste de plus en plus directement, **pour la première fois dans l'histoire des rapports antagonistes entre le Capital et le Travail, le pouvoir du Capital, de ses représentants, de son Etat** (souligné par moi) de commander aux hommes et aux machines. Rien ne peut être plus fondamentalement révolutionnaire dans la société dominée par le Capital monopoleur »*

Au point de départ, il y a le « long boom de l'économie impérialiste ». Sans quoi comment se pourrait-il « que pour la première fois, etc. etc. ». Si « pour la première fois dans l'histoire... (est contesté) le pouvoir du capital, de ses représentants, de son Etat

» il faut un fondement objectif nouveau qui ne peut être que « le long boom de l'économie impérialiste » et les nouvelles relations sociales et politiques qu'il a engendrées.

Mandel s'en explique à sa façon jésuitique :

« La crise des rapports de production capitaliste éclate dans tout le développement économique de ces quinze dernières années : dans l'impossibilité croissante d'assurer l'essor de la science et de la technologie dans le cadre de la propriété privée ».

Serait-il sur la voie du retour à une analyse marxiste L'impérialisme n'aurait-il évité une crise économique qu'en la produisant sous une autre forme ? Nullement, explique Mandel-Germain :

« Le capital (a) imposé une socialisation croissante de ces frais, voire de la majeure partie des investissements productifs sur lesquels ils débouchent, dans l'impossibilité de contenir ces mêmes forces productives dans les cadres de l'Etat bourgeois national, tout aussi désuet que la propriété privée. Sans cette socialisation croissante des coûts du développement, et sans l'apparition des sociétés multinationales, la 3° révolution industrielle n'aurait pas pu se produire dans le cadre du régime capitaliste ».

D'où il ressort que : dans le cadre du mode de production capitaliste, à l'époque de l'impérialisme « stade suprême du capitalisme parasitaire, pourrissant, réaction sur toute la ligne » ... un développement prodigieux et inégalé des forces productives s'est produit, la 3° Révolution Industrielle. La méthode de Germain-Mandel divise (pas celle de Marx) l'histoire du capitalisme en Révolutions Industrielles : la 1ère est celle de la vapeur, la 2ème celle de l'électricité, la 3ème celle de l'énergie nucléaire, de l'électronique, de la cybernétique... ce que sera la 4ème, il nous en avertira à temps. Pour Lénine et Trotsky (des prétendus marxistes incapables d'élaborer dans la joie) l'histoire du capitalisme doit être examinée en fonction des rapports sociaux entre les classes, principalement entre la bourgeoisie et le prolétariat, et au sein de la bourgeoisie. C'est de ces rapports, et non de la « science et de la technique » prises en soi que Lénine fait découler son appréciation de l'impérialisme stade suprême du capitalisme et le pronostic historique qui en découle « l'impérialisme est le prélude de la révolution sociale du prolétariat. Cela s'est confirmé depuis 1917 à l'échelle mondiale » (préface à l'édition française, page 13, édition de l'U.R.S.S. 1967).

Si l'on suit Germain-Mandel, il faut conclure : l'analyse de Lénine est fautive. Une nouvelle période, celle de la 3° Révolution Industrielle, s'est ouverte avec la fin de la 2° guerre impérialiste mondiale, celle du « néo-capitalisme », celle du « capitalisme monopolistique d'état » et de la « multinationalité ». Le capital est parvenu à briser les limites de la propriété privée des moyens de production et de l'État bourgeois national, par des moyens qui soulèvent la réprobation morale, mais il y est parvenu, grâce « à la socialisation des coûts et (aux) sociétés multinationales ». Il s'auto-réforme. Et si l'on s'interroge sur le pourquoi de cette dithyrambique « analyse » de mai-juin 68 « pour la première fois... etc » Germain-Mandel fournit également la réponse : « à la crise de la propriété et à la crise de l'Etat bourgeois national et de l'économie capitaliste « nationale » s'ajoute la crise des rapports hiérarchiques du travail ». Ce que Germain-Mandel, avec bien d'autres, appelle « la crise des rapports hiérarchiques du travail » ne « s'ajoute pas », dans la pensée de Mandel-Germain, elle se substitue « à la crise de la propriété privée et de l'État national bourgeois » puisque grâce à la « socialisation des coûts » et aux « sociétés multinationales » le capital a assumé la 3° Révolution Industrielle. La suite le prouve très clairement :

« Ce n'est pas par hasard si ce sont les étudiants et les chercheurs qui ont été sensibles les premiers au caractère mystificateur de la justification de ces rapports par l'argument de la compétence. Mais, au fur et à mesure que la 3e Révolution Industrielle chassera le travail non qualifié de la vie industrielle et qu'elle élèvera le niveau de qualification et de culture de la classe ouvrière, sa révolte contre ces rapports hiérarchiques deviendra tout aussi aiguë, sinon plus aiguë encore que celle des travailleurs intellectuels et des étudiants d'aujourd'hui ».

Le développement des forces productives, dans le cadre de la 3° Révolution Industrielle, n'en est qu'à ses débuts. Il liquidera la non qualification. Il hissera le prolétariat au niveau de culture des étudiants et des intellectuels (évidemment pas de tous les « intellectuels » : considérons tout de même qu'il existe des sommets ...) La force motrice de la « nouvelle révolution » ce sont les « porteurs de culture ». Voilà pourquoi Germain-Mandel affirme : « C'est bien l'aspect nouveau de la montée révolutionnaire qui se développe actuellement en Europe Occidentale : elle y conteste de plus en plus directement pour la première fois dans l'histoire des rapports antagonistes entre le Capital et le Travail, le pouvoir du Capital, de ses représentants et de son Etat, de commander aux hommes et aux machines ». La « théorie élaborée dans la joie » l'exige : d'un trait de plume est rayé près d'un siècle et demi de la lutte des classes du prolétariat, la révolution de 1848, la Commune de Paris dont un certain Marx osa prétendre qu'elle révéla la forme concrète de l'état ouvrier, de la dictature du prolétariat ; les révolutions russes de 1905 et 1917, le pouvoir centralisé et fédéré des soviets, toutes les luttes révolutionnaires des prolétariats de tous les pays depuis que s'est ouvert « l'ère des guerres et des révolutions ». Lénine et Trotsky n'étaient que des « visionnaires ». D'ailleurs s'agit-il bien encore de révolution ? Ce mot n'est plus qu'une mauvaise habitude. Au vrai, il s'agit d'un mouvement qui « conteste les structures ».

« Néo-capitalisme » et « capitalisme monopolistique d'état »

Le révisionnisme du Secrétariat Unifié, destructeur de la IV° Internationale, autorise toutes les formes de révisionnisme lesquelles sont d'ailleurs parentes les unes des autres. Pour le S.U. et ses représentants « le long boom de l'impérialisme » correspond à l'avènement du « néo-capitalisme ». L'appareil du stalinisme en France rejette ce terme. Il en préfère un autre : « le capitalisme monopolistique d'État ».

Louis Perceval, après mai-juin 68 écrit un article dans le numéro de juillet de la revue du P.C.F. « Economie et Politique » qui réaffirme la définition du « capitalisme monopolistique d'État » :

« Le capitalisme monopolistique d'Etat est la phase ultime du capitalisme au stade de l'impérialisme auquel est parvenu le capitalisme dans les pays capitalistes économiquement avancés. Cette phase nouvelle, destinée à sauver le régime capitaliste, s'est généralisée après la deuxième guerre mondiale, à un certain niveau de concentration du capital et de la production. Cette nouvelle forme de capitalisme, née de ses contradictions, réunit la puissance des monopoles et celle de l'Etat en un mécanisme unique permettant d'augmenter au

maximum les profits de l'oligarchie financière par l'exploitation de la classe ouvrière et le pillage des larges couches de la population. Il s'efforce d'apporter une solution provisoire aux formes récentes de la crise générale du capitalisme, au rétrécissement brutal de la domination impérialiste, au poids spécifique déterminant des pays socialistes, à l'extension des mouvements de libération nationale, à l'intensification des luttes ouvrières et démocratiques et aux contradictions de plus en plus aiguës entre pays impérialistes. Il s'efforce, tout en conservant l'appropriation privée des moyens de production, c'est-à-dire des rapports de production capitalistes, d'assurer une certaine progression des forces productives, de la base matérielle de la société, malgré l'aiguë des luttes de classes à l'échelle nationale et internationale ».

Et naturellement, il y parvient : « *Sous l'influence de la révolution scientifique et technique de notre temps et du développement rapide des forces productives qui en résulte en partie, sous la pression de la concurrence entre monopoles et entre pays impérialistes, le capital et la production se concentrent et se centralisent fortement, les dimensions réelles ou nécessaires des entreprises et des monopoles s'accroissent à la dimension de l'Etat et au-delà, rejoignant le mouvement objectif de socialisation et internationalisation des forces productives ».*

Toute la « perspective » de la « démocratie véritable » ou « de la démocratie avancée » est objectivement fondée sur la « double nature de l'Etat » :

« La contradiction antagoniste entre le caractère social de la production et sa forme capitaliste, privée, de l'appropriation du travail s'accuse et apparaît ainsi au niveau de l'État entre son rôle économique, objectivement fondé à notre époque, même s'il est dévoyé au profit des monopoles, et son rôle permanent, renforcé, de force oppressive au service de l'oligarchie financière ».

Il suffit de libérer l'Etat de l'emprise des monopoles pour que se dégage son rôle « socialiste » facteur du développement des forces productives « de la base matérielle de la Société ».

L'impérialisme reste l'impérialisme, cela va de soi. Quel « marxiste » qui, pour remplir sa fonction politique, a besoin de se réclamer de la tradition de la révolution russe oserait prétendre le contraire ? Mais, disent Germain-Mandel et le S.U., il s'est produit depuis la guerre un nouveau développement tumultueux des forces productives... dû au « néo-capitalisme ». Mais, disent les « théoriciens » du stalinisme, il y a une « nouvelle phase »... « destinée à sauver le régime capitaliste, elle s'est généralisée après la deuxième guerre mondiale », qui renforce « la base objective de la société » ... « le développement rapide des forces productives » : « le capitalisme monopolistique d'Etat ». A « la 3^e révolution industrielle » de Germain-Mandel, correspond « la révolution scientifique et technique de notre temps et le développement rapide des forces productives qui en résulte » des « théoriciens » du stalinisme. Nous sommes loin de « l'impérialisme » défini par Lénine comme « la réaction sur toute la ligne ».

Naturellement, subsistent, et pour Germain-Mandel, et pour les « théoriciens » du stalinisme les contradictions entre le caractère social de la production et les rapports bourgeois de production... Mais, disent les théoriciens du stalinisme, grâce à son nouveau rôle économique, même si c'est au profit des monopoles, par son intervention, l'Etat surmonte ces contradictions et permet le développement des forces productives. Mais, disent Germain-Mandel et les « théoriciens » du S.U., grâce à la socialisation existante des coûts de développement » fonction assumée par l'Etat, ces contradictions ont été surmontées ; Germain-Mandel et les théoriciens du S.U. (qui se prétendent « trotskystes ») ajoutent grâce à « l'apparition des sociétés multinationales ».

Pour les uns et les autres, la « révolution » est d'une nouvelle « nature ». Mandel-Germain et consorts affirment : « Mai-juin 68 a, pour... la première fois etc, en raison du rôle nouveau des intellectuels, des étudiants, de la qualification et de la culture des travailleurs qui se développeront à l'avenir ». Les « théoriciens » du stalinisme affirment de leur côté :

« Le progrès technique et scientifique qui s'est poursuivi malgré le frein du profit monopoliste, en raison de cette intervention publique, conduit actuellement à une véritable révolution technologique et scientifique. D'où la croissance de nouvelles couches salariées non ouvrières exploitées par l'impôt et l'inflation, les conditions du salaire et du travail, qui entrent dans la bataille de classe. A côté de la masse considérable des employés, ce sont les ingénieurs, techniciens et cadres, les chercheurs et enseignants de tous les ordres, les salariés intellectuels de toutes sortes. D'où aussi la croissance rapide du nombre des étudiants et leurs difficultés. Ces couches sont aliénées aux besoins des monopoles. Leur rôle est réduit à celui de rouage de la grande machine capitaliste, leur travail subordonné aux objectifs du profit privé et non aux besoins du progrès humain.

« Ces couches salariées, privées de la propriété des moyens de production comme le prolétariat ouvrier, se développent avec les forces productives modernes, tendent à être concentrées en masses plus ou moins grandes, d'où leur poids grandissant dans la lutte de classe. Toutefois, en ce qui concerne surtout les couches de type intellectuel, elles apprécient l'exploitation capitaliste à un niveau plus élevé de salaires, de conditions de vie et de travail que les ouvriers qui sont au cœur de l'exploitation capitaliste, et n'ont à perdre que leurs chaînes. D'où une critique mettant l'accent sur l'aliénation dans le travail et dans la vie quotidienne, sur la société dite de consommation, sur le caractère technocratique de la vie sociale et l'absence de participation, et moins sur les revendications immédiates et surtout sur les fondements de la société actuelle constitués par la propriété capitaliste privée, plus spécialement la propriété des grands monopoles privés. (souligné par moi), Mais ces salariés prennent de plus en plus conscience de leur communauté de sort avec le prolétariat ouvrier » (Paul Boccara dans Economie et Politique - juillet-août 1968 - pages 100 et 101).

Son confrère Louis Perceval, déjà cité, conditionne le passage au socialisme à la prise de conscience de « toutes les couches exploitées et aliénées » (aliénés et prolétaires unissez-vous !).

Tous les ingrédients des « théories » Mandéliennes sont présents. Le rôle social et politique des « intellectuels et étudiants » devient déterminant puisqu'au contraire des ouvriers qui limitent leurs revendications au niveau matériel des salaires, des conditions de vie et de salaire, intellectuels et étudiants ressentent comme insupportable « l'aliénation du travail ». Il est évident que ces couches pour qui « l'aliénation du travail » est quotidiennement insupportable, qui ne peuvent limiter leurs revendications aux questions de salaires, mettent elles aussi, elles surtout, en cause les « fondements de la société ».

Mais s'agit-il bien encore de la révolution ? Les « théoriciens » du stalinisme sont, sur ce point, plus clairs que Germain-Mandel et les dirigeants du S.U., tout en se situant sur la même ligne : celle de « la contestation », « de la mise en cause des structures », car « l'Etat du capitalisme monopolistique d'état, dialectiquement contradictoire, est donc qualitativement différent de l'Etat prémonopoliste et même monopoliste » écrit encore Perceval. Donc il n'est plus « l'Etat bourgeois » mais un Etat organisateur du développement des forces productives qu'il suffit de débarrasser de ses liens avec les monopoles pour qu'il fonctionne comme l'Etat des travailleurs. L'Etat bourgeois est devenu curieusement un « Etat ouvrier, sans ouvriers » géré par des monopoles. Des réformes de structures apportées par la « démocratie avancée » pourvoieront à le transformer en un « Etat du peuple entier ».

A chacun son Garaudy : Pablo

Sur ces mêmes « fondements théoriques », la troisième Révolution Industrielle, le « dépassement » des contradictions sociales du mode de production capitaliste en raison du « rôle nouveau de l'Etat », le « gigantesque développement des forces productives », le « rôle nouveau des intellectuels » dans la production, la « science force productive directe » sont construites les différentes variantes du révisionnisme y compris les spécificités P.S.U. ou prochinoises.

Elles sont à l'origine du livre de Roger Garaudy « Le grand tournant du socialisme ». A l'origine se situe « le prodigieux développement des forces productives » que réalisa le mode de production capitaliste depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Il en résulte : la possibilité d'un nouveau type de capitalisme aux U.S.A.; un nouveau « modèle » de socialisme nécessaire dans les pays capitalistes avancés d'Europe qui n'est rien d'autre que la « démocratisation » de l'Etat bourgeois ; un nouveau « bloc historique » intellectuels-ouvriers. L'explosion révolutionnaire de Mai-juin 68 située dans cette analyse et cette perspective n'est plus alors qu'une crise de croissance de la nouvelle réalité historique qui s'est fait jour à la fin de la deuxième guerre mondiale impérialiste.

Garaudy s'est attiré les foudres de l'appareil du P.C.F. et de l'appareil international du stalinisme. Pourtant, Garaudy ne fait que généraliser et pousser plus loin les thèses qui « fondent » la conception du capitalisme monopolistique d'Etat et de la démocratie avancée. Mais la politique de Garaudy va si loin que la bureaucratie du Kremlin et son appareil international se sentent directement menacés. Non seulement le monolithisme de l'appareil international du stalinisme est mis en cause, monolithisme indispensable à son existence - mais encore les rapports sociaux qui existent en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est. Le « nouveau modèle du socialisme » n'est pas un article réservé aux pays capitalistes avancés, il devra trouver ses expressions et ses formes en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est. Garaudy exprime les contradictions et antagonismes qui déchirent la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties de l'Europe de l'Est : il traduit à sa façon les aspirations des tendances pro-bourgeoises. Mais « faute de pouvoir les renverser » la bureaucratie du Kremlin dépend des rapports sociaux nés de la révolution d'Octobre, la destruction de ces rapports sociaux c'est également son propre éclatement et naturellement la destruction de l'appareil international du stalinisme.

Aussi Etienne Fajon chargé de pourfendre Garaudy au 19^e Congrès du P.C.F., au nom de l'appareil international du stalinisme le lui rappelle clairement (« Humanité » du 7-2-1970).

« Le monde actuel est caractérisé par la lutte croissante qui oppose le système socialiste, la classe ouvrière internationale, et le mouvement de libération nationale à l'impérialisme et à la réaction ». Etienne Fajon affirme les liens de subordination du P.C.F. au Kremlin. La mise en cause de ces liens détruirait le monolithisme du P.C.F., libérerait les contradictions politiques que cette subordination comprime. Garaudy, avec ses thèses, joue à l'apprenti sorcier. Le P.C.F. n'est pas fondamentalement d'une autre nature que le Parti communiste tchécoslovaque. Il existe, sans aucun doute, de profondes différences entre les deux P.C. dues à ce que l'un exerce, sous la tutelle directe du Kremlin, le pouvoir, tandis que l'autre est un P.C. qui a participé à la reconstruction de l'Etat et de l'économie bourgeoise au lendemain de la guerre et qui s'efforce de maintenir les luttes du prolétariat français dans les limites compatibles avec la sauvegarde de la bourgeoisie française. Mais l'un et l'autre tentent de maintenir l'équilibre mondial des forces de classes nécessaires à la bureaucratie du Kremlin pour survivre, et ils s'efforcent de le préserver. L'existence de la bureaucratie du Kremlin dépend de cette politique des P.C., ainsi que celle de tout l'appareil international du stalinisme, mais l'existence des P.C. en dépend également. Encore une fois, ce sont les rapports historiquement constitués entre les P.C. et la bureaucratie du Kremlin qui cimentent le monolithisme des P.C. et compriment leurs contradictions internes. Les briser aboutit à plus ou moins long terme, selon des rythmes et des formes divers, à l'éclatement des P.C. En développant ces thèses, Garaudy allait beaucoup trop loin. Il était amené à revendiquer le droit de tendance au sein des P.C., à mettre en cause le rôle du Kremlin, à mettre en cause le rapport de la bureaucratie et des P.C. avec les militants communistes et la classe ouvrière. Finalement à mettre en cause les rapports sociaux sur lesquels repose la bureaucratie du Kremlin. S'il parvint à exprimer ces thèses jusqu'à la tribune du 19^e Congrès du P.C.F., cela témoigne quelles forces sont à l'œuvre jusqu'au sommet de l'appareil du P.C.F., jusqu'au sommet de l'appareil international du stalinisme, au Kremlin même. La contre-partie inéluctable devait être qu'au sein du P.C.F., d'autres courants, d'autres « tendances » potentielles cherchent également à s'exprimer. Frapper fort sur Garaudy était d'autant plus indispensable et exigerait, outre l'affirmation de la subordination au Kremlin, que cela soit fait au nom de la lutte pour le socialisme. Fajon poursuit :

« Les efforts du capital monopolistique en vue de l'utilisation des possibilités offertes par les immenses progrès scientifiques et techniques se heurtent au système capitaliste de propriété et à la recherche immédiate du taux de profit maximum. En conséquence, la révolution socialiste est objectivement nécessaire pour instaurer des rapports de production correspondant au niveau actuel des forces productives ; en même temps, les conditions d'une lutte victorieuse pour le socialisme deviennent plus favorables au fur et à mesure que la contradiction fondamentale entre le Capital et la Classe Ouvrière se double d'une profonde opposition d'intérêts entre la bourgeoisie monopolistique et l'ensemble des couches laborieuses. »

Fajon est contraint pour défendre la bureaucratie du Kremlin, ses bases sociales, pour maintenir la subordination au Kremlin, le monolithisme du P.C.F., de répondre aux militants du P.C.F. et aux travailleurs : « Nous sommes le parti de la révolution socialiste ». Mais il enchaîne aussitôt :

« les analyses de Roger Garaudy se situent dans une tout autre optique. Il met l'accent, lui, non sur la contradiction essentielle entre le capitalisme et socialisme, mais sur l'essor actuel des sciences et des

techniques dont il expose, inexactement d'ailleurs, la nature, les rythmes et les conséquences. Il est vrai que les forces productives connaissent un essor sans précédent, caractérisé, en particulier par l'automatisation et le lien étroit entre la recherche scientifique et ses applications techniques. Mais il convient d'apprécier avec rigueur le point où est parvenue cette révolution technique et scientifique (souligné par moi) dans les pays les plus avancés industriellement. Un examen sérieux nous montre que nous vivons seulement les prémises d'un développement qui s'étendra sur toute une période historique (souligné par moi). En privilégiant un certain nombre de faits dont personne ne conteste l'importance, en les isolant de leur contexte, par une méthode qui tourne le dos au matérialisme dialectique, Roger Garaudy prend la partie pour le tout et décrit comme ayant atteint sa pleine maturité un processus qui ne fait que commencer. » (souligné par moi).

En d'autres termes, Fajon réintroduit par la fenêtre ce qu'il avait chassé par la porte. Le fait majeur c'est la « révolution scientifique et technique » ... « Nous vivons seulement les prémises d'un développement qui s'étendra sur toute une période historique ». La période historique, dont nous vivons seulement les prémises, est donc bien celle du développement scientifique et technique (celle de la troisième, et peut-être bien quatrième révolution industrielle, chère à Germain-Mandel). D'où il faudrait conclure : l'erreur de Garaudy consiste à décrire « comme ayant atteint sa pleine maturité un processus qui ne fait que commencer », son erreur est une erreur de rythme, il a tort d'être un pionnier. Fajon étale aussi les contradictions de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international. L'éclectisme est nécessaire à toute organisation qui fonde sa légitimité historique, son lien avec le prolétariat, sur la révolution d'Octobre et la tradition de Marx, Engels, Lénine, mais qui exprime à l'intérieur du mouvement ouvrier, directement ou indirectement, les intérêts de la bourgeoisie. Fajon est contraint de juxtaposer des thèses contradictoires. Il ne peut aller jusqu'ou va ouvertement Garaudy qui donne l'illustration la plus claire des aboutissants de la théorie de la « démocratie avancée » et de ses « justifications » théoriques.

Le Secrétariat Unifié des renégats à la IV^e Internationale, a aussi son Garaudy. Il s'appelle Michel Pablo. Afin d'accomplir leur fonction politique, de pouvoir garder le titre de « trotskystes », et de se réclamer de la IV^e Internationale, les Germain-Mandel-Frank-Maitan doivent avoir recours à l'éclectisme. Il leur faut masquer les aboutissants, comme les fondements, de leurs théories. Germain-Mandel a appris de Pablo lui-même, au temps où celui-ci était son chef de file, comment procéder. Il en use et en abuse, d'autant plus lorsqu'il s'appelle Janus-Germain « secrétaire de la IV^e Internationale ». Quand il utilise le nom de Janus-Mandel c'est généralement comme « marxiste officiel » et de bon ton, collaborateur des « Temps Modernes », conférencier à ses heures aux côtés de dignes et vénérables personnages, et il est parfois plus clair tout en étant malgré tout tenu à une certaine réserve. Michel Pablo, après avoir été l'initiateur du révisionnisme au sein de la IV^e Internationale, en raison de nouvelles attaches politiques avec le courant représenté par Ben Bella en Algérie, a rompu avec le S.U. des renégats à la IV^e Internationale. Aussi lui est-il possible de développer les « théories » dont il fut le prophète, et Germain-Mandel, l'apôtre prédicateur, jusqu'à leurs conclusions ultimes. Dès 1965, son courant prenant le nom de « Tendance Marxiste Révolutionnaire de la IV^e Internationale » formula un « projet de plateforme » : « *Le Marxisme et notre époque* ».

« Comme la première guerre mondiale avait clos l'ère de la sociale-démocratie et ouvert celle de l'épanouissement de la pensée et de l'action du bolchévisme, ainsi la deuxième guerre mondiale a clos l'ère du marxisme nourri essentiellement de l'expérience bolchévique...

... il est nécessaire de comprendre et d'admettre que la structure du contexte mondial dans lequel nous agissons est essentiellement différente de celle d'avant-guerre et qu'elle change rapidement. Seule une pensée révolutionnaire a la hauteur de l'explosion inouïe des forces productives qui résulte de la révolution technologique caractérisée principalement par le développement de la cybernétique et de l'énergie atomique, saurait faire face au bouleversement de la société et prétendre contribuer à lui assigner une direction planifiée, rationnelle, devenue plus nécessaire que jamais...

Le fait le plus frappant dans la nouvelle phase dans laquelle est entrée l'Humanité depuis la deuxième guerre mondiale est celui du progrès sans égal réalisé par les forces productives dans les pays capitalistes avancés et qui ne cadre plus avec la notion du capitalisme en putréfaction, dans l'ère impérialiste... occasionnellement perturbée que par des récessions ruineuses (elle) ne saurait plus être taxée de conjoncturelle et devant nécessairement faire place dans un avenir rapproché à une crise économique majeure...

Il est incontestable que la concentration capitaliste et le rôle accru de l'Etat asservi par les monopoles ainsi que le développement de la solidarité capitaliste internationale devant le danger montant de la Révolution Socialiste Mondiale, ont introduit des facteurs nouveaux dans le fonctionnement du capitalisme devenu moins anarchique, plus conscient et dans un sens « planifié ».

Grâce aux moyens de l'étude systématique de la conjoncture économique, de la politique budgétaire fiscale et du crédit, et dans le cadre d'institutions « supranationales » qui veillent au maintien de la conjoncture favorable... » (Sous le drapeau du socialisme, No 2 3-24, nov.-déc. 1965).

Pablo développe tous les thèmes qui sont ceux du Secrétariat Unifié, la troisième révolution industrielle, l'explosion des forces productives, plus de crises mais des récessions, grâce à l'intervention de l'Etat et à l'internationalisation du Capital. Cependant, Pablo dit ouvertement ce que cette analyse implique, autrement dit : « l'ère du marxisme nourri essentiellement de l'expérience bolchéviste est close ». « L'analyse Léniniste » (et de Trotsky) de l'impérialisme stade suprême du capitalisme, de la stagnation, du recul des forces productives, de la putréfaction du capitalisme, s'est avérée fautive.

Appréciant Mai-juin 68 qui ne le surprit pas moins qu'il surprit Germain-Mandel, il écrit :

« *Le Parti Communiste a jugé la masse sociale des étudiants comme faisant simplement partie de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie traditionnelles, négligeant de souligner le nouveau poids spécifique numérique et qualitatif de cette masse. Des groupes gauchistes se réclamant du marxisme révolutionnaire ont d'ailleurs commis la même erreur.* »

Pablo a tort, nous l'avons vu, de chicaner ainsi ses confrères en révisionnisme ; il peut leur reprocher seulement de ne pas être aussi clair que lui.

« *A la base de celle-ci réside, entre autres, une méconnaissance réelle ou voulue de l'évolution récente du*

capitalisme dans les pays avancés, qui est déterminée pour beaucoup par le développement scientifique et technologique incessant, transformant insensiblement de la manière la plus révolutionnaire, la plus spectaculaire, la société de nos jours.

Or cette évolution transforme, qualitativement, y compris la classe ouvrière, réduisant le poids de la main-d'œuvre non qualifiée et amplifiant par contre la demande d'un personnel technique de plus en plus éduqué. L'éducation s'est mise au service de l'économie développée, en prodiguant un enseignement en vue de la formation scientifique et technologique de masse.

Dans l'espace de ces quelques dernières années (depuis la moitié des années 50) le nombre des étudiants dans les différentes régions capitalistes avancées, a évolué de manière fort significative : de 2 600 000 à 7 000 000 aux U.S.A., de 740 000 à 1 700 000 en Europe occidentale.

C'est là un phénomène social nouveau dont les implications sont évidentes :

A partir du moment où la masse estudiantine, en développement numérique et qualitatif constant se politise et aspire à sa jonction avec la classe des producteurs directs, en vue d'une transformation révolutionnaire de la société néo-capitaliste, une nouvelle force entre en action qui dote la dynamique révolutionnaire globale d'un potentiel accru. Un parti révolutionnaire digne de ce nom, capable d'appréhender correctement la création continue de l'évolution a tout intérêt à faciliter au maximum cette jonction étudiants-ouvriers qui représente une nouvelle dynamique révolutionnaire d'un dynamisme supérieur. ».

Pablo n'a plus besoin de se cacher. Il n'est plus comme Germain-Mandel, Frank, Maitan et consorts « secrétaire » de la IV^e Internationale. Il jette le froc aux orties, les conclusions des théories « élaborées dans la joie » apparaissent dans leur nudité. Il reste à savoir si les joyeux plaisirs des Germain-Mandel-Frank-Maitan-Pablo font l'affaire du prolétariat.

La « Science, force productive directe » ?²

« Toutes les caractéristiques actuelles du milieu étudiant ne font qu'exprimer un phénomène fondamental souligné par le camarade E. Mandel, le 9 mai à la Mutualité, à savoir la réintégration du travail intellectuel dans le travail productif, la transformation des capacités intellectuelles des hommes en principales forces productives de la société » (Daniel Bensaïd, Henri Weber « Mai-juin 68, une répétition générale » - page 29).

L'ensemble des théories révisionnistes sur la troisième révolution industrielle, la « prodigieuse croissance des forces productives au cours de ces vingt cinq dernières années », qui vont directement à l'encontre des analyses et des perspectives de Lénine et de Trotsky, veulent trouver un pilier dans les écrits de Marx. Ils en appellent contre Lénine et Trotsky, à Marx. Ainsi, à l'instigation de Mandel, Bensaïd et Weber renvoient-ils par une note en bas de page à une « citation » de Marx qu'ils reproduisent d'après... Marcuse (du travail sérieux !). En fait, ils se réfèrent (par procuration) à certains passages des « Fondements de la critique de l'économie politique ». Marx y explique (pages 221-222) :

« L'échange du travail vivant contre du travail objectivé, c'est-à-dire la manifestation du travail social sous la forme antagonique du capital et du salariat est l'ultime développement de la valeur et de la production fondée sur la valeur. La prémisse de ce rapport est que la masse du temps de travail immédiat, la quantité de travail utilisée représente le facteur décisif de la production des richesses. or, à mesure que la grande industrie se développe, la création de richesses dépend de moins en moins du temps de travail et de la quantité de travail utilisée, et de plus en plus de la puissance des agents mécaniques qui sont mis en mouvement pendant la durée du travail. L'énorme efficacité de ces agents est, à son tour sans rapport aucun avec le temps de travail immédiat que coûte leur production. Elle dépend bien, plutôt, du niveau général de la science et du progrès de la technologie ou de l'application de cette science à la production. (Le développement des sciences - parmi lesquelles celles de la nature ainsi que toutes les autres - est bien sûr fonction du développement de la production matérielle).

L'agriculture, par exemple, devient une simple application de la science du métabolisme matériel de la nutrition et le mode le plus avantageux de sa régulation pour l'ensemble du corps social.

La richesse réelle se développe maintenant, d'une part grâce à l'énorme disproportion entre le temps de travail utilisé et son produit et, d'autre part, grâce à la disproportion qualitative entre le travail, réduit à une pure abstraction, et la puissance du procès de production qu'il surveille ; c'est ce que nous révèle la grande industrie. Le travail ne se présente pas tellement comme une partie constitutive du procès de production. L'homme se comporte bien plutôt comme un surveillant et un régulateur du procès de production (cela vaut non seulement pour la machinerie, mais encore pour la combinaison des activités humaines et le développement de la circulation entre individus).

Le travailleur n'insère plus, comme intermédiaire entre le matériau et lui, l'objet naturel transformé en outil ; il insère à présent le procès naturel, qu'il transforme en un procès industriel comme intermédiaire entre lui et toute la nature, dont il s'est rendu maître. Mais lui-même trouve place à côté du procès de production, au lieu d'en être l'agent principal.

Avec ce bouleversement, ce n'est ni le temps de travail utilisé, ni le travail immédiat effectué par l'homme qui apparaissent comme le fondement principal de la production de la richesse ; c'est l'appropriation de sa force productive générale, son intelligence de la nature et sa faculté de la dominer, dès lors qu'il s'est constitué en un corps social : en un mot, le développement de l'individu social représente le fondement essentiel de la production et de la richesse. »

² Lire à ce propos « Science et Révolution » conférence de Gérard Bloch faite au Cercle d'Etudes Marxistes de Paris le 14 mars 1969, éditée dans les n° 5-6 (mai 1969) de « Etudes Marxistes ».

Même en interrompant ici la citation (ce qui, une fois de plus est une belle et significative escroquerie) faire dire à Marx que la science et la technique sont devenues des forces productives directes est un singulier tour de passe-passe : « c'est l'individu social (socialisé) qui représente le fondement essentiel de la production et de la richesse ». La force productive par excellence, c'est l'homme socialisé. Le « procès naturel, transformé en procès industriel » est seulement « l'intermédiaire entre lui et la nature dont il s'est rendu maître ». Au cours de la transformation des moyens de production de « l'outil au procès industriel » se forme et se développe « sa force productive générale, son intelligence de la nature et sa facilité de la dominer, dès lors qu'il s'est constitué en un corps social ». Encore faut-il qu'il se l'approprie . Il n'y pas d'abstractions qui seraient « la science et la technologie » existantes et opérantes par elle-mêmes : ce sont des produits sociaux qui n'existent qu'en fonction du corps social et sont conditionnés par lui.

Mais le « corps social » n'est pas non plus une abstraction : il s'agit du corps social où le « *travail social se manifeste sous la forme antagonique dit capital et du salariat (qui) est l'ultime développement de la valeur et de la production fondée sur la valeur* ». Ce corps social, parce qu'il crée les conditions où « à mesure que la grande industrie se développe, la création de richesse dépend de moins en moins du temps de travail et de la quantité de travail utilisée, et de plus en plus des agents mécaniques qui sont en mouvement pendant la durée du travail », où « l'énorme efficacité de ces agents est à son tour sans rapport aucun avec le temps de travail immédiat que coûte leur production » pousse au paroxysme les contradictions sociales que la loi de la valeur exprime abstraitement : contradiction d'un mode de production dont le moteur est la production de la plus-value et sa transformation en capital élargi ; c'est-à-dire l'appropriation par les possesseurs des moyens de production, justement, du temps de travail non payé ; contradiction entre les créateurs de la valeur, la classe ouvrière, qui produisent la plus-value, et les possesseurs des moyens de production qui extorquent cette plus-value.

Si ces gens qui font des gloses sur « la science force productive directe » voulaient bien pousser leur lecture jusqu'au bas de la page 222 seulement, ils liraient :

« Ce capital est une contradiction en procès : d'une part il pousse à la réduction du temps de travail à un minimum et, d'autre part, il pose le temps de travail comme la seule source et la seule mesure de la richesse. Il diminue donc le temps de travail sous sa forme nécessaire pour l'accroître sous sa forme de sur-travail. Dans une proportion croissante, il pose le sur-travail comme la condition - question de vie ou de mort - du travail nécessaire ».

La « science et la technique » sont par là-même, à un certain point de développement du mode de production bourgeois, tant que subsiste ce mode de production des facteurs d'une fantastique destruction de forces productives et se retournent contre le développement de la « science et de la technique »

« Si le temps de travail est la mesure de la richesse c'est que la richesse est fondée sur la pauvreté et que le temps libre résulte de la base contradictoire du sur-travail ; en d'autres termes cela suppose que tout le temps de l'ouvrier soit posé comme du temps de travail et que lui-même soit ravalé au rang de simple travailleur et subordonné au travail.

« C'est pourquoi, la machinerie la plus développée contraint aujourd'hui l'ouvrier à travailler plus longtemps que ne le faisait le sauvage ou lui-même lorsqu'il disposait d'outils plus rudimentaires et primitifs. » (page 225).

Le « temps libre » conditionne le développement de la science, de la technique, de la culture. Mais la gigantesque croissance du capital exige pour être mis en valeur, toujours et toujours plus de surtravail de la part de centaines de millions de travailleurs, comme condition du « temps libre » d'une minorité de la société. Il s'agit déjà d'une incalculable destruction de « forces productives ». De même que la condition de la richesse à un pôle de la société bourgeoise implique la pauvreté à l'autre pôle, le développement de la science et de la technique implique que par masses de centaines de millions, hommes et femmes aient leur force vitales, leurs forces créatrices détruites. Et lorsque des centaines de millions d'autres hommes et de femmes, dépourvus des moyens de production, ont du temps libre, tout leur temps libre, c'est qu'ils ne peuvent vendre la seule chose qu'ils possèdent, leur force de travail. Ils deviennent de simples rebuts de la société : voilà ce que signifie « le temps libre », pour les travailleurs tant que subsistent les rapports de productions bourgeois.

« Le travail immédiat en tant que tel cesse d'être le fondement de la production, puisqu'il est transformé en une activité qui consiste essentiellement en surveillance et en régulateur ; tandis que le produit cesse d'être créé par le travailleur individuel immédiat et résulte plutôt de la combinaison de l'activité sociale que de la simple activité du producteur ». (Page 227).

Il va de soi que transformés en simples appendices de la machine pendant tout leur temps, les travailleurs qui n'ont pas de temps libre subissent la « combinaison » de l'activité sociale, tandis que les travailleurs qui ont tout « leur temps libre », en sont purement et simplement rejetés. La « Science et la Technique » tant que le capital fonctionne comme capital, déjà de ce seul point de vue, celui de la force productive sociale, aboutissent à une incommensurable destruction de forces productives, et ont comme conséquence le renforcement d'entraves, toujours plus étroites, au développement de la science et de la technique, duquel l'énorme majorité de la population mondiale est rejetée.

Il n'est pourtant pas possible de s'arrêter là. « La combinaison de l'activité sociale » n'est pas indépendante des rapports sociaux de production. Elle est déterminée par l'exigence de l'accaparement du surtravail et sa transformation en capital élargi. L'emploi du « temps libre » des uns est aussi conditionné par la nécessité de la production de la plus-value et de sa réalisation, autrement dit par la suppression de tout temps libre pour les autres, ainsi que par tout « le temps libre » de ceux qui sont rejetés du cycle de la production. Outre un gigantesque parasitisme social, armées, polices, curés, idéologues, philosophes, administrateurs, avocats, juges, appareils d'états, de gouvernements, politiciens, tondeurs de coupons, millions et millions de travailleurs obligés de vendre leur force de travail, mais employés dans des fonctions non productives etc., indispensables au fonctionnement de la société bourgeoise, mais qui eux aussi représentent une destruction massive de forces productives, aussi bien parce qu'ils ne produisent pas, que par ce qu'ils consomment, la division sociale du travail et l'exigence de produire la plus-value, conditionnent le développement et le sens du développement de la « science et de la technique ».

Autrement dit, ceux qui disposent de leur « temps libre » et le consacrent au développement de la « science et de la technique » développent celles-ci en fonction des exigences du mode de production capitaliste, de la production de la plus-value selon le

stade historique où sont parvenus les rapports sociaux de production bourgeois, et, bien sûr, l'application qui est faite de la « science et de la technologie » dépend des mêmes conditions.

Scientifiques, techniciens, et autres, n'échappent pas à la division sociale du travail, leurs travaux sont conditionnés par les exigences du « corps social », leur savoir même est mutilé. 7 000 000 d'étudiants aux U.S.A., 1 700 000 en Europe occidentale ? Que signifient ces chiffres par eux-mêmes ? Rien ! Quelles sont les fonctions productives auxquelles sont destinés ces étudiants ? Quel enseignement reçoivent-ils ? Quels sont les besoins de la société bourgeoise ? En fonction de quelles circonstances politiques le nombre d'étudiants s'accroît-il ?

Une partie des étudiants est destinée à remplir les fonctions parasitaires nécessaires au mode de production capitaliste. Une autre partie est destinée à être happée par le mode de production capitaliste, à avoir tout son temps utilisé dans le cycle de la production comme travail complexe comparé au travail simple ; mais quoique à un niveau supérieur également dans « une activité qui consiste essentiellement en surveillance et en régulateur », que le capital utilise pour en extraire le plus possible de surtravail. Quelquefois, ils auront une position ambiguë de chiens de garde du capital et d'exploités, une autre partie sera rejetée purement et simplement, après son passage à l'Université, sans fonctions précises parmi la horde de ceux qui disposent de « tout leur temps libre », car ne parvenant pas à vendre leur force de travail. Une minorité sera affectée au développement de la science et de la technique, ou à des fonctions d'enseignants, mais selon les exigences du mode de production capitaliste au stade historique où il est parvenu : l'impérialisme, l'économie de guerre.

L'enseignement qu'ils reçoivent leur est à la fois indispensable et partiellisé, il exprime la division sociale du travail de la société bourgeoise quand il n'est pas frelaté.

Les besoins de la société bourgeoise s'expriment actuellement dans la réforme Fouchet-Faure-Guichard, qui particularise à la France des besoins généraux du mode de production capitaliste.

Le nombre des étudiants ne pouvant absolument rien quant au développement des forces productives, l'analyse de leur enseignement, des fonctions auxquelles ils sont destinés, prouvent au contraire que le mode de production capitaliste entraîne la destruction systématique de forces productives. Leur nombre a cru considérablement non en raison « de la science et la technique forces productives directes » mais des rapports politiques entre les classes au lendemain de la deuxième guerre mondiale qui obligeait la bourgeoisie à faire des concessions à la classe ouvrière et à la petite bourgeoisie sur le plan de l'enseignement. Mais la croissance du nombre des étudiants, paradoxalement, souligne l'incapacité du mode de production capitaliste à développer les forces productives ; par les fonctions auxquelles elles destinent ces étudiants, par le rejet de milliers et milliers d'entre eux hors de l'activité sociale ; par la sélection qu'elle met en œuvre ; par la destruction de son propre enseignement.

Et qu'en est-il de la « transformation qualitative de la classe ouvrière... de la réduction de la main-d'œuvre non qualifiée et de l'amplification d'un personnel technique de plus en plus qualifié ? » Ni Germain-Mandel, ni Garaudy, ni Fajon, ni Pablo, n'ont eu raison contre Marx. La bourgeoisie a besoin de plus en plus

« d'ouvrier surveillant l'action transmise par la machine aux matières premières et la protégeant contre les dérèglements... le procès de production cesse d'être un procès de travail, au sens où le travail en constituerait l'unité dominante. Aux nombreux points du système mécanique, le travail n'apparaît plus que comme être conscient, sous forme de quelques travailleurs vivants. Eparpillés, soumis au processus d'ensemble de la machinerie, ils ne forment plus qu'un élément du système, dont l'unité ne réside pas dans les travailleurs vivants, mais dans la machinerie vivante (active) qui par rapport à l'activité isolée et insignifiante du travail vivant apparaît comme un organisme gigantesque. A ce stade le travail objectivé apparaît réellement, dans le procès de travail, comme la puissance dominante vis-à-vis du travail vivant, alors que jusque-là le capital n'était que la puissance formelle et s'appropriait ainsi le travail ».

Le développement de l'automatisme et de la cybernétique, donne à ce pronostic de Marx sa pleine validité. La qualification du producteur, travail simple et travail complexe, tend à être détruite. La bourgeoisie, qui à un certain stade devait développer l'instruction et l'enseignement publics en raison des exigences du procès de production, s'efforce de détruire cet acquis. Dès l'enseignement primaire cela se manifeste. Toute une série de matières enseignées à la simple école primaire et communale en France, seront éliminées (histoire, géographie) si rien n'entrave les plans de réformes du gouvernement. Les « nouvelles méthodes » d'enseignement du français et des mathématiques, si elles étaient appliquées, aboutiraient à faire que les élèves sortant de la primaire seraient incapables d'écrire une lettre en français, de résoudre des problèmes d'arithmétique élémentaires, sous prétexte de « méthodes globales ».

Les cycles courts et longs des lycées, transformés massivement en C.E.S., poursuivent la destruction de l'enseignement engagée dès l'école primaire. La plupart des élèves sortiront des C.E.S., de l'enseignement court, sans formation professionnelle, avec des connaissances bâtarde et inutilisables, tout juste bons à devenir des « surveillants » du procès de production. Les C.E.T. sont détruits. A leur place, sous la tutelle directe du patronat, sera formée une main-d'œuvre mobile et polyvalente, sans qualification réelle, bonne à tout, bonne à rien.

Evidemment, il s'agit non d'un absolu mais d'une tendance du développement capitaliste qui se heurte à de nombreux obstacles. En premier lieu à la résistance de la classe ouvrière, du prolétariat lui-même. La valeur de la force de travail est historiquement conditionnée. Dans les pays capitalistes économiquement développés, une longue lutte de classe du prolétariat a eu comme conséquence d'incorporer dans la valeur de la force de travail de nouveaux besoins, dont ceux de plus de culture, plus d'enseignement. La « loi d'airain » de Lassalle, qui, déformant Marx, réduisait la valeur de la force de travail à celle des moyens de subsistance et de renouvellement de la force de travail, a été vigoureusement combattue par Marx. La puissance du prolétariat, les luttes de la classe ouvrière ont contraint la bourgeoisie à des concessions y compris sur le plan de l'enseignement des connaissances et de la culture (celle-ci fut-elle bourgeoise). L'origine du gonflement des effectifs scolaires et étudiants réside dans la lutte de classe du prolétariat dont profite en premier lieu, sur ce plan, la petite bourgeoisie. Mais le mouvement naturel de l'accumulation capitaliste « de la science et de la technique », est de vider ces acquis de leur substance et de les détruire.

Les « théoriciens » de la « science force productive directe » ont tout simplement « oublié » la loi de la valeur. Ils ont « oublié » que le moteur de la production, dans le mode de production capitaliste, est la production de la plus-value, sa transformation en capital élargi. Ils ont « oublié » que la plus-value est composée du travail non payé. Il ont « oublié » que le capital n'utilise les machines que dans la mesure où elles permettent à l'ouvrier de lui consacrer une plus grande partie de son temps, de travailler plus longtemps pour le capitaliste et moins longtemps pour lui-même. Grâce à elles, la durée nécessaire à produire un objet déterminé est effectivement réduite à un minimum, *mais c'est uniquement pour qu'un maximum de travail valorise un maximum d'objets.*

Ils ont « oublié » les rapports sociaux de production bourgeois et leurs conséquences. La richesse bourgeoise est antagoniste à la richesse sociale, la valeur d'usage n'a, du point de vue bourgeois, d'intérêt que comme support de la valeur d'échange. Les rapports sociaux de production bourgeois impliquent que « la masse de travail immédiat, la quantité de travail utilisée représente le facteur décisif de la production » et le développement de la science et de la technique est subordonné, dépend, de cette nécessité. Si bien que, tout en révélant les virtualités d'un procès (le production où « ni le temps de travail utilisé, ni le travail immédiat effectué » ne seront plus « le fondement principal de la richesse » où ce sera « l'appropriation de sa force productive générale (de l'homme), son intelligence de la nature et sa faculté de la dominer, dès lors qu'il s'est constitué en un corps social », où « le développement de l'individu social (sera) le fondement essentiel de la production et de la richesse » le mode de production capitaliste, tant qu'il subsiste, fait que la force de travail humaine reste la principale force productive. Pour qu'il n'en soit plus ainsi il faudra que le corps social tout entier participe, en disposant de son temps libre, au développement scientifique, technique, culturel, à la maîtrise de la nature, ce qui présuppose qu'il ait la maîtrise de son propre développement social. En d'autres termes pour parvenir à ce stade il faut rien de moins que la disparition des antagonismes sociaux et nationaux, la disparition de la division entre travail manuel et travail intellectuel à un stade très avancée du socialisme où la fin des antagonismes sociaux aboutira à la liquidation de l'Etat et où succédera à l'administration des hommes, l'administration des choses. Marx ajoute :

« Le premier cas est important parce que le capital réduit à un minimum - sans qu'il en ait d'ailleurs la moindre intention - le travail humain, la dépense de force. Le travail émancipé saura d'ailleurs tirer parti de ce service rendu qui est d'ailleurs la condition de son émancipation » (page 217 des Fondements à la critique de l'économie politique).

Mais le « travail humain », la classe ouvrière le prolétariat doivent, pour « en tirer parti » d'abord s'émanciper. c'est-à-dire réaliser la révolution socialiste mondiale. Tant qu'elle n'est pas réalisée, « la science et la technique », se dressent devant eux comme des forces étrangères qui les dominent et qui les broient. Ce qui est vrai d'ailleurs également pour l'humanité tout entière y compris pour les savants et les techniciens à qui échappent les résultats de leurs travaux. C'est bien pourquoi « la science et la technique » apparaissent, et d'abord aux révisionnistes de tout acabit, comme des choses en soi, merveilleuses divinités, « des forces productives directes », alors qu'elles sont des produits sociaux, et que la force productive dont dépendent toutes les autres c'est « l'homme, l'homme socialisé ». Le développement de la science et de la technique comme produit des rapports sociaux de production bourgeois, à un certain stade de développement du mode de production capitaliste, se dresse contre la force productive dont dépendent toutes les autres: « l'homme, l'homme socialisé », sans lequel elle n'existe pourtant pas, et menace de la détruire. Il serait vain et ridicule cependant d'en rendre responsables, en les prenant comme des choses en soi, la « science et la technique ». La responsabilité en incombe aux rapports sociaux de production bourgeois qui a un stade donné engendre : l'impérialisme.

« A mesure que la grande industrie se développe, la création de richesse dépend de moins en moins du temps de travail et de la quantité de travail utilisé ». En même temps que « le capital n'utilise les machines que dans la mesure où elles permettent à l'ouvrier de lui consacrer une plus grande partie de son temps », Les crises de surproduction expliquait Marx dès « Le Manifeste Communiste » démontrent « que le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein. Comment la bourgeoisie surmonte-elle ces crises ? D'un côté par la destruction forcée d'une masse de forces productives ; de l'autre, par la conquête de nouveaux marchés et l'exploitation plus approfondie des anciens. A quoi cela aboutit-il ? A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir ».

Au bout c'est l'impérialisme. Marx ne vécut pas assez longtemps pour voir se former et se développer « l'impérialisme stade suprême du capitalisme » et l'analyser. Il analysa les conditions générales qui y conduisaient. La tâche d'analyser l'impérialisme revint à Lénine. Comme il appartient à Trotsky d'en tirer toutes les conséquences. Il est temps de passer des généralités sur « les forces productives » à l'analyse concrète et, pour ce faire, de revenir à Lénine.

Un trait caractéristique de l'impérialisme : l'économie d'armement

Rappeler la définition de l'impérialisme que formule Lénine est indispensable, bien qu'elle ait été citée des milliers de fois.

« Sans oublier ce qu'il y a de conventionnel et de relatif dans toutes les définitions en général, qui ne peuvent embrasser les liens multiples d'un phénomène dans l'intégralité de son développement, devons-nous donner de l'impérialisme une définition englobant les cinq caractères fondamentaux suivants :

- 1. - Concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créée les monopoles dont le rôle est décisif dans la vie économique.*
- 2. - Fusion du capital bancaire et du capital industriel et créateur, sur la base de ce « capital financier » d'une oligarchie.*
- 3. - L'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière.*
- 4. - Formation d'unions internationales monopolistiques se partageant le monde et*
- 5. - Fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes.*

L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire

du globe entre les plus grands pays capitalistes. »

La liaison entre l'analyse des tendances du développement ou mode de production capitaliste faite par Marx et celle faite par Lénine de ces tendances réalisées est immédiate. Le mouvement du capital, afin de poursuivre son procès de mise en valeur, en surmontant l'étroitesse des rapports sociaux de production bourgeois, le contraint à développer intensivement et extensivement les rapports sociaux de production bourgeois à l'échelle mondiale. « Le capital n'utilise les machines que dans la mesure où elles permettent à l'ouvrier de lui consacrer une plus grande partie de son temps » afin d'augmenter la plus-value. En même temps il réduit « la durée nécessaire (de temps de travail) à produire un objet au minimum ». Tandis qu'en valeur tend à se réduire la consommation ouvrière, la plus-value se cristallise dans une quantité multipliée de marchandises qu'il faut réaliser pour l'extraire et la transformer en capital, qui accroît la masse de capital, et poursuivre sans fin apparente le procès de mise en valeur du capital. De là, un carrousel effréné : exigence sans cesse plus grande de nouveaux marchés, multiplication des moyens de production, absorption de nouvelles forces de travail, intensification du taux de l'exploitation du travail, destruction de toutes les barrières qui se dressent devant l'expansion des rapports sociaux de production bourgeois, de tous les anciens modes de production ou ce qui en subsiste. La terre entière devient le champ d'action du capital, toute sa population est soumise à ses lois. Mais les bouleversements n'affectent pas seulement les anciens modes de production détruit par l'expansion capitaliste, les rapports internes du mode de production bourgeois ne le sont pas moins.

La concentration du capital s'exprime finalement dans les monopoles, son expression la plus achevée étant la « fusion du capital bancaire et du capital industriel et (la) création, sur cette base, du capital financier ».

De nombreux « théoriciens marxistes » ont cherché querelle à Rosa Luxembourgeois qui affirme que la condition de l'accumulation du capital c'est l'existence de modes de production non-capitaliste à l'extérieur comme à l'intérieur des pays où domine le capital, que celui-ci détruit dans son processus d'accumulation. De point de vue « théorique pure », Luxembourgeois a sans conteste tort. Abstraitement parlant, l'équilibre entre les différents secteurs de la production peut toujours se rétablir par la destruction massive d'immenses forces productives, la dévalorisation du capital constant, le taux de profit peut se relever et être le point de départ d'un nouveau cycle. Mais un premier point est évident : de toutes façons ce sera au prix de destructions préalables et de plus en plus gigantesques de forces productives. D'autre part la description faite par Rosa Luxembourgeois du développement concret du mode de production n'est pas fautive :

« L'accumulation ne se laisse pas enfermer dans le cadre rigide des échanges réciproques et de l'interdépendance entre les deux grandes sections de la production sociale (section des moyens de production et section des moyens de consommation) ainsi que l'indique le schéma (de la reproduction élargie de Marx). L'accumulation n'est pas seulement un rapport interne entre les branches de l'économie capitaliste mais elle est surtout (surtout est discutable : ce serait plutôt « elle n'est pas indépendante ») un rapport entre le capital et le milieu non capitaliste, où chacune des deux grandes sections de la production peut effectuer l'accumulation partiellement de manière autonome et indépendamment de l'autre section, où cependant, les mouvements des deux sections s'entrecroisent et s'enchevêtrent continuellement. » (L'accumulation du capital, tome II, page 89)

Plus s'achèvera « le partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes », plus les conditions d'équilibre seront difficiles à réaliser, plus la surcapitalisation tendra à faire baisser le taux de profit, plus la monopolisation, la formation du capital financier seront aiguillonnées, et plus il sera nécessaire d'utiliser des moyens artificiels afin de soutenir le taux de profit et d'offrir des débouchés par ces moyens, en particulier aux branches à capital constant élevé.

Le plus curieux est que les « critiques » de Rosa Luxembourgeois s'emparent de son erreur théorique, la brandissent, afin de se refuser à mettre en relief les traits du capitalisme au stade de l'impérialisme sur lesquels elle insiste, en même temps que pour les mêmes raisons, ils se refusent à faire l'analyse du capitalisme au stade impérialiste au nom d'un capitalisme abstrait et général.

Rosa Luxembourgeois insiste notamment sur le militarisme. Elle attire l'attention sur le fait qu'outre la nécessité, en fonction de la conquête de territoires coloniaux, du partage du monde, des guerres entre pays impérialistes, « le militarisme a encore une autre fonction importante. D'un point de vue purement économique, il est pour le capital un moyen privilégié de réaliser la plus-value, en d'autres termes il est un moyen d'accumulation ». (page 123).

Le capitalisme au stade de l'impérialisme voit ses possibilités d'extension générale se restreindre à l'échelle mondiale, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des pays capitalistes dominants, une fois que le partage du monde est achevé. La monopolisation, la formation du capital financier, forme extrême de la concentration du capital, fossilisent, ossifient, le capitalisme, lui fait perdre sa souplesse antérieure, qui, au prix des crises de surproduction détruisant des masses de forces productives, permettaient le redémarrage du cycle, par la hausse, suivant la chute, du taux de profit et un nouvel équilibre dynamique entre les différents secteurs de la production. L'Etat de tous temps joua un rôle important dans la formation et le développement capitaliste : un rôle à la fois politique et économique. Sa fonction économique avec la formation des monopoles et du capitalisme financier s'accroît jusqu'à devenir décisive, mais parasitaire : le militarisme devient un facteur indispensable et majeur du fonctionnement d'ensemble de l'économie capitaliste.

L'ossification du capitalisme, le rôle de l'Etat, le développement du parasitisme, sont inclus dans l'analyse de l'impérialisme de Lénine. Rosa Luxembourgeois insiste particulièrement sur certains aspects qu'elle dégage mais qui sont inclus dans l'analyse de Lénine :

« Il nous reste encore à examiner un autre aspect essentiel de l'impérialisme auquel on accorde généralement trop peu d'importance dans la plupart des jugements portés sur lui. Un des défauts du marxiste Hilferding est qu'il fait un pas en arrière par rapport au non-marxiste Hobson. Nous voulons parler du parasitisme propre à l'impérialisme ». (page 127) édition de Moscou 1969).

Lénine énumère quelques-uns des aspects de ce parasitisme :

« Dans la mesure où l'on établit, fut-ce momentanément des prix de monopole, cela fait disparaître jusqu'à un certain point les stimulants du progrès technique, et, par suite, de tout autre progrès ; et il devrait alors possible, sur le plan économique, de freiner le progrès technique... Il est évident, que la possibilité de réduire les frais de production et d'augmenter les bénéfices en introduisant des améliorations techniques pousse aux

transformations. Mais la tendance à la stagnation et à la putréfaction propre au monopole, continue à agir de son côté et dans certaines branches d'industrie, dans certains pays il lui arrive de prendre pour un temps, le dessus ». (page 128). Lénine ne se contente pas du terme « parasitisme », il y ajoute celui de « putréfaction ». « L'exportation des capitaux, une des bases économiques essentielles de l'impérialisme, accroît encore l'isolement complet de la couche des rentiers par rapport à la production et donne un cachet de parasitisme à l'ensemble des pays vivants de l'exploitation du travail de quelques pays et colonies d'outre-mer ». (page 128)...

« Décrivant, sous l'impression encore fraîche de la guerre anglo-boer, la collusion de l'impérialisme et des intérêts des « financiers », les bénéfiques croissants que ceux-ci retirent des adjudications, des fournitures de guerre, etc., Hobson écrivait : « Ceux qui orientent cette politique nettement parasitaire, ce sont les capitalistes, mais les mêmes causes agissent également sur des catégories spéciales d'ouvriers. Dans nombre de villes, les industries les plus importantes dépendent des commandes du gouvernement ; l'impérialisme des centres de la métallurgie et des constructions navales est, dans une mesure appréciable, la conséquence de ce fait ». (Pages 131, 132).

Dès avant la première guerre impérialiste mondiale, le militarisme, nous dirions aujourd'hui l'économie d'armement, absorbait une part considérable de « forces productives ». Au prix d'une destruction constante de « forces productives » elle soutient l'activité d'ensemble du mode de production capitaliste, et opère un transfert de plus-value des différents secteurs de la production vers les industries de guerre dont la plupart sont celles à composition organique élevée. La crise économique classique est plus ou moins contenue... par la destruction massive de « forces productives » sous une autre forme, celle qui résulte de l'économie d'armement. Le grand apport de Rosa Luxembourg à la théorie de l'impérialisme est d'avoir remarqué que l'économie d'armement servait de volant d'entraînement au fonctionnement du mode de production capitaliste dans son ensemble, et cela dès avant la première guerre mondiale impérialiste. Ses « critiques » ne lui pardonnèrent pas.

Les monopoles, le capital financier, la subordination toujours plus étroite de l'Etat bourgeois au capital financier, en bref, l'impérialisme, en plus de l'exportation des marchandises et des capitaux, du partage du monde, engendrent l'économie d'armement, qui n'est pas seulement une nécessité politique, mais une exigence économique. « Chaque crise détruit régulièrement, non seulement une masse de produits, mais encore une grande partie des forces productives elles-mêmes » écrivait Marx et Engels (Manifeste Communiste). L'économie d'armement détruit sans relâche des masses énormes de forces productives. Mais avec l'économie d'armement, s'accroît également la disproportion entre les différentes branches de la production. Le processus de l'accumulation du capital peut bien se poursuivre au moins pendant un temps - parler du développement des « forces productives » est pour le moins singulier. Il s'agit d'une gigantesque destruction de valeur d'échange et de valeur d'usage... comme condition de la poursuite du procès d'accumulation du capital. La consommation des marchandises par l'armée, leur cristallisation sous forme de matériels de guerre, ouvrent un marché nouveau.

Lorsque jouaient les mécanismes classiques du mode de production capitaliste, sans grandes entraves, le redémarrage du cycle et le « boom », était animé par le renouvellement du capital constant, particulièrement du capital fixe, lequel entraînait l'augmentation de la demande des moyens de consommation. La demande d'armements, la consommation de l'armée, vont désormais entraîner la croissance du capital constant, du capital fixe en particulier, lequel entraînera l'augmentation de la demande de moyens de consommation; ce peut-être à nouveau « le boom ». Quant à en conclure à la « croissance des forces productives » il faut s'appeler Germain-Mandel, Pablo, Garaudy, Fajon, etc. (et élaborer dans la joie) pour le faire. Tout le cycle de la production est conditionné par le parasitisme (la putréfaction des rapports de production capitaliste sclérosés par les monopoles, le capital financier) que manifeste l'économie d'armement, et la croissance des forces destructives qu'elle constitue. Tout lui est subordonné, les machines, le travail de millions de producteurs, les recherches scientifiques et techniques, leur application, même si les machines, le travail, les recherches scientifiques et techniques, leur application, ne sont pas immédiatement utilisés en totalité à la production d'armement, si ils sont utilisés, en partie importante, à la croissance des moyens de production, au développement et au renouvellement de la consommation. Car, l'économie d'armement devient la condition, commande, le procès de production dans son ensemble.

Mais l'économie d'armement a sa logique contraignante. Pour que le procès de production ne s'arrête pas, il lui faut prendre des dimensions sans cesse croissantes, trouver un marché toujours plus large; l'économie de guerre, la guerre impérialiste, sont ses aboutissants naturels (à la grande satisfaction de Germain-Mandel, il n'y a pas de crise économique). Les forces destructives sont déchaînées. Cependant, « la science et la technique » font alors de « prodigieux bonds en avant ». Dans la tension de toutes leurs forces, de toutes leurs ressources, les Etats impérialistes font appel à la « Science et à la technique » les plus raffinées, les plus modernes ; de la métallurgie à l'électronique, à la cybernétique, à la physique, à la chimie, des explosifs, aux gaz, à la bactériologie, à l'énergie atomique, etc. etc. Il n'est pas jusqu'à la chirurgie qui ne connaît un développement étonnant, y compris la chirurgie esthétique afin de rafistoler les « gueules cassées ».

Si, comme nous l'explique Marx, les crises économiques sont le moment du procès de la production où, par la destruction d'immenses forces productives, les conditions d'un nouveau cycle se réalisent, l'économie d'armement manifeste la crise chronique du mode de production capitaliste; l'économie de guerre et la guerre impérialiste sont la crise portée à sa plus haute expression possible, dévastatrice. Pourtant, de toute évidence, malgré ses dix millions de morts, ses millions de blessés, ses dévastations terribles, l'usure prodigieuse des moyens de production engagés dans l'industrie d'armement, la décadence des autres secteurs de la production, la première guerre impérialiste de 1914-18, ne suffit pas à « assainir » l'économie capitaliste mondiale. Dès 1920, une crise économique classique se dessinait. Il fallut maintenir à un haut niveau les commandes d'armement dans les pays « vainqueurs ». Il fallut la liquidation de toute une partie du capital fictif accumulé, *par les faillites monétaires*, totale comme en Allemagne en 1923, ou partielle comme en France, sanctionnées par des dévaluations massives. Il fallut les plans Dawes et Young, les prêts américains à courts ou moyens termes, aux pays les plus appauvris par la guerre. Il fallut une énorme inflation de crédit aux U.S.A. Alors seulement se produisit le « boom » des années 24-29. Quelques années d'une courbe économique ascendante se concluant par la plus grande crise économique connue jusqu'alors, qui ne fut « surmontée » qu'aux environs des années 38-39, une fois encore, mais à une échelle plus vaste, par l'économie d'armement, l'économie de guerre, la deuxième guerre impérialiste mondiale.

En tout état de cause, au cours de ces soixante dernières années, plus de 35 années de destruction intensive de « forces productives » pendant lesquelles le cycle économique est conditionné par la préparation à la guerre, la guerre elle-même, les

conséquences de la guerre, la préparation d'une nouvelle guerre, et cette 2^e guerre impérialiste mondiale; où l'accumulation du capital, l'utilisation de la force de travail, le développement des sciences et des techniques reçoivent leur impulsion de l'économie d'armement, de l'économie de guerre, de la guerre elle-même. Il faut avoir quelque audace pour rayer d'un trait de plume toute cette période et de n'en plus parler que comme d'un mauvais souvenir. C'est pourtant ce que font allègrement aussi bien Pablo que Germain-Mandel, Garaudy que Étienne Fajon, avec leurs « théories » du « néo-capitalisme », du « capitalisme monopolistique d'état », du développement « prodigieux des forces productives », de « la science et des techniques forces productives directes ».

Au 8^e Congrès Mondial du Secrétariat Unifié des renégats de la IV^e Internationale, au milieu de thèses souvent contradictoires les unes aux autres, à la manière éclectique des pablistes, Ilario Rivera, dans son rapport sur « l'évolution du capitalisme en Europe » utilisait des formules de ce genre :

« La formulation de cette stratégie de rechange - indispensable pour la constitution d'une direction de rechange - ne peut pas consister dans la simple répétition de formules du passé, surtout lorsque ces formules correspondaient à une situation objective caractérisée par le chômage massif, la stagnation des forces productives et la menace immédiate du fascisme qui n'est pas la situation objective de la majeure partie des pays capitalistes européens d'aujourd'hui ».

« Les formules du passé » ce sont celles du programme de transition, qui, évidemment était totalement dépassé si la « croissance des forces productives » a été prodigieuse au cours des vingt années qui venaient de s'écouler (1945-1965). De façon hypocrite, conforme au style de la maison, Ilario Rivera poursuit :

« Contrairement à tous les réformistes et néo-réformistes et à nombre de courants centristes influencés par eux à la périphérie même de l'avant-garde révolutionnaire, la IV^e Internationale rejette avec force que la prospérité capitaliste loin d'avoir résolu tous les problèmes économiques, laisse subsister suffisamment de contradictions (souligné par moi) économiques, politiques ou sociales dans la société capitaliste pour rendre objectivement possible des luttes révolutionnaires qui aboutissent au renversement du régime capitaliste et à la conquête du pouvoir par le prolétariat » (Quatrième Internationale février 1966, page 65).

N'en déplaise à Ilario Rivera, s'il « subsiste suffisamment de conditions... » cela signifie que le régime capitaliste en a résolu de fondamentales. Comme au fond, il n'existe qu'une contradiction, dont dérivent toutes les autres, dont toutes les autres sont des formes particularisées, celle entre le développement des forces productives et les rapports sociaux de production bourgeois, c'est celle-ci qui a été ou non résolue. En dépit de la résonance « révolutionnaire » l'abandon du programme de fondation de la IV^e Internationale (les vieilles formules) qui liait la révolution prolétarienne à l'incapacité du capitalisme, au stade de l'impérialisme, à développer les forces productives, démontre quel contenu a l'analyse pabliste. Le programme de transition est l'expression consciente de l'unité entre les anciens programmes minimum et maximum : toutes revendications importantes de la classe ouvrière exigent la mobilisation révolutionnaire des masses, leur organisation comme classe, la lutte pour le renversement de l'Etat bourgeois, l'expropriation du capital en raison de l'impasse du mode de production capitaliste. C'est en cela qu'elles sont des revendications de transition et non des revendications minimum et réformistes.

Il fut un temps où Mandel était encore infiniment plus clair. Il écrivait dans « Les Temps Modernes » (août-septembre 1964) :

« 3) La nécessité d'éviter à tout prix la répétition d'une crise du style de celle de 1929 étant devenue une question de vie et de mort pour le capitalisme dans les conditions actuelles de la guerre froide et de la progression des forces anti-capitalistes dans le monde entier, l'Etat fait de plus en plus appel aux techniques anti-cycliques, ainsi qu'aux techniques création de pouvoir d'achat et de redistribution des revenus. La garantie - directe ou indirecte - au profit privé par l'Etat est devenu un des traits dominant du capitalisme contemporain, cette garantie pouvant aller de la subvention à l'industrie privée - selon des modalités très diverses - à la « nationalisation des pertes ».

« 4) la combinaison de ces différents facteurs se traduit par l'introduction dans l'économie capitaliste des techniques de planification ou, plus exactement, de programmation indicative, qui ne sont autre chose que l'établissement par les groupements patronaux, de prévisions intégrées de la demande et de la production (basées sur la projection des tendances actuelles rectifiées par les calculs d'élasticité de la demande) et qui contribuent à donner une assise relativement plus rationnelle aux investissements capitalistes ».

Il affirmait à ce moment « qu'il n'y aura plus jamais de crise du style de 1929 ». Depuis, il a modéré quelque peu son enthousiasme.

Son compère Pablo s'expliquait sans aucune ambiguïté comme nous l'avons déjà vu. Il reste que ce sont les stalinien qui ont « théorisé » le plus clairement le rôle de l'État comme facteur du « développement des forces productives ». Mais plus ou moins explicitement les mêmes « théories » sont sous-tendues dans les thèses de Germain-Mandel, de Pablo, des renégats à la IV^e Internationale en général, dans celles du P.S.U., etc.

Grande révélation du siècle, « le capitalisme monopolistique d'État » déjà évoqué, a ses mécanismes mis à jour par les « économistes » du P.C.F.

« Les règles de gestion de l'entreprise publique s'opposent catégoriquement aux règles de gestion des monopoles privés par certains aspects du moins et forment avec ces règles une certaine autonomie. Les formes économiques publiques constituent des formes de socialisation capitaliste qualitativement nouvelle... »

« Il nous semble, toutefois, que toutes les interventions actuelles de l'État (et pas seulement celles liées à la propriété d'État sur les entreprises publiques), de la fiscalité à la consommation publique en passant par la réglementation du crédit, etc. tout en visant à augmenter et à garantir le profit capitaliste, sont fondées essentiellement sur la même particularité que les entreprises publiques : à savoir la possibilité d'agir sans tenir compte de la loi du profit. (souligné par moi), Et cela dès le C.M.E. au profit des monopoles. En effet, le caractère bénéfique des interventions de l'État pour le profit des monopoles résulte du fait que l'État ne recherche pas le profit pour lui-même mais pour les capitalistes, les monopoles, l'oligarchie financier » (Economie et politique, n°

Spécial sur « Le Capitalisme monopolistique d'Etat, Conférence Internationale de Choisy-le-Roi 26-29 mai 1966 : exposé de Paul Boccara, pages 16 et 17).

Une idée (un concept diraient ces messieurs) se dessine : à l'époque du capitalisme d'Etat, l'intervention dans l'économie de l'Etat, forme un secteur qui a la particularité de fonctionner « sans tenir compte de la loi du profit ». Toute la portée de cette découverte va maintenant nous être révélée. Le même Paul Boccara se livre dans un second exposé à de longues digressions :

« (Marx) évoquant la possibilité de la domination monopolistique sur le capital, domination empêchant la dévalorisation (du capital)... fait allusion à un véritable blocage de la croissance du fait de la suraccumulation (comme cela semble avoir été précisément le cas pendant la dépression des années 1930).

Il écrit « Et si la formation de capital devenait le monopole exclusif d'un petit nombre de gros capitaux arrivés à maturité, pour lesquels la masse du profit l'emporterait sur son taux, le feu vivifiant de la production s'étendrait définitivement. Celle-ci tomberait en sommeil ».

C'est alors précisément qu'il parle de la limite du mode de production capitaliste. On peut signaler enfin en complément, le passage d'Engels dans l'anti-Dühring où il évoque la nécessité de la propriété publique après celle des trusts monopolistes. Ce passage conclut une analyse des contradictions de la production capitaliste qui évoque essentiellement la crise cyclique et donc la suraccumulation du capital. C'est ici que se situe notre hypothèse de travail. »

Et Paul Boccara formule son :

« ... 1) Hypothèse

Le concept de dévalorisation du capital fournissant un élément explicatif des issues historiques d'un état de surproduction de capital affectant l'économie capitaliste de façon beaucoup plus profonde et durable que dans une crise cyclique accompagnée d'une dévalorisation passagère ouvertes par cette situation ne pourraient sérieusement reculer que grâce à une transformation structurelle du capitalisme, au milieu de crises sociales aiguës permettant seule la continuation de la croissance de la production et l'accumulation capitaliste elle-même.

« Certaines fractions quantitativement et qualitativement déterminées du capital social seraient affectées de façon en quelque sorte permanente, en raison de modification structurelles, par une certaine dévalorisation. Les autres portions du capital global pourraient, corrélativement (non seulement) rapporter un taux de profit suffisant mais encore continuer à accumuler. De même, il y aurait une sorte d'accumulation de capital partiellement dévalorisé. L'économie dans son ensemble pourrait poursuivre sa croissance avec l'accumulation capitaliste et le progrès des forces productives ».

« Ce serait, principalement du moins, avec la crise de 1930 qu'apparaîtrait une suraccumulation de capital telle qu'elle engendrerait dans la plupart des pays capitalistes avancés un blocage durable ou du moins un freinage tel qu'il nécessiterait pour en sortir un développement massif de la dévalorisation chronique du capital, sous forme de financement public de la production. Par la prise en charge, directe ou indirecte, d'une partie de la valeur des moyens de production par l'Etat, le capital que représentent ces moyens de production étant dévalorisé. Les moyens de production, dans la mesure où ils sont publiquement financés, peuvent ne plus réclamer pour eux le profit que réclament les fonds privés. Cette décapitalisation relative se faisant dans le cadre du capitalisme, à néanmoins comme résultat l'accroissement du profit des autres fractions du capital social total. Elle ne signifie pas non plus que le capital dévalorisé ne participe pas à la production de la plus-value globale ».(pages 27 et 28).

Le conditionnel est une clause de style. Il ressort de ce texte que la croissance des forces productives a été débloquée parce qu'au sein même du mode de production capitaliste se développe un autre mode de production, qui n'est plus conditionné par la production de la plus-value et sa réalisation, la loi du profit, la mise en valeur du capital. Le capital se dévalorise parce qu'il n'a plus besoin de se valoriser, il n'est plus du capital, mais simple moyen de production. Pendant qu'un vain peuple s'adonnait à la lutte des classes, l'Etat, l'Etat bourgeois, réalisait des merveilles ! Paul Boccara nous annonce la nouvelle. Hélas non, même le capital entre les mains de l'Etat reste soumis à la loi de la valeur telle qu'elle fonctionne dans le mode de production capitaliste, à la loi du profit. Son fonctionnement, son procès, s'intègre et participe au procès du capital social total, il fonctionne comme partie du capital social total. Pour autant que le capital de l'Etat est employé productivement, il produit de la plus-value - l'Etat divise son capital : en capital constant qui lui permet d'acheter les moyens de production sinon à leur valeur tout au moins à leur prix de production (capital qui est utilisé à leur production + taux de profit moyen) ; en capital variable avec lequel il achète la force de travail, laquelle produit la plus-value. Encore bien même l'Etat ne prélèverait pas, en partie ou en totalité, cette plus-value, elle est reversée par mille moyens au capital social tout entier et participe au taux de profit général. L'Etat ne peut acheter au-dessus de sa valeur la force de travail. Par ailleurs, comme acquéreur de moyens de production et de moyens de consommation il contribue à la réalisation de la plus-value produite, dans les autres secteurs de la production sociale.

La « théorie » de Paul Boccara, qui sert de fondement à celle du « Capitalisme Monopolistique d'Etat », ne vaut rien ; néanmoins, elle est intéressante en ce qu'elle s'efforce de fournir une explication « rationnelle », « scientifique », « marxiste », à tous les tenants du « néo-capitalisme », de « l'état redistributeur des revenus », « utilisateur des moyens anticycliques », qui surmonte la sclérose du mode de production capitaliste au stade des monopoles, du capital financier, de l'impérialisme et qui est à l'origine d'une nouvelle période de développement tumultueux des forces productives.

Non seulement en tant que producteur, comme en tant que consommateur, l'Etat doit se soumettre à la loi de la valeur, mais encore en tant qu'Etat, Etat bourgeois, il lui est assigné un rôle bien particulier dans la production et des limites à ne pas franchir. Lorsqu'il investit du capital afin de renouveler l'équipement de base, sur lequel nous reviendrons, il prélève directement, par le moyen de l'impôt, par la mobilisation des dépôts des petits épargnants dans les caisses d'épargne, par les banques et autres institutions financières, par l'inflation, sur la partie de la masse totale de la valeur réservée à l'entretien et au renouvellement de la force de travail ouvrière, ou représentant une partie des profits des secteurs non-monopolistes, et ouvre un débouché au secteur les plus monopolisés...qui ultérieurement s'accapareront une partie de la plus-value produite. Mais il y

a plus : l'Etat bourgeois ne peut pas investir dans n'importe quel secteur de l'économie. Il se charge sans aucun doute des secteurs de l'économie à capital constant élevé, et à rotation de capital lente, comme les travaux publics, ceux d'infrastructure où la production de la plus-value est en-dessous du taux de profit moyen qui sont des débouchés pour l'ensemble du capital social, et permettent la réalisation de la plus-value produite dans les autres secteurs, par une forte consommation de moyens de production notamment.

Mais même ces secteurs ont leurs limites déterminées par la loi de la valeur, la production de la plus value, le taux de profit. Ils ne peuvent atteindre un niveau où ils représenteraient un suréquipement du point de vue de l'économie capitaliste dans son ensemble. Ils doivent être proportionnels à la consommation productive - du point de vue du capital - qu'en peut faire l'économie capitaliste dans son ensemble. Le capital les utilise comme éléments de ses propres moyens de production - qui au-delà d'une certaine limite ne représentent plus aucune « utilité publique » (dans la société capitaliste l'utilité publique c'est l'utilité pour le capital). Bien plus.. elles alourdiraient l'économie capitaliste dans son ensemble, qui n'existe pas dans un monde abstrait, et est elle-même très concrète, face à la concurrence sur le marché mondial. Ce qui est vrai de l'infrastructure publique, ne l'est pas moins de l'équipement hospitalier, de l'enseignement, etc. Pour autant que les moyens de production sont développés par les soins de l'Etat, se pose avec de plus de force encore les problèmes fondamentaux du mode de production capitaliste - des débouchés pour les marchandises et le capital sous forme argent.

Enfin, il ne saurait être question pour l'État bourgeois de développer des productions qui concurrenceraient les différentes branches du capital privé, singulièrement celles monopolisées. Il ne peut pas être producteur de marchandises en général. Là n'est pas sa fonction - il est l'Etat bourgeois dont l'action politique et économique défend la société bourgeoise. Il lui est impossible de s'abstraire de la société bourgeoise, ne serait-ce que pour « la sauver ». Ce n'est pas assez dire qu'il « est lié organiquement » au capital, aux monopoles ; ses organes sont des produits de la société bourgeoise, leur fonctionnement interne procède, comme ses rapports avec la société bourgeoise, des mêmes lois fondamentales qui règlent le fonctionnement de la société bourgeoise, comme chaque cellule, chaque organe de notre corps, bien que différenciés et ayant leurs fonctions spécifiques, leurs lois propres, sont soumis non seulement au processus d'ensemble, mais à des lois générales valables pour chacun d'eux. Et la loi de la valeur est la loi des lois du mode de production capitaliste, spécifiquement la production de la plus-value.

L'État bourgeois a comme fonction générale et particulière de garantir la production de la plus-value, l'exploitation de la force de travail. Sous aucune forme, et d'aucune manière, il ne peut déroger à cette loi aussi bien lorsqu'il exploite lui-même la force de travail, que lorsqu'il établit et défend les conditions générales économiques et politiques de l'exploitation de la force de travail à l'échelle de toute la société.

Il ne faut jamais oublier que la loi de la valeur telle qu'elle fonctionne dans le mode de production capitaliste n'est autre chose que l'expression abstraite des rapports sociaux de production de celui-ci.

Tout en n'étant pas une innovation, l'intervention de l'Etat et ses fonctions économiques n'ont cessé de se développer depuis que le mode de production capitaliste est parvenu au stade de l'impérialisme, des monopoles, du capital financier. La première guerre mondiale impérialiste voit les Etats bourgeois belligérants instituer « le socialisme de guerre » dont parle Lénine dans « *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer* ». Le phénomène se développe le plus profondément en Allemagne. La social-démocratie allemande comme tous les partis faillis de la II^e Internationale découvrirent dans l'économie de guerre, les éléments du socialisme, une modification des fonctions économiques de l'Etat bourgeois qui aurait été contraint, sous l'emprise des nécessités, à mettre sur pieds un certain style de « socialisme ». La référence aux années 1930 comme point de départ d'un nouveau genre d'intervention de l'Etat bourgeois dans l'économie est donc en elle-même fautive. Elle n'en reste pas moins intéressante, car il est vrai que tous les états bourgeois durent intervenir, développer leurs fonctions économiques afin de surmonter cette crise. La fossilisation, le capitalisme de monopole, le capital financier, ne permettaient pas qu'elle se résolve par les mécanismes classiques du mode de production capitaliste : la dévalorisation, la mise hors d'usage d'une masse énorme de capital fixe, et le renouvellement élargi de ce capital.

Une première constatation s'impose : tous les programmes de grands travaux, de « développement de la consommation », de « redistribution des revenus » par l'Etat, se traduisirent par des échecs. Les limites des « grands travaux » furent vite atteintes. L'Etat bourgeois ne pouvait les développer plus, le capital ne pouvant en faire une « consommation productive » de son point de vue. En France, en Angleterre, aux U.S.A., l'échec fut patent : la crise s'avérait insoluble par cette méthode. Là où « les grands travaux » furent poussés le plus loin ce fut en Allemagne, exemple : les autoroutes. La raison en est simple : ils s'intégraient comme composante de l'économie d'armement et de préparation à la guerre. La crise ne fut réellement résorbée que lorsque ses derniers effets disparurent aux U.S.A... un an après l'éclatement de la seconde guerre mondiale, quand l'Europe et le Japon étaient déjà dans le cycle de l'économie de guerre, que les U.S.A. poussèrent au maximum l'économie d'armement qui déboucha rapidement sur l'économie de guerre et qu'ils devinrent l'arsenal de toute la coalition impérialiste « démocratique ». Le mécanisme de l'intervention de l'Etat bourgeois dans l'économie, le rôle économique de l'Etat bourgeois prirent leur plus grande ampleur, leur forme la plus pure en Allemagne dans le cours de la préparation à la deuxième guerre impérialiste mondiale et pendant celle-ci. Sans se livrer à une analyse détaillée, relevons les conclusions de Charles Bettelheim à ce propos :

« Nous assistons sous le régime nazi à une accumulation extrêmement rapide des capitaux privés, mais à une accumulation qui n'aboutit que dans une faible mesure à l'accroissement des forces productives (des moyens de production) étant donné que les capitaux ainsi constitués, au lieu de s'investir en moyens de production sont dirigés vers les caisses de l'Etat ; ceci signifie qu'en réalité la politique nationale-socialiste a permis de fournir une solution momentanée (et cette solution ne pouvait être que momentanée) au problème des débouchés nécessaires aux marchandises et aux capitaux ; aux marchandises, l'Etat a ouvert le débouché de ses commandes, aux capitaux, il a ouvert le débouché de ses emprunts. Ainsi résolu (résolu, encore une fois, d'une façon seulement momentanée) les problèmes qui avaient lourdement pesé sur l'économie allemande, le problème de l'exportation des marchandises et de l'exportation des capitaux, puisque par l'intermédiaire de l'Etat se trouvaient ouverts des débouchés intérieurs artificiels. Il est évident qu'une telle politique ne pouvait continuer sur une longue période, puisqu'elle devait aboutir à l'accroissement de la dette publique, c'est-à-dire de la part du revenu national que l'Etat devait absorber pour le redistribuer sous forme d'intérêts aux porteurs de titres

représentatifs de la dette publique. Cette politique devait avoir pour aboutissement logique l'appropriation par le capital financier d'une fraction de plus en plus grande (du revenu national)... étant donnée la structure économique... Pour éviter une telle issue, il fallait à tout prix que le nazisme trouvât le moyen d'offrir des débouchés aux marchandises et aux capitaux du Reich ; étant incapable de les offrir à l'intérieur du pays, il devait inéluctablement les chercher à l'extérieur et recourir à la solution guerrière. En d'autres termes, il apparaît que les méthodes mêmes du financement de la politique économique nazie devaient conduire ou à l'effondrement financier ou à la guerre, et sans doute aux deux. Et, d'autre part, il est évident qu'étant donnée la structure économique et sociale du Reich, structure économique et sociale que les nazis ont voulu consolider, il ne pouvait être question d'une politique sensiblement différente de celle qui fût suivie à partir de 1933. » (L'économie allemande sous le nazisme, édition 1946, page 268).

En même temps, sous la direction des nationaux-socialistes, l'Etat bourgeois allemand prenait en compte certains secteurs de la production, non rentables, mais indispensables au fonctionnement de l'économie d'armement et ensuite à l'économie de guerre, tels les « Hermann Göring Werke » fondés afin d'exploiter les minerais de fer à faible teneur d'Allemagne.

Si donc on donne 1930 comme point de départ d'un nouveau style d'intervention de l'Etat bourgeois dans l'économie, il faut, alors, ne pas se contenter de citer quelques faits partiels comme ceux-ci :

« Jean-Marcel Jeanneney rappelle, lui, l'arrêt brutal des investissements de l'énergie électrique dans les années 1930. Il souligne l'aide et l'initiative de la puissance publique pour le nouveau programme de 1938 et 1939... Claude-Albert Colliard... souligne l'importance des fonds publics, des fonds publics entre les deux guerres et du fonds d'amortissement de 1938. On sait par ailleurs qu'avec le début d'expansion et la faiblesse relative des tarifs électriques industriels de 1938, dus à l'intervention publique, plusieurs sociétés industrielles cessent de fabriquer elles-mêmes leur énergie et trouvent plus avantageux d'utiliser le réseau national. »

Il ne suffit pas d'ajouter à cet exemple ceux de la nationalisation de la S.N.C.F., de la Banque de France en 1936, de poursuivre :

« la nationalisation va couronner cette évolution avec des investissements massifs libérés des contraintes immédiates du profit privé, mais une évolution des prix qui abaisse considérablement le prix réel de l'électricité par rapport aux prix privés » (exemple s'appliquant naturellement à la S.N.C.F., aux Houillères, à la R.A.T.P., etc.) et de conclure qu'elle « diminue les coûts et relève les taux de profits capitalistes. » (Economie et Politique. Paul Boccard, pages 43-44, N° déjà cité).

Donner son véritable sens et contenu à l'intervention de l'Etat dans l'économie, directe ou indirecte, par voie de crédits, de financements des industries privées, d'entreprises publiques ou semi-publiques, exige d'analyser et de caractériser l'ensemble du cycle économique. L'utilisation et l'accroissement du potentiel productif aux fins de l'économie d'armement et de l'économie de guerre, correspondent à une destruction massive de forces productives, en vue d'une destruction massive des forces productives. C'est bien ce qui s'est produit, sans contestation possible, entre 1930 et 1945, à une échelle inconnue jusqu'alors. En d'autres termes, l'intervention de l'Etat bourgeois dans l'économie, intervention nullement nouvelle, mais de dimension sans cesse croissante au cours des années 1930-1945, confirme totalement la définition de Lénine du rôle de l'Etat : « L'Etat est un organisme de *domination* de classe, un organisme d'*oppression* d'une classe sur une autre ». Cette fonction - la fonction de l'Etat - l'Etat bourgeois l'exerce de toutes les façons et sur tous les plans dans ses fonctions économiques il reste « un organisme d'oppression d'une classe sur une autre ». Loin de développer un secteur où « les moyen de production, dans la mesure où ils sont publiquement financés, peuvent ne plus réclamer pour eux le profit que réclame les fonds privés », l'Etat, l'Etat bourgeois, intègre son intervention aux processus et aux exigences de l'économie capitaliste toute entière. Loin de procéder « à une redistribution des revenus » il met en coupe réglée tous les secteurs de l'économie en vue de l'extraction et la réalisation de la plus-value. Loin d'utiliser des « techniques anticycliques », il utilise des méthodes qui reproduisent les crises de l'économie capitaliste dans une forme infiniment plus explosives : l'économie d'armement, l'économie de guerre, la guerre impérialiste. L'intervention de l'Etat, de l'Etat bourgeois, dans l'économie confirme pleinement la définition de Lénine de l'impérialisme, le stade « du parasitisme, de la putréfaction du capitalisme ». Elle « putréfie » l'ensemble des rapports sociaux, toutes les relations de production, toutes les relations sociales, la culture, la science, détruisant tous les acquis antérieurs du mode de production capitaliste. Le couronnement de « l'intervention de l'Etat dans l'économie », ce sont les camps de concentration, le travail forcé (esclavagiste), les champignons atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki. La construction d'autoroutes, de nouvelles centrales électriques, etc. etc. est subordonnée à cette fin et y concourt. L'Etat, l'Etat bourgeois, comme et parce qu'expression concentrée de la classe dominante, porte au plus haut point le processus de putréfaction du mode de production capitaliste à son stade impérialiste.

Les U.S.A. entrent dans le cycle de l'économie d'armement

Oui, mais tout cela se passait à une époque extrêmement reculée... avant 1945. Depuis, la « croissance des forces productives » est incontestable (ici pourrait suivre une longue énumération en tonnes d'acier, de charbon, de pétrole, de MKW d'électricité, d'avions, d'automobiles, etc. etc.) ; les progrès des sciences et des techniques sont prodigieux (nouvelles énumérations : énergie atomique, électronique, cybernétique, computers, textiles artificiels, etc. etc.) ; l'intervention de l'Etat a atteint des dimensions qualitativement nouvelles, il n'y a plus de crises, tout au plus des dépressions ; le marché mondial, la division internationale du travail se sont reconstitués, bien que de nombreux pays aient échappé à l'emprise directe du capital - U.R.S.S., Europe de l'Est, Chine.

Répétons-le, le point de départ de ce « nouveau cycle », ce sont 35 années de destruction antérieures massives de forces productives. Il ne faut cependant pas en rester là. L'analyse des conditions de ces 25 années de prospérité doit être faite. Les 35 années précédentes ont modifié profondément les rapports internes de l'impérialisme et de l'économie capitaliste dans son ensemble. La décomposition des vieilles puissances impérialistes d'Europe, l'échec de l'impérialisme japonais, ont eu une conséquence, qui se dessinait déjà au lendemain de la première guerre mondiale, mais qui n'est parvenue à sa plénitude qu'au cours et à la fin de la deuxième guerre impérialiste mondiale : la croissance de la puissance de l'impérialisme américain, son nouveau rôle mondial tant politique, militaire, qu'économique. Jusqu'en 1914, le développement du capitalisme américain

correspondait principalement au développement de son marché intérieur. Aux U.S.A. s'investissaient de nombreux capitaux étrangers, principalement anglais. La tendance s'inversa en 1914 où les U.S.A. devinrent crédateurs de l'Europe. Les plans Daves et Young indiquaient déjà le rôle que les U.S.A. tiendront quelques vingt ans plus tard en Europe : ils contribueront à faire redémarrer au cours des années 20 (après 23) l'économie allemande. Ils marquèrent la tendance de l'impérialisme américain à accélérer, sous la tutelle de l'Etat, l'exportation de capital vers l'Allemagne par les banques américaines aux banques allemandes, reconverti par celles-ci en crédits à longs termes, ce qui précipita la crise en Allemagne en 1929-30. Mais jusqu'en 1929, c'est encore à partir du développement du marché américain, avec déjà une considérable expansion de l'inflation de crédits, que se développa le capitalisme américain, libéré de l'hypothèque du capital européen. Un mouvement d'une importance décisive s'opéra au cours des deux guerres mondiales et des périodes d'économies d'armement : le capital américain but littéralement le sang des impérialistes européens en décrépitude.

Dans un premier temps, l'agonie du capitalisme européen alimenta la croissance colossale de l'impérialisme américain. Dès la guerre de 1914, l'industrie d'armement américaine connaissait un premier boom par suite des commandes massives d'armements des principaux pays d'Europe, Angleterre et France en tête. Les industries américaines de biens de productions et de consommations profitèrent également plus ou moins directement des commandes de guerre des pays impérialistes européens. La période d'intensification du réarmement (1935-39) et la seconde guerre mondiale, accélèrent ce processus. Le renforcement du capitalisme américain était conséquent à la décomposition des impérialismes européens. L'impérialisme US. s'appropriait les dépouilles du capital européen.

A la fin de la deuxième guerre mondiale le capital américain - profiteur de guerre - possédait 70 à 80 % de la capacité de production mondiale, les réserves d'or à Fort Knox représentaient environ la même proportion des réserves d'or mondiales. L'hégémonie, au sein de l'impérialisme mondial, économique, militaire, politique, de l'impérialisme américain permettait de rétablir le marché mondial et la division internationale du travail, qui ne s'étaient, à vrai dire, que partiellement reconstitués après la première guerre impérialiste mondiale. Pour la première fois dans l'histoire, une puissance impérialiste possédait à ce point l'hégémonie sur tous les plans, par rapport aux autres puissances impérialistes, qu'elle semblait être en mesure de « planifier » l'économie capitaliste mondiale. Le « Federal Reserve System Bank » devenait, par les accords de Bretton Woods, en fait la banque mondiale, et le dollar le moyen international de paiement. Le Fonds Monétaire International organisait les échanges internationaux et distribuait le crédit. De 1945 à 1951, l'Etat bourgeois américain prêtait ou donnait aux Etats bourgeois d'Europe 22 milliards de dollars. Le déficit de la balance des paiements européens était de 500 millions de dollars en 1938 ; il atteignait 9 milliards de dollars en 1947. Après une période d'accords bilatéraux ou multilatéraux, le plan « Marshall », non seulement organisait la distribution des crédits internationaux dispensés par l'Etat américain, mais encore « orientait » des grands axes du développement économique des principales puissances capitalistes mondiales. Toutes les conditions étaient-elles réunies d'une nouvelle étape historique, celle d'un « super-impérialisme » maîtrisant les contradictions du capital, ainsi que le concevait Kautsky ? Après 35 années de destruction massive de forces productives, les terribles destructions de la deuxième guerre impérialiste, le renouvellement du capital fixe était indispensable, en Europe et dans le monde, ce qui offrait un immense débouché à l'exportation des marchandises et des capitaux américains.

Quelles conditions plus « idéales » pour une nouvelle période de croissance des forces productives, de développement pacifique de l'économie capitaliste, pourraient-elles être réunies ?

Or, dès 1949, la reconstruction en Europe était loin d'être terminée, la crise menaçait l'économie américaine, qui domine l'économie capitaliste mondiale, et donc celle-ci dans son ensemble. La guerre de Corée et la conjoncture d'armement massif, qu'elle « justifia », écartèrent la crise menaçante. La « guerre froide » fut à l'origine d'un nouvel essor, encore inconnu en « temps de paix », de l'économie d'armement. C'est un fait patent et reconnu : la conjoncture mondiale d'armement dont les U.S.A. furent et restent le centre, fut à l'origine du « miracle » économique allemand, du « miracle » économique japonais. Affirmer que cette conjoncture d'armement résulta de circonstances politiques, de la division du monde en deux « blocs », revient à marcher sur la tête. Elle résulta de l'impossibilité de trouver des débouchés aux marchandises et aux capitaux pour l'économie capitaliste. C'est elle qui est la force motrice de toute l'économie depuis plus de vingt ans. Les énormes réserves de l'impérialisme américain font que, jusqu'à présent, des formes aussi brutales que celles utilisées par l'impérialisme allemand dans la période de réarmement de 1933 à 39 n'ont pas encore été nécessaires à l'impérialisme américain et aux impérialismes moins puissants qui composent l'impérialisme mondial. Mais le processus fondamental est le même.

S'il existe un trait dominant qui marque l'économie capitaliste mondiale depuis vingt-cinq ans, ce n'est certes pas « la prospérité », mais le suivant : encore en 1940 - la guerre avait éclaté depuis un an et le réarmement massif en Europe et au Japon se poursuivait depuis 1933-35 les U.S.A. qui représentaient déjà au moins 40 % de la production mondiale, dépensaient en crédits d'armements 0,5 %, tout au plus 1 % de leur revenu national ; depuis vingt-cinq ans, bon an mal an, ils dépensent officiellement 12 % de leur revenu national - qui a triplé - en crédits militaires, et en réalité plus de 20 % de celui-ci. Jusqu'en 1940, la plus grande puissance économique du monde ne s'était encore pas engagée dans l'économie d'armement. Désormais, l'économie d'armement des U.S.A. - ce qui ne signifie pas que les autres puissances impérialistes ne soient pas elles aussi, engagées dans l'économie d'armement, bien au contraire, voir par exemple l'Allemagne occidentale dont le budget militaire est déjà le plus important d'Europe et qui ne cesse de croître - commande le cours de l'économie mondiale. Cette année plus de 100 milliards de dollars, directement ou indirectement, seront dépensés par le gouvernement des U.S.A. en crédits militaires.

L'éclectisme et la méthode de Marx

Mandel-Germain, qui n'en est pas à une variation près, semble en convenir lorsqu'il écrit :

« Cette expansion était provoquée par une rénovation technologique accélérée, stimulée par des dépenses d'armement d'un niveau exceptionnellement élevé maintenues en permanence, pendant deux décennies (aux Etats-Unis pendant près de trois décennies), phénomène sans précédent dans l'histoire du capitalisme - ce qui a entraîné une industrialisation plus systématique de la plupart des pays impérialistes eux-mêmes ; la France, l'Italie, le Japon ou l'Espagne, avec le déclin rapide du poids de la paysannerie dans la population et dans l'économie. Cette expansion était protégée contre une rechute périodique dans de graves crises économiques de surproduction par l'organisation systématique et délibérée de l'inflation permanente du crédit et de la masse

monétaire. Le « boom » était porté par un endettement énorme et sans précédent, la surproduction n'était pas supprimée ; elle était, d'une part voilée par la création inflationniste de pouvoir d'achat, d'autre part, « congelée » par l'apparition de phénomènes de capacité de plus en plus excédentaire dans de nombreuses branches industrielles (charbon, construction navale, acier, textile, pétrochimie, demain sans doute, automobile). » (rapport déjà cité page 19).

Une fois de plus, Janus-Germain-Mandel truque et ruse. Une fois de plus, il nous sert une soupe éclectique et se sert d'une méthode anti-marxiste. Personne ne nie (comment faire ?) l'importance des dépenses d'armements. Personne ne nie (comment faire ?) que les découvertes scientifiques et techniques ont été utilisées pour la production d'armements. Mais une fois de plus, la méthode pabliste se révèle : tout est partiellisé, morcelé. D'un côté, il y a les dépenses d'armement ; de l'autre « l'expansion provoquée par une rénovation technologique accélérée « simplement stimulée » (quelques cachets afin de stimuler la digestion, ou dissiper les maux de tête après une nuit d'insomnie) par les dépenses d'armements ; enfin, d'une autre part encore, « l'inflation permanente du crédit et de la masse monétaire ». Après le morcellement de la lutte des classes mondiales en une multitude de « secteurs », le morcellement du mode de production capitaliste en une infinité de « secteurs ». Selon la même méthode éclectique, Paul Boccara, nous l'avons vu, découvre que le secteur d'Etat ne fonctionne plus selon la loi du profit, en quoi il devient le moteur du développement des « forces productives ».

L'économie capitaliste est une totalité organique différenciée et contradictoire, mais qu'il faut analyser et caractériser dans son ensemble. Avec les méthodes d'analyse pablistes et staliniennes, proches parentes l'une de l'autre, jamais Marx n'aurait pu faire l'analyse d'ensemble du mode de production capitaliste. « Le Capital » n'est rien d'autre que la grande aventure de la loi de la valeur. L'analyse commence, et ne pouvait commencer que par l'analyse de la marchandise et de la loi de la valeur dans sa forme la plus générale. Elle se poursuit par l'analyse des multiples formes de la loi de la valeur telles qu'elles s'expriment dans les différentes catégories de l'économie politique, et le procès d'ensemble de la production capitaliste. Celui-ci se ramène au procès de la production, de la réalisation, de la transformation en capital élargi, de la plus-value et de ses contradictions. Mais la loi de la valeur est l'expression abstraite des rapports sociaux de production du mode de production capitaliste. « Le Capital » analyse le développement des rapports sociaux de production du mode de production capitaliste et comment ils parviennent à leur propre négation. « L'impérialisme stade suprême du capitalisme » est le stade du développement de ces contradictions où elles sont parvenues à un tel point que les moyens de production se changent en forces destructives. Le procès d'accumulation du capital depuis la fin de la deuxième guerre impérialiste mondiale est conditionné par quoi ? A cette question, pablistes de tous poils et staliniens répondent : par un nouveau développement des forces productives. C'est pourquoi, il leur faut pour le même plan, pêle-mêle, en vrac, énumérer : rénovation technologique, armements, inflation. Non ! Tout le procès d'accumulation du capital, les progrès technologiques et scientifiques, l'inflation, ont leur origine, ont pour moteur : l'économie d'armement. Elle conditionne et entraîne l'ensemble du procès de production capitaliste, d'accumulation du capital.

La reconstitution du marché mondial, la nouvelle division du travail internationale, la reconstruction des économies européennes et japonaise, eurent été impossibles sans l'ampleur prise par l'économie d'armements aux U.S.A. depuis trois décennies, en Europe et au Japon depuis deux décennies. L'intervention des Etats bourgeois dans l'économie, la croissance des moyens de production se réalisent dans ce cadre. Autrement dit, la destruction constante et infiniment plus massive de forces productives qu'avant la deuxième guerre impérialiste sous la forme de l'économie d'armement est indispensable, conditionne le fonctionnement de l'économie capitaliste dans son ensemble. Les progrès de la science et de la technologie sont animés par les recherches à des fins militaires. Ensuite, et comme conséquence, ils s'étendent aux branches de la production, bien que relativement, lentement. Encore ne faut-il pas perdre de vue que ces branches ne fonctionneraient pas sans l'énorme volant de l'économie d'armement.

L'inflation de crédit et monétaire a comme origine essentielle le financement de l'économie d'armement. Le financement du crédit à l'achat d'automobiles, de frigidaires, de machines à laver, d'appartements etc. s'intègre dans un procès de production, animé, conditionné par l'économie d'armement.

Marx démontre que la circulation des marchandises règle la circulation de la monnaie, des moyens de crédits, de moyens de paiement et non l'inverse.

« Dans un système de production où tout l'édifice complexe de reproduction repose sur le crédit, si le crédit cesse brusquement et que seuls aient cours des paiements en espèces, on voit bien qu'une crise doit alors se produire, une ruée sur les moyens de paiement. A première vue donc, toute crise se présente comme une simple crise de crédit et d'argent. Et, en fait, il ne s'agit que de la convertibilité des effets de commerce en argent. Mais dans leur majorité, ces traites représentent des achats et des ventes réels, dont le volume dépasse de loin les besoins de la société, ce qui est, en définitive, à la base de toute crise. Mais, parallèlement, une quantité énorme de ces effets ne représente plus que des affaires spéculatives, qui venant à la lumière du jour, y crèvent comme des bulles; ou encore, ce sont des spéculations menées avec le capital d'autrui, mais qui ont mal tourné : enfin, des capitaux marchandises qui se sont dépréciés ou même totalement invendables, ou des rentrées d'argent qui ne peuvent plus avoir lieu. (souligné par moi). Tout ce système artificiel d'extension forcée du procès de reproduction ne saurait naturellement être remis sur pieds parce qu'une banque, par exemple la Banque d'Angleterre, s'avise alors de donner à tous les spéculateurs, spéculateurs en papier monnaie émis par elle, le capital qui leur manque, d'acheter à leur ancienne valeur nominale la totalité des marchandises dépréciées.

« Du reste, tout ici est à l'envers, car dans ce monde de papier n'apparaissent nul part le prix réel et ses éléments concrets : il n'est question que de lingots, d'espèces métalliques, de billets de banques, d'effets de commerce, de titres. C'est surtout dans les centres comme Londres, où se concentrent toutes les manifestations financières de la nation, que se manifeste ce renversement des notions : toute l'affaire devient incompréhensible ; elle l'est déjà moins dans les centres de production. » « Le Capital » - Livre troisième, tome II, pages 151-152).

L'extension prodigieuse du crédit semble reculer sans limite l'élasticité du marché. Cependant s'il est un secteur où les limites ne sauraient être de trop loin dépassées c'est celui du crédit à la consommation courante. La consommation de la classe bourgeoise est considérable mais faible en regard de la production. La consommation des travailleurs, celle des masses

populaires, est limitée parce qu'ils sont la source de la plus-value, et que c'est en vue de la production et de la réalisation de la plus-value que le procès de la production fonctionne. Ecrasant du point de vue de leurs ressources, le crédit n'est consenti à la classe ouvrière, aux masses populaires, qu'autant qu'elles disposent de salaires et de revenus et dans les limites de ces salaires et de ces revenus. Ce qui signifie qu'autant qu'elles produisent de la plus-value et que celle-ci est réalisable. L'extension du crédit prend son essor et son ampleur en vue de la réalisation de la plus-value et de sa transformation en capital élargi (et dans cette mesure pour autant que les salaires payés par le capitaliste sont pour lui du capital variable) donc principalement de la production des moyens de production. Mais à ceux-ci, il faut un marché : en même temps que le développement du crédit à l'économie, l'Etat le fournira. Malgré les nationalisations ou le financement par d'autres moyens de secteurs produisant des moyens de production, ce ne seront pas les secteurs principaux qui fourniront les débouchés ouverts par l'Etat au capital privé. Les dépenses productives de l'Etat, de l'Etat bourgeois, sont nécessairement déterminées, par le besoin qu'en a le capital dans son ensemble. Y compris en France, au lendemain de la deuxième guerre impérialiste, les nationalisations, le financement de secteurs publics ou semi-publics, eurent comme fin la reconstitution de l'infrastructure de l'appareil de production, mais le tout dépendait de la reconstitution du marché mondial, de la division internationale du travail, des marchés intérieurs et extérieurs qui s'ouvraient au capital français dans son ensemble, donc des besoins du capitalisme français. L'intervention de l'Etat allait dans ce sens. S'il n'en avait pas été ainsi, elle se serait traduite par une crise économique, sociale et politique, qui eut posé la question du régime. Le capital français, trop faible pour prendre en charge la reconstitution de l'infrastructure économique, avait besoin que l'Etat la prenne à charge. Les nationalisations eurent cette origine. De plus, elles avaient, compte tenu de la situation politique, de la politique du P.S., du P.C.F. et de la C.G.T., alors unifiée, l'avantage de mystifier les travailleurs. Au nom de nationalisations « du patrimoine national », ils étaient appelés à « gagner la bataille de production », à « retrousser leurs manches », la grève était décrétée « l'arme des trusts » qui voulaient « saboter l'économie nationale ».

Il est impossible d'en conclure : « L'Etat par ses techniques anticycliques... », « l'organisation systématique et délibérée de l'inflation permanente du crédit et de la masse monétaire » empêchait la « rechute de surproduction ». Procéder ainsi a comme but de masquer l'essentiel. Pendant près de vingt ans, la capacité des Etats bourgeois européens à impulser l'économie dépendit de la capacité de l'Etat bourgeois américain de les financer plus ou moins directement. L'impulsion des dépenses productives faites par les Etats bourgeois se développaient parce que le capital pouvait en faire « une consommation productive » de son point de vue. Pour ce faire, il fallut que l'ensemble des Etats bourgeois maintiennent à un niveau et sur une échelle jamais atteinte précédemment, les dépenses parasitaires et surtout les dépenses militaires.

La transformation des banques centrales en banque d'Etat, l'organisation du crédit à l'échelle internationale sur la base de l'étalon dollar ont permis le financement de cette conjoncture d'armement sans précédent. Là est le secret de la « longue période de prospérité ». Mais pas plus que le processus ne pouvait être sans fin en Allemagne sous la botte nazi, il ne peut se poursuivre sans fin aujourd'hui malgré la puissance du capital américain. La conjoncture mondiale d'armement a été financée « par un monde de papier » où tout paraît « à l'envers », où l'ensemble des Etats bourgeois se « sont avisés de donner aux spéculateurs le capital qui leur manque, d'acheter (sinon) à leur valeur nominale la totalité des marchandises dépréciées », en tout cas, une masse de marchandises d'un type spécial : des armements de plus en plus nombreux, de plus en plus scientifiques, d'une technologie toujours plus complexe et raffinée (et aussi une bonne quantité de « marchandises dépréciées »). L'inflation de crédit et de monnaie résulte avant tout du financement de l'économie d'armement.

Inflation de crédit, monnaie, capital fictif.

Les économistes, et Mandel-Germain avec eux, attribuent la crise actuelle, dite « des moyens de paiement » aux déséquilibres des balances commerciales et des comptes. (Mandel-Germain, qui est « marxiste », y ajoute la loi du développement inégal). Marx (mais peut-être ne connaissait-il pas la loi du développement inégal dont Staline a fait un si abondant usage) remarque :

« En période de crise générale, la balance des paiements est défavorable pour toutes les nations, pour celles, du moins, qui sont commercialement développées, mais toujours l'une après l'autre dès que son tour vient de payer, comme dans un jeu de peloton ; et la crise, une fois qu'elle a éclaté, en Angleterre par exemple, concentre la série de ces échéances sur une période extrêmement brève. Il apparaît alors que toutes ces nations ont à la fois trop exporté (donc trop produit) et trop importé (donc fait trop de commerce) que chez toutes les prix étaient surfaits et le crédit surtendu. Et chez toutes succède à cet état le même effondrement. Le phénomène de l'hémorragie d'or se produit chez l'une après l'autre et sa généralité prouve précisément que : 1. La sortie d'or n'est qu'un simple phénomène de la crise et non sa cause ; 2. Que l'ordre dans lequel il se manifeste chez les diverses nations indique seulement quand leur tour est venu de clore leur compte avec le ciel, quand tombe pour elles l'échéance de la crise et quand éclatent au grand jour les éléments de celle-ci. » (Idem page 154).

La crise financière actuelle a au fond les mêmes causes. Toutes les nations ont trop importé, en regard de la capacité d'absorption de leur propre marché. Sur chaque marché national, les marchandises étrangères concurrencent celles produites dans le pays même. Toutes ont trop exporté ; le marché mondial n'est pas capable d'absorber les marchandises que chaque nation exporte. Les déséquilibres dans les balances commerciales et des comptes sont l'expression de la surabondance mondiale de capitaux sous forme de marchandises et de moyens de production, par rapport à la capacité d'absorption, malgré l'économie d'armement : la crise de surproduction menace. Mais il s'y ajoute un autre phénomène qui rend cette menace infiniment plus redoutable qu'elle ne le fut jamais et qui résulte de la façon même dont furent réorganisés le marché mondial, la division internationale du travail, et impulse l'ensemble de l'économie capitaliste mondiale : une énorme masse de capitaux argent - des milliers de milliards de dollars - qui ne sont que du capital fictif.

« La forme du capital porteur d'intérêt implique que tout revenu - argent déterminé et régulier - apparaisse comme l'intérêt d'un capital, que ce revenu provienne ou non d'un capital. D'abord on transforme l'argent empoché en intérêt et quand on a l'intérêt on trouve ensuite le capital qui l'a produit. De même, avec le capital porteur d'intérêt tout somme de valeur est prise pour du capital, dès lors qu'elle n'est pas dépensée comme revenu ; elle apparaît comme principal par opposition à l'intérêt virtuel ou réel qu'elle peut rapporter...

... Le capital qui, au yeux des gens, produit un rejeton (intérêt), ici le versement de l'Etat, demeure un capital fictif, illusoire. Non seulement parce que la somme prêtée à l'Etat n'existe plus du tout, mais encore parce que

jamais elle n'avait été destinée à être dépensée en tant que capital qui aurait pu faire d'elle une valeur susceptible de se conserver par elle-même...

... On appelle capitalisation la constitution du capital fictif. On capitalise n'importe quelle recette se répétant régulièrement en calculant, sur la base du taux d'intérêt moyen, le capital qui, prêté à ce taux, rapporterait cette somme...

.. Le mouvement autonome de la valeur de ces titres de propriétés - pas seulement des bons d'Etat, des actions aussi, renforce l'illusion qu'ils constituent un véritable capital à côté du capital qu'ils représentent ou du droit qu'ils peuvent établir. Ils se transforment en marchandises dont le prix varie et est fixé selon des lois propres. Leur valeur de marché est déterminée autrement que leur valeur nominale, sans que soit modifiée la valeur (sinon la mise en valeur) du capital réel. » (K. Marx, idem, pages 129-130-131).

Loin d'avoir constitué un secteur de l'économie qui développe les forces productives parce que n'obéissant plus aux lois du profit, l'Etat bourgeois - tous les Etats bourgeois - ont développé un immense parasitisme, dont nous trouvons chez Marx l'explication théorique, mais dont il ne pouvait prévoir l'ampleur. Lorsque les mécanismes de l'économie capitaliste fonctionnaient librement, l'inflation de crédit, le capital fictif, étaient détruits par la crise. Les emprunts d'Etat étaient limités, et le recours aux Banques Centrales également. Après des oscillations qui nous paraissent aujourd'hui légères, généralement la monnaie n'était pas affectée.

Depuis près de soixante ans il n'en est plus de même. La dépréciation constante de toutes les monnaies, la hausse des prix ont leur origine dans le parasitisme croissant, alimenté par les Etats bourgeois. L'inflation de crédit et de monnaie procède principalement du financement par emprunts ou par le recours aux banques centrales, de l'économie d'armement. Il en résulte une montagne de capital fictif dans tous les pays. Hier, le trop plein de monnaie ou de moyens de circulation, refluaient sous l'effet de la crise. Les valeurs fictives s'effondraient. Mais dans l'ensemble les monnaies n'étaient pas ou peu affectées, pour autant qu'elles étaient ou représentaient des valeurs réelles, leur quantité en circulation et leur vitesse de cotation diminuaient. Désormais, les banques d'émission sont insolvables. Aujourd'hui le trop plein de monnaie ou de signes monétaires est condamné à poursuivre sa course et à s'enfler. constamment sous peine qu'apparaisse la réalité que la grande masses est composée de valeurs fictives, que se produit un effondrement de la monnaie et du système de crédit, et que se disloquent les rapports économiques.

Les déséquilibres dans les balances commerciales et de paiements ne sont pas la cause de la crise du système monétaire international. Toutes les nations ont trop importé et trop exporté en regard de la consommation normalement solvable. Tous les Etats bourgeois ont par leurs dépenses parasitaires, et singulièrement celles d'armements, ouvert des débouchés artificiels à la production qui ont entraîné le fonctionnement d'ensemble de l'économie, qu'ils ont financé par des traites de cavalerie, les emprunts, le recours aux banques centrales et les mille moyens de la technique financière. Les déséquilibres des balances révèlent cette situation. Elle est d'autant plus grave que le pivot de l'impérialisme mondial, l'impérialisme américain, est au centre de cette émission massive de traites de cavalerie, chèques sans provision, de formation de capital fictif. La crise financière internationale menace. Elle n'est autre chose que la crise économique classique sous une autre forme ; elle exige une autre fuite en avant afin d'être évitée dans l'immédiat. L'impérialisme américain a besoin que le dollar reste le moyen de paiement international. S'il ne remplit plus ce rôle librement, il devrait avoir cours forcé comme monnaie internationale. Deux marchés sont institués : celui du cours libre du dollar et celui des banques centrales qui ne peuvent se faire rembourser leurs dollars qu'au cours officiel de 35 dollars l'once d'or. Sous la forme des droits de tirages spéciaux, les U.S.A. et les autres pays régleront en dollars ou en monnaies cotés par rapport au dollar les déficits de leurs balances de paiements. Ce sont les premières mesures qui vont dans le sens du cours forcé du dollar. Elles ne font qu'aller dans ce sens.

Instituer le cours forcé du dollar à l'échelle internationale exigerait la formation d'une sorte de super-impérialisme, et la subordination étroite des autres Etats nationaux bourgeois à l'Etat national américain. C'est loin d'être le cas. Néanmoins, les différents Etats bourgeois ne peuvent rester indifférents à l'effondrement du dollar, qui disloquerait le marché mondial. Aussi acceptent-ils certaines mesures qui vont dans ce sens. L'Allemagne Fédérale accepte même d'acheter par milliards de dollars des bons du trésor américain.

L'énorme quantité de capitaux fictifs tend à se transformer en capitaux flottants qui, au gré des fluctuations économiques, financières, politiques, en vue d'un profit de spéculation, se déplacent par milliers de dollars d'un pays à l'autre. L'impérialisme se voit confronté avec la nécessité de soutenir la conjoncture internationale, de donner un emploi à l'énorme masse de capital argent, de fixer les capitaux flottants. Une nouvelle accentuation des dépenses parasitaires des Etats bourgeois, de l'économie d'armement, devient nécessaire, faute d'autres débouchés. Le loyer de l'argent est porté à un cours sensationnel en vue de procurer aux Etats bourgeois de nouvelles ressources, de détourner la spéculation de l'or vers les valeurs d'Etat et les emprunts à court terme, de limiter le réescompte des traites et autres effets par les banques centrales. Tandis que l'escompte par les banques centrales atteint 7 à 8 %, sur le marché de l'Euro-dollar pendant l'été 69 les emprunts à un mois ont monté jusqu'à 12 %. Jusqu'où peuvent aller de semblables méthodes... c'est une autre affaire.

La pseudo-prospérité, le pseudo-développement des forces productives, ont comme moteur un parasitisme inégalé. L'inflation permanente et s'accroissant de crédit et de monnaie, le prodigieux amoncellement de capital fictif, expriment dans le langage abstrait de la finance, une non moins prodigieuse destruction de forces productives. L'accumulation du capital s'est poursuivie sous l'impulsion de l'économie d'armements. La seule perspective à plus ou moins long terme, c'est une crise économique sans précédent ou la guerre impérialiste dans toute son ampleur et son horreur. Certes il existe des différences entre l'Allemagne sous la botte nazie et la coalition impérialiste actuelle. Il demeure que la logique qui a conduit de l'économie d'armements à l'économie de guerre en Allemagne de 1933 à 1940 est celle-là même qui s'impose actuellement à l'économie capitaliste mondiale.

Mai-juin 68 en France, août 68 en Tchécoslovaquie: le prolétariat riposte

Telle est le dynamisme de l'économie capitaliste mondiale. La croissance des moyens de production est commandée par la croissance des forces destructives et menace de destruction finale l'humanité. Marx avait raison : à un certain point du développement du mode de production capitaliste les rapports de production bourgeois ne peuvent plus permettre la

croissance des forces productives et finalement la croissance des moyens de production, la science et la technique mettent en cause l'existence même de la force productive par excellence, l'humanité socialisée, à commencer par le prolétariat.

Déjà la « prospérité » des principales puissances impérialistes a comme contre partie le rejet dans la famine de milliards d'hommes en Asie, en Afrique, en Amérique Latine. Sur un autre plan, le parasitisme de l'économie capitaliste se traduit par un phénomène d'une importance majeure : le nombre des salariés a cru considérablement dans les pays capitalistes développés, mais le nombre de ceux employés dans un travail productif a diminué, en relation avec le parasitisme sous toutes ses formes, forces répressives, appareil d'État, appareils administratifs, secteur dit « tertiaire », etc... plus les ouvriers d'industrie employés directement à la production d'armements. Les exigences de la mise en valeur du capital sont devenues telles qu'elles imposent une remise en ordre, du point de vue capitaliste, de l'enseignement, de la formation professionnelle, des services de santé, de tous les services publics, de l'industrie, de l'agriculture, etc. etc. Le droit au travail, le droit à l'enseignement, à un minimum de culture, à la santé, jusqu'au droit au logement, de milliers et de milliers de travailleurs, de jeunes, de membres de la petite bourgeoisie, est mis en cause.

La solution capitaliste à la crise de l'impérialisme existe. Pour le capital il n'y a pas de situations sans issue écrivait Lénine, et cette fois encore cela est vrai. Elle consiste en : dévaluations massives et coordonnées des monnaies qui ruinerait la petite bourgeoisie et des sections importantes de la grande bourgeoisie, qui opéreraient des coupes sombres dans le pouvoir d'achat, qui mettraient en cause le droit à l'existence du prolétariat et de la jeunesse dans leur ensemble et qui amèneraient des millions et des millions de chômeurs ; le passage de l'économie d'armement à l'économie de guerre ; la destruction du monopole du commerce extérieur, la libre pénétration et circulation des marchandises et des capitaux dans les pays où le mode de production n'est plus capitaliste - U.R.S.S., pays de l'Europe de l'Est, Chine - qui signifierait la destruction de l'économie de ces pays, des dizaines de milliers de travailleurs rejetés du cycle de la production, la destruction de leurs conquêtes sociales, la mort par la faim et la misère de milliers d'entre eux acculés à la situation des masses coloniales les plus dénuées des Indes et d'ailleurs ; la guerre impérialiste la plus barbare qui soit, et dont celle menée par l'impérialisme américain au Vietnam n'est qu'un avant-goût, afin de briser les prolétariats de l'U.R.S.S., de l'Europe de l'Est et de la Chine. Quelle « merveilleuse croissance des forces productives » !

Mais les « solutions » impérialistes ne peuvent être imposées que par une féroce lutte de classe qui brise les prolétariats aussi bien des pays capitalistes économiquement développés, que ceux des pays économiquement arriérés, que ceux de l'U.R.S.S., de l'Europe de l'Est, de Chine. Ainsi mai-juin 68 en France s'éclaire d'une toute autre façon que ne le voudraient les révisionnistes, renégats à la IV^e Internationale et autres : le prolétariat français, comme partie du prolétariat mondial, se saisissant de certaines conditions politiques, engagea le combat comme classe pour se défendre contre les prémisses - car, considérées à l'échelle des besoins objectifs de l'impérialisme, les atteintes aux conquêtes, aux droits, garanties du prolétariat français, qui ont eu lieu, à ce jour ne sont que des prémisses - de la barbarie impérialiste. Le processus de révolution politique en Tchécoslovaquie de l'été 68 procéda des mêmes raisons profondes. La bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites sont radicalement opposées aux nécessités de l'économie planifiée, aux exigences de la croissance harmonieuse des forces productives dans les pays où la bourgeoisie a été expropriée de la possession des principaux moyens de production. La croissance harmonieuse des forces productives dans ces pays exige, en effet, que la principale force productive, le prolétariat, contrôle l'élaboration et l'exécution du plan; elle exige l'égalité politique entre tous les prolétariats de l'Europe de l'Est, de l'U.R.S.S., de Chine, afin que soit intégré l'économie de tous ces pays en un ensemble proportionné sur une base coopérative; elle exige l'intégration de l'économie planifiée dans son ensemble à l'économie mondiale, son intégration à la division internationale du travail, par la révolution prolétarienne expropriant la bourgeoisie des principaux pays capitalistes; en un mot comme en cent, elle exige que le prolétariat s'empare dans tous les pays du pouvoir politique. La bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites, et aussi la bureaucratie chinoise, ne peuvent « partager » le pouvoir politique ; la défense de leurs privilèges le leur interdit.

Avec tous les moyens dont elles disposent, elles combattent les prolétariats de tous les pays pour qu'ils ne s'érigent pas en classe dominante, pré-condition au développement harmonieux des forces productives. Par là même elles deviennent les courroies de transmission de la pression de l'impérialisme sur le prolétariat. Alors qu'elles sont en lutte avec l'impérialisme, elles le combattent avec leurs propres méthodes, qui sont : la course aux armements, la guerre froide, les tentatives de construire des économies autarciques, le pillage des ressources économiques des pays les plus faibles par la bureaucratie dominante qui s'efforce ainsi de desserrer les contradictions qui l'enserrent. Elles excluent les méthodes de la lutte des classes qui débouchent sur la révolution prolétarienne mondiale. Pourtant elles imposent à l'économie planifiée les pires distorsions qui ne sont rien d'autres que la projection, par le truchement des bureaucraties parasitaires, de la pourriture, de la décomposition vers lesquelles l'impérialisme entraîne le monde tout entier. Mais elles projettent, plus directement et plus brutalement encore, la pression de l'impérialisme et la décomposition qu'il entraîne dans les rapports sociaux de production, lorsqu'elles sont dans l'impasse, parce que les contradictions qui les ensèrent se resserrent et qu'il leur faut s'affronter avec le prolétariat de leurs propres pays, tandis qu'elles redoutent l'effondrement de l'impérialisme sous les coups du prolétariat des pays capitalistes économiquement développés. Les rapports politiques que la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites nouent avec l'impérialisme, les « réformes économiques » qu'elles mettent en place, depuis que se sont effondrées les mystifications staliniennes, présentées sous forme de « théorie » (les deux marchés mondiaux, les deux divisions internationales du travail, indépendantes les unes des autres) depuis que le prolétariat de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S. a engagé la lutte pour les chasser du pouvoir politique, transposent brutalement la crise de l'impérialisme et ses conséquences en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est.

Le processus de révolution politique que le prolétariat tchécoslovaque a engagé en avant-garde du prolétariat de l'U.R.S.S., de l'Europe de l'Est, de Chine, est donc également la lutte contre les prémisses de la barbarie impérialiste, qui les menace et dont les bureaucrates parasitaires sont des expressions et les fourriers.

L'impérialisme est bien, selon la définition de Lénine : « le stade suprême du capitalisme », celui du « capitalisme pourrissant », de la « réaction sur toute la ligne ». Trotsky avait raison d'écrire, il y a plus de trente ans : « les forces productives ont cessé de croître » enserrées dans les rapports de production capitaliste, la propriété privée des moyens de production, les frontières nationales. La révolution d'Octobre a commencé à briser le carcan des rapports de productions bourgeois. L'U.R.S.S., les pays de l'Europe de l'Est, la Chine ont connu de ce fait un développement certain, mais néanmoins limité, de leurs forces

productives. Cependant, en raison de leur gestion par les bureaucraties parasitaires, ce développement est ravagé de contradictions. Les rapports de productions bourgeois continuent à dominer l'économie mondiale. Les forces productives de l'U.R.S.S., de l'Est de l'Europe, de Chine étouffent également dans les cadres nationaux que leur imposent les bureaucraties parasitaires. Par le truchement des bureaucraties parasitaires, l'impérialisme exprime ses propres contradictions. La survie de l'impérialisme menace de détruire également les forces productives des pays où la bourgeoisie a été expropriée de la possession des principaux moyens de production. Mais l'impérialisme c'est aussi : « le prélude à la révolution sociale du prolétariat ». Commencée avec la révolution d'Octobre 1917, elle reprend un nouvel essor en même temps que s'ouvre le processus de révolution politique qui permettra aux prolétariats de l'U.R.S.S., de Chine, de l'Europe de l'Est de se réapproprier leurs conquêtes. Mai-juin 68 en France et août 68 en Tchécoslovaquie, sont des mouvements grandioses du prolétariat se dressant contre l'impérialisme, réaction sur toute la ligne, et ses agences, les bureaucraties parasitaires. Ils s'inscrivent entièrement dans le cours de la révolution prolétarienne mondiale, commencée en Octobre 1917, pour le socialisme, seule alternative à l'impérialisme.

Au fond c'est cela que renient aussi bien les révisionnistes renégats à la IV^e Internationale, que les staliniens, que les maoïstes, que le P.S.U. Toutes leurs « savantes théories » sur la « croissance des forces productives », le « néo-capitalisme », le « capitalisme monopolistique d'État », « la science et la technique forces productives directes », les « nouvelles couches sociales », ont un contenu de classe : dénier au prolétariat sa mission historique.

D'ailleurs ces « géniaux théoriciens » cachaient à peine, il y a fort peu de temps, ce qu'ils pensaient des couches décisives du prolétariat mondial...

II. L'IMPÉRIALISME, LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN, LES ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE.

Des prolétariats embourgeoisés

Nécessité fait loi. Afin de justifier ses thèses antérieures et postérieures à Mai-Juin 68, à la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie, le Secrétariat Unifié des renégats à la IV^e Internationale n'hésite pas :

“ Nous avons depuis Mai-Juin 1968 en France souligné à maintes reprises le tournant qui s'opérait dans la situation mondiale : après une vingtaine d'années pendant lesquelles la révolution mondiale avait de facto (sic) été quasiment (resic) limitée au secteur des pays coloniaux et semi-coloniaux et où le poids de la lutte contre le capitalisme avait été porté presque exclusivement par les masses du dit Tiers-Monde, une nouvelle période s'est ouverte marquée essentiellement par la rupture d'équilibre dans les pays capitalistes d'Europe Occidentale, par une énorme crise de direction de l'impérialisme américain à la suite de son échec au Vietnam et de ses difficultés antérieures montantes d'une part, et par une première grande poussée des masses pour la démocratie ouvrière dans un Etat ouvrier d'Europe orientale inaugurant une période de crise dans cette partie du monde et en U.R.S.S. d'autre part. ” (Editorial Quatrième Internationale, mai 1969, page 5).

Les thèses du congrès pabliste sont plus nettes encore :

“ Pendant deux décennies, le centre de gravité de la révolution mondiale s'était déplacé vers les pays coloniaux et semi-coloniaux, la victoire de la révolution chinoise coïncidant avec la défaite de la vague révolutionnaire d'après la guerre en Europe occidentale (souligné par moi) et la montée du maccarthysme aux Etats-Unis. ” (Idem page 14).

En un tour de main plus de vingt années de lutte de classes en Europe et aux U.S.A. sont annulées : “ En ce temps là, aussi bien en Europe qu'aux U.S.A., à la suite de la défaite de la vague révolutionnaire issue de la guerre, la classe ouvrière n'était plus qu'une masse amorphe et passive, jouisseuse et cupide, suçant les mamelles du néo-capitalisme. ” Cette version, bien que libre, n'est nullement exagérée. Germain-Mandel, en avril 1965 et en mai 1967, fit deux cours réédités par “ *Les cahiers rouges, N° 3* ”. Sous le titre “ *De la bureaucratie* ”, il expliqua à ses auditeurs qui eurent sans doute bien du mal à s'en remettre :

“ Lénine explique cette trahison (celle de la sociale-démocratie) par deux facteurs :

- l'apparition au sein des syndicats et des partis d'une bureaucratie qui prend en main le contrôle de ces organisations et qui a des privilèges à défendre tant à l'intérieur de ces organisations qu'à l'extérieur dans le cadre de l'Etat bourgeois (parlementaires, mairies, journalistes) ;

-le fait que cette couche bureaucratique a des racines sociologiques profondes à l'intérieur de la société capitaliste de l'époque. Elle s'appuie sur “ l'aristocratie ouvrière ”, c'est-à-dire sur une partie de la classe ouvrière des pays impérialistes que la bourgeoisie a corrompue, à l'aide de “ super-profits ” coloniaux fruits de l'exploitation capitaliste.

Cette deuxième théorie a été un “ dogme ” pour les marxistes-révolutionnaires, pendant près d'un siècle ; elle doit maintenant être soumise à un certain examen critique pour deux raisons :

a) Certains phénomènes dans le monde sont inexplicables au moyen de cette théorie ; il est impossible d'expliquer la bureaucratie syndicale aux U.S.A., puisque des capitaux américains sont investis à l'étranger pour rapporter des profits, mais cela constitue une part minime des bénéfices de la bourgeoisie américaine et ne peut suffire à expliquer l'apparition d'une bureaucratie syndicale, dans des organisations qui groupent 17 millions de salariés. La France d'aujourd'hui n'a pratiquement plus de colonies et ne tire plus que des profits limités de ses anciens territoires ; malgré cela la bureaucratisation du mouvement ouvrier français n'a guère diminué.

b) La deuxième raison est encore plus convaincante : aujourd'hui, nous sommes plus conscients des réalités économiques de la situation ouvrière dans le monde entier. Nous pouvons constater que la véritable “ aristocratie ouvrière ” n'est plus constituée par certaines couches du prolétariat des pays impérialistes par rapport à celui des pays coloniaux et semi-coloniaux : le rapport des salaires entre un ouvrier noir d'Afrique du Sud et un ouvrier anglais varie d'un à dix. Entre deux ouvriers anglais, ce rapport varie de un à deux et demi au maximum. Il est donc manifeste que le premier est très supérieur au deuxième. C'est d'ailleurs l'exploitation impérialiste qui a permis de réaliser cette énorme différence globale des salaires entre les pays impérialistes et les pays sous-développés. Ceci est certainement plus important que la corruption de certaines couches du prolétariat dans un pays impérialiste, ce dernier point demeurant marginal. ” (pages 23 et 24).

Le feu de la critique (“ un certain examen critique ” comme il dit) de Janus-Germain-Mandel foudroie Lénine. Lénine estimait que la bureaucratie des organisations ouvrières, syndicales et politiques, était liée par ses privilèges à la bourgeoisie ; il estimait qu'elle prenait appui sur une faible couche de la classe ouvrière (aristocratie) également relativement privilégiée ; il pronostiquait que les contradictions de l'impérialisme mineraient les bases de l'aristocratie ouvrière, des bureaucraties privilégiées, de l'opportunisme, et qu'elles seraient détruites au cours de la lutte de classes, par la lutte politique. Selon Mandel, il s'est trompé de A jusqu'à Z. Par suite de la croissance ininterrompue et prodigieuse des forces productives au cours de ces vingt-cinq dernières années, ce ne sont plus quelques couches privilégiées qui forment l'aristocratie ouvrière, mais la classe ouvrière des pays capitalistes économiquement développés dans son ensemble par rapport aux masses des pays sous-développés. Disons le mot : les prolétariats des pays impérialistes sont embourgeoisés. Évidemment voilà qui change tout et qui est gros de conséquence.

Mandel pulvérise l'unité mondiale de la lutte de classe

S'il en était ainsi, parler d'unité mondiale de la lutte des classes serait une rêverie, la bureaucratisation du mouvement ouvrier serait inéluctable et irréversible, non seulement dans les pays capitalistes économiquement développés, mais encore en U.R.S.S., en Chine, dans les pays de l'Europe de l'Est. En vérité, en suivant Mandel on ne saurait parler même de lutte de classes. La classe ouvrière des pays capitalistes économiquement développés, gorgée, repue, feraient corps avec l'impérialisme. Seuls les peuples du " Tiers-Monde " seraient révolutionnaires. Germain-Mandel et les renégats de la IV^e Internationale pétrissent la " théorie " qui fournira la pâte des conclusions de Lin Piao. Par exemple : les " campagnes encerclent les villes ", " les peuples opprimés encerclent l'impérialisme ", les pays arriérés économiquement forment la " zone des tempêtes ". Il ne s'agit plus de lutte de classes, mais de la lutte des " peuples opprimés " contre les " peuples oppresseurs ". Dès lors toutes les acrobaties, pantalonnades, reniements et trahisons trouvent leur justification " théorique ". Ainsi Pierre Frank, autre secrétaire du S.U. des renégats de la IV^e Internationale, signait-il une affiche commune avec Léo Hamon, David Rousset et autres notables et députés gaullistes qui appelait à souscrire un milliard pour le soutien au Vietnam (alors que dans les profondeurs de la classe ouvrière se préparait Mai-juin 68).

Quelle importance ? La classe ouvrière française, comme toutes les classes ouvrières des pays capitalistes économiquement développés, n'était-elle pas liée au régime capitaliste, ses salaires ne sont-ils pas " dix fois supérieurs " à ceux des travailleurs des pays économiquement arriérés ? L'important n'est-il pas, dans ces conditions, " d'utiliser les contradictions internes de l'impérialisme ", " d'aider " le peuple vietnamien en jouant De Gaulle contre Johnson ? Traîtres au contraire, selon les pablistes, sont ceux qui, comme l'Organisation Communiste Internationaliste de cette époque, affirmaient : l'aide aux ouvriers et paysans vietnamiens c'est d'abord la lutte contre notre propre bourgeoisie, " l'ennemi est dans notre propre pays ". De même, cette " théorie " justifiait-elle de manifester à Berlin-Ouest aux côtés de l'organisation de jeunesse stalinienne, alors que la répression s'appesantissait contre la jeunesse et la classe ouvrière de Pologne, de Tchécoslovaquie, sans - " afin de ne pas diviser " - intégrer aux mots d'ordre contre l'impérialisme américain des mots d'ordre contre la répression bureaucratique en Europe de l'Est et en U.R.S.S., des mots d'ordre pour l'unité du prolétariat allemand et européen.

Mais la portée des " théories " mandéliennes et des renégats de la IV^e Internationale ne se limite pas là. Elles " justifient " l'existence des bureaucraties ouvrières et de leurs politiques.

De ces théories il résulte que les bureaucraties d'origine ouvrière procèdent des nécessités objectives, qu'elles correspondent aux besoins, aux aspirations de la classe ouvrière des pays capitalistes économiquement développés. Au cours de la discussion préparatoire au congrès de fondation de la " Ligue Communiste ", " la tendance majoritaire " ira jusqu'à écrire :

" Toute attitude révolutionnaire doit s'affirmer contre un milieu hostile consciemment ou inconsciemment, elle ne peut se développer intellectuellement car, de même que la classe ouvrière russe était spontanément trade-unioniste, de même spontanément la classe ouvrière française est stalinienne. " (Cahiers Rouges N° 6-7, page 42).

Notons au passage, que cette évocation du texte de Lénine " Que Faire ? " est une double falsification : la première consiste à faire couvrir par Lénine, en utilisant la juxtaposition trade-unionisme-stalinisme, l'affirmation " la classe ouvrière est spontanément stalinienne " ; la deuxième consiste à taire les rectifications que Lénine lui-même apporta à son appréciation " la classe ouvrière est spontanément trade-unioniste " dans la préface qu'il rédigea à l'édition de 1919 de " Que faire ? ".

Trotsky écrivait (Programme de fondation de la IV^e Internationale):

" Les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques ".

Trotsky affirme donc que loin de correspondre à la nécessité historique, les appareils bureaucratiques sont à contre-sens des exigences historiques. Ils ont une importance politique considérable, mais ils procèdent de circonstances conjoncturelles.

Déjà Pablo expliquait vers 1950-51 la nécessité historique de la bureaucratie par la théorie " des siècles de transition ". Le passage du capitalisme au socialisme ne durerait pas moins que plusieurs siècles. au cours desquels les déformations bureaucratiques subsisteraient, écrivait-il. Autrement dit, les bureaucraties parasites ne l'étaient plus, puisqu'elles correspondaient à une exigence de l'histoire. Mandel et les renégats de la IV^e Internationale " enrichissent " la " théorie " pabliste à leur façon. Ils font de la bureaucratie en général, y compris celle des pays capitalistes avancés, la légitime représentante des aspirations et besoins de la classe ouvrière. Rien d'étonnant après cela que, selon les temps et les circonstances, ils s'inclinent devant elles et l'adorent, ou que leur réprobation morale les conduise à la recherche de " solutions " miracles, de " nouvelles forces sociales "

Mais il devient évident que les rapports entre le prolétariat des pays capitalistes avancés et l'impérialisme, que supposent les renégats de la IV^e internationale, légitimisent du même coup la bureaucratie stalinienne et les bureaucraties de l'Est de l'Europe, sous un autre angle que Pablo lui-même ne le faisait. S'il est vrai que le prolétariat des pays impérialistes est soudé par " ses privilèges " à la bourgeoisie, l'isolement de l'U.R.S.S., des pays de l'Est de l'Europe, de la Chine est inévitable. La compétition entre les " états ouvriers " et l'impérialisme ne peut que se situer sur les plans économiques et militaires. Les manœuvres de la " coexistence pacifique " sont parfaitement normales. Et même si, par un reste de pudeur, il n'est pas possible d'identifier au socialisme le régime actuel de l'U.R.S.S., de la Chine, des pays de l'Europe de l'Est, la construction d'un système social fermé sur lui-même (sinon la construction du socialisme dans un seul pays) est une tentative qui s'explique. Quelques soient ses exactions, la bureaucratie du Kremlin (et les bureaucraties satellites) est un mal nécessaire, indispensable. Elle surgit de l'isolement de l'U.R.S.S., dont sont responsables les prolétariats des pays capitalistes économiquement développés : seule sa politique est réaliste.

La division du monde en zones reçoit par la grâce de Janus-Germain-Mandel sa consécration théorique : la zone des pays capitalistes avancés ; la zone des " tempêtes " ; les zone des " états ouvriers ". La fameuse " interdépendance " qui, dans le langage des pablistes de toutes variétés, se substitue à l'unité de la lutte des classes mondiale, est un étrange ballet que dansent les différentes " zones dans leurs relations réciproques ".

Il y a plus : les conflits intérieurs au sein des trois zones seraient du genre " non-antagoniste ", pour utiliser la formule de Mao. Les prolétariats des pays capitalistes ne mettant pas en cause le système social capitaliste, seul un programme réformiste, les " réformes de structures " chères à la C.F.D.T. et au P.S.U., est concevable. Les prolétariats de l'U.R.S.S., de l'Europe de l'Est,

de la Chine, ne peuvent évidemment mettre en œuvre une politique fondamentalement différente de celle de la bureaucratie. Il leur reste à espérer la “ démocratisation progressive ” de la bureaucratie. Quant “ aux peuples ” des pays économiques arriérés, chez eux, mais chez eux seuls, s'applique la théorie de la révolution permanente, quelque peu dénaturée toutefois : la situation est si révolutionnaire dans ces pays que les directions bourgeoises et petites bourgeoises, à part quelques “ collaborateurs ”, sont fondamentalement anti-impérialistes et s'engagent dans la “ transcroissance ” de la révolution nationale en révolution socialiste.

Toutes les tendances révisionnistes y retrouvent leurs petits : “ la croissance tumultueuse des forces productives ” progresse au même rythme que progresse le révisionnisme joyeux des renégats de la IV^e Internationale.

Une “ défaite ” très opportune.

Mais voilà que la classe ouvrière française s'engage dans la grève générale de Mai-juin 68, que le prolétariat tchécoslovaque s'ouvre la voie de la révolution politique. L'Europe et le monde sont ébranlés. De nouvelles perspectives révolutionnaires se révèlent, incontestables. Les théoriciens pablistes en ont vu d'autres. En 1951, ils prévoyaient dans les deux ans à venir la guerre mondiale, qu'ils baptisaient “ guerre-révolution, révolution-guerre ”. Elle n'est pas venue... Ils ont attribué ce “ miracle ” aux effets merveilleux de la troisième révolution industrielle. A la même époque ils prévoyaient que la bureaucratie du Kremlin, “ contrainte et forcée ”, accomplirait à l'aide des P.C. la révolution prolétarienne, exproprierait la bourgeoisie à l'échelle de l'Europe et du monde. Au contraire, la bureaucratie du Kremlin a accentué sa collaboration avec l'impérialisme. Qu'à cela ne tienne ; ils en ont conclu que la bureaucratie du Kremlin se libéralisait et se démocratisait. D'ailleurs “ l'épicentre ” de la révolution ne pouvait plus être les pays capitalistes avancés, en raison du néo-capitalisme, du “ développement des forces productives ”, de l'adaptation aux intérêts bourgeois, impérialistes, de la classe ouvrière de ces pays. Habitué aux jongleries les renégats de la IV^e Internationale viennent de faire une nouvelle découverte : “ la défaite de la vague révolutionnaire d'après-guerre en Europe occidentale ” qui a “ coïncidé avec la victoire de la révolution chinoise ”, donc vers 1947.

La révélation est d'autant plus importante qu'elle tranche singulièrement avec les affirmations des Pablo-Germain-Mandel-Frank qui évoquaient, au cours des années 1951-53, le développement tumultueux de la révolution afin de justifier leur trahison du programme de la IV^e internationale. Rappelons à leurs mémoires défaillantes comment ils présentaient le “ complexe dialectique guerre-révolution, révolution-guerre ”.

“ Cette révolution est éminemment permanente comme jamais elle ne l'a été : permanente dans le sens que la lutte commencée par les masses coloniales contre les classes dirigeantes de l'impérialisme, par le prolétariat contre le capitalisme, par l'impérialisme contre l'U.R.S.S., ne pourra plus s'arrêter, elle s'approfondira et s'amplifiera en accélérant son rythme, embrassant des forces toujours nouvelles, rompant tous les équilibres, emportant dans son courant torrentiel les épaves de toutes les situations et de tous les régimes vermoulus jusqu'à la victoire du socialisme mondial ”. (Quatrième Internationale, janvier 1951, Editorial page 4).

A cette lecture un frisson, dont on ne sait s'il est dû à la terreur qu'inspire une situation aussi apocalyptique ou à l'enthousiasme que soulève le “ courant torrentiel ” de la révolution prolétarienne, nous parcourt. Il reste que se pose une singulière question : comment se fait-il qu'en 1951 le “ courant torrentiel ” de la révolution mondiale déferle et que “ la défaite de la vague révolutionnaire d'après la guerre en Europe occidentale ait coïncidé avec la victoire de la révolution chinoise en 1947 ” ? Mandel-Germain auraient-ils découvert (entre autres choses) la machine à remonter le temps ? Faire battre en 1947 une révolution aussi prodigieuse qui se développait en 1951 et les années suivantes !!! Après de semblables exploits, qui douterait de la réincarnation, de la métempsycose, des tables tournantes, de la multiplication des pains ? Il suffit de disposer du médium. De mauvais esprits prétendent sans doute que Germain-Mandel-Frank-Pablo et leur suite sont des fumistes... laissons leur la responsabilité de cette hypothèse hasardeuse.

Lutte de classes en Europe et dans le monde.

Réécrire l'histoire, falsifier, est indispensable à tous les révisionnismes : les Germain-Mandel-Frank et autres doivent également y avoir recours. L'une des caractéristiques principales de ces vingt-cinq dernières années consiste justement en ce que jamais l'impérialisme n'est parvenu à infliger de défaites décisives aux prolétariats des pays économiquement développés et à modifier radicalement le rapport de force entre les classes à l'échelle mondiale tel que celui-ci s'établit à la fin et à l'issue de la deuxième guerre mondiale.

De la première guerre impérialiste a surgi la première vague révolutionnaire mondiale. La révolution russe fut la première révolution prolétarienne victorieuse de la période historique de “ l'impérialisme, stade suprême du capitalisme ”, qui est également l'ère de la révolution prolétarienne mondiale. L'impérialisme résulte de la contradiction fondamentale entre les rapports sociaux de production, les frontières nationales, et le développement des forces productives. Ici prennent tout leur sens les définitions de Marx : “ les catégories de l'économie politique sont l'expression théorique des rapports sociaux ”, “ le capital n'est pas une chose, mais un rapport social ”, et son analyse de la loi de la valeur, rapport entre travail mort et travail vivant. Parce que “ le capital n'est pas une chose, mais un rapport social ” c'est sur le terrain de la lutte des classes entre prolétariat et bourgeoisie - que se règlent les contradictions sociales qu'expriment théoriquement les catégories de l'économie politique. “ Le mort saisit le vif ”, à partir du maintien et du renforcement de la domination de classe de la bourgeoisie, la révolte des forces productives contre les rapports sociaux de production bourgeois se traduit par les crises et les guerres impérialistes, la destruction de la force productive par excellence, le travail vivant, la classe ouvrière. La révolution prolétarienne n'est rien d'autre que l'impérieuse nécessité qui est faite au travail vivant, à la principale force productive, de se soumettre le travail mort, de le débarrasser de son caractère de capital, et, pour ce faire, d'exproprier la bourgeoisie. Il le peut, et lui seul le peut, en raison de la socialisation du processus de production à l'échelle mondiale. La II^e guerre mondiale résulte de l'échec partiel de la première vague révolutionnaire, qui comprenait la défaite de la seconde révolution chinoise de 1925-27 dans les pays économiquement arriérés, mais qui fut effective et consacrée par les défaites successives des principaux prolétariats européens - défaites des révolutions allemandes de 1918 et 1923, du prolétariat hongrois, du prolétariat italien, autrichien, français (1936-38), du prolétariat espagnol, sans omettre la défaite de la grève générale anglaise de 1926.

Les défaites du prolétariat au cours des années 1920 furent à l'origine de la constitution, du renforcement et de la victoire, en U.R.S.S, de la bureaucratie du Kremlin, qui une fois maître du pouvoir politique et ayant domestiquée l'Internationale Communiste à ses intérêts, causa par sa politique de nouvelles défaites au prolétariat, contribua à la victoire d'Hitler, de Franco : au bout ce fut la seconde guerre mondiale et la ruée hitlérienne sur l'U.R.S.S.

Que la première guerre impérialiste mondiale ait eu comme point de départ et champ de bataille l'Europe, que la deuxième guerre mondiale ait eu comme pré-condition les écrasantes défaites du prolétariat européen entre 1918 et 1938, que la deuxième guerre mondiale se soit à nouveau jouée décisivement en Europe, que, à la fin et à l'issue de cette deuxième guerre mondiale, le système impérialiste mondial ait été au bord de l'effondrement en raison de la crise des impérialismes européens et de la vague révolutionnaire qui déferla sur l'Europe, ne doit rien au hasard. Le développement du capitalisme et son histoire ne sont pas des abstractions. L'Europe est le berceau du mode de production capitaliste, de l'impérialisme et de la lutte des classes entre bourgeois et prolétaires. Il est vrai que les antagonismes entre les impérialismes européens, la puissance croissante de l'impérialisme américain, et même celle de l'impérialisme japonais, ont eu comme conséquences de faire de l'impérialisme américain le pilier de l'impérialisme mondial. En dernière analyse le sort de l'humanité se jouera aux U.S.A., selon que le prolétariat américain sera ou non capable d'abattre le capitalisme américain, de prendre le pouvoir ou selon que l'impérialisme américain se survivra. Dans un cas le socialisme triomphera, dans l'autre cas la plus noire barbarie s'étendra en Amérique et sur le monde, l'hitlérisme ne semblera plus être, en comparaison, qu'une histoire d'enfants, avec en conclusion la destruction de l'humanité au cours de l'apocalypse atomique.

Mais les apologistes de la " révolution coloniale ", de la " théorie " de la " zone des tempêtes ", de " l'épicentre de la révolution dans les pays économiquement arriérés " torturent l'histoire en vue de justifier leurs falsifications.

La révolution chinoise, le développement de la révolution dans les pays économiquement arriérés, ont surgi par les fractures ouvertes, les vides béants, dans le système impérialiste mondial. La décadence des impérialismes européens, à la suite de la première guerre mondiale et entre les deux guerres, leurs effondrements sous les coups de l'impérialisme allemand et de l'impérialisme japonais, - l'effondrement à leur tour de ceux-ci sous les coups de l'armée rouge et de l'impérialisme U.S., ont ruiné les anciens rapports du système impérialisme mondial, sans qu'ils puissent être reconstruits, réordonnés de façon stable par l'impérialisme américain sur ses propres bases. Aussi fut ouverte la voie à la révolution chinoise et aux mouvements dans les pays économiquement arriérés intégrés au système impérialiste mondial. Les impérialismes européens, confrontés à leurs propres classes ouvrières, nourries à la cuillère dans les premières années de l'après-guerre par l'impérialisme américain, ont été obligés de réajuster leurs rapports coloniaux, sinon d'abandonner le terrain. L'impérialisme américain fut notoirement incapable d'affronter la révolution chinoise lorsqu'elle prit son victorieux essor. Obligé de soutenir à bout de bras les capitalismes défaillants d'Europe, menacés par la vague révolutionnaire issue de la deuxième guerre mondiale, il était hors d'état d'imposer à la classe ouvrière américaine les contraintes qu'exigeraient l'exercice plein et entier de son rôle de gendarme contre-révolutionnaire mondial. Le prolétariat américain, surtout à ce moment, ne mettait pas en cause le régime capitaliste aux U.S.A., il ne posait pas la question du pouvoir politique, mais à peine la guerre était-elle terminée que les G.I's exigeaient et imposaient au gouvernement américain leur rapatriement massif, d'Europe et d'Asie, et leur démobilisation. Le Japon traversait une série de convulsions sociales et une période d'organisation du mouvement ouvrier. La Révolution Chinoise se développa comme élément de cette lutte de classe mondiale, à un moment où l'impérialisme vacillait en Europe, était ébranlé au Japon, et même s'il n'y avait pas de vague révolutionnaire aux U.S.A., était entravé, en Amérique du Nord, par la puissance de la classe ouvrière américaine. Loin de " coïncider avec la défaite de la vague révolutionnaire en Europe Occidentale ", la Révolution Chinoise en procéda, en même temps qu'elle fut une composante de cette vague révolutionnaire, qu'elle renforça la crise de l'impérialisme et l'alimenta.

D'autre part la Révolution Chinoise, comme les mouvements révolutionnaires dans les pays économiquement arriérés, ne sont pas nés spontanément, même si c'est avec bien des déformations et des vicissitudes; ils sont reliés à la tradition du mouvement ouvrier européen, à celle de la Révolution Russe, qui, de près ou de loin, furent à l'origine de la formation des organisations révolutionnaires de ces pays, tandis que rayonnait le grand exemple de l'Octobre rouge, et que plus tard la victoire de l'armée rouge sur l'impérialisme allemand retentissait - malgré la politique de Staline - comme un appel aux armes pour les ouvriers et les paysans de ces pays, contre l'impérialisme.

Situer la Révolution chinoise et les mouvements révolutionnaires dans les pays économiquement arriérés en dehors de ce développement concret de la lutte des classes mondiales, relève de la mystification intéressée, qui va aussi bien à l'encontre des luttes révolutionnaires des ouvriers et paysans de ces pays, que de celles des prolétariats des pays économiquement développés. Que dans cette entreprise de falsification on retrouve une fois de plus associés, pablistes de toutes nuances, staliniens, maoïstes, gauchistes et petits bourgeois de toutes sortes, situe très exactement le rôle et la fonction des renégats de la IV^e Internationale.

La Révolution Chinoise et les mouvements révolutionnaires dans les pays coloniaux se développent en raison des relations sociales et politiques de ces pays, mais celles-ci existent comme parties constituantes des relations sociales et politiques entre les classes à l'échelle mondiale. Elle s'intègrent et participent à la crise générale de l'impérialisme, dominée par la crise qui affecte les vieilles puissances impérialistes d'Europe, berceau du capitalisme et de l'impérialisme. De là justement leur importance capitale.

Dominer l'Europe pour dominer le monde

En Europe se manifeste une des contradictions explosive et insoluble dans son cadre du développement capitaliste. Le développement de l'économie capitaliste intègre l'ensemble de l'Europe en une totalité organique, dont les parties sont à la longue inviables les unes sans les autres. Rosa Luxembourg démontra que la croissance du capital en Allemagne, comme la croissance du capital en Angleterre et en France sont fiés organiquement. Il en va de même de tous les pays d'Europe : Belgique, Italie, anciens pays de l'Autriche-Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Grèce, Espagne, etc. Mais cette croissance s'opère dans de telles conditions que si elle fait de l'Europe une totalité organique... elle la divise, la fractionne, en multiples états nationaux, en multiples bourgeoisies d'inégales puissances, mais non moins féroce opposées les unes aux autres. Chacune des parties constituantes du capital en Europe dépend et se dresse antagoniquement contre les autres. Sans doute les mêmes contradictions se manifestent à l'échelle mondiale; l'impérialisme américain se forme et croît comme partie

constituante du capital mondial, tout comme le capital en Europe et chacune de ses parties constituantes. Mais en Europe le développement de l'économie capitaliste fait surgir ou ressurgir les questions nationales. Chaque bourgeoisie se constitue comme élément du capital européen et mondial, participe à la division du travail et aux marchés européen et mondial et ne saurait se constituer et se renforcer en dehors d'eux. Il lui faut cependant délimiter son propre marché national, établir sa propre division nationale du travail, tenter d'acquiescer son indépendance politique, ou l'affirmer, forger son propre État, établir ses frontières nationales, développer concurremment aux autres bourgeoisies, ses propres productions, s'étendre sur le marché mondial, y établir ses propres positions, les défendre et les étendre. A côté des grandes nations européennes qui luttent entre elles sur le marché mondial, et finalement se partagent le monde - Angleterre, France - naissent ou renaissent de nouvelles nations qui, même lorsqu'elles sont plus petites, participent au partage colonial du monde : Hollande, Belgique, plus tard Allemagne, Italie. D'autres encore vont naître ou renaître. La bourgeoisie donne une expression idéologique aux aspirations séculaires des peuples européens opprimés par les grandes puissances anciennes ou nouvelles - Espagne, Angleterre, France, Autriche, Russie, Turquie - et un objectif politique : l'indépendance et un état national. Au gré des rapports de forces, des ruptures d'équilibre, et des jeux des grandes puissances se constituaient ou étaient détruits de nouveaux états nationaux : la Belgique, la Pologne, la Grèce, la Bulgarie, la Roumanie, la Norvège, l'unité de l'Italie et de l'Allemagne se forgeait, l'Autriche-Hongrie et l'empire Turc se disloquaient.

Le mouvement contradictoire du capital qui, dans sa croissance, constituait le marché mondial, la division du travail internationale, lesquels étaient et sont d'ailleurs en perpétuelle révolution, et d'autre part les divisait en marchés et états nationaux, embrassait le monde entier. Il fit surgir une multitude de nations là même ou elles n'existaient pas préalablement en Australie, en Amérique du Nord, en Amérique Latine, en Afrique.

Dans le cas des U.S.A., la guerre d'indépendance, la guerre de Sécession et la victoire du Nord furent indispensables pour que se forge et s'unifie la nation américaine. Ailleurs le capital était incapable de surmonter les différenciations nationales autrement que par l'oppression nationale, qui les cadennasse mais les renforce : Russie, Indes, Autriche-Hongrie, Asie du Sud-Est et jusqu'au Canada. Avec " l'impérialisme stade suprême du capitalisme " ce processus s'accrut. Il n'est pas accidentel que l'unité des Etats-Unis, de l'Allemagne, de l'Italie, se soit réalisée à la veille, avant que s'ouvre le stade de l'impérialisme tel que le définit Lénine, et que, ensuite, le capital se soit avéré incapable de surmonter les contradictions nationales. Bien plus, au stade de l'impérialisme, à l'intérieur d'une même nation s'accroissaient les différenciations régionales internes : des régions entières, y compris aux U.S.A., sont stagnantes, voir régressent, ce qui renforce les particularismes locaux. En Angleterre même, terre classique du capitalisme, les différences nationales se sont marquées plus encore au stade de l'impérialisme, entre l'Irlande, l'Écosse et l'Angleterre proprement dite.

Mais c'est en Europe que ce processus contradictoire accumula le plus de force explosive. Les puissances européennes sont à l'origine du développement capitaliste mondial. Elles développèrent leurs marchés nationaux par leur expansion mondiale. Elles se partagèrent le monde. Dans ce cours, chaque capitalisme se structurait, s'établissait sur ses bases spécifiques. Mais les positions mondiales acquises finirent par renforcer les contradictions internes en Europe. Conserver, renforcer ces positions, en acquiescer de nouvelles exigeait de chacun des impérialismes européens qu'il acquiesce ou essaie d'acquiescer la prééminence en Europe. La croissance tumultueuse de l'impérialisme américain après la guerre de Sécession, celle de l'impérialisme russe, bien qu'elle résultât en grande partie de l'exportation de capital français, anglais, et aussi allemand, renforçaient contradictions inter-impérialistes en Europe, au même titre que la croissance propre du capital européen lui-même. L'hégémonie en Europe devient une question vitale pour chaque grand impérialisme européen comme condition du maintien et du renforcement de ses positions mondiales. Le combat à mort entre les impérialismes anglais, français, allemand, pour l'hégémonie en Europe était inscrit dans la logique du capitalisme à son stade impérialiste. Tard venu dans le développement capitaliste, devant se limiter à une portion congrue dans le partage colonial du monde, occupant néanmoins une des premières places dans le commerce mondial et la division internationale du travail, animé par une croissance économique rapide, supérieure à celle de la France et de l'Angleterre, l'impérialisme allemand manifeste plus que les autres grandes puissances européennes cette exigence.

L'impérialisme allemand tente " d'unifier " l'Europe

Dès le début du siècle, l'impérialisme allemand apparaissait comme la seule puissance européenne en mesure, par son histoire, sa position géographique, sa puissance économique et militaire, de réaliser sous sa botte l'unité de l'Europe. Sans doute les ambitions navales, les exigences coloniales, l'extension de sa puissance économique et militaire, de son commerce mondial, inquiétèrent les impérialismes anglais et français qui nouèrent " l'entente cordiale ", mais le rôle mondial de l'impérialisme allemand dépendait finalement de sa capacité à se soumettre le continent européen. Les combinaisons d'alliances inter-impérialistes au cours de la première guerre mondiale se réalisèrent en vue d'un nouveau partage du monde. Il est d'autant plus significatif que contre l'Allemagne s'allièrent la France, l'Angleterre, la Russie, les U.S.A., l'Italie et jusqu'au Japon, par crainte que la victoire militaire de l'impérialisme allemand lui donnât l'hégémonie en Europe et bouleversât les rapports de forces dans le monde. La défaite de l'impérialisme allemand de 1918 affirma la position dominante de l'impérialisme américain au sein du système impérialiste mondial.

Même " victorieux ", les impérialismes anglais et français étaient hors d'état d'unifier l'Europe. Ils tentèrent de dominer l'Europe par d'autres moyens, d'autant que victorieux la veille, ils se déchiraient mutuellement le lendemain, que les U.S.A. faisaient leur première incursion en Europe, que grondaient les échos de la Révolution russe.

Malgré leur " victoire ", malgré leurs empires coloniaux, leur impuissance à unifier l'Europe signifiait déjà qu'ils roulaient vers la décadence. Ils ne surent que se livrer à un jeu subtil de division et de manœuvre en Europe. Ils donnèrent le feu vert à la création de multiples états nationaux - Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie - utilisant et mutilant à la fois les aspirations nationales. Les découpages se réalisèrent en bonne partie artificiellement, selon des dosages, des jeux d'équilibre entre les grandes puissances impérialistes victorieuses, et les rapports de " clients " de celles-ci avec les états nouvellement créés ou modifiés. L'Europe du Traité de Versailles et des traités annexes fut l'image même de l'impasse du capitalisme français et anglais. A l'intérieur des nouveaux états subsistaient des minorités qui restaient opprimées. Les états multinationaux - Tchécoslovaquie, Yougoslavie privilégiaient une bourgeoisie qui opprimait les autres peuples de ces états : Tchèques en

Tchécoslovaquie qui opprimait les allemands des Sudètes, les slovaques, les polonais ; Serbe en Yougoslavie qui opprimait croates, slovènes, bosniaques, monténégrins etc. La création de la " Grande France ", intégrant la Ruhr et la Rhénanie, s'était heurtée au veto de l'Angleterre et des U.S.A. Il restait à l'impérialisme français la méthode des petits Etats liés à lui comme ses " clients ", constituant un barrage contre le bolchevisme et dont il espérait maintenir l'équilibre et devenir l'arbitre. Quant à lui, il contiendrait l'Allemagne. Les résultats ne furent pas conformes aux espérances. Les U.S.A. et l'Angleterre firent pièce à l'impérialisme français et l'obligèrent à desserrer son étreinte sur l'Allemagne.

La " perfide Albion " intervint dans le système mis debout par l'impérialisme français en Europe, y joua son propre jeu. La crise économique et financière des années 30, la nouvelle course aux armements confirma l'épuisement de l'impérialisme français. Elle accentua les contradictions de l'Europe née du Traité de Versailles et sa désagrégation. Plus tard, sa puissance renaissant, l'impérialisme allemand utilisa à son tour les aspirations nationales des Allemands d'Autriche et des Sudètes, qu'il intégra à la " Grande Allemagne ", il disloqua la Tchécoslovaquie et bouleversa à nouveau l'équilibre européen. Il apparut comme un " protecteur " autrement efficace aux régimes fascistes de Hongrie, de Bulgarie que le décadent impérialisme français. Il n'est pas jusqu'au régime fasciste fondé par Pilsudski sous la haute protection de l'état-major français qui ne coopéra avec Hitler en 1938 dans le dépeçage de la Tchécoslovaquie... un an avant que la Pologne ne soit à son tour dépecée.

A nouveau, l'impérialisme allemand tentait de résoudre la crise européenne et la crise mondiale à sa manière, en unifiant sous sa botte l'Europe - le nouvel ordre européen - préalable à son affirmation de puissance dominante dans le monde, par la destruction des conquêtes révolutionnaires de l'U.R.S.S., et face à l'impérialisme américain. Au cours de la deuxième guerre mondiale, les alliances qui se nouèrent furent quelque peu différentes de celles de la première guerre impérialiste mondiale. Dans l'immédiat avant-guerre, les impérialismes français et anglais s'efforcèrent d'orienter l'impérialisme allemand en direction d'une guerre contre l'U.R.S.S., quitte à intervenir ultérieurement et à tirer les marrons du feu. Les accords de Munich avaient ce sens de la part des gouvernements anglais et français. L'impérialisme japonais tenta de profiter de l'effondrement des impérialismes français, belge, hollandais, et de l'affaiblissement de l'impérialisme anglais pour contrôler l'Asie. Il spécula sur la victoire allemande en Europe en tentant d'en profiter afin d'éliminer d'Asie l'impérialisme américain ; sans s'engager dans la guerre contre l'U.R.S.S., il guetta sa défaite. L'impérialisme italien, " lésé " par ses alliés en 1918, se rangea aux côtés de l'Allemagne. Mais l'impérialisme logique qui domine les rapports inter-impérialistes en Europe et dans le monde s'imposa : l'impérialisme allemand, avant de se ruer contre l'U.R.S.S., de jouer son rôle mondial face aux Etats-Unis, s'efforça de contrôler l'ensemble de l'Europe. Malgré l'écrasement de la France, la capitulation ou l'étranglement des petites puissances, il n'y parvint pas totalement, l'Angleterre ayant échappé à l'écrasement rapide et, soutenue par les U.S.A., poursuivant la guerre. La ruée sur la France, la mainmise sur la presque totalité de l'Europe avant que de se précipiter contre l'U.R.S.S., obéissaient sans doute à des considérations militaires et politiques. Le pacte germano-soviétique donnait les moyens à Hitler de se débarrasser de la menace militaire française, d'engager la guerre à l'Ouest, en ayant les garanties de ne pas être pris à revers par l'armée russe et de recevoir blé, pétrole, matières premières d'U.R.S.S. Il reste que la façon dont l'impérialisme allemand engagea la guerre correspond, dans les conditions de la guerre, sous la forme impérialiste, à la nécessité de surmonter économiquement et politiquement la division de l'Europe. L'échec de l'entreprise implique l'immédiate décadence de l'impérialisme allemand lancée sur la même pente descendante que les impérialismes anglais et français.

La destruction des conquêtes révolutionnaires d'Octobre intéresse l'impérialisme mondial dans sa totalité : les impérialismes américain et anglais au premier chef. Pourtant l'Angleterre résista jusqu'au bout plutôt que de voir la défaite de l'U.R.S.S. assurer l'hégémonie de l'impérialisme allemand sur l'Europe. L'impérialisme américain jeta sa puissance dans la balance afin d'éviter cette éventualité, non bien sûr sans l'arrière calcul que l'U.R.S.S., épuisée, céderait à la pression de l'impérialisme américain à l'issue de la guerre. Cependant, les impérialismes américain et anglais préféraient à l'hégémonie de l'impérialisme allemand en Europe sa défaite devant l'U.R.S.S. La " démocratie ", la " liberté ", les " valeurs humaines ", n'ont rien à y voir : l'hégémonie mondiale, tel était l'enjeu.

Depuis 60 années, les classes dominantes en Europe ont été poussées par la logique irréprouvable des contradictions du mode de production capitaliste. Elles ont essayé de surmonter les contradictions entre le développement des forces productives, la propriété privée des moyens de production, les cadres historiques dans lesquels il s'est développé et qu'il a forgé lui-même : liaison organique contradictoire de l'économie étouffant dans les limites nationales. L'étroitesse nationale particulièrement intolérable en Europe en raison de l'unité organique de l'économie européenne, du poids mondial de l'économie européenne, du rôle mondial que les impérialismes européens ont joué et jouent du fait que l'Europe est le berceau du mode de production capitaliste, exigeait d'elles qu'elles unifient l'Europe, qu'elles rompent ses barrières nationales, qu'elles organisent l'économie européenne.

Les impérialismes anglais et français ont démontré qu'ils en étaient foncièrement incapables. Bien au contraire, la courte période où ils eurent la prééminence en Europe à la suite de la première guerre mondiale fut celle du puzzle européen, du saucissonnage de l'Europe, découpée, redécoupée arbitrairement. L'impérialisme allemand a également finalement échoué. Mais ses tentatives sont particulièrement illustratives de ce que signifie l'unification de l'Europe par l'impérialisme. Les moyens de la barbarie, les plus dévastatrices des guerres, la destruction gigantesque de richesses, de vie humaine, de forces productives, sont les seules méthodes à la disposition du capital au stade impérialiste lorsqu'il tente, poussé par la nécessité, de surmonter ses contradictions. La brève période d'hégémonie allemande sur l'Europe de 1940 à 1944 illustre comment l'Europe s'unifierait sous l'égide d'un impérialisme dominant. Le résultat s'est inscrit en lettres de feu et de sang dans l'histoire : aux destructions de vie et de biens s'ajoutent les pillages, l'appropriation par les groupes capitalistes allemands de secteurs entiers de l'économie capitalistes des autres pays, la subordination de l'économie des autres pays aux besoins du capital allemand, la destruction des forces productives qui ne correspondent pas à ces besoins, l'oppression nationale et l'oppression de classe allant jusqu'à l'extermination physique de peuples entiers. C'était la guerre ? Sans doute. Mais qu'est-ce que la guerre impérialiste ? Tout comme le fascisme, l'émergence des tendances profondes de l'impérialisme. La guerre impérialiste, le fascisme, font apparaître dans toute leur cruauté, leur brutalité, leur force destructive, les exigences de l'impérialisme, ses besoins profonds.

Les bourgeoisies européennes soutenues à bout de bras

Trotsky soulignait : “ Les classes dominantes en Russie s'écroulèrent les premières pour avoir chargé les forces productives insuffisantes du pays d'un fardeau insupportable ”. (L'I.C. après Lénine, page 149). On ne comprend la profondeur de la crise de l'impérialisme en Europe et son importance mondiale décisive que si l'on comprend que les impérialismes européens, incapables de résoudre la question de l'unité de l'Europe, sont néanmoins sans cesse aux prises avec ce problème, dans la guerre, comme dans la paix, depuis plus de soixante ans. Par leurs tentatives de le résoudre à leur manière, comme par leur impuissance à le résoudre, ils “ chargent les forces productives insuffisantes de l'Europe d'un fardeau insupportable ”. La puissance de la vague révolutionnaire qui a déferlé sur l'Europe, à la fin de la deuxième guerre mondiale, sa profondeur viennent de là. Elle a été stimulée par la victoire de l'armée rouge sur l'impérialisme allemand. Il est froidement mensonger d'affirmer qu'elle fut défaite au moment même où la révolution chinoise était victorieuse. Elle a été contenue dans certaines limites par suite des rapports politiques internes au mouvement ouvrier, mais elle n'a pas été défaite, pas plus qu'elle n'est nulle et non avenue. Avec la coopération politique de la bureaucratie du Kremlin, les appareils d'états bourgeois, démantelés à la fin de la guerre en Europe de l'Ouest - Italie, France, Belgique, Grèce, Allemagne - ont été reconstruits. Ceux minés par la guerre - Angleterre - ont été consolidés. Le capitalisme en Europe de l'Ouest a connu une nouvelle période d'accumulation et s'est réintégré au marché mondial et à la division internationale du travail. Les échanges des pays capitalistes d'Europe entre eux, entre eux et le marché mondial se sont multipliés. De la même façon qu'ils concluent du développement des moyens de production, des découvertes scientifiques, des progrès de la technologie, à la croissance des forces productives, les révisionnistes de tous poils concluent, de ces “ faits ”, à l'intégration de la classe ouvrière dans le système, à la stabilisation du capitalisme et inventent ultérieurement la défaite de la vague révolutionnaire d'après guerre en Europe occidentale.

L'impérialisme mondial et la bureaucratie du Kremlin en savent quelque chose. A la fin de la deuxième guerre mondiale Roosevelt, Staline, Churchill, se réunissent à Yalta. Il s'agissait de savoir comment terminer la guerre en évitant la révolution prolétarienne qui montait en Europe, tout en établissant un compromis quand aux intérêts et aux rapports entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin. Ce compromis entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, fondé sur la nécessité de refouler la révolution prolétarienne montante, fut confirmé et affirmé, après la défaite totale de l'Allemagne, à Postdam où se réunirent Staline, Attlee et Truman, successeurs de Churchill et de Roosevelt.

La bureaucratie du Kremlin a engagé tout son crédit politique en vue de contenir le prolétariat européen. Elle est parvenue à imposer, par le truchement des P.C. européens, aux classes ouvrières des bourgeoisies les plus éprouvées et les plus menacées directement par le prolétariat (France, Italie) qu'elles n'engagent pas la lutte pour le pouvoir, qu'elles laissent se reconstruire l'Etat bourgeois, qu'elles participent à la reconstruction de l'économie capitaliste. Elle a divisé le prolétariat d'Europe en deux et principalement le prolétariat allemand, qui était mis à l'ouest sous la botte des impérialismes victorieux et qui, à l'est, subissait le joug de son oppression militaire et bureaucratique. Mais l'impérialisme dut lui payer fort cher ses services, en abandonnant à son contrôle l'Est de l'Europe. L'impérialisme américain et les bourgeoisies européennes durent également faire d'importantes concessions aux prolétariats des pays occidentaux, malgré l'appui de l'appareil international du stalinisme et celui des appareils réformistes et syndicaux : enseignement, sécurité sociale, droits politiques et syndicaux, qui en Europe avaient pratiquement été détruits ou en tout cas considérablement réduits à la veille de la deuxième guerre mondiale, durent être concédés et renforcés. Par l'exercice de ces droits, de ces garanties, renforcés par la vague révolutionnaire issue de la guerre, la classe ouvrière et la jeunesse, de France, d'Italie, de Grande-Bretagne, de Belgique, et même d'Allemagne de l'Ouest, ont contraint le capitalisme d'Europe occidentale à de multiples concessions, à élever le pouvoir d'achat, à améliorer les conditions d'existence, au moins relativement. Nous sommes loin du schéma Mandelo-pabliste qui veut que ce soit par la “ redistribution ” des revenus grâce à l'intervention de l'Etat dans l'économie, qui veut également que les classes ouvrières des pays capitalistes économiquement développés soient liées à leurs impérialismes (les deux aspects de la théorie de Janus-Germain-Mandel et de ses confrères révisionnistes renégats de la IV^e Internationale et autres sont complémentaires).

La manière dont s'est reconstitué le capitalisme en Europe au lendemain de la deuxième guerre mondiale, tout comme l'abandon de l'Europe de l'Est au contrôle de la bureaucratie du Kremlin procèdent directement des rapports de force entre les classes qui se sont établis à ce moment. Les impérialismes d'Europe étaient si faibles, les bourgeoisies tellement épuisées, leurs économies et appareils d'Etat si délabrés, que leur transformation en bourgeoisies compradore de l'impérialisme américain était une possibilité réelle, si l'on considère seulement les rapports entre classes dominantes. Au cours de la guerre, Roosevelt et son gouvernement s'orientaient dans ce sens. Le plan Morgenthau ne proposait rien de moins que de “ transformer l'Allemagne en champs de pommes de terre ”. A l'origine des démêlés entre De Gaulle et le gouvernement des U.S.A. fut la tendance de l'impérialisme U.S. à dépouiller l'impérialisme français de son empire colonial, à ne concevoir qu'un gouvernement fantôme à sa solde, à dépouiller la bourgeoisie française des attributs de la souveraineté et de l'indépendance nationales. Il fut même question qu'au jour du débarquement, l'administration militaire américaine administre directement, au moins pour un temps, la France, comme les troupes alliées devaient administrer, pendant quelques années, l'Allemagne vaincue. Au cours de la guerre, l'impérialisme américain, ses hommes politiques, se proposaient de réduire l'indépendance politique des bourgeoisies européennes, de les dépouiller de leurs principales forces productives, de se les approprier, de ne laisser subsister en Europe que les forces productives complémentaires à celles de l'impérialisme U.S. Ces objectifs se révélèrent totalement irréalisables, et l'impérialisme américain dut modifier rapidement et profondément sa politique.

Quelques soient leurs faiblesses, leurs contradictions, leurs décrépitudes, les bourgeoisies européennes sont des composantes de l'impérialisme mondial, tout comme l'impérialisme japonais. L'impérialisme mondial constitue un ensemble qui s'est formé organiquement, qui est conditionné par la façon dont il s'est historiquement constitué, et, quelque soit la puissance de l'impérialisme américain, il ne peut s'affranchir, même si son rôle de pivot de l'impérialisme mondial modifie profondément les rapports de forces inter-impérialistes, de l'histoire de la formation du mode de production capitaliste. Pas plus qu'il n'existe un mode de production capitaliste abstrait, il n'existe “ l'impérialisme ” dans l'abstrait : il constitue une totalité organique historiquement formée et conditionnée, et qui reste prisonnière de son passé, bien qu'elle soit en perpétuel mouvement et mutation. Lorsque l'on réduit les rapports inter-impérialistes aux rapports entre les différentes bourgeoisies, et entre les différentes bourgeoisies et la bureaucratie du Kremlin, alors tout est possible : l'imagination peut galoper et supposer toutes les combinaisons. Au fond, c'est la méthode de tous les révisionnistes, et celle par conséquent des Mandelo-pablistes. Chacun

sait que " l'imagination " prit le pouvoir en Mai-juin 68 à la Sorbonne. On prouve ainsi, soit que l'on n'a pas compris, soit que l'on falsifie l'analyse de Lénine du " stade suprême de l'impérialisme ". L'impérialisme c'est l'ère des guerres et des révolutions, l'ère de la révolution prolétarienne mondiale. Quelque soit sa puissance, l'impérialisme américain est soumis aux lois de la lutte des classes mondiales. La réduction des bourgeoisies européennes au niveau de bourgeoisies compradores aurait bouleversé tout l'équilibre entre les classes à l'échelle mondiale, équilibre déjà modifié à la fin et à l'issue de la guerre en faveur du prolétariat. La tentative de l'impérialisme allemand d'unifier l'Europe sous sa botte s'est soldée par une défaite car elle impliquait la transformation des autres bourgeoisies d'Europe en bourgeoisies compradores dépendantes étroitement de lui, elle nécessitait la déchéance et la mort de milliers de prolétaires européens, la déchéance et la mort de milliers de prolétaires et de paysans de l'U.R.S.S. Elle s'est conclue par l'affaiblissement de toutes les bourgeoisies d'Europe, la destruction ou l'affaiblissement de leurs appareils d'Etat, la poussée révolutionnaire qu'exprimait la résistance à l'impérialisme allemand, le formidable prestige de l'U.R.S.S. et de son armée ; le prolétariat d'Europe reconnaissait sa propre lutte contre la déchéance et la mort dans les combats héroïques de l'armée rouge. La transformation des bourgeoisies d'Europe en bourgeoisies compradores de l'impérialisme américain aurait précipité la crise révolutionnaire issue de la guerre. Si les bourgeoisies européennes étaient exsangues, le prolétariat européen, y compris le prolétariat allemand, représentait une puissance redoutable. Le prolétariat européen se serait précipité dans la guerre civile à l'échelle de l'Europe entière. Il se fût ouvert les voies de l'unification de l'Europe sur son plan de classe.

Par sa puissance le prolétariat d'Europe se protège comme classe

Nos bons apôtres argueront que l'impérialisme américain dut bien sûr modifier sa politique, qu'il fut contraint de remettre en selle les bourgeoisies européennes, dont la bourgeoisie allemande, en raison de la division du monde en " blocs ". L'Alliance Atlantique et le plan Marshall allaient de pair, comme éléments de la guerre froide, préparatoire à la guerre ouverte contre l'U.R.S.S. Une fois encore, une pareille augmentation inverse les données et la marche réelle des événements. L'armée américaine était militairement en mesure d'occuper l'Allemagne jusqu'à l'Oder avant l'armée rouge. Elle pouvait précéder l'armée rouge à Prague. L'impérialisme a respecté les accords passés avec la bureaucratie du Kremlin. Son armée s'est arrêté sur l'Elbe et n'a pas occupé Prague. Il a laissé l'armée rouge occuper Berlin et atteindre l'Elbe, occuper entièrement la Tchécoslovaquie. La foi jurée pèse bien peu en ce cas. Ou plutôt, la foi jurée s'inspire de considérations qui n'ont rien à voir avec l'honneur. Le spectre de la révolution prolétarienne hantait l'Europe entière. Les bourgeoisies et les appareils d'Etat bourgeois étaient décomposés à l'Est de l'Europe, les syndicats avaient pris le pouvoir à Prague. Seul le prestige et la force de l'appareil militaire et bureaucratique du Kremlin était en mesure de rétablir " l'ordre " en Europe de l'Est. Le concours de l'appareil international du Kremlin, des P.C. d'Italie, de France et d'ailleurs, étaient indispensables au maintien et à la reconstruction des appareils d'Etat et de l'économie bourgeoise en Europe de l'Ouest.

Au cours des premières années de l'après-guerre, la fidélité de l'impérialisme aux accords passés avec la bureaucratie du Kremlin, comme son impuissance vis-à-vis de la révolution chinoise, des mouvements révolutionnaires des peuples coloniaux, a une origine précise : la puissance du prolétariat européen, la vague révolutionnaire d'après-guerre. C'est elle qui contraint l'impérialisme américain à abandonner l'Est de l'Europe à la bureaucratie du Kremlin, comme à injecter massivement des crédits aux bourgeoisies européennes afin qu'elles puissent, avec le concours politique de l'appareil international du stalinisme, restructurer leurs appareils d'Etat, reconstruire leurs économies. Il ne pouvait agir autrement sans alimenter la crise révolutionnaire en Europe et faire finalement sauter le verrou du stalinisme. Au sommet de sa puissance politique - le prolétariat de l'U.R.S.S. saigné par la guerre, le prolétariat allemand fractionné et sous tutelle militaire - bénéficiant du prestige immense acquis par l'armée rouge auprès des secteurs décisifs du prolétariat européen, la bureaucratie du Kremlin mit tous ses moyens en œuvre pour contenir et limiter la vague révolutionnaire d'après-guerre. Avec un sûr instinct de conservation, elle savait que la révolution victorieuse dans les principaux pays d'Europe donnerait une impulsion formidable à la révolution prolétarienne dans le monde, qu'elle ferait exploser son appareil international, qu'elle impliquerait l'unité de l'Europe sur le plan de classe du prolétariat, donc une force qui la désagrègerait et serait un pôle attractif d'une puissance invincible pour les prolétariats de l'Europe de l'Est et le prolétariat d'U.R.S.S. C'est pourquoi, avec ses moyens, elle concourt à remettre en selle les principales bourgeoisies de l'Ouest de l'Europe, comme l'impérialisme américain s'y employait avec ses propres moyens.

La classe ouvrière européenne n'a pas été battue pour autant : elle a été contenue, ses conquêtes furent limitées, mais importantes. Parmi celles-ci, il faut intégrer la transformation des rapports sociaux de production en Europe de l'Est, même s'il apparut aux pablistes, et à bien d'autres, que c'était une victoire du stalinisme. Il faut aussi intégrer le fait que le prolétariat européen s'est protégé comme classe. Sans cela, le prolétariat européen, dans son ensemble, eût connu, sous la botte de l'impérialisme américain, le sort (et peut-être pire) qu'il aurait subi en cas de victoire de l'impérialisme allemand en Europe, et les conquêtes d'Octobre auraient été détruites. Germain-Mandel, les pablistes de toutes nuances, les " tiers-mondistes " et le reste, sont d'infectes menteurs lorsqu'ils affirment que le prolétariat européen a lié son sort à celui de l'impérialisme, comme lorsqu'ils parlent de la croissance des forces productives : c'est par sa lutte de classe, notamment en s'appuyant sur les acquis de la vague révolutionnaire de la fin et de l'issue de la deuxième guerre mondiale impérialiste, que le prolétariat européen - et le prolétariat est la principale force productive - s'est protégé et renforcé comme classe. Sans elle, l'Europe aurait été transformée en une simple colonie de l'impérialisme américain, et le prolétariat européen décomposé, déchu, réduit à sa plus simple expression, détruit. L'impérialisme américain eut fait l'unité de l'Europe à sa manière : en y détruisant les acquis de vingt siècles de civilisation. A l'époque de l'impérialisme, seule la lutte de classe du prolétariat va à l'encontre de la destruction des forces productives.

Le prolétariat d'Europe ne cesse de combattre

La guerre froide a confirmé le rôle décisif du prolétariat européen. Il faut avoir de singulières absences de mémoire pour affirmer que le prolétariat européen est resté passif depuis 1947 jusqu'en mai-juin 68, soit qu'il soit devenu une " aristocratie privilégiée " liée dans son ensemble à l'impérialisme, soit par suite de la " défaite de la vague révolutionnaire d'après-guerre en Europe occidentale ", et finalement les deux combinés. La politique de la bureaucratie du Kremlin, l'assistance américaine aux bourgeoisies européennes, permirent la reconstitution des états bourgeois, et le redémarrage de l'économie des principaux pays capitalistes d'Europe. L'impérialisme américain, appuyé par l'impérialisme anglais, s'engagea alors dans la guerre froide. Mais, encore une fois, il fut généreusement secondé par la politique de Staline, qui entra de plein pied dans la course aux

armements, la politique des blocs. Staline tenta à sa manière de geler la lutte des classes dans le monde, au profit d'une politique de pression. La politique stalinienne fit autant pour l'impérialisme que celui-ci fut capable de faire par lui-même. Et pourtant le prolétariat européen engagea de nouvelles et grandioses luttes de classe dont l'historique a été esquissé par ailleurs¹. Pablistes et autres escamotent, et la grève générale d'août 53 en France, et juin 53 en Allemagne de l'Est, et l'Octobre polonais de 1956, et la révolution hongroise des conseils de novembre 1956 : une bagatelle ! Toutes ces grandioses luttes de classe se sont développées à partir des positions conquises par le prolétariat européen à l'issue de la deuxième guerre impérialiste mondiale. De plus, et surtout, elles marquent un tournant dans les rapports politiques internes du prolétariat mondial. Pour la première fois, le prolétariat met directement en cause l'appareil international du stalinisme, et de quelle manière : les armes à la main en Hongrie ! Un rien !

La seule victoire importante que l'impérialisme ait remporté dans la lutte des classes mondiale il l'a remporté, non en 1947, mais en novembre 1956 : ce fut l'écrasement par les tanks de la bureaucratie du Kremlin de la révolution hongroise des conseils. Cette défaite du prolétariat hongrois fut le point de départ de la contre-offensive impérialiste dans le monde.

La responsabilité en incombe à la bureaucratie du Kremlin, et non à la passivité du prolétariat européen. Elle préluda à la prise du pouvoir par de Gaulle en France en mai 1958. Elle permit à l'impérialisme mondial d'envisager le renforcement de l'ordre bourgeois en Europe, la destruction des positions conquises par le prolétariat à la suite de la deuxième guerre mondiale, d'accentuer sa pression sur l'U.R.S.S. et les pays de l'Europe de l'Est. Elle lui donna plus d'aisance pour déclencher sa contre-offensive contre les ouvriers et paysans des pays économiquement arriérés, en Indonésie, en Amérique Latine, en Afrique. C'est brouiller les cartes de ne pas mettre en relief que les vastes projets contre-révolutionnaires de l'intervention massive de l'impérialisme américain au Vietnam, qui visaient non seulement à l'extermination massive des ouvriers et paysans vietnamiens, mais étaient conçus comme une étape de la préparation à la guerre exterminatrice contre la Chine, supposaient que le prolétariat européen serait brisé dans la foulée de la défaite de la révolution hongroise et par les conséquences de la venue au pouvoir de De Gaulle en France.

Les renégats de la IV^e Internationale, les P.S.U., les pro-chinois, les staliniens, sont frappés. d'amnésie. Même Mandel qui sait tout, qui a tout lu, qui a tout prévu, ne se souvient de rien, n'a rien lu, n'a rien vu, n'a rien prévu ; il a " oublié " les grandioses luttes de classe du prolétariat européen... depuis 1947. Pardon, sans remonter si loin... depuis 1958. A moins que Mandel, comme les autres, ne tiennent pas à remuer de douloureux souvenirs (pour eux), à rappeler leurs palinodies. En Europe, comme dans le monde, malgré les défaites, réelles cette fois, que furent l'écrasement de la révolution hongroise des conseils et la venue au pouvoir de de Gaulle en France pour le prolétariat européen et mondial, le prolétariat n'a cessé de combattre, et justement en s'appuyant sur les conquêtes de la fin et de la suite de la deuxième guerre mondiale.

Mandel " qui faillit marcher sur Bruxelles " - malheureusement les bureaucraties de la Fédération Générale des Travailleurs belges et du Parti Socialiste Belge le retinrent par le fond de la culotte (pas de chance) - a " oublié " la grève générale belge de décembre 1960-janvier 1961 ; il a, ils ont " oublié " la grève générale des mineurs français de mars-avril 1963 ; il a, ils ont " oublié " la grève des métaux allemands de 1963 ; il a, ils ont, " oublié " les luttes du prolétariat grec de 1965 ; il a, ils ont " oublié " la grève des marins britanniques du printemps 1966 ; il a, ils ont, " oublié " les admirables luttes des prolétariats espagnol, italien. De même qu'il a, qu'ils ont " oublié ", que la résistance, même passive, du prolétariat de l'Europe de l'Est et d'U.R.S.S. à la politique de la bureaucratie du Kremlin, s'est poursuivie après la défaite de la révolution hongroise, qu'elle est un facteur Majeur de la crise de la bureaucratie, qu'elle est à l'origine des fractures ouvertes de l'appareil international du stalinisme et de l'appareil du Kremlin lui-même, par lesquelles s'engouffrent les masses et qui ouvrent le chemin à la révolution politique.

Radicalisme verbal et trahison

La très honorable société des renégats de la IV^e Internationale écrivait dans sa très officielle revue :

" Il reste que le cours adopté par l'impérialisme américain et qui, implique, nous l'avons dit, le danger que l'engrenage édifié n'aboutisse à la guerre généralisée, ne pourra être bloqué et renversé qu'à la condition que les États ouvriers, et en premier lieu l'Union soviétique et la Chine, s'engageant à fond dans la lutte, en faisant entendre à l'impérialisme que, s'il veut persister dans son aventure, il aura à faire face au front anti-impérialiste dans son ensemble ".

" Nous ne minimisons pas l'effet d'une mobilisation des masses dans les différents pays du monde, et surtout pas l'activité de l'opposition intérieure aux U.S.A. S'il y a actuellement une certaine crise et un certain désarroi y compris dans les milieux dirigeants américains, les manifestations qui se sont déroulées aux Etats-Unis au cours de ces derniers mois y ont contribué dans une mesure importante ; et il n'y a pas de doute qu'au fur et à mesure que Johnson et le Pentagone s'engagent plus à fond au Vietnam, le sentiment de malaise, l'opposition et la révolte s'accroîtront parallèlement. TOUTEFOIS, ÉTANT DONNÉ LES RAPPORTS DE FORCE ACTUELS, LE FACTEUR DÉCISIF, EN DERNIÈRE ANALYSE, SERA L'ATTITUDE DES ÉTATS OUVRIERS, ET NOTAMMENT DE L'UNION SOVIÉTIQUE (souligné par moi)... "

" ... La confrontation capitale se situe aujourd'hui au Vietnam et c'est au Vietnam qu'il faut absolument éviter que l'impérialisme emporte un succès fût-il relatif, en empêchant le peuple vietnamien d'obtenir cette victoire définitive qu'il aurait déjà eue sans la criminelle intervention de Johnson et du Pentagone " (Éditorial Quatrième internationale, juin 1966, Pages 2 et 3).

Remarquons qu'une fois encore les pablistes escamotent la réalité de la bureaucratie du Kremlin, des bureaucraties parasitaires, de la bureaucratie chinoise, par une astuce qui est leur est coutumière : ils font disparaître les qualificatifs qui caractérisent les États ouvriers comme États ouvriers *dégénérés ou déformés*, Cet escamotage a des raisons politiques évidentes qui ont été analysées dans " *Défense du trotskysme* ", mais qui ressortent également de cette citation : masquer le rôle politique que jouent les différentes bureaucraties parasitaires et singulièrement la bureaucratie du Kremlin.

¹ Voir " Défense du Trotskysme " - La Vérité No 530-531.

Mais quel dommage que ce soit à peu près l'époque où Gisèle lui donnait tant de joie, sans quoi, suivi de toute sa troupe, mettant en accord sa théorie et sa pratique, le commandant Ernesto Mandel, s'engageait dans les maquis du Vietnam. Ce morceau de littérature est un nouvel exemple de l'art de trahir en utilisant le radicalisme verbal. Personne ne contestera l'importance et la signification générale de l'intervention de l'impérialisme américain au Vietnam. Mais précisément, l'intervention ne fut possible que comme conséquence de la politique de la bureaucratie du Kremlin et dans une certaine mesure de la bureaucratie chinoise. Ce sont elles qui, à Genève en 1954, organisèrent et imposèrent la partition du Vietnam. La bureaucratie du Kremlin à la recherche d'un compromis planétaire avec l'impérialisme américain, s'efforce d'isoler la révolution chinoise. d'en faire l'objet d'un marchandage : les mains libres à l'impérialisme américain contre la Chine (et par conséquent le Vietnam) en échange du statu quo en Europe. La livraison d'armes au Vietnam afin de résister à l'agression impérialiste est d'une importance capitale... et pourtant ce qui prime c'est la politique. Il suffit de rappeler comment la révolution espagnole fut poignardée par Staline et l'appareil international du stalinisme pour s'en rendre compte. Staline n'a pas seulement livré des armes, il a exporté ses "spécialistes", il a imposé sa politique en Espagne. En moins de deux ans, de juillet 1936 à 1938, il mit à mort la révolution prolétarienne en Espagne et finalement il cessa les livraisons d'armes, abandonnant sans phrases "l'Espagne républicaine" à Franco¹. La livraison d'armes peut avoir des aboutissants très différents selon la politique dans laquelle elle s'insère. L'Espagne révolutionnaire fut trahie et poignardée en utilisant des formules martiales et guerrières : "des canons, des avions pour l'Espagne". Avec la grève de juin 1936 en France et la révolution espagnole, la dernière chance révolutionnaire s'ouvrait en Europe, entre les deux guerres. De la victoire de la révolution en France et en Espagne dépendait le sort du monde, la possibilité d'éviter la deuxième guerre mondiale, en opposant à la guerre impérialiste la révolution prolétarienne. En 1936, le fascisme était mal assuré en Italie, l'écho des grèves françaises se répercuta jusque dans la Ruhr, où des grèves eurent lieu.

Hitler n'en était qu'au début de son programme d'armement. Le prolétariat européen disposait de puissantes forces en Tchécoslovaquie, en Belgique, en Angleterre, dans les pays Scandinaves. En U.R.S.S., l'extermination de la génération d'Octobre, des militants du Parti bolchevique compagnons de Lénine, et de Trotsky, était en cours, mais elle était loin d'être achevée. La victoire de la révolution prolétarienne en France et en Espagne aurait effacé les défaites antérieures, remis à l'ordre du jour la révolution prolétarienne en Europe, enflammé le prolétariat européen tout entier. Elle se fût répercutée également aux U.S.A. où venait de se former le C.I.O. (Confédération des Organisations Industrielles) fédérant les travailleurs par branches d'industrie, et où de grandes grèves se développaient, parmi lesquelles la célèbre grève de la Général Motors en janvier 1937. La meilleure "aide" à la révolution espagnole, c'était la victoire de la révolution en France. Le prolétariat français, donc le prolétariat espagnol, donc tous les prolétariats européens, furent trahis : à "il faut savoir terminer une grève", Thorez et le P.C.F. ajoutèrent "des canons, des avions pour l'Espagne", et formèrent les Brigades Internationales. Bien sûr des "canons, des avions pour l'Espagne" : pour se battre il faut des armes. Mais la victoire des ouvriers et des paysans espagnols se jouait autant à Paris qu'à Madrid. Le prolétariat français prenant le pouvoir à Paris résolvait la question "des avions, des canons pour l'Espagne". Non seulement il eut pu les envoyer, mais surtout le fascisme en Europe recevait un coup mortel. La puissance de la Révolution prolétarienne ne se réduit pas aux moyens matériels immédiats qu'elle procure à la classe ouvrière. Elle a des effets dynamiques, mobilisateurs des couches exploitées et du prolétariat des autres pays, désagrégateurs des classes sociales exploiteuses. Sans quoi jamais la Révolution russe n'aurait résisté à l'encercllement impérialiste combiné à la guerre civile intérieure. Afin de détourner la classe ouvrière française de la lutte pour le pouvoir en France - et donc de la véritable et décisive "aide" au prolétariat espagnol - le P.C.F., les socialistes de gauche, ont spéculé sur la solidarité profonde du prolétariat français à l'égard du prolétariat espagnol. Ils ont tout fait pour lui faire croire "qu'aider l'Espagne républicaine" c'était essentiellement collecter, expédier des moyens matériels, envoyer des volontaires. Le front de classe du prolétariat français ne se situait plus en France, mais à Madrid. Ce faux internationalisme se traduisit par cette politique qui combina le slogan "des canons, des avions pour l'Espagne" à celui du "Front du français pour la défense de la liberté et de l'indépendance de la France" lancé dès août 1936 par Thorez, qui allait infiniment plus loin encore que le "Front populaire"; il devait s'étendre de "Thorez à Paul Reynaud".

La politique des renégats de la IV^e Internationale et de tous les "tiers-mondistes" trahissait tout à la fois les ouvriers et paysans vietnamiens et le prolétariat des pays économiquement développés, au nom du "soutien du peuple vietnamien contre l'agression de l'impérialisme américain", comme les staliniens trahirent en 36-38 le prolétariat espagnol et le prolétariat français au nom du "soutien à l'Espagne républicaine". Elle remettait entre les mains de la bureaucratie du Kremlin le sort des ouvriers et paysans du Vietnam. Au nom des "rapports de forces actuels" entre les classes, elle se concluait par des campagnes "pour le milliard au Vietnam", l'unité des français de Pierre Frank à De Gaulle "contre l'impérialisme américain", tandis que le P.C.F. propulsait de son côté sa campagne pour "un bateau au Vietnam".

Tout cela n'empêche pas qu'ils affirment avec impudence :

" Les liens entre la résistance victorieuse de la révolution vietnamienne et la reprise de la lutte révolutionnaire dans les métropoles impérialistes sont manifestes à la fois sur le plan subjectif et sur le plan objectif.

Subjectivement cette résistance a stimulé la formation d'une nouvelle avant-garde jeune dans les pays impérialistes, a puissamment contribué à la rendre autonome par rapport aux appareils traditionnels réformistes et staliniens, lui a permis de s'aguerrir et d'acquérir de plus en plus d'audace dans des affrontements sans cesse amplifiés avec les partis traditionnels, avec la bourgeoisie et avec l'appareil de répression de l'Etat bourgeois. "
(Quatrième Internationale, mai 1969, page 14).

Que la résistance héroïque des ouvriers et paysans vietnamiens, qui a révélé ce que signifierait pour l'impérialisme une guerre contre la Chine, mais qui n'est hélas pas encore "victorieuse", soit liée subjectivement et objectivement à Mai-juin 1968 en France et à la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie, seuls Mandel, les pablistes de toutes variétés, les tiers-mondistes, etc., prétendaient le contraire. "La véritable aristocratie ouvrière n'est plus constituée (seulement) par

¹ Voir "la révolution et la guerre en Espagne" de Pierre Broué et François Témine (Éditions de minuit) et "La révolution espagnole" supplément à "Etudes Marxistes" N° 7-8.

certaines couches du prolétariat des pays impérialistes par rapport à celui des pays coloniaux et semi-coloniaux ” écrivait le théoricien. Et encore : “ la confrontation capitale se situe aujourd'hui sacrifier une lutte de classe sinon inexistante, au Vietnam ”. il fallait y sacrifier une lutte de classe sinon inexistante, tout au moins languissante dans les pays économiquement développés, et s'allier avec le diable : la bureaucratie du Kremlin, De Gaulle ou ses députés. Quant au lien subjectif, comment aurait-il pu s'établir si les contradictions de classe n'étaient pas poussées à leur paroxysme, mais atténuées, sinon résolues, par l'impérialisme en Europe et ailleurs en raison à la fois de la croissance sans limite des forces productives associant les prolétariats des pays impérialistes à l'exploitation impérialiste du monde, et de la passivité du prolétariat consécutive à la “ défaite de la vague révolutionnaire d'après la guerre en Europe occidentale ” (en 1947 ?). Enfin “ la nouvelle avant-garde jeune dans les pays impérialistes ” se fût formée à la lutte contre “ les partis traditionnels, la bourgeoisie, l'Etat bourgeois ”, d'étrange façon s'il n'avait tenu qu'aux pablistes, aux tiers-mondistes, à Janus Germain-Mandel, à Pierre Frank : en s'en remettant à la bureaucratie du Kremlin, à la bureaucratie chinoise, aux députés gaullistes, pour la défense de la révolution vietnamienne !

Fort heureusement, au contraire des affirmations pablistes, la lutte héroïque des ouvriers et des paysans vietnamiens s'intègre à une lutte des classes mondiale, dont les conditions sont profondément différentes de ce qu'elles étaient en 1936-39 pendant la révolution et la guerre civile espagnole, ce qui entrave relativement l'intervention de l'impérialisme américain et rend très difficile à la bureaucratie du Kremlin de rendre à l'impérialisme le service d'étrangler la guerre révolutionnaire du peuple vietnamien. Sans aucun doute, en 1936-39, la victoire des prolétariats espagnol et français était possible, elle eut inversé le cours de la lutte des classes dans l'Europe entière. Néanmoins, les prolétariats espagnol et français combattaient le dos au mur, cernés par la contre-révolution victorieuse dans la plupart des pays d'Europe. La bureaucratie du Kremlin pouvait assassiner, presque dans l'ombre, la révolution espagnole.

Au contraire, la lutte des ouvriers et paysans vietnamiens bénéficie des crises de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin qu'elle approfondit. La capacité de combat et de résistance des ouvriers et paysans vietnamiens s'alimente aux mêmes sources que la révolution chinoise, qui a donné à la guerre révolutionnaire au Vietnam une impulsion prodigieuse. Par contre, l'impérialisme américain n'a pas les mains libres : il redoute que le prolétariat des pays capitalistes avancés n'engage de grandes batailles de classe qui mettent en cause le système capitaliste dans ses vieux bastions d'Europe ; il ne maîtrise pas le développement de la lutte de classe dans son propre pays, qui prend des formes diverses (luttés des noirs, grèves des travailleurs, manifestations contre l'intervention au Vietnam), et qui avivent les coups que portent aux forces d'interventions U.S. les ouvriers et paysans vietnamiens. Si bien que, pour des raisons politiques, l'impérialisme U.S. n'est pas en mesure d'utiliser toute sa puissance militaire, si terribles que soient les moyens qu'il met en œuvre au Vietnam, tandis que sans nul doute la Chine, directement menacée par l'intervention de l'impérialisme américain, donne un soutien militaire efficace au gouvernement Lie Hanoi et que pèse la crainte de son intervention massive contre l'armée impérialiste, comme au cours de la guerre de Corée.

La guerre révolutionnaire des ouvriers et paysans vietnamiens retentit puissamment sur la crise de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international. Le Kremlin doit compter sur les réactions des prolétariats des pays capitalistes, qui sont prêts à de nouveaux combats sur leurs propres terrains, sur celles des prolétariats de l'Est de l'Europe et d'U.R.S.S., placés devant une trahison trop ouverte et trop patente des ouvriers et paysans vietnamiens. Il leur faut prendre en considération les contradictions et antagonismes qui se tendent au sein des P.C., de l'appareil international du stalinisme, qui existent jusqu'au sommet de la bureaucratie de l'U.R.S.S., et qu'accroissent les craintes qu'inspirent à une partie de celle-ci une politique d'entente avec l'impérialisme contre la Chine, de liquidation de la lutte des ouvriers et paysans vietnamiens.

En dernière analyse, les ouvriers et paysans vietnamiens résistent à l'impérialisme le plus puissant et le bravent, ils échappent aux pièges de la politique de la bureaucratie du Kremlin, en raison de la force et des luttes de classe des prolétariats des pays économiquement développés, qui sont à l'origine de la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, en même temps que les luttes du peuple vietnamien sont un des facteurs de cette crise.

L'Europe, plaie ouverte de l'impérialisme

Germain-Mandel, au nom des renégats de la IV^e Internationale, n'en poursuit pas moins impertubablement son rapport :

“ Objectivement, les conséquences économiques de la guerre du Vietnam ont accentué la crise du dollar, accru les tensions du système monétaire international, aggravé les tensions inter-impérialistes, épongeant ainsi les réserves avec lesquelles la bourgeoisie internationale aurait pu atténuer les effets de la récession de 1966-67 ”.

Une fois de plus, notre “ théoricien ” marche au plafond : la bourgeoisie internationale “ atténue les effets des récessions ” par l'économie d'armement, ce qui a comme conséquence “ la crise du dollar et du système monétaire international ”. Du point de vue “ économique ”, la guerre au Vietnam a participé au “ boom ” en accentuant les dépenses militaires de l'impérialisme U.S. avec sa contrepartie, la contrepartie inévitable de l'économie d'armement : l'inflation. Poursuivons :

“ Sous le poids de tous ces facteurs économiques, la bourgeoisie a été au contraire obligée de mener pratiquement dans tous les pays impérialistes une politique d'attaques contre le niveau de vie et contre un certain nombre de situations considérées comme des droits acquis par les travailleurs (notamment le plein emploi et les avantages extra-conventionnels). Ceci, à son tour, a stimulé une reprise de la lutte des secteurs échappant le plus au contrôle de la bureaucratie syndicale et ébranlé le climat de stabilité sociale relative, qui avait existé dans la plupart des pays impérialistes pendant la période précédente. ” (Quatrième Internationale, mai 1969, page 14).

Une fois encore, les grandes luttes de classes des années 60 n'entrent pas dans le schéma pabliste. Elles en dérangeront l'ordonnance : elles sont donc nulles et non-avenues. Au-delà les Mandélo-pablistes escamotent la profondeur, la signification, la portée de la lutte des classes qui n'a cessé de se poursuivre en Europe avant comme après la défaite de la révolution hongroise, la prise du pouvoir par les colonels en Grèce. L'impérialisme mondial fut incapable de résoudre en sa faveur la question centrale de la lutte des classes dans le monde - celle des rapports de force entre les classes dans les pays

économiquement développés (Europe de l'Est et U.R.S.S. comprises), qui se centralise en Europe. Il n'est pas parvenu à écraser comme il y parvint entre 1918 et 1938, le prolétariat européen : l'Europe est la plaie ouverte du système impérialiste mondial, malgré qu'en 1956-58 le prolétariat européen ait subi de dures défaites.

Mais il faut revenir sur la reconstruction des économies et des états bourgeois en Europe, après la seconde guerre mondiale.

Il est évident que le capital américain a profité de la reconstruction de l'économie capitaliste en Europe. Des débouchés s'ouvraient à lui. Le capital américain s'est assuré de fortes positions en Angleterre, en Allemagne de l'Ouest, en Italie, en France, en Belgique, en Hollande, en Grèce, en Espagne. De plus le capital américain liait à sa politique les bourgeoisies et les états bourgeois d'Europe par les liens du plan Marshall et du Pacte Atlantique. Limiter l'analyse à ces aspects, si importants soient-ils, serait superficiel. En prenant en charge la reconstruction des états bourgeois d'Europe et de l'économie capitaliste sur leurs anciennes bases, il intégrait aux siennes toutes les anciennes contradictions du mode de production capitaliste en Europe. Tuteur de l'impérialisme, l'état bourgeois américain dépensait des dizaines de milliards de dollars pour reconstituer l'économie capitaliste en Europe par le truchement des états bourgeois d'Europe, tout comme dans le monde il devait prendre en charge le soutien des gouvernements et états bourgeois plus ou moins fantoches, sans base réelle. Il est bien connu, par exemple, que les gouvernements français entre 1945 et 1958 se livrèrent à de véritables chantages auprès du gouvernement américain, afin d'obtenir de lui des crédits massifs : chantage à l'effondrement de l'économie capitaliste française, qui eût précipité l'affrontement entre les classes et risquait d'entraîner le renversement du pouvoir bourgeois en France ; chantage à l'abandon de la guerre d'Indochine après la victoire de la révolution chinoise si l'impérialisme U.S. ne finançait pas la guerre. Il dut prendre sur lui la reconstruction de l'état bourgeois de l'Allemagne de l'Ouest, soutenir le rôle mondial de l'impérialisme anglais, (ce qui n'exclut pas qu'il prit sa place là où c'était possible et intéressant, au Moyen-Orient ou aux Indes, par exemple), soutenir l'état bourgeois italien, etc... Le plan Marshall notamment, s'il avait comme implication politique de lier la politique des bourgeois européens à l'impérialisme U.S., fut mis sur pieds afin de restructurer les états et les bourgeoisies d'Europe. Mais l'opération se réalisa en outre par mille et un canaux : commandes militaires " off-shore ", dépenses des troupes américaines en Europe, subventions de la guerre d'Indochine. Jusqu'aux environs de 1958, ce sont surtout des crédits et subventions de tous ordres de l'état américain aux bourgeoisies européennes, plutôt que les investissements privés américains, qui dominent. Utilisons les statistiques fournies par Mandel lui-même pour l'illustrer : la balance commerciale américaine accuse au contraire un excédent permanent d'exportations qui a oscillé pendant les six dernières années entre 4 et 7 milliards de dollars par an, mais qui s'est subitement rétréci en 1968 (il n'était plus que de 850 millions de dollars pour les sept premiers mois).

" Les véritables causes du déficit de la balance des paiements, il faut les rechercher dans les exportations de capitaux frais et surtout dans les dépenses militaires à l'étranger, ainsi que dans l' " aide " à l'étranger du secteur public.

... A la fin de la deuxième guerre mondiale, ce pourcentage (des réserves d'or du monde possédé par les U.S.A.) s'élevait à 75 % pour retomber d'un peu moins de 50 % en 1950.

En cette même année, les Etats-Unis disposaient d'une réserve de 22,8 milliards de dollars, les pays de la C.E.E. de seulement 3 milliards, et la Grande-Bretagne de 3,7 milliards.

En 1958, les réserves des Etats-Unis étaient tombées à 20,6 milliards de dollars et les réserves de la C.E.E. étaient montées à 11,9 milliards. Puis vint le grand tournant, et en 1967 les réserves américaines ne se montaient plus qu'à 14,3 milliards, tandis que celles de la C.E.E. atteignaient 24,4 milliards. En septembre 1968, les réserves américaines se sont légèrement relevées à 14,6 milliards, tandis que celles du Marché Commun ont légèrement fléchi à 23,5 milliards (par suite des pertes françaises). Il faut ajouter à cela que les réserves américaines qui, entre 1950 et 1958, étaient constituées d'or pur, ne le sont plus aujourd'hui qu'à 79 %, tandis que pour la même période l'or figurant dans les réserves monétaires des pays de la C.E.E. passait de 57 % en 1958 à plus de 70 % au milieu de 1968.

De l'or monétaire, l'Europe en détient en juillet 1968 pour près de 21 milliards de dollars contre 10,5 milliards pour les Etats-Unis. " (La réponse socialiste au défi américain, pages 99 à 102).

Mandel escamote la lutte de classe au profit de la " guerre froide "

L'exportation privée de capitaux américains reliait les crédits de l'état bourgeois américain aux états bourgeois européens, surtout à partir de 1958. A cette situation, Mandel voit deux causes :

" Face aux deux pôles que nous venons de décrire, le bloc oriental (Europe de l'Est, U.R.S.S.) et la révolution coloniale, la stratégie internationale américaine était finalement contrainte de restaurer et de renforcer la puissance économique de l'Europe occidentale et du Japon. C'est devenu un lieu commun de constater que la renaissance de l'Allemagne de l'Ouest et du Japon après la deuxième guerre mondiale fut le résultat de la " guerre froide ". Nous ne le contestons nullement. Il est évident, d'un point de vue historique, que les Etats-Unis prirent en 1947-48 la décision de remettre en selle leurs concurrents européens et japonais de peur de voir ces pays quitter le camp capitaliste. " (Idem page 13).

Qu'en termes galants ces choses là sont dites. Mais où Mandel a-t-il pris cela ? Qu'il lise Germain, lequel expliquait au congrès mondial des renégats de la IV^e Internationale en 1969, alors que paraissait en France le livre de Mandel " La réponse socialiste au défi américain " :

" Pendant deux décennies le centre de gravité de la révolution mondiale s'était déplacé vers les pays coloniaux ou semi-coloniaux, la victoire de la Révolution chinoise coïncidait avec la défaite de la vague révolutionnaire d'après guerre en Europe occidentale, la montée du maccarthysme aux Etats-Unis. "

Mandel est, cependant, aussi doué que Germain ! il brouille les cartes avec autant de plaisir que de facilité. Ce n'est pas pris entre " les deux pôles ", " le bloc oriental " et la " révolution coloniale " et comme " résultat de la guerre froide ", de peur que ces " pays quittent " (quelle merveilleuse expression !) " le camp capitaliste " que l'impérialisme américain dut " remettre en selle ses concurrents européens et japonais ". Le développement de la révolution dans les pays économiquement arriérés, les conquêtes révolutionnaires en U.R.S.S. étendues à l'Europe de l'Est, la menace du renversement du capitalisme par le

prolétariat en Europe de l'Ouest et au Japon (et non des " pays qui quittent le camp capitaliste "), forment un tout : la lutte des classes mondiale qui, au lendemain de la guerre, mettait à l'ordre du jour la révolution prolétarienne en Europe notamment.

La " guerre froide " est elle-même conditionnée par la lutte des classes et le rôle que joue la bureaucratie du Kremlin. Contraint de reconstruire les états bourgeois d'Europe, parce qu'il est impossible d'écraser le prolétariat d'Europe, l'impérialisme américain oriente cette reconstruction dans le sens de la pression renforcée sur l'U.R.S.S. et les pays de l'Est de l'Europe. Il le doit, car en dernière analyse briser la puissance du prolétariat européen exige à la fois : maîtriser le prolétariat d'Europe occidentale, lui porter des coups décisifs, et cela, seuls pourraient éventuellement le réaliser des états bourgeois et des bourgeoisies européennes puissantes ; et broyer le prolétariat de l'U.R.S.S. et des pays attachés aux conquêtes d'Octobre étendues à l'Europe de l'Est, afin de s'ouvrir des débouchés à ses marchandises et à ses capitaux. Il le peut parce que la politique de la bureaucratie du Kremlin contient le prolétariat d'Europe de l'Ouest dans les limites du capitalisme, de l'état bourgeois, et ainsi permet que la pression impérialiste s'accroisse sur l'U.R.S.S. et l'Est de l'Europe en les coupant du marché mondial, de la division internationale du travail, et par la course aux armements. Mais ce faisant, il intègre à son propre état et à l'économie des U.S.A. les contradictions spécifiques du mode de production capitaliste en Europe, aggravée par la coupure de l'Europe en deux.

Germain-Mandel, économiste distingué, manie les chiffres et les statistiques, ses livres en débordent, ils se répandent de tous les côtés. Quelle connaissance ! Quelle science ! Malheureusement il n'est pas marxiste. Il est pabliste, révisionniste, renégat à la IV^e Internationale. Tout cela " c'est de l'économie ". Les rapports de classe qu'expriment ces chiffres et ces statistiques, Germain-Mandel a pour fonction de les obscurcir. Le fait qu'entre 1945 et 1958 s'amenuisent les réserves d'or des U.S.A. et que croissent les réserves de moyens de paiements des pays capitalistes d'Europe, démontre que les U.S.A. ont intégré les contradictions de classes en Europe, sans pour autant les supprimer. Bien au contraire, l'impérialisme américain les a contenues mais les a rendues plus explosives à terme. L'avenir du capital européen, l'avenir du capital américain, de l'impérialisme en général, comme par ailleurs de la bureaucratie du Kremlin, se jouera dans la lutte de classe dans les pays économiquement développés et singulièrement en Europe, là où les contradictions de classe sont les plus explosives et où la puissance du prolétariat est formidable.

Un capitalisme européen ?

Les U.S.A. ont participé à la reconstruction de l'économie capitaliste en Europe et à la reconstruction des états bourgeois, mais dès les années 50 l'étréouissement des frontières nationales en Europe de l'Ouest devenait plus insupportable encore que par le passé ; la coupure en deux de l'Europe était intolérable tant à l'Ouest qu'à l'Est ; la coupure du marché mondial, de la division internationale du travail, de l'économie de l'U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est entraînait en contradiction toujours plus violente avec la croissance des forces productives dans ces pays. Dès lors, le problème de l'unification de l'Europe se pose avec autant sinon plus de brutalité qu'avant la deuxième guerre impérialiste mondiale. La maîtrise de l'Europe devient l'objet d'une lutte ardente entre les impérialismes européens et l'impérialisme américain. La pénétration, en Europe de l'Est, des marchandises et capitaux européens donne lieu à, une compétition serrée entre les impérialismes européens, tandis que la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites s'efforcent d'intégrer l'économie de leurs pays aux marchés européens et mondial, et à la division internationale du travail.

La C.E.E., ainsi que la zone de libre échange, sont communément présentées comme des espaces économiques de " coopération " entre les différents pays capitalistes européens. Les chiffres abondent en vue de le démontrer, qui citent l'accroissement par trois ou quatre des échanges entre les six, et le doublement des exportations de l'Europe des Six vers le reste du monde, y compris les U.S.A. depuis une dizaine d'années. Mandel qui garde toujours une corde à son arc (au cas où) y va néanmoins dare dare :

" Dès que l'interpénétration des capitaux au sein de la C.E.E. aura fait assez de progrès pour qu'une partie importante des grands moyens de production et de transport ne soient plus la propriété particulière de telle ou telle bourgeoisie " nationale ", dès qu'ils seront plutôt la propriété de capitalistes de nationalités différentes, on verra naître une pression irrésistible en faveur d'un nouvel état, qui puisse défendre efficacement cette propriété privée d'un type nouveau. Il est manifeste qu'une propriété privée de plus en plus internationale ne peut plus être défendue efficacement dans le cadre de l'état français, allemand, italien. Un capital " européen " exige un état bourgeois " européen " en tant qu'instrument le plus apte à le promouvoir, à en garantir les profits et à le défendre contre ses adversaires. "

" C'est donc le progrès de l'interpénétration internationale des capitaux au sein de la C.E.E., l'apparition d'un nombre (toujours croissant) de firmes et de banques qui ne seraient plus aux mains de tel ou tel capitalisme national mais appartiendraient à des propriétaires issus de tous les pays membres ; c'est tout ce processus qui créerait l'infrastructure matérielle de véritables organes d'Etat supranationaux dans le cadre du Marché Commun. " (Idem pages 65 et 66).

Evidemment, selon le style et la méthode jésuitiques de la maison, Janus-Mandel-Germain ajoute :

" Il est encore prématuré d'affirmer que l'avenir de la C.E.E. est définitivement assuré, que l'intégration économique de l'Europe capitaliste est devenue irréversible. L'heure de la vérité n'est pas encore venue. Quand sonnera-t-elle ? Nous reviendrons sur la question dans le courant de cet ouvrage. "

Une hypothèse parmi d'autres, somme toute ? Certainement pas. Toute situation est alternative. Ce sont les hommes qui font leur propre histoire et le pronostic théorique et politique doit en tenir compte, outre que la vie est toujours plus riche que la théorie. Ainsi les marxistes posent l'alternative : socialisme ou barbarie. Allègrement les révisionnistes en tirent la conclusion qu'il est bien permis de formuler n'importe quelle sorte d'hypothèses alternatives. Rien de plus faux. Marx ne pose pas le dilemme : développement sans limite du capitalisme ou socialisme. Car en vérité dans ce cas, il n'y aurait pas d'alternative. L'hypothèse développement sans limite du capitalisme seule serait réaliste et subsisterait, puisque le socialisme n'aurait aucune raison d'être, le capitalisme étant capable de surmonter ses contradictions et d'assumer sans limite le développement de l'humanité. Formuler une telle hypothèse reviendrait à s'aligner politiquement en fonction de cette perspective. Y compris pour ceux qui le nient, il y a toujours un rapport entre leurs " théories " et leur pratique.

S'il est exact que se produit " une interpénétration des capitaux " au sein de la C.E.E. qui permette d'envisager " un capitalisme européen ", " une bourgeoisie européenne ", " une propriété privée d'un type nouveau ", qui exige " un état bourgeois européen ", alors il faut en conclure : cette tendance obligatoirement l'emportera. Pacifiquement le capitalisme est en passe d'unifier l'Europe par l'interpénétration des capitaux, ce que n'ont pu faire deux guerres mondiales. Les secteurs du capital qui ne peuvent " s'interpénétrer " ne sont plus que des survivances du passé quelques vivants qu'ils puissent apparaître et quelques virulents qu'ils soient. Le capitalisme résoudra la question des frontières et des Etats nationaux en Europe, en les dépassant et en les faisant tomber en décrépitude.

Du capitalisme européen au super-impérialisme

" Historiquement, la création du Marché Commun fut le résultat de la concentration des capitaux en Europe. Depuis longtemps les forces productives essentielles risquaient (encore une de ces merveilleuses expressions Mandelo-pabliste) d'étouffer dans le cadre trop étroit de l'état national. C'était (non moins merveilleux imparfait) particulièrement le cas de l'Allemagne. Après l'échec deux fois répété d'une expansion violente à l'Est, les forces productives d'Allemagne occidentale essaient aujourd'hui de sortir de leurs étroites frontières nationales, en se frayant un passage pacifique vers l'Ouest, par ces méthodes commerciales. En organisant une zone plus vaste de libre échange, la bourgeoisie européenne essaie de surmonter partiellement et provisoirement ce conflit interne du mode de production capitaliste et de l'état national.

Mais la création de la C.E.E. entraîne à son tour un nouveau processus de concentration du capital. Au fur et à mesure que se crée un marché unifié plus vaste, la concurrence se fait plus sévère, entraînant automatiquement la centralisation et la concentration des capitaux. " (idem pages 55 et 56)...

qui, ainsi que nous l'avons vu, aboutit à " l'interpénétration des capitaux ", à un " capital européen ", à un " état bourgeois européen ". Ce processus, par la " méthode pacifique de l'expansion commerciale " organise les forces productives de l'Europe sous l'égide du capital, qui n'ont plus besoin de se frayer un chemin vers l'Est par une " expansion violente ainsi que le tenta deux fois l'Allemagne. "

Mandel a tort de s'arrêter en si bon chemin. Si " l'interpénétration du capital en Europe " pose les fondements de l'unification économique capitaliste de l'Europe et de son unité politique, alors il n'y a aucune raison fondamentale qui s'oppose à l'unification économique capitaliste du monde entier et à son unité politique, englobant bien sûr le capital américain, japonais, anglais etc. Les obstacles actuels sont des débris du passé, et ils sont conjoncturels. Ils seront surmontés, qui plus est, par la " voie pacifique des méthodes commerciales ". Après la C.E.E., une zone plus vaste comprenant l'Angleterre et les pays de la zone de libre échange se constituera et formera, par " l'interpénétration des capitaux " un capital et un Etat européens de dimensions plus vastes encore. Ensuite, par les mêmes méthodes et moyens, la fusion économique et politique s'opérera avec le capital américain, japonais, et naîtra le capital mondial, l'état bourgeois mondial. Il est même possible que s'imbrique immédiatement l'unification capitaliste de l'Europe, des U.S.A., du Japon. Au total, le capitalisme aura surmonté et les contradictions de la propriété privée des moyens de production et celles des frontières nationales. Un nouveau développement sans limite des forces productives dans le cadre du régime capitaliste est à l'ordre du jour. Telle est bien en définitive la perspective de Mandel et consorts, qui en conclusion de son livre, écrit :

" Pour définir sa tactique par rapport à la concurrence Europe-Amérique, le mouvement ouvrier devrait se rappeler qu'en dernière analyse le capitalisme n'est que le " cheval de Troie " de l'Amérique en Europe. "

Ici, il renvoie à une note au bas de la page :

" Le concept est dû au professeur Maurice Duverger (voir " Le Monde " 29 octobre 1967). "

Il poursuit :

" Ce qui nous laisse finalement le choix qu'entre la soumission directe au capitalisme américain ou l'imitation servile de ses méthodes et de ses " valeurs ". Dans ce dernier cas, la manipulation des masses et l'aliénation des producteurs se trouveraient poussées au paroxysme, sous prétexte de concurrencer plus efficacement le capital américain.

Face à ce double péril d'" américanisation " en marche, seule la socialisation peut fournir une issue. Au double défi des monopoles américains et européens, opposons le combat pour les Etats-Unis socialistes d'Europe. " (Idem page 161).

Sous l'égide des U.S.A. ou des monopoles européens ce qui nous guette, c'est l'" américanisation " ; si la perspective de Mandel était correcte, les deux pourraient fort bien se combiner en " interpénétration " des monopoles européens et américains. Mais cette conclusion frappe en ce qu'elle donne comme motif au combat pour les Etats-Unis socialistes d'Europe la lutte contre l'" américanisation " qui signifie : " croissance sans limite des forces productives ", " société de consommation ", mais " manipulée ", " aliénée ". Il n'est donc pas étonnant que dans l'introduction à l'édition française, Mandel souligne :

" Le manuscrit de ce petit livre fut terminé fin décembre 1967. L'édition allemande parut en mars 1968. Deux mois plus tard éclataient les événements révolutionnaires en France qui confirment l'inévitabilité de la révolte contre la structure autoritaire des entreprises, de l'économie et de la société dans son ensemble (souligné par moi) que nous avions prédite dans le dernier chapitre de cet ouvrage. " (idem page 8).

Selon Mandel, Mai-juin 1968 marquerait la " révolte contre l'aliénation, les structures autoritaires ". Mandel donne l'accolade à Duverger, Cohn-Bendit, Marcuse, aux spontanéistes, au P.S.U., à la C.F.D.T. et au reste. Ensemble ils dansent la ronde des " aliénés " qui se révoltent contre les " structures aliénantes ". La perspective et le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe est un mot d'ordre de la lutte des classes et non celui des " aliénés en révolte ". Il s'impose comme une nécessité historique. Mandel le réduit à un phantasme.

L'interpénétration des capitaux

Toute la construction de Mandel repose sur un simple petit terme, gentil, neutre, fade, écœurant, qui lui sert à travestir la dure et cruelle réalité : l' "interpénétration " du capital des différentes bourgeoisies d'Europe. Il n'y a pas "interpénétration " du capital, mais lutte à mort entre les groupes capitalistes nationaux pour la suprématie au sein de l'Europe des Six, en vue de la lutte sur le marché mondial aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est. Le Marché Commun est un champ clos qui a été en grande partie imposé aux bourgeoisies de l'Europe des Six par l'impérialisme américain, à la fois de façon ouverte et directe, et par sa pression objective, dans lequel elles s'affrontent, et où l'impérialisme américain intervient pour son propre compte.

Les différents groupes et bourgeoisies nationales reprennent sous une forme nouvelle la folle aventure des deux premières guerres mondiales en Europe, mais à partir des conditions sociales et politiques qui résultent de la vague révolutionnaire issue de la deuxième guerre mondiale. Le Marché Commun a été constitué dans le prolongement du plan Marshall, de l'O.C.D.E., de la Communauté Européenne de l'Acier et du Charbon, de l'EURATOM. Mis en route en 1958, chaque étape vers l'abaissement des barrières douanières internes et l'institution d'un système unique extérieur de droits à l'exportation et à l'importation, a fait l'objet de marchandages entre les états nationaux. Déjà, de ce seul point de vue, loin d'aboutir à l'affaiblissement progressif des états bourgeois nationaux, il a au contraire renforcé la nécessité, pour les différents groupes capitalistes et bourgeoisies nationales, d'avoir recours chacun à leur état national afin de protéger leurs intérêts spécifiques et si possible les imposer aux autres. Tout se traite à partir des rapports de forces, dont les composantes sont économiques, sociales et politiques. La façon dont la candidature de l'Angleterre au Marché Commun a été repoussée en janvier 1963 par De Gaulle est restée dans toutes les mémoires. Non moins inoubliable est la discussion sur le marché commun agricole, problème qui n'est toujours pas réglé réellement après des années de discussions. A chaque aspect particulier du règlement du Marché Commun agricole, les bourgeoisies nationales, la bourgeoisie française, mais pas plus que les autres, ont fait intervenir leur état national en utilisant au maximum les cartes politiques dont il dispose. La fameuse Commission Européenne s'est vue ramener à sa juste proportion lorsqu'il fût question de mettre en application l'article du Traité de Rome instituant la C.E.E., qui prévoyait que les décisions au sein de l'Europe des Six seraient prises à la majorité et ne procéderaient plus d'accords unanimes entre les Six. Le gouvernement De Gaulle s'y est formellement opposé en janvier 1966 et les autres gouvernements se sont finalement pliés avec beaucoup de bonne volonté au point de vue du gouvernement et de la bourgeoisie française... Ils n'avaient et n'ont toujours pas l'intention de sacrifier l'autel du "capitalisme européen", les intérêts fondamentaux de leurs propres bourgeoisies lorsque ceux-ci sont en cause. Même après douze ans, la libre circulation des marchandises n'est que très relative. Elle se heurte à des clauses restrictives, qu'en vertu de "situations spéciales" les états nationaux sont en droit d'utiliser. Et ils ne s'en privent pas: témoin les appareils électro-ménagers où les contingentements des importations en vue d'équilibrer les balances commerciales et des comptes, les tarifs des transports qui ne sont toujours pas harmonisés, et mille et une pratiques, qui officielles ou inofficielles limitent la libre-circulation des marchandises au sein du Marché Commun, et par lesquelles chaque bourgeoisie défend son marché national. Inversement de véritables pratiques de dumping sont utilisées par les bourgeoisies nationales afin d'envahir les marchés de leurs chers collègues européens : subventions, dégrèvement fiscaux, crédits aux exportations, consentis par les états nationaux.

Les européens se lamentent :

" L'essor de certaines d'industries, en particulier les industries de technologie avancée, est encore freiné en Europe occidentale par le cloisonnement des marchés publics et semi-publics. En réservant leurs commandes les plus importantes à l'industrie nationale, les organismes publics, et même certaines entreprises privées, croient servir l'intérêt national. En fait, en cloisonnant artificiellement le marché de nombreux matériels, ces pratiques privent les secteurs industriels qui en auraient le plus besoin des avantages du grand marché. "

Concentration des groupes nationaux européens

Cependant, il ne s'agit encore que de la libre circulation des marchandises. Il ne peut y avoir vraiment unification européenne qu'au niveau de la production. Tout marxiste sait que le facteur déterminant ce sont les rapports sociaux de production qui incluent les rapports entre les classes, et les rapports au sein des classes sociales. Dans ce domaine, le Marché Commun aboutit très exactement à l'inverse de l' "unification européenne", de la constitution d'une bourgeoisie et d'un capital "européens". Dans la bataille pour le marché européen, la concentration progresse en effet à pas de géant, mais en fait de "sociétés européennes" par l'interpénétration du capital" - formule inoffensive et inodore - la note dominante, c'est la concentration sur le plan national. Les trusts allemands fusionnent ensemble, les trusts français fusionnent ensemble, les trusts italiens fusionnent ensemble, les trusts britanniques fusionnent ensemble, etc. Telle est la dominante. Le capital financier s'organise sur une base nationale. Les européens pleurent. A propos des concentrations dans l'industrie électrique l'un d'eux écrit :

" L'évolution à laquelle on s'attendait était la conclusion d'alliances à travers les frontières entre des entreprises licenciées (c'est-à-dire possédant des brevets commerciaux) du même groupe international... finalement c'est l'élément "national" qui semble l'emporter. "

En 1968 en Angleterre fusion totale entre Général Electric (qui est une société anglaise indépendante de son homonyme américain) et English Electric ; en Allemagne fusion partielle de Siemens, A.E.G., Telefunken. En 1969, concentration de Jeumont-Schneider, Alstom, Compagnie Générale d'Electricité.

Dans l'automobile : en Angleterre fusion de la British Motors Corporation avec Leyland ; en France coopération Renault-Peugeot ; en Allemagne Volkswagen et Auto Union s'associent et prennent le contrôle de NSU ; Daimler prend le contrôle des usines Krupp qui construisaient des poids lourds et coopère avec Henschel-Hanomag : en Italie Fiat est en passe de contrôler entièrement la production d'automobiles.

Dans la chimie : en Angleterre l'Imperial Chemical Industries domine le marché et Coopère avec Courtaulds ; en Allemagne Bayer a acquis 50 % des actions de Faserweke Huls, Badische Anilin a pris la majorité dans Winterschall (pétrole) et Herbol-Werke (verniss et colorants) et ils coopèrent ensemble ; en France tout un regroupement des industries chimiques se réalisent autour de Rhône-Poulenc et Ugine-Kuhlmann en Italie le groupe Montédison regroupe 60 % de la production italienne en Hollande fusion des groupes AKO et KZO qui forment AKZO.

Tandis que le monopole était assuré en France par Pechiney pour la production de l'aluminium, qui est un des "grands" mondial dans cette branche, l'Etat français participait à la constitution du groupe de raffinage du pétrole Elf, Total, Antar, face aux "géants" étrangers Shell, BP, Mobil, Esso, Fina.

La concentration dans la sidérurgie suit les mêmes voies : l'ensemble de la sidérurgie est regroupé en Angleterre au sein de la British Steel ; Thyssen en Allemagne domine le marché ; Finsider en Italie ; Origine et Langdoz fusionnent en Belgique ; la sidérurgie en France fusionne en deux groupes Usinor-Lorraine Escault et de Wendel- Sidelor-Mosellane de sidérurgie.

Tous les domaines de l'industrie connaissent de semblables processus de concentration : métallurgie, industries mécaniques, aéronautique, alimentation, etc. Les banques ont le même mouvement.

Le palmarès de la "coopération européenne" est plutôt médiocre et les "douloureuses affaires" se multiplient. La Compagnie Française des Pétroles proposait d'acquérir le contrôle d'importants groupes de raffinage allemands. Huit sociétés allemandes de producteurs d'électricité (RWE, Reinisch-Westfälischer Elektrizitätswerk) prenait une participation dans la G.B.A.G. (Gelsenkirchener Bergwerks Aktien Gesellschaft) et éliminaient le groupe français. Le projet Concorde est mal en point. Une certitude- il ne sera pas "rentable". Y aura-t-il d'autres exemplaires que les prototypes ? Rien n'est moins certain. L'Airbus, projet anglo-allemand-français, est encore plus mal en point. La "fusée européenne" ne va pas mieux. L'informatique "européenne" n'a jamais pu être constituée. Mais l'exemple le plus frappant est sans doute celui de la recherche et de l'industrie atomique. L'Euratom symbolise la "coopération européenne". jamais un programme commun de recherches ne put réellement être mis sur pieds. L'Euratom est pratiquement vide de contenu. A son actif tout juste un petit accélérateur de particules construit en Suisse considéré comme jouet pour savants en mal de distraction.

Quant à la mise au point de centrales électriques à énergie d'origine nucléaire, chacun des états d'Europe recherche ses propres solutions, soit en utilisant des brevets américains ou anglais, soit en tentant de mettre au point sa propre filière. Utilisant une certaine avance sur l'Allemagne, le gouvernement français, qui constitua au lendemain de la seconde guerre mondiale le Commissariat à l'énergie atomique, a fait mettre au point la filière française (graphite-gaz) de production d'électricité d'origine nucléaire. L'objectif était de devenir le fournisseur de centrales nucléaires de l'Europe des Six. Mais le gouvernement et la bourgeoisie allemands ont suivi leurs propres voies, ainsi que les autres bourgeoisies européennes, en utilisant les techniques et brevets américains. Résultats . la filière française n'aura pas de marchés. Sans doute faudra-t-il que le gouvernement français y renonce. Au mois de février 1970, Leussing, ministre allemand de la recherche et de l'éducation, et Ortoli, ministre français du développement industriel et scientifique, se sont rencontrés afin de faire le point "sur la coopération scientifique et technique franco-allemande". "L'impression d'ensemble serait assez encourageante" écrit le pro-européen "Le Monde" du 4 février 1970. Il dresse le bilan de "ces conversations encourageantes" :

"Une coopération entre les deux pays doit être le fait des firmes qui assurent la construction des centrales nucléaires. Il serait donc délicat, pour les deux gouvernements d'émettre des avis qui contraignent, d'autant que la restructuration des entreprises françaises appelées à réaliser des centrales nucléaires n'est pas achevée.

Il est en revanche plus facile de traiter de l'éventualité d'une coopération sur les centrales nucléaires "avancées" qui sont encore à l'étude et auxquelles on recourra peut-être à l'avenir : les réacteurs à eau lourde, les réacteurs à haute température et surtout les sur-générateurs."

Encourageant n'est-ce pas ? Hélas !

"A l'égard de ces diverses possibilités, l'Allemagne et la France ont adopté des attitudes différentes, la première s'intéressait surtout aux réacteurs à haute température et aux "réacteurs rapides", la seconde concentrant ses efforts sur ces derniers."

Pas de chance !

"... C'est aussi à la nécessité de procéder à des échanges de vues que les deux Ministres ont conclu lorsqu'il s'est agi de l'approvisionnement en uranium enrichi. On sait que la France dispose d'une connaissance satisfaisante des techniques de diffusions gazeuses qu'elle s'est jusqu'à présent refusée à faire connaître à ses partenaires européens, même en ne fournissant que des informations de caractères économiques."

Léger inconvénient de la coopération ! Mais malheureusement du côté allemand :

"L'Allemagne de son côté est signataire d'un accord tripartite sur l'usage de la technique de l'ultracentrifugation, mais on ne sait pas sur quelles bases les techniciens allemands, anglais, et hollandais fondent leur espoir."

Ici, si tout va bien, peut-être échangerait-on des informations :

"... Les entretiens de la semaine dernière ont conduit à constater qu'en France et en Allemagne on voyait bien le problème sous le même angle."

La coopération a trouvé son angle. Malheureusement il s'agit d'un angle mort :

"Il importe donc que chaque pays établisse, de son côté, le bilan de ce qu'il compte investir dans l'espace et des bénéfices qu'il en espère. Et il faut aussi que l'on s'interroge sur les avantages et éventuellement les inconvénients de la coopération à deux ou plusieurs. C'est dire qu'il y a fort à faire."

C'est le moins qu'on puisse dire.

"En matière spatiale comme en matière nucléaire, les conversations franco-allemandes n'ont donc conduit ni à des solutions pratiques, ni à une politique commune. Tout au plus s'est-on interrogé ensemble sur l'avenir. Dans les milieux officiels on voit là un premier pas vers certaines collaborations."

Une certaine "interpénétration" "dans la joie" dirait Mandel-Germain.

"Encore faut-il ne pas se heurter à des obstacles immédiats, par exemple une trop grande intransigeance allemande sur le choix du site de l'accélérateur européen."

On peut espérer, bien sûr, que cette annonce, si timide soit-elle, conduira à des réalisations concrètes."

L'espoir fait vivre.

“ Mais, (oh rage ! oh désespoir !) pourquoi faut-il que depuis que l'on évoque la coopération franco-allemande, l'on se retrouve toujours sur la ligne de départ. ”

Et puis, de toutes les façons, les conversations franco-allemandes sur ces sujets, si elles distraient, ne portent pas à grandes conséquences.

“ De plus, les sujets abordés intéressent toute l'Europe, et il reste à savoir quel pourrait être l'avis des autres pays du vieux continent et particulièrement de la Grande-Bretagne. ”

L'informatique, la mise au point des ordinateurs et leur production présentent un spectacle aussi affligeant. Ce qui n'empêche pas chaque bourgeoisie et chaque gouvernement bourgeois national de rechercher leur propre solution, de constituer leur propre industrie, même si cela prend des aspects aussi ridicules que le “ plan calcul ” du gouvernement français de la formation après la déconfiture de Bull, de la Compagnie internationale de l'Informatique et de l'Institut de Recherche en informatique et Automatique. Il en va de même pour les “ composants ” de l'électronique. On pourrait énumérer toutes les branches de l'activité économique, les mêmes processus y seraient constatés.

Lionel Stoleru, “ depuis juillet 1969 conseiller technique, membre du cabinet de V. Giscard d'Estaing ” écrit dans son livre, duquel beaucoup de données rapportées ici sont empruntés, “ L'impératif industriel ” :

“ des rapprochements européens difficiles. Rares sont les exemples d'associations d'entreprises au sein du Marché Commun ; on peut citer les exemples suivants : Saviem-Man pour l'automobile ; Richie-Demay pour les matériels de travaux publics ; Boussois-Devag pour la verrerie ; Oumaroya-Pressag pour la métallurgie ”. Précédemment il déplore : “ La constitution de groupes communautaires est le corollaire logique de la chute des barrières douanières. Ce qui n'en rend que plus regrettable cette non-synchronisation. Au 1er juillet 1968, le marché devient communautaire, mais l'entreprise reste nationale. ”

Il attribue ce phénomène au fait :

“ Que le statut juridique de l'entreprise européenne est encore dans les limbes. Plus grave peut-être, la fiscalité fait obstacle aux fusions de part la complexité des modes d'imposition et de rapatriement des bénéficiaires. ”

Comme si le statut juridique, “ la fiscalité ”, correspondaient à de simples errements des gouvernements. Il ajoute :

“ En dépit des efforts faits par certains gouvernements (accords franco-allemands) les fusions entre entreprises du Marché Commun se comptent sur les doigts de la main ” (page 54).

Mais il conclut le chapitre suivant :

“ De plus en plus, l'état sera amené à prendre position sur les grands problèmes industriels. La première caractéristique de cette nouvelle phase de notre développement économique, c'est le rôle déterminant que les états vont être appelés à y jouer. La concurrence engage la nation toute entière dans la compétition internationale. Livrées à elles-mêmes, les entreprises ne sauraient l'affronter seules. ”

“ Ces phrases n'ont pas été écrites par un technocrate avide de pouvoir, elles sont de la main de P. Huvelin président du Conseil national du patronat français. (P. Huvelin, rapport à l'Assemblée du Centre de recherche des chefs d'entreprises, 9 novembre 1968) ” (pages 151 et 152).

La propriété privée des moyens de production et un “ capitalisme collectif ”.

Est-ce à dire que des accords, des fusions de capital ne se réalisent pas au sein de l'Europe des Six, comme à l'échelle internationale ? Evidemment non ! Cartels, trust, holdings, au sein du Marché Commun et à l'échelle internationale ne cessent d'exister, de se développer, de se renforcer. Les banques participent à des opérations communes. Le capital financier opère à l'échelle internationale et mondiale. Des fusions ont lieu. Mandel se souvient de temps à autre qu'il est “ marxiste ”, mais il est incohérent et s'il affirme d'une beau mouvement de plume “ le super-impérialisme n'est pas encore né ” (mais il peut naître !), il ajoute quelques lignes plus loin :

“ Devant l'alternative : concentrations nationales du capital ou interpénétration internationale de capitaux, les milieux déterminant vont, eux, choisir l'attitude qui augmentera au maximum leur capacité compétitive sur le marché mondial, c'est-à-dire en premier lieu leur capacité de concurrence face au capital américain (et demain, sans doute, au capital japonais ” (Idem page 30).

Mandel repousse la “ théorie du super-impérialisme ” mais il décrit le processus qui conduit au “ super-impérialisme ”. Tout dépendra du “ choix ” des capitalistes européens. Si les “ capitalistes européens ” peuvent faire un tel “ choix ”, pourquoi “ capitalistes européens et américains ” ne feraient-ils pas le “ choix ” de coopérer, “ d'interpénétrer ”, de fusionner, leurs capitaux. La théorie du “ choix ” est révélatrice et peu nouvelle. Dès avant la première guerre mondiale, des théoriciens de la social-démocratie (pas seulement allemande) prétendaient que l'impérialisme avait le “ choix ” entre une politique chauvine, agressive, nationaliste guerrière et une politique pacifique, internationaliste, selon qu'il s'orienterait vers la concentration nationale des capitaux, ou vers l'entrelacement, “ l'interpénétration des capitaux ”.

Marx a établi depuis longtemps que la formation du mode de production capitaliste, sa croissance, son renforcement, lient en une totalité organique la division internationale et la division nationale du travail, que le marché mondial et les marchés nationaux se formaient et se développaient conjointement. Il n'y a pas une division nationale et un marché national qui se forment et, ensuite, à un certain degré de maturité dit mode de production capitaliste, une division internationale du travail et un marché mondial, une sorte de “ transcroissance ” (pour utiliser un terme fort à la mode chez les pablistes) de l'un à l'autre : le capitalisme a pris son essor en même temps que s'établissaient les lignes régulières de communications maritimes et terrestres internationales. L'impérialisme accentue ces caractéristiques du développement du mode de production capitaliste. Les cartels, les trusts, les holdings, les fusions des capitaux, les sociétés internationales, affirment le caractère mondial du mode de production capitaliste et ils renforcent l'importance des bases nationales de la production, la nécessité du marché national, la nationalité des capitaux.

La division internationale du travail, le marché mondial, en perpétuelle révolution, incluent et exacerbent les divisions nationales dans le cadre du mode de production capitaliste. L'impérialisme exprime sous la forme la plus brutale et la plus explosive la contradiction entre l'expansion internationale du capital, sa dimension internationale et ses racines nationales qui lui sont non seulement indispensables, mais qu'il lui faut développer, renforcer, garantir, plus son champs d'expansion international lui est nécessaire. Il s'agit d'un aspect de la contradiction entre le caractère social de la production et le caractère privé de la possession des moyens de production.

Marx a balayé les " robinsonnades " : " le " capitaliste isolé pris en soi. " Le " capitaliste ne peut exister seul. Il existe en fonction de rapports sociaux de production entre la bourgeoisie comme classe et les autres classes sociales, entre les différents groupes capitalistes, entre les capitalistes individuels entre eux ; ces rapports s'établissent à l'échelle mondiale et nationale, sur la base du développement des moyens de production. La division internationale et nationale du travail, la formation des sociétés par actions, des cartels, ententes, trusts, holdings des sociétés internationales, des " oligopoles ", affirment le caractère social de la production. Et pourtant, l'appropriation des moyens de production ne devient pas " collective " à la classe capitaliste dans son ensemble : elle reste privée. Ce sont des capitalistes bien déterminés, en chair et en os, ayant un nom, une famille, un ou plusieurs domiciles, qui possèdent les moyens de production, les actions, le capital financier. Les conseils d'administrations sont formés de capitalistes bien concrets, possesseurs de portefeuilles d'actions qui gèrent les sociétés selon leurs intérêts, à la fois communs et antagonistes. Elles sont elles-mêmes des données concrètes qui ont leur propre réalité spécifique et dépendent des moyens de production et de l'ensemble des relations sociales de production.

Le capital, sous ses formes les plus abstraites n'en dépend pas moins des moyens de production matériels et des relations sociales de production, même le capital financier. L'appropriation privée des moyens de production exige la reproduction et le renforcement des bases anciennes sur lesquelles elle s'est établie et développée, comme moyens et buts de la conquête de nouvelles positions. Le développement du capital bouleverse sans cesse les relations de productions, mais chaque capitaliste dépend des bases concrètes, historiquement formées, qui sont les siennes, et met tout en œuvre pour les renforcer.

Jamais les relations de production du mode de production capitaliste avec la classe ouvrière et les autres classes ou couches sociales, à l'intérieur de la classe capitaliste, entre les différents capitalistes au sein des sociétés capitalistes, entre les différents groupes capitalistes, ne se modifient pacifiquement : le caractère privé de l'appropriation s'y oppose. C'est toujours par la lutte, par le combat où toutes les ressources économiques, sociales, politiques (quelquefois même le gangstérisme) sont mis en œuvre Toute modification de ces rapports est le résultat d'une bataille et traduit une modification des rapports de force, elle est un moment vers de nouveaux affrontements, de nouvelles modifications des rapports de forces. Lorsque Lénine fulmine contre Kautsky et son " super-impérialisme ", il part des données historiques du mode de production capitaliste, des conditions concrètes de son développement telles que les a figées " l'impérialisme stade suprême du capitalisme ", inhérentes à la propriété privée des moyens de production et de la formation des états nationaux, des cadres nationaux qui en procèdent, alors que la production se socialise et s'internationalise de plus en plus. Pour Mandel " la loi du développement inégal " est une fée merveilleuse. Elle permettra que se forme, face à l'impérialisme américain, un " super-impérialisme " européen. Il faut bien l'appeler ainsi puisqu'il dépassera les contradictions entre bourgeoisies, capitalismes, impérialismes, états bourgeois nationaux qui existent en Europe occidentale , et cela par " l'interpénétration des capitaux " - les capitalistes " européens " ne formeront plus qu'un capitalisme abstrait, dépersonnalisé, " européen ", " collectif ".

Déjà, les concentrations, fusions, qui se réalisent à l'échelle nationale n'ont rien de pacifique. Poussé par la concurrence, chaque groupe s'efforce de se subordonner l'autre, de s'approprier son capital, de l'incorporer, ou bien souvent, le liquider. Les " accords " traduisent une situation à un moment donné, que chaque partenaire espère modifier à plus ou moins long terme à son profit. Mais lorsque les capitalistes parlent de sociétés " multinationales ", " européennes " qu'entendent-ils ? Ils entendent occuper une position dominante en Europe sur le marché, éliminer partiellement ou totalement leurs concurrents ce qui peut passer par des " accords " momentanés.

La Fiat, Volkswagen, la British Motors Corporation, ont engagé la bataille pour la suprématie en Europe sur le marché de l'automobile. Fiat s'appuie sur son quasi monopole en Italie. Il s'efforce de mettre la main sur Citroën afin de pénétrer plus profondément le marché français. Renault et Peugeot se groupent afin de se défendre et de tenter d'attaquer à leur tour. L'Imperial Chemical Industries essaie d'investir le marché européen, que tente de dominer Bayer et les firmes allemandes " associées " tandis que Rhône-Poulenc s'efforce également de défendre et d'étendre ses positions, ainsi que Montedison en Italie. Le nouveau groupe hollandais A.K.Z.O. s'est approprié des usines en Allemagne et en Belgique pour développer sur le terrain même son offensive. Là aussi, il serait possible de continuer à l'infini. Mais si l'on veut avoir une vue réelle de ce qui se passe au sein du Marché Commun, reprenons ce qu'écrit Lionel Stoleru, déjà cité, à propos de Péchiney et de ses concurrents :

" D'ores et déjà, plus du tiers des 450 000 tonnes d'aluminium produites annuellement par Péchiney sont fabriquées à l'étranger. Ce faisant, Péchiney n'est pas seul à rechercher de l'énergie pas chère et des débouchés... Dès 1960, les trois entreprises américaines (Reynolds, Kayser U.S.A., Alcan Canada) créaient des divisions internationales et engageaient des opérations, mais, tandis que Péchiney mettait l'accent sur la production, elles portaient leur attention vers la commercialisation en prenant le contrôle des transformateurs d'aluminium pour s'assurer des marchés captifs. Le cas le plus typique est celui de l'Angleterre où, du fait de l'absence de toute industrie productrice d'aluminium (jusqu'en 1968), les industries transformatrices étaient particulièrement vulnérables. Effectivement, ces entreprises sont pour ainsi dire toutes passées sous le contrôle des quatre Grands, depuis 1962. La même stratégie a été étendue au Marché Commun, notamment avec les prises de contrôles de Kayser en Belgique et Allemagne et l'accord d'Alcan avec V.A.W. en 1965 pour la construction en Allemagne de Rhenalu. En 1966 Kayser partait à l'assaut en France menant des négociations avec Trefimetaux, principal transformateur français.

A cette menace pressante, les autorités administratives surent réagir rapidement et avec sagesse, en allant proposer à Péchiney une priorité d'achat. Grâce à ce soutien, Péchiney qui contrôlait déjà depuis 1964 par Cegedur une partie du marché, put fusionner avec Trefimetaux en 1967 et (grâce à Dieu) s'assurer, in extremis, le contrôle de l'ensemble du marché français. L'ennui est que le marché demeure insuffisant : il faut que Péchiney puisse contrôler une part du marché européen à un moment où celui-ci est en pleine effervescence...

etc. ” (idem page 118).

L'exemple vaut pour tous les domaines.

Le Marché Commun profite aux plus forts

L'“ interpénétration des capitaux ” est une formule creuse. Les groupes capitalistes s'approprient de nouveaux moyens de production, en s'appuyant sur leurs propres bases et en les renforçant. Ils se nourrissent des rapports de production qui existent dans leurs cadres nationaux, et se protègent de leurs concurrents par tous les moyens que le contexte national, dont ils sont une composante, leur offre. Ils visent à la domination du Marché Commun en se subordonnant leurs concurrents, en s'appropriant leurs moyens de production, en détruisant ceux-ci, ou en les réajustant en moyens de productions complémentaires aux leurs. C'est la loi du plus fort qui prévaut, la force résultant d'un ensemble de rapports sociaux et politiques sur la base des moyens de production. La pénétration du capital américain au sein du Marché Commun, malgré le tarif douanier, s'accroît considérablement. On pourrait tout aussi bien en conclure que se constitue un “ capital mondial ” par interpénétration des capitaux. Nullement. La puissance des sociétés capitalistes américaines est telle qu'elle leur permet d'investir le Marché Commun. Les frontières douanières sont surmontées par l'investissement direct en Europe. Le mouvement s'est considérablement accéléré depuis 1958 et les investissements américains se comptent par dizaines de milliers de dollars en fonction de plusieurs facteurs : les disponibilités en capital des sociétés américaines, l'importance du marché européen, la valeur relativement basse de la force de travail, la nécessité d'affronter sur leur propre terrain les capitalistes des différents pays d'Europe que pourtant l'impérialisme américain a remis en selle, le reflux de la classe ouvrière à partir de 1956-58, date de la défaite de la révolution hongroise et de la montée au pouvoir de De Gaulle.

Mais cette pénétration du capital américain s'appuie sur ses fondements qui sont aux USA. A son tour, elle renforce la puissance des groupes capitalistes à un point tel qu'ils concurrencent victorieusement, y compris sur le marché financier, leurs concurrents européens. Les émissions des sociétés américaines installées en Europe drainent des milliers de dollars. Mandel nous fournit généreusement les renseignements suivants :

“ 256 millions de dollars en 1965, 436 millions de dollars en 1966, 525 millions en 1967, plus de 2 milliards de dollars en 1968... A ces émissions directes (d'Euro-obligations) viennent s'ajouter les crédits bancaires importants que reçoivent en Europe les filiales des sociétés américaines. On estime ces crédits pour l'année 65 à un milliard de dollars; ils doivent atteindre ce même niveau en 1966, 1967, 1968 ” (idem page 112)

qui s'additionnent à l'exportation de capital venu des U.S.A. Il en résulte que le capital américain prend le contrôle d'une partie des moyens de production de l'Europe Occidentale, à la faveur du Marché commun. Il les subordonne aux siens, surtout dans les secteurs de pointe. L'exemple de Bull est significatif. Non seulement la Général Electric prend le contrôle de Bull, mais encore elle transforme cette entreprise en simple agence, en dépositaire ; ensuite, en fonction de ses besoins et des rapports propres du capital américain, elle transfère Bull à Honeywell. Il démontre parfaitement le véritable contenu de “ l'interprétation ” de la fusion, des capitaux.

L'importance de la pénétration américaine illustre le type de rapports qui existent au sein du Marché Commun. Menacé sur son propre sol par la pénétration américaine, concurrencé directement en Angleterre et sur le marché mondial par l'expansion des exportations de marchandises et de capital des principaux pays du Marché Commun, le capital anglais se trouve dans une situation contradictoire. Bien que très décriées, les “ préférences impériales ”, ou ce qui en subsiste, lient l'Angleterre à son ancien empire colonial, à ses anciens courants d'échanges, aux vieux débouchés de ses marchandises et de ses capitaux. Le maintien de la Livre comme moyen de paiement international donne encore à Londres le rôle d'une place financière mondiale et procure encore de substantiels profits aux banquiers de la City. Ce sont là des obstacles à l'entrée de l'Angleterre dans le Marché Commun. Mais pas plus que le capital des différents pays de l'Europe des six ne peut se désintéresser du marché anglais, de la zone de libre échange de l'ancien empire colonial anglais, l'impérialisme anglais ne peut se désintéresser du Marché Commun. Il lui faut l'investir sans posséder les moyens de l'impérialisme américain, sans modifier radicalement l'ensemble de ses rapports avec le marché mondial. Entrer ou ne pas entrer, et à quelles conditions, au sein du Marché Commun ? Le drame d'Hamlet n'était qu'enfantillage à côté d'un aussi déchirant dilemme. Des trusts comme l'ICI, la BMC, ne peuvent attendre. Ils se lancent bravement à l'assaut, se regroupent en conséquence et s'emparent quand ils le peuvent de firmes du Marché Commun, têtes de pont de leur pénétration.

Les frontières de l'Europe : De l'Elbe à Trieste

Les “ théories ” de Mandel exigent nombre de cabrioles des plus remarquables. L'une des plus belles consiste à réduire le Marché Commun à une chose en soi, “ interdépendante ” toutefois (Mandel trouve toujours le mot qui permet de masquer la dure réalité par le vague, le brouillard, le neutre, l'impalpable). A croire que le monde d'abord divisé en deux, ensuite en trois, se divise maintenant en quatre, selon les théories pablistes : “ le monde de la révolution coloniale ou tiers monde, le monde des États ouvriers, le monde capitaliste en général, le monde de l'Europe occidentale ” - La bataille dans le champ clos du Marché Commun ou pour la pénétration au sein du Marché Commun ne peut absolument se séparer de celle qui se livre à l'échelle de la planète afin de trouver des débouchés aux marchandises et aux capitaux. Si l'impérialisme allemand, si l'impérialisme français, si l'impérialisme italien, tentent de monopoliser à leurs profits le Marché Commun, s'efforcent non seulement de dominer le marché, mais encore de s'emparer des moyens de production de leur concurrents, soit pour les détruire, soit pour se les subordonner et les adapter à leurs propres besoins, la raison en est la lutte sur le marché mondial. De la même manière, si l'impérialisme américain, l'impérialisme anglais, et dans une certaine mesure, l'impérialisme japonais, sautent par-dessus les barrières du Marché Commun, l'investissent et s'y implantent, c'est qu'il représente un des éléments du marché mondial et de la division internationale du travail : la pénétration et l'implantation dans le Marché Commun est indispensable à la défense et à l'extension des positions sur le marché mondial et au sein de la division internationale du travail, à l'exportation des marchandises et des capitaux de chaque impérialisme sur le marché mondial.

Le capitalisme d'Allemagne Occidentale réalise plus de 10 % du commerce mondial, il renforce ses positions en Europe afin de pénétrer plus puissamment sur le marché mondial, élargir sa base et la renforcer en vue d'ouvrir de nouveaux débouchés à ses marchandises et à ses capitaux à l'échelle mondiale. Il n'a pas le “ choix ”. Le capitalisme français, tout décadent qu'il soit,

n'a pas, ne peut avoir d'autre ligne de conduite. Le capital italien procède de la même façon. La firme Fiat représente un exemple type d'entreprise " européenne ". Elle ressemble à une énorme pieuvre ayant son corps en Italie et dont les multiples tentacules s'étendent en Europe occidentale. Un holding, l'Instituto Finanziaria Industriale, donne la main mise à la famille Agnelli, qui le contrôle à 70 %, sur toute une série d'affaires en Europe occidentale et en Italie. Mais cette puissance fut un élément décisif qui lui permit d'enlever à Renault l'équipement de l'usine géante de construction de voitures de Togliatti sur la Volga en U.R.S.S., qui construira sans licences 600.000 Fiat 104 chaque année. Il lui est ainsi possible d'exporter dans tous les pays 400.000 voitures, le tiers de sa production annuelle, plus 24.000 autres assemblées sur place dans les 5 continents.

N'en déplaise à l'honorable Mandel, les plus " européens " des " européens " savent pertinemment que l'Europe s'intègre au marché mondial, à la division internationale du travail, et surtout que les frontières de l'Europe ne vont pas de l'Elbe à Trieste, car c'est une des particularités de la conception Mandelo-pabliste de l'unité de l'Europe que d'en exclure l'Est de l'Europe et l'URSS.

Nous l'avons déjà vu, Mandel estime que :

" Après l'échec deux fois répété d'une expansion violente vers l'Est, les forces productives d'Allemagne Occidentale essaient aujourd'hui de sortir de leurs étroites frontières nationales en se frayant un passage pacifique vers l'ouest par des méthodes commerciales ".

Il ne s'arrête pas en si bon chemin, il limite " ses " États-Unis socialistes d'Europe à l'Europe Occidentale. Une " Europe socialiste ", made in Mandel, reprendrait :

" l'idée proposée par Lord Chalfont, sous forme de chantage, de former une " communauté technologique " avec l'Union Soviétique et d'autres pays de l'Est (qui) pourrait constituer une solution transitoire, en attendant que la nouvelle génération de l' " intelligentsia socialiste " soit parvenue au meilleur de ses possibilités " (idem page 160).

Non seulement " l'Europe Socialiste ", fabrication Mandel, s'arrête là où commence le contrôle de la bureaucratie du Kremlin, mais encore après que " l'intelligentsia socialiste " sera parvenue au meilleur de ses possibilités même la " communauté technologique ", n'aura plus de raison d'être ! D'une part, Mandel suppose " l'intelligentsia socialiste ", à son niveau intellectuel, bien au-dessous de celle d'un de ses maîtres à penser (pardon, à élaborer des concepts) Lord Chalfont (après vous Milord), d'autre part, il respecte la " coexistence pacifique " à l'exemple " des forces productives " (d'aucuns diraient le capitalisme) d'Allemagne occidentale ; ensuite, il construit son petit socialisme aux limites de l'Europe Occidentale (à chacun son socialisme dans une aire géographique bien déterminée et " les forces productives " seront bien gardées, eût expliqué Staline).

Les " forces productives " n'ont pas la bienséance de l'honorable Mandel. D'abord, elles ont horreur de l'anonymat. Elles ne sont pas " forces productives " en général, mais " forces productives " d'un mode social de production donné. Les " forces productives " de l'Allemagne Occidentale, de tous les pays capitalistes du monde, tendent à faire leur jonction avec les " forces productives " des pays de l'Est de l'Europe, de l'U.R.S.S., (le la Chine, de tous les pays qui ont échappé au mode de production capitaliste. Inversement, les " forces productives " des pays de l'Est de l'Europe, de l'U.R.S.S., de Chine, ont également besoin de faire leur liaison avec celles du reste du monde. Depuis Staline, Mandel est le seul à ne pas en convenir. Il ne peut néanmoins passer sous silence la croissance des échanges entre l'Europe de l'Ouest, l'Europe de l'Est, l'U.R.S.S., la Chine " de 1958 à 11,67, les exportations de la C.E.E. vers les pays de l'Europe de l'Est passèrent de 624 millions de dollars à 2,1 milliards de dollars ". Il constate même que :

" Depuis le milieu de l'année 1966, le bloc oriental (sic) ne se contente plus de jouer le rôle d'un marché privilégié pour les marchandises européennes; il s'approche du point où des exportations modestes de capitaux en provenance des pays impérialistes européens deviennent possibles. La construction de complexes industriels par des firmes occidentales est assortie de crédits à longues durées et de conditions d'intérêts telles que l'on peut parler d'un véritable placement de capitaux ".

Il n'en tire cependant aucune conséquence. Ces phénomènes sont vraisemblablement à ranger dans la catégorie pabliste " interdépendance des quatre mondes ".

Le prolétariat se " sépare-t-il " ou monte-t-il à l'assaut de l'impérialisme mondial ?

La division de l'Europe et du monde en deux systèmes de production différents est une situation transitoire, intolérable à la longue et pour l'un et pour l'autre des modes de production. Une fois de plus, il faut relever une expression de pabliste de Mandel :

" A la fin de la première guerre un grand pays s'était retiré du système impérialiste mondial ".

Pas plus qu'à la fin de la première guerre mondiale, l'U.R.S.S. ne s'était " retirée " du système impérialiste mondial, les pays de l'Est de l'Europe, la Chine, ne s'en sont " retirés ". Trotsky caractérisait la guerre impérialiste comme la révolte des forces productives contre le carcan des frontières nationales. La Révolution Prolétarienne est au fond une autre forme de la révolte des forces productives contre la propriété privée des moyens de production et le carcan des frontières nationales. L'U.R.S.S. à la fin de la première guerre impérialiste, les pays de l'Est de l'Europe, la Chine, à la fin et à la suite de la seconde guerre impérialiste mondiale, sont les points de rupture de la chaîne impérialiste mondiale, sous l'effet de la révolte de la force productive par excellence qu'est la classe ouvrière, contre la propriété privée des moyens de production et les frontières nationales. Par sa lutte de classe, qui culmine avec la révolution prolétarienne, le prolétariat ne se " sépare " pas du système impérialisme mondial, il part à l'assaut du mode de production capitaliste à l'époque de l'impérialisme, pour le détruire et transformer les rapports de production à l'échelle mondiale. La querelle n'est pas une dispute de mots. Elle résulte du fossé, de l'abîme, qui sépare la conception marxiste, défendue par Trotsky, de la lutte de classe du prolétariat mondial et de la révolution prolétarienne mondiale de la " théorie " de " la construction du socialisme dans un seul pays ". Staline tirait le feu d'artifice de sa théorie en publiant " Problèmes économiques du socialisme " en 1952, avant de mourir, théorisant jusqu'au bout l'apparence immédiate de la coupure du monde en deux, juste au moment où Pablo-Mandel-Germain-Frank et consorts " découvraient " la théorie des " blocs ". Il affirmait que désormais il y avait deux marchés mondiaux, deux divisions du travail indépendantes les unes des autres. La " guerre froide ", la " course aux armements ", étaient précisément la démonstration inverse. Elles étaient

imposées à l'U.R.S.S., aux pays de l'Est de l'Europe, à la Chine, par l'impérialisme comme un succédané de la guerre impérialiste, dans l'impossibilité de recourir à celle-ci, compte-tenu des rapports entre les classes à l'échelle mondiale, et singulièrement dans les pays économiquement développés, à ce moment. La nécessité de la guerre impérialiste provient de l'exigence d'exporter marchandises et capitaux, de s'emparer des forces productives de l'adversaire, de les adapter comme simple prolongement des moyens de production du vainqueur, sinon de les détruire. L'Est de l'Europe, l'U.R.S.S., la Chine étaient assiégées et agressées par l'impérialisme mondial, sous la direction de l'impérialisme américain lui-même " agressé " par le prolétariat des pays capitalistes. La réponse stalinienne tentait de construire l'économie particulière et se suffisant à elle-même de la bureaucratie du Kremlin, en subordonnant l'économie des pays de l'Europe de l'Est aux besoins de l'U.R.S.S. gérée par elle. La conception bureaucratique de la planification est aux antipodes de celle de Trotsky. Pour les staliens, il s'agit de constituer une économie quasi fermée sur elle-même, une sorte d'autarcie " socialiste ", en attendant de " rattraper et dépasser l'économie capitaliste dans son ensemble ". Pour Trotsky la planification en U.R.S.S. et, ultérieurement, en Europe de l'Est, en Chine, la croissance des forces productives dans ces pays, sont avant tout des éléments de la lutte des classes mondiale. Loin de construire une économie fermée sur elle-même, il faut, autant que faire se peut, participer à la division internationale du travail, au marché mondial. L'important, le critère décisif de la planification, de la croissance des forces productives, c'est le renforcement du prolétariat, de son pouvoir, en U.R.S.S., par suite en Europe de l'Est, en Chine, et du prolétariat mondial. La tâche reste le renversement de la bourgeoisie partout, en particulier dans les pays capitalistes économiquement développés, la prise du pouvoir par le prolétariat. La planification, le développement des forces productives dans les pays où le capitalisme a été renversé et où le prolétariat a pris le pouvoir, participent de la lutte des classes mondiale. Naturellement, elles sont des éléments de la future économie socialiste mondiale et doivent être orientées vers cette perspective. Mais le socialisme prendra vraiment son essor lorsque l'ensemble des forces productives mondiales seront sous le contrôle du prolétariat, qu'il les organisera et qu'il harmonisera leur croissance à l'échelle mondiale. Le socialisme commence à se réaliser seulement lorsque les acquis du mode de production capitaliste sont dépassés dans tous les domaines, à commencer par le domaine fondamental des forces productives qui incluent la division internationale du travail, débarrassée des antagonismes et contradictions que le mode de production capitaliste engendre.

La conception stalinienne de la planification, de la croissance des forces productives, de la construction du socialisme dans les pays où la bourgeoisie a été expropriée de la possession des principaux moyens de production, procède directement de son parasitisme social. La bureaucratie planifie arbitrairement, par en haut, l'économie. Elle s'efforce d'échapper à la fois à la pression du prolétariat et à celle de l'impérialisme. Ses privilèges dépendent de son monopole du pouvoir politique, du monolithisme dans la gestion politique et économique de la société. L'Etat ouvrier dégénéré national, le cadre des frontières nationales, sont à l'origine et conditionnent ses privilèges et elle en est le prisonnier. Elle lutte de toutes ses forces pour le maintien de son monopole politique, des frontières et de l'Etat national dont dépendent ses privilèges. La " théorie " des " blocs ", reprise par les boulangers, lui convient particulièrement bien, puisqu'elle suppose le partage du monde en zones d'influence. Elle entend immobiliser dans le statu-quo la lutte des classes mondiale à partir des positions occupées par elle-même et l'impérialisme au lendemain de la deuxième guerre impérialiste mondiale.

L'impérialisme tend à " réunifier " l'Europe à sa manière

L'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin ont fait violence, à Yalta et à Potsdam, au développement historique de l'humanité et aux exigences de la croissance des forces productives, en partageant l'Europe et le monde en zones d'influence, afin de contenir la poussée révolutionnaire du prolétariat en Europe. La division du plus puissant pays d'Europe en deux, l'Allemagne, souligne le caractère réactionnaire de l'opération : ce sont les seules " solutions " que l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin pouvaient utiliser. Mais ce genre de " solutions " ne saurait être que temporaire. Le problème n'était pas résolu, mais contenu et différé.

Les lois de l'histoire ne sont pas des lois mécaniques. Il peut, pour un temps, leur être fait violence. La division en deux de l'Europe et du monde peut être artificiellement maintenue pendant une période plus ou moins longue. En dernière analyse, les lois de l'histoire ne cessent pourtant pas d'opérer. Contenues, elles ne deviennent que plus explosives. Par sa puissance économique accumulée, l'impérialisme américain peut doter l'économie capitaliste mondiale d'un volant d'entraînement d'une énorme puissance : l'économie d'armement chronique. Il peut injecter massivement sous les formes les plus diverses, les crédits nécessaires à la reconstruction des états bourgeois et des économies capitalistes de l'Europe occidentale, réorganiser les courants d'échanges, et rendre supportable la coupure de l'Europe et du monde en deux. Déjà, cette politique était fonction de l'objectif plus ou moins avoué et à atteindre à plus ou moins long terme : briser le monopole du commerce extérieur en U.R.S.S., dans les pays de l'Est de l'Europe, en Chine ; ouvrir les voies de pénétration au capital et aux marchandises dans ces pays.

Dictée par la puissance du prolétariat d'Europe occidentale, elle soumettait en même temps l'économie des pays où le mode de production capitaliste avait été renversé à une énorme pression, aussi bien par la course aux armements qu'elle imposait à la bureaucratie du Kremlin, que par l'isolement économique, le " cordon sanitaire " économique dont elle entourait ces pays. En conséquence, loin de " consacrer " la division en deux de l'Europe et du monde en profondeur, elle signifiait exactement le contraire. L'impérialisme se préparait à unifier à sa manière l'économie mondiale. Toutes proportions gardées, la comparaison avec l'autarcie en Allemagne après la prise du pouvoir par Hitler permet d'illustrer ce processus. L'autarcie imposée à l'impérialisme allemand par la décomposition du marché mondial à la suite de la crise de 1929-30, ne consacrait pas l'édification d'une économie capitaliste allemande se suffisant à elle-même, détachée du marché mondial et de la division internationale du travail. L'impérialisme allemand faisait de nécessité vertu, et par l'autarcie, il se préparait à briser, par la force, par la guerre impérialiste, l'isolement économique de l'Allemagne, à imposer sa présence sur le marché mondial et la division internationale du travail conforme à ses intérêts. L'impérialisme mondial sous l'impulsion de l'impérialisme américain, dès le lendemain de la dernière guerre mondiale, mettait en place les moyens du réinvestissement de l'Est de l'Europe et de l'U.R.S.S., même si superficiellement il apparaissait qu'il s'accommodait, donc qu'il pouvait s'accommoder, de la situation existante.

En vingt-cinq ans, une nouvelle et extraordinaire accumulation de capital s'est produite dans les principaux pays capitalistes, sous les trois formes que prend le capital : marchandises, moyens de production, argent. Même si une bonne partie du capital argent est du capital fictif qui témoigne de la destruction massive des forces productives, même si l'accumulation de capital

sous les formes de moyens de production et de marchandises est conditionnée par une économie d'armement chronique, cette énorme masse de capital n'en réclame pas moins des marchés, des champs d'investissements. Il faudrait dire, d'autant plus que ces capitaux ont été accumulés sous l'impulsion de l'économie d'armement chronique qui dure depuis vingt-cinq ans, qu'ils ont besoin de débouchés et de champs d'investissement car, à son échelle actuelle, l'économie d'armement ne suffit plus à les mettre en valeur. Sauf à passer à l'économie de guerre, à plus ou moins brève échéance l'accumulation de capital exige " l'unification " des forces productives en Europe et dans le monde. Mais il s'agit des forces productives du mode de production capitaliste et non de forces productives en général. Elles ne peuvent être " réunifiées " avec celles de l'U.R.S.S., des pays de l'Est de l'Europe, de Chine, par simple " interpénétration ". Réunifier signifie, dans le langage de la mise en valeur du capital, détruire les rapports sociaux de production, la planification, le mode de production sociale des pays de l'Est de l'Europe, de l'U.R.S.S., de Chine, y réintroduire le mode de production capitaliste. La réunification de l'Europe et du monde sous la pression de la masse de capitaux accumulés exige le bouleversement de la division actuelle du travail, la subordination des forces productives de l'Est de l'Europe, de l'U.R.S.S., de la Chine, y réintroduire le mode de production capitaliste. La réunification (...) ³ productives simplement complémentaires de celles des principaux pays capitalistes, c'est-à-dire la destruction massive de la plupart d'entre elles. Une fois encore, l'on constate que l'accumulation de capital ne peut être identifiée à une nouvelle et prodigieuse croissance des forces productives. Elle exige au contraire, en plus de l'exploitation des pays économiquement arriérés : la destruction des rapports sociaux de production nés de la révolution d'Octobre et étendus à l'Europe de l'Est, de ceux établis par la révolution chinoise, la destruction massive des forces productives qui se sont développées dans ces pays en conséquence des nouveaux rapports de production, la subordination du reste transformé en simple complément de celles de l'impérialisme.

L'impérialisme allemand, l'Ouest et l'Est de l'Europe

La multiplication des rapports commerciaux, des échanges entre les pays capitalistes européens et l'Europe de l'Est, U.R.S.S. incluse, ne constitue pas un rapport neutre. Elle indique, au contraire, qu'une fois encore l'impérialisme tend à " unifier " l'Europe à sa manière, à y réorganiser la division du travail selon ses besoins. La nécessité historique se fait sentir. La bataille entre les différents impérialismes européens à l'intérieur du Marché Commun, comme à l'extérieur de celui-ci, est indissociable de la poussée vers l'Europe de l'Est et l'U.R.S.S. Selon la puissance acquise au sein du Marché Commun, en Europe occidentale, dans le reste du monde, la pénétration en Europe de l'Est et en U.R.S.S. bénéficiera à tel ou tel impérialisme au détriment des autres - quoi que tous les impérialismes aient un commun intérêt à la pénétration du capital dans ces pays - et renforcera sa force au sein du Marché Commun. Une véritable bataille s'engage entre eux. La " guerre des crédits " l'illustre : en 1962 le Japon franchit le seuil des crédits accordés pour un délai de plus de cinq ans, afin de vendre des navires à l'U.R.S.S. ; en 1963 il accorde des crédits de huit ans ; ensuite, ce fut le tour de l'Italie et de la France ; en janvier 1969 le groupe Mannesmann-Thyssen vend des tubes à l'U.R.S.S. Bonn garantit des crédits sur dix ans ; il est question que la Roumanie achète en Occident une centrale à énergie nucléaire, les crédits qui lui seraient accordés porteraient sur quinze ans. Le rédacteur du journal " Le Monde " qui rapporte ces faits commente avec regret :

" On assiste donc à un regain de cette " guerre des crédits " qui depuis dix ans, oppose régulièrement les pays occidentaux. La surenchère à laquelle se livrent les états membres du Marché Commun est particulièrement regrettable et révèle les limites des efforts entrepris depuis quelques mois par les Six pour harmoniser leur politique commerciale à l'égard des pays du camp socialiste. A quoi sert en effet d'imposer une sorte d'imprimatur communautaire avant de conclure le moindre petit accord commercial tant qu'un des éléments les plus importants des relations économiques avec l'Est, à savoir le crédit à l'exportation, échappe totalement à ce contrôle. "

Le brave homme ne semble pas plus comprendre que Janus-Germain-Mandel la nature des relations au sein de l'Europe des Six, de l'Europe occidentale et du monde en général, dans le cadre du système impérialiste. Comme élément de la lutte sur le marché mondial, au sein de la division internationale du travail, l'Europe, et finalement l'Europe de l'Est comme de l'Ouest, est l'enjeu des différents impérialismes. " L'unification de l'Europe " ne signifie rien d'autre, pour les différents impérialismes, et surtout pour les plus forts. En réponse aux exigences de " l'unification " des forces productives en Europe, de la rationalisation de la division internationale du travail, le capitalisme de l'époque impérialiste ne porte en lui aucune autre solution que celle de la soumission de l'Europe à l'impérialisme le plus fort. La " guerre des crédits " est un épisode de cette guerre plus générale, qui unifie et oppose les impérialismes européens, en vue de la pénétration, de la soumission, de l'Est de l'Europe et de l'U.R.S.S., au capital.

L'exemple de l'Allemagne occidentale démontre avec le plus de clarté cette lutte de l'impérialisme mondial, en raison de la puissance du capital allemand, du fait qu'il subit le plus douloureusement la conséquence de la division de l'Europe en deux et de sa défaite. L'Allemagne occidentale est une monstruosité que ne peut cacher son prodigieux relèvement, bien au contraire. Dépendant politiquement de l'impérialisme américain et dans une certaine mesure des impérialismes anglais et français, profondément pénétré par le capital américain, amputé de l'est de l'Allemagne, ramassé sur une surface un peu plus grande que la moitié de la France, le capitalisme allemand constitue la seconde puissance capitaliste mondiale. Il est le plus grand exportateur de marchandises et de capitaux des Six du Marché Commun. Après le capitalisme américain, il investit le plus de capitaux à l'extérieur de ses frontières au sein du Marché Commun. Son extension (nullement pacifique) en Europe Occidentale, son commerce avec l'ensemble des pays capitalistes ou soumis à l'impérialisme, ne fait que le renforcer en vue du " drang nach Osten ". Il lui faut s'étendre à l'Est et il y travaille. La pénétration du capital américain en Allemagne de l'Ouest rend plus pressante encore cette nécessité. En cas de crise économique, la dépendance politique du capitalisme allemand, les fils économiques que tirent en Allemagne de l'Ouest le capital américain, auraient pour lui l'effet d'une catastrophe sans précédent, aggravée, multipliée, par la coupure de l'Est de l'Allemagne et de l'Europe de l'Est. La surabondance de capitaux sous les trois formes, marchandises, moyens de production, capital argent, rend impérieuse la pénétration du capital allemand en Europe de l'Est. Une fois de plus, l'histoire met face à son destin l'impérialisme allemand, mais dans des conditions considérablement plus difficiles par suite de ses deux échecs successifs.

³ Une partie de la phrase manque manifestement dans l'édition de 1971.

Le Marché Commun, l'élargissement du Marché Commun à la " zone de libre échange ", la réintégration dans son giron de l'est de l'Allemagne, la pénétration de ses capitaux et de ses marchandises en Europe de l'Est, sont les voies complémentaires qui s'ouvrent à l'impérialisme allemand pour tenter une fois encore de forcer le cours de l'histoire. Il s'y prépare... sous la haute surveillance de l'impérialisme américain. Qu'il y parvienne est une autre affaire.

Nous sommes loin de la douceâtre bouillie de " l'interpénétration des capitaux " et des " échanges " qui s'accroissent gentiment entre les capitalismes d'Europe occidentale et le " bloc oriental " .

Un jugement sur l'économie de l'U.R.S.S.

Les forces productives, qui elles s'accroissent effectivement, ne sont pas moins en révolte en U.R.S.S., en Europe de l'Est en Chine, contre les frontières nationales, et singulièrement contre la coupure de l'Europe en deux. Il y a bien peu d'années encore, le Secrétariat Unifié des renégats de la IV^e Internationale embouchait les trompettes de Krouchtchev. Celui-ci maquillait la crise de la planification bureaucratique en affirmant que l'U.R.S.S. et les pays de l'Europe de l'Est allaient désormais concurrencer victorieusement, sur le marché mondial, l'économie capitaliste. En quelques années, au plus tard vers 1965-1970, la masse de la production dans ces pays, comme la production du travail, dépasseraient la masse de la production de l'ensemble des pays capitalistes, et la production du travail là où elle est la plus élevée, aux U.S.A. Naturellement, toute la bourgeoisie de " gauche " entonnait en chœur le même refrain. De Pablo à Germain-Mandel, les chantres du S.U. faisaient entendre leurs voix. A qui voulaient les prendre, ils distribuaient forces explications " théoriques fondamentales " :

" Les dix à vingt années à venir s'annoncent comme la dernière période historique pendant laquelle les états capitalistes conserveront une certaine avance sur l'économie des états ouvriers..."

La compétition passera peu à peu du domaine des matières premières à celui des produits finis. Déjà, l'U.R.S.S. est un gros exportateur de machines et de biens d'équipements dans divers pays semi-coloniaux. Elle pourrait développer énergiquement ces exportations même vers des pays capitalistes et y joindre sous peu l'exportation massive de biens de consommation bon marché (montres, machines à coudre, bicyclettes et motocyclettes, matériaux de construction, appareils de radio et de télévision). Elle pourra également mettre en question le monopole anglo-américain d'instruments et d'appareillages pour l'industrie nucléaire sur le marché mondial. " (Quatrième Internationale N° 5, février 1969, pages 42 et 43).

La bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites tentaient de desserrer les contradictions de la planification, consécutives à leur gestion bureaucratique, selon leurs intérêts parasitaires et privilégiés. Depuis quarante-cinq ans, la bureaucratie du Kremlin est aux prises avec une double contradiction dont l'une est, en fin de compte, le prolongement de l'autre, et qu'elle est bien incapable de résoudre : le développement proportionnel et harmonieux des forces productives, qu'elle ne parvient pas à établir, qui se manifeste notamment par le phénomène des ciseaux entre l'industrie et l'agriculture ; la liaison avec le marché mondial et la division internationale du travail, qu'elle ne parvient pas plus à établir de façon satisfaisante, où se manifeste l'écart croissant entre la productivité du travail dans les pays capitalistes et celle qui existe en général en U.R.S.S. et dans les autres pays de l'Europe de l'Est.

Trotsky écrivait en 1932 ces lignes dont l'actualité est plus brûlante que jamais :

" S'il existait un cerveau universel décrit par la fantaisie intellectuelle d'un Laplace, un cerveau enregistrant en même temps tous les processus de la nature et de la société, mesurant la dynamique de leur mouvement, prévoyant les résultats de leurs actions, un tel cerveau pourrait évidemment construire a priori un plan économique définitif et sans aucune faute, en commençant par calculer les hectares de fourrage et en finissant par les boutons de gilets. En vérité, la bureaucratie se figure souvent que c'est elle qui est principalement un tel cerveau : c'est pourquoi elle se libère si facilement du contrôle du marché et de la démocratie soviétique. En réalité, la bureaucratie se trompe foncièrement dans l'évaluation de ses ressources intellectuelles. Dans ses facultés créatrices, elle est contrainte de s'appuyer en réalité sur des proportions (on pourrait dire aussi, à juste raison, des disproportions) héritées de la Russie capitaliste ; présentement sur la structure des nations capitalistes contemporaines, et enfin sur l'expérience des succès et des fautes de l'économie soviétique elle-même. Mais, même une juste combinaison de tous ces éléments ne peut permettre que de créer l'armature non terminée du plan. " (Les problèmes économiques de l'U.R.S.S., Ecrits 1928-40, tome 1).

La croissance de l'économie, l'extension des rapports sociaux de production nés de la révolution d'Octobre à l'Europe de l'Est, ceux établis par la révolution chinoise, ont multiplié la complexité des rapports internes de l'économie planifiée ainsi que de ces rapports avec l'économie capitaliste mondiale, et les bureaucraties satellites s'y cassent les dents. Les derniers témoignages de l'incapacité de la bureaucratie à régler les rapports internes et externes de l'économie de l'U.R.S.S. et de l'Est de l'Europe viennent de très haut. L'académicien Sakharov, l'historien Medvedev, le physicien Tourtechine viennent d'envoyer une lettre ouverte à Brejnev, Kossyguine et Podgorny, que " Le Monde " des 11 et 12 avril 1970 a publiée. Ils expliquent entre autres :

" Au cours de la dernière décennie, des signes menaçants de désorganisation et de stagnation ont commencé à apparaître dans l'économie de notre pays; mais le point de départ de ces difficultés remonte à une période antérieure et revêt un caractère très profond. Le taux de croissance du revenu national décroît régulièrement. L'écart s'accroît entre la mise en œuvre des capacités de production nécessaires à un développement normal et la réalité. Des cas nombreux d'erreurs se manifestent dans la détermination de la politique technique et économique, dans l'industrie et l'agriculture, tout comme d'inadmissibles lenteurs administratives dans la solution des problèmes urgents. Les défauts du système de planification, de comptabilité et de stimulants conduisent souvent à une contradiction entre les intérêts locaux et particuliers et ceux du peuple et de l'État. En conséquence, les mesures pour le développement de la production n'apparaissent pas comme elles le devraient et ne sont pas utilisées, tandis que le progrès technique se ralentit brutalement. Pour les mêmes raisons, les richesses naturelles du pays sont souvent détruites impunément et sans contrôle : des forêts sont abattues, les réservoirs d'eau sont pollués, de précieuses terres arables sont inondées, des phénomènes d'érosion et de salinisation des sols apparaissent, etc. La situation grave et chronique de l'agriculture, particulièrement en ce qui concerne le cheptel est notoire.

Le revenu réel de la population ne s'accroît presque pas ces dernières années, l'alimentation, les services médicaux et les services en général ne s'améliorent que très lentement et de surcroît d'une manière inégale, selon les territoires. Le nombre des marchandises déficitaires augmente. Des signes évidents d'inflation se manifestent ”.

“ Le ralentissement dans le domaine de l'enseignement est particulièrement inquiétant pour l'avenir du pays : nos dépenses globales pour les enseignements de toutes sortes sont de trois fois moindres qu'aux Etats-Unis et s'accroissent plus lentement. L'alcoolisme se développe d'une manière tragique et même la drogue commence à faire parler d'elle. Dans de nombreuses régions du pays, la criminalité augmente systématiquement. Les symptômes de la corruption sont de plus en plus apparents dans de nombreux endroits. Le bureaucratisme, le cloisonnement administratif, les attitudes formalistes à l'égard des devoirs à remplir et l'absence d'initiative se renforcent de plus en plus dans les organisations scientifiques et scientifico-techniques ”.

“ Comme on le sait, la productivité du travail est le facteur décisif pour la comparaison des systèmes économiques. C'est précisément là que la situation est la plus mauvaise. Comme auparavant, la productivité du travail demeure chez nous plusieurs fois inférieure à celle des pays capitalistes, et sa croissance s'est brusquement ralentie. Cette situation est particulièrement inquiétante si on la compare à celle dans les principaux pays capitalistes, particulièrement aux Etats-Unis ”.

Suivent des considérations plus que discutables sur la solution des crises aux U.S.A. grâce aux ordinateurs, que ne renierait pas Mandel, mais que nous laisserons de côté. Par contre, la description qui suit après est singulièrement démonstrative :

“ En comparant notre économie à celle des Etats-Unis, nous constatons que nous sommes en retard, non seulement sur le plan administratif, mais aussi - et c'est le plus triste - sur le plan qualitatif. Le gouffre est d'autant plus grand entre les Etats-Unis et nous que le secteur considéré de l'économie est plus neuf et révolutionnaire. Nous devançons l'Amérique dans l'extraction du charbon, mais nous sommes en retard pour celle du pétrole, du gaz, de l'énergie électrique; nous sommes en retard de dix ans en ce qui concerne la chimie et infiniment plus pour la technologie et les ordinateurs. Ce dernier retard est particulièrement essentiel, car l'introduction de calculatrices électroniques dans l'économie nationale est un phénomène d'importance décisive, qui modifie radicalement le système et le style de la production. Il a été qualifié à juste titre de seconde révolution industrielle. Or la puissance totale de nos ordinateurs est des centaines de fois inférieure à celle des Etats-Unis; en ce qui concerne leur utilisation dans l'économie nationale, l'écart est tellement considérable qu'il est impossible de le mesurer. Nous vivons simplement à une autre époque ”

“ La situation n'est guère meilleure dans le domaine des découvertes scientifiques et techniques; là aussi, on ne voit guère augmenter notre rôle. C'est plutôt le contraire... Dans les années 20 et 30, le monde capitaliste avait vécu une période de crises et de dépressions. Pendant ce temps-là - l'essor de l'énergie nucléaire suscitée par la révolution - nous avons créé notre industrie à un rythme sans précédent. C'est alors que fut lancé le mot d'ordre : rattraper et dépasser l'Amérique. Et pendant plusieurs décennies, nous la rattrapions effectivement. Puis la situation a changé. La deuxième révolution industrielle commença et maintenant, au début des années 70, nous constatons que non seulement nous n'avons pas rattrapé l'Amérique, mais que notre retard sur elle devient de plus en plus grand ”.

Faute du “ cerveau universel ”... le marché

En quelques lignes Sakharov, Medvedev, Tourtchine, tirent un bilan quasi complet de l'économie de l'U.R.S.S. et des pays d'Europe de l'Est gérés par la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites. Au cours des discussions sur la crise de la planification en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est, parmi les remèdes que tentent de trouver la bureaucratie en crise, figure en bonne place le recours à ce “ cerveau universel décrit par la fantaisie intellectuelle d'un Laplace ” dont parle Trotsky. Son propre cerveau en panne, la bureaucratie se tourne vers “ l'économétrie, la cybernétique et les ordinateurs ”. En mars 1964 se tenait une “ table ronde ” organisée par les directeurs des revues “ U.R.S.S. ” (paraissant aux Etats-Unis), “ Vopossy Ekonomik ” (Questions d'économie) et “ Ekonomitches Kaïa Gazetta ” (journal Économique). Lev Gatouski, dans son discours d'ouverture, définit très bien les miracles que la bureaucratie attend des “ méthodes économique-mathématiques et de la cybernétique économique ”.

“ L'orientation économique-mathématique prend une place de premier plan dans la science économique. Dans la direction de cette activité, une grande responsabilité incombe à l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., aux académies des républiques, aux comités d'État pour la coordination des recherches scientifiques... La question principale, aujourd'hui, c'est de trouver les moyens d'obtenir, le plus rapidement possible, l'effet économique pratique maximum de l'application des méthodes économique-mathématiques, d'utiliser pleinement à cette fin les avantages du système socialiste planifié de l'économie. L'ampleur gigantesque du travail de planification en U.R.S.S. exige avec une grande acuité l'application la plus large et la plus conséquente des méthodes mathématiques dans la planification et la direction économique, du sommet à la base ... ”

“ ... Plus nous résoudrons correctement, rapidement, profondément, et largement les problèmes de la mise en œuvre des mathématiques et de la cybernétique dans la sphère de la planification et plus fortement sera réalisée la supériorité du système socialiste de l'économie sur le système capitaliste, plus pleinement se découvriront les avantages de la planification. C'est l'un des facteurs importants de la victoire du socialisme dans la compétition économique des deux systèmes mondiaux, le socialisme et le capitalisme ” (Planification, débats et problèmes du socialisme, mai-juin 1965 N° 47, pages 60 et 61).

Tous les participants, Kantorovitch, Stroumiline, Nemtchikov pour ne citer que les plus connus, malgré leurs divergences se prosternent devant le dieu cybernétique. A leur manière, ils avouent, constatent, ou affirment, comme l'on voudra, que la bureaucratie est incapable de gérer, par ses méthodes, la planification, d'autant plus que s'accroît la complexité des rapports de l'économie de l'U.R.S.S., ses rapports avec le marché mondial et la division internationale du travail étant inséparables de

ses rapports internes. Incapables, par suite de leur dépendance ou de leur appartenance à la bureaucratie, de mettre en lumière l'essentiel, ils cherchent des remèdes miraculeux.

La vérité est beaucoup plus simple : l'économie de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est de l'Europe est désormais trop développée, elle ne supporte plus d'être coupée du marché mondial, de la division internationale du travail, d'être partiellisée aux bases et aux limites nationales, d'être gérée bureaucratiquement. La gestion bureaucratique, la coupure du marché mondial et de la division internationale du travail, la conception de " la construction du socialisme dans un seul pays " furent toujours de puissantes entraves au développement harmonieux des forces productives de l'U.R.S.S., de l'Est de l'Europe, comme de la Chine d'ailleurs. Désormais, la contradiction entre le développement des forces productives et la gestion bureaucratique est devenue insupportable et explosive. Il ne s'agit pas d'une contradiction économique abstraite, mais d'une contradiction sociale. Les rapports de production nés de la révolution d'Octobre exigent d'être gérés par la classe ouvrière comme classe. Le plan doit être élaboré et réalisé par le prolétariat organisé comme classe, non à l'échelle de l'usine et de l'entreprise, mais de façon centralisée : c'est-à-dire que le prolétariat détienne le pouvoir politique. La croissance des forces productives, la complexité multipliée des rapports économiques, l'indispensable intégration au marché mondial et à la division internationale, font apparaître avec violence cette nécessité : en cela se manifeste le contenu de classe des rapports sociaux nés d'Octobre. S'accrochant à leurs privilèges qui dépendent du pouvoir politique monolithique qu'elles détiennent, tout en cherchant la solution miracle du côté " méthodes économique-mathématiques et de la cybernétique économique " en vue de maintenir leur ancien mode de gestion, après avoir décentralisé et ensuite recentralisé la gestion économique, la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites n'ont qu'une solution : s'en remettre de plus en plus aux lois du marché - du marché mondial et du marché intérieur - à la rentabilité, en vue d'intégrer l'économie de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est de l'Europe au marché mondial et à la division internationale du travail, et de réguler les rapports économiques dans ces pays.

Entre le capitalisme et le socialisme, mais à quel moment ?

Janus-Germain-Mandel enfourche bien sûr le cheval du stalinisme : il coupe l'économie de l'U.R.S.S. et celle des pays de l'Est de l'Europe du marché mondial et de la division internationale du travail; il fait battre en champ clos " le principe du marché " et le " principe de la planification " jusqu'au jour béni où les forces productives de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est de l'Europe seront développés à un tel point que le marché, les catégories de l'économie marchande, disparaîtront.

Mais toute l'économie de l'U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est est soumise à la loi de la valeur. Elle reste une économie marchande, parce qu'elle ne peut être coupée du marché mondial et de la division internationale du travail, du rapport entre les forces productives détenues par l'impérialisme, qui fonctionne dans le cadre du mode de production capitaliste. Même coupée artificiellement du marché mondial, elles subissent la pression de celui-ci et des forces productives qui détiennent l'impérialisme. La solution entre la contradiction des lois du marché et de la planification n'est pas à chercher en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est de l'Europe pris isolément, mais dans l'expropriation de la bourgeoisie de la possession des principales forces productives du monde, de leur réorganisation rationnelle, d'une nouvelle division du travail international. Alors, et alors seulement, l'économie marchande dépérira, la loi de la valeur et ses catégories avec. Ce qui exige, non moins impérativement, la prise du pouvoir dans les pays capitalistes avancés par le prolétariat expropriant politiquement et économiquement la bourgeoisie, que la prise du pouvoir par les prolétariats de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est de l'Europe.

Ce " trotskyste " devrait lire Trotsky :

" Les innombrables participants de l'économie étatique, particuliers, collectifs et individuels, manifestent leurs exigences et le rapport de leurs forces, non seulement par l'exposé statique des commissions du plan, mais aussi par l'influence inévitable de l'offre et de la demande. Le plan se vérifiera, et dans une grande mesure se réalisera, par l'intermédiaire du marché. La régularisation du marché lui-même doit se baser sur les tendances qui s'y font jour ".

" Les organismes précités doivent démontrer leur compréhension économique au moyen du calcul commercial. Le système de l'économie transitoire ne peut être envisagé sans le contrôle du rouble " (idem).

L'économie de l'U.R.S.S. et de l'Europe de l'Est est une économie contradictoire. Elle reste fondamentalement une économie marchande. En quoi se différencie-t-elle de l'économie capitaliste ? Le moteur de la production n'est plus la production de la plus-value. Mais la planification ne supprime pas la loi de la valeur. Bien au contraire, elle devrait permettre que la quantité de travail socialement nécessaire à la production de chaque produit soit beaucoup plus strictement connue. Dans le meilleur des cas, dans le cadre du mode de production capitaliste, ce n'est pas la quantité de travail socialement nécessaire à la production d'une marchandise qui est connue, mais le prix de production : $C + V + \text{Profit moyen}$, et non $C + V + pl$. Si chaque marchandise était vendue à sa valeur, le mode de production capitaliste ne pourrait pas fonctionner, puisque le profit est le moteur de la production. Le profit résulte du travail non payé, pl , mais il n'est pas identique à pl . S'il l'était, les branches à compositions organiques les plus élevées (C/V où V tend vers 0) n'auraient qu'un faible taux de profit, sinon pas du tout, tandis que celles à composition organique faible (C/V où C tend vers zéro) auraient un taux de profit énorme. Les différents secteurs de la production ne pourraient se développer, particulièrement ceux des moyens de production. Le seul capital qui existerait serait celui qui compose V , source de pl .

Ce qui caractérise l'économie capitaliste, ce sont les rapports sociaux de production : propriété privée des moyens de production d'un côté; de l'autre le prolétariat qui ne possède en propre que sa force de travail et est obligé de la vendre comme une marchandise, que le capitaliste ne lui achète qu'autant qu'il peut en extraire la plus-value, travail non payé, sous forme de taux de profit.

Ce qui caractérise l'économie de l'U.R.S.S., ce sont d'autres rapports sociaux de production. Bien que la catégorie bourgeoise du salaire se maintienne, et ne puisse être abolie, la classe ouvrière ne produit plus de plus-value. Elle vend sa force de travail comme une marchandise contre des salaires, mais la partie de la valeur qu'elle a créée et qui ne lui est pas payée constitue un surproduit social nécessaire à la consommation sociale, qui ne produit ni valeur d'usage, ni valeur d'échange, et à la reproduction élargie. Le but, la fin, de la production, n'est plus la plus-value, mais la consommation sociale et son élargissement. Mandel, en " économiste ", estime qu'en U.R.S.S. les moyens de production ne peuvent surtout pas être considérés comme des marchandises. Mais le principal moyen de production reste la force de travail vivante et - oh ! sainte

horreur - elle se vend comme une marchandise sans pourtant produire de plus-value. Quel mystère ! Il n'y en a aucun. Bien que la catégorie bourgeoise du salaire se maintienne, et se maintiendra encore longtemps, la séparation entre les moyens de production et les producteurs est supprimée. Elle ne l'est pas au niveau de l'individu, de l'entreprise, du trust : elle l'est parce que la classe ouvrière, dans son ensemble comme classe, par le truchement de l'État ouvrier, est propriétaire de la terre, des principaux moyens de production (donc de sa force collective de travail) et d'échange.

L'unique condition historique du mode de production capitaliste

Janus-Germain-Mandel n'en rate pas une. Il répond à la question qu'il pose lui-même (" Les moyens de production sont-ils des marchandises en U.R.S.S. ? ") : " les moyens de production qui circulent à l'intérieur du secteur étatique ne sont pas des marchandises ". Se référant à Marx, il explique :

" ce qui est particulier à la société capitaliste ou plus généralement à la société marchande (le grand savant Mandel confond le général et le particulier : si c'est l'échange de travaux privés qui est général aux sociétés marchandes, c'est un autre trait qui est particulier au mode de production capitaliste) c'est que le travail social s'effectue de manière particulière, parce que les individus sont des propriétaires individuels et privés de marchandises et se rencontrent sur le marché en cette qualité ".

Toujours égal à lui-même, ce " théoricien marxiste pour public éclairé " maltraite Marx et commet une erreur théorique fondamentale. Produire pour le marché n'est pas particulier au mode de production capitaliste : c'est le caractère général de toute production marchande. Toute production marchande est échange de travaux privés et utilise la loi de la valeur :

" Certaines conditions historiques doivent être remplies pour que le produit du travail puisse se transformer en marchandise ".

" Aussi longtemps, par exemple qu'il n'est destiné qu'à satisfaire immédiatement les besoins de son producteur, il ne devient pas marchandise. Si nous avons poussé plus loin nos recherches, si nous nous étions demandé dans quelles circonstances tous les produits, ou du moins la plupart d'entre eux, prennent la forme de marchandises, nous aurions trouvé que ceci n'arrive que sur la base du mode de production capitaliste. Mais une telle étude eût été tout à fait en dehors de la simple analyse de la marchandise. La production et la circulation marchandes peuvent avoir lieu, alors même que la plus grande partie des produits, consommés par leurs producteurs mêmes, n'entrent pas dans la circulation à titre de marchandises. Dans ce cas là, il s'en faut de beaucoup que la production sociale soit gouvernée dans toute sa profondeur par la valeur d'échange. Le produit, pour devenir marchandise, exige de la société une division du travail tellement développée, que la séparation entre la valeur d'usage, qui ne commence qu'à poindre sans le commerce du troc, soit déjà accomplie. Cependant, un tel degré de développement est, comme l'histoire le prouve, compatible avec les formes économiques les plus diverses de la société.

" De l'autre côté, l'échange des produits doit déjà posséder la forme de circulation des marchandises pour que la monnaie puisse entrer en scène. Ses fonctions diverses comme simple équivalent, moyen de circulation, moyen de paiement, trésor, fonds de réserve, etc, indiquent à leur tour, par la prédominance comparative de l'une sur l'autre, des phases très diverses de la production sociale. Cependant, l'expérience nous apprend qu'une circulation marchande relativement peu développée suffit pour faire éclore ces formes. Il n'en est pas ainsi du capital. Les conditions historiques de son existence ne coïncident pas avec la circulation des marchandises et de la monnaie. Il ne se produit que là où le détenteur des moyens de production et de subsistance rencontre sur le marché le travailleur libre qui vient y vendre sa force de travail, et cette unique condition historique (souligné par Marx) recèle tout un monde nouveau. Le capital s'annonce dès l'abord comme une époque de la production sociale " (Le Capital - Deuxième Section, Chapitre VI - Achat et Vente de la Force de Travail).

Le trait distinctif du mode de production capitaliste procède des rapports sociaux de production qui lui sont propres : propriété privée des moyens de production d'un côté, vente la de force de travail de l'autre, de la part de ceux qui sont dépouillés de tout autre moyen de production, en vue de la production de la plus-value. Les moyens de production ne sont capital (C + V) qu'autant que *pl* est produit. Le mode de production capitaliste pousse à sa limite ultime la production de marchandises jusqu'au point où la force de travail, source de la valeur, est elle-même une marchandise vendue à sa valeur.

Comptabilité monétaire et loi de la valeur

Mandel veut en venir à la question suivante :

" Mais les entreprises soviétiques sont-elles des propriétaires individuels des moyens de production ? D'où tiennent-elles ses moyens de production ? Peut-il y avoir marché, c'est-à-dire vente et achat, c'est-à-dire échange, quand il n'y a pas de changement de propriétaire ? Voilà un aspect fondamental de la question. Pour autant qu'on croit qu'il y a effectivement propriété étatique des moyens de production industriels, il n'y a pas plus vente de machines d'une entreprise à l'autre qu'il n'y a vente lorsque les moteurs Volkswagen passent dans un autre département du trust pour être assemblés avec des carrosseries. Il est évident que dans une société dans laquelle il y a un large (sic) secteur d'économie de marché, du fait que les biens de consommation restent marchandises, dans laquelle le salaire est une catégorie marchande, est généralisé, que dans une telle économie on soit obligé de faire de la comptabilité sous une forme monétaire même dans les entreprises qui produisent de grands (sic) (pour " les petits " c'est sans doute autre chose ?) moyens de production " (" Les problèmes de la planification socialiste " (tables rondes des) Cahiers du Centre d'études socialistes, N° 82 à 87, page 122).

Mandel éclaire de toute sa science l'économie de l'U.R.S.S., grâce à Volkswagen ! Mais Volkswagen en sait plus, apparemment, sur la loi de la valeur que lui. Pour vendre des automobiles, il sait que les moteurs doivent avoir tel ou tel prix, que le dernier boulon doit également avoir un prix déterminé, qu'à tous les stades, que dans chaque opération parcellaire, ce qui commande, c'est la loi de la valeur, que chaque élément de la marchandise est lui-même marchandise, sans que l'élément change pour autant de propriétaire, avant de s'intégrer à la marchandise dont il est une composante. Si Volkswagen appliquait

“ les lois de Mandel ” à la fabrication de ses modèles... Fiat se réjouirait : en peu de temps il conquerrait le marché allemand. Après tout, peut-être Mandel entend-il concourir subtilement à “ l'interpénétration ” des capitaux européens au profit de Fiat ? Cependant, si les matières premières, les moyens de production, circulent d'une entreprise d'Etat à l'autre, et qu'il faille qu'une “ comptabilité monétaire ” rende compte de cette circulation, cela exprime le fait que la loi de la valeur ne peut être envoyée au diable ainsi qu'en avait décrété Staline au cours des années 1929-30. Mandel qui, décidément, accumule les bourdes, affirme :

“ Ce n'est pas du tout vrai que la loi de la valeur est la seule forme sous laquelle on peut, de manière permanente et objective, comptabiliser le travail social. On peut le comptabiliser de diverses autres manières : on peut notamment le comptabiliser directement en heures de travail (ce qui ne signifie évidemment pas que cette comptabilité doit s'exprimer en heures de travail ; elle peut s'exprimer grâce à divers étalon de mesures, y compris monétaires. ” (Idem page 120).

Ainsi, que “ la comptabilité ” du travail social s'effectue en heures de travail ou grâce à divers étalons ” (lesquels ?) y compris monétaires, est indifférent !

Question de choix, rien de plus, déclare Mandel. D'ailleurs, s'est avisé le “ génial économiste ” :

“ il y a une différence fondamentale entre monnaie de compte et une monnaie moyen d'échange, et la seconde ne résulte pas automatiquement de l'existence de la première ” (page 15).

En effet, c'est la première qui résulte de la seconde. L'argent surgit de l'échange des marchandises comme leur équivalent général. Ultérieurement se crée une monnaie de compte, en référence à l'équivalent général, capable d'exprimer la valeur des marchandises en raison de sa valeur propre.

L'exigence d'une comptabilité monétaire manifeste la permanence de la loi de la valeur. La comptabilité en heures de travail démontrerait la libération de l'emprise de la loi de la valeur. La production des moyens de production est inséparable de l'ensemble de la production sociale, qui reste une production marchande en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est de l'Europe ; c'est pourquoi s'impose la comptabilité monétaire. Mandel marche à fond dans la fable stalinienne des “ secteurs indépendants ” de la production (production des moyens de production, production des moyens de consommation, production industrielle et agricole) au contraire de Trotsky qui mettait l'accent sur un développement proportionnel et harmonieux des différents secteurs de la production. Et “ l'économiste ” Mandel a, une fois de plus, oublié que la force de travail vivante est la force productive essentielle, sans laquelle les moyens de production naturels ne pourraient être utilisés, sans laquelle n'existeraient pas de machines, sans laquelle aucun autre moyen de production ne pourrait être mis en action. Or le travailleur individuel la vend à sa valeur contre un salaire. Il ne s'agit pas d'une simple répartition, selon son travail des moyens de consommation, mais d'un paiement en valeur. La forme monétaire n'est pas une simple forme de comptabilité sociale, elle a un contenu : la valeur. Elle se définit en rapport avec l'unité de valeur : le rouble. L'instabilité de l'unité de valeur complique considérablement la planification, en même temps qu'elle témoigne de ses déséquilibres. Que par le truchement de l'Etat ouvrier, le prolétariat soit propriétaire des principaux moyens de production, de la terre, des moyens de production sous leurs différentes formes, y compris sous celle de la force de travail collective, et que chaque travailleur soit obligé de vendre sa force de travail individuelle, est sans aucun doute la plus criante des contradictions. La vente de la force de travail comme une marchandise, qui caractérise le mode de production capitaliste forme la plus développée de la production marchande, se maintient, mais en raison de l'appropriation par l'Etat ouvrier des principaux moyens de production et d'échange; la plus-value n'existe plus ; le moteur de la production cesse d'être la plus-value et devient la satisfaction des besoins sociaux. Elle ne fait qu'exprimer la contradiction de la période de transition. L'U.R.S.S., les pays de l'Est de l'Europe, la Chine sont encore loin d'être la société dont parle Marx dans la “ Critique du Programme de Gotha ” où pourtant, dit-il, le mode de répartition bourgeois se maintiendra nécessairement pendant un temps.

Comment Trotsky répond et comment répond la bureaucratie

Le stade inférieur de la société socialiste, le commencement de la construction réelle du socialisme dépend de l'appropriation par le prolétariat des forces productives de l'ensemble du mode de production capitaliste, à l'échelle mondiale, de la réorganisation de la division internationale du travail, et de la réorganisation à partir d'elle des divisions nationales du travail. Trotsky expose en quels lignes parfaitement de quoi il s'agit :

“ Les processus de la construction économique n'évoluent pas encore pour l'instant dans une société sans classes. Les problèmes de la répartition du revenu national constituent la charnière du plan. ils s'infiltrèrent à travers la lutte des classes et des groupes sociaux, y compris les différentes couches du prolétariat lui-même. Les problèmes sociaux et économiques les plus importants : la smytchka (la soudure) de la ville et de la campagne, c'est-à-dire la balance de ce que l'industrie reçoit de l'économie agraire et de ce qu'elle lui donne ; le rapport entre l'accumulation et la consommation, entre le fonds de la construction du capital de base et le fonds de salaires ; la régularisation des différentes catégories du travail (ouvriers qualifiés, non qualifiés, travailleurs occasionnels, spécialistes, bureaucratie dirigeante) ; enfin la répartition de ce revenu national qui se produit au village entre les différentes couches de la paysannerie. Tous ces problèmes, par leur seule existence, ne peuvent admettre les décisions a priori de la bureaucratie qui se met à l'abri de l'intervention de millions d'intéressés.

La lutte pour les intérêts vitaux, considérés comme les facteurs fondamentaux de la planification, nous introduit dans la sphère de la politique, qui est de l'économie concentrée. Les armées des groupes sociaux de la société soviétique sont (doivent être) : les soviets, les unions syndicales, les coopératives et, avant tout, le parti dirigeant. Seule la coordination de ces trois éléments, la planification étatique, le marché et la démocratie soviétique, peuvent assurer une direction juste de l'économie de l'époque de transition et assurer, non pas la mise à l'écart des disproportions en quelques années (cela est de l'utopie), mais leur amoindrissement et par là même, la simplification des bases de la dictature du prolétariat, jusqu'au moment où les nouvelles victoires de la révolution élargiront l'arène de la planification socialiste et reconstruiront son système. ” (Idem).

Au contraire de ce que prétend Mandel, la détermination des besoins sociaux, tout comme la répartition des moyens de production en vue de satisfaire ces besoins sociaux, ne peut encore se passer du marché, et les produits doivent exprimer en

valeur la quantité de travail qu'ils cristallisent. Ils ne sont donc pas (moyens de production et moyens de consommation) de simples produits, mais des marchandises. La péréquation du taux de profit n'est cependant pas une nécessité ; les prix devraient tendre à exprimer plus étroitement la valeur réelle et être modifiés selon les nécessités sociales en connaissance de cause. La péréquation du taux de profit est indispensable au développement proportionnel des différentes branches de la production dans le cadre du mode de production, qui ne peut s'en remettre qu'aux mécanismes automatiques du marché. Une connaissance des prix réels, déterminés par la quantité de travail socialement nécessaire, est indispensable à l'Etat ouvrier pour opérer la modification de prix, les transferts de valeur d'une branche de la production à l'autre, déterminer, orienter, organiser, selon un plan, la production, vérifier l'exécution du plan, le modifier. Mais les trusts livrés à eux-mêmes, la production orientée selon le taux de profits, la planification se dissolvent, la propriété étatique des moyens de production deviendrait formelle.

La bureaucratie du Kremlin ne peut qu'errer entre une planification de plus en plus arbitraire - source de gaspillage et de distorsions - des prix arbitraires, etc, et la régulation par l'action directe du profit, c'est-à-dire la dislocation de la planification. Elle transpose dans la gestion de l'économie la lutte politique pour le maintien de son monopole politique sur l'Etat ouvrier dégénéré, source de ses privilèges. Elle se heurte au prolétariat qu'elle entend contraindre aussi bien par la force politique qu'à l'aide de moyens économiques : salaires arbitraires hautement différenciés, tentatives pour différencier et disloquer la classe ouvrière. Elle exprime en U.R.S.S. la pression de l'impérialisme, aussi bien lorsqu'elle engage la course aux armements, tente d'organiser une économie indépendante de l'économie mondiale, pille de mille moyens l'économie des pays de l'Europe de l'Est, que lorsqu'elle tente d'intégrer l'économie de l'U.R.S.S. au marché mondial et à la division internationale du travail. Elle accroît les disproportions, le gaspillage, l'arbitraire économique, et les antagonismes sociaux en U.R.S.S.

Mandel partisan de la construction du socialisme dans un seul pays

“ Il y a une variante de cette interprétation stalinienne des deux secteurs (les deux secteurs de propriété de moyens de production : étatique et kolkhozien) qui est la variante du commerce extérieur. On nous dit : même si tous les moyens de production étaient étatisés à l'intérieur d'un Etat ouvrier, la nécessité de la production marchande subsisterait encore du fait de la nécessité des échanges avec le monde extérieur. Ce n'est que la fameuse répétition du fameux argument de Staline pour justifier la survivance de l'Etat dans une société socialiste isolée, et il peut être réfuté de la même manière. Si vraiment, dans une économie socialiste hautement développée qui jouirait d'un niveau de productivité du travail très élevé, aussi élevé que celui des pays capitalistes les plus avancés, pour des raisons internes, on pourrait arriver à faire disparaître la production marchande, ce ne sont quand même pas les 5% ou les 10% du produit national brut qui feraient l'objet d'échanges avec l'étranger qui pourraient être la cause de la renaissance ou du maintien de la production marchande à l'intérieur du pays ! ” (Le point d'exclamation est de Mandel) (idem page 116).

Il donne une réponse qui est une véritable escroquerie dans le contexte où il l'utilise ;

“ La production marchande survit dans cette société de transition entre le capitalisme et le socialisme essentiellement du fait du niveau insuffisant du développement des forces productives... La société ne dispose pas encore d'une quantité suffisante de valeurs d'usage pour satisfaire les besoins raisonnables (rien à faire, Mandel est un jocrisse : “ les besoins raisonnables ”) des travailleurs (idem page 117).

Hypocritement, Jocrisse-janus-Germain-Mandel glisse de l'U.R.S.S. à une société de transition en général entre le capitalisme et le socialisme. Ensuite, il se rallie à Staline en faisant mine de s'en démarquer. Que peut bien être une “ société socialiste isolée ? ”. Mais l'U.R.S.S. bien sûr ! dont le commerce extérieur ne dépasse pas 5 à 10% du produit national brut. Il suffira que la productivité du travail en U.R.S.S. soit aussi élevée que celle des pays capitalistes, la production marchande disparaîtra par suite de “ quantités suffisantes de valeur d'usage pour satisfaire les besoins des travailleurs ”. Si toutefois ceux-ci sont “ raisonnables ”, il s'agit de la construction du “ socialisme dans un seul pays ”.

Janus-Germain-Mandel, après avoir unifié pacifiquement l'Europe occidentale, non moins pacifiquement construit le “ socialisme ” en Europe orientale et en U.R.S.S. Ainsi l'économie capitaliste européenne intégrée en Europe occidentale et l'économie “ socialiste ” en Europe de l'Est et en U.R.S.S. se développeront bien gentiment côte à côte l'une de l'autre, dans la meilleure des “ interdépendances ”. Pardon ! Pardon ! se fâche Mandel, dont la joie est gâchée, j'écris aussi :

“ Le fond du problème, c'est la détermination démocratique des objectifs et priorités du plan par la masse des travailleurs eux-mêmes, réunis en congrès des conseils ouvriers et confrontés aux diverses variantes du plan entre lesquelles ils peuvent choisir. La démocratie socialiste sur le plan politique a essentiellement la fonction de rendre le choix possible et efficace, c'est-à-dire de permettre la liberté d'information, de discussion et d'organisation qui permet aux travailleurs de choisir la variante qui convient le mieux, en connaissance de cause. ” (Idem page 138).

Aimable Mandel qui écrit également :

“ Depuis 1960, on est en train de faire la réforme des prix en Union soviétique. On le fait par sondages successifs et on essaye notamment, à l'aide de machines à calculer électroniques, d'effectuer le calcul en heures de travail. Il s'agit d'un effort considérable de calculs d'une énorme complication. La solution purement pragmatique que je peux suggérer (à qui ? sinon à la bureaucratie) dans l'immédiat, c'est de dresser un inventaire total, c'est-à-dire de partir à zéro, d'effectuer dans chaque branche industrielle, à partir de toutes entreprises de chaque branche, la somme totale des dépenses de travail, d'arriver ainsi à des moyennes, d'évaluer des coûts de production à partir de cette enquête, coûts qui seront considérés donc (ou comme ?) des prix réels et, à partir de ces prix établis, cette double comptabilité. ” (page 128).

Le partisan de la “ démocratie socialiste ” s'est transformé en conseiller économique de la bureaucratie. Comment résisterait-il à participer au “ brain-trust ” de la bureaucratie puisque

“ les exigences objectives du développement économique, vues à travers le prisme des intérêts de cette bureaucratie, réclament des réformes économiques qui sont petit à petit introduites dans ces pays. Les réformes

peuvent être résumées dans la formule : rationalisation de la gestion bureaucratique ". Il s'agit de substituer " à des bureaucrates politiciens " tatillons, brutaux, des bureaucrates " essentiellement technocratiques, plus raffinés et plus savants " (page 138).

Et Mandel a sa place partout où se trouvent des gens raffinés et savants. Quand à la " démocratie socialiste ", il en donne un aperçu :

" je me demande s'il ne vaut pas mieux organiser un référendum sur la question de savoir si l'on préfère travailler trente-cinq heures au lieu de quarante... plutôt que de faire trancher par les mécanismes aveugles du marché. " (Page 160).

Qui osera dire que Mandel n'est pas un génie particulièrement savant. Personne n'avait encore pensé organiser la production par voie de référendum. Personne ne pouvait y penser... sauf lui.

La raison profonde du maintien des catégories marchandes en U.R.S.S., dans les pays de l'Europe de l'Est, en Chine, ainsi que des disproportions dans l'économie est sans conteste le niveau insuffisant des forces productives. Mais est-ce réductible à l'économie de l'U.R.S.S., des pays de l'Europe de l'Est, de Chine ? Non ! Le retard des forces productives en U.R.S.S., leur développement au prix de disproportions, de crise de la planification est imputable avant tout à la " théorie de la construction du socialisme dans un seul pays ". Les catégories marchandes disparaîtront en U.R.S.S., en Europe de l'Est, en Chine, lorsque l'économie de ces pays sera intégrée comme une de ses composantes à la division internationale du travail, lorsqu'elle participera de la planification à l'échelle de l'Europe et du monde sous la dictature du prolétariat et qu'elle en bénéficiera. La société " socialiste isolée " est impossible, car encore une fois, l'une des principales forces productives est précisément la division internationale du travail. L'Allemagne, la France, l'Angleterre pour ne pas parler des U.S.A., peuvent encore moins que l'U.R.S.S. ou la Chine pratiquer l'autarcie socialiste. Le développement des forces productives y exigent, d'autant plus impérativement qu'elles sont développées, leur intégration pleine et entière à l'économie mondiale. Mandel, une fois encore, révisé Lénine et Trotsky. Il n'a rien compris ou rien voulu comprendre à " l'impérialisme stade suprême du capitalisme ", à la révolution prolétarienne mondiale, à la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Exemple de la Tchécoslovaquie et de la R.D.A.

La bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites, ont désespérément tenté de " rattraper et dépasser " la productivité du travail des pays capitalistes les plus développés, mais cela leur était impossible dans les limites d'une " société socialiste isolée ". C'est pourquoi elle n'était et ne pouvait être " une société socialiste ".

L'exemple de la Tchécoslovaquie est particulièrement illustratif, ainsi que celui de l'Allemagne de l'Est, précisément parce que leurs économies sont plus développées que celles des autres pays de l'Europe de l'Est.

L'industrie métallurgique, l'industrie mécanique tchèques étaient, avant la guerre, parmi les plus hautement qualifiées du monde. Aujourd'hui, leur retard technologique se situe, par rapport aux industries des pays capitalistes les plus développés, aux environs de vingt ans. En 1929, la part des exportations de la Tchécoslovaquie dans le revenu national s'élevait à 30 %. Elle est descendue de 12 à 14 % environ. Par contre, ce pays de 15 millions d'habitants produit 80 % de l'assortiment mondial de machines. Ce manque de spécialisation correspond à la conception de la construction du socialisme dans un seul pays, à l'impossibilité de l'approvisionner dans les pays hautement industrialisés. Le professeur Ota Sik, alors vice-président du gouvernement, expliquait à la télévision, le 1er juillet 1968 :

" ... S'il faut 186 kg d'acier pour une production de 1 000 dollars dans l'industrie métallurgique américaine, la même production en Tchécoslovaquie exige 435 kg d'acier. "

Et encore :

" ... Pour obtenir le même accroissement du revenu national il faut un investissement quatre fois plus élevé qu'ils y a dix ans. "

Le résultat sur le plan économique s'est traduit brutalement au début des années 60.

La revue tchèque " Hospedarwe Noviny " situait l'augmentation du revenu national entre 1958 et 1963 ainsi :

1959	+ 6 %
1960	+ 8 %
1961	+ 6,7 %
1962	+ 1,4 %
1963	- 3,7 %

" De 1961 à 1963, la production agricole a connu une chute considérable (de l'ordre de 20 %), elle serait inférieure de près d'un quart à ce qu'elle était en 1936. "

Depuis, la situation ne s'est pas améliorée. Elle résulte de la gestion bureaucratique et de la conception de la construction du socialisme dans un seul pays, non seulement en Tchécoslovaquie, mais encore des rapports qui, sur cette base, se nouent avec l'U.R.S.S. et les pays de l'Est de l'Europe et qui font que ce pays hautement industrialisé, et occupant jadis une place de premier plan dans la division internationale du travail, étouffe littéralement.

Le commerce s'est effectué sur une base unilatérale entre pays de l'Est de l'Europe jusqu'en 1964. Depuis, des opérations de clearing se font, mais en monnaie de compte non convertible, en roubles, inutilisables sur le marché mondial.

Le commerce extérieur de la Tchécoslovaquie peut être divisé en trois secteurs :

1. Avec les pays de l'Est de l'Europe et l'U.R.S.S.
2. Avec les pays économiquement arriérés, en fonction des relations politiques.
3. Avec les pays capitalistes avancés. -

La Tchécoslovaquie a un rôle " privilégié " dans les premier et deuxième secteurs. Ainsi, elle a fourni à l'U.R.S.S. en 1960 un crédit en biens d'équipement de 300 millions de dollars pour obtenir en échange des matières premières, du pétrole, des minerais. En 1966, elle fournit un second crédit de 550 millions de dollars. Ces facilités financières permettaient de mettre en exploitation des gisements pétroliers nouvellement découverts en U.R.S.S. En échange, la Tchécoslovaquie payait jusqu'en 1964 la tonne de pétrole brut 20,8 dollars, le double du prix sur le marché mondial (10,4). Elle le paie encore 16,8 dollars la tonne depuis 1964. Le solde de la balance commerciale de la Tchécoslovaquie avec les pays de l'Est de l'Europe et l'U.R.S.S. est généralement créditeur, mais il est inutilisable, étant bloqué en roubles non convertibles, pour le commerce avec les pays capitalistes économiquement développés. La crise de l'économie tchécoslovaque a rendu urgente l'obtention de crédit en dollars, en marks, en francs, ou en livres, que l'U.R.S.S. est incapable de fournir. Aussi se tourne-t-elle vers l'Ouest pour tenter d'obtenir des crédits qui devraient se chiffrer à plusieurs centaines de millions de dollars.

Parce qu'elle est un des pays les plus industrialisés et économiquement développés, et qu'elle est donc intégrée à la division internationale du travail, la Tchécoslovaquie exprime avec plus d'acuité la crise générale de la gestion bureaucratique de l'économie planifiée et la faillite de la conception de la construction du socialisme dans un seul pays. Elle a atteint le point où la bureaucratie et les limites nationales sont devenues un obstacle absolu à la croissance des forces productives.

La R.D.A. a connu une période extrêmement difficile, correspondant à celle où la " théorie de la construction du socialisme dans un seul pays " était poussée jusqu'à la caricature : chaque pays de l'Europe de l'Est construisait en particulier son petit socialisme. Région sans matières premières, dotée d'une industrie principalement de transformation, d'une agriculture déficitaire comme celle du reste de l'Allemagne, la tentative d'édifier une économie se suffisant à elle-même, se conjuguant à la coupure du reste de l'Allemagne, aboutit à une situation économique catastrophique. La réforme de 1963-66 eut comme objectif avoué : " la conquête des marchés mondiaux ". Elle impliquait la spécialisation de la production, et des prix compétitifs sur le marché mondial. L'effort a porté principalement sur l'électro-technique, l'électronique, la construction de machines. Des résultats ont été obtenus dans ces branches, mais au détriment d'autres branches aussi importantes que la chimie, qui connaissent des difficultés. En 1968 et 1969, dès le mois de décembre, la population a manqué d'électricité, de combustibles solides (lignite, charbon). L'économie de la R.D.A. s'intègre au marché mondial et à la division internationale du travail dans deux directions : d'un côté elle fournit à l'U.R.S.S. 27 % de ses importations de machines, qui lui fournit en retour des matières premières, en général à des cours bien supérieurs à ceux du marché mondial ; de l'autre, elle importe brevets et machines d'Occident, surtout de la R.F.A. dont elle est débitrice. En fait de " conquête des marchés mondiaux ", la R.D.A. est contrainte de s'adapter aux conditions du marché mondial, d'accroître ses échanges à la R.F.A. qui couvrent maintenant un dixième de ses échanges, autant que ses échanges avec tous les autres pays occidentaux, alors que cela ne représente que 1,6 % du commerce extérieur de la R.F.A., de solliciter des crédits, d'importer, comme tous les autres pays de l'Est, des ensembles industriels complets¹.

Il est significatif que la réforme des prix dans tous les pays de l'Est de l'Europe, U.R.S.S. comprise, prend pour base les prix mondiaux (un coup à faire rougir de colère Mandel qui n'a pas " suggéré " cela mais la comptabilité économique en heures de travail). La pression du capital international sur l'U.R.S.S. et les pays de l'Est de l'Europe est d'autant plus grande que les rapports politiques entre la bureaucratie de l'U.R.S.S. et les bureaucraties satellites, de celles-ci entre elles, sont à la fois indissolublement liés et antagonistes. Elles dépendent les unes des autres, et les bureaucraties satellites de la bureaucratie du Kremlin, en raison de leur origine historique; tout craquement au sein d'une d'entre elles se répercute au sein des autres. De profondes cassures ouvertes au sein de la bureaucratie du Kremlin seraient un signe de mort à brève échéance pour toutes les bureaucraties satellites. Mais chacune d'entre elles défend à l'encontre des autres ses intérêts spécifiques, sa base nationale, à commencer par celle de l'U.R.S.S. qui exporte ses contradictions en imposant aux autres ses prix, le rouble comme monnaie de compte, qui les contraint à se spécialiser dans des productions dont elle a besoin, voire " d'investir en U.R.S.S. ". La R.D.A. vient " d'accepter ", après les exemples de la Tchécoslovaquie, en juillet 1969, d'investir des " capitaux " en U.R.S.S. Par ailleurs, chaque bureaucratie tente de nouer, en fonction de ses intérêts spécifiques, des liens propres avec les pays capitalistes de l'Europe occidentale. La course aux " crédits " témoigne de la nature de ces rapports. Selon une statistique de l'O.C.D.E. rapportée par " Le Monde ", les pays de l'Europe de l'Est et l'U.R.S.S. auraient obtenu ces dernières années 1 939 millions de dollars de crédits (10,6 milliards de francs), soit environ 15 % du total des crédits à plus de cinq ans octroyés, alors que la part de ces pays dans les échanges des nations industrialisées de l'O.C.D.E. n'atteint pas le tiers de ce pourcentage. Ils se répartissent ainsi : à l'U.R.S.S. 1 014 millions de dollars, 409 à la Roumanie, 229 à la Pologne, 116 à la Tchécoslovaquie, 96 à la Bulgarie, 45 à la Hongrie, 15,8 à la R.D.A.

L'état des forces de classes

L'impérialisme dut abandonner l'Europe de l'Est au contrôle de la bureaucratie du Kremlin. Menacé par la lutte de classe intensive du prolétariat européen, malgré le plan Marschall, le Pacte atlantique, la pression économique, politique, militaire, sur l'U.R.S.S. et les pays de l'Europe de l'Est, il ne put empêcher la bureaucratie du Kremlin d'étendre les rapports sociaux de production nés d'Octobre aux pays qu'elle contrôlait, d'autant que les états bourgeois et les bourgeoisies locales y étaient démantelées. Mais ceux-ci sont encore plus déformés en Europe de l'Est qu'en U.R.S.S. Le pillage de la bureaucratie du Kremlin, conjugué à la construction de " petit socialisme dans chaque petit pays ", a rendu plus sensible encore leur coupure du marché mondial et de la division internationale du travail. Les rapports sociaux de production ont néanmoins permis, par la mobilisation de toutes les ressources, le développement jusqu'à un certain point des forces productives, comme ils ont permis à l'U.R.S.S. de reconstruire son économie dévastée par la guerre et de poursuivre sa croissance. Malgré les gaspillages, les distorsions, il s'agit bien dans ce cas de la croissance des forces productives, car au contraire du développement des moyens de production dans les pays capitalistes, le volant d'entraînement de l'économie dans son ensemble n'est pas l'économie d'armement, mais la satisfaction des besoins sociaux.

Les besoins sociaux qui prévalent sont, naturellement, ceux de la bureaucratie parasitaire. Elle doit néanmoins tenir compte des besoins sociaux de la classe ouvrière au moins dans une certaine mesure, même si elle les interprète et les sélectionne.

¹ Pour avoir une vue plus détaillée sur les rapports économiques entre l'Ouest et , des pays de l'Est entre eux, de la révision des prix, voir l'article de Michel Varga, " La crise du conseil d'assistance économique mutuelle " Paru dans les N° 544-545-547 de " La Vérité ".

La puissance politique de la bureaucratie du Kremlin est parvenue à enfermer la croissance des forces productives dans les limites des états nationaux d'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S., à les couper arbitrairement de leur lien nécessaire avec celles du reste de l'Europe, jusqu'à trancher dans la chair vive du prolétariat allemand, ainsi que l'impérialisme y parvenait sur d'autres bases en raison de la puissance du capitalisme américain et avec l'appui des bureaucraties ouvrières, celles des P.C. occidentaux jouant un rôle déterminant. L'économie des pays de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S. est vraiment le produit de la révolution prolétarienne contenue, limitée, tronquée et défigurée. Les délais peuvent être plus ou moins longs, elle ne peut se maintenir en l'état. Il lui faut aller en avant vers le socialisme ou en arrière vers le capitalisme : la croissance des forces productives, leurs distorsions, posent concrètement ce dilemme. Au même instant, la nécessité de forcer les barrages de l'économie planifiée, du monopole d'état du commerce extérieur, se fait plus impérieux pour l'impérialisme. La bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties parasitaires sont prises comme dans un étau entre ces exigences contradictoires. En U.R.S.S., dans les pays de l'Europe de l'Est, la crise de la planification traduit le besoin urgent de la réorganisation des forces productives : harmonisation du développement des différents secteurs de la production, de la division du travail entre les différents pays à économie planifiée à partir des mêmes rapports sociaux de production, de la propriété étatique des principaux moyens de production et d'échange, et, englobant et ordonnant le tout, la nécessité d'étendre les rapports sociaux nés de la révolution d'Octobre au reste de l'Europe et du monde, afin d'organiser sur de nouvelles bases la division mondiale du travail. La bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites, foncièrement opposées à l'élaboration par les travailleurs de la planification, à la réorganisation de la division du travail entre les pays d'économie planifiée, à la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes économiquement développés, défendent empiriquement le statu-quo en Europe et dans le monde... sans y parvenir.

En dernière analyse, elles réfractent en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est la pression de l'impérialisme, se lancent dans la concurrence internationale, réajustent la gestion de l'économie selon les exigences de cette concurrence, font le lit de la pénétration impérialiste et disloquent la planification. Les échanges dans leur forme, leur structure actuelles entre l'U.R.S.S., les pays de l'Europe de l'Est et les pays capitalistes ne sont pas neutres. Ils contraignent la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites à laisser opérer automatiquement la loi de la valeur, ils disloquent la planification. Au travers des échanges Est-Ouest, la lutte de classe se manifeste à l'avantage de l'impérialisme dans ce domaine, parce que c'est la bureaucratie parasitaire qui gère la planification de l'économie.

La discussion, en dehors de l'ensemble de ces rapports, des "réformes économiques", des vertus ou des méfaits réciproques du marché, de la loi de la valeur, de la planification, des échanges commerciaux Est-Ouest, est une mystification. La planification en U.R.S.S., dans les pays de l'Europe de l'Est, ainsi qu'en Chine, ne peut envoyer au diable la loi de la valeur, les catégories marchandes, le marché. Elle ne peut se dispenser d'être insérée dans la division mondiale du travail. La vraie question est de savoir ; qui gère et à partir de quelle politique ? La classe ouvrière gèrera l'Etat ouvrier régénéré, en utilisant le marché, la loi de la valeur. Elle ne pourra faire autrement, car le développement des forces productives est insuffisant à assurer l'automatisme de développement de l'économie sur la base des rapports sociaux de production issus de la révolution d'Octobre, pour une raison évidente : la loi de la valeur et les catégories marchandes ne peut disparaître que lorsque le mode de production social fondé sur la propriété collective des moyens de production englobe et dépasse les acquis du mode de production capitaliste, dont la division mondiale du travail débarrassée de ses contradictions. Mais utilisant les lois du marché, elle renforcera la planification parce qu'elle sera capable d'opérer en connaissance de cause les transferts de valeur d'une branche de production à l'autre, de déterminer les objectifs sociaux à atteindre, en raison de la participation active des producteurs, de la classe ouvrière, à l'élaboration et à la réalisation du plan. Conjointement à la question : qui, à l'Est de l'Europe, et en U.R.S.S., gère la planification et au profit de qui, se pose cette autre question : qui brisera la division de l'Europe et du monde en deux modes de production social ? Est-ce l'impérialisme, est-ce le prolétariat ? Dans le premier cas, ce serait "la réaction sur toute la ligne" : le plus puissant impérialisme imposant sa loi à ses concurrents et détruisant les conquêtes de la révolution d'Octobre, réduisant la classe ouvrière de l'Ouest et de l'Est de l'Europe à la décrépitude, sinon à la destruction. Dans le second cas, le prolétariat doit renverser la bourgeoisie dans chaque pays, exproprier la bourgeoisie à l'Ouest de l'Europe ; il doit balayer la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites, réaliser la révolution politique là où la bourgeoisie a été expropriée, régénérer les états ouvriers. Aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est de l'Europe, le mot d'ordre et la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe ordonnent et unifient la lutte du prolétariat. Le combat a commencé avec la révolution d'Octobre, la vague révolutionnaire, même limitée et contenue de la fin et de l'après seconde guerre mondiale, renforça les positions conquises par la classe ouvrière européenne, sous l'apparence de la division du monde en "blocs". Appuyé sur les positions acquises, la classe ouvrière d'Europe fait face à la réaction impérialiste. Elle se dresse contre les bureaucraties parasitaires et spoliatrices qui, en dernière analyse, sont à l'Est de l'Europe, en U.R.S.S., les meilleurs atouts dont dispose l'impérialisme, tout comme l'appareil international du stalinisme est passé du côté du maintien de l'ordre bourgeois dans le monde.

Après un moment de recul, la classe ouvrière européenne repart à l'assaut. Telle est la signification de Mai-juin 68 en France, du combat engagé par le prolétariat tchécoslovaque.

Révolution sociale et révolution politique sont étroitement imbriquées. Elles forment une totalité. L'Europe de demain sera un ramassis de décombres, ou elle sera celle des Etats-Unis socialistes d'Europe. Prise dans un étau, la bureaucratie parasitaire sera inéluctablement broyée. Mais qui vaincra : l'impérialisme ou le prolétariat ?

Finalelement, les Janus-Germain-Mandel, les renégats à la IV^e Internationale, se rangent également du côté du maintien de l'ordre bourgeois. Au fond, là est le secret de leurs "théories" sur la passivité et ensuite la défaite du prolétariat européen, la classe ouvrière européenne "aristocrate" dans son ensemble, "l'interpénétration des capitaux", "la société socialiste isolée disposant des forces productives les plus développées". Aujourd'hui comme hier, ce sont les flanc-gardes de la bourgeoisie et des appareils bureaucratiques. Aucun étonnement qu'au nom de la "IV^e Internationale", ils alimentent les révisionnistes de toutes sortes, les "théoriciens" bourgeois et petits-bourgeois de tous calibres, en "théories" aussi nombreuses, diverses, que variables. Le pablisme ne se définit pas par une théorie mais par une continuité politique : celle de la capitulation constante devant la bourgeoisie et les appareils bureaucratiques.

III. LA VOIE FROIDE COUPEE, REVOLUTION ET CONTRE-REVOLUTION A L'ORDRE DU JOUR

Apogée et décrépitude de la démocratie bourgeoise parlementaire

Les Germain-Mandel, les renégats à la IV^e Internationale, ont à leur actif la découverte d'une théorie (une de plus) éminente : selon eux la démocratie bourgeoise, le parlementarisme, ou, à l'inverse le bonapartisme, éventuellement la dictature politique ouverte, résultent directement de la structure du capital :

« A la période libérale et concurrentielle du capitalisme a correspondu la démocratie bourgeoise parlementaire : la chambre, lieu de négociation et de discussion des différents représentants des diverses fractions de la bourgeoisie, a pu servir aussi à officialiser un certain rapport de forces entre la classe ouvrière et le capital, à monnayer, par l'adoption de décrets-lois (?!) plus ou moins progressistes (?!), une situation nouvelle créée par les mouvements répétés des masses ouvrières.

La monopolisation croissante des entreprises capitalistes contrecarre ces deux fonctions.

il n'y a nul besoin de négociations inter-bourgeoises pour partager le revenu national et exercer le pouvoir : seule la domination économique des monopoles a les moyens de sa politique. Elle correspond donc à la société bourgeoise de 1958 ». (Résolutions du 1^{er} Congrès de la Ligue Communiste, Cahiers Rouge n° 10-11, pages 82-83).

N'est-ce pas plus simple ainsi : libéralisme économique + mouvements répétés de la classe ouvrière = démocratie bourgeoise parlementaire; inversement : capitalisme de monopoles = bonapartisme ou dictature ouverte ? Hélas, cette belle simplicité ne correspond pas à la réalité. Les régimes politiques de Napoléon I et Napoléon III sont ceux du bonapartisme classique, celui de Louis-Philippe était un régime censitaire. Le parlementarisme démocratique bourgeois, sous ces régimes, était soit une fiction, soit extrêmement limitée, bien qu'ils aient été des formes de la domination politique bourgeoise. L'Angleterre, terre élie du libéralisme économique classique, ne connut le suffrage universel qu'en 1911. La grève générale de 1900 fut nécessaire pour imposer le suffrage universel en Belgique. Les lois d'exception frappèrent la social-démocratie allemande jusqu'en 1888. Les libertés de presse, d'organisation, sauf irruption révolutionnaire comme en 1848, ne furent vraiment acquises dans l'ensemble de l'Europe qu'après 1880, et encore dans les pays d'Europe les plus économiquement développés. Le cas des U.S.A. est particulier : la démocratie parlementaire bourgeoise a ses racines dans la guerre d'Indépendance; elle est née en même temps que se formait la nation américaine, elle est liée à la marche vers l'ouest, aux immenses ressources de l'Amérique du Nord et à leur mise en valeur par une population constamment en mouvement et continuellement renouvelée par l'immigration. Le libéralisme politique, la démocratie bourgeoise parlementaire, ne correspondent manifestement pas mécaniquement au libéralisme économique, qui ne fut d'ailleurs jamais plein et entier. D'autre part, le parlementarisme bourgeois n'a jamais engendré une sorte de gouvernement « collectif » de la bourgeoisie. La gestion de la société bourgeoise fut toujours assurée au profit d'une couche particulière de la bourgeoisie.

Bien plus, la démocratie parlementaire bourgeoise atteint son apogée au cours des décennies de formation, de croissance et de cristallisation du capital de monopoles, du capital financier, de pleine expansion de l'impérialisme, au moment du partage du monde entre les impérialismes et les plus puissants, tandis que la classe ouvrière des mêmes pays s'organisait comme classe au sein de ses syndicats et des partis social-démocrates, entre 1880 et 1910. En réalité, à ce moment, le mode de production capitaliste parvient au sommet de sa courbe ascendante. La société bourgeoise dans les pays capitalistes dominant était à son apogée historique. Le capital courrait, dans un dernier élan, la terre entière par une nouvelle expansion des forces productives, en même temps qu'apparaissaient les signes de sa fossilisation et de sa décadence prochaine et brutale. Cette mise en valeur, extensive et intensive, du capital fut également son apothéose. Le capital financier qui se formait et se cristallisait avait les moyens de huiler les rouages de la société bourgeoise. Le parlement était le lieu propice, la forme institutionnelle où s'élaboraient les compromis au sein de la bourgeoisie, tout en assurant la domination du capital financier qui se formait et se cristallisait. Le Parti Radical en France, condensa le fonctionnement et les rapports de la démocratie parlementaire bourgeoise. Ses sommets étaient liés, dépendaient, du capital financier et défendaient ses intérêts. Par sa base, il assurait les assises et la domination du capital financier sur la petite-bourgeoisie.

Les politiciens petits-bourgeois du parti radical assuraient un mouvement indispensable à la démocratie parlementaire bourgeoise : ils faisaient valoir les intérêts de la petite-bourgeoisie auprès du capital financier et soumettaient celle-ci aux exigences fondamentales de celui-ci. Parti par excellence du capital financier français, le parti radical fut non moins par excellence celui de la démocratie parlementaire bourgeoise. Encore faut-il souligner que tout ne se passa pas comme dans le meilleur des mondes. De violents affrontements mettaient aux prises les différentes couches de la bourgeoisie. Et surtout, la classe ouvrière dut, par ses combats et la construction de ses organisations de classe, conquérir les positions qu'elle occupa au sein de la démocratie bourgeoise. Simplement, la démocratie parlementaire bourgeoise amortit les chocs au sein de la bourgeoisie et entre les classes. Le capital financier parvint à donner de l'élasticité aux rapports sociaux en corrompant les sommets du mouvement ouvrier, l'appareil des organisations ouvrières, qui s'installaient dans la société bourgeoise, et par des concessions économiques et politiques à la classe ouvrière. Mais encore fallait-il qu'il en possède les moyens. La démocratie parlementaire bourgeoise est un rapport politique entre les différentes couches de la bourgeoisie, entre la bourgeoisie et le prolétariat, qui s'établit sur le fond de la domination du capital financier à sa phase ascendante. Ce genre de rapport politique est l'apanage des pays capitalistes dominants qui participent au club des grandes puissances impérialistes au moment où elles se partagent le monde. Elle peut se prolonger à l'époque de la décadence impérialiste, de la fossilisation du capital financier, en raison des traditions, de la force politique du prolétariat, de l'équilibre des forces de classes fondamentales. Elle peut même surgir, momentanément, lorsque la classe ouvrière entraînant les masses petites bourgeoises et paysannes, fait irruption sur la scène politique, sans qu'elle soit à même de conclure, et que la bourgeoisie puisse la refouler immédiatement, dans les pays économiquement arriérés. Elle est historiquement condamnée pour les mêmes raisons que la révolution prolétarienne est à l'ordre du jour lorsqu'éclate la crise de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme : la faillite de la démocratie bourgeoise est l'expression politique de la putréfaction du mode de production capitaliste, comme la guerre impérialiste en est une autre

expression. Le capitalisme est devenu incapable de développer les forces productives; le capital financier doit recourir à une autre forme de domination politique : le retour en arrière vers le bonapartisme ou vers la dictature ouverte, qui se différencient des bonapartismes ou des dictatures ouvertes de l'époque antérieure, comme le gâtisme se distingue de l'enfance.

Le capital monopoleur, le capital financier, l'impérialisme deviennent incompatibles avec la démocratie parlementaire en raison de leur incapacité à développer les forces productives.

La curieuse conception qui, de la structure du capitalisme, déduit mécaniquement la forme politique de domination de classe de la bourgeoisie doit bien avoir quelques raisons.

La « Ligue Communiste » nous éclaire :

« Avant la guerre, les périodes de fortes tensions sociales apparaissaient comme conséquences, plus ou moins directes, de la marche cyclique de l'économie. Suivant la radicalisation du mouvement ouvrier, la bourgeoisie n'avait d'autre choix que de l'écraser physiquement (fascisme) lorsque son pouvoir d'état était directement menacé, ou de composer avec lui par le biais de ses dirigeants réformistes (politique de Front Populaire). La politique de Front Populaire, sous couvert d'une participation ouvrière aux instruments légaux du pouvoir, permettait à la bourgeoisie de conserver de fait son pouvoir d'état en échange d'améliorations du sort de la classe ouvrière ».

Voilà une explication dans le plus pur style du centrisme. C'est malgré et en dépit du Front Populaire que la classe ouvrière arracha, en France, des concessions à la bourgeoisie. Derrière la façade des fronts populaires et de la participation des organisations ouvrières au pouvoir bourgeois, se préparent généralement les coups de force militaires comme en Espagne; ou la venue le plus légalement du monde au pouvoir, en Allemagne par exemple, des gouvernements bonapartistes qui précéderent de peu l'accès au pouvoir non moins légale d'Hitler. Les fronts populaires, ou la participation au pouvoir bourgeois des partis ouvriers, contiennent le prolétariat. Ils sont l'antichambre des coups d'état militaires, et tout au moins d'un style de bonapartisme particulier, sinon du fascisme, justement parce que la démocratie bourgeoise se révèle de moins en moins capable d'assurer la domination politique du capital financier. En France, le 6 février 1934 portait au pouvoir des gouvernements bonapartistes bâtards du genre Doumergue, Flandin, Laval, Sarrault, qui gouvernaient par décrets-lois, tout en laissant subsister un parlement et des formes de démocraties parlementaires bourgeoises dégénérées. La riposte des masses du 12 février 1934 prépara la grève générale de 1936. Le front populaire freina les travailleurs, donna les moyens au capital financier de faire rejouer en apparence les mécanismes parlementaires et de préparer, derrière cet écran, la contre-offensive. A peine deux ans plus tard, Daladier, nouveau bonaparte de pacotille, enveloppé des guenilles parlementaires, obtenait les pleins pouvoirs; il gouvernait par décrets-lois et portait de rudes coups à la classe ouvrière. « Finie la semaine des deux dimanches » ricanait cyniquement Paul Reynaud.

La « Ligue Communiste » poursuit :

« Après la guerre, au travers de la période de restructuration du capitalisme, et d'expansion sensiblement continue de l'économie, le problème s'est posé en termes différents : la bourgeoisie était capable de faire un certain nombre de concessions au mouvement ouvrier, notamment dans le domaine du pouvoir d'achat. Par contre, la nécessité de planifier de façon rigoureuse les investissements de plus en plus coûteux, le développement des capacités excédentaires de production faisant baisser la rentabilité du capital impose à la bourgeoisie des prévisions à long terme qui ne peuvent être remises en cause sans de graves perturbations, elles-mêmes conditionnées tant par la recherche du profit maximum que par la nécessité politique face à la montée révolutionnaire mondiale.

Aussi l'objectif essentiel de la bourgeoisie est la stabilité, la « paix sociale ». En même temps qu'elle cherche à rendre le pouvoir central de moins en moins sensible aux à-coups sociaux (tendance à l'état fort) elle est prête à céder quelques avantages à la classe ouvrière (augmentation des salaires, diminution du temps de travail), à condition qu'ils soient prévus, planifiés. Suivant les colorations, cela s'appelle politique des revenus, participation, juste répartition des fruits du travail, mais cela vise essentiellement une chose : éviter les chocs, les augmentations de salaires « trop importantes », les arrêts de travail « intempestifs », tout ce qui peut déséquilibrer les prévisions.

Tel est le sens de la politique d'intégration du mouvement syndical, tentée avec plus ou moins de succès par toutes les bourgeoisie européenne depuis vingt ans. Afin d'obtenir la paix sociale, elles cherchent à négocier avec les organisations syndicales reconnues par les travailleurs, elle accepte de leur céder un certain nombre d'avantages qu'elle prévoit, les syndicats s'engageant de leur côté à ne pas déclencher de mouvements « inconsidérés », pouvant paralyser la production, et rentrer en conflits avec les plans capitalistes ». (Idem page 108).

En d'autres termes : libéralisme économique égale anarchie de la production et, par suite, démocratie bourgeoise parlementaire ; capitalisme de monopoles égale planification de la production, planification des profits, de la croissance des salaires réels, de l'amélioration des conditions de travail et de vie de la classe ouvrière, mais (toute médaille a son revers) c'en est finie de la démocratie parlementaire bourgeoise. « L'objectif essentiel de la bourgeoisie est la stabilité, la « paix sociale ». Un tel système serait d'une solidité remarquable. Il signifierait que, loin d'avoir épuisé son rôle historiquement progressif, le mode de production capitaliste recèle et développe de nouvelles virtualités. L'action à entreprendre devrait être, dans le meilleur des cas, fondamentalement réformiste. La lutte des classes ne pourrait dépasser ces limites. En réalité, toute action révolutionnaire, se conclurait par des réformes. La méthode et les analyses des renégats de la IV^e Internationale alimentent la pratique des bureaucraties ouvrières, notamment celles des centrales syndicales. Tout au plus pourraient-ils être à leur « gauche », mais sur le même plan. A moins que leur pratique ne procède pas de leur analyse et qu'au contraire, leur analyse soit destinée à « justifier » leur pratique politique. Tel est bien le cas.

Les relations politiques entre les classes ont contraint les bourgeoisies européennes à subir, depuis la fin de la guerre, la démocratie parlementaire bourgeoise. Une modification radicale de la forme de domination politique bourgeoise comportait d'énormes risques. Elle supposait que, dans les principaux pays d'Europe la bourgeoisie dispose des moyens politiques

capables de briser physiquement le prolétariat, de le broyer. Il lui fallait prendre le risque d'une guerre civile à l'issue incertaine, et qui, en tout état de cause, aurait été dévastatrice pour les bourgeoisies européennes déjà décadentes. Une semblable solution ravalait les bourgeoisies des vieilles puissances impérialistes européennes au rang des bourgeoisies grecque et espagnole : perspective peu réjouissante. Tant que l'impérialisme américain put les soutenir à bout de bras, tant que les bureaucraties stalinienne, réformiste, syndicales, parvenaient à contenir la classe ouvrière, vaille que vaille la démocratie parlementaire bourgeoise comportait encore moins de risque. Elle était le moindre mal. Elle se survivait. La classe ouvrière n'en devait pas moins combattre afin d'arracher un pouvoir d'achat et des conditions de vie comparables à ceux d'avant-guerre. Il fallut plus de dix ans aux classes ouvrières française, allemande, belge, etc. pour y parvenir, et sans cesse l'inflation remettait en cause les résultats acquis. En quelque sorte, les principales bourgeoisies européennes, par suite de la chute brutale du pouvoir d'achat, de la détérioration des conditions de travail et de vie du prolétariat européen à la veille et au cours de la seconde guerre impérialiste, disposaient d'une importante marge de manœuvre utilisable en raison de la politique des bureaucraties d'origine ouvrière, qui contenait les revendications des travailleurs dans les limites « raisonnables ». La classe ouvrière allemande, et c'est « le secret » du « miracle économique » de la R.F.A., plus qu'une autre, est partie d'extrêmement bas en ce qui concerne son pouvoir d'achat, ses conditions de vie et de travail : du point zéro.

Une fois encore, les renégats de la IV^e Internationale escamotent dans leur argumentation les rapports politiques entre les classes et au sein des classes, qui résultèrent de la seconde guerre impérialiste. La puissance du prolétariat européen et le rôle des bureaucraties ouvrières sont effacés. Dès lors, les bourgeoisies européennes, le système capitaliste dans son ensemble, apparaissent plein de vitalité, de dynamisme, capables de planifier leur « nouveau cours ». De même, ils passent sous silence les contradictions entre la puissance du prolétariat européen, redoutée par la bourgeoisie exsangue et en pleine décadence, qui craint l'affrontement, et les limites qu'imposent au prolétariat les appareils bureaucratiques qui le contrôlent. Finalement, cela leur permet de mettre un signe égal entre « l'intégration du mouvement syndical tentée avec plus ou moins de succès par toutes les bourgeoisies européennes depuis vingt ans » et la collaboration de classes classique que pratiquaient, dès avant la première guerre impérialiste, la social-démocratie et les appareils syndicaux, à partir de l'essor de l'impérialisme. La seule différence serait que la collaboration de classe est « planifiée » et surtout qu'elle intéresse toute la classe ouvrière des pays capitalistes économiquement développés. Souvenons-nous que « la véritable aristocratie ouvrière » n'est plus (comme au temps de Lénine) constituée par certaines couches du prolétariat des pays impérialistes mais par les prolétariats de ces pays dans leur ensemble (dixit Mandel).

La politique d'intégration des syndicats à l'Etat a une toute autre fonction. Elle procède de la crise de l'impérialisme et de sa décadence. Elle vise à détruire l'indépendance des organisations syndicales que la simple collaboration de classes ne fait pas disparaître.

Elle veut transformer les organisations syndicales en rouages de l'Etat bourgeois. Loin de « planifier » la progression des salaires réels, elle s'efforce de remettre en cause les conquêtes économiques de la classe ouvrière, et de détruire son organisation en classe indépendante. La misérable existence et la culbute finale de la IV^e République française illustrent la décadence de la démocratie parlementaire bourgeoise et manifestent la décomposition de la bourgeoisie française, son irrémédiable dégringolade. Incapable de définir une perspective politique, ses gouvernements pratiquèrent une politique au jour le jour. Ils furent incapables de discipliner les différentes couches de la bourgeoisie, tout comme ils furent incapables de soumettre la classe ouvrière aux exigences du capitalisme français en putréfaction, par une politique nettement définie. Sans cesse renaissaient de grandes luttes ouvrières que la bourgeoisie et le gouvernement ne parvenaient pas à vaincre, surtout au cours des dernières années - 1953, 1955, 1957. Ces gouvernements dépendaient entièrement des possibilités des appareils bureaucratiques de dévoyer ces mouvements, d'en émousser la pointe, de conclure des compromis. Ils étaient incapables de réajuster les anciens rapports coloniaux, subissaient la guerre d'Indochine dont ils ne sortirent que pour faire face à la révolution algérienne. Ils dépendaient étroitement des subsides de l'impérialisme américain et redoutaient la renaissance du capitalisme allemand, de sa puissance économique et militaire. Ils négocièrent le traité instituant la Communauté européenne de défense qui visait à intégrer les armées d'Europe occidentale et se refusèrent à le ratifier ; par contre, ils signèrent les accords de Londres et de Paris qui donnèrent le feu vert à la reconstruction de l'armée allemande. Ils négocièrent le traité de Rome qui institua la C.E.E. et redoutèrent son application.

Lorsque le 13 mai 1958 éclata le putsch militaire d'Alger, la France bourgeoise était sur le point de se disloquer. D'un côté l'Etat bourgeois se fragmentait en ses différentes composantes ; les diverses couches de la bourgeoisie française s'affrontèrent : les unes étaient attachées à la colonisation directe, tandis que la plus importante partie du capital financier était à la recherche d'une solution qui respecte les intérêts fondamentaux de l'impérialisme français, dût-elle sacrifier ceux directement liés au colonat. De l'autre côté, la classe ouvrière aux forces intactes, assimilait les leçons de la grève générale d'août 1953, des puissants mouvements de 1955 et 1957. La démocratie bourgeoise parlementaire était au bout de son rouleau. Une seule solution : un arbitre, un sauveur. Tous se tournèrent vers la figure historique : De Gaulle. Tous, y compris le P.C.F. qui immobilisa la classe ouvrière française. Il « mobilisa » les militants et les travailleurs dans les usines et les permanences « qu'il fallait garder afin de les préserver des attaques fascistes » et « des parachutistes qui ne vont pas manquer d'être parachutés ». Si le 28 mai, à l'appel des centrales syndicales et des partis ouvriers, 500 000 travailleurs manifestèrent de la Nation à la République et démontrèrent une fois encore la puissance de la classe ouvrière, la manifestation fut stoppée à la République : « surtout pas de provocations, camarades », « légalité et démocratie » sont les deux mamelles de l'ordre républicain. En coulisse, Guy Mollet engageait des pourparlers avec De Gaulle afin qu'il gravît les marches du pouvoir en respectant la « légalité de la démocratie ». Le P.C.F., dont les députés votaient le 20 mai l'ordre du jour qui confiait à Pflimlin, président du Conseil en exercice, la défense de la « légalité et de la démocratie », refusait par l'intermédiaire de l'appareil de la C.G.T., la proposition de la direction de la Fédération de l'Education Nationale de lancer l'ordre de grève générale pour le 30 mai. comme s'y refusait la direction de Force Ouvrière : seuls les enseignants firent grève.

Porté par le putsch d'Alger, le parlementarisme bourgeois prosterné devant « le sauveur de l'ordre républicain », la classe ouvrière assommée politiquement par la capitulation des directions des centrales syndicales et des partis ouvriers, De Gaulle s'installait au pouvoir. Nous sommes loin de l'analyse des renégats de la IV^e Internationale qui décrivent une bourgeoisie « éclairée », éprise de « paix sociale », de « prévisions à long terme », « d'augmentation des salaires et de diminution du temps de travail », « à condition qu'elles soient prévues et planifiées ».

De Gaulle tente de briser la classe ouvrière

A côté des freluquets, politiciens de la IV^e République, des bonapartes nommés et issus des fétides combinaisons parlementaires de la fin de la III^e République qui gouvernaient à coups de décrets-lois, De Gaulle semble un personnage de légende. Mais, quelques soient ses capacités personnelles, sa fermeté, il ne pouvait s'émanciper de la crise générale de l'impérialisme, de sa concentration en Europe, et de la décadence particulièrement avancée de l'impérialisme français. Construire l'état fort, liquider les survivances de démocratie parlementaire bourgeoise, réajuster les rapports de l'impérialisme français avec son ancien empire colonial, défendre les intérêts du capital financier français en Europe et dans le monde, restructurer le capitalisme français et le faire devenir, si possible, compétitif face à ses concurrents, briser la classe ouvrière et le mouvement ouvrier, devait nécessairement être son programme. Il disposait d'un atout majeur, qu'il utilisa aussi bien pour tenter de discipliner les différentes couches de la bourgeoisie française, que pour faire prévaloir les intérêts spécifiques de l'impérialisme français en Europe et dans le monde : défaite sans combat, la classe ouvrière française reflua. Après l'écrasement par les tanks de la bureaucratie du Kremlin de la révolution hongroise des conseils ouvriers en novembre 1956, la défaite et le reflux politique du prolétariat français - première défaite importante d'un prolétariat d'un pays capitaliste avancé en Europe depuis la fin de la deuxième guerre impérialiste - laissait espérer à l'impérialisme mondial que s'ouvrait enfin la phase de l'écrasement du prolétariat européen, sans qu'il lui soit nécessaire d'avoir recours à une guerre civile dévastatrice et incertaine. De Gaulle et son régime, facteurs « d'ordre » en France, étaient également des facteurs « d'ordre » en Europe et dans le monde.

L'échec du gaullisme est l'échec de cette entreprise. Dès le début de son mandat, De Gaulle fut obligé de pratiquer une politique d'équilibre instable et compliquée. Il ne put profiter de son avantage pour broyer ou tenter de broyer la classe ouvrière française, tout en portant profondément atteinte à son pouvoir d'achat, à ses conditions de travail et de vie. Le plan Rueff-Pinay, la dévaluation de 1958 se traduisaient par : la hausse des prix des services publics de l'état (25 % sur les timbres et le téléphone, 20-30 % sur le tabac) ; la hausse de certains autres prix du fait de la diminution des subventions accordées par l'Etat (10-15 % dans les transports, le charbon, l'électricité, 20 % sur le matériel agricole) ; la suppression des indexations des salaires sur le coût de la vie, sur les prix des produits agricoles et alimentaires notamment.

Au total, ces dispositions devaient provoquer dans l'année une ponction d'environ 500 millions d'anciens francs sur la consommation. Le pouvoir d'achat familial se trouvait diminué, dans certains cas extrêmes, cumulant la hausse des prix avec une diminution des horaires de travail, de 20 à 30 % rappelait récemment « Le Monde ». Remarquable illustration du sérieux des thèses pablistes : « la bourgeoisie est prête à céder quelques avantages à la classe ouvrière... à la condition qu'ils soient prévus et planifiés ! ». Dès qu'elle ressaisit l'initiative dans la lutte des classes, la bourgeoisie, afin d'obtenir « la paix sociale », ampute le pouvoir d'achat des travailleurs de 25 % dans certains cas.

Mais les centrales syndicales et les partis ouvriers restèrent intacts. De Gaulle différait l'assaut contre eux. Il en avait besoin comme contre-poids aux ultras d'Algérie, aux cadres de l'armée. La contradiction entre le programme, les tâches, du gaullisme et la politique qu'il fut contraint de pratiquer pour tenter de les réaliser, s'affirma dès les premières années du régime. Il devait construire l'Etat fort, mais il fut contraint de louvoyer et de manœuvrer avec la caste des généraux jusqu'au jour où il put les briser. Il lui fallait dégager le capital financier du piège de la guerre d'Algérie, procéder à une modification profonde des anciens rapports coloniaux, sacrifier la colonisation directe et il fut obligé d'affirmer qu'il défendait la « France de Dunkerque à Tamanrasset ». Il était urgent et indispensable de modifier radicalement la structure du capitalisme français, d'éliminer les secteurs arriérés et déficitaires, or il ménagea sa base de masse, la petite bourgeoisie des villes et des campagnes. En dépit de la figure historique de son chef et de son programme grandiose, le régime fut un bonapartisme de la décadence. Il lui fallut quatre ans pour régler en fonction des intérêts du capital financier, la guerre d'Algérie et les rapports coloniaux avec l'Afrique noire... Quatre années au cours desquelles, lui, dont l'une des tâches était la ré-homogénéisation de l'Etat bourgeois, dut au contraire le disloquer, jusqu'à affronter les cadres de l'armée ; quatre années au cours desquelles il dut avoir recours à l'appui des partis et syndicats ouvriers contre la partie de la bourgeoisie et de l'Etat, liée au colonat, lui dont l'une des tâches essentielles était de briser, de broyer le prolétariat français et ses organisations.

Ce n'est qu'en 1962 qu'il passa à l'attaque politique frontale contre la classe ouvrière et ses organisations, après que les directions de celle-ci lui aient rendu l'éminent service d'appeler à voter oui au référendum qui ratifiait les accords d'Evian. En octobre 1962, « il en appela au peuple contre les partis ». Il fit ratifier par un nouveau référendum l'élection du président de la République au suffrage universel. Le président de la République, élu du peuple, incarne la nation et l'Etat, les partis ne sont plus que des survivances, le parlement et les assemblées élues que des chambres d'enregistrement. D'ailleurs De Gaulle se proposait de désigner des assemblées représentant les « forces vives de la nation » à l'échelle régionale et nationale : le corporatisme, l'association capital-travail, l'intégration des syndicats à l'Etat se dessinaient. Il restait qu'il lui fallait briser et broyer la classe ouvrière et ses organisations. Déjà, la manifestation de février 1962, où plus d'un million de travailleurs et de jeunes à l'appel des organisations syndicales et des partis ouvriers, accompagnèrent à leur dernière demeure les neuf morts de Charonne, indiquait, que, ses organisations intactes, le prolétariat français reconstituait sa puissance de lutte, qu'il surmontait le désarroi politique consécutif à la venue au pouvoir sans combat de De Gaulle.

De Gaulle cherchait à porter un coup décisif à la classe ouvrière et à ses organisations, Il crut en trouver l'occasion au moment où s'annonçait la grève des mineurs de mars-avril 1963. Les palinodies des directions syndicales, et singulièrement celles de la C.G.T., qui se refusèrent à préparer la grève et s'efforcèrent d'engager les mineurs dans des grèves tournantes tout au cours des mois de janvier et février, lui laissèrent espérer que toutes les conditions étaient requises pour briser les travailleurs de cette corporation. La corporation minière était déjà très durement touchée par la « rationalisation », la liquidation de l'industrie charbonnière : les mineurs voulaient combattre pour tout simplement défendre leur droit au travail, leur droit à la vie. Au-delà des revendications immédiates, tel fût le sens qu'ils donnèrent à leurs actions. Du même coup leur lutte était celle de la classe ouvrière toute entière, que De Gaulle se proposait de laminer, en vue de restructurer le capitalisme français, de l'intégrer plus profondément au marché mondial, de le rendre compétitif. L'occasion lui sembla donc remarquable : briser les mineurs, c'était briser la classe ouvrière toute entière, d'autant plus que le prolétariat minier, dans la tradition des luttes de la classe ouvrière, symbolise les combats acharnés et durs contre l'exploitation capitaliste. Le mercredi 27 février, le ministre de l'Industrie, Bokanovsky convoqua les représentants des organisations syndicales à 19 h 30. Il les reçut un quart d'heure, debout, et opposa un non provocateur aux revendications. La grève ne put plus être différée. De Gaulle signa la réquisition qui enjoignait

aux mineurs de reprendre le travail le lundi 4 mars 1963. jusque dans le détail, l'opération était calculée. Le lundi, seuls travaillent les mineurs de Lorraine, tout le poids de la réquisition portait sur eux. S'ils cédaient, la grève s'effondrait. Considération importante, la population lorraine, donc en grande partie les mineurs, avait voté au mois d'octobre 1962 à 90 % pour De Gaulle. Mais les mineurs de Lorraine ne cédèrent pas. Ensemble, ils firent grève, disant non à la réquisition. Pendant cinq semaines, les mineurs firent grève. Les revendications qu'ils arrachèrent sont faibles en regard de la puissance de la grève et de l'acharnement des mineurs, des sacrifices consentis et surtout de la radicalisation qui se manifestait parmi la classe ouvrière toute entière. Ce fut néanmoins une victoire politique de la classe ouvrière. De Gaulle dut rempocher son ordre de réquisition devant la détermination des mineurs. Il dut renoncer, malgré les dizaines de milliers d'hommes composant les forces répressives massées aux environs des régions minières, à briser par la force la grève. Il craignait qu'explose la grève générale qui était dans l'air. Il manœuvra en retraite, protégé par les appareils syndicaux qui détournèrent la classe ouvrière de la solidarité par l'action, en lui substituant de simples collectes.

Les objectifs du gaullisme

La grève des mineurs conditionna toute la politique ultérieure de de Gaulle et de son régime politique. Elle ne modifia pas ses objectifs et, d'une certaine manière, rendit plus indispensable de les atteindre. Le V^o Plan devint « l'ardente obligation » du gaullisme. il fut ratifié par le Parlement alors qu'aucun des quatre précédents ne le fut. Il codifia les buts que s'assigne le capital financier français, confronté à l'affaiblissement de ses positions coloniales, à la nécessité de s'intégrer plus profondément au Marché Commun, au marché mondial, à la division internationale du travail. Ces grandes lignes étaient parfaitement explicites. Il suffit de rappeler que le déficit de la balance commerciale française est un phénomène chronique, compensé ces dernières années par le rapatriement de capitaux, les investissements de capitaux étrangers en France, la spéculation qui joua jusqu'au début 1968 en faveur du franc. Or, le V^o Plan expliquait :

« L'équilibre de notre balance des paiements avec les pays hors zone franc peut être recherchée sous deux formes différentes. Dans une première solution, un large déficit de la balance des paiements serait compensée par un excédent des mouvements de capitaux publics et privés de l'ordre de 300 millions de dollars ».

Pour atteindre ce simple objectif, il eût fallu que les exportations croissent d'environ 10 % par an. Et surtout que la classe ouvrière ait accepté les « sacrifices nécessaires ». Mais l'objectif qu'aurait du atteindre (la 2^e solution, la seule correspondant aux besoins fondamentaux du capital financier français) le V^o Plan était défini comme suit : « devenir exportateur net de capitaux » ce qui exigerait que « l'excédent des échanges de marchandises puisse atteindre 500 millions de dollars », afin que soit équilibrée la balance des paiements.

« L'ardente obligation du plan » impliquait un bouleversement radical de la structure du capitalisme français, des rapports sociaux en France de 1962 à 1970 : 25 % d'agriculteurs en moins, 37 % de commerçants indépendants en moins, liquidation des industries retardataires, charbons, textiles, etc., d'anciennes régions industrielles comme l'Est et le Nord de la France, rentabilisation des entreprises publiques ou nationalisées - S.N.C.F., houillères, R.A.T.P., EDF., G.D.F.; élimination, concentration, fusion, des entreprises industrielles afin que :

« la plus grande entreprise française de chaque secteur soit en moyenne dix fois plus grande que l'entreprise ou que le secteur d'entreprise qui paraît avoir la taille optimale sur le seul marché français. Les quelques rares entreprises qui ont dépassé ce stade n'auraient besoin de croître que trois à quatre fois, celles qui ne l'ont pas atteint de vingt à trente fois. »

Il ne suffit pas de croître, « il faut éliminer la graisse et ne conserver que le muscle »; les secteurs dits de pointe devaient être favorisés : la construction électrique, mécanique, l'électronique, la chimie ; mais l'effort à entreprendre se mesure lorsque l'on sait que parmi les 100 premières entreprises mondiales figurent seulement trois sociétés françaises Renault, C.P.F. et Rhône-Poulenc - et encore la première française n'est-elle que la 88^e entreprise mondiale.

Cette tentative désespérée de stopper la dégringolade du capital financier français, de lui donner les moyens de se battre sur le marché européen et mondial, exigeait que l'état bourgeois possède les moyens d'imposer une stricte discipline à toutes les couches de la bourgeoisie, à la petite bourgeoisie des villes et des campagnes et y compris à certaines couches du grand capital. Il fallait surtout que la jeunesse et la classe ouvrière soient cadennassées, impuissantes, pieds et poings liés.

Pour ne citer qu'un exemple, l'un des objectif « retenu » par le V^o Plan était de rendre l'industrie sidérurgique compétitive sur le plan international. Lionel Stoleru, déjà cité, se félicite : enfin un secteur où le V^o Plan a donné des résultats concluants, sans qu'ils soient décisifs face à la concurrence internationale.

« Au terme de l'année 1968, c'est-à-dire à mi-chemin du plan professionnel, les progrès réalisés sont considérables. En dépit d'un certain retard pris sur le programme d'investissements, des gains de productivité élevés ont été obtenus, ce qui a pour contre-coup d'arracher les réductions d'effectifs. »

Vient ensuite le communiqué de victoire (le décompte des armes pris à l'ennemi et le nombre de soldats tués) :

« le chiffre de 15 000 licenciements prévus pour la durée du plan est déjà atteint en 1968 et on peut penser que la diminution du personnel ouvrier atteindra 30 000 personnes, soit le quart des effectifs présents en 1966. » (Idem page 114).

La « graisse » est éliminée. Le V^o Plan est la tentative de généraliser à l'ensemble de l'économie les « succès » obtenus dans la sidérurgie. Le rapport Nora et les annexes qui concernent les services publics et les industries nationalisées et émanent de l'élaboration du V^o Plan, soulignent qu'il est indispensable de réduire du quart ou du tiers le personnel de la S.N.C.F., de la R.A.T.P., de liquider en grande partie les houillères, etc. au cours des années à venir.

Il va de soi que l'enseignement, de la maternelle à l'université, la formation professionnelle, devrait être, au même titre que l'industrie, le commerce, l'agriculture, les services publics, « reconverti ». La réforme Fouchet y pourvoya ainsi que la loi sur la formation professionnelle d'octobre 1966. Pierre Doize, au nom du P.C.F., expliquait fort justement à l'Assemblée Nationale :

« Le projet de loi illustre les recommandations du V^o Plan de redistribuer les responsabilités de l'Éducation Nationale et la profession. Il répond au vœux du patronat français en confiant par voie conventionnelle, le sort de

certains de milliers de jeunes de 14 à 17 ans à des grandes entreprises qui leur donneront une formation utilitaire et strictement limitée... Le projet de loi apparaît donc comme un nouvel instrument au service des monopoles en leur permettant de mieux réaliser leurs objectifs dans le domaine de la concentration et de l'exploitation renforcée des travailleurs ».

C'est le moins qu'on en puisse dire. Michel Debré était pour sa part beaucoup plus explicite en présentant la loi au parlement :

« Il faut prévoir, d'une manière institutionnelle, la possibilité d'une coordination et d'une animation. Il faut prévoir aussi ce qu'on appelle la liaison université-industrie, et ce que j'étendrai en disant liaison université-industrie-syndicat, car la formation professionnelle, qui doit s'adapter aux préoccupations économiques et techniques et qui s'applique aux adultes comme aux jeunes, ne peut être traitée comme l'éducation classique de la jeunesse ».

Mais plus loin il souligne :

« Cette loi complète ce que la réforme de l'enseignement a déjà souligné, à savoir la place capitale de l'enseignement technique et de la formation professionnelle dans l'effort de l'état et des groupements ou collectivités associés à l'état ».

Députés du P.C.F. et socialistes s'abstiennent, démontrant qu'ils acceptaient allégrement que l'enseignement et la formation professionnelle soient adaptées aux exigences du V^e Plan : mise à la disposition du patronat d'une main-d'œuvre polyvalente, mobile et déqualifiée, formation maison de cadres techniques.

L'état fort, l'état policier qui corsete la bourgeoisie dans son ensemble, qui soumet toutes les couches sociales, qui tend tous les ressorts de la société au profit exclusif du capital financier, s'impose comme indispensable, en raison de la décrépitude de la bourgeoisie française, de la nécessité de tenter un suprême effort, pour, sinon surmonter, tout au moins limiter la dégringolade de l'impérialisme français. L'équation commune aux pablistes et aux stalinien (capitalisme de monopoles = planification de la production, planification des profits, planification de la croissance des salaires, de l'amélioration des conditions de vie et de travail des travailleurs, mais suppose en compensation la fin de la démocratie parlementaire bourgeoise) est une pure et simple falsification. Le parlementarisme bourgeois a laissé place au bonapartisme, à la tentative de construire l'état fort, en raison de son impuissance à faire prévaloir exclusivement les intérêts du capital financier, de l'impérialisme malade et décadent, au détriment du prolétariat, de la jeunesse, de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, et même d'importantes couches de la bourgeoisie. L'intégration des syndicats à l'état bourgeois est fondamentalement différente de la simple collaboration de classe en ce qu'elle est nécessaire pour transformer les centrales syndicales en courroies de transmission de la politique de l'État bourgeois, qui doit détruire les conquêtes de la classe ouvrière, opérer des coupes sombres dans son pouvoir d'achat, organiser la surexploitation, rejeter des milliers de travailleurs hors du cycle de la production, vouer la jeunesse à la déchéance et au désespoir.

Complémentaire à « l'ardente obligation du plan », au démantèlement de l'éducation nationale et de la formation professionnelle, les ordonnances de l'été 1967 ont un triple objectif : par la création de l'Agence Nationale de l'Emploi, organiser la polyvalence et la mobilité des travailleurs à l'échelle nationale; par la réforme de la Sécurité Sociale, donner au patronat le contrôle des caisses, préparer la mise à la disposition de l'« économie nationale » des réserves, réduire les prestations versées aux travailleurs, détruire le minimum de droit à la santé qu'ils ont conquis; par l'intéressement, mettre en place les éléments de l'« association capital-travail », autrement dit faire participer les travailleurs à leur propre exploitation et prélever sur ce qui devrait normalement s'inclure dans leur salaire des fonds mis à la disposition de leurs exploités.

Ce programme, cohérent du point de vue du capital financier, comprenait une série de mesures politiques indispensables à son application : réforme administrative, institution des CODER, qui font des préfets nommés par l'état les véritables détenteurs du pouvoir sur les plans régionaux et locaux, projet de transformation du Conseil Économique et Social en Sénat corporatif ; commissions au plan qui associent les « forces vives de la nation » à l'élaboration de « l'ardente obligation »; réforme des comités d'entreprises qui donne « des responsabilités aux représentants des syndicats dans la gestion de l'entreprise ». Tout cet édifice participe de la mise en place des structures de l'État corporatif. En haut, l'état qui décide, ensuite des organismes fonctionnant à tous les niveaux et sur tous les plans, de l'entreprise à la région, jusqu'à l'échelle nationale, qui sont composées de membres désignés par l'État et fonctionnant sous le contrôle de ses représentants; dirigeants syndicaux, patronaux, « élites » de toutes sortes. La politique des revenus, dont les commissions Toutée-Grégoire furent les premiers organismes, s'inclut dans cet ensemble : l'état, en ce qui concerne la S.N.C.F., la R.A.T.P., l'E.D.F., le G.D.F., les charbonnages de France, après constatations entre « partenaires sociaux », fixe la masse salariale ; les organisations syndicales en commun avec les directions d'entreprises la répartissent entre les salariés; au moment de la mise en place des commissions Toutée-Grégoire, au lendemain de la grève des mineurs en 1963, il était prévu qu'elles auraient à conclure des « contrats de progrès », qui feraient dépendre les salaires, les conditions de travail, de la productivité, de la réalisation du plan. Le vote en mai 1967 des pouvoirs spéciaux au gouvernement - au-delà de la justification immédiate qui en était donnée - les ordonnances, avait une signification plus générale : l'Assemblée Nationale élue était dessaisie un peu plus encore de ses droits législatifs, au bénéfice du gouvernement et de l'édification de l'État corporatif .

Bien entendu, la mise en place d'une puissante machinerie policière, militaire, aux fins de répression participait de l'« ardente obligation du plan » : réorganisation du Ministère de l'intérieur, quasi suppression de toutes garanties d'indépendance pour les juges du parquet, réforme de la procédure d'instruction (institution du secret), allongement du délai de garde à vue; renforcement de l'appareil policier, C.R.S., gardes mobiles, polices urbaines, polices parallèles; défense en surface du territoire, transformation progressive de l'armée en armée de métier, et jusqu'à l'organisation de la police de la route; commencement de limitation du droit de grève (juillet 1963).

Aux temps, pas si lointains pour qu'ils soient déjà oubliés, où le bonapartisme mettait en place les structures de l'État bourgeois corporatiste et policier, pablistes en tous genres, réformistes, P.S.U., stalinien, ne voyaient aucun inconvénient à la participation des appareils syndicaux aux commissions du Plan, aux CODER, aux commissions Toutée-Grégoire, aux multiples organismes d'intégration des syndicats à l'État bourgeois. Comment et pourquoi s'y seraient-ils opposés, puisqu'aussi bien « objectivement », selon eux, la classe ouvrière en tirait de substantiels avantages : la bourgeoisie « accepte de leur céder un certain nombre d'avantages qu'elle prévoit ». Et cela gracieusement notons-le, par amour de l'humanité puisque « pendant

deux décennies, le centre de gravité de la révolution mondiale s'était déplacé vers les pays coloniaux, la victoire de la révolution chinoise coïncidant avec la défaite de la vague révolutionnaire d'après-guerre en Europe occidentale ».

Partout les mêmes problèmes

De tous les impérialismes européens, l'impérialisme français est sans doute le plus malade, mais tous sont atteints des mêmes maux. Chaque pays a sa propre histoire, ses propres caractéristiques. Les rapports politiques entre les classes qui ont permis au capital financier français de porter au pouvoir de Gaulle, se sont développés de façon différente dans d'autres pays. Il n'en reste pas moins que l'analyse de l'« l'ardente obligation du plan », de la mise en place de l'État bourgeois corporatif et policier en France, éclaire les tendances profondes de la société bourgeoise dominée par le capital financier telles qu'elles se sont affirmées depuis une dizaine d'années. Justement, la crise particulièrement accentuée de l'impérialisme français, le fait que le capital financier put avoir recours à de Gaulle et constituer les structures de l'État bourgeois corporatif et policier dégagent ces tendances profondes communes à tous les impérialismes européens, les soulignent, les mettent en relief.

Tous, à des degrés divers, doivent modifier profondément la structure de leur économie reconstruite après la guerre sur leurs anciennes bases. En Belgique, l'ancien secteur industriel de Wallonie doit pratiquement disparaître. En Allemagne, la vieille Ruhr, fondement de l'industrialisation passée du pays, doit être profondément affectée par la liquidation partielle des charbonnages. En Italie, les vieilles industries de Trieste, de Gênes, de constructions navales et autres, sont également sacrifiées. En Angleterre, les vieilles industries charbonnières et textiles à l'origine de la puissance du capitalisme anglais sont également plus ou moins condamnées. Superficiellement, il peut apparaître qu'après tout il s'agit simplement de passer d'un stade à un autre, de substituer aux anciens fondements de la puissance industrielle de nouveaux fondements : après l'âge du textile, celui du charbon et de l'acier; après l'âge de la machine à vapeur, celui de l'énergie électrique; ensuite vient l'âge de la chimie, de l'énergie d'origine nucléaire, de l'électronique, des ordinateurs, etc. (selon les théories chères à Germain-Mandel et à beaucoup d'autres sur les 2°, 3°, 4° révolutions industrielles). En ce cas, il s'agirait de simples crises d'adaptation et de croissance. Mais il n'en est rien. Pour tous, il s'agit d'éliminer « la graisse et de ne conserver que le muscle »; formule brillante qui exprime une réalité qui l'est moins. Partout se fait pressante la nécessité de devenir concurrentiel dans les secteurs dits de pointe, c'est-à-dire non seulement d'éliminer les secteurs industriels, commerciaux, agricoles, retardataires mais encore de traduire les exigences de la concurrence dans les rapports entre le capital financier et les autres couches sociales, à commencer par ceux avec la classe ouvrière, d'où réformes de l'enseignement, de la formation professionnelle, la déqualification, la mobilité de la main-d'œuvre, la liquidation des conquêtes ouvrières, des droits et garanties acquis par les travailleurs.

L'antagonisme capitaliste Europe-Amérique renaît, qui exacerbe du même coup les antagonismes entre les bourgeoisies européennes, à l'intérieur de chaque bourgeoisie, et les contradictions de classes. La reconstitution de l'économie capitaliste en Europe Occidentale sur les anciennes bases aboutit finalement à renforcer les contradictions de classes. Chaque bourgeoisie est confrontée à la nécessité d'affronter son prolétariat. Au cours des années 60, toutes les bourgeoisies ont cherché les voies et les moyens de ligoter le prolétariat et en fin de compte de le briser.

La venue de de Gaulle au pouvoir en France fut un succès de classe pour toutes les bourgeoisies européennes ainsi que pour l'impérialisme américain. Si de Gaulle était parvenu à ligoter et à briser le prolétariat français, inéluctablement les prolétariats anglais, allemand, belge, italien, espagnol, en eussent subi le contrecoup politique. S'appuyant sur le régime gaulliste, facteur d'ordre en Europe, en tenant compte des conditions politiques de leurs pays, les bourgeoisies anglaise et allemande notamment ont utilisé la politique des revenus, la politique d'intégration des syndicats à l'état bourgeois.

En Angleterre, les « Tories » étaient parfaitement incapable d'imposer directement aux travailleurs la politique des revenus. Au pouvoir depuis 1964, le gouvernement du Labour Party s'y employa. En Allemagne occidentale la soi-disant « cogestion » est déjà une sérieuse entrave à l'indépendance de classe des syndicats. Mais elle ne suffit plus au capitalisme allemand. Le « miracle allemand » participait de la subordination du prolétariat allemand au capital par la méditation du S.P.D. et de la D.G.B. Avant même que se manifestent les premiers symptômes d'essoufflement économique, la bourgeoisie allemande ressentait la nécessité d'aller plus loin que la « cogestion » et de renfoncer, contre la classe ouvrière, le pouvoir central d'État. Tel était l'objet des « lois sur l'état d'urgence » qui renforcèrent les liens de dépendances des organisations syndicales par rapport à l'État bourgeois, et la centralisation de l'État bourgeois en subordonnant plus étroitement les Länder au pouvoir central. Le parti démocrate-chrétien s'est heurté à une forte opposition émanant des syndicats de la D.G.B., qu'il ne put vaincre qu'avec la caution du S.P.D. et la formation du gouvernement de grande coalition Kiesinger-Brandt.

À la suite de l'écrasement de la révolution hongroise, à partir de la venue au pouvoir de de Gaulle en France, les bourgeoisies européennes, pressées par les contradictions renaissantes, organisent la contre-attaque contre le prolétariat. Mais la politique des revenus, les tentatives d'intégration des syndicats à l'état, les tendances à constituer un État fort, s'inscrivent comme des aspects particuliers d'un cours politique de l'impérialisme s'efforçant de reprendre l'initiative politique dans la lutte des classes mondiale, puissamment aidé par la politique de la bureaucratie du Kremlin. L'exemple de l'Allemagne est particulièrement significatif. La social-démocratie allemande (S.P.D.) rejeta, au Congrès de Bad-Godesberg en 1959, toute référence au marxisme et à la lutte des classes et s'affirma comme un parti national allemand. Le lien de cause à effet entre le rejet du marxisme, de la lutte des classes, par le S.P.D. et l'écrasement du mouvement révolutionnaire des travailleurs de l'Est de l'Allemagne en juin 1953, de la révolution hongroise de novembre 1956, de l'octobre polonais de 1956, est évident. La crainte du stalinisme domine le prolétariat allemand depuis 1945 ; le partage de l'Allemagne en deux tranchés dans sa chair vive, l'écrasement par les tanks de la bureaucratie du mouvement révolutionnaire en Allemagne de l'Est, de la révolution hongroise, ne pouvait que renforcer l'emprise de la bureaucratie du S.P.D. sur le prolétariat de l'Ouest de l'Allemagne et favoriser son cours de plus en plus droitier. Une fois de plus le stalinisme méritait bien de l'impérialisme.

Il contribuait efficacement à lui redonner l'initiative dans la lutte des classes mondiales. Et, tandis que, dans les pays capitalistes économiquement développés d'Europe, les bureaucraties réformistes, les appareils staliniens, les appareils des organisations syndicales se couchent devant la bourgeoisie et acceptent de ligoter la classe ouvrière, la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites transmettent la pression de l'impérialisme sur le prolétariat de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est, par le truchement des « réformes » de la planification. Par elles, les prolétariats de ces pays sont menacés des mêmes maux dont sont menacés les prolétariats de l'Europe Occidentale : la « rentabilisation » des entreprises signifie que nombre

d'entre elles, socialement nécessaires, seront liquidées parce que non rentables; la polyvalence et la mobilité de la main-d'œuvre s'imposent; le chômage s'installe, la sélection à l'entrée de l'université est mise en place; la réforme de la formation professionnelle devient nécessaire; les garanties et droits sociaux sont remis en cause. Parce qu'elle est plus avancée qu'ailleurs, les résultats de la réforme de la planification en Yougoslavie montrent clairement vers quoi tendent ces réformes : les chômeurs se comptent par centaines de milliers ; d'autres centaines de milliers de travailleurs sont contraints de s'expatrier pour trouver du travail ; la rentabilisation, l'appel aux capitaux étrangers démantèlent la planification ; le retard économique des régions les plus arriérées s'accroît.

Selon leur méthode bien connue, les renégats de la IV^e Internationale isolent les « faits » les uns des autres, la politique des revenus, les tentatives d'intégration des syndicats à l'État bourgeois, la mise en place de l'État bourgeois fort, d'une analyse d'ensemble. Les années 1960 furent marquées par une offensive générale de l'impérialisme contre les ouvriers et les masses exploitées. Et l'intervention massive de l'impérialisme américain contre les ouvriers et les paysans vietnamiens, les coups d'état militaires fomentés en Indonésie, au Brésil, en Grèce et ailleurs en Afrique et en Amérique latine, font partie d'une même attaque généralisée contre le prolétariat mondial, indissociable des tentatives d'instaurer en Europe des états forts, d'intégrer les syndicats à l'État bourgeois, et de la pénétration du capital en U.R.S.S. et en Europe de l'Est, favorisé par les « réformes économiques ».

« Auto-réforme » de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites ?

Après qu'ils aient caractérisé la politique des revenus, les tentatives d'intégration des syndicats à l'État bourgeois, le recours au pouvoir fort, comme expressions du besoin de la bourgeoisie de planifier la croissance des salaires et l'amélioration des conditions de travail, il n'est pas étonnant que les renégats de la IV^e Internationale voient d'une façon très particulière les attaques des bureaucraties parasitaires contre le prolétariat et les mouvements révolutionnaires qui se sont développés en Europe de l'Est :

« Avant de dire quelques mots sur la nature et le sens des réformes économiques proposées par Ota Sik, il nous faut signaler un point important : au niveau politique la Tchécoslovaquie n'avait pas connu le XX^e Congrès et donc les aspects les plus hideux du stalinisme y subsistaient. En Pologne et en Hongrie le mouvement révolutionnaire des masses de 1956 a permis la disparition des formes disons les plus choquantes de la domination stalinienne » (souligné par moi). (L'intervention en Tchécoslovaquie, pourquoi ? Cahiers rouges N° 5, page 18).

Ils ajoutent en note en bas de page :

« Une question simple à laquelle les staliniens n'ont jamais été capables de répondre est la suivante : vous dites qu'en Hongrie, en 1956, c'était la contre-révolution ; soit, mais vous dites aussi - maintenant - que la clique Rakosi-Geroe faisait régner une véritable terreur policière sur l'ensemble de la société. Existait-il un autre moyen que l'insurrection armée pour mettre ces individus hors d'état de nuire ? Y avait-il des possibilités réelles, par le jeu démocratique, d'y arriver ?

On touche là un point essentiel, que l'affaire Tchécoslovaquie révélera : l'incapacité de la bureaucratie des démocraties populaires à l'auto-réforme, dans un sens qui lui serait pourtant historiquement plus favorable, sans mobilisation des masses. »

Souvenons-nous qu'en 1956, à propos du mouvement révolutionnaire en Pologne, comparé à la révolution hongroise, les renégats de la IV^e Internationale écrivaient :

« En Pologne, grâce au rôle de direction qu'a pu jouer le Parti Ouvrier (le parti stalinien) conquis, transmuté par la tendance Gomulka - expression elle-même, certes déformée, de la vraie tendance des masses, mais tendance centrisme évoluant tout de même à gauche - la révolution politique des masses contre le régime bureaucratique a pu faire l'économie d'un errement dans l'incertitude et la confusion, éviter les dangers inhérents à une telle situation. » (Quatrième Internationale, Vol. 14, N° 10-12, décembre 1956, page 6).

Par contre :

« En Hongrie, l'absence de toute direction politique centralisée et tant soit peu claire a provoqué au contraire, à partir d'un certain moment, exactement ces défauts et ces dangers.

Le manque de direction révolutionnaire consciente ayant des racines parmi les masses a fait que la situation révolutionnaire exceptionnellement favorable des premiers jours, avec partout la création de comités dominés par le courant prolétarien, n'a pu être exploitée afin d'asseoir sur eux tout le pouvoir, et de définir un programme de politique extérieure qui serait sinon acceptable du moins difficile à combattre par le Kremlin.

Au contraire nous avons vu les éléments disparates du gouvernement Nagy, dont une bonne partie étaient des éléments éduqués dans la confusion et l'opportunisme stalinien, hésiter, abandonner successivement leur politique antérieure, élargir la démocratisation dans tous les sens, donner des prétextes au Kremlin, sinon l'alarmer effectivement.

Débordé, le gouvernement Nagy a commencé à manœuvrer au dehors du camp de classe, sans avoir essayé au contraire de manœuvrer face au Kremlin, à l'intérieur de ce camp...

Une véritable direction révolutionnaire qui aurait fait appel aux comités et aux courants prolétariens des masses avec sincérité, avec audace aussi, aurait pu les convaincre de comprendre les limites de classe de la démocratisation et la nécessité de l'alliance sur un pied d'égalité avec l'U.R.S.S. » (Idem pages 6 et 7).

Les apologistes de Gomulka condamnent Imre Nagy ; tout est en ordre. Selon eux, Gomulka qui agissait au compte des intérêts de la bureaucratie pour contenir et dévier le mouvement des masses devait être soutenu, il était « dans leur camp de classe » ; par contre Imre Nagy qui avait résolument rompu avec la bureaucratie et s'était mis au service du prolétariat, même si c'est avec confusion, et qui paya de sa vie cette prise de position, se situait en dehors de « leur camp de classe ».

Tout est bien clair, les bureaucraties satellites et évidemment bien sûr la bureaucratie du Kremlin, ont le présent besoin « historique » de « s'auto-réformer », mais elles sont incapables de le faire par elles-mêmes. Les bureaucraties parasitaires ont besoin de la mobilisation des masses pour s'auto-réformer dans un sens qui leur soit historiquement favorable. La tâche est alors, qu'on l'avoue ou non, d'obtenir cette « auto-réforme » de la bureaucratie, et les limites des mouvements révolutionnaires sont du même coup toutes tracées. Elles sont celles que, par exemple, en Pologne, Gomulka parvint à fixer. Elles sont celles que, après l'intervention militaire de la bureaucratie du Kremlin, Kadar imposa en Hongrie. Une première idée, qui est une constante du révisionnisme, qu'il soit celui des renégats à la IV^e Internationale ou de tout autre courant, se dégage : la pérennité des bureaucraties parasitaires.

« La mobilisation révolutionnaire des masses » féconde la bureaucratie, lui permet de dépasser les limites qu'elle serait incapable de dépasser de son propre mouvement. Elle est un élément de la « démocratisation ». D'ailleurs « historiquement, l'hégémonie de la bureaucratie provient d'une délégation du pouvoir de la classe ouvrière à une couche de « professionnels du pouvoir ». C'est donc une forme de la division du travail. Sous cet aspect une certaine forme de bureaucratisme est inévitable.

Mais en U.R.S.S., la forme extrême du stalinisme, la bureaucratie s'est détachée du prolétariat, pour défendre les siens propres. Si nous appelons l'U.R.S.S. état ouvrier, c'est parce que le groupe qui détient le pouvoir en U.R.S.S. l'exerce sur la base des rapports de production instaurés en Octobre 1917 et que sa survie est liée au maintien de ces rapports. » (L'intervention en Tchécoslovaquie, pourquoi ? Cahiers rouges, N° 5, page 12).

Les bureaucraties parasitaires contre la classe ouvrière

Certes la division du travail s'impose à la classe ouvrière. Classe la plus homogène de la société bourgeoise, elle est néanmoins hétérogène, divisée en couches. Sans organisation, elle est fragmentée, brisée en une poussière d'individus qui subissent l'idéologie bourgeoise et ses formes diverses. Les organisations qu'elle constitue, les partis ouvriers qui se construisent, ne la regroupent pas dans son ensemble. Tout en combattant la société bourgeoise, ils sont eux-mêmes conditionnés par cette société qu'ils combattent. D'une certaine façon ils manifestent la division du travail de la société bourgeoise, dans le combat contre la société bourgeoise.

L'Etat ouvrier (Etat bourgeois sans bourgeoisie) exprime la survivance de la division du travail bourgeois, principalement entre travail manuel et intellectuel, aux lendemains mêmes de la prise du pouvoir par le prolétariat. De là les pablistes renégats de la IV^e Internationale déduisent, comme tous les laudateurs de la bureaucratie et singulièrement de la bureaucratie du Kremlin, que : « historiquement la bureaucratie provient d'une délégation du pouvoir de la classe ouvrière à une couche de professionnels du pouvoir ». La logique formelle est appelée à la rescousse afin de « justifier » la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites. Nous sommes tous fils d'Adam et Eve, c'est bien connu, donc nous sommes tous frères et sœurs en même temps que marqués du péché originel.

C'est exactement le contraire. En même temps que la nécessité du parti s'impose parce que toute la classe ne peut s'élever d'un seul coup à la compréhension des tâches historiques du prolétariat en raison de la division du travail bourgeoise, de la parcellisation de la classe, de son rejet général de la culture, le parti est la négation de la division du travail bourgeoise ; il unifie théorie et pratique et tend à fusionner en un corps collectif ses membres. Son but est de surmonter la parcellisation de la classe, de l'unifier et de la hisser dans son ensemble, à partir de la lutte, à la compréhension et à la hauteur de ses tâches historiques. La finalité du parti, c'est, en fin de compte, sa propre disparition. De même, l'Etat ouvrier comme Etat bourgeois sans bourgeoisie, exprime la division du travail héritée de la société bourgeoise et comme Etat ouvrier vise à la résorption et à la disparition de l'Etat et de la division entre travail manuel et intellectuel. Il tend à substituer à l'administration des hommes l'administration des choses.

« Historiquement », la bureaucratie provient de la rupture entre les « professionnels du pouvoir » et le prolétariat et non d'une « délégation de pouvoir donnée par la classe ouvrière à une couche de « professionnels du pouvoir ». La bureaucratie n'est pas le mandataire de la classe ouvrière, mais son propre mandataire. Elle plonge ses racines dans la classe ouvrière et elle combat la classe ouvrière. Elle prend conscience d'elle-même, de ses intérêts spécifiques, au cours du combat qu'elle livre contre la classe ouvrière et ses intérêts historiques. La conception pabliste des renégats de la IV^e Internationale relève d'un vulgaire évolutionnisme comme toutes celles des laudateurs de la bureaucratie du Kremlin. Elle escamote la contre-révolution politique au cours de laquelle la bureaucratie du Kremlin s'empara, en chassant la classe ouvrière, du pouvoir politique : contre-révolution violente et sanglante, qui s'étendit de 1923-24 aux procès de Moscou, détruisit le parti bolchévique, exigea la liquidation physique de centaines de milliers de militants du parti de Lénine et Trotsky. L'Etat en U.R.S.S. n'est pas un « état ouvrier » mais un état ouvrier dégénéré. Trotsky expliqua très clairement l'étendue et les limites de la contre-révolution :

« En tant que force politique consciente, la bureaucratie a trahi la révolution. Mais la révolution, fort heureusement, n'est pas seulement un programme, un drapeau, un ensemble d'institutions politiques, c'est aussi un système de rapports sociaux. Il ne suffit pas de la trahir, il faut la renverser. Ses dirigeants ont trahi la révolution d'Octobre, mais ne l'ont pas encore renversée. La révolution a une grande capacité de résistance qui coïncide avec les nouveaux rapports de propriété, avec la force vive du prolétariat, avec la conscience de ses meilleurs éléments, avec la situation sans issue du capitalisme mondial, avec l'inévitabilité de la révolution mondiale. »

La bureaucratie du Kremlin a, jusqu'à présent, été incapable de pousser jusqu'à son terme la contre-révolution. Mais cela n'a pas dépendu d'elle. Si elle plonge ses racines dans la classe ouvrière, elle n'en est pas moins hétérogène. L'aspiration à donner à ses privilèges des bases beaucoup plus solides que la simple détention du pouvoir politique se développe et se manifeste constamment en son sein ; c'est-à-dire, la tendance à transformer les rapports de propriété. L'obstacle majeur ne vient pas des couches inférieures de la bureaucratie, mais de la classe ouvrière. Il est vrai que la transformation des rapports de propriété implique l'éclatement en leurs composantes de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites. Mais là n'est pas l'essentiel : il faudrait vaincre la force vive du prolétariat, alors que l'éclatement en ses composantes de la bureaucratie du Kremlin romprait le carcan qui jugule la classe ouvrière et libérerait ses forces vives. L'escroc Mandel tente d'utiliser Trotsky contre Trotsky. Il écrit : « La politique globale de la bureaucratie peut être caractérisée comme l'a fait Trotsky,

par la notion de centrisme bureaucratique ». Il « oublie » (encore un trou de mémoire, conséquence peut-être de joies abusives) que Trotsky donna cette définition de la bureaucratie en 1928-29. Ensuite Trotsky caractérisa l'I.C. et la bureaucratie du Kremlin comme étant définitivement passées du côté du maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale. Enfin écrivant « La révolution trahie », il souligna que la bureaucratie du Kremlin n'est pas une couche sociale figée. N'étant pas une classe sociale, mais une excroissance parasitaire, son évolution dépend du cours de la lutte des classes mondiale, U.R.S.S. comprise, dans laquelle elle-même intervient. Dire que les deux facteurs qui caractérisent la bureaucratie sont ;

« 1° Son attachement à un mode de production et à une société qui ne sont pas capitalistes et qui sont historiquement en opposition radicale avec le capitalisme... L'attitude économique de la caste bureaucratique n'est pas dictée par la loi du profit maximum ou de l'accumulation du capital, mais par d'autres motivations caractéristiques de sa fonction dans la production... »

2° Son conservatisme social fondamental. (qui) est caractérisé par son désir de maintenir le statu-quo à l'échelle internationale et de freiner ou de combattre l'extension de la révolution mondiale. » (De la bureaucratie, p. 3 9).

C'est en faire un corps homogène, dessécher la réalité qui n'a pas cette belle ordonnance logique, et introduire une méthode et des notions étrangères au marxisme. Une classe sociale se définit précisément par « sa fonction dans la production ». Quelle est donc « la fonction dans la production » de la bureaucratie ? Si elle en a une, il faut la caractériser comme une classe sociale. La bureaucratie comme couche sociale n'est à aucun titre, et à aucun moment, un agent nécessaire de la production, ses fonctions sont totalement parasitaires. Elle tire ses privilèges du monopole de pouvoir politique qu'elle détient. En lui attribuant une « fonction dans la production » Mandel lui donne un rôle nécessaire. On retrouve ici l'idée que la bureaucratie est au fond « historiquement » « une délégation de pouvoir donnée par la classe ouvrière à une couche de professionnels du pouvoir », d'où procède cette autre idée de la pérennité de la bureaucratie et enfin celle des limites obligatoires des mouvements révolutionnaires dans les pays de l'Europe de l'Est et en U.R.S.S. : la réforme de la bureaucratie.

Qui défend, qui attaque les conquêtes d'Octobre ?

Quoi qu'en prétende Germain, la bureaucratie comme telle n'est pas globalement plus cultivée, plus intelligente que n'étaient les rustres bureaucratiques du stalinisme sous Staline, ni plus attachée au mode de production social issu de la révolution d'Octobre. En son sein se réfracte la lutte des classes et se développent des tendances fondamentalement opposées. C'est de la bureaucratie que surgissent les tendances restaurationnistes. A l'inverse existent également en son sein des tendances qui sont sensibles aux aspirations et aux besoins de la classe ouvrière. Le corset de fer de l'appareil comprime les forces centrifuges de la bureaucratie. L'épuration, la répression sont indispensables au maintien de l'équilibre entre les différentes composantes de la bureaucratie. Le rôle politique du P.C.U.S. correspond à cette nécessité et c'est pourquoi son fonctionnement est rigide, monolithique ; sinon, il éclaterait. Mais encore une fois, bien que chassée du pouvoir politique, la force sociale qui défend corps et âmes les rapports sociaux de production nés d'Octobre, qui a contraint la bureaucratie à les étendre à l'Europe de l'Est, c'est la classe ouvrière, la puissance fantastique qu'elle représente et qui surgirait inéluctablement si la bureaucratie éclatait en ses composantes. Elle oblige la bureaucratie du Kremlin à les respecter jusqu'à un certain point.

C'est cette puissance de la classe ouvrière, la crainte d'avoir à l'affronter qui obligea l'appareil stalinien au grand tournant des années 1928-29, après des hésitations, et qui l'a contraint à s'orienter vers l'industrialisation à outrance. Ce sont des profondeurs de la classe ouvrière et de la paysannerie kolkosienne que surgirent les forces qui devaient avoir raison de l'impérialisme allemand. C'est encore la possibilité d'ouvrir la porte à la pénétration des capitaux et des marchandises de l'impérialisme sans avoir à se heurter au prolétariat soviétique qui contraignit la bureaucratie du Kremlin à faire face, à sa manière, à l'impérialisme américain au lendemain de la deuxième guerre mondiale.

Les rapports entre la classe ouvrière soviétique et la bureaucratie du Kremlin sont ambigus. La classe ouvrière subit la bureaucratie parasitaire faute d'avoir trouvé les ressources et les moyens politiques de la renverser. Mais la bureaucratie du Kremlin est l'agent de la bourgeoisie au sein de l'Etat ouvrier :

« Admettons cependant que ni le parti révolutionnaire, ni le parti contre-révolutionnaire ne s'emparent du pouvoir. La bureaucratie demeure à la tête de l'Etat. L'évolution des rapports sociaux ne cesse pas. On ne peut certes pas penser que la bureaucratie abdiquera en faveur de l'égalité socialiste. Dès maintenant elle a du, malgré les inconvenients évidents de cette opération, rétablir les grades et les décorations ; il faudra inéluctablement qu'elle cherche appui par la suite dans les rapports de propriété. On objectera peut-être que peu importe au gros fonctionnaire les formes de propriété dont il tire ses revenus. C'est ignorer l'instabilité des droits du bureaucrate et les problèmes de sa descendance. Le culte tout récent de la famille soviétique n'est pas tombé du ciel. Les privilèges que l'on ne peut léguer à ses enfants perdent la moitié de leur valeur. Or, le droit de tester est inséparable du droit de propriété. Il ne suffit pas d'être directeur du trust, il faut être actionnaire. La victoire de la bureaucratie dans ce secteur décisif en ferait une nouvelle classe possédante. » (L. Trotsky : La révolution trahie, pages 286-287, éd. B. Grasset).

Sans doute, s'exclameront les renégats de la IV^e Internationale, et tout le cortège des adulateurs d'une bureaucratie civilisée, humanisée, intelligente, avec laquelle un Germain-Mandel pourrait disserter finement, mais Trotsky écrivait ces lignes en 1935, il y a 35 ans, et pourtant les rapports sociaux de production nés de la révolution d'Octobre non seulement n'ont pas été renversés en U.R.S.S., mais encore ils ont été étendus à l'Europe de l'Est, sans même parler de la Chine ; n'est-ce pas la preuve de « l'attachement (de la bureaucratie) à un mode de production et à une société qui ne sont pas capitalistes ». Une fois de plus, ils démontreront aussi combien ils sont éloignés du marxisme, du matérialisme dialectique. Ils font évoluer dans le vide, en soi, la bureaucratie du Kremlin (et les bureaucraties satellites). La bureaucratie du Kremlin (et les bureaucraties satellites) :

« continuent à défendre la propriété étagée par crainte du prolétariat. Cette crainte salutaire est entretenue par le parti illégal des bolcheviks-léninistes, qui est l'expression consciente du courant socialiste contre l'esprit de réaction bourgeoise dont est profondément pénétrée la bureaucratie thermidorienne. » (Idem page 284).

La politique et l'évolution propre de la bureaucratie du Kremlin procèdent des rapports entre les classes à l'échelle internationale et nationale. Bien qu'elle incarne « l'esprit de réaction bourgeoise », la bureaucratie du Kremlin a défendu

l'U.R.S.S. contre l'impérialisme allemand. Mais dans la guerre comme dans la paix, « l'esprit de réaction bourgeoise » de la bureaucratie du Kremlin se manifeste : appel aux valeurs bourgeoises ; guerre conduite au nom de « la défense de la démocratie », du chauvinisme (« il n'est de bons allemands que ceux qui sont morts ». écrivait Ilya Ehrenbourg) ; appel aux souvenirs des grands ancêtres de la « Sainte Russie » de Souvarof à Koutouzov ; du sein de la bureaucratie surgirent les Vlassov, tout prêts à devenir les Quisling russes de l'impérialisme; facilités accordées aux tendances pro-bourgeoises dans l'économie, en ce qui concerne l'agriculture et le commerce de détail, qui permit l'apparition de « millionnaires » ; dissolution de l'Internationale Communiste, et alignement total des P.C. des « pays démocratiques » derrière leurs bourgeoisies ; tendances profondes au sein de la bureaucratie à nouer des liens non seulement politiques, mais économiques avec l'impérialisme, afin d'associer l'impérialisme américain à la « reconstruction » de l'U.R.S.S. dévastée par la guerre. Au cours des premiers mois de la guerre, la bureaucratie était paniquée, en pleine décomposition, des couches importantes étaient prêtes aux pires abandons. La classe ouvrière et la paysannerie kolkhozienne furent les forces sociales qui contraignirent la bureaucratie à organiser la défense et la contre-offensive. La crainte que ne surgissent des profondeurs du prolétariat russe, des traditions encore vivantes de l'armée rouge, de la révolution, du parti de Lénine et de Trotsky, les forces organisatrices et dirigeantes, qui eussent poursuivi la guerre contre l'impérialisme allemand au cas où la bureaucratie eût capitulé, furent des éléments décisifs qui aiguillonnèrent la bureaucratie. L'assassinat de Trotsky, à la veille de la guerre, par Staline, fut un acte de « sage précaution » de la bureaucratie. Elle redoutait instinctivement la crise, ne laissant d'autre recours, au cas de guerre catastrophique, que l'appel par les couches mêmes de la bureaucratie liées au prolétariat soviétique décidé à combattre jusqu'à la mort, au fondateur de l'Armée rouge, symbole encore vivant de la révolution d'Octobre.

Les pablistes renégats à la IV^e Internationale et les « critiques » de gauche de la bureaucratie du Kremlin substituent, aux rapports politiques entre la bureaucratie et la classe ouvrière, la notion d'une « double nature » de celle-ci, à la place de la contradiction qu'explique en toute clarté Trotsky :

« La bureaucratie soviétique a politiquement exproprié le prolétariat pour défendre par ses propres méthodes les conquêtes sociales du prolétariat. Mais le fait même qu'elle s'est appropriée le pouvoir dans un pays où les moyens de production les plus importants appartiennent à l'Etat crée entre elle et les richesses de la nation des rapports entièrement nouveaux. Les moyens de production appartiennent à l'Etat. L'Etat « appartient » en quelque sorte à la bureaucratie. Si ces rapports, encore tout à fait récents, se stabilisaient, se légalisaient, devenaient normaux sans résistance ou contre la résistance des travailleurs, ils finiraient par la liquidation complète des conquêtes de la révolution prolétarienne. Mais cette hypothèse est encore prématurée. Le prolétariat n'a pas encore dit son dernier mot. La bureaucratie n'a pas encore créé de base sociale à sa domination, sous la forme de conditions particulières de propriété. Elle est obligée de défendre la propriété de l'Etat, source de son pouvoir et de ses revenus. Par cet aspect de cette activité, elle demeure l'instrument de la dictature du prolétariat. » (Idem page 282).

La bureaucratie n'a pas eu, jusqu'à présent, la force politique de transformer les rapports de propriété et de se transformer de couche sociale en classe sociale ; le mérite ne lui en revient pas, il revient au prolétariat soviétique. Faute d'avoir pu le faire, il lui faut gérer la propriété d'Etat source de son pouvoir et de ses revenus. Elle maintient le statu-quo en U.R.S.S., elle aspire au statu-quo dans le monde faute de pouvoir les modifier sans affronter le prolétariat. Au lendemain de la guerre, la bureaucratie du Kremlin est parvenue au sommet de sa puissance politique, mais, toujours à partir de rapports politiques déterminés avec le prolétariat de l'U.R.S.S. et le prolétariat mondial. Les impérialismes européens en pleine décomposition, les états bourgeois et l'économie capitaliste d'Europe ravagés, la bureaucratie du Kremlin utilisa sa puissance politique au service de l'impérialisme, de la reconstruction des états bourgeois et de l'économie capitaliste en Europe. Elle tenta même de reconstituer les états bourgeois démantelés de l'Europe de l'Est, tout en les contrôlant. Cependant, bien que cette activité contre-révolutionnaire corresponde à ses tendances profondes, elle dut la mener au nom de la révolution russe, au nom du prolétariat soviétique et de sa victoire sur l'impérialisme allemand, source de prestige usurpé de la bureaucratie du Kremlin. Epuisé par 20 millions de morts, le prolétariat de l'U.R.S.S. restait quand même le garant des conquêtes de la révolution en U.R.S.S., et la bureaucratie devait se limiter à en rester la gestionnaire, grâce au monopole du pouvoir politique qu'elle détient au sein de l'Etat ouvrier dégénéré, sans réaliser ses tendances profondes. A nouveau, elle dut s'engager dans un cours qu'elle n'avait ni prévu, ni voulu, lorsque le dilemme s'est posé : ou laisser se reconstruire, sous l'impulsion de l'impérialisme américain, les états bourgeois et l'économie capitaliste en Europe de l'Est, notamment dans le cadre du plan Marshall, et laisser ouvertes ces voies de pénétration de l'impérialisme vers l'U.R.S.S., ou transformer les rapports sociaux de production en les alignant sur ceux de l'U.R.S.S. ; ou engager la guerre civile contre le prolétariat de l'U.R.S.S., briser son appareil contre-révolutionnaire international, rompre avec le prolétariat mondial, et se désagréger elle-même en ses composantes, ou procéder à la transformation des rapports de production dans les pays de l'Europe de l'Est, en utilisant sa puissance politique, par un appel contrôlé aux prolétariats de ces pays, pour ensuite réprimer avec d'autant plus de brutalité toute velléité d'indépendance à son égard. Compte tenu des rapports politiques entre le prolétariat d'U.R.S.S. et les prolétariats d'Europe de l'Est, le prolétariat mondial et la bureaucratie du Kremlin, compte-tenu de la déliquescence des bourgeoisies européennes, des rapports politiques entre l'impérialisme mondial et la bureaucratie du Kremlin, à ce moment, elle dut avoir recours à la seconde solution : « par cet aspect, elle demeurait l'instrument de la dictature du prolétariat » en U.R.S.S. et de l'édification d'états ouvriers déformés en Europe de l'Est. La modification du statu-quo, au détriment de l'impérialisme et à l'avantage du prolétariat, résultait de la force du prolétariat et de ses aspirations, de la crise de l'impérialisme, et singulièrement des bourgeoisies et impérialismes eux-mêmes. La bureaucratie du Kremlin se servait de sa puissance politique pour déformer et contenir la vague révolutionnaire. La dictature bonapartiste étendait à l'Europe de l'Est les méthodes répressives les plus barbares utilisées en U.R.S.S. au cours des années 30, et les reprenait en U.R.S.S. afin de contenir les forces centrifuges au sein de la bureaucratie du Kremlin. Elle acceptait d'engager la course aux armements, la guerre froide avec l'impérialisme, tout autant afin de défendre l'U.R.S.S. contre l'impérialisme, que comme méthode destinée à corseter, en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est, le prolétariat et les forces centrifuges de la bureaucratie.

Thermidor bourgeois et thermidor soviétique

Lorsque, à propos de la bureaucratie du Kremlin, les termes « thermidor » ou « bonapartisme » sont utilisés, il s'agit d'une comparaison avec les processus politiques qui ont suivi la révolution bourgeoise la plus pure, la plus radicale ; la révolution

française. La révolution bourgeoise était nécessaire afin de balayer les restants de féodalité, le pouvoir politique de l'aristocratie devenue totalement parasitaire, et instaurer le pouvoir politique de la bourgeoisie, en harmonie avec le mode de production bourgeois qui était déjà le mode de production dominant, dès avant la révolution, et qui se développait de son propre mouvement. La révolution française alla extrêmement loin et fut très profonde. En 1793, la démocratie plébéienne extirpa jusqu'aux racines du pouvoir politique de l'autocratie, mais, ayant profondément labouré le terrain politique, elle allait trop loin du point de vue des rapports sociaux bourgeois. La réaction thermidorienne et bonapartiste ne devint pas moins nécessaire à la bourgeoisie que ne l'avait été la révolution. Le bonapartisme, même s'il élevait l'Etat bourgeois au-dessus de la classe bourgeoise, garantissait les rapports de propriété bourgeois. Il en élaborait les normes juridiques, le code napoléonien. La bureaucratie d'Etat, l'armée, l'intelligentsia, la police, les juges, les avocats, sont des composantes de la division du travail et de l'ordre bourgeois, conformes à leur nature ; ils ne proviennent pas d'une phase transitoire de cette société. L'enrichissement, les prébendes de la nouvelle couche à la tête de l'Etat, l'intégraient à la bourgeoisie, à son mode de production, comme élément du système social et politique issu de la révolution. La révolution de 1789-93 et la contre-révolution thermidorienne et bonapartiste se complétaient du point de vue du système social et de l'ordre bourgeois.

La comparaison entre le thermidor et le bonapartisme bourgeois et le thermidor et le bonapartisme soviétique est légitime, pour autant qu'elle permet de saisir qu'il s'agit de la réaction après la révolution, qu'elle illustre que l'Etat et les organismes dirigeants s'élèvent au-dessus de la classe sociale qui a fondé le nouvel ordre social et politique, et que se forme une couche sociale qui a ses intérêts spécifiques. Mais là doit s'arrêter la comparaison. Le mode de production capitaliste se développe à l'intérieur même de l'ancien mode de production féodal, automatiquement. Si les bases objectives du mode de production qui s'établit au lendemain de la révolution prolétarienne résultent du mode de production capitaliste à un certain stade de son développement (socialisation de la production), ce nouveau mode de production ne prend naissance qu'après la prise du pouvoir, lorsque l'Etat ouvrier exproprie la bourgeoisie, s'approprie les principaux moyens de production et d'échange. Il n'est pas d'emblée « socialiste » quoiqu'il doive conduire au socialisme. Il est transitoire et recèle de nombreuses contradictions :

« La prédominance des tendances socialistes sur les tendances petites-bourgeoises est assurée non par l'automatisme économique nous en sommes encore loin - mais par la puissance politique de la dictature. Le caractère de l'économie dépend entièrement de celui du pouvoir. La chute du régime soviétique amènerait celle de l'économie planifiée, et dès lors la liquidation de l'économie étatisée. » (idem, page 283).

Par son thermidor, la bureaucratie du Kremlin s'est affirmée comme couche sociale spécifique en s'appropriant l'Etat ouvrier comme dit Trotsky. Tout en s'incorporant les débris des anciennes classes sociales, de l'ancien personnel dirigeant, elle a chassé du pouvoir politique la classe ouvrière. Ses racines continuent à plonger dans la classe ouvrière, et pourtant elle s'est détachée de la classe ouvrière, elle forme une couche sociale petite-bourgeoise antagoniste au prolétariat. Alors que le thermidor des bourgeois allait dans le sens des intérêts fondamentaux et historiques de la bourgeoisie, au profit de laquelle la révolution s'était faite, alors que les « bureaucrates » de l'« appareil » thermidorien et bonapartiste de la révolution bourgeoise trouvaient dans le mode de production les moyens de perpétuer les positions acquises, de s'intégrer au système social, de devenir de grands bourgeois, d'acquérir biens, propriétés, fortunes, pour eux-mêmes et pour leur descendance, la bureaucratie du Kremlin s'est dressée contre la classe qui a fait la révolution et au profit de laquelle elle fut faite. Le thermidor soviétique est le commencement, le premier pas d'une contre-révolution bourgeoise à l'intérieur de l'Etat ouvrier, que les rapports entre les classes en U.R.S.S. et à l'échelle mondiale n'a pas permis d'achever par la transformation des rapports de production, le retour à l'appropriation privée des moyens de production. La bureaucratie est contrainte d'exploiter l'Etat ouvrier déformé et de défendre la source de ses privilèges, faute de mieux. Elle redoute même l'intervention de l'impérialisme et sa pénétration en U.R.S.S. et en Europe de l'Est, car si de puissantes tendances la poussent au retour à l'appropriation privée de moyens de production, c'est à son propre compte qu'elle tend à y parvenir. Entre les classes, entre les différentes tendances de la bureaucratie, s'impose le bonapartisme et ses méthodes, qui interdit toute expression politique indépendante, toute forme politique organisée. Inéluctablement, cet équilibre se rompra. Il a commencé à se désagréger alors que la bureaucratie était au sommet de sa puissance politique. La révolution en Yougoslavie, la prise du pouvoir par le Parti communiste yougoslave, eurent lieu contre la volonté de Staline et de la bureaucratie du Kremlin : une première rupture se produisit dans l'appareil international du stalinisme. Puis la révolution chinoise prenait le pouvoir contre la volonté de Staline et de la bureaucratie du Kremlin ; une deuxième rupture se produisit dans l'appareil international du stalinisme. L'appareil international du stalinisme, sa puissance et son monolithisme ne sont pas un luxe que s'offrirait la bureaucratie du Kremlin, ils lui sont indispensables comme garantie contre la révolution sociale qui détruirait l'équilibre entre les classes à l'échelle mondiale, comme garantie qui contient le prolétariat soviétique. En retour, le contrôle de cet appareil international sur des secteurs décisifs du prolétariat mondial, impose à la bureaucratie du Kremlin certaines limites : il lui faut apparaître comme l'héritière d'Octobre. La bureaucratie du Kremlin ne sacrifie, à l'occasion, une partie de son appareil international qu'à la bourgeoisie : ainsi en Allemagne en 1933.

La conjonction de la guerre froide, des efforts de l'impérialisme en vue de limiter la désagrégation du système impérialiste et le reconstruire, et de la politique de Staline défendant l'U.R.S.S. « selon ses méthodes », intervenant alors que la vague révolutionnaire, née de la guerre, a simplement été limitée et contenue, a avivé les contradictions de classes dans les pays capitalistes et tendu à les rompre, ainsi que les contradictions internes de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international. L'appareil du Kremlin fissuré, ses prolongements internationaux ont commencé à craquer en leurs points faibles : en Allemagne de l'Est, en Pologne et en Hongrie en octobre-novembre 1956, le prolétariat s'est mis en mouvement et a entamé le processus de la révolution politique. Mais si l'on restitue ces mouvements, et la grève générale d'août 1953 en France, dans le cours de l'histoire, il apparaît immédiatement que la révolution sociale en Europe, contenue et limitée par la force politique de l'appareil international du stalinisme et la puissance économique de l'impérialisme américain, reprenait son cours, en se nouant à la révolution politique contre la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites. Il devient évident que la révolution socialiste qui mûrit en Europe est un seul et même processus politique, aux aspects divers mais unifiés : révolution sociale et révolution politique.

L'évolutionnisme « réformateur »

En raisonnant en vulgaires évolutionnistes, les renégats à la IV^e Internationale, leurs co-penseurs et rivaux en la matière, estiment que, de toute façon, richement dotée par la nature d'une double nature, la bureaucratie du Kremlin continue -

néanmoins et sans plus - à défendre à sa manière les rapports de production nés d'Octobre, qu'elle s'en tient au « statu-quo » et d'autant plus que le prolétariat démontre sa puissance en Europe occidentale et orientale, en U.R.S.S. C'est ignorer la dialectique de la lutte des classes. Si, ainsi que Marx l'explique, la révolution a souvent besoin de l'aiguillon de la contre-révolution, la révolution aiguillonne la contre-révolution. Tous les réformistes sont de vulgaires évolutionnistes; ils supposent que de conquêtes en conquêtes, la classe ouvrière affaiblit progressivement la bourgeoisie, qu'elle élargit la démocratie politique en « démocratie sociale » jusqu'au jour où s'opère « la transformation de quantité en qualité » : un dernier coup de pouce et la société - la veille encore bourgeoise - devient un beau matin socialiste. De même, la crise de la bureaucratie stalinienne renforce le prolétariat de l'U.R.S.S. qui, dans un processus finalement pacifique, « récupérera » les conquêtes d'Octobre. Ainsi, Janus-Germain-Mandel (toujours lui) « théorise » l'affaire :

« Seule une révolution politique peut renverser le pouvoir de la bureaucratie au profit du prolétariat. »

Hommage à la mémoire de Trotsky ! Passons aux « choses sérieuses » :

« Cela ne veut pas dire que cette révolution doit être nécessairement sanglante. »

La lutte pour la défense des conquêtes d'Octobre, menée par l'opposition de gauche, ensuite par la IV^e Internationale, enfin par tous ceux qui ont lutté contre la déformation et la destruction de ces conquêtes par la bureaucratie parasitaire, est indissociable de la révolution politique. Pas plus que la révolution sociale, la révolution politique ne naît de rien, subitement par un beau matin de printemps. L'une et l'autre résultent de toutes les luttes antérieures du prolétariat, de ses organisations, de son avant-garde. Des centaines de milliers de cadavres de vieux bolcheviques, des dizaines de milliers de trotskystes assassinés, le crâne fracassé de Trotsky, voilà une partie du lourd tribut acquitté par ceux sans lesquels il ne pourrait y avoir de révolution politique. Mais... la « révolution politique n'est pas nécessairement sanglante ». Petite canaille !

Enfin, poursuivons :

« Les deux exemples historiques d'un début de révolution politique (16-17 juin 1953 en R.D.A. ; 23 octobre - 4 novembre 1956 en Hongrie) ont montré le résultat de la mobilisation de la classe ouvrière caractérisée par les occupations d'usines, l'élection des conseils ouvriers, etc. La bureaucratie locale s'est littéralement évanouie et seule l'intervention militaire extérieure a pu arrêter cette révolution. En U.R.S.S., il ne peut évidemment pas y avoir de facteurs extérieurs pouvant jouer ce rôle. On peut donc être optimiste sur les modalités de la révolution politique. On ne voit d'ailleurs pas quelle serait la masse de manœuvre sociale de la bureaucratie qui pourrait accepter de se battre longuement pour elle contre le prolétariat.

Ce phénomène n'est d'ailleurs que l'application du concept de révolution politique, différente d'une révolution sociale. » (De la bureaucratie, page 40).

En d'autres termes, si la révolution politique pouvait se circonscrire à chaque pays pris en particulier, tout irait comme sur des roulettes. Mais, justement, le processus de la révolution politique concerne tous les pays sous la domination de la bureaucratie du Kremlin et l'U.R.S.S. elle-même. C'est la crise générale de la bureaucratie du Kremlin qui s'est exprimée en Allemagne, en Pologne, en Hongrie, selon des conditions particulières : la révolution politique a éclaté dans ces pays en raison des tensions particulièrement aiguës, de leur histoire propre, des dispositions particulières des forces sociales, des particularités politiques qui traduisaient la crise générale de la bureaucratie en termes particuliers, tout comme la crise générale de l'impérialisme se traduit de façon particulière dans chaque pays. A leur tour, les révolutions politiques en Allemagne, en Pologne, en Hongrie, ont nourri la crise de la bureaucratie du Kremlin et sont préparatoires à la révolution politique en U.R.S.S. Germain-Mandel ignore la relation entre le particulier et le général. Il émet une idée « profonde » : si la bureaucratie n'était pas ce qu'elle est, tout se passerait différemment. En même temps, et une fois de plus, il isole la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties parasites de leurs relations avec tous les éléments petits bourgeois et pro-bourgeois qui renaissent et se développent sans cesse en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est, dans tous les pores de la société, et surtout de sa liaison avec la bourgeoisie mondiale. La force de la bureaucratie en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est vient de son rapport avec la bourgeoisie mondiale et pas seulement d'elle-même. Mais Mandel n'a-t-il pas une fois pour toute classé la bureaucratie « comme une délégation de pouvoir du prolétariat » ? Il exprime son profond désaccord avec Trotsky qui écrit :

« Supposons la bureaucratie soviétique chassée du pouvoir par un parti révolutionnaire ayant toutes les qualités du vieux bolchevisme et enrichi, en outre, de l'expérience mondiale des derniers temps. »

Remarquons bien : Trotsky suppose que ce n'est pas seulement un mouvement de masse qui chasse du pouvoir la bureaucratie, mais ni plus ni moins qu'un parti de la IV^e Internationale. Cette condition étant remplie :

« Avec les masses, à la tête des masses, (ce parti) procéderait à un nettoyage sans merci des services de l'Etat. »

Trotsky poursuit :

« Si, à l'inverse, un parti bourgeois renversait la caste soviétique dirigeante, il trouverait pas mal de serviteurs parmi les bureaucrates d'aujourd'hui, les techniciens, les directeurs, les secrétaires du parti, les dirigeants en général. Une épuration des services de l'Etat s'imposerait aussi dans ce cas ; mais la restauration bourgeoise aurait vraisemblablement moins de monde à jeter dehors qu'un parti révolutionnaire. » (La Révolution trahie, page 285).

En Hongrie en particulier, la bureaucratie semblait avoir disparue, elle était décomposée mais elle n'avait pas cessé d'exister. Ce n'était que la première phase de la lutte : la classe ouvrière n'avait pas pris le pouvoir. L'ayant pris, il lui aurait fallu nettoyer sans merci les services de l'Etat, beaucoup plus profondément que ne l'aurait fait une contre-révolution dirigée par un parti bourgeois.

Et le parti du prolétariat manquait. Les illusions sur la « réforme de la bureaucratie » fleurissaient : aux premiers jours de la révolution, Kadar était un de ces « bureaucrates réformés » mais maintenant le cordon ombilical les reliant au stalinisme et, naturellement, les services de l'Etat furent loin d'être « nettoyés sans merci ». Autant de conditions qui favorisèrent la seconde intervention militaire de la bureaucratie du Kremlin et sur lesquelles elle s'appuya.

Le lien politique nécessaire à établir avec le mouvement révolutionnaire polonais ne fut pas tissé. Et ainsi, l'exploitation, l'approfondissement conscient de la crise du stalinisme, furent négligés. Gomulka (avec les félicitations et l'appui politique des renégats de la IV^e Internationale) « manœuvrait à l'intérieur du camp de classe », comme ils disent, c'est-à-dire comme aile gauche de la bureaucratie du Kremlin, tandis que la bureaucratie disparue » en Hongrie manœuvrait, gagnait du temps. Les concepts » de Germain-Mandel ne sont décidément pas ceux du programme de la IV^e Internationale, celui notamment de la « révolution politique », qu'il réduit en effet au « concept » vide de la « révolution politique pacifique » alors que la révolution politique est une expression de la lutte des classes qui dresse finalement, dans une lutte à mort, la bourgeoisie comme classe contre la classe ouvrière comme classe, et exige, par conséquent, que le prolétariat soit armé politiquement et organisationnellement pour ce combat.

Les bureaucraties parasites, agents de la bourgeoisie en U.R.S.S. et en Europe de l'Est

Mais, qui parle de « lutte de classes » en U.R.S.S., dans les pays de l'Europe de l'Est, là où les rapports sociaux de production correspondent à ceux qui résultèrent de la Révolution d'octobre ? Le logicien Germain-Mandel vous le dit, les choses sont simples :

« Dans une révolution sociale, le mode de production est modifié et le pouvoir passe d'une classe sociale à une autre; dans une révolution politique, le mode de production n'est pas modifié fondamentalement et le pouvoir passe d'une couche sociale à une autre de la même classe » (Idem, pages 40 et 41).

Ce n'est pas l'avis de Trotsky :

« Sous aucun régime, la bureaucratie n'atteint à une pareille indépendance. Dans la société bourgeoise, la bureaucratie représente les intérêts de la classe possédante et instruite qui dispose d'un grand nombre de moyens de contrôle sur ces administrations. La bureaucratie soviétique s'est élevée, au-dessus du prolétariat qui sortait à peine de la misère et des ténèbres et n'avait pas de traditions de commandement et de domination. Tandis que les fascistes, arrivés à la mangeoire, s'unissent à la bourgeoisie par les intérêts communs, l'amitié, les mariages, etc., la bureaucratie de l'U.R.S.S. s'assimile les mœurs bourgeoises, sans avoir à côté d'elle une bourgeoisie nationale. En ce sens, on ne peut nier qu'elle soit quelque chose de plus qu'une simple bureaucratie ». (La Révolution trahie - page 281).

Déjà, de ce point de vue, ce n'est pas aussi simple et logique que le laisse entendre Germain-Mandel. Ensuite, au sein de la bureaucratie, agissent sans cesse de profondes et puissantes tendances qui aspirent à transformer les rapports de propriété. Enfin, la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites, en luttes ouvertes contre les prolétariats de leur pays, prennent appui sur la bourgeoisie mondiale, sur l'impérialisme dont ils sont les agents au sein de l'État ouvrier.

Mais il est vrai que Germain-Mandel connaît les multiples « secteurs de la lutte des classes » (quatre au dernier recensement) et ignore son unité aussi bien dans le temps que dans l'espace. Ce qui lui permet d'ignorer un des traits majeurs des rapports entre les classes révélé par les mouvements révolutionnaires de juin 1953 en Allemagne orientale, de Pologne en octobre 1956, et surtout par la révolution politique de novembre 1956 en Hongrie : désormais, la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites, se heurtent directement, physiquement, les armes à la main, aux prolétariats de leurs pays, à la révolution politique, expression particulière du processus révolutionnaire européen et mondial.

La nature de la bureaucratie du Kremlin n'a pas changé, mais l'axe politique autour duquel elle se meut s'est obligatoirement déplacé à droite. Les tendances qui la déchirent subsistent, mais celles pro-bourgeoises, celles qui tendent à faire leur liaison directe avec l'impérialisme, ont de plus en plus l'initiative au sein de la bureaucratie. Ce qui, à son tour, aggrave les contradictions sociales en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est, entre le prolétariat mondial et l'appareil international du stalinisme, à l'intérieur de celui-ci, des bureaucraties satellites, de la bureaucratie du Kremlin. La profondeur de l'analyse de Trotsky se révèle : l'unité de la lutte des classes mondiale, parce qu'elle unifie en un processus unique la révolution sociale et la révolution politique, oblige la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites à défendre leurs privilèges en s'appuyant sur l'impérialisme, la bourgeoisie mondiale et, en les appuyant, l'antagonisme radical entre le prolétariat et la bureaucratie - politique et social - s'accroît et conduit à la guerre civile. Les lois de la lutte des classes pressent, bousculent la bureaucratie du Kremlin. « On n'a jamais vu le diable se rognier les griffes ».

La révolution politique qui sourd de toute part de la société en U.R.S.S., dans les pays de l'Europe de l'Est, contraint la contre-révolution à hâter le pas, et la contre-révolution c'est la bureaucratie parasite; « la contre-révolution en marche devra briser la résistance des ouvriers ». Elle doit précipiter le mouvement parce que « les ouvriers marchant vers le socialisme devront renverser la bureaucratie », et ils ont déjà engagé cette marche vers le socialisme ; ils se sont dressés les armes à la main contre la bureaucratie ; ils ont formé leurs conseils au cours de la révolution hongroise. Que le cours droitier de la bureaucratie du Kremlin ne soit pas rectiligne, qu'elle zigzague, qu'elle résiste à la pression de l'impérialisme, qu'elle tente de trouver une nouvelle ligne de stabilisation, qu'elle craigne plus que jamais le prolétariat et ses réactions, que ce cours ne puisse aboutir finalement qu'à son éclatement, ne fait pas de doute. Mais il est inadmissible de fermer les yeux sur les relations politiques qui se nouent entre l'impérialisme, la bureaucratie du Kremlin, le prolétariat mondial, au nom de : « la bureaucratie n'est pas une classe », la « révolution n'est pas sociale mais politique », la « révolution politique pacifique ».

En écrasant par la force des armes la révolution des conseils ouvriers hongrois, la bureaucratie du Kremlin faisait un pas vers la guerre civile contre le prolétariat de l'Europe de l'Est et le prolétariat de l'U.R.S.S. Elle ouvrait une nouvelle page de son histoire, ou plutôt un nouveau chapitre, celui où elle doit assumer jusqu'au bout son rôle contre-révolutionnaire bourgeois ou être balayée par la révolution politique. C'est ce cours qui donne à la coexistence pacifique style Krouchtchev, Brejnev, Kossyguine son contenu.

C'est ce cours qui s'exprime dans la tentative de sacrifier les conquêtes de la révolution chinoise à l'impérialisme sur l'autel de la coexistence pacifique. C'est ce cours qui donne sa véritable signification aux « réformes de l'économie ». C'est ce cours qui, combiné à la venue au pouvoir de De Gaulle, redonna temporairement l'initiative dans la lutte des classes mondiale à l'impérialisme.

Pour les renégats de la IV^e Internationale, tandis que la politique des revenus, les tentatives d'intégration des syndicats à l'Etat procèdent d'un capitalisme autoritaire mais éclairé, la révolution politique en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est se réduit à l'auto-réforme de la bureaucratie. La symétrie est frappante. Dans le premier cas, la lutte de classe du prolétariat ne peut que contribuer à la réforme des structures du régime capitaliste; dans le second cas, par suite du mouvement des masses, la bureaucratie retrouve sa bonne nature. Toutefois, il faut être prudent et circonspect à propos des luttes révolutionnaires des prolétariats de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S., car existe :

Le danger de restauration du capitalisme

« Nous ne traiterons que rapidement ce point. Non pas qu'il s'agisse d'un problème secondaire ou inexistant. Une étude sérieuse demanderait d'abord d'élucider les rapports qui régissent « la loi de la valeur » et le plan dans une société de transition et ce à la fois du point de vue économique et politique. Mais ce problème n'a qu'un lointain rapport avec le sujet de cette brochure, à savoir : les causes de l'intervention soviétique. Brandissant le spectre de la restauration du capitalisme, les Soviétiques (les termes utilisés sont révélateurs de la confusion politique : la contre-révolution bureaucratique s'appelle dans le langage pabliste « les Soviétiques ») ont trouvé là le seul prétexte qui soit à la hauteur de l'énormité de leur intervention : qui veut noyer son chien l'accuse de la rage... Nous ignorons même dans quelle mesure les dirigeants du Kremlin comprennent le danger réel de l'impérialisme quand on voit leur attitude parfaitement irresponsable au Vietnam où, face à une menace américaine qui n'est pas seulement idéologique, ils se refusent à donner un soutien politique et matériel efficace.

Ceci étant, un danger de restauration du capitalisme existait en août 1968. Mais il est inadmissible d'ignorer que ce danger existait également sous Novotny, qu'il existe maintenant, après l'intervention, au même titre qu'il existe en Pologne, en Bulgarie, en D.D.R., en Hongrie et en U.R.S.S. aussi. Tant que le capitalisme subsistera dans le monde avec un potentiel productif bien supérieur à celui des États ouvriers, ce danger est bien réel : ce n'est quand même pas nous qui croyons au socialisme dans un seul pays. Mais la seule garantie, à terme, pour empêcher toute dégénérescence ne peut se trouver qu'avec la mobilisation des masses. Il n'y a là aucun miracle. Ceux qui n'y voient que niaiseries pour petits-bourgeois rêveurs doivent pousser à bout la logique de leur raisonnement et nous expliquer que lorsque, pour des raisons historiques (qu'ils se refusent à analyser), la politisation et l'auto-activité du prolétariat font défaut, la police et l'armée peuvent s'y substituer. Ce qui revient, somme toute, à faire l'apologie du stalinisme. Et il est actuellement inutile de combattre théoriquement ce qui, dans les faits, s'écroule ». (L'intervention en Tchécoslovaquie. Pourquoi ? page 38).

Il est difficile de faire mieux dans le genre. Si Janus-Mandel-Germain n'a pas écrit lui-même cette brochure, il doit être jaloux : l'élève surclasse le « maître ». Essayons de démêler.

Il y a de méchants fantômes impersonnels qui, bien sûr, constituent un « danger de restauration capitaliste » en tout temps, en tout lieu, et en toute circonstance : de quelles forces sociales s'agit-il ? Mystère. Ce n'est pas la peine d'en parler. La bureaucratie du Kremlin est « irresponsable » (pardon, « les dirigeants du Kremlin », les « Soviétiques » comme il est dit par ailleurs) : elle « ne comprend pas le danger réel de l'impérialisme », exemple le Vietnam.

Il suffit de reformuler sous une forme positive ce qu'écrivent l'auteur ou les auteurs de cette brochure, et leur véritable pensée devient parfaitement claire : « si les dirigeants du Kremlin comprenaient le danger réel de l'impérialisme, ils auraient une attitude responsable au Vietnam (et ailleurs); ils donneraient aux ouvriers et paysans vietnamiens « un soutien politique et matériel efficace ». Comme, d'autre part, la « seule garantie... pour empêcher toute dégénérescence ne peut se trouver qu'avec la mobilisation des masses... », mais hélas... « à terme », il reste que, de même qu'au Vietnam, la force décisive qui peut vaincre l'impérialisme est la bureaucratie du Kremlin devenue « responsable », le rempart contre la restauration capitaliste en Europe de l'Est et en U.R.S.S. est cette même bureaucratie du Kremlin. Le raisonnement est identique à celui de Germain qui « défendait » la révolution hongroise en ces termes :

« La véritable erreur (de Imre Nagy) est ailleurs. Voyant l'apparition de forces réactionnaires, il aurait pu s'appuyer avec plus de franchise et de sens de tactique sur les éléments populaires ouvriers et paysans. Au lieu de se laisser prendre à son tour dans un verbiage creux sur « l'unité nationale » et la « démocratie », il aurait dû organiser tout de suite la démocratie socialiste : convoquer par tous les moyens à Budapest un congrès national des conseils ouvriers et en faire la base légitime de son pouvoir, opposant ainsi un pouvoir démocratique et ouvrier établi aux illusions et rêves parlementaires d'aucuns. Il aurait pu préciser : élections libres avec la participation de tous les partis ?, oui, élections pour des conseils d'ouvriers et paysans pauvres, avec la participation de tous les partis qui reconnaissent la socialisation des moyens de production et d'échange. Il aurait ainsi rendu l'intervention soviétique plus difficile et le jeu de la réaction plus compliqué...

... Et puis, si jamais cette épreuve tournait mal, une intervention de l'armée soviétique qui entourait de toutes parts le pays restait toujours possible. Mais quelle différence entre une intervention russe demandée par les ouvriers hongrois en lutte contre la réaction et une intervention contre l'ensemble du peuple qui résiste farouchement » (Quatrième Internationale: volume 14 - n° 10/12 - décembre 1956 - page 28).

Ces lignes reviennent, somme toute, à faire l'apologie du stalinisme, un stalinisme remis à neuf, régénéré par l'intervention des masses, débarrassé de ses crimes, mais qui reste indispensable, car nos pablistes, lorsqu'ils poussent à bout la logique de leur raisonnement, finissent là où les petits-bourgeois aboutissent ; le danger de restauration capitaliste est libéré par le mouvement des masses.

Fort heureusement, se dresse un rempart contre l'impérialisme, contre la restauration capitaliste, la bureaucratie du Kremlin pour peu qu'elle devienne « consciente et responsable ». Le mouvement des masses est l'aiguillon d'une bureaucratie qui, si « cette épreuve tourne mal peut toujours intervenir à la demande des ouvriers en lutte contre la réaction ».

La putréfaction de l'impérialisme américain et ses conséquences

Le bilan peut être tiré. Pour les renégats de la IV^e Internationale, comme pour les révisionnistes de toute origine, comme pour le P.S.U., la C.F.D.T., les staliniens, la grève générale de mai-juin 68 en France, les luttes du peuple et du prolétariat

tchécoslovaque sont des crises de croissance du « néo-capitalisme » d'un côté, et du « système socialiste » de l'autre. Ils réécrivent l'histoire de la lutte des classes mondiale afin de justifier leurs « nouvelles théories ». Leurs constructions idéologiques nécessitent que la classe ouvrière des pays économiquement développés ne constitue plus qu'une vaste aristocratie; que le prolétariat d'Europe ait été défait au moment où la révolution chinoise fut victorieuse.

Au contraire, restituer la continuité historique de la lutte de classe du prolétariat mondial, de celui d'Europe en particulier, situe la grève générale de mai-juin 68, et la montée vers la révolution politique du prolétariat tchécoslovaque, comme des moments d'une lutte de classe qui s'inscrit dans le processus de la révolution mondiale commencée en 1917 par le prolétariat russe. Elles marquent, néanmoins, un tournant de la lutte des classes mondiale.

La bureaucratie du Kremlin, en contenant et limitant la vague révolutionnaire d'après la seconde guerre mondiale, a donné un sursis à l'impérialisme en se protégeant elle-même. Le sursis tend vers sa fin. Ce que les renégats de la IV^e Internationale et les révisionnistes de tout acabit baptisent « néo-capitalisme » est au fond le processus de putréfaction, au sens léniniste du terme, de l'impérialisme, qui se poursuivait sous l'apparence de la prospérité.

Non sans crises, l'impérialisme américain a émergé de la guerre comme le plus puissant impérialisme, pivot du système impérialiste mondial et son sauveur. Comme un chacal, au cours des deux guerres mondiales et des années de l'entre-deux-guerres, il s'était nourri des chairs décomposées des impérialismes européens. Contraint depuis 1945 de prendre en charge le système capitaliste mondial, il a intégré à ses propres contradictions celles des vieilles puissances impérialistes, du système dans son ensemble. Il reste l'impérialisme dominant, le pivot du système sans lequel celui-ci s'effondrerait. Mais c'est, désormais, la totalité du système impérialiste mondial qui en est au point de décomposition, de gangrène, qui a conduit les puissances impérialistes d'Europe à la décadence. C'est là un phénomène majeur. Il donne une profondeur et une dimension à la crise de l'impérialisme qu'elle n'a jamais eue jusqu'alors. L'alternative se précise : ou, sous la direction de l'impérialisme américain, l'impérialisme sera capable de passer de l'économie d'armement à l'économie de guerre et à la guerre, d'abord contre la Chine, ensuite à l'échelle mondiale en direction de l'U.R.S.S., ou le système impérialiste se disloquera sous l'effet d'une crise économique sans précédent.

Actuellement, les puissances impérialistes mondiales font les plus grands efforts : elles tentent de prolonger, avec le concours de la bureaucratie du Kremlin, l'état de chose qui existe. Elles unissent leurs efforts pour que n'éclate pas la crise du système monétaire international. Par milliards de dollars, l'Etat bourgeois allemand souscrit aux bons du trésor américain et soutient, sous diverses formes, le dollar. Après bien des hésitations, les grandes puissances impérialistes ont consenti que soient créés des droits de tirages spéciaux auprès du Fonds Monétaire International. Ils tendent à faire du dollar une monnaie à cours forcé à l'échelle internationale. Toutes redoutent que l'impérialisme U.S. ne soit plus en mesure d'alimenter la conjoncture économique internationale par ses gigantesques dépenses parasitaires. Ce sont des palliatifs, des expédients; à la longue, ils aggravent la crise du système monétaire international.

Mais que faire ? Passer de l'économie d'armement à l'économie de guerre ouvre inéluctablement la perspective de la troisième guerre mondiale. L'impérialisme n'est pas prêt politiquement à cette « solution », pas même l'impérialisme américain. L'économie de guerre et son aboutissant, la troisième guerre mondiale, exigent que soient réalisées des conditions politiques qui donnent en général à la classe dominante la maîtrise des rapports entre les classes. Au point où en est le système impérialiste mondial, elle exige que, dans les principaux pays impérialistes, Etats-Unis compris, la classe ouvrière subisse des défaites décisives et que s'instaure l'Etat fort dans chaque pays, sous une forme ou sous une autre. Encore, ces conditions ne sont-elles pas suffisantes : l'Etat fort américain devrait discipliner aux exigences de l'économie d'armement et de la guerre elle-même les autres puissances impérialistes. Ce n'est pas le moindre aspect de la situation actuelle les puissances impérialistes remises sur pied au lendemain de la deuxième guerre impérialiste par l'action combinée de l'impérialisme américain et de la bureaucratie du Kremlin, sont incapables de subir l'épreuve de l'économie d'armement et encore moins d'une troisième guerre mondiale.

Au cours de ces dernières dix années, toutes ces tendances contradictoires se sont exprimées, encore que de façon embryonnaire. Poussé par la nécessité objective, la menace révolutionnaire et la pression du capital accumulé, l'impérialisme américain a engagé, par son intervention massive contre les ouvriers et paysans vietnamiens, le processus qui le conduit à l'économie d'armement, à la guerre contre la Chine, à la troisième guerre impérialiste, en même temps qu'il réduit à la portion congrue les impérialismes les moins puissants. La bureaucratie du Kremlin a tout fait, pour sa part, pour détendre la « guerre froide »... en coopérant avec l'impérialisme américain dans son entreprise d'encercllement de la Chine et de préparation à la guerre contre elle. Loin d'obtenir en compensation le statu quo en Europe, aux prises avec ses propres contradictions, elle subissait d'autant plus la pression des impérialismes européens que ceux-ci s'efforçaient de trouver, en contrepartie des difficultés grandissantes qui les assaillaient, une voie propre. Comme toujours, ce sont les parties les plus faibles de la chaîne des pays contrôlés par la bureaucratie du Kremlin qui concentraient les contradictions des bureaucraties parasitaires et qui subissaient la pression croissante des impérialismes européens : les pays de l'Europe de l'Est. Et comme toujours également, la pénétration en Europe de l'Est - bien qu'encore partielle et limitée - des impérialismes européens bénéficiait au plus puissant, placé au cœur de l'Europe appuyé le plus directement sur l'impérialisme américain, l'impérialisme allemand.

L'alliance contre-révolutionnaire, scellée à Yalta et Postdam, n'a cessé d'opérer, même aux moments les plus tendus de la guerre froide. Il n'y a aucune solution de continuité entre le sauvetage de l'impérialisme mondial par le découpage du monde en zones d'influence, le renflouement des impérialismes décadents, la coupure du prolétariat européen en deux et la coopération cynique entre l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin contre la Chine. Mais il n'y a pas identité entre les moyens dont disposait l'impérialisme américain hier et ceux d'aujourd'hui, ni entre ses rapports avec les impérialismes décadents. Et avec la bureaucratie du Kremlin dans l'immédiate après-guerre et ceux d'aujourd'hui, ni dans les rapports entre l'appareil international du stalinisme et le prolétariat mondial alors et maintenant.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin pouvaient se limiter à contenir la vague révolutionnaire ; aujourd'hui, malgré leurs antagonismes - et dans une certaine mesure en raison d'eux - les impérialismes doivent refouler les prolétariats de leurs propres pays et attaquer les conquêtes révolutionnaires du prolétariat mondial. La bureaucratie du Kremlin - son appareil international - est contrainte de jouer un rôle actif et décisif dans cette lutte pour détruire les positions conquises par le prolétariat depuis la révolution d'octobre 1917.

Le pourrissement de l'impérialisme mondial qui atteint le cœur du système, l'impérialisme américain, la crainte que s'effondrent les impérialismes décadents remis sur pied par la coopération entre l'impérialisme américain et elle-même; la détérioration de son contrôle sur des secteurs décisifs du prolétariat mondial par le truchement de son appareil international; le fait que le prolétariat mondial ne puisse défendre les positions qu'il a conquises - qu'il s'agisse de celle qu'il occupe dans les pays capitalistes économiquement développés, ou des rapports sociaux de production nés de la révolution d'octobre et étendus à l'Europe de l'Est, de ceux nés de la révolution chinoise - que par un nouveau bond en avant de la révolution prolétarienne mondiale, dictent à la bureaucratie du Kremlin, aux bureaucraties satellites, comme à tous les appareils bureaucratiques, leurs politiques. Ils doivent, au service de l'impérialisme, participer à l'attaque de l'impérialisme contre les conquêtes de la classe ouvrière, y compris dans leurs propres pays.

En ce sens, il n'y a pas de différence qualitative entre la politique du gouvernement Wilson se proposant d'imposer la politique des revenus, la législation anti-grève et anti-syndicale, celle de Brandt participant au gouvernement Kisinger afin de faire ratifier par le Bundestag les lois sur l'état d'urgence, la participation du P.S. italien au gouvernement démocrate chrétien, la participation du P.C. finlandais au gouvernement finlandais, l'acceptation en pratique de la politique d'intégration des syndicats à l'Etat par les appareils syndicaux en France, le soutien de l'intervention de l'impérialisme U.S. au Vietnam de la part des dirigeants de l'A.F.L.-C.I.O., et la politique cynique de la bureaucratie du Kremlin qui coopère ouvertement avec l'impérialisme américain et l'aide politiquement à encercler la Chine et à préparer la guerre contre elle. Tout comme il y a unité entre la politique de la bureaucratie du Kremlin en U.R.S.S., en Europe de l'Est, et celle qui la conduit à coopérer avec l'impérialisme américain afin de détruire les conquêtes de la révolution chinoise.

Révolution et contre-révolution s'aiguillonnent réciproquement.

L'impérialisme a besoin de trouver un exutoire à l'accumulation des capitaux, il ne peut laisser se développer sans réagir la lutte révolutionnaire des ouvriers et paysans vietnamiens, il lui est intolérable que l'exemple de la révolution chinoise continue à rayonner et à stimuler les combats des peuples opprimés et des prolétariats des pays économiquement arriérés. Cependant, la résistance des ouvriers et paysans vietnamiens à l'agression de l'impérialisme américain démontre ce que serait la résistance des ouvriers et paysans chinois. Militairement, l'impérialisme américain possède les moyens d'anéantir la Chine par l'apocalypse atomique. Mais une telle guerre ne peut être limitée à la Chine. Elle concernerait immédiatement et directement l'U.R.S.S., l'ensemble de l'Europe, le Japon. Elle requiert que l'impérialisme U.S. soit capable de faire supporter au prolétariat américain toutes les conséquences d'une guerre dont nul ne peut prévoir les développements et l'aboutissant.

Déjà, la pression conjointe de l'impérialisme américain et de la bureaucratie du Kremlin sur la Chine a fait surgir des conséquences extrêmement dangereuses pour l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin.

La bureaucratie chinoise n'est pas la bureaucratie du Kremlin : son histoire est différente, elle reste, dans son ensemble, beaucoup plus près des conquêtes de la révolution, ses privilèges sont beaucoup moins accentués, bien qu'ils existent et qu'elle y soit attachée. La lutte ne s'en est pas moins déclenchée à l'intérieur de la bureaucratie chinoise entre ses différentes couches, dont les unes cédaient à la pression de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin alors que les autres entendaient défendre à leur manière les conquêtes de la révolution chinoise, tout en restant dans la ligne de la coexistence pacifique à l'échelle internationale. Cette aile dut avoir recours à la « révolution culturelle », à une mobilisation déformée, limitée et contrôlée des masses, afin de briser la résistance de l'aile capitularde de la bureaucratie chinoise. Il est significatif pourtant que Mao-Tsé-toung et les couches de la bureaucratie qui se sont regroupées autour de lui durent faire appel aux masses, briser le Parti Communiste chinois, l'appareil des syndicats, ébranler l'appareil d'Etat, pour avoir raison de leurs adversaires. Sans doute, cela démontre que, malgré une histoire différente de celle de la bureaucratie de l'U.R.S.S., la bureaucratie chinoise a déjà secrété des couches, occupant ou contrôlant d'importantes positions politiques, qui sont prêtes à accepter la pénétration impérialiste. Il est non moins significatif que, mises en mouvement, les masses aient débordé les cadres qui leur étaient assignés, que de puissantes grèves aient éclaté en Chine du Nord, à Shangaï, que les étudiants mobilisés dans « les gardes rouges » aient mis en cause l'ensemble de l'appareil bureaucratique. Derrière la « révolution culturelle » se profilait la révolution politique. Mao-Tsé-toung et l'aile de la bureaucratie qu'il représente durent la combattre. Le IX^e Congrès a marqué la reprise en main de l'appareil d'Etat, la reconstruction du parti, le refoulement des masses et, certainement, des compromis au sein de l'appareil entre les différentes couches qui le composent, sous la direction de Mao-Tsé-toung.

Il reste que la résistance de la bureaucratie chinoise à la pression conjointe a accentué la crise de l'appareil international du stalinisme. Les hurlements de bête fauve poussés par les Fajon et Cie au moment où la « révolution culturelle » ébranlait l'Etat, disloquait l'appareil du parti et des syndicats, ne trompent pas : tout l'édifice de l'appareil international du stalinisme se trouvait mis en cause, les rapports entre les masses et le parti, les rapports entre les militants et l'appareil du parti, les rapports entre l'appareil du parti et la bureaucratie du Kremlin et les rapports à l'intérieur de la bureaucratie du Kremlin. Selon les Fajon et Cie, Mao-Tsé-toung jouait à l'apprenti sorcier : il mettait en branle des forces qu'il n'était pas sûr de pouvoir contrôler. La Chine n'était pas seule concernée ; l'étaient également les rapports politiques en Europe entre l'appareil du stalinisme et de la classe ouvrière d'une part, au sein de l'appareil d'autre part ; les rapports, en Europe de l'Est et en U.R.S.S., entre les masses, la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites, ainsi que les rapports à l'intérieur de celles-ci et entre elles.

La résistance de la bureaucratie chinoise trouvait nécessairement un écho dans les couches des bureaucraties satellites et de la bureaucratie du Kremlin qui se sentent menacées par la capitulation et l'aide directe apportée, par le Kremlin, à l'impérialisme en général et à l'impérialisme américain en particulier, par la pénétration du capital en Chine et, bien sûr, par la guerre contre la Chine qui ne pourrait s'arrêter à la frontière Chine-U.R.S.S. Or, derrière la « révolution culturelle », se profilait la révolution politique, au moment même où, en Europe occidentale, l'appareil stalinien devait, de toute façon, couvrir l'offensive du capital contre les positions conquises par la classe ouvrière, et alors qu'en U.R.S.S. et en Europe de l'Est, les bureaucraties parasitaires, aux prises avec une crise qu'elle sont incapables de résoudre, cherchaient une issue en réintroduisant les normes de rentabilité, en resserrant et accroissant leurs liens économiques et politiques avec l'impérialisme au détriment du prolétariat.

En tout état de cause, les pressants besoins de l'impérialisme en général, de l'impérialisme américain en particulier, leur concrétisation par la guerre du Vietnam, la préparation à la guerre contre la Chine, ont révélé - s'il en était besoin - que

l'impérialisme ne peut dénouer, à sa manière, les contradictions qui l'assaillent qu'en brisant le prolétariat des pays économiquement développés, conjointement à son offensive contre la Chine; cette question, restée sans solution depuis la seconde guerre mondiale, doit être réglée.

Faillite d'une politique

De Gaulle défendait les intérêts spécifiques du capitalisme français lorsqu'il tentait de prendre une certaine distance à l'égard de la politique de l'impérialisme américain. Alors qu'augmentait la pression de l'impérialisme américain et de la bureaucratie du Kremlin sur la bureaucratie chinoise, il reconnaissait la République Populaire de Chine. En Europe il manœuvrait entre la République Fédérale Allemande, les bureaucraties satellites de l'Europe de l'Est, la bureaucratie du Kremlin. Sa politique consistait à utiliser la pression globale que l'impérialisme exerce sur la Chine, l'U.R.S.S., les pays de l'Europe de l'Est, pour faire prévaloir les intérêts de l'impérialisme français : pénétration du capital français en Europe de l'Est et en U.R.S.S., « présence française » en Asie. Il s'efforçait en même temps de se dégager de la politique de l'impérialisme américain qui entraîne les impérialismes décadents, inéluctablement, à la ruine, bien qu'incapable de s'affranchir de la dépendance qui est celle de tous les impérialismes vis-à-vis de l'impérialisme américain.

Au-delà de la défense des intérêts spécifiques de l'impérialisme français, De Gaulle traduisait les inquiétudes d'importantes couches du capital aussi bien français, anglais, allemand, qu'américain. Il essayait de définir une orientation moyenne qui sauvegarde les intérêts généraux de l'impérialisme sans que soient mises trop brutalement à l'épreuve les bureaucraties parasitaires. Cette voie moyenne, il la définissait dans son discours de Pnom-Penh.

Au fond, De Gaulle, et avec lui une partie de l'impérialisme mondial, redoutaient que, l'impérialisme américain donnant libre cours à ses besoins spécifiques, la bureaucratie chinoise, la bureaucratie du Kremlin, et les bureaucraties satellites, l'appareil international du stalinisme se rompent sous la pression des forces de classe contraires et fondamentales, au même moment où les impérialismes décadents d'Europe seraient précipités dans une crise irrémédiable qui ne trouverait de solution que par la guerre civile à l'échelle européenne - à l'issue imprévisible - et qui, de toute façon, réduirait les bourgeoisies européennes à la situation de bourgeoisies compradore.

De Gaulle tentait l'impossible : corseter la classe ouvrière française, intégrer à froid les organisations syndicales, restaurer l'État bourgeois capitaliste et policier sans guerre civile, en utilisant les appareils bureaucratiques, en France, et ouvrir la porte à la pénétration capitaliste en Chine, en U.R.S.S., en Europe de l'Est, sans que se brisent les bureaucraties parasitaires. Si une semblable entreprise était réalisable, au moins en ce qui concerne les prolétariats des pays capitalistes d'Europe, après la défaite politique subie par le prolétariat français, De Gaulle paraissait le mieux placé, bénéficier des meilleures conditions politiques, pour la mener à bien. Il usa de toutes les ressources, particulièrement de la politique capitulaire de la S.F.I.O., du P.C.F., et des appareils bureaucratiques des syndicats.

La grève des mineurs démontra qu'en dépit de la politique traître des appareils bureaucratiques, la classe ouvrière, utilisant les droits, garanties, libertés démocratiques, antérieurement conquis, utilisant les organisations qui la constituent comme classe, ne céderait pas sans combat. Après la grève des mineurs, à plusieurs reprises, elle contraignit les directions confédérales à engager des grèves générales de 24 heures : le 11 décembre 1964, le 17 mai 1966, le 17 mai 1967. Elles le firent à leurs corps défendant et s'empressèrent de détruire immédiatement l'unité de classe un moment réalisée, de disloquer la classe ouvrière en utilisant les grèves tournantes.

Ces grèves générales de 24 heures n'en démontraient pas moins que la classe ouvrière était capable de se mobiliser comme classe. Elles contraignirent De Gaulle à ruser avec les lois de la lutte de classe, à porter des coups partiels et durement ressentis par la classe ouvrière et la jeunesse, tout en évitant et en différant l'affrontement.

À l'automne 1967 et au printemps 1968, les mouvements de la classe ouvrière et de la jeunesse prirent une autre tournure : à Caen, au Mans, ailleurs, les travailleurs, utilisant les organisations syndicales tout en débordant les appareils, commencèrent à affronter l'appareil d'État. Sur le fond de ces actions de la classe ouvrière s'engagèrent les luttes des étudiants qui, à leur tour, catalysèrent la volonté de combat de la classe ouvrière que cristallisa la manifestation du 13 mai 1968 et la grève générale de mai-juin 68 : la classe ouvrière reprenait l'initiative dans la lutte de classe, la chute de De Gaulle consacrait l'échec de sa politique¹.

Ce que ne put réussir De Gaulle, discipliner la classe ouvrière et la jeunesse, instaurer l'État corporatiste et policier par la voie froide, ni Wilson en Angleterre, ni Brandt en Allemagne de l'Ouest, ni Pietro Nenni en Italie, ne pouvaient le réaliser en dirigeant des gouvernements bourgeois ou en y participant. Le Labour Party au pouvoir fut incapable d'appliquer la politique des revenus. Dès 1966, la grève des marins britanniques faisait échouer cette tentative.

En 1969, le gouvernement Wilson dû renoncer à la loi anti-grève et anti-syndicale élaborée par Barbara Castle. La coalition gouvernementale Kisinger-Brandt fit voter les lois sur « l'état d'urgence » au Bundestag, mais ces lois ne règlent rien par elles-mêmes.

La grève générale française et la chute de De Gaulle ont donné un nouvel élan au prolétariat des pays capitalistes d'Europe, de la lointaine Laponie aux mineurs du Limbourg, jusqu'aux Asturies, les grèves éclatent et se succèdent ; elles prennent une grandiose ampleur en Allemagne de l'Ouest à l'automne 1969, en Italie au cours de ce même automne et du printemps 1970, et la grève des dockers britanniques - à peine le gouvernement conservateur constitué - amorce une période de lutte de classe intense en Grande-Bretagne où la bourgeoisie a déjà à faire face à une puissante montée des couches les plus exploitées en Irlande du Nord.

Désespérément, les appareils bureaucratiques des syndicats s'efforcent de limiter et de déformer ces combats de la classe ouvrière de l'Europe de l'Ouest, en réduisant au minimum les revendications, en tentant de leur enlever toute portée politique.

¹ Voir "La grève générale de mai-juin 68" de François De Massot

Les confédérations ouvrières italiennes transforment la grève générale en une succession de grèves tournantes corporatistes ou régionales périodiques de 24 heures, ou encore suspendent l'ordre de grève générale sous prétexte que le gouvernement Rumor a démissionné.

La direction du Labour Party approuve l'établissement de l'État d'urgence qui autorise le gouvernement à utiliser la troupe pour briser la grève des dockers. Mais, partout, ces mouvements posent la question du pouvoir et du régime social, même lorsqu'ils prennent l'apparence de mouvements « économiques » ; tous se déclenchèrent en réaction à l'attaque des conditions d'existence et de travail que les bourgeoisies ne peuvent différer, pressées qu'elles sont par les contradictions montantes de l'ensemble du système impérialiste mondial, qui, bien entendu, affectent le plus brutalement les impérialismes décadents d'Europe.

Tous ces mouvements sont engagés pour défendre les positions antérieurement conquises, devenues intolérables pour le capital. Tous ces mouvements s'alimentent réciproquement.

La grève générale de mai-juin 68 a des effets vivifiants sur la lutte de classe des prolétariats de tous les pays ; les grèves des travailleurs, les manifestations, en Argentine, au Venezuela, les actions des étudiants ont été impulsées par les échos de la grève générale française, comme la tragique lutte des étudiants mexicains de septembre 1968.

Toutes ces luttes procèdent des mêmes causes fondamentales que Nixon exprime à sa manière lorsqu'il annonce en ces termes l'intervention des troupes américaines au Cambodge :

« Nous vivons dans une ère d'anarchie, qu'il s'agisse des États-Unis ou des pays étrangers. Nous assistons à des assauts irréfléchis contre toutes les grandes institutions qui ont été créées par les civilisations libres au cours de ces cinq derniers siècles ».

Très explicitement, il s'agit du capitalisme, de l'impérialisme. Ils bandent leurs forces pour se survivre, incapables d'échapper à une crise qui les disloquerait autrement qu'en développant la réaction sur toute la ligne :

Nixon confirme en poursuivant :

« Si, lorsque les dés sont jetés, les États-Unis se comportent comme un géant impuissant et pitoyable, les forces du totalitarisme et de l'anarchie menaceraient les institutions libres du monde entier. Si nous ne relevions pas le défi, toutes les autres nations seraient averties qu'en cas de véritable crise, et malgré leur immense puissance, nul ne pourrait compter sur les États-Unis »

Quelques semaines plus tard, il déclarait que le capital américain devrait avoir recours à la politique des revenus, c'est-à-dire détruire les acquis du prolétariat américain.

Par la force des choses, l'impérialisme mondial a une très haute conscience de l'unité de la lutte des classes mondiale. Il ne coupe pas, comme Frank-Mandel-Germain-Maitan le font, la lutte des classes en tranches. Il connaît les rapports entre la poursuite de l'intervention au Vietnam, la préparation à la guerre contre la Chine, la grève générale de mai-juin 68 en France, l'immense vague de lutte qui déferle sur l'Europe Occidentale et l'attaque qu'il lui faut engager contre le prolétariat américain.

Mieux que quiconque peut-être, De Gaulle appréciait le rôle décisif de l'appareil stalinien, aussi bien en ce qui concerne le développement de la lutte de classe en Europe Occidentale que pour maintenir la division en deux du prolétariat mondial et servir d'instrument de la pénétration du capital en U.R.S.S. et en Europe de l'Est.

La montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie n'en signifie pas moins que la méthode de pénétration à froid du capital en Europe de l'Est, en U.R.S.S., en Chine, a échoué tout comme a échoué la tentative de discipliner à froid le prolétariat d'Europe Occidentale aux impératifs des impérialismes décadents.

Entre le prolétariat et la bureaucratie : la guerre civile

Du point de vue des intérêts de la bureaucratie du Kremlin, des bureaucraties satellites, de l'appareil international du stalinisme, Staline avait empiriquement compris qu'il ne fallait laisser aucune faille dans l'appareil. Aussi ridicule qu'il en paraisse, la bureaucratie du Kremlin - ou plutôt son centre dirigeant - doit décider de tout, aussi bien en art, en littérature, en sciences qu'à propos de la planification. Les rapports sociaux nés de la révolution d'octobre ne sont pas un vain mot. Dès qu'une brèche s'ouvre dans l'édifice bureaucratique, leur contenu se manifeste, ils nourrissent l'art, la littérature, le développement de la science qui deviennent critiques de la gestion bureaucratique, du parasitisme de la caste privilégiée. De la critique littéraire et artistique, de la liberté en art, en littérature, dans les sciences à la critique sociale et politique, il n'y a qu'un pas. Les revendications de liberté en art, en science, en littérature deviennent revendications des libertés politiques. Ce processus se constate dans tous les pays de l'Europe de l'Est et en U.R.S.S., comme il s'est manifesté en Chine.

Le « drame » de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites vient justement de ce qu'il est impossible de maintenir les méthodes de gestion de Staline, en fonction des pressions contradictoires des prolétariats et de l'impérialisme.

Avant qu'éclate ouvertement la crise qui a disloqué la bureaucratie tchécoslovaque, les antagonismes entre les différentes bureaucraties satellites, et entre elles et la bureaucratie du Kremlin, s'étaient manifestés avec force. Chaque bureaucratie de l'Europe de l'Est s'efforçait de nouer ses propres relations économiques et politiques avec l'impérialisme et particulièrement avec l'impérialisme allemand. La Tchécoslovaquie (sous Novotny), la Hongrie, la Roumanie se désintéressaient complètement des intérêts des bureaucraties de la R.D.A. et de Pologne. La bureaucratie du Kremlin dut intervenir et leur imposa, au cours d'une conférence des pays de l'Europe de l'Est (tenue en 1967), sa propre ligne. La bureaucratie du Kremlin joue son propre jeu, en suivant les mêmes « principes » qui guident les bureaucraties satellites : elle noue les liens qui lui conviennent avec les impérialismes américain, anglais, français, japonais, allemand.

Chaque bureaucratie a ses propres déchirements internes qui résultent de leur impasse. Khrouchtchev a été renversé par l'équipe Brejnev-Kossyguine. Sa politique se concluait par une impressionnante collection d'échecs : aggravation de la crise de la planification et échec de la « mise en valeur des terres vierges » ; capitulations successives devant l'impérialisme à Cuba, à Berlin et ailleurs ; échecs vis-à-vis de la Chine. Ses successeurs n'ont pu faire mieux.

Longtemps, en raison de la position stratégique dans la lutte des classes mondiale du prolétariat tchécoslovaque, la bureaucratie du Kremlin soutint, contre vents et marées, Novotny, comme elle soutint Ulbricht en Allemagne de l'Est, consciente que tout ébranlement en Tchécoslovaquie ou en Allemagne de l'Est se répercuterait sur l'ensemble des pays de l'Est et en U.R.S.S. et mettrait en cause tout l'édifice bureaucratique. Novotny ne pouvait cependant pas éluder la crise de l'économie tchécoslovaque. Il lui fallait chercher une issue par la « réforme de la planification », copie de celles des autres pays de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S.

Aux prises avec ses propres contradictions en U.R.S.S., confronté aux forces centrifuges à l'œuvre dans les pays de l'Europe de l'Est, affaibli par la crise de son appareil international, menacé par les conséquences de la crise de la bureaucratie chinoise, le Kremlin fut contraint de lâcher Novotny lorsque, en Tchécoslovaquie, il devint incapable de contrôler les contradictions à l'intérieur de l'appareil bureaucratique, expression particularisée des contradictions générales de l'ensemble de l'appareil stalinien.

Pas plus en Tchécoslovaquie qu'ailleurs, la réforme de la planification n'est la cause de la crise de la bureaucratie : elle l'exprime, la révèle et elle lui donne tout son développement. L'immobilisme devenu impossible, les forces sociales s'affrontent ; le Kremlin reste le pilier de l'appareil contre-révolutionnaire, la force sur laquelle peuvent et doivent s'appuyer les tendances pro-bourgeoises, pro-impérialistes, restaurationnistes. La « réforme de la planification » s'engage à l'initiative de la bureaucratie dans l'impasse, mais elle accuse toutes ses contradictions, dissocie ses composantes les unes des autres. Le prolétariat a également besoin d'une « réforme de la planification ». La lutte politique se développe sur le terrain même de la « réforme de la planification ». Dans l'ébranlement général de l'appareil, la confusion est nécessairement grande, une même formule prend des contenus différents, surtout lorsque, comme en Europe de l'Est, à la spoliation bureaucratique se superpose l'oppression nationale. La « réforme de la planification » soulève et recoupe tous les problèmes politiques, ce qui aggrave encore la crise de l'appareil. Les revendications de liberté en art, en littérature s'élèvent. Elles deviennent bientôt revendications des libertés démocratiques. La classe ouvrière s'en saisit et, organisée par les rapports sociaux de production, elle leur donne un contenu de classe ; ainsi, l'initiative contre-révolutionnaire de la bureaucratie se retourne en sens contraire : la révolution politique s'amorce. Elle soulève également la question de la « réforme de la planification », mais celle que doit réaliser le prolétariat. En posant le problème de la « réforme » de l'économie à son corps défendant, la bureaucratie signifie que c'est toute la vie qu'il faut changer, et met en mouvement toutes les forces sociales qui tentent de résoudre, chacune sur leur propre plan, la crise de la société qui n'est que la crise de la bureaucratie parasitaire. Elle a donné le signal de l'affrontement.

Ce processus s'est développé en Tchécoslovaquie, mais il existe également, à des degrés divers, en Pologne, en Yougoslavie, en U.R.S.S. Le mouvement des étudiants polonais, yougoslaves, les revendications des intellectuels en U.R.S.S., les grèves en U.R.S.S., et en Yougoslavie s'alimentent aux mêmes sources. Lorsque la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites se décidèrent à intervenir en Tchécoslovaquie, la bureaucratie tchécoslovaque perdant totalement pied, elles ont précipité la crise de la bureaucratie tchécoslovaque et révélé que la seule force sociale organisée et capable de combattre - la bourgeoisie étant expropriée, la bureaucratie volant en éclats - était le prolétariat, entraînant derrière lui les peuples tchécoslovaques. Elles ont démontré que la « réforme de l'économie » ne pouvait suivre les voies pacifiques, ne pouvait être appliquée à froid, qu'elle exigeait la guerre civile contre le prolétariat. Mais, par-là même, elles ont multiplié la crise de l'appareil international du stalinisme et la crise propre de la bureaucratie du Kremlin au point qu'à son tour celle-ci est menacée d'éclatement : le terme de son intervention, c'est la guerre civile contre le prolétariat tchécoslovaque.

Elle doit réaliser le programme énoncé par la « Pravda » aux premiers jours de l'occupation : « épurer 40 000 contre-révolutionnaires ». Cependant, la Tchécoslovaquie n'est pas un cas particulier : réduire par la force le prolétariat tchécoslovaque serait un prélude.

La bureaucratie du Kremlin a les mêmes problèmes à résoudre en U.R.S.S. : au bout, il y a la guerre civile contre tous les prolétariats de l'Europe de l'Est et celui de l'U.R.S.S., l'éclatement de la bureaucratie en U. R. S. S.

La crise politique sévit déjà au Kremlin : faut-il pousser plus loin la réforme de la planification, quelles relations nouer avec la Chine, comment trouver un terrain d'accord avec l'impérialisme, comment résoudre la crise tchécoslovaque ?

Toutes ces questions recoupent celles fondamentales : comment faire face au prolétariat soviétique, aux artistes, aux écrivains, aux intellectuels de l'U.R.S.S., quels rapports établir entre les différentes couches de la bureaucratie ?

La bureaucratie du Kremlin hésite, se dissocie, réagit empiriquement. En U.R.S.S. se font entendre les mêmes revendications que soulevèrent les intellectuels de Pologne et de Hongrie au cours des années qui précédèrent 1956, en Tchécoslovaquie au cours des années qui précédèrent 1968. Plus encore, une opposition communiste trouve les moyens de se donner un embryon d'organisation, une forme d'expression : « le Samizdat ». Elle exige le respect des droits inscrits dans la Constitution, réclame justice pour les nationalités opprimées.

La grève générale française de mai-juin 68 et l'ouverture du processus de révolution politique en Tchécoslovaquie acquièrent seulement toute leur signification, comme moment de la lutte des classes mondiale. Il faut les intégrer au mouvement du prolétariat mondial qui, appuyé sur les conquêtes antérieures, s'est engagé dans le cours de la révolution prolétarienne mondiale, qui englobe les luttes révolutionnaires dans les pays économiquement arriérés (dont la révolution chinoise). Mais ils s'inscrivent à un stade bien défini de cette lutte de classe mondiale, celui où la putréfaction du capital atteint le cœur, le pivot, le bastion, de l'impérialisme mondial, tandis que se poursuit l'irréversible décadence des vieilles puissances impérialistes européennes ; celui où la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites sont en lutte ouverte avec le prolétariat de l'U.R.S.S. et de l'Europe de l'Est qui se dresse pour les chasser du pouvoir politique et se réapproprier les conquêtes de la révolution commencée en 1917, en s'appuyant sur le nouvel assaut révolutionnaire des prolétariats des pays capitalistes avancés ; celui où révolution sociale et révolution politique fusionnent en Europe en un même processus. Mai-juin 68 en France, août 68 en Tchécoslovaquie, ont cristallisé les nouveaux rapports politiques qui se développaient entre les impérialismes, entre eux et la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites, la bureaucratie chinoise, entre elles et à l'intérieur de chacune d'elles, parce qu'ils ont exprimé les relations politiques qui se sont constituées au cours des vingt-cinq dernières années au sein du prolétariat mondial, entre lui et l'impérialisme, et surtout entre lui, les bureaucraties parasitaires, les appareils et les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier. A leur tour ils furent un nouveau point de départ de la lutte des classes mondiale et de l'ensemble des rapports politiques qui l'expriment et la constituent.

La grève générale française, la révolution politique en Tchécoslovaquie moments de la révolution prolétarienne mondiale⁴

Ni pour l'impérialisme, ni pour les bureaucraties parasitaires, ni pour le prolétariat, les rapports entre les classes ne peuvent rester ce qu'ils furent au lendemain de la seconde guerre mondiale. La putréfaction de l'impérialisme américain pose au système impérialiste mondial des problèmes qu'il ne peut résoudre qu'en affrontant le prolétariat des pays capitalistes avancés, et elle se conjugue à la crise de la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites, de la bureaucratie chinoise. L'Europe concentre les contradictions de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin : classiques mais renouvelées et portées à leur plus haut degré. La concordance de la grève générale française et le processus de la révolution politique ouvert en Tchécoslovaquie n'est nullement fortuite. Compte tenu de la crise de l'impérialisme, indissolublement liée à celle de la bureaucratie du Kremlin, le prolétariat européen, placé au centre de ces crises, doit défendre ses acquis et ne peut le faire qu'en les dépassant. La seule méthode dont il dispose est celle de la révolution prolétarienne qu'il lui faut poursuivre et achever. En termes spécifiques, selon le mode de production social, tout mouvement de grande ampleur pose la question du pouvoir politique. Mais la lutte des classes en Europe est plus immédiatement, plus directement que partout ailleurs étroitement imbriquée.

De grands mouvements de classe en France ont immédiatement leurs répercussions en Allemagne de l'Ouest, en Italie, en Espagne, en Grande-Bretagne et réciproquement, ces mouvements se nourrissent les uns des autres. En Europe de l'Est, de grands mouvements de classe dans un pays se répercutent fatalement sur les autres pays et en U.R.S.S. A bien plus forte raison est-il impossible qu'un prolétariat engage la lutte pour le pouvoir et le prenne, sans que soit mis à l'ordre du jour à brefs délais la lutte pour le pouvoir dans tous les autres pays d'Europe.

La simultanéité de la grève générale française et du processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie démontre que ce sont fondamentalement les mêmes problèmes qui confrontent les prolétariats de l'Europe de l'Ouest et de l'Est et qu'ils viennent ensemble à maturité. La force politique du stalinisme fut, conjointement aux ressources dont disposaient l'impérialisme américain, l'obstacle dressé devant l'unité de combat du prolétariat européen. Les forces conjuguées de l'impérialisme américain et de la bureaucratie du Kremlin divisèrent artificiellement l'Europe et le prolétariat européen en deux. Au même moment où l'impérialisme américain doit rejeter ses contradictions, les projeter à l'extérieur, où par conséquent est remis en cause le relatif équilibre des impérialismes décadents d'Europe où leur poussée se fait plus pressante en direction de l'Europe de l'Est, et la lutte entre eux plus dure, où la nécessité d'attenter aux conquêtes de leur propre prolétariat devient plus urgente, l'appareil de la bureaucratie du Kremlin pris comme dans une tenaille entre l'impérialisme et le prolétariat craque. Que les prolétariats d'Europe en aient conscience ou non, leurs mouvements expriment la nécessité historique longtemps contenue par l'obstacle du stalinisme : unifier l'Europe en un même mode de production sociale, celui qui est né avec la révolution d'Octobre. Ils sont unis par la nécessité objective des Etats-Unis Socialistes d'Europe. En dernière analyse, la grève générale française, le processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie ont été impulsés par la réaction du prolétariat européen confronté à ce dilemme : ou prendre le pouvoir dans chaque pays, unifier l'Europe, réaliser les Etats-Unis Socialistes d'Europe, ou être précipité à la déchéance par la destruction de toutes ses conquêtes.

Le développement de la lutte des classes en Europe retentit mondialement ; les luttes conjointes du prolétariat européen contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin sont un facteur de clarification et d'organisation pour la puissante classe ouvrière américaine ; la révolution chinoise, le combat héroïque des ouvriers et paysans vietnamiens, les mouvements révolutionnaires dans les pays économiquement arriérés saisissent le lien vivant, l'unité de combat qui les unit à la lutte des classes dans les pays économiquement développés. L'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin trébuchent et vacillent en Europe : leurs crises se multiplient, une nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale s'ouvre.

La grève générale de mai-juin 1968, le processus de la révolution politique ouvert en Tchécoslovaquie au cours du printemps et de l'été 1968 plongent leurs racines dans tout le développement antérieur des luttes du prolétariat mondial : le prolétariat ne renaît pas de ses cendres. Ce sont des moments de la lutte pour la révolution prolétarienne mondiale. Ils marquent la reprise par le prolétariat de l'initiative politique dans la lutte des classes en Europe et dans le monde. Avec eux s'est ouverte la période de la révolution imminente.

La bureaucratie du Kremlin applique le plan Nixon

Les contradictions internes du système impérialiste mondial, de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international sont du même coup considérablement renforcées. Comme nous l'avons déjà noté, les oppositions, les clivages, se multiplient entre les différentes puissances impérialistes et à l'intérieur de chaque bourgeoisie, à l'intérieur de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international. Des divergences politiques naissent et se conjuguent aux conflits d'intérêts. Comment faire face à cette nouvelle irruption du prolétariat mondial, dont après tout la grève générale française et la lutte du prolétariat et du peuple tchécoslovaques sont seulement les préliminaires ? Comment, dans ces conditions, éluder la crise économique qui menace et risque de disloquer le système impérialiste mondial ? Comment aborder la crise de la planification due à sa gestion par les bureaucraties parasitaires et quelles solutions lui donner ? Il est impossible, pour l'impérialisme, comme pour les bureaucraties parasitaires, d'isoler ces questions les unes des autres : toutes en effet se ramènent à leurs rapports avec le prolétariat qui conditionnent leurs rapports entre eux. Accentuer l'offensive contre la classe ouvrière est plus que jamais indispensable mais plein de risques. Tenter de maintenir en l'état la situation actuelle diffère toutes solutions et rend finalement les contradictions plus explosives.

La bourgeoisie, l'impérialisme, les bureaucraties parasitaires, ne peuvent rester immobiles. Ils tentent d'éluder la crise du système monétaire international par des compromis entre impérialismes, mais qui, comme nous l'avons vu, ne sont que des palliatifs et qui jouent principalement à l'avantage immédiat de l'impérialisme américain. Ils continuent à utiliser au maximum

⁴ Cette dernière partie du chapitre III a été publiée in extenso dans le n° 550 (octobre 1970) de « La Vérité », sous le titre « Sur les Etats-Unis Socialistes d'Europe ». Extraite de ce numéro de « La Vérité » en fin de composition du livre, elle fait l'objet d'un numérotage différent des pages (chiffres romains de I à XVIII). La première page du chapitre suivant (chapitre IV) reprend le foliotage original (page 185).

les appareils social-démocrates, ceux des organisations syndicales et surtout la bureaucratie du Kremlin et son appareil international pour contenir et si possible refouler la classe ouvrière. C'est ainsi que fut disloquée et liquidée la grève générale française, que la chute de de Gaulle ne put être exploitée par le prolétariat français. En Allemagne occidentale, la petite coalition, libéraux - sociaux-démocrates, qui donne le rôle majeur à la social-démocratie, fut substituée à la grande coalition, C.D.U.-S.P.D. où la démocratie chrétienne dominait, en raison de la poussée ouvrière qui s'est exprimée aussi bien par les grèves de septembre 1969 qu'au cours des élections.

La direction du Labour Party étant impuissante à imposer la politique des revenus et la législation antigreve et antisyndicale, le parti conservateur a repris le pouvoir. Les dirigeants du L.P. restent néanmoins au service de Sa Majesté, cette fois comme « opposition ». Lorsque, malgré les efforts de la direction des Trades-Unions, éclate la grève des dockers, le gouvernement décrète « l'état d'urgence » qui l'autorise à utiliser la troupe pour essayer de briser la grève des dockers, les députés du Labour Party affirment leur accord. Plus subtilement, mais non moins perfidement, en Italie, en France, les dirigeants des organisations ouvrières traditionnelles et principalement en raison de leur influence, ceux du P.C.F. et du P.C.I., désavouent, aseptisent, ou plus simplement brisent l'unité du prolétariat et fourvoient sur une voie de garage les luttes ouvrières.

Aux U.S.A., on constate les mêmes rapports entre le gouvernement, la bourgeoisie, l'appareil de l'A.F.L.-C.I.O. La lutte des noirs ne peut aboutir par elle-même mais elle est d'une importance primordiale en ce qu'elle met en mouvement la partie la plus exploitée du prolétariat américain. L'appareil de l'A.F.L.-C.I.O. isole autant qu'il est en son pouvoir le prolétariat noir du prolétariat blanc. Après avoir été longtemps confinée aux campus des universités, à certaines sections « libérales » de la petite-bourgeoisie américaine et à une fraction de la bourgeoisie angoissée par ses conséquences, la lutte contre la guerre impérialiste au Vietnam à s'étendre à quelques couches du prolétariat américain, la direction de l'A.F.L.-C.I.O. soutient pour sa part la guerre de « son » impérialisme contre les ouvriers et paysans du Vietnam. L'importance de la grève des postiers américains dépasse de loin le rôle de cette corporation : pour la première fois, des fonctionnaires qui n'ont pas le droit de grève, qui sont assermentés, se dressent contre l'état bourgeois dont ils sont censés être une partie constituante. Si Nixon évoque la nécessité d'avoir recours aux U.S.A. à la politique des revenus, ce n'est pas étranger à mouvement qui annonce que dans les profondeurs de la classe ouvrière américaine un mûrissement s'opère, générateur de grandes luttes susceptibles de mettre en cause le sacro-saint appareil d'état bourgeois des U.S.A. Nixon, en avançant la politique des revenus, signifie qu'il en appelle à l'appareil de l'A.F.L.-C.I.O. contre le prolétariat américain et lui demande de la « discipliner ».

Combien significatifs sont les réajustements de la politique de l'impérialisme à la suite de la grève générale française et de la lutte du prolétariat tchécoslovaque qui engageait le processus de la révolution politique, surtout ceux auxquels procèdent l'impérialisme américain ; systématiquement et ouvertement, il recourt à la bureaucratie du Kremlin. Naturellement la bourgeoisie mondiale, sauf quelques effets de propagande, laisse entièrement les mains libres à la bureaucratie du Kremlin et aux bureaucraties satellites intervenant militairement contre la classe ouvrière et le peuple tchécoslovaques. Qui plus est, la bureaucratie du Kremlin dépêchait, à deux reprises, ses ambassadeurs à Washington, à Londres, à Paris, à Bonn, expliquer aux gouvernements des principales puissances impérialistes le comment et le pourquoi de son intervention militaire en Tchécoslovaquie. Que les ambassadeurs de la bureaucratie du Kremlin viennent au rapport auprès des gouvernements des principales puissances impérialistes illustre quels sont les véritables bénéficiaires de la répression contre le prolétariat et le peuple tchécoslovaques, l'impérialisme, les tendances pro-bourgeoises en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est. Du même coup, le type de rapports politiques qui se renforcent entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin est également mis en évidence.

Johnson à la fin de son mandat et Nixon au début du sien ont parfaitement saisi les implications décisives pour la lutte de classe mondiale de la grève générale de mai-juin 1968 et du processus de révolution politique engagé en Tchécoslovaquie. Johnson apporta son soutien politique à de Gaulle après la grève générale. Il comprenait fort bien que la chute de de Gaulle consacrerait l'échec de toute une politique. A partir des défaites infligées aux prolétariats hongrois et français, qui redonnaient l'initiative à l'impérialisme mondial, l'offensive impérialiste attaquait les ouvriers et paysans vietnamiens, préparait l'encerclement de la Chine et la guerre contre elle. Le prolétariat d'Europe était supposé subir de nouvelles défaites. Dès les premières semaines de sa prise de fonctions, Nixon effectuait une tournée en Europe. Il prenait directement contact avec les gouvernements européens et leur affirmait son soutien. Il s'agissait de réajuster la politique de l'impérialisme mondial, en fonction des développements de la lutte des classes en Europe et de leur portée mondiale. Plus tard, il allait en Roumanie affirmer après l'intervention en Tchécoslovaquie la poussée de l'impérialisme vers l'Europe de l'Est et l'U.R.S.S. Mais il faut citer quelques extraits d'un discours qu'il prononça à la suite de son voyage en Europe :

« L'Europe devrait avoir sa propre position indépendante... notre intérêt n'est plus que les Etats-Unis dominent l'Alliance ». Derrière ces mots, diverses préoccupations : donner au capitalisme européen une liberté plus grande de mouvement, compte tenu des rapports entre les classes et contradictoirement leur faire porter une part plus lourde des charges de défense du système impérialiste mondial. Ensuite, vient le satisfecit et l'appel à la bureaucratie du Kremlin : *« En ce qui concerne la guerre au Vietnam, l'Union soviétique a été utile pour engager les conversations de Paris. Sans sa coopération, il serait difficile d'avancer aussi rapidement qu'on le voudrait vers la paix »*, et encore : *« Sans la coopération de l'union soviétique le Moyen-Orient va continuer à être une zone terriblement dangereuse ».*

En toute franchise, Nixon énonce la mission dont l'impérialisme charge la bureaucratie du Kremlin. Il lui demande de découpler ses efforts et d'imposer une « solution » au Vietnam : même s'il faut respecter certaines formes, elle doit obtenir une capitulation du gouvernement du Nord-Vietnam, du parti des travailleurs vietnamiens, et du Front national de libération. Nixon sait d'expérience qu'il peut compter sur le Kremlin, et, d'autre part, les prises de position du gouvernement nord-vietnamien, des dirigeants du parti des travailleurs vietnamiens, qui approuvèrent l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, démontrent leur dépendance politique à l'égard du Kremlin. Elle résulte de leur conception étroitement militaire et nationaliste de la lutte contre l'impérialisme, tandis que le programme du F.N.L. ne dépasse pas les limites de la « démocratie avancée », comme diraient les dirigeants du P.C.F., adaptée aux pays économiquement arriérés, et il accepte la partition du Vietnam en deux.

Le coup d'état militaire au Cambodge, l'intervention des troupes américaines et des troupes du gouvernement de Saigon; confirment que, malgré un retrait partiel des troupes américaines du Vietnam Sud, l'impérialisme américain poursuit les mêmes objectifs ; il étend la guerre à toute la péninsule indochinoise, saigne les ouvriers et paysans, s'efforce d'encercler le Nord-Vietnam. La réplique des dirigeants du Nord-Vietnam et du F.N.L. qui constituent avec le prince Sihanouk une sorte de

front patriotique indochinois contre l'impérialisme américain, visiblement sous l'inspiration et l'impulsion des dirigeants du P.C. et du gouvernement chinois, limite encore plus étroitement à « la lutte nationale » le programme du F.N.L. : la bourgeoisie « nationale » et les grands propriétaires fonciers ne doivent pas être mis en cause. Cela donne encore plus de relief à la politique de la bureaucratie du Kremlin et au sens de son intervention au Vietnam, qui évite jusqu'alors de reconnaître le gouvernement du prince Sihanouk. Elle cherche visiblement le moyen d'entériner le coup d'état militaire au Cambodge et par suite d'appuyer en pratique la politique de l'impérialisme américain ; il reste que tant que la détermination des ouvriers et paysans du Vietnam ne faiblira pas et que l'impérialisme sera relativement entravé dans son action militaire par le développement de la lutte des classes aux U.S.A., en Europe et ailleurs, la politique de l'impérialisme U.S. est plus facile à définir qu'à réaliser. La dialectique des rapports entre les classes est néanmoins telle que justement pour ces raisons, la pression du Kremlin se fait et se fera plus cynique, plus ouverte, plus brutale sur les dirigeants du Nord et du Sud-Vietnam.

Le Kremlin réalise point par point le programme que lui a tracé Nixon. Les dirigeants de l'état d'Israël pris à la gorge ont pratiqué la fuite en avant. L'état d'Israël est une construction artificielle de l'impérialisme, son gendarme dans cette région du monde contre les masses arabes, un bastion avancé en vue de la défense des sources de pétrole du Moyen-Orient. Le sionisme fait contre-point au « nationalisme arabe » qui bloque la lutte des classes dans les pays arabes, comme le « nationalisme arabe » est le contrepoint nécessaire au « sionisme » qui bloque la lutte des classes dans « l'état d'Israël ».

Par la guerre contre « la menace arabe », les dirigeants israéliens ont tenté de réunifier la « nation israélienne » fort mal en point. Elle était à la veille d'une crise peut-être irrémédiable. En six jours, ils ont écrasé les armées des états arabes vermoulus. Agissant ainsi, ils ont outrepassé le rôle que leur assigne l'impérialisme et principalement l'impérialisme américain. Seul s'étonneront qu'il puisse en être ainsi ceux qui croient au super-impérialisme, ou encore qui imaginent que les rapports à l'intérieur de chaque bourgeoisie et de l'impérialisme mondial sont harmonieux et parfaitement centralisés, qu'il suffit que Washington donne ses ordres par téléphone selon un plan dont il décide souverainement. Déjà, tout satellite de l'impérialisme américain que soit l'état d'Israël, en novembre 1956, ses dirigeants participaient aux côtés des gouvernements anglais et français (Eden en Angleterre, qui ne s'en est jamais relevé, Mollet en France dont ce fut « l'apothéose ») à la préparation de l'expédition contre l'Egypte aux fins d'occuper le canal de Suez que venait de nationaliser Nasser. La « brillante » opération militaire réalisée, les conquérants anglais-français-israéliens se replièrent avec non moins de brio, sous la pression de l'impérialisme américain et de la bureaucratie du Kremlin qui ensemble, sauvèrent une première fois le régime de Nasser de l'effondrement.

Par leur guerre des « Six jours », les dirigeants israéliens détruisaient le fragile équilibre dont dépend l'ordre impérialiste au Moyen-Orient, qui implique et l'état d'Israël et des régimes du genre Nasser, et le « sionisme » et le « nationalisme arabe ». Nasser et son régime, une fois encore, étaient à la limite de l'effondrement. Le risque était grand qu'une suite de convulsions incontrôlables résulte de la chute de Nasser. Le soutien de la bureaucratie du Kremlin a sauvé Nasser et son régime. Sans doute la bureaucratie du Kremlin a-t-elle pris pied en Egypte, pénétré en Méditerranée orientale. Depuis bientôt trois ans, d'innombrables « commentateurs » y virent un nouveau point de friction entre les U.S.A. et la bureaucratie du Kremlin, une épreuve de force entre eux, tournant à l'avantage de celle-ci. Il n'est pas douteux que la bureaucratie du Kremlin s'efforcera au cours de ses rapports avec l'impérialisme de tirer avantage du rôle de tuteur du régime de Nasser qu'elle joue grâce à la guerre des Six jours.

Ce n'est pourtant pas l'essentiel. En totale conformité avec les intérêts généraux de l'impérialisme au Moyen-Orient, la politique de la bureaucratie du Kremlin sauvait du chaos cette région du monde. Il reste à ramener la « paix » et à stabiliser quelque peu la situation. Nixon avait parfaitement raison d'avoir confiance en la bureaucratie du Kremlin. « L'allié » Nasser éprouve ce que signifie l'aide du Kremlin, la présence amicale et coopérative des techniciens russes. Après un séjour de plusieurs semaines à Moscou, il entérine le plan du secrétaire d'état Rogers (en toute indépendance, bien sûr), lequel vise à rétablir la situation antérieure, avec quelques petites compensations pour Israël toutefois : reconnaissance de facto, sinon de jure, de l'état d'Israël, vraisemblablement des modifications de frontières, Jérusalem, une partie de Cisjordanie, du plateau de Golan, resteront aux mains d'Israël ; le contrôle de l'O.N.U. sera imposé, c'est-à-dire celui de l'impérialisme. Quant au peuple palestinien, il n'en est pas même question.

La première phase de l'application du plan Rogers est en œuvre : les mouvements nationalistes palestiniens mesurent toute la chaleureuse solidarité des états arabes envers le peuple frère de Palestine. Nasser a entrepris, ce que n'a pu réaliser son « frère », le roi Hussein de Jordanie, les mettre au pas. Eventuellement le peuple frère de Palestine pourrait apprécier l'efficacité des mitrailleuses fournies généreusement par le grand allié du Kremlin.

Rien n'est encore joué : il reste à savoir les réactions des peuples arabes. Mais une fois encore la bureaucratie du Kremlin donne la mesure de sa fidélité au maintien de l'ordre bourgeois, à l'équilibre du système impérialiste mondial.

Les relations entre la bureaucratie polonaise et le régime de Franco contre le prolétariat espagnol, s'intègrent à l'étroite coopération des bureaucraties contre-révolutionnaires qui se renforcent d'autant plus que menace la révolution prolétarienne. La fourniture à Franco du charbon nécessaire à briser la grève des mineurs des Asturies n'est pas un acte commercial « normal ». Elle constitue un acte politique contre-révolutionnaire délibéré, dont par ailleurs la bureaucratie du Kremlin est coutumière. Ainsi apporte-t-elle sa coopération économique « désintéressée » aux sauvages dictatures d'Amérique latine, resserre-t-elle ses relations de toutes sortes avec le régime des colonels grecs.

L'imminence de la révolution et la concentration des contradictions de classes en Europe accentuent l'action contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin, de son appareil international, des bureaucraties satellites. La lutte du stalinisme contre le prolétariat de l'Ouest comme de l'Est devient plus vive et plus directe. Les bureaucraties parasitaires et la bureaucratie du Kremlin cherchent de plus en plus à nouer des liens, ou à les renforcer, avec les impérialismes les plus puissants. La logique de la lutte contre le prolétariat est implacable. L'impérialisme américain remit sur pied le capitalisme allemand en Europe et le capitalisme japonais en Asie. Les exigences de la lutte des classes l'y contraignaient. Mais la puissance du capital américain, les relations politiques et économiques qu'elle lui permettait de nouer avec le capital allemand et japonais, lui donnait les moyens de les contrôler. Les quelques inconvénients qui en résultaient comptaient peu, comparés aux avantages que retirait, dans la lutte des classes mondiales, l'impérialisme américain du renflouement des bourgeoisies allemande et japonaise.

Il en allait différemment des bourgeoisies anglaise et française : de redoutables concurrents un moment écartés réapparaissent. La bourgeoisie française savait que, la puissante bourgeoisie allemande renaissante, la prééminence en Europe de l'Ouest aussi bien économique que politique lui échapperait tôt ou tard. Mais c'était à échéance. Et surtout aussi bien la remise en selle de la bourgeoisie allemande que celle de la bourgeoisie japonaise était indispensable au système capitaliste dans son ensemble. A juste titre, la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites ont toujours senti comme une menace contre l'U.R.S.S. et les pays de l'Europe de l'Est la renaissance des impérialismes japonais et allemand, évidemment principalement allemand. Elles ne purent s'y opposer. Il était impossible à l'impérialisme comme à la bureaucratie du Kremlin de laisser le puissant prolétariat allemand s'engager dans des luttes convulsives, au milieu de l'Europe chancelante. En dernière analyse, l'équilibre du système impérialiste mondial importe autant à la bureaucratie du Kremlin et aux bureaucraties satellites qu'à la bourgeoisie de chaque pays. Enfin, il n'y avait pas d'autres moyens de s'opposer à la renaissance des impérialismes allemand et japonais que la révolution prolétarienne... éventualité dont la simple évocation terrorise les bureaucraties parasitaires.

A la renaissance de la bourgeoisie et de l'impérialisme allemands, la bureaucratie du Kremlin riposta en consacrant la division de l'Allemagne en deux. Dans les limites de sa zone d'occupation, elle créa de toutes pièces, bureaucratiquement et artificiellement, un nouvel état placé sous son contrôle direct : la R.D.A. Un monstre ! L'économie de cette partie de l'Allemagne n'était viable qu'intégrée à l'ensemble de l'économie allemande. De plus, après les démontages d'usines entières des années de l'immédiat après-guerre, ainsi que tous les pays de l'Est, la R.D.A. subissait et subit toujours un pillage plus raffiné, par le truchement de la « coopération » et des accords économiques imposés par la bureaucratie du Kremlin qui exporte de cette façon les contradictions et les distorsions de l'économie de l'URSS.

Le mur de Berlin témoigne des brillants résultats de cette politique : la classe ouvrière, la paysannerie pendant des années ont fui la RDA. La R.D.A. se vidait de sa substance sociale, de la force productive par excellence : le prolétariat. La création de la R.D.A. accroissait considérablement les contradictions en Europe de l'Est. Et si le mur de Berlin, en transformant la R.D.A. en un vaste camp de concentration, obligeait le prolétariat de cette partie de l'Allemagne à rester sur place et à participer à la « construction du socialisme », les contradictions demeuraient. La R.D.A. reste particulièrement instable. Elle constitue un des points les plus faibles du système que contrôle la bureaucratie du Kremlin. Elle aggrave les tendances à sa dislocation. La bureaucratie du Kremlin peut moins qu'ailleurs en Europe de l'Est relâcher son contrôle sur la R.D.A. sans courir les plus grands risques.

Depuis des années, la bureaucratie du Kremlin favorisait les manœuvres de l'impérialisme français qui s'évertue à conserver sous une certaine tutelle politique la bourgeoisie allemande. Le parti communiste français était le spécialiste de la lutte contre les « revanchards allemands ». L'alliance franco-soviétique était présentée comme la garantie du maintien de la « paix en Europe ». Les dirigeants du P.C.F. au nom d'un nationalisme échevelé firent bloc en 1952-1954 avec les gaullistes les plus réactionnaires contre la communauté européenne de défense. Mais ils ne purent empêcher le traité instituant la C.E.D. repoussé par le Parlement que les traités de Londres et de Paris organisent, dans le cadre du pacte atlantique et de l'OTAN, le réarmement (le l'Allemagne de l'Ouest. Ils dénoncèrent vigoureusement le traité qui instituait la Communauté économique européenne car elle devait nécessairement bénéficier au capitalisme le plus puissant d'Europe : le capital allemand. Ils considèrent « comme positive » la politique extérieure de De Gaulle pour autant qu'elle renouvelait l'alliance de l'impérialisme français et de la bureaucratie du Kremlin dont l'un des aspects est de faire contrepoids à l'impérialisme allemand en Europe. Il est vrai que la bourgeoisie française pour sa part n'était pas d'une fidélité absolue à cette politique qui tendait à maintenir en Europe la bourgeoisie allemande en laisse.

Les réalités du maintien de l'ordre impérialiste et les rapports de force inter-impérialistes s'imposaient à elle. La bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites, devaient également faire de nombreux accroc à cette politique, poussées par leurs besoins de nouer des relations économiques avec l'impérialisme allemand et en fonction des rapports de force réels en Europe. Dès 1955, le chancelier Adenauer était reçu en grande pompe à Moscou. Le Kremlin et Bonn échangeaient des ambassadeurs. Depuis 1952, les contacts se nouaient entre la R.F.A., ses hommes d'affaires, ses représentants politiques et les bureaucraties de pays de l'Europe de l'Est. De son côté, le gouvernement de la R.F.A., Kissinger- Brandt abandonnait la doctrine Halstein, selon laquelle la R.F.A. romprait ou n'établirait pas de relations diplomatiques avec tout gouvernement qui reconnaîtrait le gouvernement de la R.D.A. Cependant, la neutralisation de la RFA restait un des axes de la politique du Kremlin en Europe.

La bureaucratie du Kremlin, celle de la R.D.A., de Pologne, prétendirent justifier leur intervention militaire en raison de la pénétration des agents du gouvernement de la R.F.A. en Tchécoslovaquie, de la frontière ouverte entre la R.F.A. et la Tchécoslovaquie, de la menace impérialiste qui s'en suivait pour tous les pays de l'Europe de l'Est et en U.R.S.S. Mais depuis un an, la bureaucratie du Kremlin et la bureaucratie polonaise opèrent un tournant politique majeur, et la bureaucratie de la R.D.A. n'a pu qu'emboîter le pas. La bureaucratie du Kremlin se prépare à reconnaître la prééminence, parmi les puissances impérialistes d'Europe, à l'impérialisme allemand, à nouer des relations politiques et économiques avec la République fédérale allemande qui lui assurent en principe et en pratique ce rôle. La bureaucratie polonaise lui emboîte le pas si elle ne la précède. La bureaucratie de la R.D.A., vaille que vaille, est obligée de suivre.

La bureaucratie polonaise a engagé des négociations avec le gouvernement de la R.F.A., par-dessus le gouvernement « allié et ami » de la R.D.A. Visiblement, il lui importe surtout d'obtenir des marchandises et sous des formes diverses des capitaux allemands afin de tenter de surmonter les contradictions économiques qui l'assaillent. Tout juste réclame-t-elle ce qui fut le leitmotiv de sa politique étrangère depuis vingt-cinq ans : la reconnaissance de la frontière Oder Neisse. En tout cas elle se désintéresse complètement du sort de la R.D.A. qui se débrouillera elle-même.

La bureaucratie du Kremlin poursuit des buts identiques. Le grand accord qu'elle négocie actuellement serait intitulé « Traité de non-recours à la force et de coopération entre l'U.R.S.S. et la République fédérale allemande ». La Pravda mène une campagne insistante sur la coopération économique entre l'U.R.S.S. et les pays de l'Europe occidentale au premier rang desquels l'Allemagne fédérale. Mais elle ne peut esquiver, pas plus que l'impérialisme allemand, les redoutables questions que soulèvent l'existence de la R.D.A. et le statut de Berlin. Sous sa contrainte, le gouvernement de l'Allemagne de l'Est a dû engager des discussions politiques avec la R.F.A. C'est naturellement pour son propre compte que la bourgeoisie allemande négocie avec la bureaucratie du Kremlin : elle affirme qu'elle recouvre la plénitude de ses droits politiques ; elle fait reconnaître

sa place de première puissance impérialiste d'Europe et son droit de traiter d'égal à égal avec la bureaucratie du Kremlin ; elle impose sa pénétration politique et la pénétration de ses marchandises et de ses capitaux en Europe de l'Est et jusqu'en U.R.S.S., en utilisant le canal le plus efficace pour y parvenir: celui que met à sa disposition la bureaucratie du Kremlin. Mais elle s'engage dans cette voie également au compte du système impérialiste dans son ensemble. Les ambassadeurs des U.S.A., d'Angleterre et de France à Moscou sont tenus quotidiennement au courant des négociations et, par eux, leurs gouvernements, et surtout la politique de la bourgeoisie allemande participe de l'orientation définie par la dernière session du Conseil atlantique qui se prononçait pour une conférence européenne avec la participation de l'impérialisme américain dont l'un des buts serait la libre circulation des idées, des personnes et des biens en Europe : langage sans équivoque qui signifie pénétration du capital et des marchandises en Europe de l'Est.

Tournant politique d'une importance mondiale et capitale : la bureaucratie du Kremlin réordonne sa politique en fonction des rapports de force entre les différents impérialismes européens et entre elle et l'impérialisme allemand. Cette dernière affirmation peut sembler hasardeuse. Elle le serait pour quiconque apprécierait les rapports de force indépendamment de la lutte des classes. Redoutant la mobilisation de classe du prolétariat d'Europe de l'Ouest et de l'Est, dont les luttes s'alimentent réciproquement, se rejoignent en un même combat, la bureaucratie du Kremlin prend appui sur l'impérialisme allemand contre le prolétariat européen. Elle a besoin de lui aussi bien du point de vue économique que comme centre du maintien de l'ordre en Europe. Il s'agit d'une conséquence directe de la grève générale de mai-juin 1968 en France et beaucoup plus immédiatement encore d'un développement consécutif à l'intervention militaire de la bureaucratie du Kremlin contre le peuple et le prolétariat tchécoslovaques.

La logique de fer de la lutte des classes s'était déjà imposée à la bureaucratie du Kremlin prenant conscience d'elle-même et de ses intérêts spécifiques lorsqu'elle imposa au parti communiste allemand une politique qui contribua à laisser Hitler s'emparer du pouvoir sans que le prolétariat allemand puisse engager le combat : plutôt Hitler que la révolution prolétarienne en Allemagne, tel fut le sens de cette politique. L'accord germano-russe de 1939 devait en résulter . Staline tentait désespérément d'éloigner le spectre de la guerre contre l'U.R.S.S. Il devait au contraire précipiter ainsi la deuxième guerre impérialiste mondiale et donner à Hitler les moyens d'asservir l'Europe avant qu'il se précipite contre l'U.R.S.S. Ensuite la même logique de classe a guidé la bureaucratie du Kremlin et les impérialismes américain, anglais, français, à la fin de la guerre : boucher toute perspective révolutionnaire au prolétariat allemand en l'écrasant, en le divisant en deux, leur était indispensable. L'accord actuel, entre la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme allemand, obéit à la même logique de classe, mais en des circonstances différentes. La coopération contre-révolutionnaire entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin exige que le capitalisme en Allemagne soit fort et stable, qu'il serve de point d'appui contre le prolétariat de l'Europe entière.

Réciproquement le prolétariat allemand et la bourgeoisie allemande sont au centre, sont déterminants dans la lutte de classes en Europe et dans le monde. La révolution montante en Europe, qui unifie en un même processus la révolution sociale et la révolution politique, en contre-partie déterminé l'accord contre-révolutionnaire entre la bourgeoisie allemande et la bureaucratie du Kremlin. D'autant plus que chaque état allemand qui résulte de la division de l'Allemagne en deux systèmes sociaux, est monstrueux à sa façon. Pas plus la République fédérale allemande que la République démocratique allemande ne peuvent se maintenir telles qu'elles sont. Le capital allemand doit s'ouvrir une voie à l'Est, son mouvement naturel, si l'on peut dire, le porte à réinvestir l'Allemagne de l'Est, à s'étendre dans toute l'Europe de l'Est, à plus ou moins longue échéance : c'est pour lui une question vitale. Les rapports de production établis en Allemagne de l'Est exigent plus brutalement encore que dans tous les autres pays de l'Europe de l'Est d'être étendus à toute l'Allemagne d'abord, à l'Europe entière ensuite, et dans le même mouvement d'être libérés des bureaucraties parasitaires. La bureaucratie du Kremlin ouvre la porte à la solution impérialiste à l'unité de l'Europe, par peur de la révolution socialiste en Europe. Assaillie par le prolétariat de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S., elle s'en remet à l'impérialisme allemand.

Assurément, il ne s'agit encore que du début de ce cours politique. La bureaucratie du Kremlin s'efforcera d'obtenir des « garanties », de limiter la pénétration du capital allemand. Elle s'efforcera qu'en échange de la pénétration du capital allemand en Europe de l'Est, la bourgeoisie allemande ratifie sa mainmise politique sur l'Europe de l'Est. La concrétisation en serait la reconnaissance, au moins de facto, par le gouvernement de la R.F.A. du gouvernement de la R.D.A.

Cet objectif n'est pas hors de portée. Assorti du droit reconnu à la nation allemande de se réunifier à plus ou moins longue échéance. Une telle clause réserverait l'avenir à l'impérialisme allemand. Un compromis de ce genre conviendrait actuellement à la bourgeoisie allemande, qui dans les rapports entre les classes qui existent aujourd'hui en Europe redoute l'unité allemande, qui libérerait l'énergie révolutionnaire du prolétariat allemand. L'unité de l'Allemagne ne peut se réaliser que sur la base d'un seul mode de production sociale. La classe ouvrière allemande réunifiée, libérée de l'oppression écrasante de la bureaucratie du Kremlin, de la hantise du stalinisme, puissamment organisée à l'Ouest, engagerait inéluctablement le combat, unissant la lutte pour l'expropriation de la bourgeoisie à celle pour le pouvoir des travailleurs, la gestion des rapports sociaux, de type socialiste par la démocratie prolétarienne ; l'unité de l'Allemagne réaliserait actuellement un mélange révolutionnaire détonnant qui bouleverserait l'Europe. Or les fins de la bourgeoisie allemande et de la bureaucratie du Kremlin sont justement de coaliser leurs forces contre le prolétariat d'Europe. Là est le fondement de l'accord qu'elles préparent.

La bourgeoisie, l'impérialisme allemand, comme l'impérialisme mondial sont pleinement conscients que la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites sont les véhicules de la pénétration impérialiste en Europe de l'Est et en U.R.S.S., que les forces sociales restaurationnistes sur lesquelles il leur faut s'appuyer sont internes aux bureaucraties parasitaires. De même ils savent que l'ordre bourgeois ne tient en Europe qu'en raison de la politique des bureaucraties réformistes, de l'appareil international du stalinisme, des appareils syndicaux, qu'ils continuent à utiliser lorsqu'ils tentent de reprendre l'initiative politique contre le prolétariat. Il est significatif que le « *nouvel ordre européen* » dont a besoin l'impérialisme soit négocié entre le gouvernement social-démocrate de Brandt et la bureaucratie du Kremlin, contre le prolétariat d'Europe.

Révolution, contre-révolution, Etats-Unis socialistes d'Europe

Mais quelles que soient les préoccupations politiques, la prééminence à l'impérialisme allemand, derrière (lui se tient l'impérialisme américain, en Europe, sa pénétration en Europe de l'Est remet en cause tout l'équilibre européen : la liberté politique redonnée à la bourgeoisie allemande, tout aussi bien que son expansion économique en Europe de l'Est vont bouleverser en sa faveur les relations au sein du Marché commun. écraser le capital français, italien, et peser également sur la

bourgeoisie anglaise. La pénétration du capital allemand en Europe de l'Est et en U.R.S.S. désagrègera plus encore les relations entre la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites, de celles-ci entre elles, accroîtra la crise sociale et la crise propre de chaque bureaucratie.

La lutte des classes deviendra, en dépit des habiletés politiques de la bureaucratie du Kremlin et de la bourgeoisie, plus intense, plus brutale. En dernière analyse, l'accord entre l'impérialisme allemand et la bureaucratie du Kremlin et l'alignement des forces de la contre-révolution en Europe et dans le monde contre le prolétariat renforce l'unité objective de la lutte du prolétariat d'Europe, donne au mot d'ordre et à la perspective des Unis socialistes d'Europe plus de vie, plus d'actualité, plus de force. Révolution et contre-révolution deviennent imminentes. Il demeure que le prolétariat d'Europe a repris l'initiative politique, qu'il s'appuie sur ses conquêtes antérieures et que ce sont elles que l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, agissant toujours plus au compte de l'impérialisme ont à détruire. Ils ne peuvent y parvenir à froid. Ils doivent avoir à a guerre civile. La bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites, les bureaucraties réformistes, les appareils syndicaux sont voués à la dislocation et les bourgeoisies d'Europe à un déclin irrémédiable y compris la bourgeoisie allemande. Seul l'impérialisme américain peut sortir d'une épreuve de cette envergure, victorieux, car en dernière analyse elle exige que la guerre civile contre le prolétariat se combine à la guerre impérialiste contre la Chine, l'U.R.S.S., les pays de l'Europe de l'Est selon des combinaisons difficilement prévisibles mais qui impliquent l'éclatement des bureaucraties parasitaires.

Encore faut-il, toutefois, que l'impérialisme américain brise son propre prolétariat. De toute façon, la solution impérialiste à la crise révolutionnaire, à la révolution et à la contre-révolution imminentes implique la lutte à mort contre le prolétariat d'Europe, le rejet de l'Europe dans la barbarie, seule façon dont l'impérialisme peut « unifier » l'Europe. En ce sens, les événements actuels sont seulement des prémisses, des signes, annonciateurs.

Le phénomène marquant reste que la chute de De Gaulle, l'échec de Wilson, l'échec des gouvernements à participation socialiste en Italie, comme l'incapacité de tous les gouvernements d'intégrer à froid les syndicats, de discipliner la classe ouvrière sans la briser organisationnellement et politiquement, démontrent que l'utilisation des appareils réformistes, staliniens, syndicaux par la bourgeoisie a des limites. Pour répondre à ces besoins, la bourgeoisie doit aller beaucoup plus loin.

Un problème de même nature au fond se pose à l'impérialisme mondial en ce qui concerne la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites de l'Europe de l'Est. L'impérialisme peut et doit les utiliser contre le prolétariat de ces pays, comme agents de la contre-révolution. C'est par leurs canaux que les premiers coups peuvent être portés aux prolétariats de l'U.R.S.S., des pays de l'Europe de l'Est, de Chine, au compte de l'impérialisme, la planification sapée, la propriété étatique des principaux moyens de production remise en cause. Mais aussi bien les exemples de la Hongrie, de la Chine, de la Tchécoslovaquie, que tous les pays de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S., démontrent que cette politique désagrège l'appareil international du stalinisme, produit des ruptures entre les différentes bureaucraties, des cassures à l'intérieur de chacune d'elles. La réaction du prolétariat est alors inéluctable: par les failles ouvertes des appareils bureaucratiques, il se précipite et le processus de la révolution politique se fait jour.

Or, après mai-juin 1968 en France, après l'ouverture du processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie, la bourgeoisie de chaque pays, comme l'impérialisme mondial n'ont pas été aptes à modifier radicalement leurs méthodes d'attaque du prolétariat : c'est toujours par la médiation de la politique des appareils bureaucratiques, de l'appareil international du stalinisme, de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites qu'ils l'attaquent. Ils ne possèdent pas immédiatement les moyens politiques de se passer des appareils, d'établir des dictatures ouvertes et directes dans les principaux pays capitalistes économiquement développés. Bien plus, ils redoutent d'avoir à le faire et craignent d'ouvrir la guerre civile, tout autant parce qu'ils ont peur que la révolution prolétarienne surgisse de guerres civiles qu'ils engageraient, que parce qu'ils savent qu'en tout état de cause les impérialismes décadents seraient précipités à la ruine, que parce qu'ils craignent que le pouvoir n'échoue entre les mains d'aventuriers difficilement contrôlables.

Vis-à-vis de l'Europe de l'Est, de l'U.R.S.S., de la Chine, sauf à passer directement à la guerre impérialiste, et il faudrait qu'ils vainquent le prolétariat de leurs propres pays, que l'impérialisme américain discipliné, les impérialismes moins puissants, les bureaucraties parasitaires sont leur seul recours. Celles-ci sont contraintes d'agresser les prolétariats de leurs pays en réponse aux problèmes qui les confrontent, mais elles hésitent, manœuvrent, rusent. Plus de deux ans après l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, la « normalisation » n'a toujours pas été menée à son terme.

Sans qu'il soit possible de fixer des rythmes, des délais, le temps presse, les échéances approchent. Les expédients auxquels l'impérialisme a recours afin d'éviter la crise financière et économique, les compromis qui interviennent ne sont que provisoires. Sans recours à l'économie de guerre, la crise et la dislocation de l'économie capitaliste mondiale se produiront inéluctablement. C'est une simple question de temps. Seule la pénétration massive des marchandises et des capitaux en Chine, en Europe de l'Est, en U.R.S.S., différencieraient cette crise, mais en disloquant l'économie planifiée, en détruisant massivement les forces productives de ces pays. Les bureaucraties parasitaires ne sont pas moins en face d'échéances qui les pressent, qu'elles sont, en tant que bureaucraties, incapables d'assumer sans éclater.

L'impérialisme sera-t-il capable dans les délais qui lui restent de briser le prolétariat des principaux pays capitalistes économiquement développés, l'impérialisme américain sera-t-il en mesure de discipliner les différentes couches du capital américain, les états forts étant instaurés dans les principaux pays capitalistes de les discipliner à l'état fort américain ? L'aile pro-bourgeoise, pro-impérialiste des bureaucraties parasitaires sera-t-elle en mesure à échéance relativement courte de casser les prolétariats de l'U.R.S.S., des pays de l'Europe de l'Est, de Chine, dans des délais relativement courts ? C'est l'hypothèse la plus improbable. L'hypothèse la plus probable est au contraire que partout le prolétariat résistera, combattra, que des crises profondes briseront l'unité des appareils, que la dislocation de l'appareil international du stalinisme, des bureaucraties parasitaires de la bureaucratie du Kremlin, ouvriront la voie à de puissants mouvements de masses, aussi bien qu'ils en résulteront. Ce que n'a pu accomplir l'impérialisme au cours des vingt-cinq dernières années, refouler le prolétariat d'Europe, il est peu probable qu'il puisse l'accomplir à courte échéance. Bien plus, le prolétariat américain s'ébranlera et secouera l'impérialisme en son centre. Le prolétariat japonais engagera également des combats grandioses. Les prolétariats de l'U.R.S.S., des pays de l'Europe de l'Est, de Chine, reprendront la lutte du prolétariat tchécoslovaque à leur propre compte. Dans ce cadre renaîtront sans cesse les mouvements révolutionnaires dans les pays économiquement arriérés.

Au cours des années à venir, l'hypothèse la plus probable est la dislocation conjointe du système impérialiste mondial et de l'appareil international du stalinisme, ce sont des crises qui déchireront chaque bourgeoisie, comme chaque bureaucratie parasitaire, faute qu'ils puissent briser à bref délai le prolétariat mondial. Des combats de classe d'une envergure et d'une profondeur rarement égalées seront engagés par tous les prolétariats aiguillonnés par la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin poussée à son paroxysme. C'est en fait une vague révolutionnaire sans précédent dont le centre sera les pays économiquement développés et principalement d'Europe, mais qui affectera tous les continents. En ce sens, la grève générale de mai-juin 1968 en France, l'ouverture du processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie ont ouvert une nouvelle période historique intégrée à l'ère de la révolution prolétarienne ouverte par la révolution russe.

Mais l'ouverture d'une crise révolutionnaire mondiale, fût-elle sans précédent, n'est pas la victoire de la révolution prolétarienne. La dislocation du système impérialiste mondial, de l'appareil bureaucratique international du stalinisme n'est pas égale à la prise du pouvoir par les prolétariats des différents pays, condition de l'instauration du socialisme. Les relations entre les classes, et à l'intérieur des classes sociales sont telles que, dans sa première phase, cette période historique apparaîtra vraisemblablement comme un immense chaos.

La classe ouvrière a besoin pour s'emparer du pouvoir et de résoudre la crise de la société non seulement de s'engager dans la lutte : il lui faut une claire conscience des objectifs à atteindre, des moyens nécessaires à les atteindre, en quelques mots d'un parti révolutionnaire, d'un drapeau, d'un programme, sinon elle eût vaincu depuis longtemps. Faute de quoi ses mouvements, ses assauts répétés, n'aboutissent pas. Ils participent du chaos de la société toute entière, des convulsions qui l'agitent, la déchirent. Ils deviennent une expression de l'impuissance, de la décadence de l'humanité. Le chaos social, tout comme tout ce qui semble chaotique dans l'univers, n'en est pas moins régi par des lois. Au cas où le prolétariat ne parviendrait pas à résoudre la crise révolutionnaire sur son plan historique, les lois de la lutte de classe opéreraient contre lui. De l'intérieur de la bourgeoisie, de l'appareil d'état bourgeois, de l'impérialisme, qui, disloqué, ne disparaîtrait pas du même coup, s'organiseraient les forces les plus réactionnaires qui s'imposeraient à la bourgeoisie dans son ensemble, aux autres impérialismes et reconstruiraient sur les os du prolétariat un nouvel ordre bourgeois. Il suffit d'imaginer ce que serait l'instauration d'un fascisme à l'hitlérienne aux U.S.A. et l'on se rend compte de l'ordre bourgeois nouveau qui résulterait de l'impuissance de la classe ouvrière à résoudre, par la prise du pouvoir dans les pays économiquement développés, la crise révolutionnaire mondiale qui s'annonce. Une fois encore s'impose la certitude que l'Europe bourgeoise ne subsisterait plus que comme un vaste champ de décombres, aux mains de bourgeoisies croupions, vassales de l'impérialisme américain.

L'Europe occidentale, l'Europe orientale, l'U.R.S.S. sont au même point concernés. Les prolétariats de l'U.R.S.S., de l'Europe de l'Est, comme de Chine s'appuient sur les rapports sociaux de production de type socialiste. De ce point de vue, ils disposent de points de départ dans la lutte pour le pouvoir infiniment plus favorables que ceux dont disposent les prolétariats occidentaux. Ce n'est pas une garantie suffisante et absolue de victoire : la conscience des tâches révolutionnaires dans chaque pays, du caractère international de la lutte contre le stalinisme, de la nécessité d'extraire jusqu'aux racines les bureaucraties parasites, d'intégrer la révolution politique à la révolution mondiale comme une de ses composantes est non moins indispensable. Le prolétariat soviétique, les prolétariats de l'Europe de l'Est, de Chine ont besoin pour vaincre de partis révolutionnaires, d'un drapeau, d'un programme. A défaut, le désordre et l'anarchie peuvent s'installer, la victoire revenir à l'aile pro-bourgeoise, proimpérialiste de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites, au cours de convulsions sans issue, les conquêtes du prolétariat se disloquent, l'impérialisme américain, les bourgeoisies compradores d'Europe, leurs prolétariats vaincus, écrasés, décimés, les utilisant comme leur instrument. Ou plus simplement et plus brutalement, ayant maîtrisé son prolétariat, l'impérialisme américain pourrait anéantir par la guerre atomique l'Europe et l'Asie, quitte à prendre le risque d'être lui-même anéanti. Bien d'autres combinaisons imaginables ou inimaginables peuvent naître. L'important, le décisif est de comprendre qu'une crise révolutionnaire aussi ample, aussi profonde soit-elle, ne signifie pas automatiquement la victoire de la révolution prolétarienne. La crise révolutionnaire a comme contrepartie la menace contre-révolutionnaire d'autant plus barbare que la crise révolutionnaire est profonde.

Le propre de la crise révolutionnaire qui s'annonce est que tout le système impérialiste mondial est concerné, qu'elle affectera tous les pays, toutes les bourgeoisies, qu'elle mettra en cause la bureaucratie du Kremlin et tous ses prolongements internationaux, dans un même processus.. Il s'agit de la révolution prolétarienne mondiale parvenue à son point d'ultime maturité C'est en raison de cette dimension que s'apprécie la politique révolutionnaire. Il ne s'agit pas d'un jeu à la manière de quitte ou double, mais pour l'humanité c'est le socialisme ou la barbarie. La crise aura son expression concentrée en Europe et son issue se jouera en dernière analyse aux U.S.A.

Chaque classe ouvrière d'Europe, qu'elle soit de l'Est ou de l'Ouest, bien qu'elle exprimera le mouvement du prolétariat mondial dans son ensemble, engagera naturellement et obligatoirement le combat sur son propre terrain, dans ses cadres nationaux. Le programme de la révolution prolétarienne doit se concrétiser pour chaque pays, comme chaque prolétariat a besoin de son propre parti révolutionnaire. Mais la relation politique de la lutte révolutionnaire du prolétariat dans chaque pays avec la lutte des classes en Europe et dans le monde doit être exprimée concrètement. La classe ouvrière de chaque pays d'Europe a politiquement besoin d'établir la relation révolutionnaire avec tous les prolétariats d'Europe sous une forme concrète, qui unifie les combats de classe aussi bien à l'ouest qu'à l'Est. Le mot d'ordre et la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe peuvent seuls établir cette relation politique révolutionnaire entre les prolétariats d'Europe. Ainsi ce mot d'ordre et cette perspective sont indispensables à l'organisation, à la fécondation de la lutte révolutionnaire du prolétariat de chaque pays d'Europe comme de tout le prolétariat d'Europe. Ils unifient la lutte contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin. Leur valeur politique est déterminante comme facteur révolutionnaire.

Le mot d'ordre et la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe sont indispensables à la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays. C'est par eux que l'Internationalisme prolétarien s'exprime et c'est par eux que devient sensible la nécessité d'intégrer la construction du parti révolutionnaire à la reconstruction de l'Internationale, instruments d'une même politique. Mais le mot d'ordre et la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe ont une portée mondiale. Si la crise révolutionnaire a son expression concentrée en Europe, elle n'est pas moins mondiale. Elle aura sa solution positive en dernière analyse aux U.S.A. lorsque le puissant prolétariat américain prendra le pouvoir. Tout dépend de la maturation politique du prolétariat américain, de sa capacité à se forger l'instrument de son émancipation. La lutte unifiée contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin aura un impact décisif sur le prolétariat américain.

L'absence de perspective politique fait obstacle à l'évolution politique du prolétariat américain ; le stalinisme fait également obstacle. La faiblesse du parti communiste américain va dans le sens de cette appréciation. Pour autant que le stalinisme représente le « communisme », il sert de repoussoir au prolétariat américain. Il entretient les illusions petites-bourgeoises qui, par exemple, font de la lutte des noirs contre l'oppression raciale un combat en soi, l'orientent vers le « nationalisme noir », alors qu'elle est par essence une lutte de la partie la plus exploitée du prolétariat américain. Il dévie la lutte contre l'intervention de l'impérialisme américain au Vietnam vers le pacifisme, alors qu'elle est par essence l'embryon d'un combat contre la citadelle de l'impérialisme qui ne peut se résoudre que par la destruction de cette citadelle que seul accomplira le prolétariat américain comme classe. Il limite la lutte des prolétaires de toutes couleurs à l'action revendicative pour défendre « l'américain way of life » alors que le prolétariat américain a besoin de ses propres moyens et instruments politiques, d'un Labour Party, pour mettre en cause et renverser le capitalisme U.S.

Limiter à cet aspect, pourtant de première importance, l'impact du mot d'ordre et la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe sur le prolétariat américain serait restreindre son efficacité. La division nationale, l'éparpillement de l'Europe, la décadence inéluctable qu'implique la multitude des états européens, renforcent nécessairement le contrôle politique de la bourgeoisie américaine, qui s'est montrée capable d'unifier les U.S.A., d'en faire le plus puissant pays du monde. Que les prolétariats d'Europe démontrent par leurs luttes pratiques que la division et la décadence de l'Europe résultent de la fossilisation des bourgeoisies européennes et du caractère contre-révolutionnaire du stalinisme, en se saisissant du mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe, et ils lèveront cette hypothèque. Ils prouveront au prolétariat américain que la décadence de leur propre pays, la division du monde, résultent du régime capitaliste. Ils leur offriront, par la démonstration pratique, la seule perspective à la mesure du prolétariat américain, du prolétariat mondial, la République universelle des travailleurs.

Il va presque sans dire que la répercussion sur les prolétariats d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, du combat des prolétariats d'Europe, pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, ne sera pas moins grande. Elle leur démontrera que, en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique latine, la réalisation des Etats-Unis socialistes de ces régions du monde est la seule solution à leurs problèmes et est à leur portée. Alors se constituera la République universelle des travailleurs.

Mai-juin 1968 et l'ouverture du processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie ont mis à l'ordre du jour ce qui dans les profondeurs de la société se préparait : ou bien la révolution prolétarienne se poursuit jusqu'à son terme, les Etats-Unis socialistes d'Europe, la République universelle des travailleurs; ou bien la décadence, la barbarie, le prolétariat d'Europe en subissant à court terme le plus immédiatement les conséquences.

C'est pourquoi il est impossible de laisser butiner en paix les frelons politiques petits-bourgeois et en tout premier lieu les renégats de la IV^e Internationale. Tout militant a la responsabilité de ses actes : notre responsabilité à tous est de construire les instruments de l'émancipation des travailleurs, les partis de la IV^e Internationale à reconstruire. Il nous faut donc démasquer les renégats, les falsificateurs, les escrocs, et poursuivre la polémique.

IV. HEGEMONIE DU PROLETARIAT, FRONT UNIQUE OUVRIER, QUESTIONS DU POUVOIR

L'hégémonie du prolétariat dans la lutte des classes

A l'unisson, avec toute une littérature émanant d'idéologues de multiples origines, nous l'avons vu, Janus-Germain-Mandel ne manque pas de célébrer le rôle de nouvelles élites nées du développement des forces productives, des sciences, des arts et de la culture.

Daniel Ben Saïd et Henri Weber donnaient cette interprétation du rôle des étudiants au lendemain de mai-juin 68 :

« L'opposition révolutionnaire s'oppose à l'opposition réformiste en ce qu'elle est fondamentalement démystificatrice » (Mai-Juin 68 une répétition générale, page 142).

Phrase étonnante de la part de « marxistes » ! Le problème serait de balayer les mythes qui paralysent la classe ouvrière « par des actions exemplaires » (ils l'écrivent quelques lignes plus loin). Ils expliquent, en prenant l'exemple de Cohn-Bendit, ce qu'ils entendent par là :

« Daniel Cohn-Bendit est ce qu'on appelle un agitateur né. Coffre puissant, verbe haut, il est doué d'une extraordinaire présence physique. Il sait comme personne rallier la masse, unir toutes les particules solitaires en une communauté agissante. Il a très développé le sens de la provocation; on peut même dire qu'il envisage tous les problèmes sous l'angle de la provocation possible. Il n'est pas pour autant cet excité frénétique que la presse a dépeint. Comme Rudi Dutschke, Dany fait de la provocation non un exutoire des ses dévouements personnels, mais un fin et redoutable instrument politique. La provocation doit désacraliser les statuts et les fonctions. Elle est un piège tendu à l'autorité et à la hiérarchie, qui, par leurs réactions, dévoilent leur nature oppressive tout en se couvrant de ridicule. Elle est une arme magnifique de critique sociale et d'éducation des masses ».

Pissez dans le bénitier, devant les masses rassemblées, naturellement, et vous avez « désacralisé » l'église en la « couvrant de ridicule », puisque Dieu ne vous a pas foudroyé à l'instant. Les moins audacieux se contenteront d'écraser des boules puantes dans les bâtiments officiels. Quant aux plus politiques, ils pourront s'organiser en commando et aller à l'Assemblée Nationale bombarder de tomates messieurs les députés. Il s'agit à peine d'une caricature. Dans le cours des journées de mai-juin 68, les gestes les plus extravagants, occupation de l'Odéon, cirque de la Sorbonne et de Censier, passaient au second plan en raison de la mobilisation des masses. D'autres « provocations », plus dangereuses étaient couvertes par la mobilisation de la classe ouvrière au cours de la manifestation du 13 mai et par le développement de la grève générale. Déjà cette conception de la « provocation », de la « démystification », se payait plus cher lorsque déclina la grève générale. Des actions aventuristes ont servi de prétexte à la dissolution des 11 organisations qui se réclamaient de la révolution prolétarienne.

Par la suite, cette méthode miracle devait porter tous ses fruits empoisonnés. Mais qu'est-il advenu du S.D.S., dont les auteurs disent que :

« Cette optique, développée par le groupe de Berlin, est passée dans les thèses du S.D.S. lors de son 22e congrès, en septembre 67. La campagne contre Springer y était décidée : le but visé était de provoquer, par l'action permanente des étudiants et des lycéens, un réveil des travailleurs, mais surtout d'entraîner dans la lutte des jeunes travailleurs qui n'ont pas connu l'écrasement du nazisme. Cette politique a obtenu des résultats : les manifestations sur le Vietnam, celles qui suivirent l'attentat contre Dutschke, celle du 1er mai à Berlin, amenèrent toujours plus de travailleurs aux côtés des étudiants. L'audience du S.D.S., dans cette période, a gagné des couches sociales diversifiées ». (idem page 23).

Ses dirigeants ont déposé leur bilan de faillite. Ils l'ont dissout eux-mêmes. En France, ce sont les Mao-Spontex qui sont les continuateurs « conséquents » de cette « idéologie » qui se recoupe avec celle du populisme. « Aller au peuple », « provoquer », « désacraliser » procèdent d'une même conception : il faut apprendre aux masses apathiques que l'on peut défier le ciel. Les moyens, ce sont les « actions provocatrices exemplaires ». Il se trouve qu'en matière de « provocations », les policiers de toutes obédiences sont les maîtres. Les narodniki qui étaient des « provocateurs » sérieux, organisés, payant de leurs vies leurs convictions, tentaient d'« éveiller » les masses « apathiques » de Russie contre l'autocratie. Ils organisaient des attentats contre le tsar et les grands dignitaires du régime. Lorsque furent ouvertes les archives de l'Okhrana, il se révéla que, grâce à ce genre de « théorie », la police avait truffé leur mouvement de provocateurs et qu'elle ne répugnait pas à organiser elle-même des « attentats », des « provocations », aux seules fins de justifier la répression. Méthode que M. Marcellin ne pouvait manquer de reprendre à son compte, pour justifier une nouvelle campagne de répression, de nouvelles poursuites et tentatives de dissolution des organisations qui se réclament de la révolution socialiste, à commencer par la « Gauche Prolétarienne ».

L'origine de cette justification de la « provocation », premier terme du fameux cycle « provocation-répression-mobilisation », réside dans la théorie des « nouvelles avant-gardes » :

« Que le S.D.S. ait ainsi, le premier en Europe Occidentale, accompli sa métamorphose de groupuscule en groupe par une percée politique, ne peut-être attribué au seul hasard ou à l'ingéniosité de ses dirigeants. L'influence de Marcuse sur le mouvement allemand n'est pas non plus le fruit d'une régression intellectuelle. Ces thèses, selon lesquelles le prolétariat, intégré à la société industrielle, a perdu son rôle historique au profit des couches marginales « anti-autoritaires », dont les étudiants, trouvent en Allemagne un écho compréhensible. Alors qu'en France, la classe ouvrière, organisée par les syndicats et le P.C.F., reste une force cohérente et structurée, le laminage du prolétariat sous le nazisme, l'écrasement de ses organisations, la vie végétative du P.C. resté clandestin ouvrent la voie à toutes les théorisations risquées d'un état de fait. » (idem page 24).

Où les auteurs ont-ils pris que la classe ouvrière allemande, qu'ils limitent à la classe ouvrière de l'ouest de l'Allemagne (appréciation politique très intéressante, qui démontre que, désormais, pour eux, existent deux Allemagne, deux classes ouvrières allemandes), n'est pas « organisée » syndicalement et politiquement ? Le D.G.B. et le S.P.D. ne seraient-ils pas des

organisations ouvrières ? N'y aurait-il plus, comme organisations ouvrières, que les syndicats sous le contrôle des P.C., et les P.C. eux-mêmes ? Cela étant, en Allemagne :

« Les nouvelles générations révolutionnaires n'ont pas à y affronter l'obstacle des appareils sclérosés (sans blague). Dans la vitrine berlinoise, caricature de la société capitaliste exposée comme une tentation à portée des démocraties populaires, les étudiants ont trouvé presque vierge le terrain de l'action révolutionnaire. Substitut provisoire d'une direction révolutionnaire, le mouvement étudiant a joué le rôle de catalyseur des forces latentes, incapables jusqu'alors de s'exprimer politiquement ». (Idem page 24).

Est-ce bien seulement en Allemagne que les étudiants ont constitué le « substitut provisoire d'une direction révolutionnaire » ? La réponse ne se fait pas attendre :

« A la mutation qualitative du milieu étudiant qui en fait une force sociale avec laquelle il faudra désormais compter, s'ajoute le contexte politique qui lui donne une place privilégiée ».

Et encore :

« Longtemps disparue, cette opposition révolutionnaire est ressuscitée en mai par le mouvement étudiant. Il a assumé ce rôle. Portée par la montée générale des luttes, le mouvement étudiant a joué le rôle d'avant-garde délaissé par les partis ouvriers ». (idem page 142).

Des restrictions sont néanmoins apportées :

« Ce rôle de parti d'avant-garde, le mouvement étudiant l'a assumé avec une claire conscience de ses limites. jamais cette « substitution » n'a été « théorisée » dans le sens marcusien. Au contraire, la volonté d'entraîner les travailleurs dans la lutte présidait à toutes les décisions » (idem page 143).

Prudents, nos « théoriciens » masquent leurs positions par des mots et des phrases alibis : « substitut », mais « provisoire » ; parti « d'avant-garde », mais avec « des limites » ; « l'influence de Marcuse (donc ses théories)... n'est pas le fait d'une régression intellectuelle », mais « théorisations risquées » ; le style Pablo-Germain fait école.

Depuis mai-juin 68, la phraséologie a légèrement varié, l'enthousiasme du moment est quelque peu retombé. Des restrictions sont apportées quant aux possibilités des étudiants :

« Le mouvement étudiant ne peut jouer ce rôle (le rôle d'avant-garde) que dans la perspective d'une jonction à court terme avec le mouvement ouvrier. Sans quoi il est condamné à un impossible équilibre entre sa fonction révolutionnaire et son caractère de masse, perpétuellement soumis à la double tentation du réformisme et du révolutionnarisme. Cette contradiction ne peut se résorber que par la construction et le développement d'une organisation révolutionnaire capable de dépasser le « point de vue » étudiant pour fournir un projet stratégique, et capable de jouer son rôle d'avant-garde tant dans le mouvement ouvrier que dans le mouvement étudiant ».

Les restrictions ne vont cependant pas loin. Le mouvement étudiant et les intellectuels en général sont chargés de pourvoir la classe ouvrière d'une « direction de rechange ». Le 9^e congrès du S.U. s'est préoccupé de la jeunesse. Saine préoccupation. Encore faut-il constater que le texte de discussion proposé par ce congrès : « La radicalisation de la jeunesse dans le monde et les tâches de la IV^e Internationale », publié par « Quatrième Internationale » (N^o 38, juillet 1969) consacre exactement une phrase aux « jeunes travailleurs qui seront au premier rang des mouvements pour briser l'emprise des machines bureaucratiques des syndicats, et seront un exemple pour les générations plus vieilles par leur militantisme et leur intérêt pour la politique révolutionnaire » (page 51); tout le reste, soit 15 pages, est réservé au rôle des étudiants. Le fin du fin de la « stratégie » révolutionnaire sera le combat ordonné par le mot d'ordre de « l'Université Rouge ».

« Dans la notion d'université rouge, est incluse la nécessité de s'opposer à l'enseignement de l'idéologie bourgeoise... L'université, en tant qu'instrument de la lutte des classes - une université rouge est opposée au point de vue libéral sur l'université, sanctuaire d'une minorité privilégiée se tenant à l'écart des controverses politiques et sociales du reste de la société. Les ressources de l'université doivent être mises à la disposition des exploités, des pauvres, des opprimés. Les étudiants doivent avoir le droit absolu de pouvoir inviter qui leur plaît pour leur parler sur tous les sujets qu'ils souhaitent traiter. Ils doivent être libres d'établir des relations étroites avec les organisations et les partis de la classe ouvrière, des minorités nationales, des masses populaires, et devenir pour ceux-ci une source d'information et d'éclaircissements » (page 45).

Voilà un échantillon de cette prose, recueilli dans un méli-mélo assez incroyable. Ces quelques phrases se suffisent à elles-mêmes : le socialisme à la Sorbonne. Les petits-bourgeois ne cessent pas d'être à la Sorbonne et par-là des petits-bourgeois parce qu'ils se disent révolutionnaires. Ils se prennent pour le centre du monde et le peuple est appelé à venir s'instruire dans les universités « rouges », laboratoires d'une nouvelle culture. Mais laquelle, au fait ? A partir de quelles bases, de quels rapports sociaux une nouvelle culture, comme produit de l'activité sociale toute entière, aurait-elle été élaborée ? A moins qu'elle ne surgisse, splendide et triomphante, des têtes des étudiants « rouges » !

Le plus drôle reste que les mêmes affirment que le milieu « étudiant » n'a pas d'intérêts homogènes, n'est donc pas syndicalisable. Les luttes étudiantes seraient donc essentiellement « idéologiques ». L'explication de toutes ces élucubrations est trouvée par ces lignes :

« Alors que l'engrenage des crises de l'impérialisme et le dépassement historique des directions de la classe ouvrière ont fourni les bases politiques du développement de la radicalisation étudiante, ils ne suffisent pas à expliquer le poids social des mouvements étudiants actuels. Dans le passé, les étudiants se sont souvent engagés dans des actions sans causer beaucoup de problèmes aux dirigeants capitalistes ou aux régimes bureaucratiques du bloc soviétique. L'accroissement du poids social et l'impact politique du mouvement étudiant proviennent des changements qui ont lieu dans le domaine de l'éducation à la suite des progrès scientifiques, technologiques et industriels provoqués par la « troisième révolution industrielle ». Ces développements nécessitent un personnel plus éduqué et plus techniquement qualifié, qui soit capable d'inventer, de développer et d'utiliser les moyens de production et de destruction les plus modernes, les plus complexes... ».

Or :

« ... d'une part le système d'éducation n'a pas été refaçonné assez rapidement ou assez complètement pour satisfaire les besoins de la classe dirigeante dans les pays capitalistes et ceux des experts chargés de veiller sur ses intérêts. D'autres part, les tâches imposées à l'Université en transition vers ses nouvelles fonctions ont provoqué une grande insatisfaction au sein des étudiants et dans certaines parties des facultés. Le sentiment d'aberration que les étudiants ressentent par suite de la forme capitaliste de l'Université, de la structure et de la fonction bourgeoise de l'éducation supérieure, et son administration autoritaire, est devenu de plus en plus répandu » (idem page 39).

On croirait lire Salini à peine modifié pour les besoins de la cause, qui écrit :

« Les forces productives évoluent à grande allure. Les découvertes se succèdent à un rythme jamais atteint. Comment l'enseignement pourrait-il rester ce qu'il était... Cette adaptation indispensable, le gaullisme l'a tentée, mais timidement, sans claire conscience des besoins nouveaux, enfermé qu'il est dans les limites étroites du profit capitaliste ». (Le mai des prolétaires, page 101).

Il s'agirait donc, finalement, d'un aspect de la crise de croissance du « néo-capitalisme », conjuguée à une « crise idéologique ». Nous retrouvons les mêmes questions.

La crise de l'Université est, en effet, un phénomène majeur. Cette crise est générale. Elle affecte aussi bien les pays capitalistes avancés, que ceux sous la botte de l'impérialisme, que ceux sous le contrôle de la bureaucratie du Kremlin. Au cours de ces dernières années, de grandes luttes étudiantes ont déferlé au Japon, en Turquie, aux U.S.A., en Amérique Latine, en Espagne, en France, etc. Les étudiants yougoslaves, polonais, tchécoslovaques ont engagé de leur côté d'importants combats. Doit-on en conclure à un rôle social et politique nouveau des étudiants et des intellectuels en général ?

L'histoire en témoigne, toute grande crise sociale et politique s'est manifestée à l'Université. Bien souvent, l'agitation politique et idéologique à l'intérieur des universités précédait les grandes crises politiques et sociales. Il faut toute l'étroitesse d'esprit de groupes comme « Lutte Ouvrière » pour considérer comme de peu d'importance les crises, les affrontements politiques et idéologiques à l'Université, en cataloguant les étudiants de petits ou de grands bourgeois. Cet ouvriérisme se change d'ailleurs facilement en son contraire. En Mai-juin 68, à l'instar de la J.C.R. et de biens d'autres, l'ex-« Voix Ouvrière » cavalait après les étudiants promus au rang de « nouvelle avant-garde ». Les marxistes ne sont pas des ouvriéristes. Ils n'ont pas de mépris pour la culture, fût-elle bourgeoise. Ils savent que les matériaux du vieux monde sont indispensables à la construction d'un monde nouveau. Ils savent également que Marx, Engels, Trotsky, Rosa Luxembourg, et tant d'autres, qui ont élaboré la méthode du matérialisme dialectique, la théorie et la politique révolutionnaires du prolétariat, étaient d'authentiques intellectuels, au sens le plus noble du terme. Ils espèrent - ils sont certains - que les meilleurs des intellectuels s'engageront dans la lutte des classes, et s'intégreront aux combats de la classe ouvrière qu'ils féconderont. Ce n'est encore, si déterminant qu'il soit, qu'un aspect de la question.

Par principe, la classe ouvrière et singulièrement le Parti Révolutionnaire ne peuvent en aucun cas limiter leurs actions et leur intervention aux travailleurs intégrés directement à la production, qui produisent de la plus-value ; elles doivent s'étendre à toutes les couches, toutes les classes de la société. Qui ne comprend pas cela ne comprend pas le pourquoi ni le comment de la révolution socialiste.

Le socialisme est nécessaire parce qu'à un certain niveau de son développement, le mode de production capitaliste entraîne l'humanité toute entière à la déchéance, à la décadence, à la barbarie. Tout se retourne en son contraire, les moyens de production deviennent forces destructives, la culture stagne, régresse, devient destruction des sources de la culture. Toute la société entre alors en crise. L'intelligentsia entre en crise. Les étudiants, l'université entrent en crise, et à de multiples titres : comme jeunes, ils sont, comme toute la jeunesse, plus sensibles à la crise de la société ; pour la plupart fils et filles de la classe dirigeante, celle-ci est incapable de leur assurer un avenir matériel et intellectuel ; parce qu'ils ne peuvent plus, comme intellectuels, apporter à cette société, contribuer à son développement ; les besoins, la générosité, l'aspiration de la jeunesse à se consacrer à des activités grandes, nobles et belles, entrent directement en contradiction avec la triste, pesante, étouffante et écœurante réalité de cette société. La grande majorité de la jeunesse étudiante se voit refuser tout avenir matériel et moral. C'est une très grande stupidité que de séparer l'un de l'autre. Les étudiants ont des intérêts à défendre, leurs droits aux études, à la culture (fût-elle bourgeoise ; d'ailleurs, quelle autre culture peut-il bien exister aujourd'hui ?), leurs droits sur l'avenir, leur droit à penser, à réfléchir et à combattre politiquement, sont inséparables. Ce sont des éléments qui leur donnent une base commune, même si le statut d'étudiant ne dure que quelques années, qui permet, qui exige qu'ils disposent d'organisations spécifiques - de syndicats, pour défendre leurs intérêts matériels et moraux - et qu'ils s'organisent politiquement afin de combattre sur le terrain qui est le leur, en ordonnant leurs combats par rapport aux luttes de classes de l'ensemble de la société.

Mais il existe crise et crise. Au cours de sa longue histoire, la bourgeoisie a vu maintes fois ses intellectuels, ses étudiants, s'opposer à elle, engager des luttes tumultueuses. Bien souvent, elle s'en est effrayée. Tant qu'elle fut une classe progressive, en dernière analyse, ses crises, ses conflits participaient de son propre développement, la fécondaient. Si aujourd'hui la crise de l'Université s'inscrit dans une période de croissance gigantesque des forces productives et est un produit de cette croissance, ainsi que l'écrivent Daniel Ben Saïd et Henri Weber :

« La réforme universitaire, en particulier, est apparue comme une urgence première. Programmes académiques surannés, pédagogie autoritaire, etc., tout était à revoir. Mais la tâche n'allait pas sans problèmes.

D'une part, elle supposait de gros investissements - parce que la bourgeoisie, au moment de payer, n'agit plus en tant que classe, parce qu'au moment des comptes, chaque bourgeois se décharge sur son concurrent, la bourgeoisie ergote et lésine sur les dépenses. D'autre part, elle comportait un danger politique. L'élévation de la qualification, donc du niveau d'études, peut donner aux travailleurs les moyens d'y voir plus clair dans l'organisation de la production et de distinguer la place qu'ils y occupent : la distinction entre les dirigeants - ceux qui ont le pouvoir de décision - et les travailleurs apparaît de moins en moins technique, de plus en plus sociale. Pour ces raisons financières et politiques, la Réforme Fouchet est l'expression d'une rationalité bâtarde.

Improvisée pragmatiquement, appliquée par demi-mesures, ses conséquences n'en étaient que mieux perceptibles pour les étudiants. » (Mai 68 : une répétition générale, page 16).

La conclusion ne fait pas de doute : les mouvements étudiants sont nécessaires pour contraindre la bourgeoisie à « ne pas lésiner sur les dépenses », à concevoir une « réforme d'une rationalité non-bâtarde, non-pragmatique et à appliquer par mesures entières ». Prendrait-il des allures révolutionnaires, le mouvement étudiant aurait des fins réformistes et ne pourrait avoir d'autres fins. Quant « à l'élévation de la qualification, etc., etc. » et les dangers politiques qu'elle recèlerait, la bourgeoisie en a digéré bien d'autres.

Au contraire, la crise actuelle de l'université, comme de l'intelligentsia, est une expression particularisée de l'impasse de la société bourgeoise toute entière. C'est en cela qu'elle est d'une importance fondamentale. La crise de l'université manifeste la révolte de la jeunesse contre la bourgeoisie. La jeunesse bourgeoise et petite-bourgeoise se révolte contre la bourgeoisie. Elle engage, elle ne peut engager le combat que sur son propre plan. Les militants révolutionnaires sont parties prenantes de ces combats. Ils ne conseillent pas aux étudiants d'aller résoudre leurs problèmes en allant aux usines « construire le parti révolutionnaire », ainsi que les y invite « Lutte Ouvrière ». Qui n'est pas capable de combattre sur son propre terrain est incapable de se battre ailleurs. Ni Marx, ni Engels, ni Lénine, ni Trotsky ne se métamorphosaient en métallos et ne se firent embaucher chez Krupp, Poutilov ou Renault.

Les militants révolutionnaires se dressent contre les renégats de la IV^e Internationale qui intitulent pompeusement le mouvement étudiant « substitut provisoire au parti révolutionnaire ». Si les étudiants sont le « substitut », fût-ce provisoire, il leur revient naturellement de diriger les combats des travailleurs. A moins que l'action centrale se déroule précisément chez les étudiants, celle des travailleurs n'intervenant que comme un appoint. La caricature de cette conception a pris corps parmi les lycéens, eux aussi chargés par les pablistes, les spontanéistes, d'organiser au moyen des C.A.L., des « bases rouges » « autogérées » par les lycéens eux-mêmes. Niant la « culture bourgeoise », luttant contre les « structures oppressives », se dressant contre le corps enseignant « qui représente l'Etat bourgeois », les lycéens devaient faire de leurs lycées « des centres de contestation permanente », « les ouvrir aux travailleurs jeunes et vieux ». En fait, isolés des maîtres et des parents, sans aucun moyen de défense réelle, ils devenaient des victimes faciles de la répression, c'était une des contre-parties gauchistes de l'opportunisme profond qui se masque derrière la théorie des « nouvelles avant-gardes ».

Le mouvement étudiant n'est pas, ne peut pas être « la nouvelle avant-garde », encore bien moins le « substitut », même « provisoire » au parti révolutionnaire. Par lui-même il est dans une impasse totale. Moins que quiconque, les marxistes sous-estiment l'importance des intellectuels d'origine sociale bourgeoise ou petite-bourgeoise pour la lutte de classe du prolétariat et la construction du Parti de la Révolution Socialiste. Mais c'est l'être qui détermine la conscience. Marx et Engels expliquent clairement la faillite des néo-hégéliens, réduits à la spéculation intellectuelle, au mouvement de leurs propres idées se développant sur elles-mêmes, des intellectuels porteurs du « savoir », de la « connaissance ». Marx et Engels élaborèrent le matérialisme dialectique comme des militants du prolétariat. La lutte de classe du prolétariat, le chartisme, les insurrections ouvrières de 1831, la lutte des tisserands de Silésie, conditionnèrent l'élaboration du marxisme. Condition nécessaire bien que non suffisante, mais condition première. C'est par la lutte de classe du prolétariat que seront résolues les contradictions mortelles de la société bourgeoise. C'est en partant de cette lutte de classe, et en y participant, que Marx et Engels purent utiliser les acquis antérieurs de la pensée bourgeoise, les matériaux qu'elle leur fournissait, analyser le contenu, le mouvement, la forme de la lutte de classe du prolétariat, mettre à jour ses origines et ses fins, et lui donner son expression scientifique. Au contraire de ce que pensent d'eux-mêmes les petits-bourgeois en révolte, la lutte de classe du prolétariat nourrit les luttes universitaires et même celles de la jeunesse en général. Envisager les mouvements étudiants qui ont eu lieu au cours des années 60 indépendamment de tous les acquis antérieurs des luttes de la classe ouvrière, de ses luttes actuelles, c'est se mystifier et ne pas être en mesure de comprendre ces mouvements eux-mêmes. Ils prennent leur point d'appui sur les luttes de la classe ouvrière, et, comme parties de ces luttes, des possibilités, qu'ils n'auraient pas autrement, s'ouvrent à eux - mais pas celle de se substituer, ne fût-ce que provisoirement, au parti révolutionnaire et pas plus à la classe ouvrière comme classe.

Il faut toute l'impudence ou l'ignorance de petits-bourgeois en révolte pour écrire :

« En dépit de leur violence, de leur ampleur, ou de leurs mots d'ordres, ces débordements (du Mans, de Caen et d'ailleurs) n'ont pu faire tache d'huile et actualiser les possibilités qu'ils révélaient. Ils apparaissaient comme des excroissances du mouvement ouvrier, comme des saillies et non comme des exemples à suivre. Pour que l'énergie latente se libère, il a fallu que la classe ouvrière se penche sur les étudiants comme sur un miroir pour y entrevoir ses propres capacités. Il a fallu que le 13 mai joue le rôle unificateur qu'aucun débordement partiel n'aurait pu jouer. » (Idem pages 152-153).

Les auteurs démontrent leur incompréhension du processus qui a mis en mouvement les étudiants. Les luttes ouvrières, dès la rentrée de septembre 1967, annonçaient un mûrissement au sein de la classe ouvrière. Elles s'intégraient à un processus qui se cristallisa et se développa à partir de la grève des mineurs de mars-avril 63. Sans ces luttes ouvrières, peut-être y aurait-il eu quand même des luttes étudiantes, en tout cas, elles n'auraient pas eu cette ampleur et ce retentissement sur la classe ouvrière. Le 13 mai 1968 a ses origines dans tout ce passé de luttes récentes de la classe ouvrière, et non seulement dans les luttes étudiantes du début de mai 1968. Quant aux débordements des appareils par la classe ouvrière, les études de ces gens, porteurs de la connaissance, se sont arrêtées court : ils n'ont pas entendu parler d'août 53, de l'été 55, ils n'ont pas vu que la grève des mineurs était un mouvement de « débordement » où les travailleurs utilisèrent les canaux de leurs organisations syndicales et ainsi débordèrent la politique des appareils, comme ils le firent le 13 mai et pour réaliser la grève générale.

Si les luttes étudiantes de mai 68 démontrent quelque chose, ce serait plutôt exactement l'inverse des conclusions qu'en tirent Weber et Ben Saïd et avec eux toute une faune d'apprentis intellectuels. Il n'y a pas de substitut à la classe ouvrière, il n'y pas de substitut, même provisoire, au parti révolutionnaire. Après le premier élan nourri des expériences de la classe ouvrière, malgré des circonstances relativement favorables, toutes les tares bourgeoises et petites-bourgeoises du milieu l'ont emporté, faute de direction révolutionnaire : la Sorbonne et Censier étaient transformés en bourbiers, le mouvement étudiant se dissociait, se décomposait, se putréfiait. Il donna naissance au spontanéisme, au gauchisme, à l'infection Mao-Spontex et à toute une variété de tendances et courants qui expriment jusqu'à la limite la décomposition de la société bourgeoise.

La responsabilité n'en incombe pas aux étudiants. Ils ne peuvent dépasser les limites qu'implique leur milieu social qu'en s'incorporant politiquement à la classe ouvrière, à son mouvement historique, que seul peut exprimer le parti révolutionnaire qui plonge ses racines à l'intérieur de la classe ouvrière. Un tel parti restant à construire, le milieu étudiant, dans sa masse, a subi les conséquences de la politique stalinienne et réformiste qui a contenu et ensuite désagrégé la grève générale. La responsabilité des organisations qui disent combattre pour la construction de ce parti révolutionnaire, reste néanmoins de combattre en milieu étudiant, comme ailleurs, contre les illusions petites-bourgeoises et pour une politique qui se fonde sur l'hégémonie du prolétariat dans la lutte des classes. Au lieu de tout cela, les renégats de la IV^e internationale ont magnifié les tares petites-bourgeoises du milieu étudiant. Ils se sont persuadés que le milieu étudiant, devenant le substitut à la classe ouvrière, le substitut au parti révolutionnaire, ils devenaient les dirigeants de « la révolution de mai » comme ils disent. En fait, ils s'adaptaient au milieu, théorisaient » ses illusions et faisaient de ses tares des vertus, bien préparés à jouer ce rôle par toute la tradition mandelo-pabliste.

La classe ouvrière a l'hégémonie dans la lutte de classe contre la bourgeoisie, son Etat, son gouvernement, par sa position dans la production. Elle est la principale force productive. Mais une force productive d'une sorte particulière : vivante, agissante, combattante, qui pour cela possède les moyens potentiels de libérer l'ensemble des forces productives des rapports de production bourgeois. Son développement comme force productive ne peut s'accomplir, à l'étape actuelle en particulier, que par la lutte des classes poussée à son aboutissement : la lutte pour le pouvoir, la prise du pouvoir. Rien n'est plus actuel que ces lignes qu'écrivaient Marx et Engels :

« Dans le développement des forces productives, il arrive un stade où naissent des forces productives et des moyens de circulation qui ne peuvent être que néfastes dans le cadre des rapports existants, et ne sont plus des forces productives mais des forces destructives (le machinisme et l'argent) ; et, fait lié au précédent, il naît une classe qui supporte toutes les charges de la société, sans jouir de ses avantages, qui est expulsée de la société et se trouve, de force, dans l'opposition la plus ouverte avec toutes les autres classes, une classe que forme la majorité des membres de la société et d'où surgit la conscience de la nécessité d'une révolution radicale, conscience qui est la conscience communiste et peut se former aussi, bien entendu, dans les autres classes quand on voit la situation de cette classe. » (Idéologie allemande, pages 119-120).

La société n'est pas composée, en dehors de la classe ouvrière, d'une masse réactionnaire unique, mais les membres des autres classes sociales ne peuvent acquérir une conscience communiste qu'en rapport avec la classe ouvrière, son mouvement, son combat.

Marx et Engels poursuivent :

« Une transformation massive des hommes s'avère nécessaire pour la création en masse de cette conscience communiste comme aussi pour mener la chose elle-même à bien ; or, une telle transformation ne peut s'opérer que par un mouvement pratique, que par une révolution ; cette révolution n'est donc pas seulement nécessaire parce qu'elle est le seul moyen de renverser la classe dominante ; elle est également parce que seule une révolution permettra à la classe qui renverse l'autre de balayer toute la pourriture du vieux système qui lui colle après, et de devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles. » (Idem page 121).

Le prolétariat est parvenu à un stade où, pour se protéger comme force productive, il lui faut faire la révolution. La révolution est la condition nécessaire à la libération de ses virtualités. Il lui faut vaincre sa partiellisation et devenir « apte à fonder sur des bases nouvelles la société », c'est-à-dire à se développer comme force productive. La vie quotidienne, dans le cadre du mode de production capitaliste, atomise, partiellise la classe ouvrière, elle tend, au stade impérialiste, à la détruire comme toute autre force productive. Que dire de l'activité intellectuelle qui est séparée, mise en contradiction pour l'essentiel, avec le processus de production, qui est transformée en activité parasitaire, vide de contenu ?

Seule la lutte révolutionnaire du prolétariat peut reclasser les intellectuels, les étudiants, à condition qu'ils s'y intègrent, qu'ils reconnaissent l'hégémonie du prolétariat dans la lutte de classe contre la bourgeoisie, non seulement en paroles mais dans les actes. Il ne s'agit pas pour eux d'aller au peuple, d'abandonner leur terrain de lutte, voir de renoncer à leurs études, mais de combattre au nom du prolétariat. Ils ne feront pas des universités et des lycées « des bases rouges ». Cette théorie est celle de l'auto-émancipation des intellectuels, des étudiants, des... lycéens. D'ailleurs, la classe ouvrière ne transformera pas non plus chaque usine en « base rouge ». Prétendre cela, c'est s'émietter, détruire la classe ouvrière comme classe. La seule « base rouge » que la classe ouvrière établira sera l'Etat ouvrier qu'elle constituera en prenant le pouvoir.

La crise de la société bourgeoise a quelque chose de dramatique pour les intellectuels, les étudiants ; beaucoup d'entre eux sont transformés en lumpen-intellectuels . Les renégats de la IV^e Internationale se font les chantres de cette lumpénisation. Il revenait à Pierre Frank de lancer le cocorico de cette politique en prononçant, à la tribune de la Sorbonne, les mémorables paroles :

« Je salue le premier territoire socialiste libéré. »

La situation des intellectuels et des étudiants des pays de l'Europe de l'Est, de l'U.R.S.S., de la Chine, est sensiblement différente. Tandis qu'intellectuels et étudiants des pays capitalistes sont liés au mode de production bourgeois, que - pour la plupart - ils appartiennent à la bourgeoisie et à la petite -bourgeoisie, eux sont liés aux rapports de production institués par la Révolution Russe étendus à l'Europe de l'Est, et par la Révolution Chinoise. Ils ont, pour la plupart, des liens avec la classe ouvrière et la paysannerie. Les rapports sociaux de production, au lieu d'être des obstacles qui se dressent devant le développement de la culture, exigent au contraire que celle-ci se transforme et se développe. Les rapports sociaux de production, malgré leur gestion par les bureaucraties parasitaires, ont exigé que par centaines et centaines de milliers, jeunes ouvriers, jeunes paysans accèdent à un large horizon culturel. Si ces acquis sont remis en cause, la raison en est : la bureaucratie parasitaire.

Etudiants, intellectuels, ont un pressent besoin de jouir des libertés nécessaires à la vie culturelle, à sa transformation, à son enrichissement. Des traitements monumentaux, des datchas sont accordés aux littérateurs, aux « artistes », aux scientifiques, serviles à la bureaucratie. La contradiction entre les possibilités créatrices que donnent les rapports sociaux de production et le joug stérilisant de la bureaucratie est ressentie avec plus de force. En Europe de l'Est, les grandes luttes du prolétariat contre

la bureaucratie ont généralement été précédées par une intense activité des intellectuels exigeant plus de liberté en art, en littérature, dans les sciences ; le cercle Pétoefi en Hongrie au début de l'année 1956, la revue « Po-Prostu » en Pologne, le II^e Congrès des écrivains tchécoslovaques ont été des lieux d'où ces revendications se sont élevées. La lutte pour la liberté en art, en littérature, dans les sciences, est rapidement devenue critique sociale et politique, lutte pour les libertés politiques, et a ouvert la voie au prolétariat. Les intellectuels, les étudiants de l'Europe de l'Est et d'U.R.S.S. ont, par rapport à ceux des pays capitalistes, le privilège d'être par leurs aspirations, en correspondance avec les exigences des rapports sociaux. D'emblée, leur activité s'attaque à la bureaucratie dirigeante, corrode son pouvoir politique, correspond aux besoins du prolétariat, indépendamment de ce que pense individuellement tel ou tel d'entre eux.

Il suffit de lire le Samizdat⁵ soviétique pour s'en convaincre. La brutalité de la répression bureaucratique contre les Daniel, Siniavsky, Guinsbourg, Litvinov, Iakir, Soljenytsine, Grigorenko, etc., le prouve. Bien sûr, l'intelligentsia est liée à la bureaucratie, étudiants et intellectuels se recrutent en grand nombre dans les rangs des fils et filles de la bureaucratie. Tous ne sont pas francs comme l'or. Parmi les intellectuels de l'U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est, nombreux sont ceux qui sont prêts à soutenir les forces pro-bourgeoises qui surgissent de la bureaucratie même.

Il peut être établi une comparaison entre les étudiants et intellectuels bourgeois et petits-bourgeois en rupture avec leur classe, et ceux de l'U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est en rupture avec les bureaucraties parasitaires. Encore une fois, elle est limitée, voire superficielle ; étudiants et intellectuels de l'Europe de l'Est, de l'U.R.S.S., de Chine, lorsqu'ils entrent en conflit avec la bureaucratie parasitaire, expriment contre elle les nécessités des nouveaux rapports sociaux, tandis que les intellectuels et étudiants bourgeois en crise manifestent l'impasse, la faillite des rapports sociaux bourgeois.

Et cependant, l'hégémonie appartient, en U.R.S.S. et en Europe de l'Est, au prolétariat dans la lutte contre la bureaucratie, pour la révolution politique, comme elle appartient, dans la lutte contre la bourgeoisie pour la révolution sociale, au prolétariat dans les pays capitalistes. Ainsi que l'explique Trotsky dans « Littérature et Révolution », finalement une nouvelle culture, la culture socialiste, ne pourra naître que lorsqu'un nouvel et gigantesque élan sera donné au développement des forces productives, que le prolétariat commencera à disparaître comme classe et avec lui toute autre classe sociale. Ou, pour reprendre les expressions de Marx en Engels :

« Seuls les prolétaires de l'époque actuelle, totalement exclus de toute manifestation de soi-même, sont en mesure de parvenir à leur manifestation totale et non plus bornée, qui consiste dans l'appropriation d'une totalité de forces productives et dans le développement ainsi posé d'une totalité de facultés. Toutes les appropriations révolutionnaires antérieures étaient bornées. Des individus, dont la manifestation de soi était bornée par un instrument de production limité et des relations limitées, s'approprièrent cet instrument de production limitée et ne parvenaient ainsi qu'à une nouvelle limitation. Leur instrument de production devenait leur propriété mais eux-mêmes restaient subordonnés à la division du travail et à leur propre instrument de production. » (Idéologie allemande, page 78).

Les illusions de la grève générale et du « printemps des peuples »

Mais la conscience « spontanée » de la classe ouvrière ne correspond pas automatiquement à la mission historique du prolétariat. Elle est une donnée historique nullement déterminée une fois pour toute, qui dépend de multiples rapports.

Alors que la politique du P.C.F., du P.S., des appareils s'adaptait à celle de De Gaulle, la résistance de la classe ouvrière s'affirmait. Dévier les luttes, fractionner la classe, pulvériser ses actions par le moyen des grèves tournantes était la tactique utilisée par les appareils face aux aspirations au combat des travailleurs. La classe ouvrière tendait à son unité de combat. Le mot d'ordre du « tous ensemble » répondait à ses besoins. Mais le contrôle de sa centralisation comme classe, par le truchement des appareils syndicaux et des partis ouvriers, donnait à ces appareils la possibilité de bloquer la réalisation du « tous ensemble ». La classe ouvrière, pour se mobiliser comme classe, avait besoin d'un catalyseur. Ce rôle fut joué par les luttes étudiantes. La manifestation du 13 mai a soudé les rangs de la classe ouvrière et a donné à la lutte, d'emblée, un caractère politique. L'intervention des militants de l'O.C.I., de Révoltes, de la F.E.R. allait délibérément dans le sens de la mobilisation de la classe ouvrière comme classe. Depuis plusieurs années, ils intervenaient à l'intérieur de la classe ouvrière sur la ligne du combat unifié, mais sans conditionner l'entrée en lutte d'une corporation au « tous ensemble » ; leur orientation était de réaliser partout les conditions politiques du combat et de l'engager dès lors que celles-ci existaient dans une corporation, un secteur déterminé. L'orientation de lutte pour des conférences ouvrières et démocratiques exprimait cette politique : elle concrétisait l'action politique pour le Front Unique des organisations ouvrières, sous le contrôle démocratique des travailleurs. Pour fournir un exemple, il suffit de citer « Informations Ouvrières » des premiers jours de mai :

« Lorsque l'on considère la situation actuelle, il est important de constater le soin que mettent patronat et gouvernement à éviter un affrontement direct avec quelques corporations clé dans une lutte réelle : grève jusqu'à satisfaction des revendications avec manifestations devant les ministères responsables. Ils savent que de tels mouvements, à la S.N.C.F., à l'E.D.F., à la R.A.T.P., chez les postiers, les mineurs, les métallos, seraient les catalyseurs de la volonté de toute la classe ouvrière de riposter à l'offensive gouvernementale.

Le pouvoir se souvient que, en 1963, de la grève des mineurs pouvait surgir une grève générale et qu'il lui fallut reculer en tenant pour nul et non-venu son ordre de réquisition, en faisant des concessions pour l'éviter. Il ne tient pas, actuellement, à recommencer l'expérience, d'autant plus que la classe ouvrière, dans son ensemble, cherche l'ouverture qui lui permettrait de se mobiliser contre le chômage, la déqualification, la destruction de la Sécurité sociale, les ordonnances. »

Le même article faisait état de l'intervention du camarade Patureau au congrès du syndicat C.G.T. du réseau ferré de la R.A.T.P. :

« Ce que nous voulons, face à ces mesures (rationalisation, c'est la préparation d'une grève véritable de tous les travailleurs de la R.A.T.P., une grève jusqu'à satisfaction de nos revendications, qui fera reculer le pouvoir. Nous

⁵ Lire Samizdat : La voix de l'opposition communiste en U.R.S.S., La Vérité n° 546.

voulons un mouvement comme il y en eut en 1947, en mars 1951, en août 1953. C'est cette préparation qu'il faut dès maintenant envisager. Comment faut-il faire pour préparer le mouvement ?

C'est par l'organisation d'une large conférence démocratique de tous les travailleurs de la Régie, préparée elle-même par la tenue d'assemblées générales sur la base des lignes, des terminus, des dépôts, des ateliers et des bureaux, que tous les travailleurs pourront discuter de leurs revendications et décider des moyens pour les faire aboutir. »

Personne ne pouvait prévoir comment, concrètement, s'engagerait la lutte, mais la mobilisation étudiante ne surprit pas les militants de l'O.C.I., de Révoltes, de la F.E.R. Ils la préparaient consciemment, comme une composante de la mobilisation de la classe ouvrière et de la jeunesse contre le pouvoir. Ils furent à l'initiative de la manifestation du 9 novembre 1967 qui ouvrit le cours de la mobilisation étudiante, sans savoir, certes, que le 3 mai, spontanément, des milliers d'étudiants manifesteraient aux cris de « libérez nos camarades », pas plus que les militants qui intervenaient dans les corporations et les usines ne savaient que le 13 mai se déroulerait la manifestation grandiose, point de départ de la grève générale. Mais les uns et les autres intervenaient sur une ligne politique d'ensemble, selon une analyse politique générale, l'intervention au sein de la classe ouvrière et celle parmi les étudiants étaient parfaitement cohérentes et complémentaires. Parce que la classe ouvrière était prête à se cristalliser et à engager le combat comme classe dès qu'une opportunité s'offrirait à elle, les étudiants pouvaient combattre audacieusement et sans attendre, encore que sur une orientation qui tendait à la mobilisation de la classe ouvrière et selon une tactique appropriée, et en organisant leurs combats comme doivent être organisés les combats de classe du prolétariat.

Cette orientation se concrétisait par les manifestations massives des étudiants, les appels des étudiants et de leur organisation syndicale l'U.N.E.F. aux travailleurs et aux centrales syndicales en vue de combattre contre le gouvernement ; le mot d'ordre « 500 000 travailleurs au Quartier Latin » ; la lutte pour que le mouvement s'organise et se structure par la formation de comités de grève et d'un comité central de grève.

Dès le lendemain du 13 mai 1968, le 14, à Sud-Aviation Bougonnais, sous l'impulsion des militants de l'O.C.I. et de ceux qu'ils avaient regroupé autour de « Informations Ouvrières », la grève avec occupation d'usine commençait, qui allait donner le signal de la généralisation des grèves, avec occupation d'usines, vers la grève générale. Dans toutes les corporations, où ils militaient, les militants de l'O.C.I., ceux regroupés autour de « Informations Ouvrières » et de « Révoltes », appelaient à débrayer immédiatement, sans plus attendre.

L'O.C.I., « Informations Ouvrières », « Révoltes », en intervenant constamment depuis des années, ont sans nul doute « nourri » la spontanéité des masses. Par mille canaux, leurs interventions se sont diffusées au sein de la classe ouvrière, parmi les étudiants. Il serait pourtant erroné politiquement d'imaginer que mai-juin 68 fut le résultat de leur seule intervention. La grève générale de mai-juin 68 fut le produit de l'expérience propre de la classe ouvrière, dans laquelle se sont incluses les interventions des militants de l'O.C.I., de Révoltes, de la F.E.R., la résultante étant une « spontanéité » donnée de la classe ouvrière.

Après des années de grèves tournantes, de mouvements limités, partiellisés, la classe ouvrière croyait que la grève générale se suffisait à elle-même, qu'elle suffirait à vaincre le gouvernement, à contraindre le patronat de donner satisfaction aux revendications.

Elle déferla, la voie une fois ouverte, comme une lame de fond vers la grève générale. Après s'être efforcé de limiter le mouvement, l'appareil de la C.G.T. et le P.C.F. comprirent rapidement qu'à ce jeu ils seraient brisés. Ils laissèrent le flot s'étendre, prenant quelques fois la tête du mouvement afin de le contrôler. Ils misèrent à fond sur ses illusions, réduisant la plupart du temps l'occupation des usines à une occupation symbolique, composée principalement de leurs militants. Ils évitèrent que se constituent des comités de grève, lorsque cela leur fut possible, et surtout laissèrent la grève générale inorganisée, les appareils syndicaux réalisant la seule centralisation du mouvement et, de cette façon, le contrôlant. Ainsi, la grève était générale puisque l'ensemble des travailleurs était en grève et qu'ils s'étaient mis en grève justement parce que la grève tous ensemble devenait possible. Mais elle restait partiellisée, une addition de grèves corporatives - malgré les revendications communes à toutes et le dénominateur politique commun de la lutte contre le gouvernement que lui avait donné la manifestation du 13 mai -, car la classe ouvrière n'était pas organisée et centralisée, comme classe, par les seuls organismes qui pouvaient réaliser cette centralisation : la fédération des comités de grève à tous les échelons, localement, régionalement, nationalement, jusqu'au comité central national de la grève générale.

En d'autres termes, face à l'appareil d'Etat bourgeois, au gouvernement, la force centralisée de la classe ouvrière n'était pas dressée. La lutte pour la destruction de l'Etat bourgeois exige la construction, ne serait-ce qu'à son premier stade, de l'appareil d'Etat de la classe ouvrière.

Contre le gouvernement de la bourgeoisie, le prolétariat avait besoin d'opposer sa propre représentation, d'où pouvait surgir son propre gouvernement. Les manifestations étaient importantes, pour autant qu'elles rassemblaient la classe ouvrière et étaient susceptibles de la grouper autour de mots d'ordre et d'objectifs politiques. Après notamment que les travailleurs de chez Renault aient rejeté les « accords de Grenelle », la manifestation du 29 mai, si elle avait été organisée de façon unitaire par les centrales syndicales et les partis ouvriers, eût posé la question du pouvoir en termes nets. Il restait que, à défaut de la fédération des comités de grève, du comité central national de la grève générale, la classe ouvrière était dépourvue de son organisation comme classe et des instruments de lutte pour un gouvernement qui la représente.

Certainement, si la maturation politique de l'ensemble de la classe ouvrière avait été plus grande, sa « spontanéité » à un plus haut niveau, elle eût constitué d'emblée ses comités de grève et les eût fédérés à tous les niveaux jusqu'à la formation du C.C.N. de la grève générale. Mais n'était-ce pas la tâche élémentaire de toute organisation révolutionnaire, à plus forte raison se réclamant du trotskysme, de la IV^e Internationale, de formuler une orientation qui ouvre la voie de la lutte pour le pouvoir en définissant et en luttant concrètement pour l'organisation et la centralisation de la classe comme classe, dans la forme correspondante au mouvement de la grève générale.

A leur manière, les renégats de la IV^e internationale ont cultivé les illusions de la classe ouvrière, ainsi que tous les autres courants et les staliniens eux-mêmes. Quelques années avant la grève générale, l'illustre Pierre Frank tançait vertement les militants organisés autour de la revue « La Vérité » :

« il est nécessaire de trouver un dénominateur commun aux différentes catégories de façon à unifier le combat de classe. Il faut, à ce sujet, ne pas se duper soi-même avec des formules comme « tous ensemble » et « la grève générale » qui ne résolvent pas le problème et le simplifient grossièrement. Tous ensemble mais sur quoi et comment? La grève générale? Mais s'il ne s'agit pas d'une démonstration limitée dans le temps, la grève générale suppose une situation pré-révolutionnaire et des affrontements à des niveaux élevés avec le pouvoir. On ne contribue pas à faire mûrir la situation en employant des formules creuses. » (L'Internationale, février 1965, n° 30).

Il écrivait ces lignes à quelques semaines du 11 décembre 1964, date où eut lieu une grève générale de 24 heures dont le succès fut assuré car, lancée en commun par toutes les centrales, elle marquait, aux yeux des travailleurs, un pas vers la grève générale. Le lendemain, afin de détruire les acquis de la grève générale du 11 décembre, les appareils rompaient l'unité réalisée un moment. Celui de la C.G.T. lançait un mot d'ordre de grève de 48 heures fractionnées en deux parties : le premier jour, une première partie des corporations devait faire grève 24 heures ; le jour suivant, les autres corporations devaient faire grève 24 heures. Frank intervenait en renfort de la politique des appareils. Le « tous ensemble », la « grève générale » traduisaient le besoin des travailleurs de combattre comme classe. Frank prohibait l'utilisation de ces formules car « la grève générale suppose une situation pré-révolutionnaire ». Vêtu d'un slip et d'un chapeau de paille en hiver, Frank met un pardessus en été. Il faut d'abord une situation pré-révolutionnaire et, ensuite, on peut faire la grève générale. Il ne lui vient pas à l'idée que, dans la mesure où la classe ouvrière aspire à la grève générale, c'est la grève générale qui crée la situation pré-révolutionnaire, sinon révolutionnaire.

Ainsi, lorsque la perspective de la grève générale est une perspective juste, qui correspond à un certain niveau de conscience politique acquis « spontanément » par la classe ouvrière, il lutte contre. Il est bien normal qu'une fois la grève générale réalisée, il cultive les illusions que la classe ouvrière a en la toute-puissance de la grève générale se suffisant à elle-même. Weber et Ben Saïd avouent presque naïvement leur désarmement politique et leur attente « spontanéiste » :

« Dans le mouvement étudiant, ils (les groupuscules) ont joué un rôle décisif aux premiers jours de mai. Animant les amphithéâtres, fournissant le fer de lance des manifestations, comprenant la nécessité d'envoyer des détachements dans les quartiers, les usines au lieu de s'incruster dans les facultés, leur préparation était suffisante pour jouer le rôle d'avant-garde à cette échelle. Mais lorsque le centre de gravité des luttes s'est déplacé des facultés aux usines, lorsque des millions de grévistes entraient dans le mouvement, ils ont compris qu'ils ne suffisaient plus quantitativement et qualitativement ; chaque groupe était submergé par une tâche sans commune mesure avec ses propres forces. Les comités d'action qui jouaient plusieurs rôles pouvaient, dans une certaine mesure, relayer les « groupuscules » en les unifiant à la base et dans l'action. Embryons de double pouvoir au niveau de l'entreprise ou du quartier, ils étaient aussi le lien de regroupement des militants d'avant-garde de diverses nuances. Différenciés socialement, ils permettaient d'accéder à des couches professionnelles d'employés, d'ouvriers jusque là isolées des étudiants par les directions syndicales. Ils pouvaient permettre une irrigation politique plus complète, un brassage de militants, une meilleure compréhension réciproque entre diverses catégories sociales...

... Dans les usines, dans les quartiers, l'absence d'avant-garde fut en partie compensée par le haut niveau « culturel » moyen du mouvement... (Mais) les comités de grève ou d'action désarmés attendaient une initiative qui ne pouvait venir de personne. Certains, démoralisés par l'isolement, doutant de leur force, abandonnaient, d'autres, courageusement, mais chaotiquement et artisanalement, cherchaient des armes pour organiser leur auto-défense. Auto-défense sans cohésion, sans capacité de réplique, sans vie d'ensemble, réduite à la défensive au sens strict, à l'échec par écrasements successifs de chaque groupe paralysé, accroché désespérément à sa faculté, à son quartier, son usine sans pouvoir en dépasser l'horizon. » (idem pages 175-176).

Plus loin, est évoqué le problème du double pouvoir. Mais sa création se situe en dehors de la réalité de la grève générale, est laissée à la spontanéité et en vue de tâches totalement extérieures aux exigences du combat :

« Pour dégager le contenu de classe de ces comités, il fallait leur attribuer un rôle autre que la simple occupation physique des lieux. Il fallait les orienter vers la perspective du contrôle ouvrier sur la production ».

En fait de « contrôle ouvrier », ce dont il s'agissait était la mise en avant de la perspective de la C.F.D.T. sur laquelle insistait le texte qu'elle publia le 16 mai :

« Par leur action, les étudiants n'ont pas voulu seulement se préoccuper de considérations matérielles ou de leur avenir, mais remettre en cause de façon fondamentale les structures sclérosantes, étouffantes et de classe d'une société où ils ne peuvent exercer leurs responsabilités.

La lutte des étudiants pour la démocratisation des universités est de même nature que celle des travailleurs pour la démocratie dans les entreprises. Les contraintes et les structures insupportables contre lesquelles les étudiants se révoltent existent parallèlement et souvent d'une façon encore plus intolérable dans les usines, chantiers, services et administrations. A la liberté dans les universités doit correspondre la même liberté dans les entreprises, en cela le combat étudiant rejoint celui mené par les travailleurs depuis la naissance du syndicalisme ouvrier.

A la monarchie industrielle et administrative, il faut substituer des structures démocratiques à base d'autogestion ».

En bonne compagnie, les pablistes font leur la fameuse trilogie : « pouvoir étudiant », « pouvoir ouvrier », « pouvoir paysan ». Ils y ajoutent la quatrième dimension « le pouvoir est dans la rue ». Les mots d'ordre prennent leur valeur en fonction du temps, du lieu, des circonstances.

Pour ordonner la lutte, y compris éventuellement le fonctionnement de tel service ou de telle entreprise, sous la responsabilité de la grève générale organiquement constituée, centralisée, le problème était de constituer la fédération des comités de grèves jusqu'au C.C.N. de la grève générale. Le contrôle ouvrier est d'abord le contrôle des travailleurs sur leur propre mouvement. Il s'agit de vaincre, dans la grève générale, à partir d'elle, le gouvernement et l'Etat bourgeois. C'est en fonction de cette bataille que le contrôle ouvrier peut et doit être restitué. Autrement, la remise en route individualisée, même prétendument sous contrôle ouvrier de tel ou tel service, de telle ou telle entreprise, revient à disloquer la grève. Le pouvoir n'est ni à l'université, ni à l'usine, ni à la campagne. Il n'est pas plus dans la rue. Le pouvoir est centralisé, c'est l'Etat bourgeois impulsé par le gouvernement. C'est lui qu'il faut vaincre et tout le reste doit être subordonné à cet objectif.

Seule l'O.C.I. a combattu sur l'orientation de la fédération des comités de grève à tous les échelons, pour la formation du comité central de la grève générale, c'est-à-dire, dans le cadre de la grève générale, pour l'organisation du prolétariat en classe, condition de la lutte victorieuse contre le gouvernement et l'Etat bourgeois, embryon de l'Etat ouvrier. De cette organisation de la classe ouvrière en grève générale pouvait surgir la forme concrète du gouvernement, expression des travailleurs. Tous les autres courants et tendances se sont inspirés de la « spontanéité », l'ont alimentée, lorsqu'ils n'ont pas, à leur manière et sous des phrases en apparence radicales, participé à la dislocation de la grève générale. Après coup, Ben Saïd et Weber parlent d'un « contre-pouvoir populaire », notion très ambiguë d'ailleurs. Qu'est-ce qu'un « contre-pouvoir » et de plus « populaire » ? L'intervention politique, dès la grève générale engagée, devait être ordonnée sur la lutte pour la constitution du comité central de la grève générale. Ils nous le disent eux-mêmes : ils étaient politiquement désarmés :

« Lorsque le centre de gravité des luttes s'est déplacé des facultés aux usines, lorsque des millions de grévistes entraient dans le mouvement, ils ont compris qu'ils ne suffisaient plus quantitativement et qualitativement; chaque groupe était submergé par une tâche sans commune mesure avec ses propres forces ».

Au vrai, complètement déboussolés politiquement, ils adoptaient, selon le vent, tel ou tel mot d'ordre. Mais, sous prétexte des « structures répressives » de la bureaucratie syndicale, qui se seraient emparées du mouvement, ils étaient féroceusement contre la lutte pour la centralisation de la grève générale : le C.C.N. de la grève générale. En quoi, ils rendaient de fiers services aux appareils bureaucratiques, qui, en l'absence d'organismes responsables de la grève générale, de sa centralisation, du C.C.N. de la grève générale, diluaient, fractionnaient en mille mouvements la grève générale et disposaient des meilleurs atouts pour isoler le mouvement étudiant. Il n'est pas douteux que, contraints d'accepter la formation de comités de grève, leur fédération jusqu'au C.C.N. de la grève générale, les appareils bureaucratiques se seraient efforcés de les contrôler. Alors, à quoi bon ? Ils ne voulaient pas mettre en cause le pouvoir ! Oui, mais la grève générale du même coup changeait d'allure. Elle se fondait en un seul mouvement. Les rapports politiques entre les appareils et les masses se modifiaient. Les appareils eurent été contraints d'aller beaucoup plus loin, et à tout le moins leurs leurs responsabilités seraient apparues beaucoup plus clairement. Tandis qu'ils purent disloquer la grève générale en ses différentes fractions non soudées les unes aux autres, sans que la classe ouvrière abasourdie, victime de ses illusions, n'y puisse rien. Selon leurs moyens et leurs méthodes, les pablistes, les gauchistes et tous les courants plus ou moins spontanéistes ont participé à ce tour de passe-passe.

Certes les appareils reprendront le contrôle de tous les mouvements de classe, si puissants, si profonds qu'ils soient, fût-ce la guerre civile, tant que le Parti révolutionnaire n'aura pas la direction de la classe ouvrière. Mais c'est en enrichissant constamment l'expérience politique de la classe ouvrière, en élevant son niveau de conscience politique, par ses propres expériences poussées le plus loin possible, c'est en luttant pour une politique correspondant aux besoins de la classe que se forme, que s'enracine, que se développe le Parti révolutionnaire indispensable à la victoire finale du prolétariat. Mai-juin 68, en ce sens, a été un test pour les uns et les autres.

Tout mouvement grandiose de classe, à ses débuts, véhicule obligatoirement ses illusions. Le « printemps des peuples » en Tchécoslovaquie ne pouvait pas plus que la grève générale française de mai-juin 68 faire exception à la règle. Simplement, elles eurent une autre apparence : celle du « socialisme à visage humain » ou encore de « la voie tchécoslovaque vers le socialisme ». Mal définis d'ailleurs, ce « socialisme à visage humain » et cette « voie tchèque vers le socialisme », sinon qu'il s'agissait plutôt de réformer l'appareil, de « démocratiser » le régime, de respecter ou de revenir, dans le cadre des rapports sociaux, à la tradition démocratique tchécoslovaque. La révolution politique qui s'engageait n'était pas appréhendée comme telle et sa profondeur historique n'était pas saisie. Comme en France, dès que l'opportunité se présenta, les masses s'engagèrent dans l'action. Les contradictions et fractures de la bureaucratie, produites par les contradictions de classes, leur ont ouvert une voie, elles s'y sont précipitées mais en acceptant le drapeau de l'aile « progressive » de la bureaucratie, en la laissant au pouvoir sous le masque du « socialisme à visage humain ». Le rapport entre les réactions de la classe ouvrière française avec ses illusions sur la grève générale se suffisant à elle-même et le prolétariat tchécoslovaque acceptant l'illusion du « socialisme à visage humain » est plus direct qu'il n'apparaît à première vue : c'est celui de l'organisation du prolétariat comme classe, de ses organes de classe, de leur neutralisation, de leur fédération, de la question du pouvoir, de la « spontanéité » historiquement acquise et finalement du parti révolutionnaire et de sa fonction politique. En apparence, il y a une différence profonde : en France, la grève générale déferla contre la politique des appareils et mit au premier plan l'action de la classe ouvrière comme classe et ensuite la classe ouvrière en grève laissa les appareils agir et contrôler sa grève, jusqu'à ce qu'ils parviennent à la disloquer et à la liquider ; en Tchécoslovaquie, la lutte se développa d'abord au sommet et à l'intérieur de l'appareil, les masses se mirent ensuite en mouvement et l'intervention militaire de la bureaucratie du Kremlin précipita en avant la classe ouvrière qui fut l'arme de la résistance du peuple tchécoslovaque. Evidemment, la situation n'est pas exactement la même : en France, la bureaucratie est la courroie de transmission, à l'intérieur de la classe ouvrière, de la politique de la bourgeoisie au pouvoir; en Tchécoslovaquie, la bureaucratie elle-même est au pouvoir. Cependant, dans les deux cas, le problème central est celui de l'hégémonie dans la lutte des classes du prolétariat, de sa centralisation comme classe, des moyens d'expression de cette hégémonie, du rapport entre les anciennes formes qui la constituaient comme classe et les nouvelles formes dont elle a besoin, c'est le rapport entre son passé et son avenir. Et par là-même celui de la stratégie et de la tactique du parti révolutionnaire en construction.

Or, voilà comment Janus-Germain-Mandel conclut la partie intitulée « La montée de la Révolution politique dans les Etats ouvriers bureaucratiquement déformés ou dégénérés, à la lumière de l'exemple tchécoslovaque », de son rapport au congrès des renégats de la IV^e Internationale :

« Dans chacune des tendances du mouvement communiste international qui se manifestent aujourd'hui sur le

plan international, des réformes progressistes sur certains plans sont combinées avec des régressions manifestes sur d'autres. Les titistes prônent des progrès sur le plan de l'autogestion ouvrière et de la démocratisation politique, combinés à une régression vers l'inégalité sociale de plus en plus prononcée et une politique internationale de plus en plus droitnière. Les maoïstes prônent un progrès sur le plan de l'égalitarisme social et de l'orientation internationale révolutionnaire combiné avec des régressions manifestes sur le plan de la démocratie ouvrière et un refus de poser le problème de l'autogestion ouvrière. Les fidélistes partagent avec nous beaucoup de conceptions dans le domaine de la lutte contre l'inégalité sociale et pour un cours vers la révolution mondiale ; ils peuvent se rapprocher de notre point de vue en matière d'autogestion ouvrière démocratiquement centralisée, mais ils ne comprennent pas le problème de la démocratie socialiste. Seul notre mouvement présente à ce propos une position cohérente, qui répond à l'ensemble des problèmes fondamentaux posés par la nécessité de reconstruire les sociétés issues du renversement du capitalisme sur la base de l'exercice du pouvoir par les masses laborieuses elles-mêmes ». (Idem page 49).

Donc, il y a le « mouvement communiste international », somme des bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires, dans lequel les renégats de la IV^e internationale s'intègrent (eux-mêmes l'affirment). Chaque bureaucratie fait preuve d'une ou de quelques qualités exceptionnelles et nous, renégats de la IV^e Internationale, possédons la somme des qualités des bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires. Notre politique synthétise ce que devrait être la parfaite politique d'une bureaucratie parfaite.

De la même façon qu'au cours de la grève générale en France, les pablistes nourrissent les illusions spontanées des masses, pour autant qu'il est en leur pouvoir, ils alimentent des illusions sur l'auto-réforme des bureaucraties contre-révolutionnaires. Derrière l'éclectisme énumérateur des qualités et défauts de chaque bureaucratie se cache, comme en France, l'illusion réformiste qui procède de l'analyse fondamentale de la période historique et des « solutions » à apporter dans chaque « cas ».

Elle est radicalement en opposition à la conception marxiste de la classe ouvrière comme force motrice de l'histoire qui lutte contre ses propres illusions, réflexion en ses rangs de la pression de la bourgeoisie, pour son unité de classe, dans chaque pays et à l'échelle mondiale et, fatalement, elle se dresse contre la construction des partis révolutionnaires dans chaque pays et de l'Internationale. L'unité, si l'on peut dire, de cette conception réside dans la recherche constante d'un substitut à la classe du prolétariat, dans la recherche de voies de traverse à la solution de la crise de l'humanité. Elle se recoupe d'un côté avec les escroqueries de la C.F.D.T. et du P.S.U. sur « l'autogestion », les pouvoirs, et de l'autre avec les politiques des bureaucraties parasitaires qui tentent de se maintenir au pouvoir.

Unité de classe du prolétariat, appareils bureaucratiques et pablistes

Toutes les tendances et organisations petites-bourgeoises, le P.S.U., la C.F.D.T., les courants gauchistes se dressent, tout autant que les appareils syndicaux, les partis réformiste et stalinien, contre l'unité de classe du prolétariat : le front unique de classe. C'est une attitude politique correspondante au refus d'accepter et l'indépendance de classe et l'hégémonie dans la lutte de classe du prolétariat. L'unité de front est un besoin naturel du prolétariat dès qu'il s'affronte avec la bourgeoisie. Plus s'aggravent les antagonismes de classes, plus le prolétariat se heurte à la société bourgeoise, son Etat, son gouvernement pour la simple défense de ses intérêts élémentaires, plus le besoin de « l'unité » se fait pressant jusqu'à devenir un réflexe élémentaire. Commencant à élaborer les éléments d'un programme de transition, l'Internationale Communiste fut aux prises avec cette question de l'unité de la classe comme classe, au besoin « d'unité ». Les troisième et quatrième congrès de l'I.C. furent en grande partie consacrés à la discussion sur le front unique.

Les « thèses sur l'unité de front prolétarien » du IV^e congrès constatent :

« Mais, portés par une confiance croissante vers les éléments les plus irréductibles, les plus combattifs de leur classe - les communistes -, les travailleurs témoignent plus que jamais d'un irrésistible désir d'unité. Eveillés désormais à une vie plus active, les couches les moins expérimentées de la classe ouvrière rêvent de la fusion de tous les partis ouvriers, sinon de toutes les organisations prolétariennes ».

Et elles répondent :

« Après s'être assurés une complète liberté de propagande, les partis communistes s'efforcent aujourd'hui dans tous les pays, de réaliser une unité aussi solide que possible sur le terrain de l'action pratique... »

« Tout bien pesé, le comité exécutif de l'Internationale Communiste estime que le mot d'ordre du III^e congrès de l'Internationale Communiste : aux masses ! ainsi que les intérêts généraux du mouvement communiste exigent que l'Internationale et ses sections soutiennent le mot d'ordre de l'unité de front prolétarien et prennent en main l'initiative de sa réalisation. La tactique des partis communistes s'inspirera des conditions particulières à chaque pays ».

L'Internationale Communiste allait très loin dans l'application du mot d'ordre « du front prolétarien ». La « résolution sur la tactique de l'I.C. » de ce même IV^e congrès déclare :

« Dans certaines circonstances, les communistes doivent se déclarer disposés à former un gouvernement avec les partis et des organisations ouvrières non communistes. Mais ils ne peuvent agir ainsi que si des garanties sont données que ces gouvernements ouvriers mèneront vraiment la lutte contre la bourgeoisie dans le sens indiqué plus haut ».

La politique de l'unité du front prolétarien, du front unique ouvrier, du front unique de classe, reçut son expression la plus claire, dans la formulation de la lutte : classe contre classe. Ses origines remontent au « Manifeste Communiste » qui soulignait :

« Voici ce qui distingue les communistes des autres partis prolétariens : d'une part dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts communs du prolétariat tout entier, sans considération de nationalité, d'autre part, dans les diverses phases de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, ils représentent toujours l'intérêt du mouvement dans son ensemble.

Pratiquement, les communistes sont donc la partie la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui va toujours de l'avant; du point de vue théorique, ils ont sur le reste de la masse prolétarienne l'avantage de comprendre les conditions, la marche, et les résultats généraux du mouvement ouvrier ».

Au moment où toute lutte d'envergure pose le problème du pouvoir, comment la classe ouvrière, qui a besoin de mobiliser et d'organiser toutes ses forces pour cette lutte, ne sentirait-elle pas l'impérieuse nécessité du front unique ouvrier ? Bien sûr, un même mot d'ordre peut masquer des politiques radicalement différentes. L'Internationale Communiste ne l'ignorait pas qui écrivait :

« Lorsque commença la protestation organisée et consciente des travailleurs contre la trahison des leaders de la II^e Internationale, ceux-ci disposaient de l'ensemble du mécanisme des organisations ouvrières. Ils invoquèrent l'unité et la discipline ouvrière pour bâillonner impitoyablement les révolutionnaires protestataires et briser toutes les résistances qui les eussent empêchés de mettre au service des impérialistes nationaux la totalité des forces prolétariennes. La gauche prolétarienne fut ainsi forcée de conquérir, coûte que coûte, sa liberté de propagande, afin de faire connaître aux masses ouvrières la trahison infâme qui avait été commise et que continuent de commettre des partis et des syndicats créés par les masses elles-mêmes. » (Thèses sur l'unité du front prolétarien).

Mot à mot, ces lignes s'appliquent toujours à la social-démocratie, mais aussi à la politique du P.C., instrument de la bureaucratie du Kremlin. Le refus de constituer le comité central de la grève générale, de poser la question du pouvoir et de lutter pour le pouvoir, traduit la subordination à la bourgeoisie. Et comme toujours, cette politique était « justifiée » au nom de l'unité ouvrière :

« La grève des travailleurs était essentiellement revendicative. il est incontestable qu'une partie de la classe ouvrière voulait davantage, qu'elle espérait frayer la voie à la démocratie (?), qu'elle a réclamé avec enthousiasme « un gouvernement populaire », résumé trop rapide d'un mot d'ordre mieux pesé, plus effectif. Il est certain qu'elle aurait prodigué, dans une bataille ouvertement politique, ses inépuisables trésors de dévouement, de courage d'esprit d'initiative. Mais elle les aurait dilapidés...

... La grève, précieusement gardée intacte grâce à la tactique de la C.G.T., n'était pas sans failles. A côté des plus combattifs, de ceux que le pouvoir essaiera, mais en vain, de vaincre à la mi-juin, à côté d'eux il y a la masse immense des salariés qui soutiennent les revendications et ne songent pas à les dépasser (...) A côté des plus ardents et des plus tenaces, il y a ceux qui se lassent, que la résistance patronale impressionne et que les difficultés frappent plus sûrement encore. L'existence... de ces divers courants et le rapport d'importance entre eux poussaient à mettre en avant ce qui les unissait, les revendications immédiates, et à conclure sur un succès un mouvement qui ne pouvait aller plus avant à moins de le violenter, de le traîner de force vers des objectifs qui n'étaient pas les siens, c'est-à-dire de le perdre » (Mai des prolétaires - pages 111- 112).

En quelques lignes, Salini formule une politique réactionnaire au nom de « l'unité ». Le mécanisme en est simple : « l'avant-garde » est opposée aux masses, les « divers courants » les uns aux autres. Salini fait refluer « l'avant-garde » sur les positions de ceux qu'il « suppose » les plus « arriérés ». Il joue d'un sentiment profondément sain : les militants savent par une expérience très chèrement acquise que renverser le pouvoir bourgeois exige la participation active de l'ensemble de la classe ouvrière. Mais Salini ment impudiquement. Une première fois lorsqu'il explique que la grève était « essentiellement revendicative » . Le point de départ de la grève, ce fut la manifestation politique du 13 mai. Une seconde fois, à propos des revendications. L'attachement aux revendications était indissolublement lié au caractère politique de la grève générale. Les revendications ne pouvaient être satisfaites que par la lutte pour un gouvernement qui représente les travailleurs et s'attaque à l'ensemble de l'économie capitaliste. Une troisième fois : liquider le mouvement exigea que les directions syndicales partiellissent les revendications et renoncent aux revendications fondamentales - pas de salaire inférieur à 1 000 F par mois ; abrogation des ordonnances ; les 40 heures immédiates, etc... qui alimentaient la grève générale.

Enfin, une quatrième fois, à propos des rapports avant-garde-masses. L'organisation, la centralisation de la grève par la formation des comités de grève, leur fédération à tous les niveaux jusqu'au comité central national de la grève générale, parce qu'elles fusionnaient la classe en un corps unique, la structuraient organiquement, permettait à l'avant-garde de jouer pleinement son rôle politique, d'alimenter et d'entraîner politiquement la classe, d'élever les couches les plus retardataires à la compréhension et à la réalisation des tâches politiques les plus élevées.

L'initiative des masses parvenait à son point le plus élevé. La « spontanéité » s'exerçait, nourrie des véritables rapports entre avant-garde et masses, et l'avant-garde elle-même était renforcée quantitativement et qualitativement, car elle ne peut se développer politiquement que dans ses rapports avec la classe toute entière.

Quant à la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, elle ne pouvait être gagnée au mouvement qu'autant que celui-ci faisait preuve de clarté et d'efficacité politique contre le pouvoir bourgeois ; et également de la clarté, de l'efficacité, du dynamisme politique de la classe ouvrière dépendait la désagrégation du pouvoir bourgeois, y compris de son armée et de ses corps répressifs.

Salini vend la mèche :

« La demande d'élections générales, surtout, démontrait la volonté du Parti communiste de combattre toute aventure, de se tenir sur la voie démocratique. Cette demande contribuait à renforcer l'autorité du P.C.F. au-delà de la classe ouvrière, tout en donnant au mouvement de mai le moyen de trouver sa conclusion politique ».

Le cadre et la légalité de la V^e République, formes immédiates de la domination de classe de la bourgeoisie, sont, en l'occurrence, « la voie démocratique ». Salini s'en vante : le P.C.F. fournit à De Gaulle la méthode qu'il utilisa afin de désamorcer politiquement la grève générale, la dissolution de l'Assemblée Nationale, les élections législatives. Le flot grondant, submergeant tous les obstacles, brisant tous les cadres traditionnels, capable d'imposer une nouvelle légalité, une nouvelle démocratie, la démocratie prolétarienne, la légalité des travailleurs, devait rentrer dans son lit, pour qu'aient lieu les élections. Les élections législatives étaient une arme contre la grève générale. Le P.C.F. parvint à imposer la conclusion

politique qu'il entendait à la grève générale : le torrent ouvrier rentra dans le lit de la « voie démocratique », de la « normale », des rapports politiques qui conviennent à la bourgeoisie.

Si on analyse le contenu de la méthode de la politique du P.C.F., au-delà des mots, il se révèle très vite qu'elle consiste à diviser, à fractionner la classe ouvrière, condition indispensable de sa subordination à la bourgeoisie. La politique révolutionnaire exprime au contraire le mouvement historique de la classe vers son unité comme classe, condition de son hégémonie politique.

Alors même que l'internationale Communiste se formait et que les Partis Communistes devaient, en se constituant, rompre avec la social-démocratie, ils rassemblaient la force politique qui lutte pour l'unité du prolétariat dont les plus hautes expressions sont : les soviets, la dictature du prolétariat qui s'exerce vraiment lorsque fonctionne la démocratie ouvrière. Les partis réformistes, et aujourd'hui staliniens, ont une politique qui va à l'encontre des intérêts généraux de la classe ouvrière, donc de son unité comme classe. Fondamentalement, au-delà de l'apparence immédiate, ils sont toujours responsables des scissions. Rompre organisationnellement avec eux est indispensable afin de construire le Parti révolutionnaire, parce qu'ils ont rompu politiquement avec la défense des intérêts généraux de la classe, donc avec son unité comme classe. Le Parti révolutionnaire, qui poursuit le combat pour les intérêts généraux de la classe ouvrière comme classe, est par essence unitaire. Une des constantes de sa politique sera de dresser le front prolétarien contre la bourgeoisie. Il devra à chaque moment définir les formes spécifiques par lesquelles peut et doit se concrétiser l'unité de la classe, dès lors qu'il cesse d'être un groupe de propagande, mais intervient et se bat dans la lutte des classes.

Les staliniens ne voulaient à aucun prix que se forment des comités de grèves, qu'ils se fédèrent, que se constitue le Comité central national de la grève générale. De leur côté les renégats de la IV^e Internationale avaient trouvé un substitut : les comités d'action. Ben Saïd et Weber nous expliquent :

« Parallèlement, des comités d'action sont constitués dans les localités ou les quartiers. Ils ont, entre autres, la fonction d'assurer l'aide du quartier aux entreprises en grève, d'informer sur la grève la population contre les falsifications et les manœuvres du pouvoir ».

Jusqu'à présent, il s'agissait plutôt d'une sorte d'armée de salut de la grève générale. Mais, soudaine promotion :

« Le réseau des comités de grève et des comités d'action, fédérés au niveau régional et national, constitue l'embryon du futur pouvoir ouvrier ».

Comités de grève et comités d'action sont mis sur le même plan. Ainsi les comités d'action peuvent bénéficier d'une promotion : ils deviennent des soviets locaux. Tout devient encore plus compliqué au mois d'octobre 1968. Rouge n° 3 (16 octobre 1968) nous conte la suite de leurs aventures et mésaventures :

« En mai, la fusion dans l'action de l'ensemble des CA a pu laisser croire à l'existence possible d'un mouvement unifié des C.A. Une telle possibilité aurait dû se vérifier et se concrétiser par l'existence d'une coordination politique effective et efficace, point où ont toujours échoué les C.A..

En fait, leur nature, dans le reflux du mouvement de masse qui les aurait unifiés autour de la grève, s'est diversifiée ainsi que les fonctions très variées qu'ils remplissent. Par ailleurs, leur base politique s'est peu précisée ; elle reste celle d'une unité dans l'action et pour l'action – quand action il y a – un rassemblement hétérogène de militants dont l'idéologie commune demeure celle du refus vague de l'impérialisme et du stalinisme ».

En vérité, triste destin : grandeur et décadence. Fort heureusement, comme le phœnix, « Rouge » les fait renaître de leurs cendres.

« Cependant, de l'impossibilité à concevoir un mouvement unifié et centralisé des C.A., on ne peut conclure à l'inutilité des C.A.; il faut au contraire comprendre la nature propre de chaque type de C.A. et lui tracer des perspectives en conséquence ».

Suivons le guide « Rouge » :

« Le C.A. d'entreprise... constitue l'organe militant où sont contrées les manœuvres patronales et les dérobades syndicales... De plus, le C.A. brise le partage des tâches entre syndicat et parti où le syndicat se limite strictement aux luttes revendicatives alors que le P.C. garde le monopole des luttes politiques... cantonnées sur le plan parlementaire... Trop faible pour se substituer au syndicat, il doit, pour garder ses militants, s'emparer des mots d'ordre syndicaux, tel l'échelle mobile des salaires, pour les durcir (sic), expliquer leurs conséquences, leur dynamique de contrôle ouvrier, situer les luttes de l'entreprise par rapport à l'ensemble des luttes sociales. En ce sens, le C.A. doit être le lien où est brisée la vieille division arbitraire entre lutte politique et lutte syndicale ».

Ni syndicat, ni organisation politique et tout à la fois syndicat et organisation politique !

Hélas :

« Embryon de double pouvoir au moment de la grève, les C.A. ont la reconversion difficile, ils tâtonnent à la recherche d'une nouvelle fonction. Une chose est sûre cependant : la tâche qui leur fut parfois assignée de la politisation du quartier se révèle une impasse. »

Il reste les C.A. étudiants. Pour eux la vie est belle :

« En fait, bien que n'étant ni un syndicat défendant les intérêts propres des étudiants, ni un parti, le mouvement étudiant peut exister comme mouvement de masse politisé à l'échelle nationale »

Les C.A., ni syndicat, ni parti, et tout à la fois syndicat et parti, sont donc selon « Rouge » la forme idéale du mouvement étudiant :

« La tâche des militants révolutionnaires est d'œuvrer à la constitution d'un tel mouvement, d'une part en transformant les structures de l'U.N.E.F., les corps ou groupes d'études en comités de lutte, et, d'autre part, en expliquant dans les C.A. la nécessité d'un tel mouvement. »

De cet ensemble hétérogène naît d'un seul coup l'arme absolue de la révolution prolétarienne :

« La fonction du C.A. ainsi diversifiée se trouve clarifiée. Le mouvement étudiant constitue d'ores et déjà un authentique mouvement de lutte nationale, intervenant dans et hors de l'université. Les C.A. d'entreprises ont vocation de briser l'hégémonie du P.C.F. sur la classe ouvrière en remettant à l'honneur le syndicalisme révolutionnaire au sens noble du terme... »

Les C.A. unis dans ce style d'action constituent « la force de frappe militante héritée de mai ».

Est-ce tout ? Pas encore. Plus haut « Rouge » soulignait :

« Comme les C.A. sont une ébauche de structure de double pouvoir, et que le pouvoir prolétarien doit être assuré par l'organisation autonome de la classe et non par la seule avant-garde, les militants révolutionnaires doivent en même temps dégager, au travers des C.A., des noyaux révolutionnaires, comprenant la nécessité d'une organisation nationale ».

Quelle merveille, ces C.A. ! « Rassemblement hétérogène de militants dont l'idéologie commune demeure celle du refus vague de l'impérialisme et du stalinisme », ils furent quelque chose comme des soviets; ils remplacent syndicats et partis; ils redeviennent « une ébauche de structure de double pouvoir, de pouvoir prolétarien »; tout au plus faudra-t-il que des C.A. de C.A. se constituent, « formés des noyaux comprenant la nécessité d'une organisation nationale », et tout est résolu. Un si incroyable phénomène mérite l'attention admirative du pauvre prolétaire en col bleu comme dirait les spécialistes intellectuels de la pensée révolutionnaire. A n'en pas douter, il s'agit de la quintessence des « idées de mai ».

A moins que tout se réduise, et c'est le cas, à opposer aux formes d'organisation de la classe des recettes extérieures au mouvement de la classe. En fait, aux comités de grève, à leur fédération, au C.C.N. de la grève générale, on opposait les C.A. « embryons du double pouvoir »; à l'organisation syndicale, à la lutte pour l'unité syndicale et à la démocratie ouvrière, on oppose les C.A.; à la lutte pour la construction du Parti révolutionnaire, on oppose les C.A.; au syndicalisme lutte de classe, on oppose le « syndicalisme révolutionnaire » : détruire ou quitter le syndicat au profit du parti syndicaliste. Sur chaque plan, « Rouge » se dresse contre l'unité du front prolétarien. Il le fait de « gauche » tandis que les staliniens le font de droite. Mais il y a convergence.

Il est inutile de revenir sur la question du C.C.N. de la grève générale. Par contre, il est nécessaire de regarder de plus près la signification du rôle assigné par « Rouge » aux C.A. en ce qui concerne les organisations syndicales et leurs rapports avec les partis politiques ouvriers. Il faut en conclure que les organisations syndicales sont désormais une anachronisme, un vestige du passé. Derrière se répercute l'écho du mot d'ordre des militants du 22 mars, que prolonge les Mao-Spontex : « l'U.N.E.F. est une putain et les syndicats sont des bordels » ou, dit sous une forme plus élégante, « les organisations syndicales font partie des structures oppressives ». Plus tard, « Rouge » mettra de l'eau dans son vin. Au cours des débats qui préparaient le premier congrès de la Ligue Communiste, oh surprise, on apprend que :

« L'implantation dans la classe ne peut se faire de façon conséquente que sur des bases politiques claires. A ce propos, magnifier les « Organisations autonomes de classe » (C.A., C.L.E.D.), c'est entériner un état de fait, stabiliser les préjugés unitaristes (ah !) des militants ouvriers en rupture de stalinisme au lieu de les dépasser. Il ne saurait, en dehors des périodes de crises révolutionnaires, exister de structure autonome en dehors de l'avant-garde ».

Que s'est-il passé ? La plupart des C.A. sont morts, sans que leurs parents spirituels aient envoyé de lettres de faire-part. Le reste, grâce aux élans spontanistes antérieurs de la J.C.R. et de « Rouge », est passé sous la coupe des pro-chinois. Dès lors :

« Les syndicats demeurent la plus puissante organisation de lutte de la classe. En période de répression patronale, leur couverture légale apparaît comme la garantie sans laquelle les travailleurs hésitent à se lancer dans la lutte. Pour toutes ces raisons, le travail au sein des syndicats demeure une tâche principale des ouvriers révolutionnaires, non pour se contenter d'y regrouper une tendance « syndicale » durcissant les mots d'ordre officiels, mais pour tenter d'y impulser une pratique différente, reposant sur l'action directe et la contestation de fait de la légalité patronale, restituant la portée et le sens politique des moindres luttes, préfigurant ce que pourrait être une organisation de masse ouvrière débarrassée de l'idéologie « syndicaliste » léguée par la social-démocratie et le stalinisme » (Texte majoritaire. Thèses sur la dialectique des secteurs d'intervention -« Cahiers Rouges » n° 10- 11 page 75).

Nous sommes en présence d'une des nombreuses volte-faces dont les renégats de la IV^e Internationale ne sont pas avares. Mais à tout péché miséricorde. Encore faut-il savoir en quoi consiste la nouvelle orientation. « Les syndicats demeurent les plus puissantes organisations de lutte de classe ». Sans doute, mais encore ? Le programme de transition est très net :

« Dans la lutte pour les revendications partielles et transitoires, les ouvriers ont actuellement plus besoin que jamais d'organisations de masse, avant tout les syndicats. La puissante montée des syndicats en France et aux Etats-Unis est la meilleure réponse aux doctrinaires ultra-gauches de la passivité qui prêchaient que les syndicats « avaient fait leur temps ».

En d'autres termes, les syndicats sont la forme élémentaire de regroupement et d'organisation de la classe ouvrière face au patronat et à l'Etat. Ce sont des organismes qui, par leur origine, leur fonctionnement, doivent constituer le front uni des travailleurs au niveau élémentaire. Ils sont indispensables à sa constitution comme classe. Ainsi que l'explique le programme de fondation de la IV^e Internationale :

« Les bolcheviks-léninistes se trouvent aux premiers rangs de toutes les formes de lutte même là où il s'agit seulement des intérêts matériels ou des droits démocratiques les plus modestes de la classe ouvrière. Ils prennent une part active à la vie des syndicats de masse, se préoccupent de les renforcer et d'accroître leur esprit de lutte. Ils luttent implacablement contre toute tentative de soumettre les syndicats à l'Etat bourgeois et de lier le prolétariat par « l'arbitrage obligatoire » et toutes les autres formes d'intervention policière, non seulement fasciste, mais aussi « démocratique ».

La distance est grande entre l'appréciation que donne le programme de transition de ce que sont les syndicats, du pourquoi et du comment il faut y militer, et celle de « Rouge ». De façon constante, les textes majoritaires de ce premier congrès de la Ligue Communiste insistent : « les travailleurs ont besoin des organisations syndicales car elles sont des couvertures légales ». Assurément, l'utilisation - pas seulement sur le plan syndical, mais sur tous les plans - des possibilités légales, est un souci constant des travailleurs, et ce doit être aussi un souci constant des militants révolutionnaires. La légalité qui reconnaît droits, garanties, libertés aux travailleurs fait partie de leurs conquêtes de classe qui les constituent comme classe. Il demeure que, légaux, reconnus ou illégaux, les syndicats sont des organisations indispensables à la classe ouvrière. Trotsky appelle les bolcheviks-léninistes non « à travailler » dans les syndicats, mais à la défense des syndicats, à la lutte pour la sauvegarde de leur indépendance de classe. De tout cela, il n'est pas question dans les textes « majoritaires », mais « d'une pratique différente reposant sur l'action directe et la contestation de fait de la légalité patronale » dont on se demande ce qu'elle peut bien être. D'autant que l'un des textes majoritaires, « Parler du travail ouvrier pour le faire », ne s'en cache pas :

« La faiblesse de notre implantation actuelle n'est pas le fait de notre mauvaise volonté à élaborer une stratégie d'ensemble. Si nous n'avons pas aujourd'hui de programme à formuler, c'est qu'il existe un rapport dialectique entre la faiblesse de notre implantation et la possibilité de formuler un programme ». (Idem page 33).

Les pablistes conçoivent la « dialectique » comme l'âne des animaux malades de la peste : elle est responsable de tous leurs maux. Pas de stratégie, pas de programme, pas de politique, pas d'implantation : la dialectique en est responsable ! Comment est-il possible de faire « un travail syndical » sans stratégie, sans programme, sans politique, et pourquoi le faire ? C'est la panne sèche dont il faut tout de même sortir. La façon dont la « Ligue Communiste » considère la C.F.D.T. et se tait sur la question de l'intégration des syndicats à l'Etat, souligne que le caractère de classe des syndicats, quoi qu'elle en dise, lui échappe et, par la même, qu'elle se moque du Front Unique de classe.

Tentant de justifier son « boycott » du référendum gaulliste, sans autre analyse, « Rouge » écrivait des phrases comme celles-ci :

« Le caractère manœuvrier de la consultation est tellement énorme qu'au prix d'un minimum d'explications il eut été discernable pour tous ; spontanément, les travailleurs se contrefoutent d'aller trancher une question qui les concerne si peu et qu'ils comprennent mal » (« Rouge » n° 15 - 15 avril 69).

Les travailleurs se sont sentis pleinement concernés. Massivement, ils ont voté non. Ont-ils eu raison ? Il ne s'agissait rien de moins que d'instituer l'Etat corporatiste, de détruire toute indépendance de classe des syndicats, de les soumettre à l'Etat bourgeois. Suprême tentative de De Gaulle afin de réaliser sa « mission historique » et de surmonter l'échec de sa politique, de raffermir l'Etat bourgeois, ébranlé en mai-juin 68. La Ligue Communiste à peine née était en contradiction directe avec l'orientation du programme de transition : « Lutter implacablement contre toutes les tentatives de soumettre les syndicats à l'Etat bourgeois ». La Ligue se trouvait en bonne compagnie auprès de tous les gauchistes et de « Lutte Ouvrière » qui s'illustra en cette circonstance. Engels, Lénine, Trotsky sont des sources politiques insuffisantes. « Lutte Ouvrière », leur préfère Cambronne : « Dites lui oui, dites lui non, dites lui merde ». Telle fut la réponse qu'elle donna au référendum gaulliste.

La Ligue Communiste argumentait sa prise de position en ces termes :

« Accepter aujourd'hui, en période de crise et d'instabilité du régime, le terrain de la lutte électorale, renoncer dans cette optique à imposer le développement de l'action de masse en réel « rendez-vous de mars », c'est démoraliser la classe ouvrière, c'est démoraliser ses militants les plus combattifs, c'est lâcher la proie pour l'ombre en propageant de surcroît les illusions électorales ».

Et, faisant preuve d'une admirable logique, De Gaulle battu au référendum, la Ligue Communiste présentait Krivine aux élections présidentielles. Selon cette logique particulière, la chute de De Gaulle concluait, résolvait la crise de régime. Aux âmes bien nés, rien ne coûte. « Rouge » et Krivine lui-même n'hésitèrent pas :

« De Gaulle est tombé sous les coups du prolétariat, il ne s'est pas relevé des grandes grèves et il a été achevé par les coups fourrés de la bourgeoisie ».

Mais, à tout le moins, si ce n'est pas une victoire, c'est un succès de la bourgeoisie :

« Maintenant que De Gaulle est parti, la bourgeoisie, débarrassée de ce qui la gênait aux entournures, espère reprendre l'initiative, assainir les affaires, clarifier la situation ». (« Rouge » n° 17 1er mai 69).

Le candidat Krivine renchérissait :

« Et d'abord, qu'est-ce que cette « victoire du non », une victoire de la classe ouvrière ou une manœuvre de grand style de la bourgeoisie, qui, pour conserver l'Etat fort, abat un gouvernement qui n'est plus capable de la bien servir ? » (La Farce électorale, page 10).

Krivine utilise la forme interrogative, mais il affirme, « manœuvre de grand style réussie par la bourgeoisie », donc sinon grande victoire, en tout cas succès important de la bourgeoisie. Non !

De Gaulle incarnait un type de régime politique, un type de bonapartisme. Il ne représentait pas un simple gouvernement. Sa chute fut une victoire de la classe ouvrière. Le front prolétarien, disloqué par la liquidation de la grève générale au profit des élections, se reconstituait par les grèves de chez Renault et d'autres secteurs, la grève générale de 24 h du 11 mars, les élections législatives partielles à l'issue desquelles Guy Duclonné, candidat du P.C.F., fut élu alors qu'il avait perdu son siège en juin 68, le Non commun des organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière. Une fraction de la bourgeoisie lâcha De Gaulle, une partie de la petite bourgeoisie, qui en juin 68 avait voté De Gaulle, se retourna contre lui devant la remontée ouvrière. Si De Gaulle était tombée en juin 68, lâché par une partie de la bourgeoisie, ce qui fut à deux doigts de se produire, vraisemblablement un gouvernement bourgeois se serait constitué qui lui aurait succédé : la chute de De Gaulle eût-elle été, oui ou non, une victoire de la classe ouvrière ? La question ne se discute pas. Cependant, remporter une victoire, ce n'est pas gagner la guerre. L'ennemi est rarement anéanti, surtout dans la lutte de classe, à la première victoire. Il reconstitue son front sur de nouvelles positions, préparées ou non à l'avance. L'argument massue est alors avancé : oui, mais en mai-juin De Gaulle serait tombé sous l'effet direct de la grève générale et il a été battu le 27 avril 1969 électoralement; en mai-juin 68 les élections étaient qualifiées « d'élections trahison », le 27 avril la classe ouvrière ne pouvait donc pas remporter

une victoire par le truchement du bulletin de vote. « L'argument » manifeste un crétinisme qui n'est ni parlementaire, ni anti-parlementaire, mais du crétinisme tout simplement.

Disloquer la grève générale de 10 millions de travailleurs prêts à s'organiser sur leur plan de classe, prêts à constituer leurs propres organes de pouvoir dressé contre le pouvoir bourgeois, en lui substituant des élections législatives, c'est trahir : le résultat des élections législatives a consacré cette trahison, De Gaulle en sortit victorieux. Il avait gagné une bataille, il n'avait pas gagné la guerre. Au contraire, unifier la classe ouvrière, qui cherche les voies de réunification de son front de classe pour repartir au combat, qui assimile les leçons politiques de la grève générale en utilisant le référendum, c'est préparer de nouvelles batailles de classes. Renégats à la IV^e Internationale, gauchistes de toutes factures, ont oublié un détail ; en avril 1969, il n'y avait pas de grève générale. A juste titre, la classe ouvrière a compris la chute de De Gaulle comme une victoire politique consécutive à la réalisation de l'unité des organisations ouvrières répondant en commun Non au corporatisme, Non à De Gaulle. Lorsque, par suite de son unité de classe, le front de la bourgeoisie se désagrège, la classe ouvrière s'en réjouit. Frank, Krivine et les autres en sont attristés.

Ils se sont dressés en pratique contre l'indépendance de classe des syndicats à l'égard de l'Etat bourgeois (ils se « contrefoutaient » de la question posée) en appelant à un soi-disant « boycott », comme ils se sont dressés contre le front unique réalisé par les organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière, qui appelaient conjointement à voter non. Ainsi apparaît le contenu véritable de leur politique syndicale, leur mépris des organisations de classe que le prolétariat a construites, leur mépris de l'unité de front du prolétariat, ce qui juge leur politique en général. De grande importance est également l'appréciation qu'ils ont des différentes organisations syndicales : la C.G.T., F.O., la F.E.N., la C.F.D.T. Fort curieusement, pour eux il existe deux véritables organisations syndicales : la C.G.T. et la C.F.D.T. La F.E.N. n'est pas un syndicat ouvrier puisqu'elle regroupe les enseignants ! (aux fonctions répressives). F.O. est considérée comme la centrale réactionnaire par excellence. L'impressionisme petit bourgeois s'en donne ici à cœur joie. Derrière l'appréciation relative de la C.G.T. et de F.O., se trouve l'idée fixe, commune à une partie de la petite-bourgeoisie française, selon laquelle le stalinisme, c'est tout de même mieux que le réformisme. D'ailleurs, par le contrôle qu'exerce le P.C.F. sur la C.G.T. celle-ci n'est-elle pas participante au « mouvement communiste international » ? L'analyse des origines de classe des organisations, syndicales et politiques, se réclamant de la classe ouvrière, en fonction du développement du mouvement ouvrier - l'A.B.C. du marxisme - est étrangère au pablisme. Ce qui lui permet de situer sur le même plan la C.G.T. et la C.F.D.T. Que la C.F.D.T. soit une création de la hiérarchie catholique afin de pénétrer au sein de la classe ouvrière est, pour les pablistes, sans importance. Qu'elle véhicule toutes les « idées » du christianisme social et soit un cheval de Troie de l'intégration des syndicats à l'Etat ne joue aucun rôle. La différence de nature, qui résulte des origines historiques et sociales différentes de la C.G.T., de F.O., de la F.E.N. d'une part et de la C.F.D.T. de l'autre, n'a, pour les pablistes, aucun intérêt. La C.G.T., F.O., la F.E.N. sont toutes des rameaux d'un tronc commun : les organisations syndicales que la classe ouvrière a construites pour se défendre contre l'exploitation, dans une lutte constante contre le capital, la vieille C.G.T. Les pablistes jugent superficiellement de la nature des organisations en fonction des prises de positions immédiates sur tel ou tel problème - et encore. En raison de cette méthode, quelle différence y aurait-il entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. : la bureaucratie du Kremlin utilise les forces armées de l'U.R.S.S. pour briser le peuple et la classe ouvrière tchécoslovaques, l'impérialisme américain utilise son armée pour réduire par le feu et le fer les ouvriers et les paysans du Vietnam. Mais l'U.R.S.S. n'est pas identifiable à la bureaucratie du Kremlin et celle-ci n'est pas non plus identique aux bureaucraties des Etats bourgeois. La C.G.T.-F.O., la F.E.N. ne sont pas identifiables aux bureaucraties syndicales qui les contrôlent et qui ont partie liée avec la bourgeoisie, et même celles-ci ne sont pas identifiables aux bureaucraties qu'engendrent les organisations bourgeoises. La C.F.D.T. est une organisation d'origine bourgeoise, construite au sein de la classe ouvrière, et sa bureaucratie correspond parfaitement à sa fonction. La confusion entre ces différentes organisations provient de la politique contre-révolutionnaire des directions de la C.G.T., de F.O., de la F.E.N. qui se rejoint et se confond souvent avec la politique de la C.F.D.T. Il arrive même que, superficiellement, la C.F.D.T. prenne des accents plus « gauche ». Mais la bourgeoisie devrait, pour intégrer la C.G.T., F.O. et la F.E.N. en utilisant leurs appareils et non sans déterminer des crises, des cassures au sein de ces appareils, les briser, les détruire. La C.F.D.T. trouverait un plein épanouissement, sa place naturelle, à exercer pleinement ses fonctions par l'intégration des syndicats à l'Etat bourgeois. Elle est actuellement obligée d'avoir une attitude réservée car elle se disqualifierait rapidement parmi les travailleurs si elle prônait ouvertement l'intégration des syndicats à l'Etat, pour autant que la C.G.T., F.O., la F.E.N. ne sont pas intégrées. Encore qu'en ce qui concerne l'enseignement, elle attaque ouvertement la laïcité au profit de l'enseignement privé et confessionnel. Que des travailleurs se laissent prendre aux accents « gauche », de la C.F.D.T., à la « démocratie » apparente qui y règne comparée au fonctionnement de la C.G.T., c'est possible. Qu'il surgisse des questions de tactique en raison de la confusion entretenue autour de la C.F.D.T., c'est vraisemblable. Néanmoins, si de semblables problèmes surgissent, c'est la conséquence du refus des appareils des centrales ouvrières de lutter sur un plan de classe, de réaliser le front unique ouvrier sous le contrôle démocratique de l'ensemble des travailleurs. Les liens qu'elles entretiennent ou nouent avec la C.F.D.T. sont la contrepartie de leur opposition à une politique unitaire de classe. A y regarder de plus près, les relations qu'entretiennent les appareils bureaucratiques avec la C.F.D.T. lui permettent de se présenter comme une centrale ouvrière et de pénétrer à l'intérieur de la classe ouvrière.

Ces relations sont de même origine et de même nature que les liens que les appareils tissent avec la bourgeoisie; ils résultent de la politique de capitulation devant la bourgeoisie. Ce qui se vérifie plus clairement, plus directement que dans d'autres domaines, à propos de la laïcité, de la défense de l'école. Actuellement, la F.E.N. accepte de nouer des contacts avec la C.F.D.T. parce que sa direction, devant la pression de l'Etat et du patronat qui veulent démanteler l'Education Nationale, refuse d'engager un combat qui la conduirait à remettre en cause l'Etat bourgeois.

La formule « la laïcité ouverte » est utilisée afin d'introduire la C.F.D.T., les « écoles libres », la hiérarchie catholique au sein de l'Education Nationale et de démanteler celle-ci. De même, que les appareils bureaucratiques, le P.S., le P.C.F., les renégats de la IV^e Internationale, en compagnie du P.S.U. et de divers courants, effacent les frontières de classe, en mettant la C.F.D.T. sur le même rang que les centrales ouvrières. Sur ce plan comme sur tous les autres, ils s'opposent au front unique prolétarien et participent à la dénaturation des organisations syndicales, donc à la division du front de classe.

Le dilemme : dictature du prolétariat ou barbarie fasciste.

Toute lutte de classe exacerbée soulève la question du pouvoir politique. La crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin ne laisse d'autre alternative à la classe ouvrière que celle-ci : ou, après une période plus ou moins longue de convulsions sociales et politiques, être politiquement broyée, subir le talon de fer de régimes politiques bourgeois, incarnations de la barbarie ; ou s'emparer du pouvoir, établir la dictature du prolétariat, par la destruction de l'Etat bourgeois et la construction de l'Etat ouvrier. Par le système clair et souple des soviets, le prolétariat exerce démocratiquement le pouvoir. Il s'organise, se centralise comme classe. Il assure son hégémonie politique et la démocratie prolétarienne. Tirant les leçons de la révolution russe, Lénine écrivait :

« L'histoire a joué ce bon tour que les soviets sont nés en Russie en 1905, qu'ils ont été falsifiés en février-octobre 17 par les mencheviks, lesquels firent banqueroute pour n'avoir pas su comprendre le rôle et la signification des soviets, et que l'idée du pouvoir des soviets, née dans le monde entier, se répand maintenant avec une rapidité prodigieuse dans le prolétariat de tous les pays, tandis que les anciens chefs de la IIe Internationale font partout banqueroute à leur tour, exactement comme les mencheviks, pour n'avoir pas su comprendre le rôle et la signification des soviets... L'expérience a prouvé que, dans certaines questions de la révolution, tous les pays passeront inévitablement par où a passé la Russie. » (La Maladie infantile du communisme : le gauchisme).

Pour asseoir son pouvoir, la bureaucratie du Kremlin dut détruire les soviets, comme elle a dû détruire le parti bolchevique et la III^e Internationale. L'expérience de la marche de la révolution politique contre les bureaucraties parasitaires, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, a démontré que les travailleurs tendaient à reconstruire les conseils ouvriers, ossature du système soviétique. Mais même les conseils ouvriers peuvent être vidés de contenu s'ils ne se centralisent pas, n'organisent pas la lutte pour le pouvoir. Les mencheviks tentèrent de réaliser cette opération en Russie. Ils échouèrent grâce au Parti bolchevique. En Allemagne, en 1918-19, la social-démocratie parvint à liquider les conseils ouvriers en en prenant le contrôle. Le gouvernement des chiens sanglants Noske et Ebert poussa l'astuce contre-révolutionnaire jusqu'à s'intituler : conseil des commissaires du peuple. Bien d'autres moyens sont utilisés afin de dénaturer les conseils ouvriers lorsqu'ils surgissent : l'un d'entre eux consiste à les confiner dans des tâches économiques, « l'autogestion des entreprises ». S'il est une classe à laquelle s'applique cette définition de Lénine - « la politique est de l'économie concentrée » - c'est à la classe ouvrière. Le prolétariat doit s'emparer du pouvoir politique afin de gérer l'économie. La centralisation politique conditionne la démocratie prolétarienne. Il ne s'en suit pas que toute centralisation institue la démocratie prolétarienne. Mais, sans s'être politiquement centralisée, la classe ouvrière est incapable de maîtriser les processus économiques, sociaux et politiques.

La centralisation à son niveau le plus élevé, c'est l'exercice du pouvoir politique. La bureaucratie yougoslave donnerait des leçons à tous sur l'art et la manière de disloquer la classe ouvrière par la soi-disant autogestion des entreprises. La classe ouvrière ne gère rien du tout. Elle est confinée à l'horizon étroit de son entreprise. Elle subit toutes les vicissitudes des processus économiques qui lui échappent, qu'elle ne pourrait maîtriser que si elle détenait le pouvoir politique. Le prétendu « sujet » de l'économie est transformé en objet. Le contrôle ouvrier sur la production est inséparable de la lutte politique pour le pouvoir, de la centralisation politique en vue de cette lutte, d'une perspective gouvernementale. Les renégats de la IV^e Internationale en font une panacée supra-historique, au nom des revendications « qualitatives » opposées aux revendications « quantitatives ».

Ils n'ont pas de stratégie, ni de programme, ainsi que nous l'avons vu, ils expliquent :

« Si nous n'avons pas aujourd'hui de programme à formuler, c'est qu'il existe un rapport dialectique entre la faiblesse de notre implantation et la possibilité de formuler un programme ».

A tout propos et hors de propos, ils affirment :

« Il est nécessaire de formuler un programme de transition pour les travailleurs, la jeunesse, les étudiants, etc., pour les peuples coloniaux, pour la classe ouvrière, la jeunesse, les intellectuels de l'Europe de l'Est, de l'U.R.S.S., de la Chine, etc. »

En dehors d'un programme, d'une stratégie, d'une politique d'ensemble, très facilement le mot d'ordre de contrôle ouvrier se transforme en son contraire : « auto-gestion », « pouvoir ouvrier », « pouvoir étudiant », « pouvoir paysan », chers à la C.F.D.T. et au P.S.U. On peut ainsi, au nom des « conseils ouvriers », combattre les conseils ouvriers, les soviets, en les châtrant politiquement.

Le P.C.F. est beaucoup plus direct et franc : ouvertement, il repousse l'idée même des soviets. Andrieu écrit :

« La construction du socialisme en U.R.S.S. ne peut être considérée comme un modèle qu'il suffirait de copier mécaniquement en veillant seulement à ne pas renouveler les erreurs. Car, il faut savoir distinguer dans cette expérience ce qu'elle a d'universellement valable et ce qu'elle a de spécifique ».

Il précise par une note ce que, selon lui, « cette expérience » a « d'universellement valable » et de « spécifique » :

« Dans la première catégorie (ce qui est universel), on peut ranger par exemple la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière et ses alliés, la socialisation des grands moyens de production, la planification socialiste, le rôle du parti marxiste-léniniste... Dans la deuxième (ce qui est particulier à la Russie), la forme soviétique du pouvoir d'Etat » (Andrieu : Les communistes et la révolution).

La « démocratie renouée » s'oppose aux soviets. Toute organisation du prolétariat comme classe est à proscrire : le P.C.F. est contre le front unique de classe, contre le comité central national de la grève générale, contre les soviets. Ensemble parfaitement cohérent.

Tout naturellement, les dirigeants du P.C.F. ont retrouvé les vieilles formules éculées : « la démocratie est une création continue », affirment-ils. Formule creuse, mensongère et dangereuse, qui relève d'un vulgaire évolutionnisme. Le thème en est connu : par la progression constante de la démocratie parlementaire, combinée à la « pression des masses », le contenu social de celle-ci change, il s'opère une transformation de quantité en qualité et un jour le soleil se lève sur une société socialiste.

Tout l'acquis théorique et politique du marxisme est balayé : la division de la société en classe, l'Etat et sa nature de classe, l'impasse du mode de production capitaliste, etc. Mais cette politique n'est pas innocente. Elle prépare les plus grands désastres pour la classe ouvrière.

Si l'on se borne à un simple constat des forces en présence, il est possible d'affirmer ainsi que le fait un des textes de la tendance majoritaire au premier congrès de la Ligue Communiste :

« La préparation (du fascisme) n'est même pas entamée ».

Et d'élaborer, ensuite, toute une théorie :

« Sur le plan économique, les fascismes italien et allemand ont mis en vase clos leur économie et leur monnaie nationale, ne faisant par là que donner des fausses solutions à un état de fait tendanciel de l'économie d'avant-guerre...

... La modification essentielle, qui s'est largement confirmée dans les années de boom d'après-guerre, c'est précisément la tendance à l'imbrication internationale du capital, sa monopolisation croissante par quelques trusts internationalement liés, sous l'influence dominante de l'impérialisme nord-américain » (c'est la fameuse « interpénétration des capitaux » mais qui, cette fois, se réalise directement sous l'influence dominante de l'impérialisme nord-américain). « Le fascisme, à l'heure actuelle, ne serait même pas un semblant de solution pour les économies capitalistes. Au contraire, chaque fois que les difficultés pointent à l'horizon des comptes bancaires, c'est la bourgeoisie internationale qui tente de régler les problèmes nationaux et par là même les problèmes des autres économies nationales qui en dépendent...

Même les Etats fascistes « classiques » (l'Espagne, le Portugal) ont évolué dans ce sens. Aujourd'hui se pose même à leur bourgeoisie le problème de l'inadéquation de leur système politique fasciste et de leur économie monopolisée. Les formes de domination fasciste sont même principalement critiquées par ceux auxquels elles avaient pourtant profité dans les premiers temps. Ainsi, dans l'hypothèse d'un glissement très à droite du régime, c'est plutôt vers une solution atlantiste, resserrant ses liens avec les Etats-Unis que la bourgeoisie française inclinerait ». (Cahiers rouges n° 10-11 - pages 89 et 90).

Ce verbiage prétentieux cache une grande confusion. La bourgeoisie n'a jamais eu recours de bon gré aux solutions de type fasciste. Il y a autant de particularités dans les régimes fascistes qu'il y eut de systèmes politiques fascistes. L'autarcie économique s'est imposée, par suite de la dislocation du marché mondial, avec plus ou moins de force aux différentes bourgeoisies. Elles ne l'ont pas voulue. La mystique nationale, le racisme, l'antisémitisme, l'anticommunisme furent les axes idéologiques de la mobilisation des masses petites bourgeoises contre la classe ouvrière et ses organisations, mais la raison profonde de cette mobilisation est la crise de la société bourgeoise et l'impuissance de la classe ouvrière à la résoudre sur son propre plan. De nouveaux axes idéologiques peuvent être trouvés, ou les anciens réordonnés. Un fascisme calqué sur l'hitlérisme, un nouvel Hitler, sont très improbables en Europe. L'hitlérisme exigeait que le rêve de la grande Allemagne, dominant l'Europe et le monde, établissant pour un millénaire son ordre mondial, soit tablé sur quelques réalités : la puissance relative de l'impérialisme allemand. Mais un genre de fascisme reposant sur la combinaison d'une dictature militaire et d'une quelconque organisation politique encadrant certaines couches de la petite bourgeoisie reste possible. Quant aux U.S.A., un fascisme, auprès duquel le fascisme hitlérien semblerait une entreprise philanthropique, est une possibilité tout à fait réelle. En dernière analyse, c'est la perspective la plus probable au cas où le prolétariat mondial ne réglerait par leur compte à la bureaucratie du Kremlin et à l'impérialisme. Une fois encore, les renégats de la IV^e Internationale font fi de l'unité mondiale de la lutte des classes.

Le fascisme hitlérien fut un avertissement historique, une des premières factures que l'humanité dut acquitter parce que le prolétariat tardait à accomplir ses tâches historiques. L'impressionisme petit bourgeois prend ici sa forme béate : les forces productives croissent à l'infini, les progrès de l'humanité sont infinis, plus jamais la guerre, plus jamais le fascisme, le tout exprimé cependant en termes « scientifiques » à la façon des « marxistes ». Trotsky, qui n'en peut mais, est appelé à la rescousse :

« Le fascisme ne fait, sur le plan international, qu'aggraver la tendance de l'ensemble du système capitaliste au repliement national et à l'autarcie. En arrachant l'économie à la division internationale du travail, en adaptant les forces productives au lit de Procuste de l'Etat National, il introduit le chaos dans les relations mondiales » (Léon Trotsky - la IV^e Internationale et l'U.R.S.S. - cité par Daniel Guérin : Fascisme et grand capital).

Une fois encore, ces gens font vraiment preuve de sérieux : ils citent Trotsky d'après Daniel Guérin, et ne se donnent même pas la peine de vérifier eux-mêmes. Si au moins ils prenaient celle d'analyser le contenu de la citation faite par oui-dire, ils s'apercevraient que Trotsky explique le contraire de ce qu'ils prétendent : « Le fascisme ne fait, sur le plan international, qu'aggraver la tendance du système capitaliste au repliement national et à l'autarcie ». La tendance est inhérente au système capitaliste à un certain stade de son développement - l'impérialisme - lorsqu'explorent les contradictions accumulées. Ce qui est directement contradictoire avec la thèse pabliste de « l'interpénétration des capitaux », de « la bourgeoisie internationale qui tente de régler les problèmes nationaux » ; l'entité « bourgeoisie internationale » supprime ici les contradictions nationales, efface la réalité - antagonique des bourgeoisies et Etats nationaux. « Le repliement national et l'autarcie » sont des manifestations de l'incapacité de la bourgeoisie à développer les forces productives, et le fascisme est une expression de la barbarie qui en résulte. Si donc, ainsi que l'affirment les renégats de la IV^e Internationale, les forces productives connaissent un essor sans précédent, il n'est plus question de fascisme parce que la bourgeoisie, vaille que vaille, a résolu ses propres problèmes et en même temps ceux de l'humanité. Il ne peut pas plus se produire de crise révolutionnaire, car la bourgeoisie développe et instaure le fascisme, encore une fois, à son corps défendant : afin de briser les os et le crâne du prolétariat qui, par ses luttes, aggrave la crise sociale et pose la question du pouvoir. L'unité des contraires est absente des analyses de ces gens qui mâchonnent comme du chewing-gum le mot « dialectique ». Qu'ils le veuillent ou non, leurs thèses se fondent sur le progrès continu de l'humanité. Elles se réduisent à un vulgaire évolutionnisme. Au mieux, par progrès successifs, la classe ouvrière s'acheminerait vers la participation au pouvoir. De là leur facilité à s'adapter aux multiples « théories » bourgeoises, distillées par le P.S.U., la C.F.D.T., sur les multiples pouvoirs, l'autogestion et le reste, et ainsi que nous le verrons stalinienne. Naturellement éclectiques sans principes, ils sont forts capables de dire également le contraire. Mais dans la lutte

de classe, la théorie réclame implacablement son dû. Un pas à peine sépare les pablistes de la conception stalinienne, empruntée au réformisme le plus éculé, que traduit la formule : « la démocratie est une création continue ». Et nous verrons qu'ils ne sont pas loin de le franchir.

La bourgeoisie comme la bureaucratie du Kremlin sont profondément empiriques. La logique du système capitaliste s'impose à la bourgeoisie comme s'imposent à la bureaucratie du Kremlin les contradictions qui résultent de la gestion, en fonction de ses intérêts, de l'économie planifiée. La tendance à l'Etat fort, le fascisme dans toute sa brutalité, la guerre impérialiste, procèdent des impulsions profondes du système capitaliste et non des désirs subjectifs de la bourgeoisie. La bureaucratie du Kremlin, pour défendre ses privilèges, est contrainte d'attaquer le prolétariat de l'U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est. Ce qui la rend prisonnière de l'impérialisme et des forces les plus réactionnaires qu'elle secrète et qui également la désagrège. En se contentant d'un instantané, on ne perçoit pas l'existence de puissants courants fascistes dans les principaux pays capitalistes avancés. Mais la contradiction entre l'actualité, l'imminence de la révolution, et l'absence de direction révolutionnaire peuvent fournir une base de masse au fascisme, elle peut aboutir à ce que, de l'intérieur de l'appareil d'Etat bourgeois, s'organisent des forces qui combinent leur action avec cette base de masse, et, avec l'accord du capital financier, imposent un certain type de fascisme. De même à l'intérieur de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites, ce que Trotsky caractérisa comme la « tendance Boutenko » existe toujours. Et encore une fois, la bourgeoisie d'un pays est partie organique de la bourgeoisie mondiale, même disloquée par une crise économique, sociale, politique. Si le prolétariat ne parvient pas à résoudre la question du pouvoir, de l'apparent chaos surgiront, de l'intérieur de la bourgeoisie, les forces qui briseront le crâne et les os du prolétariat en entraînant toute l'humanité vers la barbarie.

L'échec de De Gaulle, celui de Wilson, des gouvernements à participation socialiste en Italie, celui probable de Brandt en Allemagne, etc., la grève générale de mai-juin 68, les grandes luttes de classes qui se sont développées dans toute l'Europe de l'Ouest, le processus de révolution politique en Tchécoslovaquie, qui a ses racines en U.R.S.S. et dans tous les pays de l'Europe de l'Est y rendent vivant et actuel ce dilemme : ou prise de pouvoir par les travailleurs, c'est-à-dire finalement le pouvoir des soviets, ou la dictature de fer du capital financier, c'est-à-dire un pouvoir politique bourgeois du type fasciste. Ne pas le dire et l'expliquer, c'est berner le prolétariat et préparer sa défaite. Ces perspectives sont à plus ou moins longue échéance. Dans l'immédiat, la bourgeoisie n'est ni désireuse ni en mesure d'avoir recours, à court terme au fascisme. A De Gaulle, Pompidou succède en France ; le gouvernement Tory qui a succédé à Wilson reste dans la tradition parlementaire anglaise ; au gouvernement de grande coalition C.D.U.-S.P.D. a succédé un gouvernement de « petite coalition » formé des libéraux et du S.P.D., dominé par les social-démocrates en Allemagne de l'Ouest ; en Italie les solutions aux innombrables crises gouvernementales sont toujours cherchées sur le plan parlementaire. Bien plus, après la chute de De Gaulle en France, l'instabilité du mode de domination politique de la bourgeoisie (système complètement bâtard, bonapartisme sans Bonaparte) est telle que tout repose sur la capacité du P.C.F. à fractionner la classe ouvrière, à dévier ses combats et même à la soumettre directement aux exigences de la bourgeoisie. Ces derniers mois, la direction de la C.G.T. et celles des autres centrales syndicales ont ratifié des accords avec le patronat qui soumettent les travailleurs à la rationalisation, à la mobilité de la main-d'œuvre, à la polyvalence, à la déqualification, appelées plus élégamment formation professionnelle permanente et recyclage. Elle conclut, ainsi que les autres directions syndicales, à la S.N.C.F., à la R.A.T.P., des « accords-cadres » qui appliquent le rapport Nora et ses annexes, dont le but est de comprimer massivement les effectifs, d'assurer la polyvalence, et qui aboutissent immédiatement à la déqualification et, à terme, à la destruction du statut, des régimes de retraites et de maladie. La direction du P.C.F. et ses annexes se sont faits les hérauts de l'application de la réforme Faure dans l'enseignement. Et elles paralysent toute riposte efficace à la loi scélérate qui met en cause le droit de manifester, de s'organiser, conquis de haute lutte par les travailleurs, comme elles paralysent toute lutte réelle pour la défense des libertés démocratiques. Cette politique se retrouve, en Italie et ailleurs, sous des formes presque identiques.

La crise du régime politique bourgeois s'étale en Italie, elle reste masquée en France - encore que la « chambre introuvable » n'avait d'unité que par De Gaulle. Cette « chambre introuvable » conserve une unité apparente par crainte de nouvelles élections qui disloquerait la majorité parlementaire actuelle. Mais des craquements annoncent son triste avenir. En Angleterre et en Allemagne, la mécanique parlementaire semble bien fonctionner. Tandis qu'en Espagne, le régime franquiste est de plus en plus instable malgré la répression, et qu'en Grèce le régime des colonels ne parvient pas à trouver sa stabilité, sans parler des autres pays d'Europe. Mais de ce point de vue, l'Italie donne la plus juste idée de la crise politique qui déchire toutes les bourgeoisies d'Europe et leurs systèmes de domination politique. Crise de confiance dans leur avenir, difficultés à appliquer la politique nécessaire à la défense de leurs intérêts à l'encontre de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, de la jeunesse, de la classe ouvrière, demi-mesures insuffisantes à surmonter leurs contradictions, mais que la petite bourgeoisie, la jeunesse, la classe ouvrière ne peuvent accepter sans réagir, sont le lot de toutes les bourgeoisies européennes. L'inévitable éclatement de grandes luttes de classe, inévitables malgré les efforts des partis réformistes, des P.C., des appareils syndicaux, soumettra à rude épreuve les systèmes politiques de domination bourgeois vermoulus.

Il est possible que les P.C., la sociale démocratie, les appareils bureaucratiques des centrales syndicales aient à voler de façon ouverte au secours de l'ordre bourgeois menacé. Déjà, en Italie, se discute ouvertement l'opportunité de la participation du P.C.I. à un gouvernement bourgeois. En France, « l'union de la gauche » avec participation du P.C.F. se referait promptement en cas de nécessité. En Angleterre, un gouvernement d'union nationale Tory-Labour Party serait une éventualité très réaliste au cas de grandes luttes de classe du prolétariat britannique, d'aggravation de la situation en Irlande. Dans tous les pays d'Europe Occidentale, selon des formes et des modalités particulières à chaque pays, les directions des partis ouvriers traditionnels sont prêtes à participer à d'éventuels gouvernements ou même à les diriger, lorsque l'impuissance des systèmes actuels de domination politique de la bourgeoisie se manifeste brutalement, afin de sauver l'ordre bourgeois. Le système parlementaire bourgeois semblera peut-être briller - un moment - de tous ses feux, au moins dans quelques pays. En fait, l'ordre bourgeois s'appuiera sur la confiance des travailleurs en leurs organisations traditionnelles. La crise économique, sociale, politique, s'aggravera. Derrière la façade (les gouvernements à participation « socialiste », « communiste », éventuellement dirigés par ces partis, ou même composés seulement de ces partis), au sein de l'appareil d'Etat bourgeois, intacts, surgies de l'armée, de la police, de l'administration, se regrouperont les forces politiques les plus réactionnaires, prêtes au coup d'Etat, à la guerre civile.

La politique du P.C.F. s'efforce de prévenir tout assaut de la classe ouvrière contre le système actuel de domination de la bourgeoisie. Mais elle laisse ouverte l'éventualité d'un effondrement politique de celui-ci et prépare sa relève. La formule « démocratie avancée » contient cette politique. A la rigueur, dans sa propagande, le P.C.F. est prêt à « nationaliser les monopoles », néanmoins les nationalisations ne pourraient être que « progressives », elles laisseraient un « vaste secteur privé ». Il est cependant un domaine où la direction du P.C.F. est intransigeante : l'Etat doit rester, on ne touche pas à l'Etat bourgeois :

« Si les soviets ont été une forme originale de la Révolution Russe, le parlement dans un pays comme le nôtre - dont le peuple a été le premier à instituer une république en 1875 - peut être utilisé comme un des moyens du passage parlementaire »... « au socialisme ».

On sait ce que pensait Lénine des Républiques parlementaires les plus démocratiques. Il suffit de lire « l'Etat et la Révolution », « La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky », « La maladie infantile du communisme » et l'on jugera de la « trahison » que constitue ces quelques lignes d'Andrieu.

Andrieu n'en reste pas là, il en rajoute

« Mais plusieurs conditions sont nécessaires. D'abord il faut que le parlement représente réellement la volonté populaire, ce qui implique que les députés soient élus à la proportionnelle. Ensuite qu'il soit doté de pouvoirs réels au lieu d'être réduit, comme c'est le cas actuellement au rôle d'une chambre d'enregistrement ». (Idem page 241).

Afin que nul ne s'y trompe, Andrieu situait dans quelle lignée se place « la démocratie rénovée » :

« L'effort des communistes français pour unir la gauche autour d'un programme commun se situe dans le prolongement d'une politique dont les traits et les mérites sont apparus avec une particulière clarté lors des Fronts Populaires et à la Libération ». (Idem - page 237).

Voilà ce qui s'appelle parler net. L'assaut du prolétariat français en juin 36 fut enlisé dans les marais du parlementarisme bourgeois. Blum proclamait la « pause » après que Thorez ait affirmé :

« Il faut savoir terminer une grève dès que les principales revendications sont satisfaites ».

Symbole du Front Populaire, Daladier, soi-disant représentant de ces couches moyennes, de cette petite bourgeoisie des villes et des campagnes dont il faut faire la pacifique conquête, qu'il ne faut pas effrayer - radicaux parmi les radicaux - défilait levant le poing entre Blum et Thorez en juillet 36 ; il brisait la grève générale du 30 novembre 38 ; il interdisait le P.C. et toutes les organisations se réclamant du communisme en septembre 39 et envoyait leurs représentants en prison. La chambre de Front Populaire fut celle qui vota tous les pouvoirs à Pétain en juillet 40. L'évocation de la Libération est tout aussi suggestive. C'était le temps « des camarades ministres » du « produire, produire », de « la grève, arme des trusts », du fameux « tryptique » de Thorez au Comité Central d'Yvry, en janvier 45 : « Il faut une seule police, une seule armée, un seul gouvernement ». C'était le temps où, disposant de la majorité absolue à la Chambre sur la base de la représentation proportionnelle, « socialistes » et « communistes », participaient au gouvernement du général De Gaulle d'abord, au tripartisme avec le M.R.P. ensuite, jusqu'au jour où la classe ouvrière débordant les appareils syndicaux, la grève des travailleurs de chez Renault en avril 47 ayant une signification nationale et annonçant que la grande masse des travailleurs allait s'ébranler et remettre tout en cause, les « camarades ministres » furent jugés plus utiles à l'extérieur du gouvernement, comme « opposition ». Duclos prenait la précaution d'affirmer alors que les ministres du P.C.F. démissionnaient : « Nous restons un parti de gouvernement », autrement dit « fidèles à l'ordre bourgeois ».

C'est de ce temps-là que les dirigeants du P.C.F. gardent au cœur une plaie ouverte : ils sont rares ceux qui comme Thorez méritèrent les éloges du général De Gaulle lui-même, fussent-ils funébres, en raison de leurs bons et loyaux services au sein du gouvernement qui « remit la France sur ses rails ».

Toutefois, poursuit Andrieu, pas de « crétinisme parlementaire » :

« Enfin et surtout qu'il s'appuie sur un puissant mouvement populaire dans le pays, c'est même là une condition sine qua non car ce serait tomber dans le « crétinisme parlementaire » que de croire qu'il suffirait d'obtenir la moitié des voix plus une à l'Assemblée pour que la révolution soit faite. Si le suffrage universel, comme nous l'avons déjà souligné, peut donner la majorité aux partis se réclamant du socialisme, il n'a pas la vertu d'octroyer à lui seul le pouvoir réel de former un gouvernement. Encore faut-il mettre fin à la dictature de fait de la bourgeoisie c'est-à-dire à la domination des maîtres des monopoles qui, détenant tous les leviers de commandes de l'Etat et de l'économie peuvent enrayer la production, organiser la fuite des capitaux à l'étranger, torpiller le franc, utiliser à des fins de sabotage les grands commis de l'administration, les cadres supérieurs de l'armée et de la police. Il est évident que la pression populaire doit s'exercer pour neutraliser les résistances de la minorité aux décisions de la majorité parlementaire ». (Idem - pages 235-236).

Si les termes n'existaient pas, il faudrait les inventer : « la pression populaire » ! Dix millions de travailleurs en grève, est-ce une « pression populaire » ? Les oracles du P.C.F. dessaisissent les travailleurs de leur grève générale (il y a l'armée, la finance, l'administration qui se dresseraient contre les travailleurs si ceux-ci tentaient de s'emparer du pouvoir, affirmaient-ils) en faveur d'élections législatives. Mais une majorité parlementaire change tout, et par simple « pression populaire », l'armée, la finance, les cadres de l'administration s'inclinent devant la volonté du peuple. Malheureusement, avec ou sans majorité parlementaire, ni la bourgeoisie comme classe, ni l'appareil d'Etat, ne peuvent être ainsi brisés. Il faut détruire l'Etat bourgeois et lui substituer l'Etat ouvrier : le pouvoir des conseils, le pouvoir des soviets. Ce que refusent expressément les dirigeants du P.C.F. et ses plumeux, Andrieu, Salini et autres. L'Etat ouvrier, c'est d'abord l'organisation du prolétariat comme classe dont une première forme, par la formation des comités de grève, leur fédération jusqu'au C.C.N. de la grève générale, pouvait surgir du combat engagé par les travailleurs en mai-juin 68.

La formule de la « démocratie avancée », les phrases sur les « nationalisations », la « pression populaire », révèlent leur fonction politique ; un contre-feu opposé à l'organisation du prolétariat comme classe, embryon de l'Etat ouvrier ; une machine de guerre contre le front unique ouvrier qui dresse le prolétariat comme classe face à la bourgeoisie, son Etat, son

gouvernement, et qui, seul, peut entraîner la petite bourgeoisie des villes et des campagnes à combattre aux côtés du prolétariat.

Il faut aller plus loin et le dire clairement, les formules qu'utilise le P.C.F. ont un sens précis : il se prépare, en cas d'assaut de la classe ouvrière, à défendre l'Etat bourgeois, l'ordre bourgeois. Au nom du « parlement », de la « démocratie avancée », les Noske et les Ebert du P.C.F. feront assassiner les militants révolutionnaires, ils feront tirer sur la classe ouvrière. De plus, la « démocratie avancée, rénovée » et tout ce que l'on voudra, est une recette politique de crise dont la seule fonction est de préserver l'ordre bourgeois et son Etat, qui ne peut rien résoudre décisivement : elle aggraverait la crise économique et sociale et empêcherait le prolétariat de la résoudre sur son plan de classe ; aux cadres de l'armée, de la police, de l'administration, aux fractions les plus réactionnaires de la bourgeoisie, au capital financier, elle fournirait une base de masse parmi la petite bourgeoisie des villes et des campagnes exaspérée, enragée par la crise, et qui en rejeterait la responsabilité sur la classe ouvrière. Ainsi fabrique-t-on une base de masse à un type de fascisme quelconque.

La « démocratie avancée » est la formulation française utilisée par le P.C.F., d'une très vieille et très universelle politique. La crise, qui n'en est encore qu'à ses prémices, qui, au cours des années à venir, secouera l'impérialisme mondial, et, particulièrement, les puissances impérialistes décadentes d'Europe, en fournira de multiples variétés, social-démocrates, staliniennes, aux noms divers. Toutes auront ces traits communs : verbiage démocrate-socialiste, protection de l'Etat et de l'ordre bourgeois, obstacle et contre-feu à l'organisation du prolétariat comme classe. Elles nourriront les pires complots réactionnaires, fomentés de l'intérieur de l'appareil d'Etat bourgeois, et rejeteront la petite-bourgeoisie sous l'emprise du capital financier dont il fera une force de frappe contre le prolétariat qui lui-même risque d'être démoralisé. Comme le « Front populaire » à son époque, les nouvelles formules et leur vieux contenu sont des antichambres du fascisme, des coups d'Etat militaires, des solutions les plus réactionnaires, que le capital financier peut mettre sur pied et utiliser pour broyer les os et fracasser le crâne du prolétariat.

La bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites ont une politique non moins empirique que celle de la bourgeoisie. Elles hésitent et tergiversent. Deux ans après l'invasion de la Tchécoslovaquie, elles n'ont pas encore pu briser le prolétariat tchécoslovaque : le feu couve sous la cendre. L'énormité de l'enjeu, tout autant que leurs propres contradictions, les font hésiter. Comparée à la brutalité de la répression en Hongrie, la répression en Tchécoslovaquie semble légère. Par centaines, les intellectuels, les étudiants, sont chassés des universités, privés de leur travail, obligés de faire les besognes les moins en rapport avec leurs capacités. Les professeurs sont chassés de leur enseignement. Des enquêtes sont ouvertes sur tous les membres du corps enseignant, de l'armée, de l'administration. Des fichiers monumentaux sont préparés. Le Parti, les organisations syndicales sont épurés. Des militants sont emprisonnés ou sous surveillance, mis dans des hôpitaux « psychiatriques ». La presse, la radio, tous les moyens d'information sont bâillonnés et mis au service de l'appareil. L'appareil est peu à peu reconstruit. Il est encore plus étranger, si possible, au prolétariat et au peuple tchécoslovaques que ne l'était celui de Novotny, il est composé d'agents strictement au service du Kremlin. Mais jusqu'à présent le prolétariat tchécoslovaque poursuit une résistance passive dans les usines. Des groupes organisés existent. Des exécutions comparables à celles de Hongrie n'ont pas eu lieu. Dubcek, Smirkovsky et bien d'autres n'ont pas subi le sort de Imre Nagy, Pal Maleterre et tant d'autres. La répression est plus ouverte, ou en tout cas mieux connue, contre les intellectuels et opposants communistes de l'U.R.S.S. A la vérité, la limite - relative - de la répression contre la classe ouvrière et le peuple tchécoslovaques provient de la combinaison de leur résistance à la crise de l'appareil international du stalinisme qui se manifeste jusqu'au sommet de la bureaucratie de l'U.R.S.S., au Kremlin. Aller plus loin, déclencher la répression sanglante contre les 40 000 « contre-révolutionnaires » dont parlait « La Pravda », c'est engager la guerre civile qui s'étendrait à tous les prolétariats de l'Europe de l'Est et à celui de l'U.R.S.S. C'est briser l'appareil international du stalinisme, c'est faire exploser la crise qui divise la bureaucratie du Kremlin. La conférence des partis communistes, tenue en juin 1969, à Moscou, fut révélatrice. Après des années de « préparation », de multiples hésitations, de reports à des dates ultérieures, elle fut enfin convoquée. Il devenait urgent, après le processus de révolution politique en Tchécoslovaquie, le début de la « normalisation » - à l'instant où le Kremlin désignait la Chine comme l'ennemi public numéro 1 de la civilisation humaine et de ses valeurs, comparable seulement au militarisme japonais et au fascisme hitlérien - que soit renouvelé le serment d'allégeance des partis communistes à la bureaucratie du Kremlin et réaffirmé leur soutien sans murmure à sa politique. La conférence aboutit au résultat inverse. Au nom du P.C.I. et de quelques autres P.C., Berlinguer s'est élevé contre le bipartisme américano-russe, la discipline imposée mécaniquement de Moscou aux différents P.C., la condamnation sans appel de la Chine, il souleva la question de la Tchécoslovaquie. Fait non moins important, « La Pravda » publia « objectivement » les interventions des P.C. qui s'opposaient à la ligne officielle. La signification ne fait pas de doute : Berlinguer parlait au nom d'une fraction du groupe dirigeant du Parti communiste de l'U.R.S.S. Les prises de position de la plupart des P.C. d'Europe occidentale condamnant l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, correspondaient à leurs besoins propres. L'approbation de l'intervention militaire par le P.C. français, par exemple, au lendemain de sa trahison de la grève générale eut aggravé et peut-être fait exploser la crise du P.C.F. D'autre part, les P.C. d'Europe occidentale, par leur politique depuis des décennies, ont introduit à l'intérieur de l'appareil des tendances à l'adaptation directe à leur propre bourgeoisie : bureaucrates syndicaux, des comités d'entreprises, des municipalités, députés, députables, aspirants ministres, que gêne la subordination étroite au Kremlin et qui ont besoin de brevets démocratiques. Jamais, pourtant, des P.C. comme le P.C.F. se seraient permis de tels écarts si, derrière eux, ne s'était tenue une aile des dirigeants du P.C. de l'U.R.S.S. et de son gouvernement. Il suffit de rappeler que Dolorès Ibarruri, qui vit depuis trente ans en U.R.S.S., qui n'existe que comme agent du Kremlin, s'est prononcée contre l'intervention en Tchécoslovaquie : elle servait de porte-parole à une fraction des dirigeants du Kremlin. La bataille se poursuit : des P.C. comme celui d'Autriche sont épurés, d'autres comme le P.C. anglais résistent. Le P.C.F. a ratifié la position officielle de la bureaucratie du Kremlin au cours de la conférence. Georges Marchais, Etienne Fajon, guépéoutistes de plus ou moins longue date, contrôlent, au compte de la ligne officielle du Kremlin, l'appareil du P.C.F. Mais un homme comme Garaudy est, sans aucun doute, en relation avec une fraction des dirigeants de l'appareil du Kremlin, il est plus ou moins ouvertement soutenu par la direction du P.C.I.

De là à tirer la conclusion que les P.C. se « social-démocratisent », il n'y a qu'un pas que les renégats de la IV^e Internationale, en compagnie de bien d'autres, franchissent allègrement. Ils sont les dépositaires de tous les poncifs politiques de la petite-bourgeoisie. Facilement, ils en concluent que la capacité répressive du Kremlin s'affaiblit et s'affaiblira de plus en plus. Et que, pas plus qu'un mouvement fasciste de masse ne peut se constituer et prendre le pouvoir en Europe occidentale, une

restauration du capitalisme par la victoire de la « tendance Boutenko », c'est-à-dire une tendance fasciste surgie de la bureaucratie, ne serait concevable. A la rigueur, estiment-ils, si un danger de restauration menaçait l'U.R.S.S. et les pays de l'Europe de l'Est, il proviendrait plutôt d'un mouvement de masse incontrôlé. Pas plus que la crise de l'impérialisme n'implique mécaniquement la victoire du prolétariat, pas plus celle de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites ne l'implique. Le danger provient de l'attitude réformiste vis-à-vis des bureaucraties parasitaires. Il suffit de la croyance en une « libéralisation » de celles-ci, une sorte de conception « front populaire » ou « démocratie rénovée », adaptée et à usage des pays de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S. ; somme toute, ce qui a été dénommé « socialisme à visage humain ». La dislocation de la bureaucratie n'est pas encore la victoire du prolétariat, même en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est. Il faut extirper jusqu'aux racines la bureaucratie. Toute illusion à ce propos serait dangereuse, sinon fatale. Il n'est qu'un seul moyen : la restauration de la dictature du prolétariat.

Revendications « qualitatives » (surdéterminées) et Programme de Transition

Sans comprendre profondément que le mouvement de la lutte des classes dans chaque pays et à l'échelle mondiale pose le dilemme : dictature du prolétariat - par le système souple et clair des soviets des conseils ouvriers, dans le cadre de la démocratie prolétarienne - ou forme de domination politique de la bourgeoisie la plus barbare qu'incarnent les différents types de fascismes, il est impossible d'orienter l'intervention, le combat politique quotidien, d'ouvrir une perspective aux luttes de la classe ouvrière. Ce serait cependant rester sur le plan d'une propagande purement abstraite que de répéter à tous propos et hors de propos : vive le pouvoir des soviets, tout le pouvoir aux soviets.

Quels soviets, quels conseils ouvriers ? Avant 1934 et surtout avant 1933, afin de donner un cachet « révolutionnaire » à la politique des P.C., tout en affirmant que la social-démocratie était la sœur jumelle du fascisme, le Kremlin imposait aux P.C. le mot d'ordre : « les soviets partout ». C'était juste historiquement. Un inconvénient : il n'y avait ni en France, ni en Allemagne, ni ailleurs, de « soviets », et, qui plus est, Staline les détruisait en U.R.S.S. afin d'asseoir le pouvoir de la bureaucratie. Le radicalisme de la phrase précédait et annonçait la politique des « fronts populaires ». Il était tout aussi contre-révolutionnaire. Par ce moyen, les données concrètes du développement de la lutte des classes étaient niées. Au nom de « tout le pouvoir aux soviets », un barrage était dressé contre la politique du front prolétarien, du front unique de classe, et par conséquent, contre la formation de « soviets » ; les conseils ouvriers surgissent à un très haut niveau du combat de la classe ouvrière, comme instrument de son organisation et de sa centralisation comme classe. Ils sont l'unité de front du prolétariat devenue organique. La politique révolutionnaire exprime consciemment le processus par lequel le prolétariat d'une classe en soi devient une classe pour soi. Elle part de la réalité historique concrète du prolétariat et l'élève, sans artifices, au niveau de la réalisation de ses tâches historiques. Elle « n'invente » pas des revendications. Elle ne peut faire abstraction des organisations qui la constituent comme classe, qui sont nées de ses luttes, autant qu'elles conditionnent, influencent, orientent ou dévient son combat, ni de la conscience politique acquise et de ses limites. La méthode a été explicitée par les quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste, surtout les III^e et IV^e congrès ; c'est la méthode du Programme de Transition.

Cette méthode est rejetée aussi bien par les « gauchistes », les « Spontanéistes », que par les renégats de la IV^e Internationale. En mai-juin 68, il fut beaucoup question des « revendications qualitatives » opposées aux « revendications quantitatives ». Rappelons que Janus-Germain Mandel souligne que :

« A la crise de la propriété et à la crise de l'Etat bourgeois national et de l'économie capitaliste « nationale » s'ajoute la crise des rapports hiérarchiques du travail. Ce n'est pas par hasard si ce sont les étudiants et les chercheurs qui ont été sensibles les premiers au caractère mystificateur de la justification de ces rapports par l'argument de la compétence ».

Weber et Ben Saïd affirment :

« En butte aux difficultés de recyclage, aux incertitudes de l'emploi dans les professions où l'offre est limitée à quelques entreprises, ils avancent plus que des revendications de salaires, des revendications qualitatives et des exigences idéologiques élevées ». (Idem - page 167).

L'éclectisme foncier des renégats de la IV^e Internationale leur permet maintes cabrioles, et à l'occasion ils se prononcent pour les revendications élémentaires de la classe ouvrière (mais qui peut être contre ?), ce qui ne les empêche pas d'écrire :

« Chaque crise (révolutionnaire) étouffée apporte son contingent de réformes amorcées dans la montée révolutionnaire, récupérées lors du reflux par la bourgeoisie à son profit (utilisation des conquêtes sociales de 36 comme technique d'intégration idéologique : utilisation des secteurs nationalisés en 45, au service des industries privées ». (Idem - page 172).

La filiation artificielle entre les « conquêtes sociales de 36 » et les « nationalisations de 45 » démontre déjà la confusion « idéologique » de nos « théoriciens ». Les « nationalisations de 45 » furent indispensables au capitalisme français ; sans elles il n'aurait pu reconstituer un minimum d'infrastructure économique en utilisant l'Etat bourgeois. Il faut d'ailleurs dire qu'en 1938 des nationalisations furent également faites - celles de la S.N.C.F., de la Banque de France, de certaines industries d'armements - qui répondaient également aux besoins du mouvement de la bourgeoisie. Les « conquêtes sociales » de 36 (augmentation des salaires - 40 h congés payés - contrats collectifs - délégués d'ateliers) ont été cédées par une bourgeoisie qui craignait de tout perdre. Elle ne les a pas « récupérées » au sens qu'attribuent à ce terme Weber et Ben Saïd (moyens d'intégration au système de la classe ouvrière). Autant qu'il fut en son pouvoir, elle les a rognées et détruites. Weber et Ben Saïd reprennent les affirmations de Pierre Frank qui écrivait dès 1962 :

« Nous devons réajuster notre programme à la situation nouvelle qui s'esquisse... Il est très douteux qu'il se soit produit dans toute l'histoire du capitalisme des changements aussi importants pendant une durée malgré tout aussi limitée... A présent, il n'y a plus de chômeurs, mais le plein emploi ; cependant, les travailleurs ressentent que ce qui se passe dans les entreprises et l'économie, à l'exception de bagatelles qui relèvent des comités d'entreprises, est en dehors de leur décision, à commencer même par les salaires ».

Et il s'agit de problèmes qui :

« Pour recourir à un langage philosophique (ne sont) pas seulement les problèmes de la seule aliénation

économique ». (IV° Internationale, n° 16 - juillet 1962 - pages 45 et suivantes).

Il est bien normal que, rejetant l'appréciation de base du Programme de Transition :

« La prémisse économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle », les renégats de la IV° Internationale rejettent sa méthode, fût-ce avec des précautions de langage, et le programme lui-même. Ils sont à la recherche de revendications « qualitativement » différentes. Elles porteront sur les « problèmes de l'aliénation en général ». Au pire, cette méthode idéaliste aboutit aux fameuses « réformes de structures », à « l'autogestion », à la lutte pour les « pouvoirs ». Au mieux, lorsque la « recherche » est animée par une véritable volonté révolutionnaire, à des revendications qui devront « surdéterminer » la lutte des classes du prolétariat. Il s'agira de trouver des recettes qui empêcheront le capitalisme, la bourgeoisie, d'utiliser les revendications matérielles de la classe ouvrière afin de « l'intégrer idéologiquement ». La folle du logis mise en branle, les idées les plus étranges peuvent fleurir mais, dans tous les cas, ce sera une poignée d'idéologues qui substitueront aux processus de la lutte des classes leurs « idées ». La révolution n'est que secondairement l'affaire de la classe ouvrière. On retrouve le fameux cycle provocation-répression-mobilisation sous une autre forme. Derrière se devinent en pointillés les « analyses » et l'idéologie d'Althusser, entrelacées à celles de Marcuse : la révolution russe fut surdéterminée par le Parti Bolchevique, lequel fut lui-même surdéterminé par Lénine. La révolution n'est plus la révolte de la principale force productive, la classe ouvrière, contre les rapports de production bourgeois, elle dépend de la rencontre conjoncturelle de différentes composantes sans lien entre elles. Le « programme » devient un artifice ou une série d'artifices.

« Les partis communistes ne peuvent se développer que dans la lutte. Même les plus petits partis communistes ne doivent pas se borner à la simple propagande et à l'agitation. Ils doivent constituer, dans toutes les organisations de masse du prolétariat, l'avant-garde qui montre aux masses retardataires, hésitantes, en formulant pour elles des buts concrets de combats, en les incitant à lutter pour relancer leurs besoins vitaux, comment il faut mener la bataille et qui, par là, leur révèle la traîtrise des partis non communistes. C'est seulement à condition de savoir se mettre à la tête du prolétariat dans tous ses combats et de provoquer ces combats, que les partis communistes peuvent gagner effectivement les grandes masses prolétariennes à la lutte pour la dictature (du prolétariat)...

... Seul le renversement de la bourgeoisie et la destruction de l'Etat capitaliste permettront de travailler à améliorer la situation de la classe ouvrière et à restaurer l'économie nationale ruinée par le capitalisme. Mais ce sentiment ne doit pas nous faire renoncer à combattre pour les revendications actuelles et immédiates du prolétariat, en attendant qu'il soit en état de les défendre par la dictature...

... Non seulement le capitalisme, pendant la période de sa dislocation, n'est pas capable d'assurer aux ouvriers les conditions d'existence quelque peu humaines, mais encore les social-démocrates, les réformistes, (les staliniens) de tous les pays n'ont pas la moindre intention de mener le moindre combat pour la plus modeste revendication contenue dans leur programme...

... Si les revendications répondent aux besoins des larges masses prolétariennes, si ces masses sont pénétrées du sentiment que sans la réalisation de ces revendications leur existence est impossible, alors la lutte pour ces revendications sera le point de départ de la lutte pour le pouvoir. A la place du programme minimum des réformistes et des centristes, l'I.C. met en avant la lutte pour les besoins concrets du prolétariat, pour un système de revendications qui, dans leur ensemble, démolissent la puissance de la bourgeoisie, organisent le prolétariat et constituent les étapes de la lutte pour la dictature prolétarienne et dont chacune en particulier donne son expression à un besoin des larges masses, même si ces masses ne se placent pas encore consciemment sur le terrain de la dictature du prolétariat.

Dans la mesure où la lutte pour ces revendications embrasse et mobilise des masses de plus en plus grandes, dans la mesure où cette lutte oppose les besoins vitaux des masses aux besoins vitaux de la société capitaliste, la classe ouvrière prendra conscience de cette vérité que si elle veut vivre, le capitalisme doit mourir ».

Il faudrait citer entièrement ces « thèses sur la tactique » du III° congrès de l'I.C. qui disent encore :

« La nature révolutionnaire de l'époque actuelle consiste précisément en ceci que les conditions d'existence les plus modestes des masses ouvrières sont incompatibles avec l'existence de la société capitaliste et que pour cette raison la lutte même pour les revendications les plus modestes prend les proportions d'une lutte pour le communisme ».

La méthode utilisée et celle qui servira à l'élaboration du Programme de Transition (L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV° Internationale) qui à son tour écrit :

« Chaque revendication sérieuse du prolétariat et, même chaque revendication progressive de la petite-bourgeoisie conduisent inévitablement au-delà des limites de la propriété capitaliste et de l'Etat bourgeois...

... La IV° Internationale ne repousse pas les revendications du vieux programme « minimum » dans la mesure où elles ont conservé quelques forces de vie. Elle défend inlassablement les droits démocratiques des ouvriers et leurs conquêtes sociales. Mais elle mène ce travail de tous les jours dans le cadre d'une perspective concrète, réelle, c'est-à-dire révolutionnaire. Dans la mesure où les vieilles revendications partielles « minimum » des masses se heurtent aux tendances dégradantes du capitalisme décadent - et cela se produit à chaque pas - la IV° Internationale met en avant un système de revendications transitoires dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement et résolument contre les bases mêmes du pouvoir bourgeois. Le vieux « programme commun » est constamment dépassé par le Programme de Transition dont la tâche consiste en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne ».

Rien qui ne soit artificiel, tout doit exprimer consciemment les besoins objectifs des masses. La tâche des communistes n'est pas d'inventer mais de formuler les besoins des masses, d'avancer les revendications, les mots d'ordre politiques, comme organiquement liés aux revendications les plus élémentaires des masses, comme une nécessité pour la défense des droits, garanties, arrachés par le prolétariat et pour sa défense en tant que classe. Les conditions objectives du capitalisme pourrissant sont en contradiction avec les besoins les plus vitaux des masses. Il ne peut plus y avoir de séparation entre programme minimum et programme maximum. Les mots d'ordre du Programme de Transition réalisent la liaison parce qu'ils découlent des exigences de la lutte des classes et les expriment. Mais elles doivent être exprimées consciemment, les mots d'ordre et revendications doivent être introduites consciemment dans le combat et pour le combat. Ce sont les travailleurs qui feront leur propre histoire. Ils ne peuvent la maîtriser que s'ils sont conscients de ses nécessités et là est la tâche du Parti, de l'organisation révolutionnaire.

Chaque moment de la lutte des classes a vérifié la justesse de la méthode et du programme de fondation de la IV^e Internationale, et de façon grandiose, la grève générale de mai-juin 68 et le processus de révolution en Tchécoslovaquie. Alors que « gauchistes », « spontanéistes », renégats de la IV^e Internationale, étaient à la recherche de « mots d'ordre », de « revendications », d'« actions », sensationnels et exemplaires, ceux formulés par la grève générale - revendications « élémentaires » s'il en fut - d'apparence « économique », soulevaient la question du pouvoir et servaient de ciment à l'ensemble de la classe ouvrière. Lorsque Salini affirme que « la grève était essentiellement revendicative », qu'il fallait « mettre en avant ce qui les unissait (les travailleurs), les revendications immédiates », il opère une rupture entre « programme minimum » et « programme maximum ». Exact : les travailleurs étaient attachés à leurs revendications. Ils voulaient qu'elles soient satisfaites. Et tous le voulaient. C'est pourquoi les mots d'ordre politiques étaient nécessaires à la grève. Ils étaient organiquement liés à la satisfaction des revendications. Obtenir pas de salaires inférieurs à 1 000 F par mois, les 40 h sans diminution de salaires, une véritable échelle mobile des salaires reposant sur le contrôle des prix par les travailleurs, l'abrogation des ordonnances, soulevait la question du pouvoir, celle d'un gouvernement expression des travailleurs en lutte et organisés par les comités de grève fédérés jusqu'au C.C.N. de grève. Si ces revendications, nourrissaient des illusions quant à la grève générale se suffisant à elle-même, c'est qu'ils croyaient qu'elle suffirait à faire tomber le gouvernement. Mais ils savaient parfaitement que cette grève générale était politique. Ils associaient lutte pour les revendications et lutte contre le gouvernement, défenseur des intérêts du capital financier. L'obstacle n'était pas en bas, il était en haut. Pour preuve, il suffit de rappeler que les « négociateurs » de Grenelle durent trahir les revendications et démanteler la grève générale pour un plat de lentilles. Le très habile Salini vend la mèche en citant un extrait du communiqué de la C.G.T. publié après que les travailleurs de chez Renault aient repoussé le « constat » de Grenelle :

« Ce que le gouvernement et le C.N.P.F. n'ont pas consenti à l'échelle nationale interprofessionnelle, il faut leur imposer aux autres niveaux dans le cadre des négociations, qu'il faut exiger immédiatement par branches d'industries et secteurs professionnels et qui se poursuivent dans les secteurs nationalisés publics » . (Idem - page 5 1).

Les « gauchistes », les « spontanéistes », les renégats de la IV^e Internationale, en méprisant les « revendications alimentaires », en partant à la recherche de « revendications qualitatives » ont rendu service aux appareils des centrales syndicales, au P.C.F., au P.S. A leur façon, ils ont trahi la grève générale. Toutes les revendications importantes de la jeunesse et de la classe ouvrière posent la question du pouvoir. La bourgeoisie dispensait une formation professionnelle et un enseignement mesurés et limités à ses besoins. Si insuffisants, si limités que soient cette formation professionnelle et cet enseignement, leur maintien est devenu contradictoire avec les besoins du mode de production capitaliste décadent. Défendre le droit à la formation professionnelle, à l'enseignement, fait surgir la revendication de la nationalisation de l'enseignement, et le problème du gouvernement, du pouvoir. Les revendications de salaires, celles de la garantie de l'emploi et de la qualification, l'incapacité du capital à les satisfaire durablement, se lient à celles de l'expropriation des grandes sociétés capitalistes, de l'élaboration et de la réalisation d'un plan économique sous le contrôle des travailleurs. Mais toutes ces revendications sont inséparables d'une perspective politique de lutte pour le pouvoir, pour un gouvernement qui soit l'expression de la classe ouvrière.

Les mêmes conclusions découlent de la lutte pour la défense des libertés démocratiques. Les appareils syndicaux, le P.S., le P.C.F. ont refusé de mobiliser la classe ouvrière contre la loi scélérate. Ils ont dénoncé comme une aventure, comme une provocation, la proposition de l'Organisation Trotskyste, de l'Alliance Ouvrière, de l'Alliance des jeunes pour le Socialisme, reprise par de nombreuses sections syndicales, d'organiser le jour de la discussion du projet de loi une manifestation massive, à l'appel des centrales et des partis ouvriers, devant l'Assemblée Nationale. Cette manifestation soulevait face au parlement bourgeois, au gouvernement bourgeois, pour la défense des libertés démocratiques, la question du pouvoir, de la lutte pour un gouvernement représentant les travailleurs.

Le mouvement des prolétariats de l'Europe de l'Est, de l'U.R.S.S., de Chine, vers la révolution politique, procède aussi de leurs profonds besoins. Tous les militants des pays de l'Europe de l'Est, qui lurent la Révolution Trahie, le Programme de Transition, après être passés par l'expérience de la Révolution Hongroise, du processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie, des mouvements universitaires de Pologne et de Yougoslavie, furent étonnés de la correspondance entre les mots d'ordre et revendications que formulent ces textes et ceux que mirent en avant les travailleurs et les étudiants, ceux qui cristallisent leurs luttes « contre l'inégalité sociale et l'oppression politique ». Les mots d'ordre de lutte pour les libertés politiques fondamentales sont particulièrement importants dans ces pays. Partout le prolétariat doit nécessairement revendiquer et combattre pour les libertés politiques. Elles lui sont indispensables pour organiser ses syndicats et ses partis, défendre ses intérêts les plus élémentaires, se constituer et s'organiser comme classe. Mais, en U.R.S.S., dans les pays de l'Europe de l'Est, en Chine, les bureaucraties parasitaires défendent leurs privilèges par la monopolisation par l'appareil de la vie politique. Les rapports sociaux de production sont tels que lorsqu'est brisé le monolithisme de l'appareil et mis en cause son monopole politique, la classe ouvrière surgit comme la force sociale principale. La question gouvernementale est inéluctable. Elle doit rapidement se résoudre.

Bien entendu, toute la vie économique, sociale, politique, fait surgir des mots d'ordre et revendications qui doivent être formulés; et autour desquels la classe ouvrière, la jeunesse et la plus grande partie des intellectuels, se cristallisent et qui les mettent en mouvement : la défense des salaires, de l'emploi, de la qualification, des avantages sociaux, du droit à

l'enseignement et à la culture, la planification, etc. L'expérience révèle que, dès que la classe ouvrière se met en mouvement, elle exige l'indépendance des syndicats, les P.C. se disloquent, elle tend à reconstituer ses partis, et à s'organiser elle-même comme classe au sein des conseils. Par là, elle pose implicitement la question du pouvoir, du gouvernement.

Dans les pays de l'Europe de l'Est, mais aussi en U.R.S.S. et sans doute en Chine, l'indépendance de classe du prolétariat, la lutte pour ses droits et libertés, sont indissociables de la lutte pour les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, à l'indépendance nationale. L'opposition bureaucratique accentue l'importance de cette question. Le pillage éhonté par la bureaucratie du Kremlin de l'économie de l'Europe de l'Est, et également des nationalités de l'U.R.S.S., l'oppression politique, ont renforcé les sentiments nationaux et l'importance de la question nationale. La perspective des Etats-Unis Socialistes d'Europe, à laquelle s'intègre celle de la Fédération des Etats-Unis Socialistes de l'Europe de l'Est, est indispensable comme solution aux questions nationales. Mais de la lutte des peuples opprimés par la bureaucratie du Kremlin pour leurs droits nationaux surgissent des revendications transitoires qui soulèvent la question du pouvoir. On ne peut ignorer que le pacte de Varsovie, le C.O.M.E.C.O.N. sont des moyens d'oppression politique des peuples et des prolétariats de l'Europe de l'Est entre les mains de la bureaucratie du Kremlin, de subordination et de pillage de leurs économies.

Ainsi, aussi bien dans les pays capitalistes que dans ceux sous le contrôle de la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites, les revendications et mots d'ordre de lutte, qui mobilisent le prolétariat et posent la question du pouvoir, résultent des conditions d'existence, de la situation historique, de sa propre réalité comme classe. Ils ne peuvent être « inventés ». Ils doivent être formulés. Le Programme de Transition synthétise le procès de mobilisation des masses, qu'il exprime en mots d'ordre, tâches et perspectives. Il résulte de l'expérience révolutionnaire de plus d'un siècle de lutte des classes du prolétariat, et particulièrement depuis que s'est ouverte l'ère de la révolution prolétarienne, analysée scientifiquement au moyen de la méthode marxiste.

Comment ne pas relever, une fois encore, ces lignes qui reviennent constamment dans les textes pablistes :

« Pour élaborer aujourd'hui un programme d'action et un programme de transition (dont une ébauche devra rapidement être rédigée et mise en circulation dans toute l'organisation et enrichie), il faut développer et systématiser notre implantation » (Cahiers Rouges, n° 10- 11, page 12 6).

La confusion est faite entre le programme de transition et sa concrétisation circonstanciée : un programme d'action. Pas d'étonnement les pablistes, en rompant avec le programme de la IV^e Internationale, ont rompu avec ce qu'elle incarne : la continuité historique de la lutte de classe du prolétariat. Le programme de la IV^e Internationale résulte des plus grands mouvements de masse compris dans leur continuité historique, où chaque lutte, chaque combat, chaque victoire, chaque défaite ont leur place, sont liés les uns aux autres. En ce sens, le programme de la IV^e Internationale est le condensé de la plus grande expérience de masse qui soit. A défaut, comme Soubise cherchait son armée, les renégats de la IV^e Internationale cherchent un « programme ». Selon les vents et les marées ils veulent « surdéterminer » la lutte des classes ou se traînent à la remorque des appareils bureaucratiques ou des « spontanéistes ».

Les revendications et mots d'ordre du Programme de Transition ne forment pas un catalogue, chaque revendication et mot d'ordre succédant chronologiquement à l'autre. Les luttes ouvrières, les grands combats de classe ne passent pas nécessairement d'abord par tel ou tel stade, auquel serait applicable tel ou tel mot d'ordre et revendication, et ensuite tel ou tel autre. Tout dépend de la situation politique concrète et l'on ne peut exclure une situation où le seul mot d'ordre mobilisateur immédiat soit la lutte pour le pouvoir. Le Programme est l'expression véritable et consciente de l'expérience des masses, des lois de la lutte des classes, à l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne. L'intervention et le combat politique n'attend pas « une mobilisation des masses », il est indispensable à sa préparation, à son développement. L'application par l'avant-garde révolutionnaire, fût-elle faible et peu enracinée, du programme par son intervention politique participe du mouvement des masses, est un de ses éléments constitutifs. Il faut simplement qu'elle ne soit pas arbitraire mais corresponde au mouvement réel de la lutte de classe du prolétariat. Les mots d'ordre et revendications, les combats, l'organisation des masses ne jaillissent pas nécessairement spontanément et dans tous les cas. La « spontanéité » a ses limites. Ainsi, de façon constante, aussi bien dans les périodes de calme relatif qu'au cours de luttes grandioses, la lutte politique guidée par le programme de l'organisation révolutionnaire est la plus haute expression de « l'expérience des masses ». La lutte politique passe par différentes phases mais elle est ininterrompue.

Le front unique et la question du pouvoir

S'il est vrai que toute lutte, toute revendication importante du prolétariat pose implicitement la question du pouvoir, celle du gouvernement, l'avant-garde, l'organisation révolutionnaire ne peut éviter de la poser en termes concrets. Bien plus, le surgissement de grands mouvements de classes peut dépendre, en certaines circonstances, d'une perspective gouvernementale concrète qui s'offre au prolétariat. La dislocation de la grève générale par les appareils bureaucratiques a stupéfié la classe ouvrière, l'a abasourdi. Au cours des mois suivants, par des actions partielles et limitées, elle a commencé à reconstituer son front de classe et le non massif au référendum du 27 avril 69 fut un moyen qu'elle utilisa afin de s'affirmer comme classe, dès lors que l'ensemble des organisations ouvrières, syndicales et politiques, appelait à voter non. La chute de De Gaulle faisait ressurgir ce que la grève générale n'avait pu résoudre par suite de la politique des organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière : le problème du gouvernement, le problème du pouvoir. Cependant, de façon différente, la lutte pour un gouvernement des travailleurs s'inclutait dans la logique du développement de la grève générale de mai-juin 68. Au lendemain de la chute de De Gaulle, la perspective d'une solution ouvrière à la question du gouvernement et du régime commandait le développement de grandes luttes du prolétariat. Elle ne pouvait surgir que du Front unique des organisations syndicales et politiques qui avaient appelé à voter non au référendum. Une candidature unique des organisations ouvrières signifiait que celles-ci, face aux partis bourgeois, posaient la candidature d'un gouvernement des organisations ouvrières unies. Immédiatement toutes les directions des organisations ouvrières et singulièrement celle du P.S. et du P.C.F. se sont ingéniées à briser l'unité de front un moment réalisée par le non au référendum. La candidature Deffere - appuyée par Mendès-France - sortit comme du chapeau d'un prestidigitateur. Le P.C.F. avant de mettre en avant la candidature de Duclos exigea « l'élaboration d'un programme commun », condition d'une candidature commune de « la gauche ». Les soucis programmatiques du P.C.F., qui en 1965 soutenait sans réclamer de « programme commun » le candidat bourgeois Mitterrand, venaient, tout aussi à point que la candidature expresse de Deffere, barrer la route à une candidature unique des

organisations ouvrières, et non de la « gauche ». Développer une campagne politique sur le thème : face aux candidats de la bourgeoisie, candidature unique des organisations ouvrières, c'était lutter pour le front unique ouvrier, le front prolétarien, contre la division volontaire et délibérée que le P.S. et le P.C.F. imposaient à la classe ouvrière. Cette campagne politique, l'Organisation Trotskyste, l'Alliance Ouvrière, l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme l'engageront. Elle participait de la lutte politique pour le front unique ouvrier. Elle traçait à la classe ouvrière une perspective gouvernementale des organisations ouvrières unies. Mais le programme ? N'était-il pas nécessaire à une candidature unique des organisations ouvrières ? Que devenait-il ?

En les circonstances précises, le développement du programme d'un gouvernement des organisations ouvrières unies découlait de cette candidature. La classe ouvrière, en luttant pour la défaite des candidats de la bourgeoisie, eût chargé d'un contenu de classe la candidature unique des organisations ouvrières, qu'il appartenait aux organisations révolutionnaires de développer. C'était une application de la tactique classe contre classe, déterminée en fonction des circonstances politiques qui n'aliénait en rien les possibilités de défendre et de combattre pour les revendications des travailleurs, les mots d'ordre du Programme de Transition et, au contraire, servait de support, donnait une puissante impulsion à leur défense. Cette tactique était circonstancielle et déterminée. Elle n'est pas applicable en toutes circonstances. Mais, incontestablement, après la chute de De Gaulle, contre les candidats bourgeois, un seul candidat des organisations ouvrières était une lutte de classe contre classe, se déroulant sur le plan électoral, qui ouvrait aux travailleurs la perspective d'un gouvernement des organisations ouvrières unies. Cette possibilité fournissait aux grands combats de classe une issue politique virtuelle, qui avait manqué en mai-juin 68, et les impulsait.

C'est bien pourquoi les appareils bureaucratiques, le P.S. et le P.C.F., opposèrent leurs candidats. Seuls restent candidats au second tour des élections présidentielles - au cas où celui qui obtient le plus de voix n'atteint pas la majorité absolue - les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix. En 1965 dès le premier tour le ralliement du P.S. et du P.C.F. à la candidature Mitterrand, éliminait la classe ouvrière de la scène politique en tant que classe. Cette fois, l'opération fut menée de façon différente, mais le résultat fut le même : au second tour des élections présidentielles, la classe ouvrière fut balayée de la scène politique qu'occupèrent exclusivement Pompidou et Poher.

Après la victoire politique que constitua le Non de l'ensemble des organisations ouvrières au corporatisme et à De Gaulle, et qui entraîna sa défaite et sa chute, délibérément, les dirigeants des organisations ouvrières infligeaient un échec à la classe ouvrière, brisaient son front de classe, lui fermaient toute perspective politique, laissaient à la bourgeoisie la possibilité de régler aux moindres frais l'avenir immédiat après la chute de De Gaulle. Sur le fond, rien n'était et rien n'est toujours réglé. Mais la bourgeoisie a bénéficié d'un nouveau sursis. Elle a provisoirement colmaté sa crise financière. La classe ouvrière, son front de lutte brisé, démunie de perspective politique, a engagé des luttes relativement de modeste ampleur, quoique très significatives.

Que voulez-vous qu'ils fissent ? Les renégats de la IV^e Internationale se devaient de participer à ce beau coup. L'ami Michel Rocard y participait bien. Ils ne pouvaient faire moins : l'histoire Krivine fut de « la farce électorale ». Il se voulut le plus farceur parmi les farceurs, noblesse oblige. Un échantillon de sa prose électorale et lyrique :

« Le crétin parlementaire, tout en rejetant ces sages propos, jette des coups d'œil inquiets à droite et à gauche (surtout à gauche) pour voir si quelque groupuscule d'aventuriers gauchistes ne se proposerait pas d'effrayer l'électeur fraîchement gagné aux perspectives exaltantes de la gauche unie. Ce petit jeu dure plus ou moins longtemps jusqu'au moment où le crétin parlementaire se retrouve au mieux cocu, au pire fusillé, avec comme marche funèbre les ricanements du gauchiste qui s'apprête à le suivre au poteau, mais qui, quant à lui, sait pourquoi ». (Krivine : La farce électorale - page 43).

La sage doctrine de « l'unité des révolutionnaires » dicta à « Lutte Ouvrière », après quelques récriminations sur la façon dont la Ligue Communiste avait désigné son candidat, le soutien au candidat des « révolutionnaires ». Pourquoi pas ? Un an plus tard, « Lutte Ouvrière », toujours au titre de « l'unité des révolutionnaires », soutenait bien, au cours des élections législatives partielles du 12^e arrondissement, la candidature du P.S.U. et désignait l'un des siens comme candidat-suppléant. Avant de « suivre au poteau en ricanant et en sachant pourquoi les crétins parlementaires », le gauchiste Krivine se situait sur le même plan politique qu'eux. Savait-il pourquoi ? Une fois encore, la Ligue Communiste participait à côté des organisations traditionnelles, des bureaucraties, à la dislocation de l'unité de classe, à la lutte contre le Front Unique Ouvrier. Avec son style propre, elle fermait toute perspective politique sur le plan de la classe ouvrière, toute réponse propre du prolétariat à la question gouvernementale. Les centaines de signataires, maires, conseillers généraux, municipaux, libéraux bourgeois qui cautionnèrent la candidature Krivine, jouaient parfaitement leur rôle de classe. Les hérauts de l'antiparlementarisme « allaient au combat » en bouchant toute perspective de lutte classe contre classe du prolétariat, toute concrétisation de la lutte classe contre classe par une formule gouvernementale qui exprime l'unité du prolétariat en fonction des organisations qui le représentent. Par contre, ils avançaient un mot d'ordre central :

« Que l'Etat gaulliste parte avec De Gaulle; exigeons non pas la réélection d'une chambre mais la réunion d'une Assemblée Constituante pour le pouvoir des travailleurs ». (Rouge n° 17 1^o mai 69).

Il est quelquefois permis d'utiliser des formules qui ne sont pas rigoureusement scientifiques. Mais, accolée au mot d'ordre d'Assemblée Constituante, la formule Etat gaulliste prend une étrange raisonnable. Il n'y a plus un Etat bourgeois, qui devient policier et corporatiste sous De Gaulle, mais un « Etat gaulliste ». L'Assemblée Constituante est un mot d'ordre démocratique bourgeois. « Rouge » le sait parfaitement qui écrit :

« Mais qu'est-ce donc une Assemblée Constituante ? Tout bêtement, la Constituante qui élabore, rédige et vote une constitution. Pour tous les Français qui ont usé leur culotte sur les bancs de l'école laïque, le mot de constituante est associé aux souvenirs de 1789 » (Rouge n° 19 - 14 mai 1969).

Oui et pas seulement ! En 1945 et 1946, par exemple, De Gaulle et ses successeurs convoquèrent des Assemblées Constituantes. Il s'agissait alors d'enfermer la classe ouvrière dans le piège de l'élaboration d'une constitution, élaborée par tous les Français, déléguant leur pouvoir à des députés : du parlementarisme bourgeois sous la forme la plus pure, qui ne connaît que des citoyens et pas les classes sociales. Progressif, et encore à certaines conditions, là où la révolution

démocratique bourgeoise n'a pas eu lieu, ce mot d'ordre est réactionnaire, à tout le moins conservateur, dans un pays comme la France. Sur ce, « Rouge » devient cramoisie :

« La petite-bourgeoisie... peut se reconnaître dans le mot d'ordre de l'Assemblée Constituante en y voyant le rétablissement de la démocratie parlementaire qui fut son âge d'or. Mais cette voie est historiquement barrée : on ne revient pas en arrière » (sauf pour la Ligue Communiste qui peut allègrement d'un seul bond revenir deux siècles en arrière, jusqu'en 1789).

« La bourgeoisie ne peut pas accepter aujourd'hui que son pouvoir soit contesté, elle ne peut faire de concessions économiques à des groupes de pression. Elle a besoin d'un pouvoir fort, sans discussion, pour prendre vite et fermement les décisions qui lui sont nécessaires dans la compétition économique internationale entre les diverses bourgeoisies... »

Si la petite bourgeoisie accepte le mot d'ordre d'assemblée constituante en le remplissant de ses propres illusions, la classe ouvrière peut y voir le moyen d'en finir avec l'héritage de De Gaulle, de prendre sa revanche de 1958. Elle lui donnera un contenu par sa propre mobilisation et ses propres luttes. Les inquiétudes de voir la bourgeoisie s'emparer du mot d'ordre pour réunir une Constituante sur la base du découpage électoral actuel sont peu fondées : la bourgeoisie a besoin de la constitution gaulliste et de son pouvoir fort. Une « démocratisation » de la constitution signifierait pour elle le chaos politique et un lourd handicap économique sur le plan international » (Rouge n° 19 - 14 mai 1969).

Passons sur l'incohérence de « Rouge » et de la « Ligue Communiste » qui, un jour, expliquent :

« Chaque crise (révolutionnaire) apporte son contingent de réformes amorcées dans la montée révolutionnaire, récupérées lors du reflux par la bourgeoisie à son profit ».

Et, un autre jour affirment :

« Elle ne peut faire des concessions économiques à des groupes « de pression. » »

La bourgeoisie peut fort bien, en cas de crise révolutionnaire, avoir recours à une constituante et même élue à la proportionnelle. Elle l'a déjà fait en 45-46 en France et ailleurs, notamment en Allemagne en 1919.

Eventuellement, elle aurait recours à quelques manœuvres de grand style de cet ordre en France, avec la complicité du P.S., du P.C.F., des appareils syndicaux, écran derrière lequel elle préparerait le coup de force. Quant à la « classe ouvrière qui donnera un contenu (au mot d'ordre de constituante) par sa propre mobilisation et ses propres luttes », malgré l'additif trompeur et aggravant, « pour le pouvoir ouvrier », ce mot d'ordre l'enferme dans les cadres démocratiques bourgeois et se dresse comme un obstacle à sa mobilisation et à son organisation comme classe, embryon du pouvoir ouvrier. Il l'enferme dans le parlementarisme bourgeois, la démobilise comme classe. Le « gauchiste ricanant, avant de suivre le crétin parlementaire au poteau, car quant à lui, il sait pourquoi », le suit, le rejoint, le dépasse, en crétinisme parlementaire. Qu'est-ce, selon Andrieu, la « démocratie rénovée » ?

1) *« Un parlement qui représente vraiment la volonté populaire, ce qui implique que les députés soient élus à la représentation proportionnelle »;*

2) *« Un puissant mouvement populaire dans le pays. C'est là même une condition sine qua non ».*

Aux dépens de qui « ricane le gauchiste » ? Du prolétariat, de la classe ouvrière ! Le « gauchiste », une fois encore, se retrouve en l'honorale compagnie du réformiste le plus éculé, des stalinien. Il a escamoté la question de l'Etat. « L'Etat démocratique » remplacera « l'Etat gaulliste ». Au moins, c'est ainsi que tout travailleur interprétera obligatoirement le mot d'ordre d'Assemblée Constituante. Mais « l'Etat démocratique » demeure l'Etat bourgeois et étant donné la crise du système social bourgeois, ainsi que l'expliquait Lénine, derrière l'apparence démocratique, l'appareil d'Etat bourgeois prépare les coups les plus durs contre le prolétariat et les libertés démocratiques. Le « gauchiste qui ricane » déclarait indifférent que l'Etat bourgeois devienne corporatiste et policier quelques semaines plus tard il passe au cou du prolétariat le nœud coulant de la Constituante, de « l'Etat démocratique ».

Les libertés démocratiques seraient-elles indifférentes à la classe ouvrière ? Exiger l'abrogation des mesures réactionnaires prises par De Gaulle, ne serait-ce pas nécessaire ? Eventuellement, la classe ouvrière ne devrait-elle attacher aucune importance à l'établissement de la proportionnelle aux élections ? Bien sûr que si.

Mais une seule question, la petite question suivante, se pose : comment la classe ouvrière peut-elle défendre les libertés démocratiques, obtenir l'abrogation des mesures réactionnaires prises par De Gaulle, éventuellement la proportionnelle aux élections ? Par sa mobilisation, son organisation, sa lutte comme classe, en luttant pour ses propres objectifs de classe. Ainsi, ces luttes sont-elles indissociables de la perspective d'un gouvernement représentant les travailleurs en lutte et portant la hache dans l'Etat bourgeois, s'appuyant sur la classe ouvrière organisée comme classe.

La classe ouvrière participe aux élections en dénonçant le parlementarisme bourgeois. A cette condition, elle peut les utiliser pour sa propre progression politique. Mais nous aussi, affirment les pablistes, la preuve nous les avons appelées « la farce électorale ». Les élections ne sont pas une farce, mais un terrain de lutte politique. Et surtout, les pablistes offrent comme toute perspective, par le mot d'ordre de la Constituante, la « rénovation du parlementarisme ». Ils fixent au prolétariat ce cadre piège. Alors qu'une Constituante serait aujourd'hui un sous-produit de la lutte révolutionnaire du prolétariat que, peut-être, les partis révolutionnaires devraient utiliser, mais pour les dénoncer.

En luttant pour une candidature unique des organisations ouvrières aux élections présidentielles, l'Organisation Trotskyste, l'Alliance Ouvrière et l'A.J.S. opposaient à la bourgeoisie le prolétariat dans ses différentes représentations politiques. Elles concrétisaient, selon les circonstances politiques du moment, la lutte pour le Front unique ouvrier et un gouvernement expression des travailleurs, qui, s'appuyant sur la classe ouvrière organisée comme classe, porterait la hache dans l'Etat bourgeois. La seule solution historique à la crise de la société sera la dictature du prolétariat, réalisée par le pouvoir des soviets, garant de la démocratie prolétarienne, qui conduira au socialisme et au dépérissement de toutes les classes. Mais la classe ouvrière ne peut envisager la réalisation de ses tâches historiques qu'au travers des organisations syndicales et

politiques qui la constituent actuellement comme classe. Elle ne peut envisager un gouvernement qui la représente qu'en fonction de ce qui l'organise et la représente politiquement, aujourd'hui et non pas demain. Bien que ces partis et les appareils syndicaux soient liés au système social bourgeois, la classe ouvrière les charge de réaliser ses aspirations historiques comme de défendre ses intérêts immédiats; sans quoi ils n'auraient aucune prise sur elle.

Ces partis sont contradictoires dans leur nature et dans leurs fonctions. Ils sont nés des luttes de la classe ouvrière, ils la représentent politiquement et, de ce point de vue, la constituent comme classe. Ils sont liés à la société bourgeoise, véhiculant une politique bourgeoise à l'intérieur de la classe ouvrière. La bourgeoisie les charge de la protéger contre la classe ouvrière. Le prolétariat n'abandonne pas facilement ses anciens partis : l'expérience le prouve et l'analyse politique l'explique. Malgré l'élan, la formidable impulsion que donnait la Révolution Russe à la III^e Internationale et à ses partis, la social-démocratie a résisté et est restée longtemps le parti majoritaire dans la plupart des pays. Elle le reste encore dans de très nombreux pays, et pas des moindres, ou même elle représente exclusivement la classe ouvrière : Allemagne, Angleterre, etc. Il est vrai qu'au cours des premières années de l'I.C., les différents partis communistes manquaient d'expérience politique, qu'ils furent souvent soit opportunistes, soit sectaires, quand ce n'était pas les deux à la fois, qu'ils manquaient de cadres et que nulle part ne se formèrent des directions de partis comparables à celle du Parti Bolchevique au temps de Lénine et de Trotsky. Ensuite, le stalinisme rejeta par millions travailleurs et militants sous l'influence de la social-démocratie, du réformisme. Cependant, il y a autre chose : la construction des partis social-démocrates demanda des décennies de luttes, âpres, dures, parfois sanglantes; la social-démocratie était cimentée par cette histoire; à côté de franches canailles, des milliers et des milliers de militants étaient les défenseurs quotidiens des travailleurs, obscurément dévoués à leurs tâches. On ne construit pas un parti ouvrier comme on monte un bazar et on ne remplace pas un parti ouvrier par un autre comme on change de chaussettes. La classe ouvrière a besoin de son ou de ses partis dans sa lutte quotidienne contre le capital même si elle ressent que ceux-ci la trahissent. La clarification politique est une dure et longue expérience, une longue bataille. Construire un nouveau parti... mais quel parti ? Quelles preuves de la capacité, de la valeur, de l'efficacité de ce nouveau parti ? Les mêmes choses sont valables pour les partis staliniens avec, en plus, l'identification de la bureaucratie du Kremlin à la Révolution Russe, à l'héroïsme de l'armée rouge, des ouvriers et paysans soviétiques au cours de la guerre contre l'impérialisme allemand.

La classe ouvrière n'est pas, de plus, d'une homogénéité politique totale. Une avant-garde peut avoir compris la trahison des vieux partis ouvriers, des couches importantes également, tandis que les gros bataillons ne font que s'interroger et que d'autres s'éveillent simplement à la vie politique et viennent renforcer les vieux partis ouvriers. La jeunesse se met beaucoup plus rapidement en mouvement que le gros du prolétariat et rompt également plus vite avec les vieilles organisations, si même elle ne fait pas un saut par-dessus.

Chacun à sa façon, les directions traîtres du mouvement ouvrier d'une part, les « gauchistes » de l'autre, simplifient à l'extrême toutes ces données. Les unes, par un simple syllogisme, s'identifient à la classe ouvrière : de l'origine des partis sociaux-démocrates et staliniens, du fait que ces partis organisent la plus grande proportion des forces militantes de la classe ouvrière, que la grande masse des travailleurs se regroupe derrière eux, ils concluent qu'ils sont les partis ou le parti de la classe ouvrière. Les « gauchistes », à ce syllogisme en opposent un autre : puisque les directions de ces partis sont liées à la bourgeoisie, puisque ces partis ont failli à leur mission historique, ils ne sont plus des partis ouvriers, mais des partis bourgeois. Les renégats de la IV^e Internationale réalisent l'exploit d'utiliser les deux syllogismes, quand ils ne les conjuguent pas. Autrefois - mais ces temps peuvent revenir - ils affirmaient que, contraints et forcés, les vieux partis ouvriers - et principalement les P.C. - seraient obligés de prendre le pouvoir, de faire la révolution, d'exproprier politiquement et économiquement la bourgeoisie. En mai-juin 68, ils voyaient dans les C.A. les organes du double pouvoir et ne formulaient aucun mot d'ordre gouvernemental, de peur qu'il soit « récupéré » par le P.C.F., s'en remettant à la « spontanéité » ou plus exactement abandonnant le combat politique.

La politique communiste - au sens réel du terme - tient compte du développement historique du mouvement ouvrier, de la classe ouvrière, du caractère contradictoire des partis ouvriers traditionnels, de la nécessité de construire le Parti révolutionnaire comme facteur de la lutte de classe du prolétariat, de formuler une politique qui unifie la classe dans son combat contre le capitalisme et l'Etat bourgeois et qui renforce l'organisation révolutionnaires. Le Parti révolutionnaire, ou l'organisation qui le construit, (*texte manquant* – N.R.) constituer les soviets et que le parti révolutionnaire y ait gagné la grande majorité de la classe ouvrière, pour poser la question du pouvoir, la question du gouvernement. L'organisation révolutionnaire, par son combat politique, doit ouvrir les voies qui permettront au prolétariat de passer d'une situation à une autre, de son organisation actuelle comme classe à l'organisation des soviets, à la dictature du prolétariat, du contrôle des organisations traditionnelles et de leurs dirigeants au parti et à la direction révolutionnaires. Le Parti révolutionnaire, ou l'organisation qui le construit, doit formuler à chaque moment la politique nécessaire à la classe ouvrière dans son ensemble. C'est à quoi correspond la stratégie du front unique ouvrier. L'orientation du parti révolutionnaire consiste à gagner les couches les plus avancées de la classe ouvrière, de la jeunesse, au programme de la révolution prolétarienne, de les organiser - non pour les séparer de leur classe mais au contraire, au moyen d'une politique qui exprime à chaque moment les intérêts du prolétariat dans son ensemble et élève celui-ci au niveau de la réalisation de la révolution prolétarienne et de ses tâches. Elles formeront l'avant-garde, mais seulement si elles combattent afin de gagner la classe ouvrière dans son ensemble au programme et aux tâches de la révolution prolétarienne.

Alors que toutes les revendications importantes de la classe ouvrière, tout mouvement important du prolétariat, soulèvent la question du pouvoir, du gouvernement, formuler un mot d'ordre gouvernemental en rapport avec la représentation politique du prolétariat, des organisations qu'il considère comme siennes, et qui soit un facteur de son organisation et de sa centralisation comme classe, est indispensable. Il n'y a pas de politique révolutionnaire sans cela. Tel est le sens du gouvernement de transition, du gouvernement ouvrier-paysan. Tant que les couches les plus importantes du prolétariat n'ont pas rompu avec les vieux partis traditionnels et leurs directions, elles conçoivent la lutte pour le pouvoir par l'intermédiaire de ceux-ci; convaincues de la nécessité de lutter pour un gouvernement des travailleurs, pour le pouvoir ouvrier, elles chargeront ces partis de les établir. Le mouvement qui, dans leur grande masse, les amènera à dépasser ces partis est un mouvement dialectique. Alors même qu'elles constitueront des soviets, des comités, à l'encontre de la politique de ces partis, elles dépasseront ces partis et finiront par rompre avec eux tout en s'adressant à eux. Le processus s'opèrera à des rythmes différents pour les différentes couches du prolétariat. Il ne sera pas automatique mais dépendra de l'action, du combat politique, du Parti révolutionnaire.

Outre que les directions traditionnelles peuvent être contraintes d'aller plus loin qu'elles ne veulent dans leur rupture avec la bourgeoisie afin de tenter de garder leur contrôle sur la classe ouvrière, cette expérience politique des grandes masses est inévitable. Mais le Parti révolutionnaire ne peut la mener à bien que s'il garde son indépendance politique, s'il formule sa propre politique et combat concrètement pour elle. Ce qui est d'autant plus réalisable que, justement, cette politique exprime les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. En cela, précisément, réside son originalité.

A son IV^e congrès, l'I.C. spécifiait :

« Le gouvernement ouvrier (éventuellement paysan) devra partout être employé comme un mot d'ordre de propagande générale. Mais comme mot d'ordre de politique actuelle, le gouvernement ouvrier présente la plus grande importance dans les pays où la situation de la société bourgeoise est particulièrement peu sûre, ou le rapport des forces entre les partis ouvriers et la bourgeoisie met la solution de la question du gouvernement ouvrier à l'ordre du jour comme une nécessité politique...

... Dans ces pays, le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier » est une conséquence inévitable de toute la tactique du front unique. Les partis de la II^e internationale cherchent dans ces pays à « sauver » la situation en prêchant et en réalisant la coalition des bourgeois et des social-démocrates. Les plus récentes tentatives faites par certains partis de la II^e Internationale (par exemple en Allemagne), tout en refusant de participer ouvertement à un tel gouvernement de coalition, pour le réaliser en même temps sous une forme déguisée, ne sont rien moins qu'une manœuvre tendant à calmer les masses protestant contre de semblables coalitions et qu'une duperie raffinée des masses ouvrières. A la coalition ouverte ou masquée bourgeoise et social-démocrate, les communistes opposent le front unique de tous les ouvriers contre la bourgeoisie et la coalition politique et économique de tous les partis ouvriers contre le pouvoir bourgeois, pour le renversement définitif de ce dernier. Dans la lutte commune de tous les ouvriers contre la bourgeoisie, tout l'appareil d'Etat devra tomber entre les mains du gouvernement ouvrier et les positions de la classe ouvrière en seront renforcées.

Le programme le plus élémentaire d'un gouvernement ouvrier doit consister à armer le prolétariat, à désarmer les organisations bourgeoises contre-révolutionnaires, à instaurer le contrôle de la production, à faire tomber sur les riches le principal fardeau des impôts et à briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

Un gouvernement de ce genre n'est possible que s'il naît dans la lutte des masses mêmes, s'il s'appuie sur des organes ouvriers aptes au combat et créés par les couches les plus vastes de masses ouvrières opprimées. Un gouvernement ouvrier résultant d'une combinaison parlementaire peut fournir aussi l'occasion de ranimer le mouvement ouvrier révolutionnaire. Mais il va de soi que la naissance d'un gouvernement véritablement ouvrier et le maintien d'un gouvernement faisant une politique révolutionnaire doivent mener à la lutte la plus acharnée et éventuellement à la guerre civile contre la bourgeoisie. La seule tentative du prolétariat de former un gouvernement ouvrier se heurtera dès le début à la résistance la plus violente de la bourgeoisie. Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier est donc susceptible de concentrer et de déchaîner les luttes révolutionnaires...

... Les communistes sont prêts à marcher aussi avec les ouvriers social-démocrates, chrétiens, sans-parti, syndicalistes, etc. qui n'ont pas encore reconnu la nécessité de la dictature du prolétariat. Les communistes sont également disposés, dans certaines conditions et sous certaines garanties, à appuyer un gouvernement non communiste. Mais les communistes devront à tout prix expliquer à la classe ouvrière que sa libération ne pourra être assurée que par la dictature du prolétariat ». (Résolution sur la tactique : 4^e congrès de l'I.C.).

Cette résolution concentre la stratégie et la tactique du parti révolutionnaire, ou de l'organisation révolutionnaire qui le construit, tant que les organisations traditionnelles exercent une influence décisive sur la classe ouvrière et pour qu'il gagne l'influence prépondérante au sein du prolétariat. Elles ne sont pas une stratégie et une tactique d'attente : en formulant la politique que devrait réaliser les organisations traditionnelles si elles étaient fidèles à leur mission originelle, le parti, ou l'organisation révolutionnaire qui le construit, est en mesure de prendre l'initiative du combat, en fonction des circonstances et de son influence sur certains secteurs de la classe ouvrière et de la jeunesse ouvrière et étudiante qui peuvent retentir sur l'ensemble de la classe ouvrière. Diversifiée, son intervention est alors ordonnée dans les syndicats, les usines, parmi la jeunesse ouvrière et étudiante. La stratégie et la tactique du Front Unique Ouvrier guident l'intervention et le combat politique à l'intérieur des syndicats et pour la défense des syndicats : indépendance des syndicats par rapport à l'Etat bourgeois, combat pour une seule centrale syndicale unique et démocratique, Front Unique des organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière contre la bourgeoisie, son Etat, son gouvernement pour la défense des revendications des travailleurs, s'intégrant totalement à la perspective d'un gouvernement des organisations ouvrières unies.

Mais c'est aussi valable en ce qui concerne la jeunesse ouvrière et étudiante, qui ont leur originalité, qui doivent s'organiser et être organisées sur leur propre plan, ont leurs mots d'ordre et revendications spécifiques, mais qui, en aucun cas, ne peuvent « servir de substitut », ni au prolétariat, ni au parti révolutionnaire.

Application concrète de la stratégie du Front unique

En mai-juin 68, après mai-juin 68, au cours des élections présidentielles, depuis les élections présidentielles, l'O.T., l'A.O., l'A.J.S. n'ont cessé, en concrétisant en fonction de la situation politique, des développements de la lutte des classes, de mettre en avant « le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier » qui est une conséquence inévitable de toute la tactique du front unique ».

En lutte contre le F.U.O., alternant la phraséologie gauchiste et opportuniste, passant « des C.A., organes du double pouvoir » à la lutte pour « les pouvoirs », à la glorification du « premier territoire socialiste libre » - la Sorbonne - les renégats de la IV^e Internationale, après avoir « boycotté le référendum », se sont emparés du programme « des démocrates conséquents » de ... 1789, la Constituante. Gloire et honneur à ces valeureux pionniers. A aucun moment, ils ne furent capables de formuler un mot d'ordre gouvernemental qui exprime le prolétariat comme classe et ouvre ainsi une voie à l'instauration du « pouvoir ouvrier ».

En apparence, tout se poursuit. La transition de De Gaulle-Pompidou s'est effectuée sans douleur. En brisant l'unité que concrétisait le Non au référendum, les dirigeants du P.S. et du P.C.F., avec la collaboration de Krivine et de Rocard, ont fermé toute perspective politique propre à la classe ouvrière. Ce sont eux qui ont assuré le calme de la transition.

L'absence de perspective politique propre paralyse la classe ouvrière. Après mai-juin 68, la classe ouvrière ressent profondément que la solution se situe au niveau du gouvernement. D'importants mouvements de grève ont néanmoins lieu qui sont caractéristiques : la classe ouvrière s'efforce de reconstituer son front de classe, de réagir contre la politique gouvernementale, de contrôler ses mouvements.

Le V° Plan mis à mal par la grève générale de mai-juin 68, l'échec de De Gaulle, les échéances demeurent et se font plus pressantes. Les objectifs du V° Plan, aggravés, se retrouvent dans le VI° Plan. Mais ils sont difficiles à appliquer contre une classe ouvrière consciente de sa puissance. Aussi la politique gouvernementale apparaît-elle comme décousue et anarchique. Mais le démantèlement de l'université, de l'enseignement, de la formation professionnelle continue. Les annexes du rapport Nora sont progressivement appliquées. Les fusions, concentrations, éliminations d'entreprises se multiplient. La santé, les services hospitaliers sont attaqués. Les mesures qui accentuent le caractère policier de l'Etat bourgeois s'intensifient : nouvelle loi scélérate, démonstration policière, interdiction de manifestations, dissolution d'organisations, loi sur le service militaire. Les directions syndicales signent contrats de progrès et accords cadres. Conjointement, la « majorité » se désagrège. Dès que se dessine une résistance émanant de la classe ouvrière, le gouvernement hésite et tergiverse, il laisse opérer les directions des organisations syndicales.

Son angle d'attaque est dirigé d'abord contre la jeunesse qu'il s'efforce, avec la complicité des dirigeants des partis et syndicats ouvriers, d'isoler.

Des grèves comme celle des cheminots de septembre 69, comme celle de la sécurité sociale en octobre 69, comme la grève des étudiants en médecine et en langues, ont une très grande importance symptomatique. Au cours de ces mouvements, la recherche du contrôle de leurs mouvements par les travailleurs en grève, la formation de comités de grève qui ne rejettent par les organisations syndicales, est un trait commun, plus ou moins accentué, et en fonction de l'intervention organisée des militants de l'O.T., de l'A.O., de l'A.J.S. D'autres mouvements ont d'autres caractéristiques : les organisations syndicales de chez Berliet signent un véritable contrat de progrès, les travailleurs de chez Berliet, par leur action, le remettent en cause. Pour briser la combativité des travailleurs de la RATP, les directions syndicales tentent de leur imposer des grèves tournantes ; elles échouent et elles sont obligées de donner un ordre de grève de 24 h à tous les travailleurs de la Régie, qui démontre que les travailleurs de cette corporation sont prêts à engager le combat tous ensemble. Les dirigeants des organisations syndicales précipitent alors la signature d'un accord-cadre. La contradiction est manifeste entre la politique des organisations syndicales et les tendances profondes à l'œuvre à l'intérieur de la classe ouvrière. En même temps les travailleurs utilisent les canaux des organisations syndicales.

Une photographie de la situation la ferait apparaître ainsi qu'un étrange puzzle, aux aspects les plus contradictoires, incohérents.

En réalité, aussi bien la bourgeoisie que les directions des organisations ouvrières ne s'y trompent pas : la chute de De Gaulle a ruiné l'équilibre politique bourgeois, même si les institutions politiques restent en place. La bourgeoisie devra se regrouper selon d'autres axes politiques, qu'elle est encore incapable de définir. La classe ouvrière exigera que soit honorée sa victoire politique. Chacun se prépare à la bataille à sa manière.

Les luttes de la classe ouvrière semblent sporadiques. Trois ans après la grève générale de mai-juin 68, deux ans après la chute de De Gaulle, elle n'a pas encore engagé de mouvement qui mobilise l'ensemble de ses forces et soit un affrontement global avec la bourgeoisie, son Etat, son gouvernement. Mais cinq ans se sont écoulés entre la grève des mineurs et la grève générale de mai-juin 68. Ce ne furent pas des années vides. La classe ouvrière se préparait, traçait son chemin. Elle a à surmonter d'énormes contradictions. Elle a conscience de sa puissance, mais celle-ci prend son expression organisée par les organisations syndicales dirigées par des appareils liés à la bourgeoisie, par des partis qui défendent le système social bourgeois, l'Etat bourgeois, le régime politique bourgeois du moment. Elle a conscience de la nécessité de son unité comme classe, les appareils et les partis ouvriers traditionnels la divisent. Elle sait qu'il lui faut résoudre la question du gouvernement et les appareils lui ferment toute perspective. Elle assimile que la grève générale ne suffit pas, qu'il lui faudra s'organiser et se centraliser comme classe, se doter de ses propres organes de classe, et les appareils, les partis traditionnels, la renvoient au parlementarisme, au simple bulletin de vote, à la « démocratie rénovée », et d'autres à « l'assemblée constituante ». Sa démarche politique, en l'absence du parti révolutionnaire, d'une direction révolutionnaire qui ne s'improvisent pas, est nécessairement sinueuse et paraît irrégulière, spasmodique. Elle s'affirme dans tel ou tel mouvement partiel, suivi d'intervalles plus ou moins longs, où tout semble demeurer en état. En vérité, ces mouvements sont d'une importance capitale, leurs traits préfigurent les traits des grands mouvements de classe. Il appartient à l'organisation révolutionnaire de les dégager, de les mettre en valeur, de les envelopper, de les intégrer à une politique cohérente, d'intervenir et de combattre pour systématiser la signification politique profonde des mouvements et les relier à une perspective d'ensemble. D'autant que, sans prétendre être encore actuellement la direction révolutionnaire, son influence peut être considérable. En contribuant à la maturation politique de la classe ouvrière, elle s'implante, se développe, s'organise.

C'est là la politique des Trotskystes comme de l'Alliance ouvrière et de l'A.J.S. La perspective d'un gouvernement des organisations ouvrières unies est opposée à « la démocratie avancée », aux replatrages et rénovations parlementaires, du genre assemblée constituante. Elle ordonne et s'étaye sur un ensemble de mots d'ordre qui concrétisent la politique de front unique ouvrier, de « front prolétarien » : pour une conférence de défense de la jeunesse organisée par les organisations ouvrières; pour des conférences ouvrières et démocratiques dans chaque corporation, entreprise, organisées par les organisations syndicales et formées des délégués des travailleurs nommés au cours d'assemblées générales; pour des Assises Nationales du front unique ouvrier. Ces mots d'ordre combinent le front unique au sommet à la démocratie ouvrière, à l'organisation et à la centralisation de la classe ouvrière comme classe. Le programme d'action contre le capitalisme, vers le socialisme, trouve ainsi son cadre et ses moyens de lutte. Le regroupement, l'organisation de l'avant-garde, la construction du parti révolutionnaire deviennent des processus indissociables de la lutte de classe, pour la lutte et dans la lutte, sur cette politique. Une force militante est rassemblée et organisée : le 1° février 1970 où 9 000 jeunes travailleurs et étudiants

participèrent, à l'initiative de l'A.J.S., au rassemblement du Bourget, le 1^o congrès de l'Alliance Ouvrière qui représentait 5 000 travailleurs. Il est impossible de prévoir quand et comment s'engageront des combats de classe dont l'ampleur et la profondeur politiques dépasseront ceux de mai-juin 68, qui poseront beaucoup plus nettement la question du pouvoir, de l'organisation et de la centralisation du prolétariat comme classe. Bien des facteurs joueront : crise financière et économique, crise politique de la bourgeoisie et du stalinisme, développement de la lutte de classe dans les autres pays, notre propre capacité à intervenir efficacement dans la lutte de classe, à organiser une force militante parmi les jeunes et les travailleurs. Vraisemblablement, ils s'engageront de façon « imprévisible » : un secteur de la jeunesse ou de la classe ouvrière qui engage la lutte et autour de qui se cristallise toute la classe, une attaque de la bourgeoisie mal calculée qui se retourne en son contraire. Mais il est possible de dire qu'ils combineront le débordement des appareils syndicaux et des partis traditionnels, l'utilisation des organisations syndicales, le recours à ces mêmes partis traditionnels, alors même que les travailleurs formeront leurs comités de grève, ou leurs comités ouvriers, les fédéreront à tous les niveaux. Le mouvement naturel des travailleurs sera de se tourner vers les vieilles organisations et de leur demander de prendre la responsabilité politique de la lutte, jusqu'à lutter pour former un gouvernement représentatif de la classe ouvrière. Le parti révolutionnaire, ou l'organisation révolutionnaire qui le construit, récoltera ce qu'il aura semé. Le mouvement de la classe ne se réduira pas à cet aspect. Il poussera à la différenciation, à la dislocation au sein des organisations syndicales. Surtout, parmi la jeunesse et les générations les plus jeunes de travailleurs, beaucoup dépasseront immédiatement le cadre des organisations traditionnelles. Certains iront à l'organisation, aux partis révolutionnaires de leur premier mouvement, d'autres n'échapperont pas à la tentation gauchiste, tandis que certains resteront à mi-chemin sur une position centriste. De cette diversité, il faudra appréhender la profonde unité : le mouvement d'une classe dont les différentes couches avancent à des allures diverses vers la prise du pouvoir. La politique du parti révolutionnaire consistera à organiser les couches les plus avancées du prolétariat et de la jeunesse, sur son programme, à gagner à son programme les militants qui tendront à rompre les cadres politiques et organisationnels des vieilles organisations, à leur ouvrir un chemin politique vers le programme de la révolution prolétarienne et le parti révolutionnaire, à lutter contre les illusions gauchistes et centristes, à faire progresser les grandes masses du prolétariat vers la lutte pour le pouvoir. L'axe de toute cette politique, c'est le Front Unique Ouvrier, formulé au niveau des tâches politiques du moment, le gouvernement ouvrier en fonction des conditions politiques et organisationnelles du prolétariat vers le pouvoir des soviets, la dictature du prolétariat.

Peut-être, et même sans doute, le gouvernement ouvrier ne résultera-t-il pas des prochaines grandes luttes de classe, faudra-t-il de nouvelles grandes batailles de classes, il y aura encore des sommets et des creux dans les luttes du prolétariat. Peut-être, et même sans doute, verrons-nous des gouvernements formés d'organisations ouvrières qui seront des gouvernements bourgeois camouflés. Au cours du processus de sa propre construction, le parti révolutionnaire exprimera constamment une politique de classe, et donc d'unité de la classe, jusqu'au jour où, de cette unité, il deviendra l'expression reconnue : alors il prendra le pouvoir.

S'agit-il d'une « tactique française » nécessaire en raison de la division du prolétariat français en plusieurs centrales syndicales et partis ouvriers ? Absolument pas. Selon des formes appropriées, une politique déterminée par les mêmes principes s'impose aussi bien en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en Belgique, etc. Malgré Wilson, les politiciens de droite et de gauche du Labour Party, le prolétariat anglais considère ce parti comme le sien. Les travailleurs allemands - y compris ceux de l'Allemagne de l'Est - la social-démocratie, comme leur parti. Les Trade-Unions britanniques ainsi que la D.G.B. sont les organisations syndicales des travailleurs anglais et allemands.

A ce propos, les réactions des renégats de la IV^e Internationale sont révélatrices de leur impressionisme petit-bourgeois. Ils dénie le caractère d'organisations ouvrières à F.O. et au P.S. en France, en raison du caractère réactionnaire de la politique de F.O. et du P.S. La politique de l'appareil de la C.G.T. et du P.C.F. serait-elle moins réactionnaire ?

Curieux ! Pourquoi pas mesurer le caractère « ouvrier » d'une centrale syndicale, ou d'un parti, au critère de l'influence minoritaire ou majoritaire sur la classe ouvrière à ce compte !!! Les origines historiques doivent être considérées, le fait qu'au-delà de la simple comptabilisation, le prolétariat, en fonction de ses traditions, retrouve son unité comme classe lorsque la C.G.T., F.O., le P.S. et le P.C.F. combattent ensemble. Cela reste vrai, aujourd'hui encore, en dépit de l'effondrement électoral du P.S. et des effectifs restreints de F.O. en certains secteurs clé de la classe ouvrière. La C.F.D.T. ne répond pas à ces critères. Par contre, toute la force de la F.E.N. procède de l'unité conservée au sein d'une même fédération entre les différentes tendances et courants du corps enseignant, donc des travailleurs. Ils ne comprennent pas que F.O. et le P.S. sont des expressions françaises d'un courant historique et international du prolétariat : le réformisme sur lequel il est impossible de tirer un trait tant que le prolétariat, par son mouvement, ses luttes, la prise du pouvoir, n'aura pas ouvert une nouvelle période historique. Mais cette transformation de quantité en qualité est encore à venir. Alors réformisme et stalinisme auront vécu. Il est vrai que, vraisemblablement afin de ne pas être en reste avec la Ligue Communiste, l'International Marxist Group en Angleterre a « boycotté » les élections législatives anglaises de 1970, ce qui, en pratique, revient à mener campagne contre le vote pour le Labour Party.

En Angleterre, en Allemagne, l'unité de front prolétarien prend son expression gouvernementale par les formules : pour un gouvernement du Labour Party, pour un gouvernement social-démocrate, qui appliquent un programme socialiste. En Italie, les termes du F.U.O. sont comparables à ceux de la France, entre les Partis Socialistes et le P.C.I. Dans tous les pays, la traduction pratique de la stratégie du front unique prolétarien dépend des traditions historiques, de l'organisation syndicale et politique du prolétariat. Elle doit être déterminée et formulée concrètement. Aux U.S.A., par exemple, le mot d'ordre et la lutte pour la constitution et la construction d'un Labour Party concrétisent, dans un pays où deux grands partis bourgeois ont le quasi-monopole politique, où les syndicats servent de supports politiques à ces partis - bien qu'ils soient des syndicats de classe - la lutte pour le Front Unique Ouvrier. Sans se battre afin que l'A.F.L.-C.I.O. rompe avec les partis bourgeois, impulse la formation d'un Labour Party, il est impossible de situer le front de lutte du prolétariat et d'ouvrir une perspective gouvernementale.

Le processus de la révolution politique en Europe de l'Est et en U.R.S.S. réclame aussi que la classe ouvrière s'unisse et s'organise comme classe afin de chasser la bureaucratie, de prendre le pouvoir, et ainsi que l'explique Trotsky - et que l'a vérifié l'expérience - « procéder à un nettoyage sans merci des services de l'Etat ». L'expropriation de la bourgeoisie, les origines de l'Etat, son caractère ouvrier, les rapports sociaux de production, la tradition de la Révolution russe influenceront directement la façon dont le prolétariat s'organisera et fera irruption ouvertement sur la scène politique. Les conseils ouvriers

naissent dès que les masses engagent le combat, deviennent ouvertement actives politiquement. Elles constituent, à un niveau très élevé, les organes du front unique de classe, les soviets, les conseils ouvriers.

Mais la lutte politique existe avant qu'apparaissent les conseils ouvriers. Le parti révolutionnaire, ou l'organisation qui se fixe pour tâche de le construire, ne dépend pas de l'apparition des conseils ouvriers qui supposent un point très avancé de la crise de l'appareil bureaucratique, où la classe ouvrière agit au grand jour, ouvertement. Il dépend de nombreuses circonstances politiques dont la réalité de la IV^e Internationale et du combat pour sa reconstruction est la plus importante. L'illégalité d'une organisation n'est pas son inexistence, le fait qu'elle soit obligée de se constituer ou se reconstituer dans l'émigration non plus. Elle a à jouer, et elle doit jouer, un rôle politique avant que ne surgissent les conseils ouvriers et afin qu'ils surgissent. Qu'il n'en ait pas été ainsi en Allemagne de l'Est, en Pologne, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, n'est pas un exemple historique à respecter et auquel devra se conformer tout processus vers la révolution politique. La désagrégation de la bureaucratie libère des courants, des tendances, ouvre des fissures à l'intérieur des P.C. et des syndicats. Elle permet que s'élève la voix des écrivains, des intellectuels. Elle se traduit par des changements au sein de la classe ouvrière qui se limitent quelques fois à une résistance passive plus accentuée aux commandements de la bureaucratie, mais, d'autres fois, vont jusqu'à des grèves, des actions diverses.

Unifier en un combat politique commun contre la bureaucratie, ces courants, ces tendances, ces actions, leur proposer mots d'ordre et revendications élémentaires, leur ouvrir une perspective politique est une tâche politique de l'organisation qui construit le parti révolutionnaire. En Hongrie, en Tchécoslovaquie, la désagrégation des bureaucraties parasitaires a fait éclater les P.C. La bureaucratie du Kremlin s'est finalement décidée à intervenir en Tchécoslovaquie lorsque le droit de tendance, qui s'était affirmé en pratique, allait être reconnu au 14^e congrès du P.C.T. Il s'agissait d'un premier pas vers la constitution de nouveaux partis, tandis que renaissait le parti social-démocrate, et apparaissaient embryonnairement d'autres partis.

Le parti révolutionnaire doit combattre afin que ces tendances, ces partis réalisent le Front Unique sur un programme de démocratie ouvrière, qui donne satisfaction aux revendications des travailleurs, de la jeunesse, des intellectuels, des paysans. La formation des conseils ouvriers, leur fédération à tous les niveaux, ne sauraient être abandonnées à la simple spontanéité. Si, en effet, spontanément - lorsque les masses se mettent en mouvement - les conseils ouvriers surgissent, leur fédération, leur centralisation ne s'opèrent pas automatiquement et en tout cas se réalisent beaucoup plus lentement. En Hongrie, c'est seulement après la seconde intervention russe que se forma le conseil central de Budapest. La révolution politique aussi a besoin que la classe ouvrière se centralise comme classe. Défendre et régénérer les conquêtes de type socialiste, chasser la bureaucratie, détruire ses privilèges, posent inévitablement le problème du gouvernement. Il n'est pas indifférent au prolétariat et au parti révolutionnaire que le gouvernement soit formé par Novotny ou par Dubcek, par Geroe ou par Imre Nagy, par Dubcek ou par Husak, par Imre Nagy ou par Kadar. Il faut combattre les stupidités gauchistes qui mettent un signe égal entre tout.

Savoir faire la différence est capital; contre la bureaucratie du Kremlin et ses instruments directs, le parti révolutionnaire peut-être amené à faire le Front Unique avec des courants, des tendances comme celle de Dubcek. Il peut avoir à défendre ce genre de gouvernement à la manière dont les bolcheviques défendaient le gouvernement Kerenski contre Kornilov, sans lui accorder la moindre confiance, sur son propre plan et selon ses propres méthodes, sans nourrir pour lui-même et pour les masses aucune illusion.

Encore faut-il savoir différencier entre Dubcek mis en état d'arrestation, Dubcek revenant de Moscou après avoir capitulé, Dubcek rejeté du gouvernement et du parti et poursuivi. A bien plus forte raison entre Dubcek et Imre Nagy.

Mais le parti révolutionnaire combat pour un gouvernement formé des partis et organisations qui s'appuient sur le prolétariat organisé comme classe au sein des conseils, des soviets régénérés : un gouvernement des partis soviétiques. La stratégie du Front Unique prolétarien, du Front Unique Ouvrier et son expression la plus élevée - la réponse gouvernementale - est tout aussi nécessaire à la lutte pour la révolution sociale qu'à la lutte pour la révolution politique.

Rien de plus normal : la révolution sociale et la révolution politique sont des expressions différenciées d'un même processus historique, la révolution prolétarienne mondiale. L'hégémonie du prolétariat s'affirme au cours de la révolution prolétarienne mondiale et finalement par la dictature du prolétariat. Elle exige qu'il s'unifie et se centralise comme classe. La ligne stratégique du Front prolétarien, du Front Unique Ouvrier ordonne la politique révolutionnaire : des luttes économiques et politiques élémentaires, au gouvernement ouvrier et paysan, jusqu'au pouvoir des soviets, jusqu'à la dictature du prolétariat.

La lutte pour le Front Unique Ouvrier, la lutte pour le pouvoir, la lutte pour la construction du parti révolutionnaire sont des catégories d'une même totalité : le combat pour le socialisme.

V. « NOUVELLES AVANT-GARDES » ? NON ! RECONSTRUCTION DE LA IV° INTERNATIONALE

Mutations politiques et continuité du pablisme

Deux ans plus tard, que reste-t-il des « idées de Mai » ? Rien ! La raison en est fort simple, il n'y eut jamais « d'idées de mai ». Cette engageante appellation servait d'étiquette aux vieilles camelotes idéologiques. La Sorbonne, Censier, après Nanterre, étaient devenus des marchés aux puces idéologiques. L'ex-J.C.R. voulut rassembler toute la quincaillerie intellectuelle. Weber et Bensaïd manifestent leur extrême satisfaction lorsqu'ils évoquent le meeting du 9 mai à la Mutualité :

« La J.C.R. tient meeting dans la grande salle de la Mutualité. Cette réunion est prévue de longue date. Elle porte un titre prophétique : « la jeunesse de la Révolte à la Révolution », les leaders des principaux mouvements étudiants doivent y prendre la parole. Daniel Cohn-Bendit, demande à la J.C.R. d'ouvrir son meeting à tout le mouvement. Après les interventions des orateurs prévus, on pourrait reprendre et conclure les débats amorcés boulevard Saint-Michel. Nous acceptons la proposition. » (Idem page 130).

L'ex-J.C.R. avant d'être dissoute par le gouvernement se dissolvait politiquement elle-même. Elle se situait à sa juste place parmi l'aréopage de la « nouvelle avant-garde », et offrait sa tribune au « substitut provisoire du parti révolutionnaire », aux multiples incarnations. C'est à ce meeting que :

« Ernest Mandel présente une remarquable analyse de la révolte étudiante dans les centres impérialistes, fondée sur une nouvelle appréciation de la place qu'occupe la force de travail intellectuelle, dans le processus de production. Enfin, toutes les composantes du mouvement étudiant exposent à loisir leur point de vue sur l'état présent de la lutte et les perspectives d'avenir »

Bensaïd fait preuve de la meilleure volonté :

« Dressant le bilan de l'expérience du « 22 Mars » il invite tous les groupes d'avant-garde à s'intégrer dans le mouvement. Il faut que les groupuscules comprennent que le développement de l'avant-garde dépend de l'essor du mouvement des masses et qu'en conséquence, ils aient à cœur d'assurer sa progression. Il ne s'agit nullement de se fondre dans le mouvement et d'y disparaître. Il s'agit d'abandonner l'attitude groupusculaire qui consiste à chercher en toute occasion à imposer sa griffe et à imposer son label au dépens du mouvement de masse. »

Daniel Cohn-Bendit, nommé « co-président du meeting », exige plus encore, il

« se déclare d'accord avec Bensaïd « sauf sur la question du parti révolutionnaire ». Reprenant largement le thème de l'intégration dans le mouvement de masse, il adjure les groupuscules de rejeter l'esprit de chapelle dans lequel il voit une résurgence des traditions stalinienne propres au mouvement communiste français. Il y a place pour un mouvement de masse unique regroupant dans l'action tous les groupes se situant sur la gauche du P.C. Un tel mouvement s'organiserait à la base en commissions et comités qui élaboreraient souverainement leur ligne d'intervention. » (Idem pages 130 et 131).

Sur la lancée de Bensaïd il développe l'attaque contre la construction du parti révolutionnaire, contre le bolchevisme, en invoquant le stalinisme. Le meeting donnera également l'occasion au responsable de l'U.J.C.M.L. de reprendre contre Trotsky et le trotskysme les calomnies stalinienne.

« Enfin, intervient Jean-Louis Peninou, animateur du M.A.U. « heureusement pour nous, dit-il, le gouvernement n'a pas reculé hier soir, car dans ce cas, nous reculions aussi. Le mouvement, malgré son extraordinaire capacité de combat a montré à quel point il était vulnérable. Tant que nous ne serons pas organisés, toutes les récupérations, tous les compromis seront possibles. Nous n'avons pas besoin d'un Comité central de grève, c'est le rôle de l'U.N.E.F. et du S.N.E.Sup, dans les conditions actuelles de remplir les fonctions de porte-parole et de centre coordinateur du mouvement. Il nous faut des comités à la base pour organiser l'unité de la base dans l'action et surtout pour l'action. »

La « nouvelle avant-garde », les têtes multiples du « substitut provisoire au parti révolutionnaire » ayant parlé, Weber et Bensaïd concluent, satisfaits :

« De ces débats se dégage une attitude commune. Sur le plan politique, elle se définit par la volonté de poursuivre jusqu'à son terme l'épreuve de force engagée dans l'espoir d'ouvrir une crise majeure dans la société politique française. Sur le plan organisationnel, elle se définit par le respect de l'autonomie du mouvement de masse, qu'il ne s'agit pas de « chapeauter » ou de « noyauter », mais d'organiser à la base sur des thèmes de contestation radicale de l'Université et dans la ligne déjà appliquée à Nanterre : de la contestation de l'Université à la contestation de la société bourgeoise. » (Idem page 133).

Ce meeting, entièrement dominé par Cohn-Bendit était une première esquisse de « l'unité des révolutionnaires ». Il illustre ce que furent les « idées de Mai » : un mélange d'anarchisme dégénéré, d'anticommunisme, et d'idéologie émanant de la C.F.D.T. et du P.S.U. Mais si rances que soient les « idées de Mai », elles poursuivent leur chemin. Une fois de plus les renégats de la IV° Internationale en sont les champions. L'illustre compère de Janus-Germain-Mandel, Livio Maitan, au IX° Congrès mondial des pablistes, les développaient sous une autre forme :

« La perspective fondamentale, la seule réaliste pour l'Amérique Latine est celle d'une lutte armée susceptible de durer de longues années. C'est pourquoi, la préparation technique ne saurait être conçue tout simplement comme l'un des aspects du travail révolutionnaire mais comme l'aspect fondamental, dans les pays où les conditions minima ne sont pas encore réunies... l'axe principal sera pour toute une période la guérilla rurale... même si l'initiative apparaît au début comme venant de l'extérieur ou unilatérale (ce fut le cas de la guérilla bolivienne du Che). »

Cette politique exige :

« L'intégration dans le courant révolutionnaire historique représenté par la révolution cubaine et l'O.L.A.S., ce qui implique, au-delà des formes, intégration dans le front révolutionnaire continental que l'O.L.A.S. constitue. »

Les mêmes idées, la même méthode, se retrouvent : en mai-juin 68, les étudiants étaient les protagonistes du cycle provocation-répression-mobilisation, en Amérique Latine ce sera « la guérilla rurale... Même si l'initiative apparaît au début comme venant de l'extérieur ou unilatérale ». Surdétermination de la lutte des classes ; dissolution politique, sinon organisationnelle, de l'organisation qui prétend construire le parti révolutionnaire à l'intérieur d'un conglomérat de courants et tendances animés par les idéologies petites-bourgeoises ; anarchisme dégénéré de Cohn-Bendit, guérillisme populiste de Che Guevara sont les ingrédients de cette mixture politique ; recherche de forces sociales et politiques extérieures au prolétariat qui se substituent à lui, et nécessairement lutte contre la conception bolchevique du parti révolutionnaire ; bien que naturellement aucune comparaison ne puisse être faite, en tant qu'hommes et combattants, entre le « jeanfoutre » Cohn-Bendit et Che Guevara qui sacrifia sa vie à ses idées. Le pablisme a connu et connaîtra maintes pérégrinations politiques, il reste constamment fidèle à lui-même en ceci : recherche d'un substitut dans la lutte de classe au prolétariat, recherche d'un substitut à la lutte pour la construction du parti révolutionnaire. Hier, les pablistes prévoyaient que la bureaucratie du Kremlin serait contrainte au cours de « la guerre qui venait » d'exproprier la bourgeoisie mondiale, de réaliser les tâches de la révolution prolétarienne, ils estimaient que la construction du socialisme durerait des siècles : « l'entrisme sui generis » était la conclusion logique de cette analyse. Plus tard « l'épicentre de la révolution » fut enfin trouvé : les pays économiquement arriérés. Et les partis petits-bourgeois - F.L.N. algérien, mouvement du 26 juillet cubain, M.N.R. bolivien, jusqu'aux Panthères Noires, etc. - devenaient les exemples types de partis révolutionnaires. Désormais, les nouvelles découvertes théoriques de Germain-Mandel l'affirmation, les intellectuels et apprentis intellectuels sont les moteurs de la lutte des classes « dans les centres impérialistes » tandis que son collègue Livio Maitan s'en remet, en ce qui concerne l'Amérique Latine, à la guérilla même « importée de l'extérieur et unilatérale ». En conséquence : en mai-juin 68 l'ex-J.C.R. se dissolvait politiquement au sein de la « nouvelle avant-garde », et, aujourd'hui, les organisations latino-américaines pablistes doivent « s'intégrer à l'O.L.A.S. ». Il y aura d'autres variations. Déjà, certaines se sont produites. A l'origine « Rouge » se proposait, sans programme, sans ligne politique définie, sans frontières, de rassembler « la nouvelle avant-garde ». Les meneurs de jeu espéraient faire accepter par des tours de passe-passe les positions du Secrétariat Unifié et tirer les ficelles d'une organisation mal définie politiquement. Il fallut déchanter : bêtement, la « minorité » s'en tint aux écrits de Weber et Bensaïd qui écrivaient :

« Il n'y a pas d'avant-garde auto-proclamée. Le mouvement présent est l'épreuve de vérité dans laquelle chacun sera jugé à sa juste mesure. » (Idem page 130).

Elle réplique : fonder la Ligue communiste, adhérer au Secrétariat Unifié, c'est « s'auto-proclamer avant-garde ». Car :

« Il est faux que nous ayons été capables (en mai-juin 68 et après) d'ouvrir au mouvement les perspectives politiques et organisationnelles, c'est-à-dire de jouer effectivement le rôle d'avant-garde... notre acquis théorique... Nous contestons que cet acquis nous ait permis de fournir au mouvement de masse de réelles perspectives politiques et organisationnelles... point 9 du préambule (du texte de la tendance majoritaire) il est dit : « parce que nous comprenons la nécessité d'une organisation et sa vocation internationale nous pensons aujourd'hui constituer l'avant-garde ». Donc, nous constituons l'avant-garde non parce que nous sommes capables de faire faire aux masses l'expérience pratique de leur situation de classe mais bien parce que... nous comprenons la nécessité d'une organisation ! « La compréhension de la nécessité d'une organisation internationale » est d'abord posé en tant que telle détachée des tâches politiques que l'organisation a à remplir, et de sa capacité à les remplir effectivement (fétichisme d'organisation) ; ensuite, cette même compréhension fétichisée de l'organisation d'avant-garde est à son tour posée comme critère de notre nature d'avant-garde ! Dès lors nous sommes une avant-garde ! Dès lors nous sommes une avant-garde auto-proclamée... Parce que nous comprenons et acceptons le fétichisme d'organisation. » (textes minoritaires, page 32, Rouge, n° 6-7).

Selon la « méthode », et en se situant sur le terrain de Weber, Bensaïd, Frank, Germain, les « minoritaires » ont raison. Les promoteurs de la Ligue Communiste affirment bien :

« La Ligue est la continuation actuelle d'un courant fondamental du mouvement ouvrier, de Marx à Lénine et Trotsky, le marxisme révolutionnaire - sans compromission théorique aucune. Elle se sert de ses acquis fondamentaux pour élaborer ses propres analyses ».

Mais ils ajoutent tout aussitôt :

« La fondation de la Ligue regroupe et délimite un courant que nous estimons essentiel pour la construction du Parti Révolutionnaire. Mais la Ligue n'est pas le Parti et le Parti ne sera pas construit le jour où la Ligue sera suffisamment pleine. Ce qui manque pour que la Ligue soit un parti, c'est outre une implantation ouvrière, un programme précis permettant à la classe ouvrière de se reconnaître dans « Rouge » et par conséquent à « Rouge » de diriger les actions de la classe ouvrière. ».

Sans programme, sans politique, sans stratégie, il est, en effet, difficile à la classe ouvrière de se reconnaître en « Rouge ». Il ne saurait évidemment être question que « Rouge » dirige les actions de la classe ouvrière, ou même intervienne, sauf sur des improvisations, à l'intérieur de la classe ouvrière. D'autant que les promoteurs de « Rouge » précisent :

« Aucun courant ne possède aujourd'hui ce programme. Nous pensons que l'intervention politique de « Rouge » dans ce domaine peut-être décisive notamment par sa capacité d'explication. Cependant, des éléments de programme (des éléments, rien que des éléments) doivent naître tout autant de la confrontation de militants organisés (Lutte Ouvrière, divers courants M.L., Rouge, etc.) face aux mêmes problèmes de la réflexion théorique de notre organisation à partir de ses thèses propres. » (Idem pages 13 et 14).

Qu'est-ce que Rouge et la Ligue Communiste, sinon des « références théoriques » (comme ils disent) et l'auto-proclamation d'une avant-garde sur un terrain purement organisationnel « national et international » ?

Les représentants de la « tendance majoritaire » Abrahamovici et Stein, écrivant un texte, « La fin de l'histoire » (B.D.R. N° 15), ils restent d'airain :

« De tout ceci, il ressort qu'il y a à la base des interprétations de Rivière et Creach une méconnaissance qui a dû entraîner un certain nombre de confusions entre stratégie et tactique (à propos de l'entrisme) ou entre programme et théorie : le programme comme synthèse des expériences du mouvement ouvrier n'est pas un dogme et on ne saurait prétendre avoir un véritable programme tant qu'on ne sera pas intervenu comme avant-garde effective et non plus potentielle. » (Idem page 42).

Mais « la fin de l'histoire » prend ensuite l'allure d'une retraite précipitée que sonne un certain Jérôme !! En arrière toute. Souvenons-nous. Mais si nous avons un programme. Ne sommes-nous pas « trotskystes » :

« Dans la vie, les textes programmatiques de base qui fondent la IV^e Internationale et, en particulier, le programme de transition ne sont pas sortis du crâne d'un idéologue, fût-ce Trotsky lui-même, mais ont été élaborés longuement et en particulier par Trotsky, comme un bilan théorique du marxisme et du bolchévisme et comme un pronostic politique et organisationnel pour toute une période historique également déduit de cette longue expérience. Tant vaut la méthode, tant valent les produits. » (Texte de la tendance majoritaire B.D.R., n° 16, page 48).

Ce qui était considéré comme du vinaigre (page 42, B.D.R. 15), est devenu un grand cru (page 46, B.D.R. 16), en quelques pages et un seul bulletin des diffuseurs de « Rouge ». Ce breuvage ne supportera pas la bouteille. Déjà quelques lignes plus loin, Jérôme explique :

« Il est évident que le programme n'est pas un objet que l'on porte en se contentant d'en préserver les approches (version lambertiste). Un programme est vivant et doit être fructifié ou dégénérer et le problème en 1969, doit être posé sous la forme : la IV^e Internationale (entendons les renégats de la IV^e Internationale), après la mort de Trotsky, a-t-elle enrichi, renforcé, développé son programme, ou au contraire l'a-t-elle laissé se décomposer en idéologie? »

En d'autres termes : l'a-t-elle lacéré, renié, a-t-elle piqueté ici et là des « idées », et remplacé le Programme de Transition par une soupe éclectique ? Rendons acte à Jérôme, cela fut fait, et bien fait. Nuls autres que les « majoritaires » n'en témoignent, qui remettent à un temps indéterminé l'élaboration « d'un véritable programme ». La mesquine astuce d'en appeler soudain au programme de fondation de la IV^e Internationale, longtemps vilipendé, abandonné, trahi, contre une tendance qui eut le tort de développer de façon conséquente les « principes » qui furent à l'origine de « Rouge », s'explique en fonction du besoin politique des renégats de la IV^e Internationale de disposer « d'une section française ». Elle fit long feu. Le dialogue a repris avec d'autres courants, d'autres tendances : Lutte Ouvrière d'un côté, et, de l'autre, l'organisation, oh ! combien ouvrière et révolutionnaire qu'est le P.S.U. expression sur le plan politique de l'idéologie que véhicule la C.F.D.T. La logique du pablisme conduit à la liquidation de l'organisation pabliste elle-même « au sein du mouvement (dit) réel des masses ». Et ce « mouvement (dit) réel des masses » est toujours l'apparence immédiate ; la soi-disant « délégation de pouvoir » ainsi que Germain-Mandel qualifie les appareils bureaucratiques ; la petite-bourgeoisie plus ou moins radicale des pays économiquement arriérés ; les expressions petites-bourgeoises de la crise de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, comme en mai-juin 68 en France.

L'aisance à se renier des renégats de la IV^e internationale est stupéfiante. Ils se « libèrent » de la « tactique » de « l'entrisme sui-generis » superbement. Un certain Samuel chante le De profundis de la « tactique entriste » : « la tactique entriste a vécu ». « Construisons la Ligue pour construire le Parti. » Lesté d'une pierre au cou et balancé par-dessus bord, le cadavre de la « tactique entriste » revient tout de même à la surface. Selon Samuel la « tactique de l'entrisme sui-generis » procédait de l'appréciation suivante :

« La perspective la plus probable est celle de la guerre qui vient... Si donc on peut s'attendre à une certaine évolution à gauche des P.C. l'éventualité la plus probable est néanmoins l'apparition de rupture en leur sein ne produisant pas d'emblée des partis marxistes révolutionnaires, mais des formations centristes de gauche dans lesquelles les trotskystes auront à jouer un rôle déterminant... De fait l'analyse conjoncturelle que fondait l'entrisme s'est révélée fautive. Jusqu'en 1953, elle semblait être confirmée par les faits. La campagne d'hystérie anticommuniste battait son plein aux U.S.A. La guerre de Corée semblait préfigurer la conflagration mondiale. Le P.C.F. développait pour la première fois depuis 1930 une nouvelle « phase gauche » (rampes de fusées V2 jetées à la mer, manifestation quasi-insurrectionnelle contre Ridgway-la- peste, etc.). Mais en réalité la bourgeoisie américaine ne voulait pas d'un nouveau conflit et aux U.S.A. mêmes, la guerre de Corée était impopulaire. L'erreur fondamentale d'appréciation se situait dans l'analyse des perspectives économiques. Comme tout le monde, le secrétariat international s'attendait à de graves récessions en Occident. Or, on devait assister au contraire à un extraordinaire « boom » économique (le « boom » de la guerre de Corée). A la surprise de tous les théoriciens marxistes et bourgeois, l'économie capitaliste amorçait une phase de longue expansion. Le capitalisme international n'était pas acculé à la guerre. Dès 1953 apparaissaient les premiers signes de détente. La politique de guerre froide ne survit pas à Staline. Bientôt les successeurs au Kremlin reprendront le cours de la « coexistence pacifique ». (Cahiers Rouge, n° 6-7, pages 119-120).

La « résolution du C.E.I. » (décembre 1969) qui tire « le bilan de l'entrisme » est beaucoup plus discrète. Elle jette un voile sur ce « lointain passé ». Mais l'un et l'autre de ces textes escamotent l'essentiel : l'analyse « qui fondait l'entrisme sui-generis » n'était pas « conjoncturelle », elle révisait fondamentalement le marxisme. Pablo l'entreprenait, Frank, Germain et consorts l'entérinaient. Que ces messieurs se souviennent :

« La réalité sociale objective pour notre mouvement est composée essentiellement du régime capitaliste et du monde stalinien. Du reste, qu'on le veuille ou non, ces deux éléments constituent la réalité objective tout court, car l'écrasante majorité des forces opposées au capitalisme se trouvent actuellement dirigées ou influencées par la bureaucratie soviétique. » (« Où allons-nous ? », Quatrième Internationale, février-mars 1951, page 40).

Et encore .

« Le vrai rapport des forces entre l'impérialisme et les forces qui lui sont opposées, ne se mesure pas simplement sur le plan des ressources matérielles et techniques réciproques mais aussi sur le plan des rapports sociaux, des rapports de classes (...) l'élan révolutionnaire des masses dressées contre l'impérialisme s'ajoute comme une force supplémentaire aux forces matérielles et techniques qui combattent cet impérialisme. » (Idem page 42).

La bureaucratie du Kremlin, et son appareil international, devenait la force motrice de l'histoire, et le prolétariat lui était subordonné. L'essentiel était « les forces matérielles et techniques » dont la bureaucratie du Kremlin disposait. Cette nouvelle appréciation des forces motrices de l'histoire était étendue, généralisée, à tous les appareils bureaucratiques. L'analyse « rectifiée » des perspectives économiques ne « rectifiait » en rien la méthode, au contraire, elle en procédait. Il suffit de rappeler comment Germain-Mandel « rectifie » Lénine pour s'en convaincre. En mai 1965 Pierre Frank écrivait une brochure intitulée « Construire le parti révolutionnaire ». La puissance d'analyse de Frank est impressionnante : il « construit le parti révolutionnaire », sans avoir besoin de faire, ne serait-ce qu'une seule fois, une référence à la lutte des classes. Sont absents de sa brochure écrite en 1965 : la grève générale d'août 1953, juin 1953 en Allemagne de l'Est, la révolution hongroise des Conseils de novembre 1956 et l'Octobre polonais, la grève générale belge de 1960-1961, la grève des mineurs français de mars-avril 1963. Il faut le faire ! Seul, un « secrétaire de l'Internationale » pouvait réaliser ce tour de force, à condition d'être plongé jusqu'à la racine des cheveux dans « le mouvement réel des masses ». Il conclut sur un air de fanfare :

« Actuellement, nous sommes dans une période de flux révolutionnaire puissant (même s'il est accompagné ici ou là de revers temporaires partiels et de la stagnation non moins temporaire en Europe occidentale) et ce flux signifie la reconstitution du programme révolutionnaire sur une grande échelle en dépit de l'immense confusion théorique et politique existant dans les organisations.

N'y-a-t-il rien de plus remarquable que des phénomènes comme celui de la redécouverte sous une forme encore grossière et approximative de la théorie de la révolution permanente par les Chinois ? Ou bien le développement de la révolution cubaine qui a hissé sa direction, partant d'un humanisme sincère jusqu'au marxisme-léninisme, et portant cette direction à un niveau politique supérieur à celui des vieilles directions qui avaient appris le marxisme à l'école stalinienne ? » (page 28).

Toujours et encore, les appareils bureaucratiques, ou la petite bourgeoisie radicale, sont investis de la mission historique du prolétariat et du parti révolutionnaire. Le « spontanéisme », l'alignement et la dissolution au sein de la « nouvelle avant-garde », du « substitut provisoire au parti révolutionnaire », participent de la même méthode. Les résultats sont démonstratifs. Rappelons-nous :

« Toute attitude révolutionnaire doit s'affirmer contre un milieu qui lui est hostile consciemment ou inconsciemment ; elle ne peut se développer intellectuellement car, de même que la classe ouvrière russe était spontanément trade-unioniste, de même spontanément la classe ouvrière française est spontanément stalinienne et il lui faut aller contre ce stalinisme qui imprègne toute l'existence ouvrière. Il est plus difficile d'aller contre ce stalinisme que contre la spontanéité trade-unioniste car le stalinisme est organisé dès le départ, il a une intervention politique directe et des références idéologiques « révolutionnaires ». Le stalinisme déforme toutes les expressions autonomes de la lutte de la classe, ce qui rend difficile la prise de conscience directe et totale de son rôle de frein ». (Texte majoritaire. Cahiers « rouge » n° 6-7, page 42).

« La classe ouvrière française est spontanément stalinienne » ? Pourquoi la classe ouvrière française seulement ? Si « la classe ouvrière française est spontanément stalinienne », les prolétariats en général sont spontanément staliniens. Il faut savoir : si « le prolétariat est spontanément stalinien » cela vient nécessairement de ce que le stalinisme exprime ses besoins et tendances profondes. Alors le stalinisme n'a nul besoin de « déformer toutes les expressions autonomes de la classe », l'un et l'autre se correspondent. Il en résulte : ou que la classe ouvrière « a la direction qu'elle mérite » ou que le stalinisme (la délégation de pouvoir) réalise ce dont le chargeait Pablo, la révolution socialiste (au cours des siècles de transition). La politique des renégats de la IV^e Internationale se déplace entre ces deux pôles en fonction du temps et des circonstances. Sans qu'ils l'aient prévu, le mouvement des étudiants, la grève générale de mai-juin 68, les firent rompre avec « la tactique de l'entrisme sui generis ». Ils crurent que les poses et incantations pouvaient tenir lieu de politique, et donner à la classe ouvrière le sens du « sublime » révolutionnaire qui lui manquerait :

« le jeu-kermesse culminait dans le grand défilé euphorique à travers Paris et d'une façon plus intime, jeu-guérilla, jeu-planétaire, dans le sens où enfin les événements permettaient de mimer sérieusement (comme tout grand jeu) les barricades de l'histoire de France et les guérillas de Che Guevara... constituaient un véritable nouveau langage par lequel le mouvement étudiant s'adressait à la classe ouvrière, par-dessus la tête des directions bureaucratiques. Les manifestations pseudo-insurrectionnelles, les forêts de drapeaux rouges, les barricades, les occupations de Facultés, toutes ces transpositions inspirées de la tradition ouvrière, constituaient finalement un ensemble sémantique... Ce langage nouveau le prolétariat allait l'entendre, puis, à son tour, le parler » (Mai-juin 68 : une répétition générale, page 143).

Ils crurent faire l'économie de la construction du parti révolutionnaire. L'imagination aidant, ils ont même vu

« Les ouvriers les plus résolus, les plus combattifs qui demandent à venir à la Sorbonne, qui se reconnaissent davantage dans la lutte des étudiants (ou ce qu'ils prétendent telle : « le jeu kermesse ») que dans les proclamations de leurs directions syndicales... L'avant-garde ouvrière se tourne vers eux (les militants étudiants) comme vers un substitut, une direction de rechange pour leur demander ce que pourtant, faute de force et d'expérience (sic), ils ne peuvent leur donner » (idem page 158).

L'implacable réalité a dissipé ce rêve infantile. Ils en concluent : « la classe ouvrière est spontanément stalinienne ». Leur recherche de « jeux-kermesse », de « nouvelles forces sociales », n'en devient que plus ardente, jusqu'au jour où ils découvriront à nouveau que les appareils et le stalinisme sont les vraies forces motrices de l'histoire. Les deux positions peuvent fort bien être combinées. En réalité, ils rejettent la responsabilité de leur trahison du programme de la IV^e Internationale et de la lutte pour sa construction, sur le prolétariat.

La logique « théorique » du pablisme conduit à la liquidation. Mais la fonction politique du pablisme exige que le S.U. se présente comme étant la IV^e Internationale, et s'oppose à la liquidation du S.U. et de ses organisations. De là, après avoir affirmé qu'il n'y a pas « d'avant-garde autoproclamée », que le programme reste à élaborer, ce retour « aux sources », à la nécessité de l'organisation, ce rappel du programme de fondation de la IV^e Internationale, et dans la même foulée la négation de ce programme.

La rupture avec « l'entrisme sui generis » est consécutive à la crise de l'appareil international du stalinisme. Le mouvement de la classe ouvrière la dresse contre la politique des appareils bureaucratiques qui craquent. Bien qu'encore embryonnairement, des tendances se font jour qui cherchent une issue. Elles annoncent de gigantesques ruptures, des tendances infiniment plus puissantes. Le pablisme pour jouer son rôle doit opérer une mue politique : fini « l'entrisme sui generis », vive l'organisation indépendante, les « nouvelles avant-gardes ». La crise fondamentale du stalinisme se répercute à tous les milieux. Les milieux de la petite bourgeoisie, hier fascinés par la puissance politique de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international, agités par la crise de l'impérialisme, traduisent à leur manière la conjonction des crises de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin. Ils ressortent toute l'antiquaille idéologique, à peine retapée. Les pablistes se mettent au goût du jour. Ce qu'on appelle la « crise de l'Université » est un aspect de la crise de la société bourgeoise. De ce point de vue, le mouvement étudiant s'insère dans la lutte pour la révolution prolétarienne mais, en l'absence du parti révolutionnaire plongeant ses racines au plus profond du prolétariat, la crise du stalinisme et de l'impérialisme fait renaître toutes les variétés idéologiques petites-bourgeoises. Le milieu est propice au « gauchisme » et à bien d'autres choses. Cependant, la renaissance des idéologies petites-bourgeoises, le « gauchisme » ont des racines sociales, des causes politiques : le stalinisme barre la route à la solution prolétarienne de la crise de la société bourgeoise, mais les mouvements du prolétariat remettent en cause son contrôle sur la classe ouvrière. La recherche d'une issue, en l'absence du parti révolutionnaire, fait apparaître en surface, dans les milieux les plus instables socialement, des tendances et courants idéologiques petits-bourgeois.

Pas plus à l'université qu'ailleurs, le combat pour la construction du parti révolutionnaire ne saurait être différé ou évité, en raison du « milieu ». Les étudiants doivent fournir des militants et des dirigeants à la révolution prolétarienne en luttant sur leur propre terrain pour la construction du parti révolutionnaire. Le mouvement étudiant peut et doit s'intégrer à la lutte de classe du prolétariat. Le test de la politique pratiquée à l'université avant, pendant, et après mai-juin 68, pour autant que la crise du stalinisme et des appareils bureaucratiques, conjuguée à la crise de l'impérialisme, fait de ce milieu de bouillon de culture « idéologique », est non moins probant que celui de « l'entrisme sui generis ». Fondamentalement le stalinisme porte la responsabilité de la renaissance et du bouillonnement à l'université du « gauchisme », du « spontanéisme », de l'anarchisme dégénéré, du développement des idéologies maoïstes, P.S.U.- C.F.D.T. et autres. Il n'en est pas moins indispensable de lutter politiquement contre ces « idéologies » et ces tendances. Le pablisme s'est adapté à eux, comme précédemment il s'adaptait directement au stalinisme par « l'entrisme sui generis ». La place politique qui est la sienne - tendance petite-bourgeoise du mouvement ouvrier ayant rompu avec le programme de la IV^e Internationale et combattant, au nom de la IV^e Internationale, contre la reconstruction de la IV^e Internationale - exigeait qu'il s'adapte aux prétendues « nouvelles avant-gardes », pour qu'il opère une mue politique.

La crise du stalinisme en est seulement à ses débuts. Les plus formidables affrontements entre les classes sont devant nous. Les prodigieux bouleversements entre les classes, à l'intérieur des classes, au sein du mouvement ouvrier sont encore à venir. Estimer que la classe ouvrière est immunisée contre la renaissance des vieilles idéologies serait avoir de dangereuses illusions. Au plus profond de la classe ouvrière, par la naissance ou la renaissance de multiples courants et tendances, elles se manifesteront d'autant plus que rompre politiquement avec telle ou telle expression du stalinisme ce n'est pas encore rompre avec toutes les déviations idéologiques qu'il a entretenues et renforcées; que la maturation politique du prolétariat et des militants ne s'effectuera pas au même rythme pour ses différentes couches, ni automatiquement. Les vieilles idéologies réapparaîtront selon des formes appropriées. Le « centrisme » est un danger particulièrement grave. Les militants de la classe ouvrière qui rompent avec le stalinisme et les organisations traditionnelles ne peuvent reconstituer spontanément le marxisme.

La mutation de « l'entrisme sui generis » à la théorie des « nouvelles avant-gardes » démontre que le pablisme opérera les mutations nécessaires à une nouvelle adaptation au « mouvement (dit) réel des masses ». Le pablisme ne change pas de nature parce qu'il a renié « l'entrisme sui generis », parce qu'il adopte la théorie des « nouvelles avant-gardes »; au contraire, sa nature exige qu'il opère cette mutation afin de remplir sa fonction politique. De nouvelles mutations sont à prévoir : elles sont précisément indispensables à la fonction politique du pablisme, en raison de sa nature qui ne change pas, mais s'affirme ainsi. Flanc-garde des appareils bureaucratiques et de la bourgeoisie, le pablisme s'efforcera de cristalliser sur des positions centristes les courants et les tendances de la classe ouvrière, nés de la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, qui rompent avec les organisations traditionnelles. Ainsi, accomplira-t-il son rôle politique d'obstacle à la construction des partis de la IV^e Internationale et à sa reconstruction.

La défaite du pablisme, comme celle du réformisme et du stalinisme, résultera du combat permanent, d'hier, d'aujourd'hui et de demain, pour la reconstruction de la IV^e Internationale et de ses partis. Tout est là : la défaite ou la victoire de la révolution prolétarienne dépend de la solution de la crise de l'humanité qui est la crise de la direction révolutionnaire, que seule peut résoudre la IV^e Internationale, armée de la théorie de la révolution permanente.

Mandel s'en prend au Parti bolchévique.

Si la classe ouvrière est « spontanément stalinienne », si les bureaucraties des organisations traditionnelles et la bureaucratie du Kremlin sont des « délégations de pouvoir » du prolétariat, tout le programme de transition, la théorie de la révolution permanente, procèdent de rêveries d'idéologues. La révision pabliste de l'appréciation de l'ère historique ouverte par la première guerre impérialiste - celle de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne mondiale selon Lénine et Trotsky, celle du « néo-capitalisme » selon les pablistes et, sous des appellations différentes, les staliniens, les révisionnistes de toutes origines s'accompagne obligatoirement d'une réappréciation des forces motrices de l'histoire. Le Manifeste communiste établissait que l'histoire, jusqu'à présent, est l'histoire de la lutte des classes. Le « Programme de Transition » (« l'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e internationale »), écrit par Léon Trotsky, reprend ce fondement de l'analyse marxiste : « Les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques ». Les lois de l'histoire sont le mouvement des classes et leurs affrontements

en fonction des rapports de production, du développement des forces productives ou de leur impasse. Les pablistes jettent au rebut le matérialisme dialectique.

Il n'est pas niable que les appareils bureaucratiques soient issus de la classe ouvrière, de son organisation comme classe, au moyen de la construction de ses syndicats et de ses partis. L'appareil bureaucratique le plus puissant, le plus gigantesque, que la classe ouvrière ait secrété provient même de la prise du pouvoir par un prolétariat, du premier Etat ouvrier qui se soit construit de par le monde, du parti de la classe ouvrière le plus révolutionnaire, le mieux armé politiquement qui ait jamais été construit : la révolution russe, l'Etat ouvrier de l'U.R.S.S., le parti bolchévique. Avec tous les petits-bourgeois, à qui le matérialisme dialectique est étranger, les pablistes tirent les conclusions classiques : la classe ouvrière est « spontanément stalinienne » et le bolchévisme contenait peu ou prou le stalinisme. Janus-Germain-Mandel réussit le tour de force d'attribuer à la classe ouvrière et au parti bolchévique la responsabilité du stalinisme. La classe ouvrière est responsable puisqu'aussi bien la bureaucratie naît d'une délégation de pouvoir qu'elle conférerait aux appareils. Au milieu d'autres explications, il glisse hypocritement et éciectiquement les phrases suivantes, qui rejettent sur le parti bolchévique la responsabilité, au moins partielle, du stalinisme :

« Une série d'erreurs institutionnelles du parti bolchévique (a) favorisé ce processus d'identification des appareils de l'Etat et du parti et de la bureaucratisation simultanée de ces deux appareils, qui le rendait sociologiquement inapte à jouer le rôle de frein à la bureaucratisation... »

A partir du moment où l'on interdisait les fractions dans le parti bolchévique, la démocratie interne ne pouvait plus se maintenir dans le parti : en effet, s'il y a liberté de discussion, il est inévitable qu'il y ait formation de tendances, il est inévitable aussi, surtout s'il y a début de bureaucratisation, que les tendances se transforment en fractions parce que les divergences se systématisent et se généralisent... L'erreur de jugement du parti bolchévique, alors que la guerre civile était terminée et que les tensions sociales commençaient à diminuer, fut de penser qu'il fallait, à l'approche de la N.E.P. et des dangers qu'elle allait provoquer, accentuer la répression politique et la centralisation. L'interdiction des autres partis est fondée sur la crainte qu'avait le parti bolchévique de voir la bourgeoisie ou la paysannerie se saisir d'un de ces instruments pour tenter de reprendre le pouvoir. Cette erreur eut des conséquences très graves sur le plan pratique, sur le plan théorique, l'histoire a démontré que le moyen le plus adéquat de combattre idéologiquement et sociologiquement les dangers de restauration du capitalisme était la continuation de l'activité politique du prolétariat : il était nécessaire de créer les conditions qui poussent à la repolitisation du prolétariat, alors que la suppression de la démocratie prolétarienne était au contraire un puissant obstacle à cette repolitisation et facilitait la bureaucratisation que Lénine avait voulu par-dessus tout éviter.

La troisième erreur, la plus grave peut-être, fut l'incompréhension des liens organiques entre le régime soviétique, la propriété collective et la nécessité de l'accumulation socialiste primitive, c'est-à-dire de la « compétition » avec le secteur privé de l'économie ; aux yeux du parti bolchévique, la coexistence entre l'Etat ouvrier et le secteur privé (petits paysans et commerçants) allait se faire sur le schéma suivant : industrie d'Etat à un niveau de productivité supérieur et victoire du secteur le plus progressiste par rentabilité économique plus grande. La conséquence de ce raisonnement était de fonder les entreprises d'Etat sur la rentabilité économique individuelle ce qui exigeait un haut niveau de centralisation de la gestion des entreprises, fondant le principe du « iedrinoriatchalny », c'est-à-dire la direction de l'entreprise par un seul homme...

Si le parti bolchévique avait compris le problème à temps au début des années 20, en autorisant l'existence des fractions dans le parti bolchévique et celle de plusieurs partis soviétiques, s'il avait en même temps systématisé certaines formes d'autogestion, dans les entreprises, la résistance à la bureaucratie aurait été infiniment plus grande ». (De la bureaucratie, Cahiers « Rouges », n° 3, pages 35, 36, 37.)

L'expert révisionniste Janus-Germain-Mandel se laisse évidemment quelques portes de sortie. Il « s'indigne » :

« Au début des années vingt eut lieu le premier grand conflit entre une tendance et la direction du parti bolchévique (que dirigeait à l'époque Lénine et Trotsky) : c'est le conflit dit de « l'opposition ouvrière » dirigée par Chliapnikov et Kollontai. Beaucoup de gens se réclamant de cette tendance prétendent actuellement que si cette opinion avait prévalu, il n'y aurait pas eu bureaucratization. Cela est absolument faux et ce qu'en a dit Trotsky, à cette époque, reste tout à fait valable : il suffit de se représenter concrètement ce qu'étaient les usines soviétiques en 1921. Ces usines aux trois quarts vides, dans lesquelles travaillaient une faible partie des ouvriers qui avaient fait la révolution de 1917 ne produisaient presque plus rien. Dans cette situation désastreuse, elles étaient tout à fait incapables de s'opposer efficacement au processus économique prépondérant dans le pays : la renaissance de la production marchande sur la base du troc, entre une paysannerie privée de plus en plus forte et des îlots industriels extrêmement faibles, à croire que dans de telles conditions, et dans ce genre d'usines, le fait de donner le pouvoir aux petits groupes d'ouvriers qui y travaillaient encore, était le moyen de résoudre le problème de la bureaucratie, cela revient à considérer l'auto-gestion comme le remède miraculeux à tous les problèmes. C'est ne rien comprendre au problème fondamental sous-jacent dans la réalité : pour que la classe ouvrière puisse diriger l'Etat, il faut d'abord qu'elle existe, qu'elle soit assez nombreuse et que sa majorité ne soit pas en chômage (idem, page 26).

il faudrait que Janus-Germain-Mandel nous explique les moyens magiques qui eussent permis d'avoir recours « à la démocratie prolétarienne » alors que pour « diriger l'Etat, il faut d'abord que (la classe ouvrière) existe ». L'interdiction des fractions au sein du parti bolchévique, des partis que Janus-Germain-Mandel appelle « soviétiques » étaient des mesures exceptionnelles, tragiques, mais indispensables au début des années 1920, afin de sauver le cœur de la révolution, le parti bolchévique, les conquêtes de la révolution et l'Etat soviétique. En les circonstances historiques données - celles d'un premier reflux du prolétariat mondial, de l'épuisement physique et psychique du prolétariat de l'U.R.S.S., de sa dislocation, de sa quasi-disparition - le parti bolchévique concentrait en lui les intérêts historiques du prolétariat de l'U.R.S.S. et du prolétariat mondial. La contre-révolution montait de partout, à l'intérieur des soviets, les partis que Janus-Germain-Mandel appelle « les partis soviétiques » étaient des agences de l'impérialisme et s'apprêtaient à détruire l'Etat né de la Révolution d'Octobre. A l'intérieur

du parti les forces centrifuges tendaient à le disloquer sous la pression de la contre-révolution montante. Des mesures d'urgence, des mesures d'exception étaient indispensables pour sauver l'Etat et sauver le parti, le seul support possible - en raison de la dislocation de la classe ouvrière, de son épuisement physique, psychique - de l'Etat ouvrier. La dialectique historique a mis le parti le plus révolutionnaire du prolétariat face à la plus tragique des situations : sauver l'Etat ouvrier né d'Octobre, de la révolution prolétarienne, alors que la base sociale, par suite de la guerre civile et de l'isolement de la révolution russe, de cet Etat se liquéfie, disparaît presque. N'en déplaise à l'infâme petit-bourgeois Janus-Germain-Mandel, et à tous ses congénères, la direction du parti bolchévique y est parvenue. Elle ne pouvait cependant faire des miracles. Sous la forme de la bureaucratie naissante, l'ennemi était également dans la place.

Privé de ses fondements sociaux l'Etat ouvrier dégénérait. Ses racines politiques privées du terreau prolétarien, de la substance sociale ouvrière, l'osmose avec un prolétariat quasi-liquéfié rompue, le parti devenait malade, s'infectait, la scrofuleuse bureaucratique se développait, s'emparait de lui, allait finir par le détruire. La bureaucratie montante se référait aux mesures d'exceptions mais elle modifiait radicalement leur contenu et leurs formes. Elle élaborait la théorie du « monolithisme du parti », sœur jumelle de celle de la « construction du socialisme dans un seul pays ». Du temps de Lénine, l'interdiction provisoire des fractions n'empêchait pas les plus vives discussions à l'intérieur du parti, qui de plus s'exprimaient publiquement. Ne pas prendre ces mesures d'exception revenait à rendre à l'ennemi la place avec armes et bagages. Il reste qu'elles étaient un remède de cheval, tout aussi indispensables à l'instant, que dangereuses à la longue. Mais ce n'est pas de cela que le parti bolchévique est mort. Ces mesures évitèrent sa dislocation : le parti, malade certes, envahi par la bureaucratie certes, continua à vivre. Il fallut plus de dix ans à la bureaucratie du parti et de l'Etat pour le détruire comme parti bolchévique. La bataille politique de l'opposition de gauche put prendre naissance et se développer à l'intérieur du parti. Bien que finalement défaite, l'opposition de gauche à l'intérieur du parti bolchévique, partie saine d'un organisme qui se gangrenait, défendit les intérêts du prolétariat. Elle empêcha la bureaucratie parasitaire de liquider les conquêtes d'Octobre, la propriété étatique des moyens de production, le monopole du commerce extérieur. Elle l'obligea à procéder à l'industrialisation, à élaborer les plans quinquennaux, à reconstituer la classe ouvrière comme classe.

L'opposition de gauche parvint à imposer les conditions de la reconstitution et du renforcement du substrat social de l'Etat ouvrier, le prolétariat. Elle ne parvint pas à sauver le parti. Mais la tradition du bolchévisme fut sauvegardée, le programme de la révolution prolétarienne fut défendu et enrichi. De l'opposition de gauche à la IV^e Internationale le cadre politique d'organisation nécessaire au programme se constitua. La dialectique de l'histoire fut ainsi faite : parce qu'en 1921 le parti bolchévique sut prendre aux moments les plus tragiques de la révolution les mesures les plus énergiques, et notamment la suppression des fractions au sein du parti, l'interdiction des partis que Janus-Germain-Mandel appelle « soviétiques », le substrat social de l'Etat ouvrier se reconstitua, l'opposition de gauche se forma, l'Etat ouvrier, bien qu'il dégénéra, ne fut pas renversé, le programme de la IV^e Internationale put être élaboré, la continuité du bolchévisme fut assumée par l'opposition de gauche et ensuite par la IV^e Internationale, et, aujourd'hui, se réunissent les conditions de la renaissance d'authentiques partis soviétiques, de la révolution politique, de la renaissance de la démocratie prolétarienne, de la régénérescence de l'Etat ouvrier, de la destruction de la caste bureaucratique et de son parti, de la reconstruction de la IV^e Internationale et de la construction de ses partis, dont le parti de l'U.R.S.S. de la IV^e Internationale ; les conditions de la victoire de la révolution prolétarienne mondiale se forment. Les partis soviétiques renaîtront dans le cours de la révolution politique contre la bureaucratie, parmi eux les partis social-démocrates auront vraisemblablement une place importante. Ils renaîtront car l'oppression et la spoliation staliniennes font que des milliers de prolétaires attachés aux conquêtes d'Octobre et prêts à les défendre, chercheront obligatoirement à lutter contre la bureaucratie parasitaire en utilisant des formes d'organisation politique traditionnelles du mouvement ouvrier, mais en les chargeant d'un nouveau contenu. Alors que le parti menchévik agissait au compte de la bourgeoisie mondiale en agressant la révolution d'Octobre aux abois, des partis se réclamant de la social-démocratie mais renaissant dans la lutte contre le stalinisme, les bureaucraties parasitaires, dans le processus de la révolution politique, se situant sur le terrain de la défense des conquêtes socialistes, occuperont une toute autre place politique, et seront des partis soviétiques au sens véritable.

Janus-Germain-Mandel fait fi de la dialectique de l'histoire. L'expert révisionniste loue aujourd'hui les vertus de « révolution politique pacifique », la démocratisation de la bureaucratie ; il condamne les mesures rigoureuses prises par le parti bolchévique en 1921. En 1921 la classe ouvrière de l'U.R.S.S. disloquée, liquéfiée physiquement et psychologiquement, la force politique de la révolution se concentrait à l'intérieur du parti bolchévique bien qu'il fut lui aussi gravement atteint ; en 1970, le prolétariat de l'U.R.S.S., ceux des pays de l'Europe de l'Est, ont acquis une puissance inégalée, la révolution s'élève de toutes parts, ils sont en marche pour reconquérir le pouvoir par la révolution politique. Au fond la position de Germain-Mandel est très cohérente : il condamne les mesures exceptionnelles indispensables à la défense de la révolution en retraite, comme il se prononce contre la révolution montante. Telle est sa dialectique propre.

Le mouvement historique du prolétariat et le parti révolutionnaire

Toutes ces pantalonades évitent d'analyser les raisons profondes de la dégénérescence du parti bolchévique, et plus généralement les rapports entre le prolétariat engagé dans le processus de la révolution prolétarienne et ses organisations, particulièrement les rapports entre le prolétariat et le parti révolutionnaire.

Le mouvement historique de la classe ouvrière est la force motrice de la révolution et c'est seulement à partir de lui que peut se construire le parti révolutionnaire. Mais c'est par la construction de ses organisations que le prolétariat, de classe en soi devient une classe pour soi.

Résistance à l'exploitation et organisation sont deux termes inséparables pour la classe ouvrière. Possédant seulement en propre leur force de travail, les travailleurs sans organisation ne sont qu'une poussière d'individus soumis aux lois du marché comme toute autre marchandise. La résistance à l'exploitation ne peut être que collective, elle impliquera l'organisation, ne serait-ce qu'en ses formes élémentaires. Mais si les deux termes inséparables, résistance à l'exploitation et organisation, sont indispensables à la constitution de la classe ouvrière comme classe, le prolétariat n'accède pas mécaniquement et progressivement à la conscience des conditions politiques qui lui permettront de détruire les rapports sociaux de production dont le contenu est son exploitation comme classe. Depuis longtemps, Marx démontra que toute véritable lutte de classe est politique. Même la bourgeoisie, bien que les rapports sociaux bourgeois se développèrent à l'intérieur de l'ancien mode de

production, dut combattre pour s'emparer du pouvoir politique, condition de sa domination de classe sur la société. A bien plus forte raison le prolétariat, pour détruire les rapports sociaux de production bourgeois et instituer de nouveaux rapports sociaux de production, doit-il s'emparer du pouvoir politique et l'exercer comme classe dominante. Ni la conscience de cette nécessité, ni les conditions politiques de sa réalisation ne résultent automatiquement de la résistance à l'exploitation et de l'organisation élémentaire du prolétariat.

Mais c'est une abstraction que de considérer les luttes et l'organisation du prolétariat en dehors de l'ensemble des rapports sociaux, politiques et idéologiques de la société. Elles naissent et se développent comme une des composantes de toute l'histoire de l'humanité. Elles sont nourries de toute cette histoire dont elles deviennent le principal ressort. La lutte du prolétariat contre l'exploitation, les formes d'organisation qu'il se donne, concrétisent la contradiction fondamentale de la société bourgeoise, mais celle-ci s'exprime sous des formes multiples à l'intérieur de toutes les classes et couches sociales de la société bourgeoise, par des contradictions dérivées des rapports de production de cette société. Les luttes du prolétariat et son organisation nourrissent à leur tour les contradictions et antagonismes sociaux, politiques, idéologiques, de la société bourgeoise. Le prolétariat entretient toujours des rapports complexes et multiples avec toutes les autres classes de la société bourgeoise, leurs luttes, leurs antagonismes, leurs rapports politiques, idéologiques. Rien de plus stupide que ces vues symétriques : la conscience de classe apportée au prolétariat de l'extérieur de ses luttes par de « bons prophètes » intellectuels bourgeois, ou la conscience de classe du prolétariat monopolisée par les travailleurs aux mains calleuses qui produisent de la plus-value, les « bons » intellectuels petits-bourgeois ou bourgeois devant humblement se mettre au service de ces travailleurs et les singer. Au fond ces vues systématiques démontrent le mépris des petits bourgeois pour le prolétariat : les uns font cadeau à la classe ouvrière de « leur conscience » les autres imaginent une classe ouvrière mythique composée de travailleurs incapables de dépasser l'horizon étroit du terrain de leur exploitation immédiate. Dressé contre l'exploitation, tendant à briser les rapports sociaux fondés sur son exploitation, à la recherche des voies et des moyens de s'organiser, le prolétariat constitue et développe sa conscience en un procès organique et historique nourri par toute l'histoire antérieure et les rapports qu'il entretient avec les autres classes sociales, leurs contradictions, leurs antagonismes, les luttes sociales, politiques, idéologiques qui s'y déroulent. Ainsi intellectuels petits-bourgeois et bourgeois peuvent rompre avec leur classe, rejoindre le prolétariat, participer à la formation et au développement de sa conscience de classe, en apportant les acquis des autres classes et couches sociales. Mais ceux-ci sont radicalement transformés en étant intégrés à la lutte du prolétariat qu'ils fécondent. Les luttes de classe du prolétariat leur donnent un nouveau contenu et une nouvelle dimension historique.

La formation de la conscience de classe du prolétariat est la résultante de tout le développement de la lutte des classes, qui a pour fondement celle du prolétariat mais qui embrasse toutes les classes et couches sociales de la société bourgeoise, les déchire, et se manifeste sur tous les plans sociaux, politiques, idéologiques. Le rôle du prolétariat dans la production, comme force productive essentielle, fait qu'il est la seule classe qui puisse renverser la société bourgeoise et construire la société socialiste, mais pas indépendamment des processus sociaux, politiques et idéologiques qui se développent au sein des autres couches et classes sociales. La conscience de classe du prolétariat ne lui est pas apportée « de l'extérieur », elle procède du développement d'ensemble de la lutte de classes, fondée sur celle du prolétariat. Elle s'élabore dialectiquement. Le « spontanéisme » et son symétrique « la classe ouvrière est spontanément stalinienne » relèvent de la métaphysique, de la logique formelle.

Si le « spontanéisme » avait quelque fondement, toute l'histoire antérieure de la lutte de classes n'aurait aucun intérêt, pas plus que l'organisation du prolétariat, pas plus que ces rapports dialectiques avec les autres classes et couches sociales. Si le prolétariat était « spontanément stalinien », il n'y aurait aucune chance de construire le parti révolutionnaire, les lois de la lutte de classes s'identifieraient au mouvement des appareils bureaucratiques, principalement à celui de l'appareil international du Kremlin. La construction du parti révolutionnaire, celle de la IV^e Internationale, serait pure rêverie d'intellectuels agités et impuissants. A moins de considérer que les intellectuels constituent une nouvelle force sociale, mais en ce cas le programme de la IV^e Internationale serait également caduque et il ne s'agirait pas plus de construire des partis bolchéviques.

Considérée comme un processus historique et organique, la formation de la conscience de classe du prolétariat relève alors de l'analyse du développement de la lutte des classes, et cessent les discussions métaphysiques à propos de la conscience apportée ou non de l'extérieur, ainsi que celles à propos de l'avant-garde auto-proclamée ou non. Le prolétariat, qui ne possède en propre que sa force de travail, doit accomplir la plus grandiose des tâches historiques: sa propre émancipation est aussi émancipation de toute la société du « vieux fatras », selon le terme de Marx, de la division de la société en classes, par le développement du socialisme jusqu'au communisme. Mais le prolétariat n'apparaît pas un beau jour sur la scène de l'histoire sans se faire annoncer. Il n'apparaît pas plus pleinement conscient de ses tâches historiques, et tout armé pour les réaliser. Le prolétariat est différencié, son mouvement n'est pas uniforme, ni rectiligne. Ses luttes de classe alimentent toutes celles de la société mais elles les recourent, et se nourrissent à leur tour d'elles. Le prolétariat subit la division du travail bourgeois, la division entre travail intellectuel et travail manuel, les divisions nationales et autres. Les formes d'organisation du prolétariat, sa conscience de classe, procèdent de ces composantes et de leur jeu réciproque. Elles conditionnent à leur tour le développement de sa lutte de classe, ses rapports internes, ses rapports avec les autres classes. On ne s'évade pas de l'analyse de l'ensemble de ses relations, de leur développement historique et organique, par des formules.

L'organisation du prolétariat en syndicats et partis s'est imposée comme une nécessité historique. Sans eux, il ne peut se constituer comme classe. Cette vue est encore bien trop générale. Les syndicats et partis sont constitués par une minorité de la classe ouvrière. Ils ne vivent pas en dehors de la société qu'ils ont à combattre. Ils nouent des rapports avec l'ensemble de la classe ouvrière d'un côté, les autres classes et couches sociales de l'autre. Les partis du prolétariat sont différenciés en fonction de multiples facteurs : expression des intérêts généraux et particuliers de la classe, relation avec les autres classes et couches sociales, origine de ces partis, leur développement, situations historiques, concrètes. Ils ne sont pas seulement des partis « ouvriers » mais des partis qui intègrent des éléments des autres classes et couches sociales qui, pour le meilleur et pour le pire, y jouent un rôle considérable, quelque fois décisif.

Sans les intellectuels venus de la bourgeoisie et rompant avec elle, pour se situer sur le plan historique du prolétariat, il n'y aurait jamais eu de partis ouvriers, de I^{er} Internationale, de II^e Internationale, de III^e Internationale, de IV^e Internationale. En règle générale, ce ne sont à l'origine que de faibles minorités qui constituent ces partis. Ils ne sont jamais donnés une fois pour toute : une fois constitués, ils ont leur propre histoire en relation avec le développement de la lutte de classe nationale et

internationale, dont ils sont un facteur. Ils secrètent leurs propres contradictions. Ils expriment leurs propres intérêts spécifiques, ont leurs différenciations internes. Ils tissent leurs propres liens avec toutes les couches de la société. Ils sont des expressions et des moyens de la lutte de classe en même temps que des lieux où la lutte de classe se manifeste. Construits pour lutter contre la société bourgeoise et l'abattre, ils sont des produits de la société bourgeoise. Ils expriment à leur manière la division du travail de la société bourgeoise, qui tend à s'exprimer en leur sein. Le meilleur, le plus pur des partis ouvriers a toujours quelque chose à voir avec la formule de Lénine à propos de l'Etat ouvrier : « Etat bourgeois sans bourgeoisie ».

Les organisations syndicales sont aux prises avec, et expriment, des contradictions de même nature, mais d'une façon spécifique, qui tient à leur origine et à leur fonction propre. Elles se constituent, s'organisent, comme organisations indispensables aux travailleurs pour lutter contre l'exploitation immédiate et quotidienne, sur le lieu même où celle-ci s'exerce. Il leur faut, afin d'accomplir leur fonction, rassembler les travailleurs et les militants, les plus larges masses ouvrières possibles, quelles que soient « leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses ». Elles regroupent essentiellement les travailleurs soumis directement à l'exploitation et sont généralement dirigées par des travailleurs. Marx a parfaitement explicité les problèmes qui confrontent les organisations syndicales:

« Les luttes pour les salaires normaux sont des incidents inséparables du système des salaires dans son ensemble, dans 99 cas sur 100.

Les travailleurs, en s'efforçant de relever les salaires, s'évertuent tout simplement à soutenir la valeur donnée au travail. La nécessité de débattre de leur prix avec le capitaliste est inhérente à leur condition qui les contraint de se vendre comme des marchandises.

Lâcher pied sans courage dans ce conflit de chaque jour avec le capital, ce serait perdre la faculté de se lancer un jour dans un mouvement plus vaste. »

Mais Marx conclut :

« Les syndicats agissent utilement comme centres de résistance aux empiètements du capital. Ils échouent en partie quand il font un usage peu judicieux de leur puissance. Ils échouent entièrement quand ils se livrent à une simple guérilla contre les effets du système actuel au lieu d'essayer en même temps de le changer, au lieu de se faire un levier de toutes leurs forces organisées, pour l'émancipation finale de la classe ouvrière, c'est-à-dire pour abolir « enfin le salariat ». (Conclusion de « Salaire, prix, profit »).

Les organisations syndicales forment des confédérations, luttent sur le plan politique. Historiquement, les centrales syndicales se sont constituées de différentes façons, mais toujours en relation avec l'action politique, même lorsqu'elles affirmaient leur apolitisme ou leur opposition aux partis ouvriers. En certains pays comme en Allemagne, les organisations syndicales ont été construites directement par la social-démocratie. En Angleterre, ce sont les trade-unions qui ont fondé le Labour Party. En France, la C.G.T. s'est construite à côté du Parti Socialiste, même si elle était dominée par les courants anarcho-syndicalistes qui s'opposaient au Parti Socialiste, à la construction d'un parti ouvrier, à la participation à la lutte politique, en tout cas sous sa forme parlementaire. En fait, ces courants imprimaient à la C.G.T. leur propre politique. Ils résultaient du caractère très particulier du prolétariat français très peu concentré, surtout à Paris après la Commune, de l'influence de la petite-bourgeoisie artisanale qui se confondait souvent avec la classe ouvrière, et leur influence provenait en grande partie de l'opportunisme et du doctrinarisme des courants et organisations socialistes, qui eux-mêmes, sauf dans des régions à forte concentration industrielle, n'eurent jamais une implantation comparable à celle de la social-démocratie allemande, et dont la composition sociale était en grande partie petite-bourgeoise. Les courants anarcho-syndicalistes tendaient à faire jouer à la C.G.T. le rôle d'un parti politique syndicaliste. ...

Sous peine de cesser d'être des organisations syndicales, il leur faut répondre aux besoins de la classe ouvrière dans sa résistance immédiate et quotidienne à l'exploitation. Leurs rapports avec le prolétariat sont différents de ceux que nouent les partis ouvriers avec la classe ouvrière. De là leur abord particulier de la lutte politique, l'influence plus directe des mouvements de la classe, malgré les appareils bureaucratiques qui se sont développés en leur sein et qui sont soumis à la politique de la bourgeoisie. Bien que sous le contrôle d'appareils bureaucratiques subordonnés à la bourgeoisie, l'avenir des centrales syndicales est loin d'être fixé. Il dépendra des mouvements du prolétariat, de la lutte politique à l'intérieur des organisations syndicales comme au sein de la classe ouvrière dans son ensemble, c'est-à-dire finalement de la construction du parti révolutionnaire. L'indépendance des organisations syndicales par rapport à l'Etat et aux partis est une indépendance d'organisation, de fonctionnement, par la manière de poser et de répondre aux problèmes politiques. Mais elles ne peuvent se situer en dehors de la lutte politique, ainsi que l'explique Marx. Le pseudo-apolitisme des syndicats est toujours la soumission au cadre politique et à la politique de la classe dominante. Toujours, il ne fut qu'une façade. La période ascendante de l'impérialisme a alimenté cette tendance. Le caractère de masse du syndicalisme, sa fonction d'organisation des travailleurs sur le lieu immédiat de l'exploitation quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques et religieuses, constituent sa force et ses limites. « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Mais le prolétariat n'accède pas globalement et solitairement à la conscience politique de ses tâches historiques et immédiates. Il n'assimile pas, dans son ensemble, la totalité de l'héritage historique, théorique, politique, d'organisation, qui lui est pourtant indispensable d'assimiler pour réaliser ses tâches historiques, et que la lutte des classes enrichit constamment. Son mouvement spontané tend dans ce sens, il ne suffit pas à lui donner spontanément cette conscience. Seule une avant-garde, en s'appuyant sur le mouvement de la classe (et non extérieure à la classe) y parvient, par la fusion en une même organisation des militants d'origine sociale prolétarienne et des militants issus des autres couches et classes sociales qui ont rompu avec leurs classes et se situent sur le terrain du prolétariat. Encore une fois, ce processus procède de la position du prolétariat dans la société, de l'héritage historique qu'il a à assumer, la défense de toutes les conquêtes antérieures de l'humanité, et de sa mission historique : débarrasser l'humanité « de tout le vieux fatras », lui faire accomplir le bond prodigieux du règne de la nécessité au règne de la liberté. Le prolétariat parvient à la lutte pour le pouvoir par les relations dialectiques entre le mouvement qui le dresse constamment contre l'exploitation, la formation de l'avant-garde révolutionnaire, la construction du parti révolutionnaire qui centralise, impulse et organise ses luttes jusqu'au point culminant de la prise du pouvoir et reste après la prise du pouvoir indispensable à l'exercice de la dictature du prolétariat, jusqu'à la disparition de l'Etat et de toutes contradictions sociales.

Toute activité révolutionnaire se ramène au rapport avec la construction du parti révolutionnaire, à la lutte pour conquérir et organiser les masses en vue de prendre le pouvoir. Même les soviets, les conseils ouvriers, ne résolvent rien par eux-mêmes, s'ils ne sont animés, impulsés, dirigés, par le parti porteur du programme de la révolution prolétarienne et de la politique qui en procède. Le parti révolutionnaire n'est pas une entité indépendante de la lutte des classes, de l'organisation du prolétariat comme classe, dans toutes ses déterminations : il est un produit du mouvement organique et historique des luttes du prolétariat. Mais il en est la détermination essentielle. Sans le mouvement de la classe ouvrière, ses tendances profondes, la construction du parti révolutionnaire est tout simplement impensable. Sans le parti révolutionnaire, le mouvement de la classe ne peut réaliser ses tendances profondes, elles ne peuvent pas même être formulées consciemment. La construction du parti révolutionnaire découle de la nécessité historique, mais nullement du fatalisme mécaniste : elle est acte de volonté. La lutte pour la construction du parti révolutionnaire synthétise la lutte pour la révolution prolétarienne, pour le socialisme.

Au travers des I^o, II^o, III^o et IV^o Internationales, la lutte pour la construction du parti révolutionnaire s'est poursuivie. Elle doit être comprise dans ses relations avec le développement de la lutte des classes. Par le processus dialectique de la construction du parti révolutionnaire et de la lutte des classes se constituent les conditions indispensables au prolétariat pour maîtriser sa propre histoire et la faire consciemment. Aussi « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », « les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques », « la solution à la crise de l'humanité est la solution à la crise révolutionnaire », sont-ils les expressions d'un même processus : celui du prolétariat en lutte pour maîtriser sa propre histoire et pour son émancipation.

La dégénérescence du parti bolchévique ne peut être comprise en dehors de ce mouvement dialectique. En termes très généraux, elle provient de l'isolement de la révolution russe, du reflux du prolétariat mondial, de la quasi-liquéfaction du prolétariat russe. Cela suffit à faire justice des élucubrations que les pablistes formulent « scientifiquement » au compte de toute la petite - bourgeoisie pensante : les appareils bureaucratiques contre-révolutionnaires naîtraient d'une délégalation de pouvoir de classe ouvrière aux appareils du mouvement ouvrier. Ce beau raisonnement est fondé sur une platitude : si les organisations ouvrières n'avaient pas besoin d'appareils, ceux-ci ne pourraient devenir bureaucratiques et contre-révolutionnaires, s'il n'existait pas d'Etat ouvrier, il ne pourrait dégénérer. Tout aussi « scientifiquement » il est permis d'affirmer que si le corps humain n'avait pas de système nerveux, il ne risquerait pas d'être atteint par le tétanos. Il faut expliquer les conditions précises et concrètes qui transformèrent les appareils des organisations ouvrières, syndicats, partis, qui ont transformé l'appareil du premier Etat ouvrier, d'instruments nécessaires à la lutte de classe du prolétariat, à la révolution prolétarienne, à l'exercice de la dictature du prolétariat, en appareils bureaucratiques, contre-révolutionnaires, destructeurs des organisations ouvrières (syndicats et partis), en instruments de la dégénérescence du premier Etat ouvrier, en machine de guerre contre la classe ouvrière. Sinon, il faut conclure que la dégénérescence bureaucratique est immanente à l'organisation du prolétariat comme classe, à l'existence d'Etats ouvriers. Deux réactions sont alors possibles : le « spontanéisme », l'anarchisme et la prostration devant les appareils contre-révolutionnaires. L'analyse doit être faite en fonction des situations historiques données. Il est inutile de revenir sur l'analyse de l'intégration des appareils des partis social-démocrates à la société bourgeoise : la période d'essor de l'impérialisme, la formation d'une aristocratie ouvrière, qui devint la base sociale des partis social-démocrates et également des centrales syndicales, le rôle important des intellectuels petits-bourgeois pour qui la social-démocratie fournissait le moyen de faire carrière à la période de la démocratie parlementaire florissante. Un nouveau parti se formait dans le parti, en fonction de cette situation historique précise, qui allait détruire en la transformant l'ancienne social-démocratie.

Il fut l'instrument de la soumission du prolétariat à la bourgeoisie en l'encadrant. En le faisant refluer par rapport à ses objectifs de classe, il lui infligeait une défaite politique, que concrétisait l'éclatement de la première guerre impérialiste mondiale et le ralliement de la plupart des partis de la II^o Internationale à leur bourgeoisie.

Mais si l'on reprend l'analyse des causes profondes de la dégénérescence du parti bolchévique, à partir de la situation historique donnée, il s'avère qu'elles sont principalement politiques : l'absence de partis révolutionnaires comparables au parti bolchévique dans les principaux pays d'Europe et nullement l'appareil du parti bolchévique, l'appareil de l'Etat ouvrier, en soi. Au sein de l'Internationale Communiste, aucun parti n'était encore vraiment capable de répondre aux problèmes de l'époque des guerres et des révolutions : ils ne surent pas exploiter les situations révolutionnaires. Par suite, le prolétariat d'Europe, en Hongrie, en Italie, en Allemagne, en France, etc, subit défaites sur défaites. C'est ainsi que la révolution russe fut isolée, que le prolétariat russe resta isolé, que le parti bolchévique fut acculé à cette tragique situation : avoir à défendre l'Etat ouvrier de la Révolution d'Octobre, alors que le prolétariat russe était quasi liquéfié, alors qu'il ne pouvait compter sur aucun relais politique à l'intérieur de l'Internationale Communiste, et qu'au contraire il lui fallait prendre la construction de l'I.C. entièrement en charge. Le parti bolchévique avait à résister à toutes les forces centrifuges, toutes les déviations, toutes les pressions, qui émanaient des partis de la III^o Internationale dont aucun n'étaient d'authentiques partis communistes. La révolution russe, l'Etat ouvrier de l'U.R.S.S., le parti bolchévique ne pouvaient être protégés et sauvés de la dégénérescence que par l'Internationale Communiste et ses partis, instruments indispensables à la victoire de la révolution prolétarienne en Europe et dans le monde; or l'I.C. et ses partis en étaient à la phase de leur formation et ils recevaient leur impulsion politique du parti bolchévique. Le drame historique est là et nullement en la « délégalation de pouvoir donné par la classe ouvrière au parti bolchévique ». Ce sont ces conditions qui ont été à l'origine des défaites du prolétariat mondial, de son reflux, de la quasi-liquéfaction du prolétariat de l'U.R.S.S., de la transformation de l'appareil, du parti bolchévique et de l'Etat ouvrier d'instrument du parti et du prolétariat en appareils bureaucratiques et contre-révolutionnaires détruisant le parti, faisant dégénéré l'Etat ouvrier, détruisant la III^o Internationale et la transformant en appareil international de la bureaucratie du Kremlin, qui ont été à l'origine de l'émergence de cette couche sociale, la bureaucratie parasitaire du Kremlin. Ce ne sont pas les conditions dites « objectives » qui sont à l'origine de l'isolement du prolétariat russe, du parti bolchévique, de la dégénérescence de l'Etat ouvrier et du parti bolchévique, de la formation de la bureaucratie du Kremlin, mais les conditions dites « subjectives » qui sont à l'origine de ces conditions dites « objectives ». Le matérialisme dialectique s'oppose aussi bien au volontarisme subjectif qu'au déterminisme fataliste. Ilrompt avec le matérialisme mécanique dont Marx écrivait :

« Le principal défaut, jusqu'ici, du matérialisme de tous les philosophes - y compris celui de Feuerbach - est que l'objet, la réalité, le monde sensible n'y sont saisis que sous la forme d'objet ou d'intuition, mais non en tant qu'activité humaine concrète, non en tant que pratique, de façon subjective ».

La lutte pour la construction du parti révolutionnaire est l'expression la plus élevée de l'activité consciente des hommes, du matérialisme dialectique. C'est un acte de volonté qui n'est pas arbitraire. Le matérialisme dialectique serait le contraire de ce qu'il est, vaine spéculation, jeu de l'esprit, idéologie, s'il ne permettait pas de saisir parmi toutes les déterminations, la détermination essentielle, celle qui dépend de l'activité pratique des hommes. La dégénérescence du parti bolchévique vérifie que le parti révolutionnaire se fonde sur le mouvement profond de la classe, que, sans ce mouvement de la classe, il dégénère, surtout lorsqu'il dirige un Etat ouvrier, sans en être le reflet passif. La capacité du parti bolchévique à sauvegarder pendant un temps les acquis de la révolution prolétarienne prouve que le parti révolutionnaire, dispose d'une relative autonomie par rapport au mouvement de la classe sans pouvoir s'y substituer. Le parti révolutionnaire, en tant que forme vivante contenant l'acquis théorique, politique, d'organisation, de toute l'histoire passée et actuelle de la lutte des classes, est une réalité spécifique qui a, dans une certaine mesure, une vie et des ressources propres. Ayant une vie et disposant de ressources propres, il ne subit pas passivement les reflux du prolétariat. Ce sont cette vie et ses ressources propres qui ont donné au parti bolchévique les moyens de tenir, non sans dommages, pendant un temps, et à l'opposition de gauche, et ensuite à la IV^e Internationale de se former, d'assimiler les enseignements de la période de la révolution prolétarienne mondiale qui s'étend de la révolution russe à la seconde guerre impérialiste mondiale et de formuler le programme de transition. La dégénérescence du parti bolchévique démontre que jamais il n'y a de parti révolutionnaire achevé. Elle souligne le rôle déterminant de la construction de l'Internationale en fonction du caractère et des tâches de la révolution prolétarienne mondiale. L'avant-garde n'a pas besoin d'être auto-proclamée ou de se faire proclamer, il s'agit là du genre de discussions purement métaphysiques, consécutives à la méthode des renégats de la IV^e Internationale. L'avant-garde se définit par son rapport à l'histoire de la lutte des classes, par sa filiation historique, en fonction de la lutte pour la construction du parti révolutionnaire et de l'Internationale, nécessaires à la révolution prolétarienne mondiale, par la concordance de son programme et du processus de la révolution prolétarienne mondiale. Elle s'affirmera, se développera, et se transformera si elle est capable de mettre en œuvre, par la lutte politique, son programme.

Marx, Engels, sur la théorie de la révolution permanente.

Les renégats de la IV^e Internationale, à tout instant, à tout propos, hors de propos, évoquent la théorie de la révolution permanente. Pablo attribuait à la bureaucratie du Kremlin et à ses dérivés, la mission de réaliser le socialisme au « cours des siècles de transition », au nom de la révolution permanente. Frank s'extasie :

« N'y a-t-il rien de plus remarquable que des phénomènes comme celui de la redécouverte sous une forme encore grossière et approximative de la théorie de la révolution permanente par les chinois ? ».

Livio Maitan, qui voit dans la « guérilla rurale » le deus ex machina révolutionnaire en Amérique Latine, y va également de son couplet sur la révolution permanente :

« Puisqu'un Etat ouvrier existe déjà en Amérique Latine dans un contexte mondial éminemment révolutionnaire, puisque les masses les plus larges subissent constamment des stimulants objectifs puissants qui les poussent à lutter contre le système capitaliste en tant que tel, et que sont réalisés des progrès énormes au niveau de leur conscience sociale et politique, puisque l'impérialisme après l'expérience cubaine, a saisi sans possibilité d'équivoque la dynamique de l'affrontement qui se prépare, la perspective de la révolution permanente n'est plus seulement une tendance historique, mais une réalité de cette étape de la lutte des classes. L'ère de la révolution permanente est déjà ouverte en Amérique Latine de manière directe et immédiate. Le fait que cette conclusion ait été partagée par la direction de la première révolution socialiste latino-américaine est un progrès historique. Cette direction par ses attitudes, ces initiatives, ses généralisations a contribué d'une façon décisive à la maturation d'une nouvelle avant-garde ».(Résolution du 9^e Congrès Mondial sur l'Amérique Latine, Quatrième Internationale mai 1969, page 60).

De « puisque » en « puisque » s'étalent les merveilles de la « science » pabliste. Serait-il permis d'ajouter quelques « puisque » à cet harmonieux ensemble ? « Puisque » la bureaucratie du Kremlin est définitivement passée du côté de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale, « puisque » la bureaucratie chinoise se situe entièrement sur le terrain de la « construction du socialisme dans un seul pays » et de la « coexistence pacifique » ajustée à ses besoins propres, « puisque » Fidel Castro au cours de la grève générale de mai-juin 68 soutenait ouvertement De Gaulle, qu'il approuva l'intervention militaire de la bureaucratie du Kremlin contre le prolétariat et le peuple tchécoslovaques, en août 68, qu'il soutient politiquement le régime péruvien, qu'il apporte son appui politique à l'opération bourgeoise Allende au Chili... donc, s'extasient les renégats de la IV^e Internationale, ils redécouvrent la théorie de la révolution permanente. Trotsky, qui la formula, n'écrivait-il pas :

« La théorie de la révolution permanente exige actuellement la plus grande attention de la part de tout marxiste car le développement de la lutte idéologique et de la lutte de classe a définitivement fait sortir cette question du domaine des souvenirs des vieilles divergences entre marxistes russes et l'a posée comme la question du caractère des liens internes et des méthodes de la révolution internationale en général » (thèse 1 de la théorie de la révolution permanente).

« Puisque » selon Trotsky :

« La théorie du socialisme dans un seul pays, qui a germé sur le fumier de la réaction contre Octobre, est la seule théorie qui s'oppose d'une manière profonde et conséquente à la théorie de la révolution permanente » (début thèse 12. Idem)...

... les renégats de la IV^e Internationale en concluent que tous ceux qui tirent à boulets rouges, en théorie et en pratique, contre le processus de la révolution mondiale, au nom de la conception petite-bourgeoise et réactionnaire de « la construction du socialisme dans un seul pays », « redécouvrent sous une forme encore grossière et approximative la théorie de la révolution permanente ». Vérité d'évidence si l'on entend par là que confrontées à l'unité mondiale de la lutte de classe du prolétariat, dont la théorie de la révolution permanente est l'expression consciente, les bureaucraties parasitaires, comme les directions bonapartistes petites-bourgeoises, doivent y faire face pour tenter de la briser ; l'expression consciente du combat contre l'unité mondiale de la lutte de classe du prolétariat, la « théorie » de la « construction du socialisme dans un seul pays », est liée

dialectiquement à la théorie de la révolution permanente comme son contraire (même si c'est sous une forme grossière et approximative).

Les renégats de la IV^e Internationale dénaturent doublement la théorie de la révolution permanente : en la réduisant à un de ses aspects particulier qu'ils dénaturent : la « dynamique de la révolution coloniale ». Ils réduisent cette « dynamique de la révolution coloniale » à un processus objectif indépendant de l'existence et du combat de l'Internationale et de ses partis qui contraint toutes directions bureaucratiques ou petites bourgeoises à assumer « la transcendance de la révolution démocratique bourgeoise en révolution socialiste ». Mitonnée dans les marmites pablistes, la « théorie de la révolution permanente » acquiert des propriétés merveilleuses et totalement inattendues : quelques gouttes de cet élixir magique suffisent à tout résoudre, tout au moins dans les textes pablistes. Transformée en embrouillaminis incohérents, la « théorie de la révolution permanente » sert à justifier toutes les trahisons des renégats de la IV^e Internationale. Ainsi, ils parviennent à faire des tenants de la « théorie » de la « construction du socialisme dans un seul pays », des défenseurs sans précédents de la théorie de la révolution permanente.

Ce traitement infligé à la théorie de la révolution permanente a été possible parce qu'elle fut le plus souvent discutée sous l'angle des rapports entre les classes dans le cours des révolutions qui éclatent à l'ère de l'impérialisme dans les pays économiquement arriérés qui n'ont pas encore accompli de révolution démocratique bourgeoise. Mais ces rapports s'intègrent, sont des composantes d'un ensemble plus vaste que sont les rapports entre les classes à l'échelle mondiale. La théorie de la révolution permanente a son histoire qu'il est nécessaire de rappeler, ne serait-ce que brièvement car elle se recoupe entièrement avec celle du développement de la lutte des classes à l'échelle mondiale depuis 1848, et partant souligne son véritable contenu. Marx et Engels formulèrent les premiers éléments de la théorie de la révolution permanente en 1850. Marx écrivait :

« La position du parti ouvrier révolutionnaire vis-à-vis de la démocratie petite-bourgeoise est la suivante : il marche avec elle contre la fraction dont elle poursuit la chute; il s'oppose à elle toutes les fois qu'elle veut établir ses propres positions... »

... Tandis que les petits bourgeois démocratiques veulent amener la révolution à son terme au plus vite... notre intérêt, notre tâche est de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été écartées du pouvoir, que le pouvoir d'Etat ait été conquis par le prolétariat et que non seulement dans un pays, mais dans tous les pays qui dominent le monde, l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour faire cesser dans ces pays la concurrence des prolétaires et concentrer dans leurs mains du moins les forces productives décisives. Pour nous, il ne saurait être question de la transformation de la propriété privée mais de son anéantissement; il ne saurait être question de masquer les antagonismes de classes mais de supprimer les classes; non pas d'améliorer la société existante mais d'en fonder une nouvelle...

... Si les ouvriers allemands ne peuvent s'emparer du pouvoir et faire triompher leurs intérêts de classe sans passer par toute une évolution révolutionnaire d'une assez longue durée, ils ont, cette fois du moins, la certitude que le premier acte du drame révolutionnaire imminent coïncide avec le triomphe direct de leur propre classe en France et s'en trouve accéléré.

« Mais ils doivent contribuer eux-mêmes au maximum à leur victoire finale en prenant conscience de leurs intérêts de classe, en se posant aussitôt que possible en parti indépendant, sans se laisser détourner un seul instant, par les phrases hypocrites des petits bourgeois, de l'organisation autonome du parti du prolétariat. Leur cri de guerre doit être : « la révolution en permanence ». (Adresse du Comité central de la Ligue des communistes, mars 1850).

Au même moment, Engels écrivait :

« La campagne pour la constitution du Reich échoua à cause de ses propres insuffisances et de sa misère intérieure. Depuis la défaite de juin 1848, la question qui se pose à la partie civilisée du continent européen est la suivante : ou bien la domination du prolétariat révolutionnaire ou bien la domination des classes qui régnaient avant février. Un moyen terme n'est plus possible. En Allemagne surtout la bourgeoisie s'est montrée incapable de régner, elle ne put maintenir sa domination sur le peuple qu'en l'abandonnant à la noblesse et à la bureaucratie. Alliée à l'idéologie allemande, la petite bourgeoisie tenta avec la constitution du Reich une conciliation impossible qui devait retarder le combat décisif. La tentative ne pouvait qu'échouer : ceux qui prenaient au sérieux le mouvement ne prenaient pas au sérieux la constitution et ceux qui prenaient au sérieux la constitution ne prenaient pas au sérieux le mouvement.

Mais les résultats de la campagne pour la Constitution du Reich n'en furent pas moins importants. Avant tout, cette campagne a simplifié la situation . Elle a supprimé une série infinie de tentatives de compromis : maintenant qu'elle est perdue, la victoire ne peut aller qu'à la monarchie féodale démocratique un peu constitutionnalisée ou à la véritable révolution. Et la révolution ne peut se terminer en Allemagne qu'avec la domination totale du prolétariat ». (La Révolution démocratique bourgeoise en Allemagne, page 198).

Ces lignes furent écrites comme premiers et fondamentaux enseignements de la vague révolutionnaire qui déferla sur l'Europe en 1848. Jusqu'alors les révolutions qui s'étaient produites avaient toutes été dominées par la bourgeoisie ou l'une de ses couches et faites à leur profit. Alors même que le prolétariat naissant s'engageait sans mesurer ses sacrifices dans le combat, qu'il était la force de frappe de la révolution, il demeurait sous le contrôle politique de la bourgeoisie ou de l'une de ses couches et agissait pour leur compte. En 1830, Charles X était renversé. Louis-Philippe prit le pouvoir au compte de la bourgeoisie bancaire. La révolution de 1830 devait tout au prolétariat parisien. La bourgeoisie acquitta ses dettes en faisant tirer à mitraille en 1831 sur les canuts lyonnais. Mais le prolétariat se renforçait comme classe. Il acquit une conscience de classe au moins élémentaire, non seulement en Angleterre et en France, mais là où la bourgeoisie et lui-même étaient encore relativement faibles.

« En 1844 éclatèrent les émeutes des tisserands silésiens que suivit l'insurrection des imprimeurs d'indienne de Prague. Ces soulèvements, réprimés dans le sang, soulèvements d'ouvriers qui étaient dirigés non contre le

gouvernement mais contre leurs patrons, produisirent une profonde impression et donnèrent une nouvelle impulsion à la propagande socialiste et communiste parmi les ouvriers. Il en fut de même des émeutes pour le pain en l'an de famine 1847 », nous dit Engels (La Révolution démocratique bourgeoise en Allemagne, page 220).

Ainsi, dans les pays où la victoire de la Sainte-Alliance et le congrès de Vienne, en 1814-1815, dressèrent le barrage de la réaction aristocratique, des vieilles dynasties royales et princières, de leurs armées, de leur bureaucratie, soutenues par le gendarme de la contre-révolution en Europe, le tsarisme et ses cosaques, contre la solution des tâches démocratiques bourgeoises (indépendance et unité nationales, destruction des vestiges de la féodalité, du pouvoir politique de l'aristocratie terrienne, réforme agraire, abolition des droits seigneuriaux, exercice du pouvoir par une couche de la bourgeoisie ou ses représentants, assemblée nationale et parlementaire plus ou moins développée, constitution, droits politiques bourgeois), le prolétariat s'affirmait comme classe.

« Il ne fallait certes pas attendre des ouvriers qu'ils aient une notion particulièrement nette de leurs buts; ils savaient seulement que le programme de la constitution bourgeoise ne contenait pas tout ce qui leur était nécessaire et qu'il n'était nullement tenu compte de leurs besoins dans les projets de Constitution » (idem page 220).

Déjà altéré depuis 1830. l'ordre social et politique consacré par le congrès de Vienne, ruiné, malgré les entraves, par le développement du mode de production capitaliste, vacillait en 1848, sous le choc, d'un mouvement révolutionnaire qui embrasait la France, l'Italie, l'Autriche, la Hongrie, l'Allemagne du Nord. En écho à la révolution de février en France, la révolution s'étendait en Italie contre la domination autrichienne, le 13 mars la révolution à Vienne renversait Metternich, le 18 mars la révolution éclatait à Berlin et contraignait le roi de Prusse à reculer, une assemblée nationale allemande fut élue qui se réunit à Francfort. Pour la première fois à l'échelle de l'Europe, la révolution prolétarienne se combinait à la révolution démocratique bourgeoise.

« La bourgeoisie engendre le prolétariat, dans la mesure même où elle développe son industrie, son commerce, ses moyens de communications. Et à un certain moment - qui n'est pas nécessairement le même partout et ne doit pas absolument arriver au même degré de développement - elle commence à s'apercevoir que son double le prolétariat la dépasse à vive allure. A partir de ce moment, elle perd la force de maintenir exclusivement sa force politique : elle cherche des alliés avec lesquels elle partage son pouvoir ou auxquels elle le cède complètement selon les circonstances.

En Allemagne, ce tournant a été atteint par la bourgeoisie dès 1848. Et à ce moment-là, la bourgeoisie allemande a pris peur, bien plus du prolétariat français que du prolétariat allemand. Les combats de juin 48 à Paris lui montrèrent ce qui l'attendait. Le prolétariat allemand était juste assez agité pour lui prouver qu'ici aussi, la semence était jetée pour la même récolte et, à partir de ce jour, la pointe de l'action politique de la bourgeoisie fut émoussée. Elle chercha des alliés, se vendit à eux à tout prix - et aujourd'hui elle n'a pas avancé d'un pas » (Engels, préface à La Révolution démocratique bourgeoise en Allemagne, page 15).

L'écrasement du prolétariat français en juin 48 fut le point de départ de la contre-offensive de la contre-révolution européenne. La révolution prolétarienne défaite, la révolution démocratique bourgeoise ne put s'accomplir.

1848 marque un tournant historique : le prolétariat s'avance sur le devant de la scène et combat sous son drapeau, pour lui-même, tandis que la bourgeoisie, qui est loin d'avoir réalisé ses tâches politiques à l'échelle des plus grands pays européens, le reconnaît comme son principal ennemi.

De l'analyse des rapports sociaux et des rapports politiques entre les classes, à l'échelle de l'Europe, mise en valeur par l'affrontement de la révolution et de la contre-révolution, Marx et Engels extraient les premiers éléments de la théorie de la révolution permanente. Ils soulignent le rapport international : « la bourgeoisie allemande a pris peur, bien plus du prolétariat français que du prolétariat allemand ». Le prolétariat allemand jouait un rôle démesuré, si l'on se réfère à ses seules forces. Mais il le jouait comme fraction du prolétariat international, en relation avec le prolétariat des pays alors beaucoup plus développés, la France et l'Angleterre. Marx et Engels appelaient le prolétariat allemand à se constituer en parti indépendant, à prendre pour cri de guerre la révolution en permanence; car « la révolution en Allemagne ne peut se terminer qu'avec la domination totale du prolétariat » dit Engels, jusqu'à ce que « le pouvoir d'Etat ait été conquis par le prolétariat et que non seulement dans un pays, mais dans tous les pays qui dominent le monde, l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour faire cesser dans ces pays la concurrence des prolétaires et concentrer, dans leurs mains du moins, les forces productives décisives » dit Marx; parce que tous deux estimaient que la révolution de 1848 en France ouvrait la période de la révolution prolétarienne internationale, « les ouvriers allemands ont la certitude que le premier acte du drame révolutionnaire imminent coïncide avec le triomphe direct de leur propre classe en France et s'en trouve accéléré ».

Marx et Engels se trompaient lorsqu'ils estimaient que 1848 ouvrait la période de la révolution prolétarienne internationale. La crise économique, sociale, politique de 1848 était une crise de croissance du mode de production capitaliste. Ils rectifièrent, et l'analyse de leur erreur ne fut pas étrangère à la « petite » phrase de Marx dans la préface à la « Contribution à la critique de l'économie politique », que le désinvolte Janus-Germain-Mandel fait sauter. Il reste qu'en 1848, l'affrontement entre les classes à l'échelle internationale dégagait certains rapports politiques entre les classes qui devaient se retrouver à l'échelle mondiale lorsque s'ouvrit le stade suprême du capitalisme, l'impérialisme, la période des guerres et des révolutions, l'ère de la révolution prolétarienne. Ce fut une des marques du génie de Marx et d'Engels et de la supériorité de leur méthode, le matérialisme dialectique, de les dégager. Mais ils ne pouvaient aller au-delà. Le marxisme est une méthode d'analyse où forme, contenu, méthode sont inséparables, la spéculation lui est étrangère. La période qui suivit fut celle du développement intensif et extensif du capitalisme qui couvrit la terre entière, et celle également de l'organisation du prolétariat, de la formation de ses partis et syndicats. Mais déjà telle qu'elle fut formulée par Marx et Engels, la théorie de la révolution permanente est totalement étrangère à l'infâme bouillie éclectique que les renégats de la IV^e Internationale appellent du même nom.

Trotsky développe la théorie de la révolution permanente

Il fallut attendre 1905 pour que resurgisse la théorie de la révolution permanente que Trotsky reformula dès cette époque. Plutôt que d'interpréter, le mieux est d'avoir recours à de larges extraits de textes où Trotsky formule la théorie de la révolution permanente.

« On ne peut pas parler de la grosse bourgeoisie comme d'une force révolutionnaire : tout le monde est d'accord là-dessus. Les industriels lyonnais, par exemple, jouèrent un rôle contre-révolutionnaire même pendant la grande Révolution Française qui fut une révolution nationale au sens le plus large du terme. Mais on nous parle de la bourgeoisie moyenne et surtout de la petite bourgeoisie comme de la force dirigeante de la révolution. Que représente cette petite bourgeoisie ?

Les jacobins s'appuyèrent sur la démocratie des villes, sortie des corps de métiers. Les petits artisans, les patrons, les compagnons et les citoyens qui étaient intimement liés à eux, composèrent l'armée des sans-culottes révolutionnaires qui forma la base des Montagnards. C'est précisément cette masse compacte de la population des villes, formée à la dure et longue école des corporations et des métiers, qui eut à porter tout le poids du bouleversement révolutionnaire.

La création de conditions « normales » d'exploitation capitaliste fut le résultat objectif de la révolution. Mais le mécanisme social du développement historique fut tel que ce fut la populace, la démocratie de la rue, les sans-culottes, qui créèrent les conditions de la domination de la bourgeoisie. Leur dictature terroriste dégagna la société bourgeoise des décombres; ensuite, la bourgeoisie parvint à exercer sa domination après avoir renversé la dictature de la démocratie petite-bourgeoise.

Ce n'est pas la première fois, hélas ! que je demande : Quelle serait chez nous cette classe sociale qui aurait à faire la courte échelle à la démocratie bourgeoise révolutionnaire, qui appellerait au pouvoir et lui assurerait la possibilité d'accomplir une œuvre grandiose, tout en ayant le prolétariat comme opposition ? C'est la question fondamentale, et je la pose de nouveau aux menchéviks.

Il est vrai que nous avons des masses énormes de paysans révolutionnaires. Mais les camarades de la minorité savent aussi bien que moi que la paysannerie, si révolutionnaire soit-elle, est incapable de jouer un rôle politique indépendant et encore moins un rôle dirigeant. La paysannerie peut sans doute devenir une force énorme au service de la révolution; mais il est indigne d'un marxiste de croire qu'un parti paysan puisse se mettre à la tête d'une révolution bourgeoise et libérer les forces productives nationales de chaînes archaïques. La ville possède l'hégémonie dans la société contemporaine, et il n'y a que la ville qui soit capable d'exercer cette hégémonie dans la révolution bourgeoise. Mais où est chez nous la démocratie des villes capable de se mettre à la tête de toute la nation ? Le camarade Martinov, la loupe à la main, l'a souvent cherchée sans grand succès. Il a trouvé des instituteurs à Saratov, des avocats à Petersbourg et des statisticiens à Moscou. Comme tous ses amis, il n'a pas voulu s'apercevoir que dans la révolution russe le prolétariat s'est emparé du terrain même qui servit de base à la démocratie semi-prolétarienne des artisans et des sans-culottes à la fin du XVIII^e siècle. J'attire votre attention, camarades, sur ce fait capital.

Notre grande industrie n'est pas sortie naturellement de l'artisanat et des métiers. L'histoire économique de nos villes ignore la période des corporations. L'industrie capitaliste a surgi chez nous sous l'influence directe et immédiate du capital européen. Elle s'est emparée, en somme des terres vierges et primitives sans rencontrer aucune résistance de la part des artisans. Le capital étranger a afflué chez nous par le canal des emprunts d'Etat, et par les voies de l'initiative privée. Il a rassemblé autour de lui l'armée du prolétariat industriel sans laisser à l'artisanat le temps de naître et de se développer. Résultat de cet état de choses : au moment de la révolution bourgeoise, un prolétariat d'un type social très élevé se trouve être la force principale dans les villes. C'est un fait indiscutable qu'il faut mettre à la base de nos conclusions tactiques révolutionnaires.

Si les camarades de la minorité (les menchéviks) croient en la victoire de la révolution ou si, du moins, ils reconnaissent la possibilité d'une telle victoire, ils ne peuvent pas contester le fait qu'en dehors du prolétariat, il n'y a pas de prétendant historique au pouvoir révolutionnaire. De même que la démocratie petite-bourgeoise des villes se mit à la tête de la nation révolutionnaire pendant la grande Révolution française, le prolétariat, cette seule démocratie révolutionnaire de nos villes, doit trouver un appui dans les masses paysannes et monter au pouvoir, si la révolution est au seuil de la victoire.

Un gouvernement qui s'appuie directement sur le prolétariat et, par son intermédiaire, sur la paysannerie révolutionnaire, ne signifie pas encore une dictature socialiste. Je ne parle pas en ce moment des perspectives ultérieures du gouvernement prolétarien. Peut-être le prolétariat est-il destiné à tomber, comme tomba la démocratie jacobine pour céder la place à la domination de la bourgeoisie ? Je veux établir ceci : si, conformément au pronostic de Plekhanov, le mouvement révolutionnaire a triomphé chez nous comme mouvement ouvrier, la victoire de la révolution est seulement concevable chez nous comme victoire révolutionnaire du prolétariat, sinon, elle n'est pas possible.

J'insiste énergiquement sur cette conclusion. Si l'on estime que les contradictions sociales entre le prolétariat et les masses paysannes l'empêcheront de se mettre à leur tête et que, seul, il n'est pas assez fort pour arracher la victoire, on arrive nécessairement à la conclusion que notre révolution est condamnée à ne pas être victorieuse. Dans ces conditions, la fin naturelle de la révolution serait un accord entre l'ancien régime et la bourgeoisie libérale. C'est une issue dont on ne peut nier la possibilité. Il est clair, cependant, qu'elle implique la défaite de la révolution, défaite causée par la faiblesse intérieure de celle-ci.

Toute l'analyse des menchéviks, et avant tout leur estimation du prolétariat et de ses rapports éventuels avec la paysannerie, les pousse en somme inévitablement sur le chemin du pessimisme révolutionnaire.

Mais ils se détournent obstinément de ce chemin et font de l'optimisme révolutionnaire... au profit de la démocratie bourgeoise. De là leur attitude envers les cadets. Pour les menchéviks les cadets sont le symbole de

la démocratie bourgeoise qui à son tour, est le prétendant naturel au pouvoir révolutionnaire ». (« De la révolution », « La Révolution permanente », pages 321-22-23 - extraits du discours de Trotsky au congrès de Londres (1907) qui réunissait bolcheviks et mencheviks).

- Trotsky ne sous-estime pas le rôle révolutionnaire de la paysannerie. Il nie qu'elle puisse jouer jusqu'au bout un rôle révolutionnaire indépendamment de la direction d'une classe sociale de la ville, prolétariat ou bourgeoisie.
- Trotsky affirme la nécessité d'un programme démocratique bourgeois défendu par la classe ouvrière, là où la révolution démocratique bourgeoise n'a pas été accomplie.
- Il souligne, non l'identité, mais l'unité du développement des relations sociales et politiques entre la Russie et le reste du monde sous l'impact du développement mondial concret du mode de production capitaliste et comme une composante de ce développement.

Mais il précise dans « Bilan et Perspectives » les tâches du prolétariat au pouvoir :

« Le prolétariat au pouvoir ne pourra que recourir aux mesures les plus énergiques pour résoudre le problème du chômage car il est évident que les représentants des ouvriers au gouvernement ne pourront répondre aux revendications des chômeurs en arguant du caractère bourgeois de la révolution.

Mais si le gouvernement entreprend de soutenir les chômeurs – et peu importe ici de quelle manière - cela signifie une modification immédiate et substantielle du rapport des forces économiques en faveur du prolétariat. Les capitalistes qui, pour opprimer les ouvriers, s'appuient toujours sur une armée de réserve de travailleurs, se sentiraient réduits à l'impuissance économique au moment même où le gouvernement révolutionnaire les réduirait à l'impuissance politique.

En entreprenant de soutenir les chômeurs, le gouvernement entreprendra par là même de soutenir les grévistes. S'il manque à ce devoir, il minera immédiatement et irrévocablement sa propre existence.

Il ne restera plus alors aux capitalistes d'autre recours que le lock-out, c'est-à-dire la fermeture des usines. Il est tout à fait clair que les employeurs peuvent résister beaucoup plus longtemps à l'arrêt de la production; il n'y a donc, pour un gouvernement ouvrier, qu'une seule réponse à un lock-out général : l'expropriation des usines et l'introduction, au moins dans les plus grandes, de la production étatique ou communale.

Des problèmes analogues se poseront dans l'agriculture, du seul fait de l'expropriation de la terre. Il est absolument impossible de concevoir qu'un gouvernement prolétarien, après avoir exproprié les propriétés où la production se fait sur une grande échelle, les divise en parcelles pour les mettre en vente et les faire exploiter par de petits producteurs. La seule voie, dans ce domaine, c'est l'organisation de la production coopérative, sous le contrôle des communes ou directement par l'Etat. Mais cette voie est celle qui conduit au socialisme.

Tout cela démontre sans ambiguïté qu'il serait impossible aux sociaux-démocrates d'entrer dans un gouvernement révolutionnaire en s'engageant à la fois, à l'égard des ouvriers, à ne pas abandonner le programme minimum, et, à l'égard des bourgeois, à ne pas le dépasser. Car un tel engagement bilatéral ne pourrait absolument pas être tenu. Du seul fait que les représentants du prolétariat entrent au gouvernement, non à titre d'otages impuissants, mais comme la force dirigeante, s'évanouit la frontière entre programme minimum et programme maximum, c'est-à-dire que le collectivisme est mis à l'ordre du jour. Jusqu'où ira le prolétariat dans cette voie ? Cela dépend du rapport des forces, mais nullement des intentions primitives du parti prolétarien.

C'est pourquoi on ne peut parler de je ne sais quelle forme spéciale de la dictature du prolétariat dans la révolution bourgeoise, d'une dictature « démocratique » du prolétariat - ou d'une dictature du prolétariat et de la paysannerie. La classe ouvrière ne pourrait préserver le caractère démocratique. Toute illusion à cet égard serait fatale. Elle compromettrait dès le début la social-démocratie.

Une fois que le prolétariat aura pris le pouvoir, il se battra pour ce pouvoir jusqu'au bout. Et s'il est vrai que, dans cette lutte pour maintenir et consolider ce pouvoir, il aura recours, surtout à la campagne, à l'arme de l'agitation et de l'organisation, il ne pourra manquer de recourir aussi à cette autre arme que constituera pour lui une politique collectiviste. Le collectivisme ne sera pas seulement la seule voie par laquelle le parti au pouvoir, dans la position qui sera la sienne, pourra avancer, mais aussi le moyen de défendre cette position avec l'appui du prolétariat » (« Bilan et Perspectives » dans le recueil : « 1905 », page 43 3-434).

Trotsky précise la relation entre la révolution russe et la lutte de classes mondiale, surtout en Europe. Après avoir évoqué l'ébranlement de toute l'Europe que serait la prise de pouvoir par le prolétariat russe, une Europe dont il synthétise la situation en ces termes :

« Dans les vieux pays capitalistes, il n'y a pas de revendications « nationales », c'est-à-dire de revendications de la société bourgeoise dans sa totalité, dont la bourgeoisie dirigeante puisse se faire le champion. Les gouvernements de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne et de l'Autriche sont incapables de conduire des guerres nationales. Les intérêts vitaux des masses, les intérêts des nationalités opprimées, ou la politique intérieure barbare d'un pays voisin ne sont plus susceptibles d'amener un seul gouvernement bourgeois à faire une guerre qui pourrait avoir un caractère libérateur, donc national. D'un autre côté, les intérêts des pillards capitalistes, qui conduisent de temps en temps tel ou tel gouvernement à entrechoquer ses éperons et à faire traîner son sabre à la face du monde, ne peuvent susciter aucune réponse dans les masses. C'est pourquoi la bourgeoisie ne peut ou ne veut ni proclamer, ni conduire de guerres nationales. Et ce à quoi aboutissent les guerres anti-nationales modernes, c'est ce que l'on a vu lors des deux dernières expériences récentes : en Afrique du Sud et en Extrême-Orient.

La défaite subie par les conservateurs impérialistes en Angleterre n'est pas, en dernière analyse, due aux leçons de la guerre des boers; une conséquence beaucoup plus importante et plus menaçante (pour la bourgeoisie) de la politique impérialiste, c'est l'auto-détermination politique du prolétariat britannique qui, maintenant qu'elle a

commencé, avancera avec des bottes de sept lieues. Quant aux conséquences de la guerre russo-japonaise pour le gouvernement de Petersbourg, elles sont suffisamment connues pour qu'il ne soit pas nécessaire de s'en occuper. Mais, indépendamment même de ces deux expériences, du moment où le prolétariat européen a commencé à se tenir debout par ses propres forces, les gouvernements européens ont toujours redouté de le mettre devant l'alternative de la guerre ou de la révolution. C'est précisément parce qu'ils craignent la révolte du prolétariat que les partis bourgeois sont obligés, au moment où ils votent des sommes monstrueuses pour les dépenses militaires, de faire des déclarations solennelles en faveur de la paix, de rêver de tribunaux internationaux d'arbitrage et même de l'organisation d'Etats-Unis d'Europe. Ces pitoyables déclarations ne peuvent, naturellement, abolir ni les antagonismes entre Etats ni les conflits armés.

La paix armée qui s'est instaurée en Europe après la guerre franco-prussienne était fondée sur un équilibre européen des puissances qui ne supposait pas seulement l'inviolabilité de la Turquie, le partage de la Pologne et la sauvegarde de l'Autriche, ce manteau d'arlequin ethnographique, mais aussi le maintien du despotisme russe, armé jusqu'aux dents, dans ses fonctions de gendarme de la réaction européenne. Mais la guerre russo-japonaise porta un coup sévère à ce système maintenu artificiellement, dans lequel l'autocratie occupait une position de premier plan. La Russie disparut pour un temps du prétendu concert des puissances. L'équilibre des puissances était détruit. D'autre part, les victoires japonaises excitaient les instincts agressifs de la bourgeoisie capitaliste, spécialement ceux des Bourses, qui jouent un très grand rôle dans la politique contemporaine. La possibilité d'une guerre sur le territoire européen s'est considérablement accrue. Des conflits mûrissent partout, et si, jusqu'à présent, ils ont pu être réglés par des moyens diplomatiques, il y a cependant aucune garantie que ces moyens puissent réussir longtemps. Mais aucune guerre européenne ne signifie inévitablement une révolution européenne.

Pendant la guerre russo-japonaise, le parti socialiste de France a déclaré que si le gouvernement français intervenait en faveur de l'autocratie, il appellerait le prolétariat à prendre les mesures les plus résolues, jusqu'à la révolte incluse.

En mars 1906, lorsque le conflit franco-allemand sur le Maroc fut arrivé à son point culminant, le bureau socialiste international résolut, dans l'éventualité d'une menace de guerre, de « déterminer les méthodes d'action les plus avantageuses pour tous les partis socialistes de l'Internationale et pour toute la classe ouvrière organisée, afin d'empêcher la guerre ou d'y mettre fin ». Ce n'était naturellement qu'une résolution. Il faut une guerre pour mettre à l'épreuve sa signification réelle, mais la bourgeoisie a toute raison d'éviter une telle épreuve. Cependant, malheureusement pour la bourgeoisie, la logique des rapports internationaux est plus forte que la logique de la diplomatie. »

Trotsky conclut « Bilan et Perspectives » :

« Laisée à ses propres ressources, la classe ouvrière russe sera inévitablement écrasée par la contre-révolution dès que la paysannerie se détournera d'elle. Elle n'aura pas d'autre possibilité que de lier le sort de son pouvoir politique et, par conséquent, le sort de toute la révolution russe, à celui de la révolution socialiste en Europe. Elle jettera dans la balance de la lutte des classes du monde capitaliste tout entier l'énorme poids politique et étatique que lui aura donné un concours momentané de circonstances dans la révolution bourgeoise russe. Tenant le pouvoir d'Etat entre leurs mains, les ouvriers russes, avec la contre-révolution derrière eux et la réaction européenne devant eux, lanceront à leurs camarades du monde entier le vieux cri de ralliement, qui sera cette fois un appel à la lutte finale : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ».

Trotsky écrivit ces textes en 1906-1909 ! Il s'agit vraiment d'une prévision des forces sociales, de leur mouvement, confirmée par la révolution de 1917.

De la « sous-estimation de la paysannerie » à la « construction du socialisme dans un seul pays »

Combien misérables apparaissent les élucubrations de Boukharine, Staline, et autres contre la théorie de la révolution permanente. Un premier argument fut avancé en 1923-1924 :

« Lénine montrait le danger d'appliquer en 1917 les mots d'ordre formulés par Trotsky en 1905. Il montrait que la paysannerie, n'ayant pas encore terminé la révolution agraire, notre révolution n'était pas entrée dans une phase où le mot d'ordre de dictature prolétarienne pouvait être considéré comme actuel. Le devoir était d'utiliser les forces révolutionnaires de la paysannerie pour préparer la voie à la révolution socialiste. Lénine appréciait dialectiquement la situation. Il constatait que les mots d'ordre bolchéviques de 1905 s'étaient en général révélés justes, mais il insistait aussi sur ce qu'il y avait « d'original » dans la situation nouvelle où la dictature révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie « se réalisait d'une façon tout à fait particulière », puisqu'elle coexistait avec un gouvernement bourgeois.

Faisant ressortir le caractère petit-bourgeois des soviets d'alors où la majorité se composait de paysans, Lénine recommanda de tourner les obstacles, de régler notre avance d'après les résultats d'un examen approfondi des phases transitoires. Au point de vue économique, Lénine appréciait, comme suit, la situation :

« La majorité des paysans peut-elle exiger et accomplir la nationalisation du sol ? Oui, est-ce déjà la révolution sociale ? Non, c'est encore la révolution bourgeoise, puisque la nationalisation du sol n'est pas compatible (il s'agit probablement d'une erreur typographique et il faut lire : n'est pas incompatible) avec le capitalisme, bien qu'elle soit un coup sensible porté à la propriété privée.

La majorité des paysans russes peut-elle se prononcer pour la fusion des banques et exiger qu'une succursale de la banque d'Etat soit établie dans chaque localité. Les partisans de la défense nationale pourraient l'approuver, cette mesure étant de nature à augmenter les ressources militaires de la Russie. Peut-on en arriver sans délai à la fusion des banques ? C'est parfaitement possible. Est-ce une mesure socialiste ? Non, ce n'est pas encore le socialisme. La majorité des paysans peut-elle se déclarer pour la nationalisation de l'industrie

sucrière, sous le contrôle des ouvriers et des paysans ainsi que pour la réduction du prix du sucre ? Oui. Cette mesure est-elle possible du point de vue économique ? Oui... »

Voyez comment Lénine traite la question. Il se demande sans cesse que dira le « paysan ». Ces citations nous montrent-elles les bolchévistes se plaçant sur le terrain de la « révolution permanente » ? Aucunement. Lénine discerne bien les diverses étapes de la révolution, établit une liaison entre la classe ouvrière et la masse paysanne. Il ne considère pas les paysans comme étant a priori les ennemis de la classe, mais comme des alliés possible, qui feraient de temps à autre des difficultés à la classe ouvrière, mais que celle-ci doit savoir guider de sorte qu'ils deviennent des combattants d'un appoint dans notre lutte pour l'économie socialiste. Lénine déclarait :

« Je ne dis pas : A bas le Tsar, vive le gouvernement ouvrier ! Je dis nous avons des soviets petits-bourgeois. Je ne dis pas le socialisme sur l'heure. Je dis : telle ou telle mesure présentent des avantages pour le paysan et portent en même temps un coup à la propriété privée. »

« Le lecteur appréciera cette façon géniale de passer d'une étape à une autre sans méconnaître les aspects particuliers d'une situation donnée, mais y trouvant toujours le facteur utile à l'action de la classe ouvrière ». (Sur la théorie de la « révolution permanente », Boukharine dans le recueil « Staline contre Trotsky », pages 106-107).

Le lecteur appréciera surtout l'art de Boukharine de le prendre pour un imbécile et d'esquiver les véritables problèmes. Ni la nationalisation de la terre, ni la formation d'une banque unique, ni des nationalisations, si étendues qu'elles soient, ne sont encore le « socialisme ». Abstraitement parlant, la nationalisation de la terre est réalisable par un Etat et un gouvernement bourgeois. Elle permet à l'Etat de s'approprier la rente foncière sans supprimer la circulation du capital et sa « rémunération » au taux de profit moyen. La banque unique et des nationalisations étendues peuvent être des mesures indispensables prises par un Etat et un gouvernement bourgeois afin de sauver le mode de production capitaliste dans son ensemble. Enfin, Trotsky affirma toujours l'impérieuse nécessité de réaliser les tâches démocratiques bourgeoises. Mais il insistait : la paysannerie ne peut les résoudre elle-même, appuyée sur elle seule peut y parvenir une classe sociale de la ville, bourgeoisie ou prolétariat. Des relations sociales et politiques entre les classes en Russie, intégrées aux relations sociales et politiques mondiales, il déduisait : c'est le prolétariat qui prendra la direction de la paysannerie. Et le prolétariat appuyé sur la paysannerie instaurera son propre pouvoir : la dictature du prolétariat. Du fait de la dictature du prolétariat le programme démocratique bourgeois est dépassé. Le prolétariat met à l'ordre du jour « le collectivisme ». Et « tenant le pouvoir entre leurs mains, les ouvriers russes, avec la contre-révolution derrière eux et la réaction européenne devant eux, lanceront à leurs camarades du monde entier le vieux cri de ralliement qui sera cette fois, un appel à la lutte finale - Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! ».

Boukharine escamote le problème clé : qui, appuyé sur la paysannerie, prit le pouvoir, quel gouvernement réalisa les tâches démocratiques bourgeoises, quelle fut la nature sociale du nouvel Etat, put-il se borner aux tâches démocratiques bourgeoises ? L'histoire répond pour lui : ce ne sont pas « les soviets petits-bourgeois », mais le prolétariat appuyé sur la paysannerie, guidé par le parti bolchévique, qui prit le pouvoir; l'action combinée du gouvernement ouvrier-paysan, sous la direction du parti bolchévique avec la participation des S.R. de gauche et des masses, détruisit le vieil appareil d'Etat, construisit l'Etat ouvrier, sur la base des soviets où le prolétariat dominait, et réalisa la dictature du prolétariat. La dictature du prolétariat dépassa les tâches démocratiques bourgeoises, et donna un contenu prolétarien aux mesures prises. Elle fut obligée d'exproprier le capital, de se saisir des principaux moyens de production et d'échange. Parce que l'Etat ouvrier s'appropriera les principaux moyens de production, le mode de production changea. La théorie de la révolution permanente était vérifiée par le cours de la Révolution Russe. En fait de sous-estimation du rôle de la paysannerie, la théorie de la Révolution Permanente met en valeur son rôle capital comme une des forces motrices de la révolution dans les pays n'ayant pas résolu les tâches qui étaient celles de la révolution démocratique bourgeoise aux périodes historiques précédentes. Hier, utilisant la puissance de la paysannerie, la bourgeoisie s'empara du pouvoir. Aujourd'hui si le prolétariat est politiquement en mesure de guider la paysannerie, et de s'appuyer sur elle, il peut et doit prendre le pouvoir dans les pays économiquement arriérés sinon, au bout, il y a la défaite de la révolution.

La mauvaise querelle cherchée à Trotsky et à la théorie de la Révolution Permanente avait néanmoins de « bonnes » raisons. Boukharine au nom de l'alliance des ouvriers et des paysans, entendait défendre le « nepman » et le koulak, il se dressait contre la poursuite de la lutte des classes à la campagne et à la ville après la victoire de la révolution. Il préparait sa théorie de la construction du socialisme « au pas de tortue », de « l'intégration des koulaks à la construction du socialisme », et il se préparait à pousser son cri de « paix » : « paysans, enrichissez-vous », ainsi qu'à la bataille qu'il mena contre la planification.

A sa façon il démontrait que la lutte des classes se poursuit après la révolution et vérifiait la théorie de la Révolution Permanente. Mais il préparait ainsi l'épouvantable drame que furent la planification, l'industrialisation, la collectivisation, sous la direction de Staline et de la bureaucratie du Kremlin. La réaction thermidorienne engagea une véritable guerre civile contre toute la paysannerie. Ce fut une partie du lourd tribut acquitté pour avoir combattu la théorie de la Révolution Permanente qui prévoyait, entre autres, l'inévitabilité d'une différenciation sociale à la campagne après la révolution. Actuellement encore, l'agriculture de l'U.R.S.S. ne s'en est pas encore relevée. Elle ne pourra pas s'en relever tant que le prolétariat ne se sera pas ressaisi du pouvoir politique. Une fois encore, la solution des problèmes de l'agriculture, des rapports sociaux et politiques à la campagne dépend du prolétariat qui seul pourra résoudre l'ensemble des problèmes de la planification et nouer de nouveaux rapports entre la paysannerie kolkhozienne et la classe ouvrière.

Les absurdités théoriques ont toujours des raisons politiques très précises.

L'accusation, en 1923-1924, contre Trotsky et la théorie de la révolution permanente préparait :

- la réaction thermidorienne;
- la soumission aux Koulaks et aux Nepmans au nom de l'unité ouvrière et paysanne;
- l'abdication de l'indépendance de classe du prolétariat et de la paysannerie chinoise, leur soumission au Kuomintang, à Tchang Kaï-tchek au cours de la révolution chinoise de 1925-1927 au nom du bloc des quatre classes.

Au milieu de toute une série de considérations éclectiques, les thèses adoptées par l'Internationale Communiste sous l'inspiration de Staline exprimaient la véritable politique dictée au P.C.C. par Staline :

« La nécessité absolue d'assurer son influence sur les paysans détermine également l'attitude du parti communiste à l'égard du Kuomintang et du gouvernement de Canton. L'appareil du gouvernement national révolutionnaire est un moyen très efficace d'atteindre la paysannerie. Le parti communiste doit l'utiliser ».

« Il faut créer dans les provinces nouvellement libérées un appareil d'Etat sur le modèle du gouvernement de Canton. Les communistes et leurs alliés révolutionnaires ont pour tâche de pénétrer l'appareil du nouveau gouvernement en vue de réaliser pratiquement le programme agraire de la révolution nationale. On profitera de l'appareil d'Etat pour confisquer les terres, réduire les impôts, donner aux comités de paysans un véritable pouvoir tout en réalisant progressivement des réformes sur la base d'un programme révolutionnaire ».
(Correspondance Internationale, 21 février 1927).

En ce même mois de février 1927, le « gouvernement de Canton » et son armée, dans lesquels, selon l'I.C., auraient dû entrer les communistes, s'approchaient de Shanghaï. Ils s'arrêteront afin de laisser écraser par un seigneur de la guerre une première insurrection ouvrière dirigée par les communistes. Une nouvelle insurrection, le 21 mars, ouvrait la ville à Tchang Kaï-tchek. Le 12 avril, il saignait les communistes et les syndicats de Shanghaï. Il les sortait à la manière du Kuomintang, en les enterrant vivant, en les jetant dans les chaudières de locomotives, en les fusillant par milliers. La deuxième révolution chinoise se terminait par un bain de sang pour les ouvriers et paysans chinois, que l'insurrection de Canton en décembre (11-14 décembre 1927), déclenchée (sur ordre de Staline) totalement arbitrairement pour couvrir par un brusque tournant « gauche » toute la politique antérieure de capitulation de l'I.C. devant le Kuomintang, ne faisait que précipiter.

La virulente attaque contre la théorie de la révolution permanente prenait toute sa portée, sa signification fondamentale, avec la proclamation de la pseudo théorie de « la construction du socialisme dans un seul pays » qu'il était réservé à Staline de développer.

Staline explique dans « Questions du Léninisme » :

« Autrefois, l'on tenait pour impossible la victoire de la révolution dans un seul pays, car, croyait-on, pour vaincre la bourgeoisie, il faut l'action commune des prolétaires de la totalité des pays avancés, ou, tout au moins, de la majorité de ces pays. Maintenant, ce point de vue ne correspond plus à la réalité. Maintenant, il faut partir de la possibilité d'une telle victoire, car le développement des contradictions catastrophiques au sein de l'impérialisme, qui conduisent à des guerres inévitables, la croissance du mouvement révolutionnaire dans tous les pays du monde, tout cela conduit, non seulement à la possibilité, mais aussi à la nécessité de la victoire du prolétariat dans certains pays ».

Staline ergote :

« Cette thèse est parfaitement juste et se passe de commentaires. Elle est dirigée contre la théorie des social-démocrates, qui estiment que la prise du pouvoir par le prolétariat dans un seul pays, sans révolution victorieuse simultanée dans les autres -pays, est une utopie. »

Mais la brochure « Des Principes du Léninisme » contient encore une seconde formule. Il y est dit :

« Mais renverser le pouvoir de la bourgeoisie et instaurer le pouvoir du prolétariat dans un seul pays, ce n'est pas encore assurer la pleine victoire du socialisme - l'organisation de la production socialiste est encore une question d'avenir. Peut-on résoudre ce problème, peut-on obtenir la victoire définitive du socialisme dans un seul pays sans les efforts conjugués des prolétaires de plusieurs pays avancés ? Non, c'est impossible. Pour renverser la bourgeoisie, il suffit des efforts d'un seul pays - l'histoire de notre révolution l'atteste. Pour la victoire définitive du socialisme, pour l'organisation de la production socialiste, les efforts d'un seul pays, surtout d'un pays paysan comme la Russie, ne suffisent plus il faut pour cela les efforts des prolétaires de plusieurs pays avancés.

Cette deuxième formule était dirigée contre les affirmations des critiques du léninisme, contre les trotskystes, qui déclaraient que la dictature du prolétariat dans un seul pays, en l'absence de la victoire des autres pays, ne peut tenir contre l'Europe conservatrice.

C'est dans cette mesure - mais seulement dans cette mesure que cette formule était alors (avril 1924) suffisante, et elle a été, c'est sûr, d'une certaine utilité.

Mais par la suite, lorsque la critique du léninisme sur ce point eut été surmontée dans le Parti, et qu'une nouvelle question vint se poser à l'ordre du jour, celle de la possibilité de construire la société socialiste intégrale par les seules forces de notre pays, sans l'aide du dehors, la deuxième formule s'avéra nettement insuffisante, et, par suite, inexacte.

Quel est le défaut de cette formule ?

Son défaut, c'est qu'elle associe en une seule question deux questions différentes : celle de la possibilité de l'édification du socialisme par les forces d'un seul pays, ce à quoi l'on doit répondre par l'affirmative, et celle de savoir si un pays ayant la dictature du prolétariat peut se considérer comme pleinement garanti contre l'intervention et, par conséquent, contre la restauration de l'ancien ordre des choses, sans la victoire de la révolution dans une série d'autres pays, ce à quoi l'on doit répondre par la négative. Sans compter que cette formule peut faire penser que l'organisation de la société par les forces d'un seul pays est impossible, ce qui, naturellement, est faux.

Me basant là-dessus, j'ai modifié, rectifié cette formule dans ma brochure « La Révolution d'Octobre et la tactique des communistes russes » (décembre 1924), en décomposant cette question en deux : la question de la pleine garantie contre la restauration de l'ordre bourgeois et la question de la possibilité de l'édification de la société socialiste intégrale dans un seul pays. J'y suis arrivé, premièrement, en traitant la « pleine victoire du

socialisme » comme « pleine garantie contre la restauration de l'ancien ordre des choses », garantie possible seulement avec « les efforts conjugués des prolétaires de plusieurs pays », et, deuxièmement, en proclamant cette vérité indiscutable, exprimée dans la brochure de Lénine : « De la Coopération », que nous avons tout ce qui est nécessaire pour construire la société socialiste intégrale ». (Questions du Léninisme dans le recueil « Staline contre Trotsky », pages 275 et 276.)

Nous sommes ici au cœur de la question. Staline, au nom des intérêts très pratiques et conservateurs de la bureaucratie du Kremlin, développe une théorie totalement mécanique. Si le socialisme peut se construire dans un seul pays, cela signifie que le capitalisme n'a pas développé comme une unité organique l'économie mondiale, mais une série d'économies parallèles, qui ont certains rapports entre eux (mal définis d'ailleurs). Il y a des pays plus ou moins développés qui doivent nécessairement passer par les différents stades, à une allure plus ou moins grande, où sont passés les autres pays capitalistes avec, en plus, la lutte anti-impérialiste, puisque nous sommes au stade de l'impérialisme - ce qui accentue le caractère national, le bloc entre les classes nationales de la révolution démocratique bourgeoise.

Le rythme, la possibilité d'aboutir à la révolution prolétarienne et au socialisme dépendront de relations économiques, sociales et politiques purement intérieures dans chaque pays. L'U.R.S.S. disposant, quant à elle, en fonction de son espace, de ses richesses naturelles, des meilleures conditions, protégée qu'elle est par sa puissance propre et par les contradictions impérialistes, dont d'ailleurs on ne voit pas très bien l'origine, a, en vérité, seule, la possibilité d'y parvenir.

De glissement en glissement, la « théorie » de « la construction du socialisme dans un seul pays » opposée à la théorie de la révolution permanente aboutissait à la transformation de l'I.C. en simple instrument de la bureaucratie du Kremlin. Les différents partis communistes subordonnaient les intérêts du prolétariat à ceux de la bureaucratie du Kremlin. La lutte contre la théorie de la Révolution Permanente se concrétisait par la trahison de la 2e Révolution chinoise en 1925-27, la trahison de la grève générale anglaise de 1926 au nom de l'accord avec la direction des trade-unions anglais. Elle s'affirmait plus clairement encore dans le refus de lutter pour le Front Unique de classe en Allemagne de 1929 à 1933, qui aboutit à la capitulation sans combat devant Hitler du P.C.A., sur l'ordre de Moscou, couvert par l'I.C. Le contenu de la lutte contre la théorie de la Révolution Permanente se révéla pleinement dans la politique dite de Front populaire. Non plus, cette fois, au nom de la lutte anti-impérialiste et pour la solution des tâches démocratiques bourgeoises, mais afin de défendre la démocratie contre le fascisme, l'indépendance de classe du prolétariat est sacrifiée. Le prolétariat est directement soumis à la bourgeoisie. La politique de la « démocratie avancée » constitue le dernier mot de la lutte contre la théorie de la Révolution Permanente. Cette fois, c'est directement dans les pays capitalistes économiquement développés, que le prolétariat est invité à délaisser les méthodes de la lutte de classe et à utiliser les voies, les moyens de la démocratie bourgeoise, le parlementarisme en vue d'aboutir au... socialisme. La boucle se ferme ; à la théorie de la révolution permanente s'oppose la formule quarante-huitarde, radicale et radicale-socialiste : « la démocratie est une création permanente ».

Trotsky souligne que la « théorie » de « la construction du socialisme dans un seul pays » fut prônée, bien avant que Staline la reprenne, par les réformistes qui adoptaient les cadres nationaux bourgeois.

S'il est possible de construire « le socialisme dans un seul pays », cela veut dire que les cadres de l'économie et des rapports entre les classes sont ceux de la nation. Les rapports internationaux et mondiaux sont des rapports supplémentaires, secondaires. La « théorie » de la « construction du socialisme dans un seul pays » adopte comme cadre définitif de l'humanité le cadre national : un cadre qui fut indispensable au développement du mode de production capitaliste, qu'il forgea conjointement mais antagoniquement au marché mondial et à la division internationale du travail. Ce cadre étant celui « de la construction du socialisme », il s'agit obligatoirement et prioritairement de le défendre, contre toute atteinte, contre toute attaque, il s'agit de le renforcer. A l'unité de lutte du prolétariat se substitue une autre conception : l'unité des classes composant la nation contre tout ce qui peut la mettre en cause. La lutte des classes est subordonnée à la préservation, à la défense, et au renforcement de la nation. Au stade du capitalisme puissant, de l'impérialisme, la conception de la « construction du socialisme dans un seul pays » aboutit inéluctablement au « social-impérialisme ».

En réalité, la « théorie » de « la construction du socialisme dans un seul pays », le « socialisme national », exprima l'adaptation de chaque parti social-démocrate à sa bourgeoisie nationale. Les intérêts du prolétariat sont finalement subordonnés à ceux du capital dont l'Etat national est le cadre.

Staline, en reprenant la « théorie » de « la construction du socialisme dans un seul pays », signifiait que la bureaucratie du Kremlin prenait conscience de ses intérêts particuliers, et que ceux-ci dépendaient du maintien des Etats nationaux, celui de l'U.R.S.S., mais aussi des Etats nationaux bourgeois. Ainsi s'affirmait la nature petite-bourgeoise de la bureaucratie du Kremlin et son besoin du maintien de l'équilibre mondial entre les classes, son rôle de défenseur de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale. Le processus d'adaptation des P.C. à la théorie du socialisme national est différent de celui qui amena les partis social-démocrates à l'adopter. La subordination de l'I.C. et des P.C. à la bureaucratie du Kremlin par la sélection d'un appareil sous le contrôle direct du Kremlin est à l'origine de cette dégénérescence. Il reste qu'au nom des intérêts de la caste parasitaire, ils subordonnent les intérêts du prolétariat de chacun de leurs pays à la bourgeoisie, et du prolétariat mondial à la survie de l'impérialisme. Tel est le sens de la lutte contre la théorie de la révolution permanente, au nom de « la construction du socialisme dans un seul pays ». Son application concrète c'est la coexistence pacifique.

En reprenant à leur compte la « théorie » de « la construction du socialisme dans un seul pays », la bureaucratie chinoise comme la petite bourgeoisie radicale au pouvoir à Cuba démontrent que, dans la lutte des classes mondiale, elles se rangent contre le prolétariat, au côté de l'impérialisme, pour défendre leurs intérêts spécifiques contre les prolétariats de leurs pays, tout en étant en conflit avec l'impérialisme. Elles tentent d'utiliser des moyens de pressions contre lui, mais toujours en rusant et trichant avec la lutte de classe et au prix de catastrophes terribles pour le prolétariat : la tragique répression en Indonésie, la lamentable faillite du « foquisme » en Amérique Latine en sont de sanglants exemples. Les pablistes se cataloguent eux-mêmes comme des adversaires de la théorie de la révolution permanente en transformant ces tenants de « la construction du socialisme dans un seul pays » en hérauts de la théorie qu'ils combattent.

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, et la révolution permanente

Esquissée par Marx et Engels en 1850, développée par Trotsky en 1905, la théorie de la révolution permanente restait encore inachevée. Il lui fallait s'appuyer sur une analyse du stade de développement du mode de production capitaliste que constitue l'impérialisme, sur l'expérience analysée scientifiquement de la première phase de l'ère des guerres et des révolutions, y compris du stalinisme. Bien qu'il n'en ait jamais traité directement, bien qu'avant la révolution russe de 1917 Lénine en soit resté à la formule « dictature démocratique des ouvriers et des paysans », qui, ainsi que l'explique Trotsky, « laissait entrouverte la question du mécanisme politique de l'alliance des ouvriers et des paysans (et) restait... une formule algébrique qui permettait, dans l'avenir, des interprétations politiques très différentes », et qu'il ne l'ait abandonnée ouvertement qu'en avril 1917 pour lancer le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets », son analyse de l'impérialisme stade suprême du capitalisme, donne à la théorie de la Révolution Permanente son fondement. La solution des tâches démocratiques bourgeoises dépend du prolétariat dans les pays économiquement arriérés, parce que l'impérialisme est le stade du capitalisme pourrissant et que la bourgeoisie est désormais incapable de développer les forces productives. Le prolétariat peut et doit prendre le pouvoir dans les pays économiquement arriérés en s'appuyant sur la paysannerie, parce qu'il agit comme fraction du prolétariat mondial à l'heure où s'ouvre l'ère de la révolution prolétarienne mondiale.

La Russie était un pays économiquement arriéré, la bourgeoisie était incapable de réaliser la révolution démocratique bourgeoise par peur du prolétariat. Elle était plus ou moins liée aux vieilles classes dominantes. L'appareil d'Etat tsariste l'abritait des luttes de classe du prolétariat. En cela, la comparaison peut être faite avec la révolution de 1848 en Allemagne du Nord, en Autriche-Hongrie, en Italie. Dans ces pays dès 1848, les relations entre les classes étaient telles que la bourgeoisie comme classe fut incapable d'accomplir la révolution démocratique bourgeoise à la façon dont elle fut accomplie en France. Et nous avons vu quelles conclusions en tirèrent Marx et Engels. Néanmoins, l'unité de l'Allemagne du Nord et de l'Italie, des réformes bourgeoises profondes furent réalisées ; la bourgeoisie acquit une position dominante, sans qu'en Allemagne l'appareil d'Etat des hobereaux et de la bureaucratie prussienne soit renversé, en utilisant les contradictions européennes et la Maison de Savoie en Italie. Le mouvement ouvrier se développa, conquit aussi bien en Allemagne qu'en Autriche, qu'en Italie, droits, garanties, libertés, et, surtout en Allemagne avec la social-démocratie et les syndicats, d'importantes réformes.

« L'étrange destinée de la Prusse voulut qu'elle achevât vers la fin du siècle, sous la forme agréable du bonapartisme, sa révolution démocratique bourgeoise qu'elle avait commencée en 1808-1813, et continuée quelque peu en 1848. Et si tout va bien, si tout le monde reste bien tranquille, et si nous devenons tous assez vieux, nous pourrions peut être voir, en 1900, que le gouvernement de Prusse a vraiment supprimé toutes les institutions féodales, que la Prusse en est arrivée enfin au point où en était la France en 1792.

« La suppression du féodalisme, si nous voulons nous exprimer positivement, signifie l'instauration du régime bourgeois. Au fur et à mesure que les privilèges aristocratiques tombent, la législation devient bourgeoise. Et ici, nous nous trouvons au cœur même des rapports de la bourgeoisie allemande avec le gouvernement », écrit Engels (préface à la Révolution démocratique bourgeoise en Allemagne, page 20).

Les tâches démocratiques bourgeoises furent en grande partie réalisées par l'Etat des hobereaux et de la bureaucratie prussienne, tandis que le prolétariat conquérait de puissantes positions de classe. La réalisation des tâches démocratiques bourgeoises par l'Etat des hobereaux et de la bureaucratie prussienne donnera à l'impérialisme allemand des aspects très particuliers. Engels écrivait en 1872 :

« En réalité, en Allemagne aussi, l'Etat tel qu'il existe est le produit nécessaire de l'infrastructure sociale. En Prusse - la Prusse fait aujourd'hui autorité - il existe, à côté d'une noblesse terrienne toujours puissante, une bourgeoisie relativement jeune et surtout très couarde qui jusqu'ici n'a conquis ni le pouvoir politique direct comme en France, ni le pouvoir politique plus ou moins indirect comme en Angleterre. Mais à côté de ces deux classes, il y a un prolétariat intellectuellement très développé et qui s'accroît rapidement et s'organise davantage de jour en jour. Nous trouvons donc ici, à côté de la condition fondamentale de l'ancienne monarchie absolue : l'équilibre entre la noblesse foncière et la bourgeoisie, la condition fondamentale du bonapartisme moderne : l'équilibre entre la bourgeoisie et le prolétariat. » (La Question du logement.)

La bureaucratie prussienne et la caste militaire liées aux hobereaux jouiront d'une grande autonomie étant donné ce type de bonapartisme très particulier qui se maintiendra jusqu'à la révolution allemande de 1918. Néanmoins, la bourgeoisie allemande acquit une position dominante, que la formation du capital financier accentua par l'interpénétration de l'aristocratie terrienne, de la caste bureaucratique et militaire et des magnats du capital financier. La réalisation des tâches démocratiques bourgeoises par l'Etat de la bureaucratie prussienne et des hobereaux, le rôle finalement déterminant de la bourgeoisie, malgré sa couardise, et singulièrement du capital financier sont des phénomènes qui ne s'expliquent qu'en relation avec la période de développement capitaliste qui s'étend de 1840 à 1900. La croissance prodigieuse du capitalisme allemand, qui rattrapa et dépassa les capitalismes français et anglais, qui connut des rythmes de développement et de concentration, au cours de cette période, comparables seulement à ceux du capitalisme américain, a renforcé automatiquement le poids et le rôle de la bourgeoisie allemande. L'Etat de la bureaucratie prussienne dut se mettre à son service, devint son agent historique.

Mais le capitalisme en Allemagne se développa comme une des composantes du mode de production capitaliste dans son ensemble qui, à l'échelle mondiale, connut, au cours de cette période, un développement intensif et extensif prodigieux. La bourgeoisie allemande imposa à l'Etat de la bureaucratie prussienne ses besoins, la réalisation des tâches démocratiques bourgeoises, finalement elle se l'assujettit par le truchement du capital financier, en raison de sa puissance croissante comme une des composantes de la bourgeoisie mondiale, qui dans son ensemble, n'avait pas encore épuisé son rôle progressiste, car elle développait à une allure sans précédent jusqu'alors les forces productives. Le prolétariat lui-même, si redouté qu'il soit par la bourgeoisie allemande, bénéficiait de la croissance des forces productives en s'organisant, se renforçant, en arrachant droits, libertés, garanties et de cette façon concourait également à la réalisation des tâches démocratiques bourgeoises. La révolution sociale n'était pas immédiatement à l'ordre du jour, quelle que soit l'âpreté de la lutte des classes. La révolution européenne de 1848, la Commune de Paris esquissèrent la grande œuvre de la révolution prolétarienne mondiale que commença le prolétariat russe en 1905.

La bourgeoisie russe, pour son malheur, connut sa période d'essor au stade du capitalisme pourrissant. Aux entraves historiques antérieures se sont conjugués les liens immédiats, directs, du capitalisme russe avec l'impérialisme, là où la crise de l'impérialisme se nouait : en Europe. Les guerres russo-japonaises se situent au commencement et comme prélude aux guerres entre impérialismes. La bourgeoisie russe, alors qu'un sursis était laissé aux capitalismes japonais et américain qui, en un premier temps, bénéficièrent de la crise de l'impérialisme centrée en Europe, était immédiatement impliquée, entraînée, dominée par la crise du système impérialiste. Elle fut incapable de développer les forces productives et de s'imposer à la manière de la bourgeoisie allemande. Il est vrai qu'entre 1890 et 1914 le mode de production capitaliste connut un grand essor à l'intérieur de l'empire tsariste, mais dans le cadre du développement capitaliste qui précéda la première guerre impérialiste mondiale où l'économie d'armement s'emparait de l'Europe, et qui débouchait sur la plus formidable entreprise de destruction de forces productives connue jusqu'alors, la première guerre impérialiste mondiale.

Dans ces conditions, seul, le prolétariat russe ouvrait aux classes exploitées une solution à leurs problèmes, la terre, la paix, les libertés démocratiques; seul, il était à même d'ouvrir la voie au développement des forces productives, par ses propres solutions, par son propre développement : c'est pourquoi il fut la force dirigeante de la révolution russe, même si celle-ci commençait sur des revendications démocratiques bourgeoises. Mais le prolétariat russe joua ce rôle comme fraction du prolétariat mondial qui a à son ordre du jour la révolution prolétarienne mondiale. L'histoire a démontré que la bourgeoisie surmontait tous les obstacles et finissait par s'imposer comme classe dominante tant que le mode de production capitaliste développait les forces productives. C'est pourquoi Marx et Engels ne purent qu'esquisser la théorie de la Révolution Permanente. Mais c'est aussi pourquoi, si géniale qu'elle fût en 1905 et 1917, la théorie de la Révolution Permanente élaborée par Trotsky restait bancal : l'analyse de l'impérialisme stade suprême du capitalisme, faite par Lénine, était indispensable à la théorie de la Révolution Permanente. Ayant, à partir de la première guerre impérialiste, mit ses comptes théoriques à jour quant au stade de développement du capitalisme, Lénine était alors tout préparé, pour « changer de chemise », à mettre au rancart la vieille formule « dictature démocratique des ouvriers et des paysans », adopter le mot d'ordre « tout le pouvoir aux Soviets », engager la lutte pour la dictature du prolétariat. La progression de Lénine se marque par ses études et publications théoriques au cours des quelques années qui précèdent octobre 1917: à « L'impérialisme stade suprême du capitalisme » succédaient les « thèses d'avril » et, à la veille d'Octobre, « L'Etat et la Révolution ». Lénine poursuivait des fins pratiques : il préparait et se préparait à la vague révolutionnaire qui naîtrait, selon lui, de la première guerre impérialiste. C'est sur cette base que Trotsky pourra écrire :

« La théorie de la Révolution Permanente (se pose) comme la question du caractère, des liens internes et des méthodes de la révolution internationale en général ».

D'ailleurs Trotsky considérait le programme de la IV^e Internationale, comme le « programme de la Révolution Permanente ».

« La IV^e Internationale n'élève pas de cloisons étanches entre les pays arriérés et les pays avancés, entre les révolutions démocratiques et socialistes. Elle les combine et les subordonne à la lutte mondiale des opprimés contre les oppresseurs. De même que la seule force révolutionnaire de notre époque est le prolétariat international, de même le seul programme réel capable de liquider toute oppression sociale et nationale est le programme de la révolution permanente ». (La Guerre impérialiste et la Révolution prolétarienne, manifeste de la Conférence d'alarme de la IV^e Internationale - 26 mai 1940).

Qui détache la théorie de la Révolution Permanente de l'analyse léniniste de l'impérialisme stade suprême du capitalisme, qui estime que le (néo-) capitalisme développe les forces productives et joue à l'échelle mondiale un rôle progressiste, détruit la base de la théorie de la Révolution Permanente. Il la déchire en lambeaux, chacun d'entre-eux peut alors être utilisé pour couvrir une politique opposée à la théorie de la Révolution Permanente.

Les « théoriciens » du « néo-capitalisme », de la croissance tumultueuse des forces productives, sont en opposition radicale avec la théorie de la Révolution Permanente. Leurs « théories » impliquent que le mode de production capitaliste, l'effondrement ou le recul relatif de certains pays capitalistes permettront à des bourgeoisies nationales de constituer leur productives⁶, l'impérialisme n'est pas le stade suprême du capitalisme, du capitalisme pourrissant. Par suite le développement inégal du mode de production capitaliste, l'effondrement ou le recul relatif de certains pays capitalistes permettront à des bourgeoisies nationales de constituer leur propre marché, de développer, intégrée à l'économie mondiale et à la division internationale du travail, leur économie nationale comme une entité spécifique. Si une telle possibilité existait, l'histoire démontre qu'alors la bourgeoisie - de ces pays, par des voies politiques originales, parviendrait à résoudre, ou à faire résoudre les tâches de la révolution démocratique bourgeoise : réforme agraire, indépendance nationale, etc. Et sous l'étiquette trompeuse de la « Révolution Permanente », les renégats de la IV^e Internationale confient en pratique aux dictatures bonapartistes petites-bourgeoises, militaires et autres, le soin de réaliser pour les pays arriérés aujourd'hui ce que réalisa au siècle dernier l'Etat de la bureaucratie et des hobereaux prussiens pour l'Allemagne. Ils collent l'étiquette socialiste sur les tentatives de réaliser une sorte de capitalisme d'Etat des Ben Bella, Nasser, et autres, et l'affaire est faite. Leur éclectisme foncier leur permet en même temps de s'adapter à la « théorie » de « la construction du socialisme dans un seul pays ». Trotsky, Lénine, tous les marxistes ont démontré que si le prolétariat de quelque pays que ce soit s'emparait du pouvoir, il ne le conserverait qu'autant que la crise de l'impérialisme mondial ébranlerait celui-ci dans ses fondements, et, en dernière analyse qu'autant qu'à l'échelle internationale le prolétariat renverserait la bourgeoisie et s'emparerait des principales forces productives. Au cas où l'impérialisme ne serait pas le stade suprême du capitalisme, celui du capitalisme pourrissant, la prise du pouvoir par le prolétariat dans un pays économiquement arriéré ou avancé serait due à une conjonction nationale exceptionnelle, et le prolétariat ne garderait pas plus le pouvoir que ne le garda le prolétariat parisien en 1871. A moins que la lutte des classes mondiale et l'économie mondiale se divisent en secteurs n'ayant que des relations mineures entre eux.

Les « théoriciens » du « néo-capitalisme », de la « division du monde en secteurs », comme Staline, en pratique, accordent un avenir historique aux bourgeoisies des pays économiquement arriérés et fournissent une nouvelle mouture de la « théorie » de « la construction du socialisme dans un seul pays ». Et cela au nom de la révolution permanente, dont les agents seraient les petites bourgeoisies radicalisées et les bureaucraties parasitaires

⁶ Fragment de texte manquant dans l'original (N.R.)

La théorie de la révolution permanente et « l'objectivisme »

La dislocation de la théorie de la Révolution permanente et sa transformation en son contraire s'opèrent en ayant recours à « l'objectivisme », façon de procéder utilisée par Pablo dès 1951-1953. Pour camoufler sa capitulation devant la bureaucratie du Kremlin, il expliquait alors que les « forces objectives » contraindraient les appareils bureaucratiques des bureaucraties parasitaires à accomplir les tâches de la révolution prolétarienne au cours des « siècles de transition », en utilisant leurs voies et moyens propres. En réalité, il admettait comme inéluctable et nécessaire la bureaucratie du Kremlin. De révolution prolétarienne et de socialisme, il n'était plus question. Ses émules ne procèdent pas autrement, à l'égard de la petite bourgeoisie radicale et des bureaucrates parasitaires. L'objectivisme maquille la renonciation à la révolution prolétarienne et au socialisme. La puissance des « conditions objectives », dont on se demande bien ce qu'elles sont, serait si grande que le prolétariat défaillant, ses tâches seraient accomplies par d'autres classes ou couches sociales. Mais comme une classe ou une couche sociale ne peut combattre que pour ses intérêts de classe, il s'agit tout simplement d'un camouflage.

Avant 1917, la théorie de la Révolution Permanente était entachée d'un certain « objectivisme », encore que nullement comparable à celui des renégats à la IV^e Internationale. Trotsky laissait de côté la question du parti et de l'Internationale. Il pouvait apparaître que la théorie de la révolution permanente s'accordait à une conception spontanéiste de la lutte de classe du prolétariat. Mais les relations et contradictions entre les classes à l'échelle nationale et à l'échelle internationale qui forment le tissu constitutif de la théorie de la Révolution Permanente se nouent et se résolvent par la lutte et l'affrontement politiques.

Elles ne se développent pas mécaniquement. Leur cours et leur issue dépendent des moyens, des instruments, des formes d'organisation politique dont disposent les classes et couches sociales. Lénine utilisa longtemps la formule algébrique « dictature démocratique des ouvriers et des paysans » qui ne décidait pas laquelle des forces sociales alliées jouerait le rôle dirigeant au cours de la Révolution Russe. Mais plus et mieux que quiconque, il appréhenda ce qu'écrivait Marx et Engels après la révolution de 1848 : « Les ouvriers (ne doivent pas) se laisser détourner un seul instant par les phrases hypocrites des petits bourgeois de l'organisation autonome du parti du prolétariat. » Sans le parti bolchévique, le prolétariat n'eût pas pris le pouvoir en octobre 1917 en Russie. Sans lui, la réalisation des tâches démocratiques bourgeoises sous la dictature du prolétariat qui s'empare du pouvoir au compte de la révolution prolétarienne mondiale et s'engage sur la voie du socialisme, la révolution permanente seraient restées une tendance plus ou moins développée mais finalement avortée. Le prolétariat pour réaliser ses tâches historiques a besoin des organisations, des instruments politiques, du parti adéquat. Trotsky après 1917, en même temps qu'il donnait comme fondement à la théorie de la Révolution Permanente l'analyse de l'impérialisme stade suprême du capitalisme, faisait de la conception bolchévique du parti et de l'Internationale la clé de voûte de la théorie de la révolution permanente. La première phrase de la thèse 4 le spécifie :

« Quelles que soient les premières étapes épisodiques de la révolution dans les différents pays, l'alliance révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie n'est concevable que sous la direction politique de l'avant-garde prolétarienne, organisée en parti communiste ».

Il est impossible de traiter de la Révolution Permanente, sauf à falsifier, sans mettre en son centre les rapports politiques entre les classes, et à l'intérieur des classes, à l'échelle nationale et internationale, la question du parti et de l'Internationale. Nous en revenons à la fameuse formule du programme de fondation de la IV^e Internationale « La crise de l'humanité est la crise de la direction révolutionnaire » dont la solution dépend de la lutte consciente et organisée pour la construction de la IV^e Internationale. La théorie de la Révolution Permanente prise globalement rend compte du mouvement du prolétariat de chaque pays et du prolétariat mondial sans être un schéma abstrait et supra-historique, car elle inclut les termes du programme de fondation de la IV^e Internationale: les relations entre la crise de l'impérialisme, le processus inconscient et la nécessité de son expression consciente par la médiation des partis révolutionnaires et de l'Internationale. L'Internationale et ses partis sont compris par la théorie de la révolution permanente comme indispensables au prolétariat pour qu'il s'érige en classe dominante qui maîtrise, en même temps que sa propre histoire, l'histoire de l'humanité.

Cette conception de la théorie de la Révolution Permanente permettait à Trotsky de formuler la fameuse « variante » :

« La création d'un tel gouvernement (un gouvernement ouvrier-paysan) par les organisations ouvrières traditionnelles est-elle possible ? L'expérience antérieure nous montre comme nous l'avons déjà dit que c'est pour le moins peu vraisemblable. Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.) des partis petits-bourgeois, y compris les stalinien, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. En tout cas, une chose est hors de doute : si même cette variante, peu vraisemblable, se réalisait un jour quelque part, et qu'un « gouvernement ouvrier et paysan » dans le sens indiqué plus haut, s'établissait en fait, il ne représenterait qu'un court épisode dans la voie de la véritable dictature du prolétariat ».

Une semblable « combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances » se produisit précisément à la fin et au lendemain de la II^e guerre impérialiste mondiale. D'elle, est née la révolution chinoise. L'effondrement des impérialismes anglais, français, hollandais, sous les coups de l'impérialisme japonais, de celui-ci sous les coups de l'impérialisme U.S., la totale décomposition de la bourgeoisie et de l'Etat bourgeois chinois, l'incapacité de l'impérialisme U.S. à relayer en Asie les impérialismes effondrés, alors qu'il devait soutenir à bout de bras en Europe ces vieilles puissances impérialistes, le mouvement déferlant des paysans chinois, contraignirent le Parti Communiste chinois à s'emparer du pouvoir. A la tête de la paysannerie, le P.C.C. était un parti ouvrier par son origine, et non un parti paysan. Il est né, comme parti de la III^e Internationale, sous l'impulsion de la Révolution d'Octobre. Que la classe ouvrière ne se soit pas mise en mouvement et qu'au lieu de l'appeler à engager le combat le P.C.C. ait tout fait pour l'immobiliser au cours de la période révolutionnaire ne supprima pas l'origine du P.C.C., n'ôta rien à ses liens avec le prolétariat et l'intelligentsia des villes.

C'est comme parti du prolétariat qu'il prit la tête de la révolution chinoise. D'autre part, au cours des longues années de la guerre civile ouverte ou larvée, de guerre contre l'intervention japonaise, ses liens de subordination au Kremlin s'étaient rompus. La révolution chinoise, la politique du P.C.C., sa nature, exigent une étude spéciale⁷. Mais au lendemain de la

⁷ Voir brochure de P. Broué (Note de l'auteur). Il s'agit de *La question chinoise et l'Internationale Communiste* Ed. EDI (Note de l'éditeur)

révolution, le gouvernement correspondait à ce type de gouvernement dont Trotsky admettait la possibilité « comme court épisode dans la voie de la dictature du prolétariat ». Celle-ci ne s'est pas encore réalisée mais un Etat ouvrier déformé dès son origine fut constitué qui expropria la bourgeoisie. Le P.C.C. vérifia en ce sens la théorie de la Révolution Permanente. Cependant, si loin qu'il dut aller, il se dresse à chaque moment comme obstacle au développement de la révolution vers une authentique dictature du prolétariat en Chine, à son intégration ouverte et consciente à la révolution prolétarienne mondiale. La « révolution culturelle » a démontré tout à la fois la nécessité de poursuivre la révolution en Chine « en permanence », la tendance profonde qui y pousse et l'obstacle que constitue le P.C.C. Un parti qui se situe sur le programme de la IV^e Internationale est indispensable en Chine comme ailleurs pour que la révolution se poursuive en permanence, par la révolution politique.

Seule l'analyse des rapports politique entre les classes et à l'intérieur des classes à l'échelle nationale et internationale en utilisant la méthode la révolution permanente, à partir de la crise d'une profondeur sans précédent de l'impérialisme mondial, rend compte du rôle joué par la petite bourgeoisie radicale au cours de ces vingt dernières années, et notamment à Cuba. La décomposition du régime de Batista était si grande que même l'impérialisme U.S. cherchait une « solution de rechange ». Loin de s'opposer à la prise du pouvoir par Fidel Castro et le mouvement du 26 juillet, il retira son appui à Batista. Le mouvement du 26 juillet fut un mouvement de la petite bourgeoisie des villes qui s'appuya sur la paysannerie. Pendant toute la guérilla, il ne fit pas appel au prolétariat dont l'action politique sur son propre plan de classe était entravée par le Parti communiste cubain.

La victoire de Fidel Castro et du mouvement du 26 juillet, fut celle d'un parti petit-bourgeois ayant le soutien de la paysannerie pauvre et la sympathie du prolétariat, mais sans que celui-ci intervienne sur son propre plan et selon ses objectifs propres. Mais la défaite de Batista galvanisa aussi bien la paysannerie que le prolétariat.

Les masses ne toléraient plus la main-mise de l'impérialisme américain sur l'essentiel de l'économie de l'île, sans qu'elles disposent cependant de leur autonomie politique. De son côté, la petite bourgeoisie radicale aspirait à l'indépendance économique et politique, à une économie nationale formant une entité propre donnant un fondement et un cadre au développement de la bourgeoisie et du capital cubains. Les relations entre l'impérialisme U.S., la bourgeoisie compradore, et le mouvement du 26 juillet se tendirent jusqu'à leur point de rupture. Pris entre les exigences de l'impérialisme, celles des masses et de la petite bourgeoisie radicale, Fidel Castro et son mouvement furent entraînés plus loin qu'ils ne l'avaient prévu dans la rupture avec l'impérialisme et la bourgeoisie compradore. Ils prirent des mesures extrêmement radicales : expropriations des sociétés étrangères, réformes agraires relativement étendues, épuration du gouvernement et de l'appareil d'Etat, appui sur des organismes de masses. Le gouvernement cubain acquit des caractéristiques d'un gouvernement ouvrier et paysan. Il restait cependant et demeure un gouvernement bonapartiste petit - bourgeois. L'appareil d'Etat reste d'origine et de nature sociale bourgeoise, quoiqu'il ait été très altéré. Le prolétariat, par l'encadrement du Parti uni de la révolution socialiste, qui a intégré au mouvement du 26 juillet le P.C.C., par l'intégration des syndicats à l'Etat, est subordonné à l'Etat. L'ampleur des nationalisations et le « plan » ne modifient pas la nature et l'origine sociale de l'Etat. La petite-bourgeoisie cubaine est incapable de prendre en charge le développement économique. L'Etat au moyen des nationalisations et du plan tente de procéder à une sorte d'accumulation primitive. L'échec du développement d'une économie cubaine diversifiée et constituant une unité organique obligea Castro et son gouvernement à s'orienter vers la monoculture et la spécialisation dans la production de sucre de canne pour le marché mondial. La vente du sucre sur le marché mondial, selon les normes capitalistes, la réalisation de la plus-value cristallisée dans cette marchandise commandent toute l'économie cubaine. Or, de plus, malgré une mobilisation sans précédent, la zafra de 10 millions de tonnes de sucre fut à son tour un échec. De plus en plus, le gouvernement bonapartiste petit bourgeois et l'économie cubaine dépendent de l'aide économique que leur dispense la bureaucratie du Kremlin et pour qui Cuba représente une carte à jouer éventuellement dans ses rapports avec l'impérialisme U.S. Le régime de Castro repose sur le maintien d'un équilibre entre les classes à Cuba et dans le monde, et entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, qui se rompra inéluctablement.

En soi, les échecs économiques ne condamneraient pas Fidel Castro et son gouvernement, s'il n'y avait derrière la tentative petite-bourgeoise d'assurer de cette façon l'indépendance nationale. A l'époque impérialiste pour tous les pays l'indépendance nationale est toujours relative. Dans les pays économiquement arriérés elle ne saurait être acquise que par la prise du pouvoir par le prolétariat, la transformation des rapports sociaux qui conditionnent un développement spécifique de l'économie. Mais, y compris dans des pays comme l'U.R.S.S. et la Chine, aux énormes ressources naturelles, cela n'est vrai qu'à l'intérieur de certaines limites. Plus croît et se diversifie l'économie plus devient indispensable l'intégration au marché mondial et à la division internationale du travail. Finalement, pour tous les pays, l'indépendance nationale dépend du mode de production social mondial. La prise du pouvoir par le prolétariat dans chaque pays, l'établissement des rapports de production socialistes à l'échelle mondiale, sont les seules garanties à l'indépendance nationale de chaque pays, parce que les rapports entre peuples deviendront coopératifs. La direction petite bourgeoise cubaine combat ouvertement cette solution : la seule solution, surtout pour un pays aussi limité que Cuba qui subit forcément brutalement et immédiatement la « dictature » du marché mondial et de la division internationale du travail, dominés par l'impérialisme. Cette tâche démocratique bourgeoise - l'indépendance nationale - elle n'a pu la réaliser. Cuba dépend étroitement de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, malgré l'étendue des nationalisations : l'indépendance nationale y est formelle, comme pour tous les pays qui ont accédé au cours de ces vingt-cinq dernières années à l'indépendance politique. La tentative d'édifier une économie nationale, que l'on pourrait qualifier faute d'un meilleur terme, de capitalisme d'Etat, compte tenu de l'origine sociale et politique de l'Etat cubain, a été poussée plus loin que dans aucun pays économiquement arriéré : son échec est d'autant plus démonstratif.

La seule issue est que le prolétariat s'empare du pouvoir et reprenne à son compte les nationalisations et le plan en transformant radicalement leur contenu et leurs objectifs, par l'institution d'un Etat ouvrier, dans la perspective de la révolution prolétarienne en Amérique Latine et en Amérique du Nord. Autrement les nationalisations deviendront obligatoirement une source de prébendes et de pillage pour une petite bourgeoisie rapace qui aspire à se renforcer. Elles n'auront d'autres significations que celles réalisées par Nasser, Ben Bella, et tant d'autres. A Cuba, la révolution sociale reste à faire, la petite bourgeoisie radicale a préparé le terrain, le soc de la révolution prolétarienne doit passer.

Il est incontestable qu'au cours de ces vingt-cinq dernières années, la bourgeoisie et la petite bourgeoisie des pays économiquement arriérés ont joué un rôle beaucoup plus considérable que l'histoire semblait encore leur réserver. Les révisionnistes de toutes origines, à commencer par les renégats à la IV^e Internationale, se sont immédiatement enthousiasmés

et mis à leur service. Il suffisait que Castro prononce un discours formellement à la gauche du stalinisme et sans plus attendre il devenait « un marxiste naturel », le rénovateur du marxisme dépassant Trotsky lui-même, l'O.L.A.S. devenait la nouvelle Internationale. Le rôle épisodique de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie radicales s'explique par la force contraignante du stalinisme sur les prolétariats des pays économiquement développés comme sur ceux des pays économiquement arriérés sur le fond général de la crise de l'impérialisme. Le prolétariat d'Europe en ébranlant tout le système impérialiste mondial multiplia les possibilités des peuples coloniaux ou semi-coloniaux de s'engager dans les luttes pour l'indépendance nationale. Mais s'il affaiblissait l'impérialisme mondial en ses vieux bastions il ne l'abattait pas, l'appareil international du stalinisme dévoyait ses luttes. Pour les prolétariats des pays économiquement arriérés le contrôle exercé par le stalinisme sur les prolétariats des pays capitalistes aboutissait à leur isolement politique : aucun pôle politique et d'organisation ouvrant une perspective politique qui leur soit propre n'existait et ne leur permettait de constituer des partis qui intègrent leur lutte à celle du prolétariat mondial pour la révolution socialiste. Là où les partis staliniens existaient dans les pays économiquement arriérés, ils aliénaient l'indépendance de classe du prolétariat et collaboraient soit directement avec l'impérialisme, soit aux organisations petites bourgeoises ou bourgeoisies nationalistes. Garanties par cette politique, la bourgeoisie et la petite bourgeoisie des pays économiquement arriérés canalisèrent le mouvement du prolétariat et exploitèrent, dans certaines limites la crise de l'impérialisme. Selon les circonstances, elles manœuvrèrent entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin qui, éventuellement, leur apportait aide et assistance pour mieux en faire des objets de marchandage au cours de ses compromis avec l'impérialisme.

La théorie de la Révolution Permanente est entièrement confirmée par l'expérience de ces vingt-cinq dernières années. La bourgeoisie et la petite bourgeoisie des pays coloniaux ou semi-coloniaux restent incapables de résoudre les tâches démocratiques bourgeoises à l'époque impérialiste, les réformes sont toujours partielles et limitées, y compris la réforme agraire

La question centrale de l'indépendance nationale n'a pas été résolue et ne peut pas l'être. Le mouvement du prolétariat le pousse à dépasser les cadres limités que lui assignent la bourgeoisie et la petite bourgeoisie. Mais ce mouvement profond reste une tendance plus ou moins développée, le prolétariat, pour se mettre à la tête de la paysannerie, doit disposer d'un parti de classe. La théorie de la Révolution Permanente a été confirmée également sous son aspect suivant :

« La conquête du pouvoir par le prolétariat ne met pas un terme à la révolution elle ne fait que l'inaugurer. La construction du socialisme n'est concevable que sur la base de la lutte de classe à l'échelle nationale et internationale. Cette lutte, étant donné la domination décisive des rapports capitalistes sur l'arène mondiale, amènera inéluctablement des manifestations violentes, c'est-à-dire à l'intérieur des guerres civiles et à l'extérieur des guerres révolutionnaires. C'est en cela que consiste le caractère permanent de la révolution socialiste elle-même. qu'il s'agisse d'un pays arriéré qui vient d'accomplir sa révolution démocratique ou d'un vieux pays capitaliste qui a déjà passé par une longue période de démocratie et de parlementarisme ». (« Qu'est-ce que la Révolution Permanente », thèse 9).

La nécessité de la Révolution politique en U.R.S.S., en Chine, dans les pays de l'Europe de l'Est, vérifie cette thèse : le prolétariat d'U.R.S.S. isolé n'a pu conserver le pouvoir. Il lui faut le reconquérir, tandis que ceux de Chine et de l'Europe de l'Est ont à le conquérir, par la révolution politique partie intégrante de la révolution prolétarienne mondiale.

La vérification de la théorie de la Révolution Permanente est éclatante en raison de la nouvelle période ouverte par mai-juin 68 et du processus de révolution politique qui s'est engagé en Tchécoslovaquie pendant l'année 1968. Les rapports politiques qui résultaient de la crise de l'impérialisme, de sa décomposition croissante, mais où la bureaucratie du Kremlin et son appareil international avaient la force politique de contenir le prolétariat, d'appuyer les équipes bourgeoises ou petites bourgeoisies nationalistes, s'épuisent. La crise de l'impérialisme se conjugue à celle de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international et cette combinaison libère le jeu normal des rapports entre les classes.

Tout comme la bureaucratie du Kremlin, les directions nationalistes bourgeoises et petites bourgeoisies sont contraintes de s'aligner sur les forces de classes fondamentales en mouvement et de se plier aux exigences de l'impérialisme par crainte du prolétariat. « La question du caractère, des liens internes, et des méthodes de la révolution internationale en général » est posée avec plus de force et de clarté que jamais. La théorie de la Révolution Permanente repose sur l'hégémonie du prolétariat mondial, et du prolétariat de chaque pays comme partie du prolétariat mondial, dans la lutte de classe à l'ère de la révolution prolétarienne. Elle s'exprime programmatiquement par le programme de fondation de la IV^e Internationale. Elle soulève la question de la lutte, au cours de la lutte de classe, et comme élément finalement de celle-ci, pour la construction du parti révolutionnaire et de l'Internationale, à partir des conquêtes et des acquis du prolétariat. Elle constitue l'acquis théorique et politique le plus achevé né de plus d'un siècle de lutte du prolétariat, le concentré de son expérience, dont la conclusion ne saurait être autre que celle du programme de transition : il faut reconstruire le IV^e Internationale pour que retentisse le vieux cri de guerre de Marx, « la révolution en permanence » jusqu'au socialisme.

La seule conclusion : reconstruire la IV^e Internationale

Considérée à sa véritable dimension la théorie de la révolution permanente est une condamnation sans appel de ses faux amis qui ont découvert la division du monde en trois ou quatre zones, la croissance sans limite des forces productives sous l'égide du « néo-capitalisme », les réformes de structures, l'intégration au système capitaliste du prolétariat dans les pays économiquement développés, l'auto-réforme de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites, la révolution politique « pacifique », qui ont vu en les directions bourgeoises et petites bourgeoisies des pays économiquement arriérés les agents de la révolution permanente, ainsi que dans les tenants de « la construction du socialisme dans un seul pays » ; qui ont « découvert » de nouvelles forces sociales ; qui, après avoir pratiqué « l'entrisme sui générés », s'émerveillent devant les « nouvelles avant-gardes » ; qui combattent la politique de Front Unique de classe ; en bref, ceux qui n'ont pas de programme, parce qu'ils ont trahi le programme de la IV^e Internationale, les ennemis ouverts et les liquidateurs de la IV^e Internationale, les pourvoyeurs en « théories » de tous genres à usage des regroupements petits bourgeois, gauchistes, centristes.

Le prolétariat mondial, le prolétariat de chaque pays, abordent une étape décisive de leur histoire : il leur faut reconstruire entièrement leur propre mouvement. La crise du stalinisme, de son appareil international, des organisations politiques qui

représentent la grande majorité de la classe ouvrière s'amplifie au moment où le mode de production capitaliste pourrissant s'avance vers des convulsions mortelles, qui risquent d'entraîner l'humanité toute entière vers la barbarie. Ce n'est pas un hasard : face à cette situation ils sont historiquement dans l'impasse. De cette crise des appareils naissent les possibilités de reconstruire la IV^e Internationale et de construire ses partis. Mais le prolétariat n'est pas sans bagages. Il possède un acquis considérable duquel il tirera toutes les ressources nécessaires à résoudre ses tâches historiques. Encore faut-il dégager cet acquis. Lorsque, traitant du parti révolutionnaire, les renégats de la IV^e Internationale écrivent « qu'il n'y a pas d'avant-garde autoproclamée », « qu'aucun courant ne possède aujourd'hui de programme » (de programme révolutionnaire), que « la classe ouvrière est spontanément stalinienne », ils s'efforcent de détruire l'acquis du prolétariat, ils dénaturent l'essence de la théorie de la révolution permanente.

Loin d'être « spontanément stalinien », loin « d'accorder une délégation de pouvoir aux appareils bureaucratiques », le prolétariat est foncièrement opposé au stalinisme et aux appareils bureaucratiques. La contradiction est constante. Elle existe même lorsque dans son ensemble le prolétariat fait confiance aux appareils bureaucratiques. Les millions de prolétaires et de militants qui acceptèrent, et ceux qui acceptent encore, d'être dirigés par l'appareil international du stalinisme pensent être dirigés par les représentants de la Révolution d'Octobre. Ils croyaient ou croient que la bureaucratie du Kremlin et son appareil international les guideront sur les voies de la révolution prolétarienne, vers le socialisme. Ils acceptent le stalinisme en croyant répondre à l'appel du prolétariat russe, du parti bolchévique, de la III^e Internationale, de Lénine. Sans cette conviction de millions de travailleurs et de militants, jamais l'appareil international de la bureaucratie du Kremlin n'eût réussi à contrôler et à dévoyer les luttes de millions de prolétaires. Parallèlement jamais les partis social-démocrates n'auraient conservé leur influence sur d'autres millions de prolétaires et de militants si ceux-ci n'avaient eu la conviction que les partis social-démocrates étaient des instruments de lutte contre le capitalisme et le stalinisme. La constitution et la force des appareils bureaucratiques s'expliquent par le mouvement du prolétariat vers son émancipation qui n'est pas linéaire, mais est fait de flux et de reflux, de victoires et de défaites.

L'émergence de la bureaucratie du Kremlin, l'emprise du stalinisme sur des secteurs décisifs du prolétariat, comme en contrepoint, le maintien de l'influence des appareils social-démocrates, sont les conséquences des défaites du prolétariat au cours des luttes de classe qui ont suivi la première guerre impérialiste et la révolution russe. De ces défaites, du reflux du prolétariat, a surgi du sein des organisations du prolétariat la bureaucratie du Kremlin et son appareil international comme tendance à l'adaptation à la société bourgeoise. Une fois constitués, les appareils bureaucratiques s'efforcent de canaliser, de contrôler, de dévier la lutte de classe du prolétariat en fonction de leurs intérêts spécifiques dépendant du maintien de la société bourgeoise.

Lorsqu'à la fin de la seconde guerre impérialiste, le prolétariat d'Europe notamment s'engouffra dans les brèches ouvertes du système impérialiste mondial, élargit ses brèches, reprit sa marche en avant, l'appareil international du stalinisme parvint à limiter et à déformer ses luttes aux premières étapes, et à en tirer parti. La bureaucratie du Kremlin et l'appareil international du stalinisme atteignirent le sommet de leur puissance au moment où se constituaient les conditions de leur destruction. Alors naquit le pablisme.

À l'origine du pablisme, il y a le rejet de la méthode de la théorie de la Révolution Permanente, de la méthode du marxisme, du matérialisme dialectique : le mouvement objectif du prolétariat devait un jour aboutir à ce que la IV^e Internationale reçoive cette fameuse « délégation de pouvoir ». En termes plus clairs, cela s'appelle « la direction de rechange », qui se constitue « idéologiquement », à côté, en dehors de la lutte de classe. Il s'agit de « commenter » la lutte de classe du prolétariat, et non de combattre pour y intervenir, y participer et l'organiser. D'un côté, il y a la lutte de classe, de l'autre, le parti révolutionnaire : l'un et l'autre finiront bien un jour par se rencontrer. Le matérialisme vulgaire « objectiviste » et l'idéalisme se côtoient. Au lieu du rapport dialectique entre la lutte de classe et la construction des partis révolutionnaires et de l'Internationale, « la direction de rechange », « la direction révolutionnaire » se tenaient prêtes à recevoir la fameuse délégation de pouvoir. Malheureusement, elle ne vint pas.

Au plus fort de la « guerre froide », la « direction de rechange » en conclut que « le prolétariat était spontanément stalinien ». Il ne lui restait plus qu'à abandonner le programme de la IV^e Internationale, à s'adapter à la réalité apparente, « la division du monde en blocs », à se mettre à la remorque de ceux qui détenaient cette merveilleuse délégation de pouvoir. Tour à tour ou conjointement, la bureaucratie du Kremlin et son appareil international, les directions petites bourgeoises, furent reconnues comme ces heureux élus.

La crise du stalinisme et des appareils bureaucratiques démontre que la contradiction entre les besoins et aspirations du prolétariat et ceux du stalinisme et des appareils bureaucratiques vient à maturité. Le développement de cette crise, et sa solution positive dépendent de la fonction du prolétariat et du programme de la révolution prolétarienne mondiale. Le prolétariat doit briser le carcan des organisations politiques traditionnelles qu'il charge d'un contenu qu'elles n'ont plus, qui le constituèrent comme classe, mais qui sont devenues les instruments des bureaucraties stalinienne et réformiste. Au cours de ce processus, la direction révolutionnaire, de nouvelles organisations politiques, la IV^e Internationale et ses partis, ont à se construire. Mais leur construction n'est pas automatique du fait des luttes inéluctables du prolétariat. Les organisations qui ont assumé la continuité de la IV^e Internationale, le Comité International de la IV^e Internationale, ont à engager cette bataille comme une des catégories de la lutte de classe : la catégorie déterminante mais inséparable de l'ensemble de la lutte de classe. Les enseignements de la lutte de classe au cours de ces vingt-cinq dernières années, ceux de la crise qui disloqua la IV^e internationale, confirment la théorie de la révolution permanente qui nous enseigne : l'unité des luttes du prolétariat mondial dans le temps et dans l'espace; la continuité organiquement différenciée de l'histoire de la lutte pour la révolution prolétarienne mondiale, le rapport entre le mouvement profond du prolétariat, les organisations syndicales et politiques qui se constituèrent au cours de la lutte séculaire du prolétariat et le combat pour la construction de la direction révolutionnaire, la IV^e Internationale et ses partis.

Plus de quarante années de stalinisme, la crise de la IV^e internationale, pèsent sur la lutte de classe du prolétariat mondial et du prolétariat de chaque pays.

Il serait vain et faux de le masquer. Mais c'est sur les tendances profondes du prolétariat et de la jeunesse qu'il faut faire fond pour reconstruire la IV^e Internationale et construire ses partis. La reconstruction de la IV^e Internationale exige la lutte

impitoyable contre le stalinisme, les idéologies de la petite bourgeoisie, dont le pablisme. Cette lutte n'est pas un combat idéologique, il faut la comprendre, la mener comme une lutte de classe. Le Comité International reconstruira la IV^e Internationale et détruira le stalinisme, le réformisme, le révisionnisme petit-bourgeois et liquidateur sur le terrain de la lutte des classes, s'il sait par sa politique, ses mots d'ordre, les formes d'organisation qu'il propose, associer au combat contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, les jeunes et les militants, les travailleurs qui cherchent la voie de la révolution prolétarienne.

Il n'y a pas de « nouvelles avant-gardes ». La jeunesse est une couche particulièrement mobile qui possède flamme et enthousiasme. Elle subit plus brutalement que les vieilles générations les contraintes, l'impasse, auxquelles la condamnent l'impérialisme la bureaucratie du Kremlin, les appareils bureaucratiques. Elle n'est pas marquée par les échecs ou les déformations des vieille générations de travailleurs et de militants. Elle est appelée à jouer un rôle de premier plan au cours des luttes de classe qui s'annoncent. Il lui faut s'organiser et combattre sur son propre plan. La construction d'organisations révolutionnaires de la jeunesse dans chaque pays, de l'Internationale Révolutionnaire de la jeunesse est liée à ces combats et leur donne leur sens. Mais la jeunesse ne constitue pas une « nouvelle avant-garde ». Son combat s'intègre à celui du prolétariat dans son ensemble et la construction des organisations révolutionnaires de la jeunesse, de l'I.R.J., à la construction des partis révolutionnaires et à la reconstruction de la IV^e Internationale. L'avant-garde d'aujourd'hui est l'avant-garde de toujours parce qu'issue de la même classe, le prolétariat, dont la jeunesse est une aile marchante.

La IV^e Internationale se reconstruira, les partis de la IV^e Internationale se construiront, pour autant que seront associés, en une lutte commune, les militants et travailleurs qui rompent avec le stalinisme et les organisations traditionnelles, qu'autant que les organisations du C.I. et le C.I. interviendront dans la crise du stalinisme et des organisations traditionnelles pour faire mûrir ces crises et leur donner une issue positive. Mais là non plus il n'y a pas de solution miracle. Il faut répondre aux problèmes de la lutte des classes. La grève générale de mai-juin 68 en France, le processus de révolution politique en Tchécoslovaquie, réaffirment que les prolétariats des pays économiquement développés, et en premier lieu le prolétariat européen, sont au centre de la lutte des classes mondiale; les luttes des prolétariats des pays économiquement arriérés en reçoivent une nouvelle impulsion et ont du même coup de nouvelles et grandioses possibilités. Les tâches de reconstruction de la IV^e Internationale sont inséparables des perspectives d'organisation et de combat que le C.I. ouvrira aux travailleurs, à la jeunesse, aux militants qui sont aux prises avec l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, son appareil international, les bureaucraties réformistes et syndicales.

L'Organisation Communiste Internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) a défini son orientation et sa stratégie de reconstruction de la IV^e Internationale dans un document publié par « La Vérité » n° 545 (octobre 1969). Le chemin est encore long et difficile. Les formidables luttes de classes qui s'annoncent mettront à nouveau à l'épreuve les programmes et les organisations. « La révolution en permanence » jusqu'à la prise du pouvoir par le prolétariat du monde entier, jusqu'au socialisme, est le mot d'ordre de Marx, est celui de la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

La seule justification de cet ouvrage est de contribuer à cette lutte. Ainsi, en réponse aux questions qu'il posait au début, le mieux est donc de le conclure en reprenant le document de l'O.C.I. sur la reconstruction de la IV^e Internationale.

Annexe : POUR LA RECONSTRUCTION DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE⁸

Document adopté par l'Organisation trotskyste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale)

1. - Continuité des I^o, II^o, III^o et IV^o Internationales.

Les statuts de l'Association internationale des travailleurs (I^o Internationale) portaient :

« *Considérant*

que l'émancipation de la classe ouvrière doit être obtenue par la classe ouvrière seule,

que la lutte pour cette émancipation ne signifie aucunement une lutte pour la création de nouveaux privilèges de classe et de monopoles, mais pour l'établissement de l'égalité des droits et des devoirs et pour la suppression de toute domination de classe,

que l'assujettissement économique du travailleur sous le régime des possesseurs des moyens de production (c'est-à-dire de toutes les sources de la vie) et l'esclavage sous toutes ses formes sont les causes principales de la misère sociale, de la dégradation morale et de la dépendance politique,

que l'émancipation économique de la classe ouvrière est partout le but essentiel auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen,

que tous les efforts en vue d'atteindre ce grand but ont échoué par suite du manque de solidarité entre les travailleurs des différentes branches de travail dans chaque pays et d'alliance fraternelle entre les travailleurs des pays différents,

que l'émancipation n'est point un problème local ou national, mais un problème social embrassant tous les pays où le régime social moderne existe et dont la solution dépend de la collaboration théorique et politique des pays les plus avancés, que la rénovation actuelle simultanée dit mouvement ouvrier dans les pays industriels de l'Europe éveille en nous, d'un côté, de nouveaux espoirs, mais, de l'autre, nous donne un avertissement solennel de ne pas retomber dans les anciennes erreurs et nous appelle à la coordination immédiate du mouvement qui, jusqu'à présent, n'avait point de cohérence » .

La II^e Internationale, fondée en 1889, à Paris, s'était engagée à continuer l'œuvre de la I^o Internationale.

L'Internationale communiste, en 1920, dans l'article premier de ses statuts, spécifiait :

« *La nouvelle Association internationale des travailleurs est fondée dans le but d'organiser une action d'ensemble du prolétariat des différents pays tendant à une seule et même fin. A savoir : le renversement du capitalisme, l'établissement de la dictature du prolétariat et d'une république internationale des soviets qui permettront d'abolir totalement les classes et de réaliser le socialisme, premier degré de la société communiste.*

»

Le Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale a repris l'appel lancé par Léon Trotsky à la Conférence de fondation de la IV^e Internationale en 1938 :

« *Dans tous les pays, les membres de la IV^e Internationale sont organisés en partis ou en ligues qui constituent les sections nationales de la IV^e Internationale (Parti mondial de la révolution socialiste). Les sections nationales se constituent sur la plate-forme et selon la structure organisationnelle adoptées par la Conférence de fondation de la IV^e Internationale (septembre 1938). La IV^e Internationale a résumé dans sa plate-forme l'expérience internationale du mouvement marxiste révolutionnaire, particulièrement celle qui découle des conquêtes socialistes de la révolution d'Octobre 1917 en Russie. Elle assimile et prend pour base toutes les expériences sociales progressives de l'humanité qui conduisent à l'expropriation de la classe capitaliste et à l'abolition ultime des classes.* »

Depuis 1938, la lutte des classes a confirmé la nécessité de construire la IV^e Internationale. Il s'agit toujours, en s'appuyant sur les acquis théoriques et pratiques du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière, obtenus au cours d'une lutte de classes plus que séculaire, de construire les instruments indispensables à la prise du pouvoir par le prolétariat dans chaque pays et à l'échelle internationale à la construction du socialisme. Mais, en 1938, la IV^e Internationale était fondée, à la suite d'une période de tragiques et profondes défaites du prolétariat mondial : défaite de la révolution allemande, accession au pouvoir de Hitler, défaite de la seconde révolution chinoise, défaite du prolétariat italien, défaite des prolétariats espagnol, français, etc. La crise de l'impérialisme, le prolétariat mondial une fois vaincu, aboutissait à la deuxième guerre impérialiste mondiale. Le prolétariat mondial étant brisé et démoralisé, singulièrement en Europe, la bureaucratie du Kremlin, *excroissance parasitaire* consécutive à l'isolement de la révolution russe, exterminait la génération des révolutionnaires d'Octobre 1917 et ceux de la nouvelle génération.

2. - La fin de l'après-guerre.

Les rapports entre les classes sont actuellement radicalement différents. La crise révolutionnaire, consécutive à la deuxième guerre impérialiste mondiale, a surgi des failles ouvertes de l'impérialisme, notamment celles des vieilles puissances impérialistes d'Europe, que celles-ci aient fait partie du camp des « vainqueurs » ou du camp des vaincus. Avec le secours de la bureaucratie du Kremlin, organisée et regroupée autour de l'impérialisme américain, la bourgeoisie mondiale est parvenue à contenir cette vague révolutionnaire, non sans avoir subi de durs coups et reculé : Est de l'Europe passé, sous le contrôle de la bureaucratie du Kremlin, victoire de la révolution chinoise, importantes concessions économiques des bourgeoisies d'Europe occidentale aux prolétariats, dislocation des vieux empires coloniaux, développements révolutionnaires dans les pays

⁸ Document publié dans le numéro 545 – octobre 1969 – de la revue trotskyste « La Vérité ».

économiquement arriérés dominés par l'impérialisme. Depuis, aucun coup décisif n'a pu être porté au prolétariat mondial par l'impérialisme.

Le cadre de l'équilibre mondial, établi à la suite de la deuxième guerre impérialiste mondiale était défini par les accords de Yalta et de Potsdam. Les mouvements de classes l'ont constamment remis en cause et ont révélé sa précarité. Il s'est néanmoins, grosso modo maintenu, appuyé sur ses deux fondements : la puissance et les ressources de l'impérialisme américain devenu le tuteur de l'impérialisme mondial, la puissance politique de la bureaucratie du Kremlin. Mais les exigences même du maintien de cet équilibre en préparaient la destruction.

Les énormes ressources, la puissance de l'impérialisme américain ont fait de lui le pilier de l'impérialisme mondial. La disproportion entre cette puissance d'une part, et la décadence des impérialismes d'Europe (aussi bien « vainqueurs » que vaincus) et le Japon, de l'autre, semblait mettre à l'ordre du jour la réalisation d'une sorte de « super-impérialisme », les bourgeoisies d'Europe et du Japon tombant au niveau de bourgeoisies *compradores* de l'impérialisme américain. Il n'en a pas été ainsi.

Si les bourgeoisies d'Europe, en particulier, sont irrémédiablement décadentes, le prolétariat européen lui, constitue une puissante unité organique qui possède une riche tradition de classe et une conscience politique élevée. Ravalier les bourgeoisies d'Europe au rang de bourgeoisies *compradores*, réduire l'économie européenne à une économie simplement complémentaire de celle de l'impérialisme américain, cela exigeait d'être en mesure, au cours de terribles combats de classes, de détruire la classe ouvrière européenne. Éviter ces luttes de classes, que les bourgeoisies européennes étaient incapables de mener, exigeait, au contraire, que l'impérialisme américain tente de stabiliser les bourgeoisies d'Europe, les aide à reconstituer leur Etat et leur économie, faute pour elles de pouvoir écraser le prolétariat à court terme.

Le puissant impérialisme américain intégra à ses contradictions spécifiques les contradictions du capitalisme européen décadent. L'Etat bourgeois américain nourrit le parasitisme de l'ensemble du capitalisme mondial, afin de le restructurer.

Les échéances de cette politique, c'est la crise du dollar et du système monétaire international. Derrière la « *crise des moyens de paiements* », ce sont toutes les contradictions sociales de l'impérialisme qui opèrent. Pour éviter l'effondrement des impérialismes européens et japonais et contenir un gigantesque développement de la lutte des classes dans ces pays, l'impérialisme américain a concentré en son sein les contradictions de l'impérialisme mondial. Les vieilles contradictions du capitalisme en Europe n'ont pas été pour autant résolues. Bien au contraire, elles resurgissent de la reconstitution des impérialismes européens sur leurs bases anciennes, aggravées par la division de l'Europe en deux systèmes sociaux différents et par la perte des débouchés que leur assuraient automatiquement leurs vastes empires coloniaux.

Il existe toujours une « solution » aux crises de l'impérialisme. La crise actuelle peut se résoudre par la liquidation d'une partie du capital fictif accumulé, l'ouverture pour les marchandises et capitaux de l'Europe de l'Est, de la Chine, de l'U.R.S.S., le passage de l'économie d'armement à l'économie de guerre. Mais cette « solution » ne peut être imposée qu'au moyen de terribles luttes de classe contre les prolétariats des pays économiquement développés, aussi bien ceux des pays capitalistes que ceux de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S. Elle requiert la guerre la plus exterminatrice qui soit, à plus ou moins long terme contre la Chine et l'U.R.S.S., l'anéantissement de peuples entiers dans les pays économiquement arriérés, la mise au pas des impérialismes européens et japonais par l'impérialisme américain, la subordination, dans tous les pays, y compris les Etats-Unis, de toutes les couches de la bourgeoisie par l'« *Etat fort* » porteur des intérêts généraux « *historiques* », du capital.

L'équilibre social et politique actuel est intolérable pour l'impérialisme. Son simple maintien signifie à court terme une crise économique, sociale et politique sans précédent, la dislocation de l'impérialisme mondial. Il est donc impossible de maintenir cet équilibre.

La crise de l'impérialisme est intimement liée à celle de la bureaucratie du Kremlin, dont la puissance politique, qui avait atteint son sommet au moment de Yalta et de Potsdam, n'a cessé, depuis, de se détériorer et est maintenant profondément minée. Les deux crises se conjuguent. La puissance politique de la bureaucratie du Kremlin procédait de rapports déterminés qui s'étaient constitués avant la deuxième guerre mondiale et s'étaient développés par suite de la victoire prestigieuse de l'U.R.S.S. sur l'impérialisme allemand, payée néanmoins de 20 millions de morts, véritable saignée du prolétariat soviétique : rapports entre la bureaucratie du Kremlin et le prolétariat de l'U.R.S.S. entre celle-ci et le prolétariat mondial par l'intermédiaire de son appareil international, rapports, enfin, entre la bureaucratie et la coalition impérialiste victorieuse, aux prises avec la poussée révolutionnaire qui a suivi la guerre impérialiste.

La victoire de la révolution chinoise, menée à bien à l'encontre des accords de Potsdam et de Yalta, à l'encontre de la volonté de la bureaucratie du Kremlin, par le Parti communiste chinois, la rupture avec le parti communiste yougoslave, le développement de la guerre froide, signifiaient déjà que ces rapports étaient mouvants et se détérioraient au détriment de la bureaucratie du Kremlin. Les épurations dans les pays de l'Europe de l'Est et en U.R.S.S. au cours des années 1948-1953 démontraient que la crise de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites s'amplifiait. Elle devint virulente à la mort de Staline, avec les explosions révolutionnaires de juin 1953 en Allemagne de l'Est, les mouvements révolutionnaires de l'automne 1956 en Pologne, la révolution politique des conseils ouvriers hongrois en novembre 1956, la dénonciation de Staline par la bureaucratie du Kremlin elle-même. Elle atteignit un niveau plus élevé encore avec la rupture entre le Kremlin et la bureaucratie chinoise. Depuis, tout l'appareil international du stalinisme se fissure et la crise fait rage jusqu'au sein des plus hautes sphères de la bureaucratie du Kremlin, quelle tend à dissocier en ses composantes.

L'origine de la crise de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international réside dans l'impossibilité de conserver l'équilibre que traduisaient les accords de Potsdam et Yalta et qu'ils tentaient du point de vue de la bureaucratie de perpétuer. L'impérialisme n'a cessé d'accroître sa pression économique, militaire, politique, sur l'U.R.S.S. Et les pays d'Europe de l'Est. Le prolétariat d'Europe occidentale est en conflit latent avec la politique des P.C. subordonnés à la bureaucratie du Kremlin et celle des bureaucraties réformistes, ce qui se traduit par des débordements des appareils de ces organisations. Les exigences de défense de la révolution chinoise contredisent les intérêts de la bureaucratie chinoise et, plus directement encore, ceux de la bureaucratie du Kremlin. L'extension de la structure sociale, née de la révolution d'Octobre 1917, aux pays de l'Europe de l'Est, la croissance et le renforcement du prolétariat de ces pays et de celui de l'U.R.S.S. s'opposent au joug politique et aux privilèges de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites. Le développement des forces productives en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est devient incompatible avec la gestion bureaucratique de la planification avec les

« normes » de « la construction du socialisme dans un seul pays ». Il exige que le plan, pour développer harmonieusement les multiples secteurs d'une économie chaque jour plus complexe et diversifiée soit élaboré, contrôlé, appliqué par l'ensemble des producteurs, ce qui ne peut être que si la classe ouvrière chasse la bureaucratie parasitaire du pouvoir politique et régénère l'Etat ouvrier. Il exige l'intégration de l'économie de l'U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est à la division internationale du travail, non dans sa structure actuelle, qui est conditionnée par le mode de production capitaliste, par les exigences de l'impérialisme, lequel domine toujours l'économie mondiale, mais refondue, à la suite de la saisie par le prolétariat mondial des principales forces productives, en un ensemble harmonieux en évolution constante selon les nécessités de la croissance rationnelle de l'économie mondiale en fonction de la satisfaction des besoins des hommes. La bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites de l'Europe de l'Est sont attachées aux cadres et aux Etats nationaux dont dépend leur existence. Elles sont violemment opposées à la révolution prolétarienne partout, et avant tout dans les pays économiquement développés, car cette révolution romprait tous les anciens rapports sociaux et politiques qui ont donné naissance à la bureaucratie parasitaire ; elle retentirait immédiatement sur les prolétariats de l'U.R.S.S. et d'Europe orientale qui chasseraient l'usurpatrice.

L'équilibre entre l'impérialisme mondial et le prolétariat mondial, entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, entre la classe ouvrière, la bureaucratie du Kremlin et son appareil international, entre les différents impérialismes, tel qu'il est résulté de la deuxième guerre mondiale, est devenu tout simplement impossible. C'est la fin de l'après-guerre. Le prolétariat, pas plus que l'impérialisme, ne peut désormais s'accommoder de cet équilibre relatif. Il leur faut, à chacun, selon ses intérêts de classe antagonistes, le rompre de façon décisive. La bureaucratie du Kremlin et son appareil international sont pris entre les pressions opposées des forces sociales fondamentales et ils craquent. Toutes les bureaucraties réformistes, syndicales et autres, sont prises dans le même état et craquent également, Il n'est pas jusqu'à la bureaucratie chinoise qui ne se déchire en ses composantes, la « révolution culturelle » exprime ce phénomène. Les directions petites-bourgeoises bonapartistes Castro, Boumedienne, Nasser, etc., n'échappent pas à la tourmente. Révolution et contre-révolution vont s'affronter brutalement sur tous les terrains. Les luttes de classes de ces dernières années sont les prémisses de ces affrontements.

3. - Echec et réorientation de la stratégie de l'impérialisme

La chute du bonapartisme gaulliste, la poussée vers la révolution politique en U.R.S.S. et en Europe orientale, qui s'est cristallisée en Tchécoslovaquie, sont des événements déterminants de la lutte des classes mondiale. Ils consacrent aussi bien l'échec de la stratégie mondiale de l'impérialisme américain et celui de la politique des bourgeoisies décadentes d'Europe face au prolétariat de ces pays que l'échec de la politique de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites. Ils ouvrent une nouvelle phase de la lutte mondiale des classes.

L'impérialisme américain, à la suite de l'écrasement par les tanks de la bureaucratie du Kremlin, de la révolution politique des conseils hongrois comme de l'accession au pouvoir de De Gaulle, spéculait sur ces défaites, infligées à la classe ouvrière européenne, en vue de généraliser la contre-offensive contre-révolutionnaire de l'impérialisme mondial contre le prolétariat. A l'abri de la politique de la bureaucratie du Kremlin, gardienne vigilante de la « *paix dans le monde* », de la « *paix sociale* » à l'échelle internationale, il appuya toute une série de coups d'Etat menés par les cliques militaires, balayant les équipes petites-bourgeoises au pouvoir qui louvoyaient entre l'impérialisme, les masses ouvrières et paysannes et la bureaucratie du Kremlin, en Asie, en Afrique, en Amérique latine : l'exemple type le plus tragique reste celui de l'Indonésie. Par son intervention militaire massive au Vietnam, il se proposait, non seulement d'enrayer une nouvelle avance de la révolution en Asie mais de préparer l'offensive directe contre la Chine. Des variantes restaient possibles : ou bien la bureaucratie chinoise, sous la pression combinée de la bureaucratie du Kremlin et de l'impérialisme américain, ouvrait la voie à la pénétration « *pacifique* » de l'impérialisme en Chine ou bien, à brève échéance, l'impérialisme américain s'orientait vers l'intervention militaire contre la Chine qui, rapidement, ne pouvait que s'amplifier jusqu'à atteindre le niveau de la guerre thermonucléaire exterminatrice.

L'impérialisme américain modifie cette politique. La résistance des ouvriers et paysans vietnamiens a démontré quel serait le potentiel de lutte des ouvriers et des paysans chinois attachés aux conquêtes de la Révolution. La pression conjointe de la bureaucratie du Kremlin et de l'impérialisme américain sur la bureaucratie chinoise s'est traduite par de profondes cassures à l'intérieur de celle-ci, sans aboutir à sa capitulation ; elle a, au contraire, conduit à une mobilisation contrôlée, limitée et déformée, à l'appel d'une des ailes de la bureaucratie chinoise, de la jeunesse, des ouvriers et paysans chinois, sous le drapeau de la « *révolution culturelle* ». Derrière la prétendue « *révolution culturelle* », forme utilisée afin de mobiliser, mais en le contenant, le mouvement des masses, se profilait la révolution politique. L'épreuve n'était pas seulement redoutable par ses conséquences immédiates en Chine, elle l'était par ses répercussions directes sur la bureaucratie du Kremlin et sur l'appareil international du stalinisme qu'elle contribuait à dissocier. La rupture des barrages opposés par la « *révolution culturelle* » à la révolution politique se serait répercutée brutalement et directement en U.R.S.S.

Politiquement l'impérialisme américain n'était pas prêt à se lancer dans cette aventure qui exigeait une grande homogénéité de la coalition impérialiste et de l'impérialisme américain lui-même, l'étroite subordination des prolétariats d'Europe, du Japon, des Etats-Unis, aux intérêts de l'impérialisme mondial identifiés strictement à ceux de l'impérialisme américain qui exigeait, en d'autres termes, l'Etat fort dans tous les pays capitalistes économiquement développés et l'étroit contrôle de l'Etat fort américain sur les Etats des autres pays.

Sans renoncer à contraindre les ouvriers et paysans vietnamiens à capituler, fût-ce en y mettant les formes, avec la complicité de la bureaucratie du Kremlin, l'impérialisme américain est contraint de modifier sa politique. La grève générale de mai-juin 1968 en France et la montée vers la révolution politique du prolétariat tchécoslovaque obligent l'impérialisme américain à accentuer ce tournant. Le voyage de Nixon, à peine en fonction, en Europe, et le discours appelant à une coopération plus étroite entre l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin qu'il prononça à son retour pour maintenir « la paix dans le monde » et régler le conflit du Moyen-Orient, comme la guerre du Vietnam le confirment. Il faut régler à l'avantage de l'impérialisme les rapports de classe dans les pays capitalistes avancés (Europe, Japon, Etats-Unis), il faut faciliter à la bureaucratie du Kremlin, et aux bureaucraties satellites, leur engagement direct contre les prolétariats d'Europe orientale et d'U.R.S.S. L'impérialisme américain réajuste sa politique en fonction de ce qu'il considère comme les fronts décisifs de la lutte des classes mondiale, l'Europe occupant une place particulièrement importante. La lutte des classes en Afrique, en Amérique latine, en Asie ne perd pas pour autant de son importance, mais elle doit être intégrée comme une composante de la lutte des classes mondiale, dont les secteurs décisifs se situent dans les pays économiquement développés - Japon. U.S.A.. Europe de

l'Ouest comme de l'Est, U.R.S.S. C'est en fonction de cette appréciation que l'impérialisme américain réajuste sa politique : le bonapartisme gaulliste, l'écrasement de la révolution hongroise par la bureaucratie du Kremlin n'ont pu régler au profit de l'impérialisme les rapports de classe en Europe.

4. - Signification internationale de la chute de De Gaulle

La chute du bonapartisme gaulliste transcrit sous une forme particulière à la France l'échec des tentatives de domestication du prolétariat des pays capitalistes avancés d'Europe par la simple utilisation des appareils bureaucratiques et la voie froide. La destruction des capacités de combat du prolétariat français, tout autant que le fait qu'elle se réalise par la voie froide, avait naturellement une importance majeure pour la bourgeoisie française. Le bonapartisme gaulliste donnait au grand capital français l'espoir de résoudre « rationnellement » les problèmes de sa décadence, c'est-à-dire de sauvegarder au maximum ses positions internationales, en sacrifiant d'une part, des secteurs entiers de la petite et même de la grande bourgeoisie, en contraignant, d'autre part, la jeunesse et la classe ouvrière à subir sans réagir la surexploitation, la déqualification, la mobilité de la main-d'œuvre, le chômage, la déchéance, la destruction des positions économiques et politiques conquises, en évitant enfin la guerre civile à l'issue incertaine et qui, en tout cas, ne pourrait que précipiter la décadence de l'impérialisme français. Mais la réussite de l'entreprise dont était chargé de Gaulle n'avait pas moins d'importance pour l'impérialisme mondial et la bureaucratie du Kremlin que pour la bourgeoisie française. La défaite politique subie par la classe ouvrière en juin 1958 laissait espérer au capital international que s'ouvrirait un processus de défaites successives à infliger au prolétariat européen. Il fallait néanmoins que le recul de la classe ouvrière française se transforme en écrasement. Les bourgeoisies d'Angleterre, d'Allemagne, de Belgique, de Hollande, d'Italie, n'ont, pas moins que la bourgeoisie française, un pressant besoin de discipliner le prolétariat de ces pays. Les prolétariats de ces pays subissent naturellement l'influence du cours de la lutte des classes en France et inversement. Il était donc particulièrement important que le prolétariat français ait subi cette défaite politique. Cependant, en Angleterre, en Allemagne, en Belgique, en Italie, la bourgeoisie était obligée d'avoir recours à une forme politique classique afin d'imposer une politique nullement classique : l'intégration des syndicats à l'Etat, la destruction des positions économiques et politiques conquises par la classe ouvrière. En Angleterre, le Labour Party prenait la direction du gouvernement. En Allemagne, en Belgique, en Italie, les partis socialistes participaient aux gouvernements. La nuance entre la solution politique qu'incarnait de Gaulle et le type de gouvernement à direction ou à participation socialiste n'était pas mince. Elle traduisait un rapport politique différent entre les classes, à l'avantage de la classe ouvrière, là où la bourgeoisie gouvernait par partis ouvriers interposés. Le coup d'Etat militaire en Grèce allait dans le sens d'une modification de ce rapport en faveur de la bourgeoisie européenne. De Gaulle au pouvoir en France, le coup d'Etat militaire en Grèce contribuaient à soutenir les dictatures fascistes de Franco et Salazar confrontées à un bouillonnement constant du prolétariat de ces pays.

La chute de De Gaulle est une catastrophe politique pour les bourgeoisies d'Europe. Sa signification la plus générale consiste en ceci : même le bonapartisme gaulliste n'est pas parvenu à froid à discipliner la classe ouvrière, à la plier aux exigences de la survie de l'impérialisme français décadent, à la détruire comme force sociale et politique organisée et combattante. Les gouvernements à direction ou à participation socialistes sont nécessaires afin de contenir la classe ouvrière, à la limite, ils peuvent mettre en place certaines structures et une législation anti-ouvrières telles que les lois sur l'état d'urgence en Allemagne, la législation Wilson-Barbara Castle en Grande-Bretagne, qui limite le droit de grève et la législation sur la politique des « revenus ». Mais ils sont encore moins capables que le bonapartisme gaulliste d'édifier l'Etat fort, l'Etat corporatiste dont toutes les bourgeoisies d'Europe ont besoin. L'impérialisme mondial ne peut fondamentalement inverser les rapports de forces entre les classes dans les principaux pays d'Europe, tels qu'ils sont issus de la vague révolutionnaire contenue de la fin de la deuxième guerre mondiale, que par la guerre civile, détruisant le prolétariat des principaux pays d'Europe occidentale, France, Angleterre, Italie, Allemagne, comme force sociale organisée.

La chute de De Gaulle, malgré l'apparence de continuité de la V^e république, est une victoire politique de la classe ouvrière française, elle est inséparable de la grève générale de mai-juin qu'elle prolonge. L'initiative politique est ressaisie par la classe ouvrière française qui réclamera, en s'engageant à plus ou moins long terme dans le combat, que cette victoire politique soit honorée. Des luttes de classe d'une ampleur inégalée sont à l'ordre du jour en France. Inéluctablement, elles se recouperont avec les luttes des classes ouvrières anglaise, allemande, italienne, belge, etc. Elles se répercuteront sur la classe ouvrière espagnole.

La chute du bonapartisme gaulliste est un facteur de radicalisation du prolétariat européen dans son ensemble, tandis que, déjà, se dessine en Angleterre la marche de la classe ouvrière vers des luttes politiques de grande ampleur contre le gouvernement Wilson et contre le retour à un gouvernement tory, que se succèdent en Italie des affrontements de classe, véritables embryons de guerre civile, qui annoncent une explosion du prolétariat italien dans son ensemble, qu'en Espagne ne cessent de fermenter la jeunesse et la classe ouvrière que le régime franquiste ne parvient plus à briser par la répression. Elle aggrave sur tous les plans la crise de l'impérialisme en Europe et dans le monde. La bourgeoisie française est naturellement la première frappée, mais la chute de De Gaulle est un facteur qui accélère la crise du système monétaire international, qui pousse à la dislocation du marché mondial et, par conséquent, du marché commun. Elle intervient au moment précis où l'impérialisme américain doit recourir de plus en plus au soutien financier de l'Allemagne fédérale, au marché de l'euro-dollar, pour soutenir le dollar, à un moment où la livre vacille à nouveau. Elle se produit alors que l'impérialisme américain modifie sa stratégie mondiale, et a le plus urgent besoin que soient refoulés et broyés les prolétariats des pays capitalistes économiquement développés, dont celui de l'Europe en particulier.

L'instabilité des rapports entre les classes ne se limite pas à l'Europe occidentale. Au cœur même de la puissance impérialiste, qui est le pilier de l'impérialisme mondial, de grandes grèves éclatent ; la fraction la plus explosive du prolétariat américain, le prolétariat noir, cherche la voie de son émancipation. Sans nourrir aucune illusion sur la maturité politique du prolétariat américain en général, et du prolétariat noir en particulier, il faut souligner que le prolétariat américain et sa fraction noire possèdent une puissance à la mesure de la puissance économique de l'impérialisme américain. La dislocation de l'économie capitaliste mondiale déchaînerait inéluctablement aux Etats-Unis des luttes de classes d'une ampleur et d'une violence inégalées à l'échelle américaine. La maturation politique du prolétariat américain pourrait alors se développer à une vitesse sans précédent dans l'histoire de la lutte des classes. L'influence du cours de la lutte des classes en Europe, Europe de l'Est et U.R.S.S. comprises, serait déterminante sur le prolétariat américain - blanc et noir - comme facteur de sa maturation politique.

Mais la chute du bonapartisme gaulliste, les développements de la lutte des classes en Europe occidentale dont elle est une expression, avec laquelle elle se combine, et qu'elle accélère, doivent être intégrés à la crise du stalinisme. La bureaucratie du Kremlin est confrontée à des problèmes qu'elle ne peut résoudre à son propre compte.

5. - La Tchécoslovaquie et la crise de la bureaucratie du Kremlin

La lutte politique qui a ouvert la voie à la révolution politique en Tchécoslovaquie, et contre laquelle la bureaucratie du Kremlin n'a trouvé d'autre recours que l'intervention militaire brutale, n'est pas résolue pour autant par cette intervention. La classe ouvrière tchécoslovaque recule, mais elle est loin d'être écrasée. Dix mois après l'intervention militaire, la phase actuelle est encore celle de la reconstruction, au service du Kremlin, de l'appareil qui avait éclaté. La crise tchécoslovaque est une expression de la crise générale de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites. Les réformes économiques traduisent, dans le langage de l'économie, le déplacement politique de la bureaucratie du Kremlin, qui s'appuie de plus en plus sur l'impérialisme et les forces pro-bourgeoises en U.R.S.S. et en Europe orientale, contre les prolétariats de ces pays. Faute de pouvoir gérer, selon les méthodes héritées de Staline, l'économie de l'U.R.S.S. et d'Europe orientale, parce que le conflit chronique qui les oppose à la classe ouvrière de leurs pays devient de plus en plus ouvert, les bureaucraties parasitaires sont contraintes de s'en remettre à la loi de la valeur et aux lois qui s'expriment sur le marché comme régulateurs de l'économie. Ce faisant, elles accroissent la pression de l'impérialisme sur l'U.R.S.S. et les pays de l'Europe de l'Est, et développent en même temps les forces centrifuges qui tendent à les faire éclater.

Trotsky définissait la bureaucratie du Kremlin comme une excroissance parasitaire née de l'isolement de la révolution russe, et non comme une classe sociale. Il qualifiait la bureaucratie du Kremlin d'agent de la bourgeoisie mondiale au sein de l'Etat ouvrier, bien que liée aux rapports sociaux établis en U.R.S.S. par la révolution d'Octobre. Jamais la signification profonde de cette définition n'a eu plus d'importance qu'actuellement. Jamais elle n'a eu plus d'implications pratiques. Elle est indispensable à la compréhension de la politique de la bureaucratie du Kremlin, des bureaucraties satellites et de leurs déchirements internes.

La gestion bureaucratique de l'économie planifiée aboutit, dans les cas extrêmes, à une régression des forces productives à partir d'un certain stade. Ainsi en est-il en Tchécoslovaquie. L'exemple est déterminant car la Tchécoslovaquie est un des pays les plus hautement industrialisés, il était hier parmi les plus intégrés à la division internationale du travail et au marché mondial. Justement pour ces raisons, en Tchécoslovaquie, les méthodes bureaucratiques de gestion, l'isolement de la division du travail du marché mondial, se révèlent en contradiction absolue avec les rapports sociaux de production qui résultent de la révolution d'Octobre et qui ont été étendus aux pays de l'Europe de l'Est passés sous le contrôle de la bureaucratie du Kremlin à la fin de la deuxième guerre mondiale. A un degré moins élevé, la même situation existe pour tous les pays d'Europe de l'Est et pour l'U.R.S.S.

Les réformes économiques valent et prennent leur signification en fonction de qui les dirige et par la politique dans laquelle elles s'intègrent, par les rapports de classe qu'elles traduisent et renforcent. En d'autres termes, il s'agit de savoir qui dirige l'Etat ouvrier dégénéré ou déformé, et dans quelle situation politique d'ensemble, nationale et internationale.

Les réformes économiques traduisent le rapport antagoniste entre le prolétariat des pays de l'Europe de l'Est, le prolétariat mondial, la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites, qui débouche sur une lutte des classes exacerbée entre les bureaucraties parasitaires et les prolétariats d'U.R.S.S. et d'Europe orientale. Il s'agit en effet d'une lutte de classes, car, bien que la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites ne forment pas une classe sociale, elles agissent comme agences de l'impérialisme en U.R.S.S. et en Europe orientale contre le prolétariat de ces pays. Cette lutte ne peut se conclure que par la destruction, au compte de l'impérialisme mondial, des rapports sociaux établis à la suite de la révolution russe et étendus à l'Europe de l'Est, ou par la victoire du prolétariat par la révolution politique régénérant l'Etat ouvrier.

L'intervention de la bureaucratie du Kremlin en Tchécoslovaquie s'éclaire d'un jour singulier à la lumière d'un article publié par le journal Le Monde du 2 avril 1969, article écrit par le journaliste Georges Dadiants (commentateur de l'agence de presse de la bureaucratie du Kremlin, Novosti) :

« La frontière que nous défendons. »

« Pour certains, en Occident, les accrochages sur le fleuve Oussouri ne sont qu'une manifestation d'un conflit idéologique entre deux « variétés du communisme » qui ne les touche que de très loin. Cette fausse prémisse sert de base, à des déductions politiques et stratégiques erronées... Au début de la guerre soviéto-germanique, il s'est trouvé des hommes politiques, aux Etats-Unis, pour se réjouir de l'agression allemande contre l'U.R.S.S., estimant que leur propre rôle serait celui de spectateurs, tandis que les deux pays se livreraient à une lutte à mort. Rappelons que leur myopie n'a pas évité au monde la catastrophe de Pearl Harbour.

« Il est peut-être encore prématuré de tracer un parallèle entre la Chine maoïste et l'Allemagne hitlérienne. Mais il est hors de doute que les contradictions entre la direction chinoise, d'une part, les forces de la paix et du socialisme dont l'Union soviétique est la base, d'autre part, ont, depuis longtemps, dépassé le cadre du conflit idéologique initial(...).

« L'aventurisme belliciste chinois, appuyé en théorie sur une interprétation dénaturée du marxisme, devient un facteur très alarmant dans la vie internationale, surtout si l'on sait que la Chine se transforme en cinquième puissance nucléaire. Tout en poursuivant ses provocations armées contre l'U.R.S.S. et en entravant autant que possible tout règlement de paix en Asie (y compris au Vietnam), la Chine pourra, durant les prochaines années, manifester une activité particulièrement intense en Inde, en Birmanie, en Thaïlande ou au Laos. Un journal italien indique que l'actuelle direction chinoise revendique des territoires appartenant, non seulement à l'U.R.S.S., mais aussi au Népal, à la Birmanie, au Vietnam, au Laos, au Cambodge, à la Thaïlande et à d'autres pays. Qui nous garantit que l'« activité » du groupe maoïste ne dépassera pas les frontières du continent asiatique ? Rappelons que le militarisme nippon disposait de réserves humaines beaucoup plus limitées que le chauvinisme chinois de grande puissance. Nous n'avons jamais identifié le groupe de Mao au peuple chinois. Le danger que représente aujourd'hui la Chine vient de l'idéologie et de la politique belliciste du maoïsme, tout comme le danger que représentaient jadis l'Allemagne hitlérienne et le Japon militariste venait de l'idéologie et de la politique du

fascisme.

« En ce sens, la frontière que défend l'Union soviétique sur 6500 km n'est pas seulement la frontière soviéto-chinoise. »

Dadiants n'a écrit un tel article que dûment mandaté par le Kremlin.

Toute la politique de la bureaucratie du Kremlin s'y dessine parfaitement. La comparaison du « maoïsme » avec l'hitlérisme et le militarisme japonais est avancée pour justifier une politique d'alliance, comme au temps de la deuxième guerre impérialiste, entre la bureaucratie du Kremlin, l'impérialisme américain et les autres impérialismes. Mais cette « alliance » serait fondamentalement différente: au cours de la deuxième guerre impérialiste, l'alliance de l'U.R.S.S. avec les impérialismes anglo-franco-américain n'était nullement condamnable en principe. L'U.R.S.S. aux prises avec l'impérialisme allemand, menacée sur ses arrières par l'impérialisme japonais, était en droit d'utiliser les contradictions inter-impérialistes et de conclure une alliance avec les Etats-Unis et l'Angleterre impérialistes, contre les impérialismes allemand, italien, japonais. Encore fallait-il que cette alliance ne soit pas en même temps conclue contre le prolétariat mondial. Ce fut le cas: cet aspect devenant de plus en plus dominant au fur et à mesure que la guerre touchait à sa fin.

La conférence des P.C. qui s'est tenue à Moscou du 5 au 17 juin s'insère dans la politique définie crûment par l'article de cet agent du Kremlin. Son objet essentiel était la condamnation de la « *politique nationaliste du groupe de Mao* », comme l'a déclaré Brejnev. Elle visait à resserrer l'appareil international du stalinisme fissuré, à le discipliner plus étroitement à la bureaucratie du Kremlin. Mais l'attaque politique, le bruit d'armes, dirigés contre la Chine n'ont pas pour objet l'attaque imminente contre celle-ci. Il s'agit de brandir la « menace chinoise », d'évoquer la « puissance atomique de la Chine » en vue de justifier la politique de répression de la révolution politique en Tchécoslovaquie, la renaissance des méthodes stalinienne en U.R.S.S. contre le bouillonnement des intellectuels qui prélude, comme ce fut le cas en Pologne et en Hongrie en 1956, en Tchécoslovaquie, en 1967-1968, à l'intervention sur la scène politique du prolétariat de l'U.R.S.S.

Au nom de la lutte contre le « militarisme, le chauvinisme de grande puissance, du maoïsme », que l'on compare au « militarisme japonais, à l'hitlérisme », et qui menacerait, non seulement la « frontière sino-soviétique » mais bien sûr toutes les « valeurs de la civilisation occidentale », il s'agit de justifier l'alliance pour la défense de ces « valeurs », de la « civilisation », de la « culture », de la « démocratie » et de la « paix » avec l'impérialisme américain. La volonté, de faire front en commun contre « le maoïsme, le militarisme chinois » implique, en premier lieu, de contribuer à assurer l'ordre impérialiste menacé dans ses bases : au Japon, aux Etats-Unis, mais surtout en Europe. En échange, la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites implorent l'impérialisme américain et les impérialismes européens de garantir le statu quo en Europe. Or c'est justement cela qui est impossible aussi bien du point de vue de l'impérialisme que de celui du prolétariat.

La bureaucratie du Kremlin, confrontée avec la nouvelle phase de la lutte des classes qui s'annonce, confirme la caractérisation que donnait d'elle Trotsky : définitivement passée du côté du maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale, elle est l'agent de la bourgeoisie mondiale au sein des Etats ouvriers.

6. - La crise du stalinisme et la conférence des P.C. à Moscou

Mais il s'agit précisément d'Etats ouvriers qui, même dégénérés ou déformés, sont néanmoins fondés sur des rapports sociaux qui font du prolétariat la classe sociale décisive, dont la puissance écrasante se révèle dès qu'il se met en mouvement. Le prolétariat russe n'est plus le prolétariat épuisé d'après la guerre civile, le prolétariat saigné d'après la seconde guerre mondiale. Le prolétariat de l'Europe de l'Est a un poids infiniment plus considérable que celui qu'il avait avant la guerre. La politique de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites met son existence en question. Ainsi que le démontre le cours des réformes économiques en Yougoslavie, les réformes économiques en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est, même si elles ne vont pas encore aussi loin que la réforme yougoslave, mettent en cause les conditions d'existence de centaines de millions de travailleurs, leur garantie d'emploi, leur qualification, leurs avantages sociaux. Les réformes économiques menacent les travailleurs d'U.R.S.S. et de l'Europe de l'Est d'être réduits au chômage. La jeunesse étudiante et ouvrière est particulièrement menacée par les réformes des systèmes d'enseignement, par la déqualification, par le chômage. Le carcan bureaucratique est devenu insupportable aux nouvelles générations d'intellectuels, scientifiques, écrivains, artistes, professeurs. En d'autres termes, la politique de la bureaucratie du Kremlin menace toutes les forces sociales qui accomplissent des fonctions nécessaires à la société, à la croissance des forces productives, au développement de la culture.

Mais la politique de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites, en même temps qu'elle est indispensable à la défense de leurs privilèges, les disloque. Le bloc avec l'impérialisme américain contre la Chine, l'accord avec l'impérialisme afin de briser le prolétariat des pays capitalistes avancés, les réformes économiques mettent en cause les rapports sociaux établis en U.R.S.S. et en Europe de l'Est, sources des privilèges de la bureaucratie. La pression de l'impérialisme en est renforcée. La nécessité pour la bureaucratie d'engager le combat ouvert contre la classe ouvrière, la jeunesse, les intellectuels d'U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est, aboutit inéluctablement à la guerre civile contre ces couches et détruit, au profit de l'impérialisme mondial et des forces pro-bourgeoises en U.R.S.S. et en Europe de l'Est les rapports sociaux établis dans ces contrées. Les bureaucraties satellites de l'Europe de l'Est s'efforcent chacune selon ses intérêts spécifiques de réaliser cette politique, de nouer des liens directs, économiques et politiques avec les différentes bourgeoisies. Tout cela disloque les bureaucraties parasites, la bureaucratie du Kremlin en premier, parce que cela revient, afin de défendre les privilèges bureaucratiques, à remettre en cause la base sociale de ces privilèges.

Les contradictions internes et les déchirements au sein de la bureaucratie du Kremlin et entre elles, sont d'une importance décisive du point de vue politique. Par les failles ouvertes dans l'appareil international du stalinisme s'est précipitée la révolution politique en Tchécoslovaquie. L'intervention militaire a fini de détruire l'appareil bureaucratique. Il est à reconstruire entièrement. Mais, en même temps, la crise interne de la bureaucratie du Kremlin en a été aggravée. En effet, pour briser le prolétariat tchécoslovaque, la bureaucratie n'a qu'un moyen : l'épuration sanglante, la répression la plus brutale du prolétariat tchécoslovaque. Pendant ce cours ne peut être limité à la seule Tchécoslovaquie, il doit être étendu à tous les pays d'Europe orientale et à l'U.R.S.S. elle-même. Le stalinisme de Staline doit être repris, avec toutefois cette différence fondamentale : les rapports politiques entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, entre la bureaucratie du Kremlin et le prolétariat mondial ne sont plus les mêmes. Les méthodes de Staline ne peuvent plus être utilisées que comme instrument de

la restauration capitaliste. La lutte fait rage au sein de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites. En U.R.S.S., c'est en utilisant ces contradictions et en s'appuyant sur la poussée élémentaire de la classe ouvrière que parvint à s'exprimer tout un courant d'opposition à la bureaucratie qui s'est opposé à l'intervention en Tchécoslovaquie et l'a condamnée, qui continue la lutte en posant les problèmes des libertés démocratiques, des nationalités, du prolétariat de l'U.R.S.S. et parvient, malgré la répression, à maintenir et peut-être à amplifier une activité organisée.

Cette crise entrave l'action répressive de la bureaucratie du Kremlin en Tchécoslovaquie. La résistance, pied à pied, du prolétariat tchécoslovaque s'alimente de la lente maturation des prolétariats des autres pays de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S. et des contradictions au sein des bureaucraties, et elle les renforce. En ce sens, le prolétariat tchécoslovaque n'est pas isolé.

La conférence de Moscou des P.C. porte de nouveau témoignage de cette situation. Nécessaire à la bureaucratie du Kremlin afin de faire condamner la Chine, de jeter un voile sur son intervention militaire en Tchécoslovaquie, d'accentuer sa politique de coopération avec l'impérialisme contre les prolétariats des pays économiquement développés, de resserrer son contrôle sur son appareil international, cette conférence a, au contraire, souligné les contradictions qui disloquent cet appareil international et la déchirent elle-même jusqu'en ses sommets. L'intervention du plus grand parti communiste d'Europe occidentale, le parti communiste italien, a consacré les cassures qui s'opèrent au sein de l'appareil international du stalinisme et qui recourent celles qui se creusent dans les sommets de la bureaucratie du Kremlin. Berlinguer, au nom du P.C.I. s'est élevé contre ce qu'il a appelé le bipartisme américano-soviétique, la discipline mécaniquement imposée de Moscou aux différents P.C., la condamnation sans appel de la Chine. Suivi par plusieurs P.C. de moindre importance, il a soulevé la question de la Tchécoslovaquie. Ces prises de positions n'ont rien à voir avec une prétendue « démocratisation » de l'appareil international du stalinisme. Elles ne veulent pas plus dire que les P.C. et le P.C.I. entre autres rompent leurs liens avec le Kremlin. Elles sont le fait de P.C. qui, sans aucun doute, sont gênés par la politique du Kremlin en fonction de leurs positions dans la lutte des classes dans leur pays. Mais elles ne prennent toute leur importance qu'autant qu'elles sont en corrélation avec les luttes politiques qui se déroulent au Kremlin même. La publication « objective » dans la Pravda des interventions des délégations qui s'opposent à la ligne officielle prouvent qu'elles sont les porte-parole de cette aile de la bureaucratie du Kremlin qui jusqu'au sommet de l'appareil est effrayée par le cours politique de ces dernières années et par son accentuation. La Tchécoslovaquie ressemble à un bouchon que l'on immerge de force et qui, à chaque moment, remonte à la surface. S'il en est ainsi, cela vient de ce que la Tchécoslovaquie concentre tous les problèmes qui confrontent la bureaucratie du Kremlin et la brisent : ses relations avec l'impérialisme d'une part, celles avec le prolétariat mondial de l'autre. Tout mouvement fait dans un sens ou dans l'autre aggrave les brisures, les déchirures au sein de la bureaucratie du Kremlin, et cependant l'immobilisme est impossible.

Toute l'habileté manœuvrière de la bureaucratie du Kremlin revient à faire face à la classe ouvrière en isolant les prolétariats des pays de l'Europe de l'Est les uns des autres, les prolétariats de l'Europe de l'Est du prolétariat de l'U.R.S.S., les prolétariats de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S. des prolétariats du reste de l'Europe et du monde. Ainsi, elle a contribué à contenir la vague révolutionnaire qui est née, au cours de la deuxième guerre mondiale, elle a écrasé les mouvements révolutionnaires des années 53 et 56 en Allemagne de l'Est et en Pologne et finalement la révolution hongroise des conseils, elle ne parvient pas à isoler le prolétariat tchécoslovaque. Certes, la liaison entre le prolétariat tchécoslovaque et les autres prolétariats n'est pas directe et organisée, elle est « objective », mais néanmoins immédiate, en raison des développements dans les relations de classe qui se sont produites au cours de ces dernières années. Engager la répression sanglante et brutale contre le prolétariat tchécoslovaque revient à franchir un stade décisif, ce serait la première phase de la guerre civile contre les prolétariats de l'Europe de l'Est et l'U.R.S.S. Ne pas engager cette répression aurait comme conséquence une maturation plus ou moins rapide mais inéluctable de la révolution politique dans tous les pays de l'Europe de l'Est et en U.R.S.S. Dans les deux cas, l'appareil international du stalinisme et la bureaucratie du Kremlin se brisent. Or l'une des leçons les plus importantes des luttes de ces quinze dernières années consiste en ce que, compte tenu des rapports sociaux établis par la révolution d'Octobre, le prolétariat est la force sociale décisive qui s'impose dès que les appareils bureaucratiques craquent. Il en fut ainsi en Pologne et en Hongrie en 1956. Il en fut encore ainsi en Tchécoslovaquie en 1968.

7. - La crise révolutionnaire qui s'ouvre

La liaison des prolétariats d'Europe orientale entre eux et avec le prolétariat russe s'affirme objectivement, elle a ses racines dans l'unité des problèmes qui les confrontent, leur maturation est croissante. Mais elle existe également entre ces prolétariats et ceux d'Europe occidentale. L'exemple le plus direct est fourni par l'Allemagne, divisée en deux systèmes sociaux l'un et l'autre forcément instables et également inviabilisés. L'unité de l'Allemagne est à la longue inéluctable. Elle répond, non seulement à l'unité de langue et de culture, mais aux exigences économiques. Elle dépend de l'unité de l'Europe tout autant que l'unité de l'Europe découlerait de l'unité de l'Allemagne. La précipitation des crises conjointes, et qui s'alimentent l'une l'autre, de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin débloquent la lutte des classes en Allemagne, entravée depuis la fin de la guerre par la division en deux du prolétariat allemand.

La chute de De Gaulle et la crise sociale et politique qui ne cesse d'opérer en Tchécoslovaquie annoncent une accentuation sans précédent de la lutte des classes en Europe. L'effet politique sur tous les prolétariats européens d'une intensification de la lutte des classes dans un quelconque des pays comme la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Hongrie et naturellement l'U.R.S.S. sera fulgurant : la crise de l'impérialisme et celle de la bureaucratie du Kremlin en seront aussitôt portées à leur point de rupture ; la nécessité de l'unification de l'Europe sur la base d'un seul système social et économique se manifesterait brutalement. L'interdépendance de la lutte contre l'impérialisme et la bureaucratie saisira des dizaines de millions de prolétaires ; la pressante nécessité des Etats-Unis socialistes d'Europe, comme seul cadre permettant aux prolétariats d'Europe et d'U.R.S.S. de résoudre leurs problèmes deviendra évidente.

Il n'est pas moins évident qu'un tel développement de la lutte des classes en Europe aura une influence décisive aux Etats-Unis, au Japon et sur tous les exploités d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine. Le contrôle exercé sur le prolétariat européen par les appareils réformistes et staliniens a eu de très lourdes conséquences sur le développement de la lutte des classes aux Etats-Unis, au Japon et dans les pays économiquement arriérés. Il a contribué à bloquer la maturation politique du prolétariat

des Etats-Unis. Il a limité les cadres des combats et l'organisation de classe du prolétariat japonais. Il a favorisé le rôle des directions petites-bourgeoises dans les pays économiquement arriérés, leur contrôle sur les masses ouvrières et paysannes.

Le nouveau cours de la lutte des classes en Europe ouvrira à court terme de nouvelles perspectives aux prolétariats du Japon et des Etats-Unis, en même temps qu'il obligera les impérialismes américains et japonais à s'orienter vers des modes de domination politique de type fasciste, afin de tenter de maîtriser la crise sociale, économique et politique inéluctable, donc de briser toute organisation du prolétariat de ces pays. Dans les pays économiquement arriérés. La lutte est incessante. Les nouvelles explosions de classes qui viennent de se produire en Argentine, en Uruguay, etc., prouvent que, malgré les dictatures militaires, les bourgeoisies de ces pays ne contrôlent, au compte de l'impérialisme, les processus de classe qu'en surface. En Asie, l'Inde et le Pakistan ne sont pas plus stables. Au Vietnam, rien n'est réglé. D'une crise révolutionnaires en Europe, la lutte des ouvriers et paysans vietnamiens tirerait les conditions de la victoire sur l'impérialisme américain. Malgré le coup d'arrêt donné à la « révolution culturelle » en Chine, malgré la reconstruction de l'appareil bureaucratique, durement éprouvé par ses déchirements internes, et dont le IX^e congrès du P.C.C. a été un moment. Les mêmes problèmes demeurent. La révolution chinoise ne peut être cantonnée à la Chine. Elle reste un facteur de mobilisation des masses ouvrières et paysannes d'Asie. Les rapports sociaux qu'elle a inspirés ne peuvent jouer à plein leur rôle dans le développement des forces productives que si la révolution politique balaie la bureaucratie chinoise et que s'ils sont étendus, en particulier, aux pays hautement industrialisés d'Asie (Japon). Ils ne peuvent être pleinement efficaces qu'autant que la coopération économique avec l'U.R.S.S. est reprise sur de nouvelles bases, c'est-à-dire à partir du renversement de la bureaucratie du Kremlin par le prolétariat de l'U.R.S.S accomplissant la révolution politique et que si l'ensemble des pays économiquement développés participent au développement économique de la Chine, c'est-à-dire si la révolution sociale s'y accomplit. La pression conjointe de l'impérialisme de la bureaucratie du Kremlin sur la bureaucratie chinoise aboutira obligatoirement à de nouvelles crises et scissions en son sein. La résistance de la bureaucratie chinoise à cette pression est un élément de dislocation de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international. En U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est, elle a un écho considérable sur les couches bureaucratiques de ces pays qu'effraie la politique qui tend à transformer les bureaucraties en simples agences de l'impérialisme et de la restauration capitaliste. Mais, inversement, la crise de la bureaucratie du Kremlin, en se précipitant, alimentera celle de la bureaucratie chinoise, qui est, elle aussi, prise au piège de l'histoire : la « coexistence pacifique » à la chinoise n'étant pas plus réalisable que la « coexistence pacifique » à la mode du Kremlin.

L'unité de la lutte des classes mondiale s'affirme avec la crise révolutionnaire qui s'annonce en Europe et qui concerne aussi bien les pays de l'Europe occidentale que ceux d'Europe orientale et l'U.R.S.S elle-même. En Europe fusionnent la révolution sociale et la révolution politique. Les rapports entre les classes y sont tels que s'y concentrent toutes les contradictions et faiblesses de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, tandis que la classe ouvrière occupe des positions de classe très puissantes et concentre l'expérience de plus d'un siècle de lutte. Sans modifier radicalement les rapports entre les classes en Europe dans la toute prochaine période, l'impérialisme mondial et la bureaucratie du Kremlin n'échapperont pas à une crise qui les disloquera. La grève générale de mai-juin 1968, la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie, au printemps et en été 1968, la chute de De Gaulle, sont les premières explosions d'une nouvelle crise révolutionnaire qui mûrit en Europe et se répercutera dans le monde entier.

Une nouvelle période de grands bouleversements est ouverte. Une nouvelle crise révolutionnaire mondiale s'annonce. Compte tenu de la puissance du prolétariat dans les pays économiquement développés, des positions qu'il occupe, de la faiblesse, de l'irréversible décadence des impérialismes européens, de la nécessité pour l'impérialisme américain, de faire valoir ses intérêts spécifiques, de la crise de la bureaucratie du Kremlin, des bureaucraties satellites, de la crise de l'appareil international du stalinisme, de l'échec de la stratégie mondiale développée ces dernières années par l'impérialisme américain, de l'échec de la politique de domestication à froid des prolétariats d'Europe occidentale par les bourgeoisies décadentes d'Europe, de l'échec de la politique de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites, l'impérialisme ne peut échapper à une gigantesque crise sociale, économique et politique, la bureaucratie du Kremlin ne peut éviter d'être déchirée en ses composantes. Le monde entier s'achemine manifestement vers un chaos sans précédent. Mais ce chaos ne sera pas arbitraire. Il sera ordonné par les lois de la lutte des classes. Si le prolétariat, s'appuyant sur les positions déjà conquises, les dépasse, s'il parvient à se forger les instruments de la lutte et de la conquête du pouvoir politique, s'il unifie ses combats à l'échelle internationale, le nouvel ordre qui résultera sera le socialisme.

Les instruments nécessaires, ce sont les partis révolutionnaires, l'Internationale.

Sinon le monde roulera vers la barbarie.

8. - Le programme de la IV^e Internationale et les acquis théoriques et politiques du prolétariat

La IV^e Internationale, qui fut fondée, par Léon Trotsky comme expression de la lutte du prolétariat mondial pour le socialisme n'a d'autres intérêts à défendre que ceux de la classe ouvrière comme classe. La période qui vient de s'ouvrir est celle de la révolution imminente. La classe ouvrière de chaque pays, le prolétariat mondial n'ont d'autres recours, pour se défendre en tant que classes, que la révolution sociale dans les pays capitalistes, la révolution politique dans ceux passés sous le contrôle de la bureaucratie du Kremlin. Il leur faut détruire le pouvoir politique de la bourgeoisie, chasser les bureaucraties parasitaires en Europe de l'Est et en U.R.S.S, constituer leur propre pouvoir politique. Partout, la question du pouvoir est posée au prolétariat, tant comme condition de sa défense contre la bourgeoisie et son Etat qui, pour assurer la survie du régime du profit, doivent broyer la classe ouvrière comme force politique organisée, que comme condition de sa défense contre la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites qui, pour perpétuer leurs privilèges, menacent de détruire les conquêtes révolutionnaires de la révolution d'Octobre et ne peuvent, en tant qu'agences de la restauration bourgeoise, que vouer au chômage, à la misère, à la mort des dizaines de millions de prolétaires.

Ce qui fonde le prolétariat comme classe, c'est son combat et son organisation contre l'exploitation, qu'il cesse alors de subir passivement. Le prolétariat mondial, pas plus que le prolétariat de chaque pays, n'est seulement une masse exploitée. Au cours d'une lutte de classe plus que séculaire, il a forgé des organisations, il a conquis des positions. Les sectaires, radicalement condamnés par le programme de fondation de la IV^e Internationale, refusent de considérer que ce qui constitue le prolétariat en classe, ce sont les organisations, syndicats et partis qu'il a construits. Ils refusent de considérer les acquis, les positions occupées, les garanties et droits conquis par la classe ouvrière dans les pays capitalistes économiquement

développés comme étant des points d'appui de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, son Etat, son gouvernement ; ils rejettent les rapports sociaux de production qu'a établis la révolution d'Octobre et qui furent étendus à l'Europe de l'Est comme ceux qu'a constitués la révolution chinoise, sous le prétexte que ce sont des bureaucraties parasitaires qui les gèrent ; ils opposent la lutte pour les revendications fondamentales de la classe ouvrière et de la jeunesse à la lutte pour le pouvoir. Ils privilégient telle forme de lutte par rapport aux autres. Ils cherchent à substituer une couche spécifique (étudiants, lycéens, jeunes, intellectuels à la classe ouvrière comme classe, à substituer les « actions exemplaires » à la mobilisation et à l'action de la classe ouvrière comme classe. Ils opposent l'« avant-garde » aux masses ; ils refusent de considérer et de participer à la dialectique historique de la lutte de classe du prolétariat mondial.

Les opportunistes identifient le prolétariat aux appareils bureaucratiques des syndicats et des partis ouvriers ; ils considèrent les positions conquises par la classe ouvrière comme le but et la fin de sa lutte de classe ; ils estiment que les rapports sociaux qui existent en U.R.S.S., dans les pays de l'Europe de l'Est, en Chine s'incarnent dans les bureaucraties parasitaires ; ils sont contre la lutte pour le pouvoir au nom de la « défense des revendications » ; ils privilégient les formes démocratiques bourgeoises au détriment de l'action de masse, ils font de la « démocratie » une chose en soi. Ils subordonnent les masses aux appareils et fragmentent la classe ouvrière et la jeunesse en leurs différentes composantes ; comme les sectaires, ils s'opposent à la dialectique historique de la lutte de classe du prolétariat.

La IV^e Internationale est partie intégrante du mouvement ouvrier. Elle est née dans le cours de la lutte du prolétariat mondial contre la bourgeoisie et ses agences au sein du mouvement ouvrier. Son programme exprime de façon consciente la lutte du prolétariat mondial pour le pouvoir, pour le socialisme. Elle fonde son action sur les acquis théoriques et pratiques de la classe ouvrière, du mouvement ouvrier. Elle assume la continuité historique du marxisme, trahie par les directions réformistes et stalinienne. La méthode de la IV^e Internationale consiste à unir la classe ouvrière en tant que classe, contre le pouvoir bourgeois dans chaque pays capitaliste, contre les bureaucraties parasitaires au pouvoir en U.R.S.S., en Chine et dans les pays de l'Europe de l'Est, elle consiste à l'unir internationalement contre l'impérialisme et les bureaucraties parasitaires.

Loin d'opposer, comme les sectaires ou les opportunistes, la défense des droits, garanties, libertés, revendications de la classe ouvrière et de la jeunesse à la lutte pour le pouvoir, le programme de la IV^e Internationale fonde la lutte pour le pouvoir sur leur défense. La vieille opposition entre programme minimum et programme maximum, entre lutte pour les réformes et révolution est dépassée. La bourgeoisie, l'impérialisme ne sont pas seulement incapables de développer les forces productives, mais encore leur système social engendre de brusques catastrophes, crises, guerres, qui mettent en cause tous les acquis de l'humanité. La crise du système monétaire annonce la dislocation du marché mondial, une paupérisation sans précédent de millions et de millions de travailleurs, la fermeture de toutes perspectives à la jeunesse ouvrière et étudiante, la chute de millions et de millions de petits-bourgeois des villes et des campagnes dans une misère noire, la ruine de couches importantes de la grande bourgeoisie, la destruction d'immenses ressources, la décomposition de la culture. Le parlementarisme bourgeois, là où il s'est maintenu, est une survivance de la période de l'impérialisme ascendant, il ne résistera pas à la crise qui se prépare. Les aventures impérialistes apparaîtront toujours plus comme la seule issue pour les impérialismes les plus puissants. C'est pourquoi toute lutte de masse, quels qu'en soient les points de départ - défense des revendications, des droits, garanties, positions conquises par la classe ouvrière, défense du droit à l'emploi, à la formation professionnelle, à la culture pour la jeunesse, lutte pour la planification de l'économie sous le contrôle des travailleurs, pour l'expropriation de la bourgeoisie, défense des libertés démocratiques, lutte contre le militarisme et l'impérialisme pose la question du pouvoir.

9. - Lutte pour le pouvoir, Front unique de classe, partis révolutionnaires

La lutte pour le pouvoir exige que la classe ouvrière combatte comme classe et qu'elle entraîne les millions de petits-bourgeois des villes et des campagnes à sa suite. Sous les formes concrètes correspondant aux conditions historiques de l'organisation de la classe ouvrière en tant que classe (à son organisation en partis et syndicats) ainsi qu'à la situation politique, le combat pour le Front unique de classe est inséparable de la lutte pour le pouvoir. Il ne suffit pas de proclamer la nécessité de lutter pour le pouvoir, de détruire l'Etat bourgeois, de construire l'Etat ouvrier, d'exproprier la bourgeoisie, d'organiser la production selon un plan élaboré, et réalisé sous contrôle ouvrier, encore faut-il, à chaque moment, définir quelle forme précise et quel contenu politique peut avoir le gouvernement ouvrier et paysan, gouvernement de transition vers la dictature du prolétariat . Nulle part dans le monde, l'organisation révolutionnaire n'est encore en mesure de poser sa candidature immédiate au pouvoir et de l'exercer. De même, que ce serait renvoyer à un lointain futur la lutte pour les revendications que de la conditionner par la prise de la direction des syndicats par les militants des organisations révolutionnaires, de même ce serait avoir une position purement en faveur du socialisme que de ne pas formuler le contenu et les formes politiques du gouvernement ouvrier et paysan. A chaque moment, l'organisation révolutionnaire combat pour la réalisation du Front unique de classe. Même si celui-ci ne se réalise que pour des objectifs limités, il n'en permet pas moins à la classe ouvrière de se mobiliser en tant que classe, et, partant, il élève sa conscience politique, il permet d'ouvrir concrètement la perspective de la lutte pour un gouvernement des travailleurs opposé aux diverses formules de gouvernement bourgeois. Là où n'existent pas encore de partis ouvriers, la bataille politique pour un Labour Party, appuyé sur les syndicats ou formé à partir des syndicats est indispensable à la perspective du gouvernement ouvrier et paysan, gouvernement des travailleurs. Là où existent des partis ouvriers dirigés par les bureaucraties, sociale-démocrates ou stalinienne qui contrôlent, séparément ou ensemble, la majorité de la classe ouvrière, il ne saurait être donné de réponse concrète à la question du pouvoir qui n'englobe ces partis : rompez avec la bourgeoisie, prenez le, pouvoir ; pour ce faire, appuyez-vous sur la classe ouvrière organisée comme classe, expropriez la bourgeoisie !

La stratégie du Front unique de classe, dont l'expression la plus élevée est le gouvernement ouvrier et paysan, gouvernement des organisations ouvrières s'appuyant sur la classe ouvrière organisée comme classe, s'oppose à la politique des appareils réformistes et stalinien. La politique de constitution de gouvernements ou de participation à des gouvernements bourgeois, telle que la pratiquent Wilson, Brandt, Nenni et le P.C. finlandais, telle qu'elle est définie par les formules des P.C. d'Europe occidentale (démocratie nouvelle, démocratie avancée, Front populaire) respecte, en tout état de cause, l'Etat bourgeois. Elle est au mieux, une tentative de revivifier le parlementarisme bourgeois. Plus souvent, elle tend à contenir la classe ouvrière qui menace la bourgeoisie, son Etat, son gouvernement ou à imposer au prolétariat les conséquences de la décomposition de la société bourgeoise. Derrière l'écran de cette politique, qu'elle se concrétise par la constitution de gouvernements bourgeois ou par la participation à de tels gouvernements, ou encore qu'elle se limite à subordonner la classe ouvrière à un parti de la

bourgeoisie dite progressiste, se préparent les forces bourgeoises qui surprennent et écrasent la classe ouvrière politiquement désarmée, sinon démoralisée : l'Indonésie et la Grèce sont parmi les plus récents et tragiques exemples des conséquences de cette politique. Au moment où l'affrontement entre les classes tend à créer des situations de guerres civiles, cette politique doit être plus que jamais dénoncée avec vigueur. Des interludes de gouvernement de ce genre, à l'abri desquels se prépareraient des coups d'Etat militaires et policiers ne sont pas à exclure. De tels « gouvernements », respectueux de l'appareil de l'Etat bourgeois, masqueraient aux yeux des masses la préparation de ces coups d'Etat, fomentés depuis l'intérieur même de l'appareil de l'Etat bourgeois. De semblables gouvernements, parce qu'ils sont manipulés par le capital financier et, de ce fait, impuissants à résoudre fût-ce une seule question en faveur du prolétariat et des masses exploitées, rejettent automatiquement à droite les masses petites-bourgeoises des villes et des campagnes qui deviennent alors utilisables pour la construction de mouvements de type fascistes.

L'un des dénominateurs communs de la social-démocratie, du stalinisme, du centrisme, des renégats de la IV^e Internationale, de l'anarchisme et du gauchisme spontanéiste est de rejeter la politique du Front unique de classe : la social-démocratie et le stalinisme au nom du parlementarisme ou des « *voies nouvelles vers le socialisme* », en fait parce qu'ils sont passés définitivement du côté du maintien de l'ordre bourgeois ; le centrisme, en identifiant gouvernement ouvrier à gouvernement bourgeois sous la direction des organisations ouvrières, en mettant un signe égal entre « Front populaire », « Front démocratique » et Front unique de classe ; l'anarchisme et le gauchisme spontanéiste, au nom du refus de tout pouvoir, de toute forme d'organisation de la classe « *qui engendre le bureaucratisme et les structures répressives* » ; les renégats de la IV^e Internationale tantôt à la manière des centristes, tantôt avec les motivations des anarchistes et des « gauchistes spontanéistes ». Quels que soient les « arguments » invoqués, le fond de ce refus du Front unique de classe, de la part de toits ces partis, organisations, groupes, courants, est le même : c'est le refus de mobiliser, de centraliser politiquement la classe comme classe et de mettre en cause l'Etat bourgeois. Alors même que dix millions de travailleurs étaient en grève en mai-juin 1968 en France, centristes, gauchistes spontanéistes, anarchistes et renégats de la IV^e Internationale préconisaient la lutte pour les « pouvoirs » : « pouvoir étudiant », « pouvoir ouvrier dans les usines », « pouvoir paysan », « pouvoir syndical », ils clamaient : « le pouvoir est dans la rue. ». Ils refusaient de mettre au centre de leur intervention politique la lutte politique pour la constitution et la fédération, à tous les niveaux, localement, régionalement, nationalement, des Comités de grève jusqu'à la formation du Comité Central National de la grève générale. Sous le masque d'une phraséologie « radicale », il s'agit d'un refus de poser la question du pouvoir, la question de la destruction de l'Etat bourgeois, d'un refus du Front unique de la classe ouvrière exprimé sous la forme concrète permettant de l'organiser et de la centraliser politiquement comme classe, refus qui se complétaient. La politique des centristes, des anarchistes, des « gauchistes spontanéistes », des renégats de la IV^e Internationale varie souvent dans ses expressions, mais elle est néanmoins d'une parfaite continuité et tous finissent par se rejoindre. Ainsi refusaient-ils de lutter contre l'intégration des syndicats à l'Etat, ainsi appelèrent-ils à boycotter le référendum voulu par de Gaulle afin d'instituer le corporatisme en France ou à voter nul alors que la classe ouvrière n'était pas engagée dans de grands combats qui auraient pu rendre effectif le « boycott », comme c'était le cas au mois de mai 1968. Par ailleurs, les mêmes se prononcent tantôt pour « l'unité à la base », tantôt pour les « réformes de structures ». Au-delà des contradictions dans les termes, il y a une constante : c'est le refus d'engager la lutte contre l'Etat bourgeois, le refus de mobiliser, de centraliser la classe ouvrière comme classe, le refus de définir les voies et moyens de la mobilisation et de la centralisation du prolétariat en tant que classe, en définissant, à chaque moment, les formes du Front unique de classe en tenant compte des organisations, directions comprises, qui contrôlent et influencent la grande majorité de la classe ouvrière.

La lutte pour le Front unique ouvrier et son expression : le gouvernement des organisations ouvrières est une ligne stratégique et non seulement une tactique. Elle doit être comprise dialectiquement, selon la dialectique de la lutte des classes et du mouvement ouvrier dont elle est l'expression consciente. Les appareils staliniens et réformistes, les appareils bureaucratiques des organisations syndicales sont liés à la société bourgeoise qu'ils défendent, ils n'en dépendent pas moins de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier. Au moment où la lutte des classes s'intensifie jusqu'à poser l'alternative : ou bien écrasement politique de la classe ouvrière par la bourgeoisie, destruction des organisations ouvrières, y compris celles que dirigent les appareils traîtres, ou bien destruction de l'Etat bourgeois par la classe ouvrière, constitution du prolétariat en classe dominante, instauration de son propre pouvoir, les appareils sont pris dans une insurmontable contradiction qui tend à les disloquer. La classe ouvrière les charge de réaliser ses aspirations, la bourgeoisie de la protéger contre la classe ouvrière. Exprimer et formuler consciemment les aspirations et les besoins des masses a un effet désagrégateur sur les appareils et peut les obliger à faire des pas en avant dans la voie du Front unique ouvrier, ce qui est un facteur de mobilisation et d'élévation de la conscience politique du prolétariat dans son ensemble. Le programme de fondation de la IV^e Internationale n'exclut pas que les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, liées à la bourgeoisie, soient obligées d'aller, en certaines occasions, plus loin qu'elles ne le voudraient dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. La politique du Front unique prend les appareils comme dans un étau, l'étau des contradictions de classe exprimées consciemment. Parce qu'elle ouvre une voie immédiatement praticable à la classe ouvrière, elle définit la possibilité immédiate de lutter pour le pouvoir et, en conséquence, a de multiples effets positifs pour celle-ci, notamment pour les militants des partis traîtres qu'il faut, en dernière analyse, détruire. Mobilisation, élévation du niveau de conscience politique, fissures et ruptures au sein des appareils, clarification politique parmi les militants et la classe ouvrière de la nature et du rôle des appareils, prise de conscience de la nécessité du parti révolutionnaire comme facteur de la réalisation du Front unique ouvrier et finalement comme direction politique du prolétariat supplantant les anciens partis ouvriers, tels sont les résultats de l'application de la politique du Front unique.

La politique de lutte classe contre classe s'identifie à la ligne stratégique du Front unique de classe des partis et organisations traditionnelles ouvrières. Elle est étrangère à la « coexistence pacifique » entre les partis et organisations traditionnelles de la classe ouvrière et l'avant-garde révolutionnaire qui construit le parti révolutionnaire. Sans définir concrètement, à chaque étape, une politique opposant la classe en tant que classe à la bourgeoisie, à son Etat, à son gouvernement, il est impossible de construire le parti révolutionnaire. Sans construire le parti révolutionnaire, il est impossible de lutter pour le Front unique de classe, pour le gouvernement ouvrier et paysan, la destruction de l'Etat bourgeois et le pouvoir ouvrier.

Dans tous les pays capitalistes, le programme la IV^e Internationale implique la stratégie du Front unique ouvrier. La lutte pour le pouvoir, la lutte pour le Front unique ouvrier, la lutte pour la construction du parti révolutionnaire sont des catégories d'une même totalité : le combat pour le socialisme. La crise de l'impérialisme, la crise de la bureaucratie du Kremlin et les mutations

qui s'opèrent au sein de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier rendent plus nécessaire et pressante cette bataille politique. C'est en la menant, que conquérant la direction politique de la classe ouvrière, le parti révolutionnaire se prépare au pouvoir.

10. - Revendications, libertés démocratiques, révolution politique, Front unique, pouvoir, parti révolutionnaire : en U.R.S.S., en Europe de l'Est, en Chine

En U.R.S.S., dans les pays d'Europe de l'Est, en Chine, la construction du parti révolutionnaire n'est pas moins une nécessité pressante que dans tous les pays capitalistes avancés et dans tous ceux dominés par l'impérialisme. Les bureaucraties parasitaires, pas plus que les partis dits communistes ne peuvent être redressés. Ces partis sont les partis des bureaucraties parasitaires et nullement des partis « *plus ou moins communistes* ». La stratégie de la lutte pour le pouvoir dans ces pays n'est pas différente dans ses principes de celle de la lutte pour le pouvoir dans les pays capitalistes avancés : elle tend à mobiliser, à organiser, à centraliser la classe ouvrière comme classe contre les bureaucraties parasitaires. Dans la mesure où ils sont des Etats ouvriers dégénérés ou déformés, les Etats des pays de l'Europe de l'Est, de l'U.R.S.S., de Chine ne peuvent être « *régénérés progressivement* ». L'action révolutionnaire du prolétariat, son organisation comme classe dominante, la destruction des instruments répressifs des bureaucraties parasitaires, le bouleversement des organes de l'Etat et de gestion de l'économie sont indispensables.

La lutte pour la révolution politique part des besoins les plus élémentaires, en même temps que les plus profonds, du prolétariat, de la jeunesse, des intellectuels, des paysans kolkhoziens et autres. La défense des revendications « économiques » des garanties d'emploi, de qualification, des avantages sociaux, du droit de la jeunesse aux études et aux garanties pour son avenir, la lutte pour l'égalité sociale, les revendications de la démocratie ouvrière : droit de s'organiser, de former des tendances dans les organisations existantes, de former de nouvelles organisations parmi les travailleurs, la jeunesse ouvrière et des écoles, parmi les intellectuels et la paysannerie, la liberté de la presse, de la littérature, de l'art, ont une importance décisive. Parallèlement, la lutte pour l'indépendance des syndicats par rapport à l'Etat et aux partis de la bureaucratie, pour leur rénovation de fond en comble comme organisation exprimant les revendications et aspirations de l'ensemble des travailleurs, pour l'éviction des bureaucrates, pour leur fonctionnement démocratique est une lutte sans laquelle il est impossible de combattre pour le renversement des bureaucraties parasitaires. Le droit de grève, le droit de manifestation, ne sont pas moins importants.

Toute lutte de classes, toute lutte politique – que ce soit dans les pays capitalistes avancés, dans ceux dominés par l'impérialisme ou dans ceux sous le contrôle de la bureaucratie du Kremlin ou des bureaucraties satellites - requiert ces instruments que sont les droits à l'organisation, à l'exercice des libertés démocratiques. Les récents exemples de la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie confirment l'importance de la lutte pour les libertés démocratiques dans la marche vers la révolution politique. L'appareil contre-révolutionnaire du Kremlin a décidé d'intervenir militairement dès lors que la liberté d'expression, de la presse, de la littérature, de l'art s'affirmait, mais surtout lorsque le droit à l'organisation s'affirma décisivement par la reconnaissance des tendances au sein du P.C.T., ainsi que le proposait le projet de nouveaux statuts soumis au XIV^e congrès du P.C.T. Les violentes attaques et la répression qu'elle a déclenchées contre les intellectuels qui revendiquaient la liberté d'expression, ne serait-ce qu'en littérature et en art, proviennent de ce que par la liberté littéraire et artistique passe la critique de sa gestion, de ce qu'elle est un embryon, un élément des libertés démocratiques et du droit à l'organisation non soumis au contrôle rigoureux de la bureaucratie. L'expérience démontre que la lutte des intellectuels pour le droit à la liberté d'expression en littérature et en art débouche rapidement sur la lutte politique contre la bureaucratie. Ainsi, en U.R.S.S., le lien apparaît directement : Daniel, Siniavski, et ceux qui les ont suivis ont ouvert la voie à Pavel Litvinov et à Larissa Daniel, qui dénoncent l'intervention militaire de la bureaucratie du Kremlin en Tchécoslovaquie ; cette lutte se prolonge dans la dénonciation de l'oppression des nationalités en U.R.S.S., les prises de positions du général Grigorenko et de tant d'autres.

La reconnaissance des organisations et des partis qui se situent sur le terrain du socialisme ne saurait être, d'une quelconque façon, confiée aux soins des bureaucraties parasitaires. Les courants, tendances, organisations, partis se définiront et se décanteront politiquement dans la lutte politique elle-même qui affirmera leur contenu social et politique.

La bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites ne sont pas des classes sociales, mais des excroissances parasitaires, des agences - en dernière analyse - de la bourgeoisie au sein de l'Etat ouvrier. Cela se manifeste notamment en ce que, contrairement à la bourgeoisie, dont la forme de domination politique, tout au moins dans les principaux pays capitalistes, a été la plus simple lorsqu'elle s'exerçait par le truchement de la démocratie bourgeoise qui permettait à la classe ouvrière de s'organiser comme classe, la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites ne peuvent maintenir leur pouvoir, défendre leurs privilèges que par l'omnipotence de l'appareil ; qu'en comprimant dans un corset de fer le jeu des forces sociales et politiques, qu'en supprimant tous les droits et toutes les garanties démocratiques. C'est uniquement le monopole politique qui maintient au pouvoir les bureaucraties parasitaires. La théorie démontre et l'expérience prouve que la structure sociale de l'U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est est telle que, dès que craque le corset bureaucratique et que s'effondre l'appareil, la classe ouvrière surgit comme force sociale dominante. Dans le processus de décomposition de l'appareil bureaucratique, les forces sociales pro-bourgeoises proviennent toujours de l'appareil. La bureaucratie du Kremlin intervient comme force répressive tentant de reconstruire l'appareil contre la classe ouvrière, c'est-à-dire au profit de la bourgeoisie et de l'impérialisme mondial. La Tchécoslovaquie, le plus récent et le plus démonstratif exemple, confirme l'expérience de la Hongrie de 1956. C'est pourquoi la lutte pour les libertés démocratiques en U.R.S.S. et en Europe orientale a un contenu de classe prolétarien. Elle est révolutionnaire et débouche directement sur la révolution politique, dont elle est une composante.

La stratégie du Front unique de classe est tout aussi indispensable à la révolution politique en Europe orientale et en U.R.S.S. qu'elle l'est à la révolution sociale dans les pays capitalistes avancés ou sous la domination impérialiste. Il s'agit d'unifier la classe ouvrière comme classe dans le combat politique contre la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites et la bureaucratie chinoise. La désagrégation des bureaucraties parasitaires fait apparaître, comme ce fut le cas en Hongrie et en

Tchécoslovaquie, des courants et organisations divers. Elle s'exprime par l'apparition de tendances au sein des P.C., tendances qui préfigurent de nouveaux partis, et par la renaissance de partis à tendances social-démocrates.

Combattre pour que ces tendances, ces partis réalisent le Front unique sur un programme de démocratie ouvrière, qui donne satisfaction aux revendications des travailleurs, de la jeunesse, des intellectuels, des paysans, dans le cadre de la défense et de la régénération des conquêtes du type socialiste, en chassant la bureaucratie, en détruisant ses privilèges, combattre pour qu'ils construisent les organes de classe du prolétariat, les comités, pour qu'ils luttent afin de conquérir le pouvoir et de constituer un gouvernement qui s'appuie sur la classe ouvrière organisée comme classe au sein de ses comités fédérés à tous les échelons, telle est la tâche des militants révolutionnaires. Soutenir tout pas allant dans ce sens, toute lutte contre les bureaucraties parasitaires et même, au cours des conflits inévitables au sein des appareils, tout acte politique qui favorise l'intervention du prolétariat, l'expression des libertés démocratiques s'insère dans la stratégie du Front unique ouvrier.

Mais il s'agit de détruire l'appareil bureaucratique installé dans tous les organes du pouvoir ouvrier, il s'agit de régénérer l'Etat ouvrier, il s'agit d'asseoir le pouvoir politique sur les comités ouvriers fédérés à tous les échelons. Les P.C. restent les instruments du pouvoir bureaucratique. Ils ne cessent de l'être que lorsqu'ils éclatent, c'est-à-dire sont détruits. La stratégie du Front unique de classe ne se substitue pas à la construction du parti révolutionnaire, elle est indispensable à sa construction, et la construction du parti révolutionnaire est indispensable à la lutte pour le Front unique de classe. Pas plus que dans les pays capitalistes, il ne peut y avoir de substitut au parti révolutionnaire. Les militants qui luttent pour la construction du parti révolutionnaire doivent se constituer en organisation indépendante, formuler leur programme, leur politique, dont découleront leur stratégie et leur tactique. Leur organisation, en toutes circonstances, doit garder son indépendance organisationnelle et politique, combattre pour sa politique et son programme. Elle doit combattre pour le Front unique et conquérir, au cours de cette lutte, la direction politique de la classe ouvrière, et se préparer ainsi à revendiquer le pouvoir, à le prendre et à l'exercer elle-même.

11. - Construction du parti révolutionnaire et hégémonie du prolétariat

Aussi bien dans les pays capitalistes économiquement développés, dans ceux dominés par l'impérialisme, que dans les pays de l'Europe de l'Est, en U.R.S.S. et en Chine, tout se concentre dans la construction du parti révolutionnaire. C'est là une confirmation éclatante du programme de transition qu'écrivit Léon Trotsky, et sur lequel fut fondée la IV^e Internationale : « *La crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire.* » Mais de quels partis révolutionnaires s'agit-il ?

Il s'agit de partis révolutionnaires, dans chaque pays, qui combattent avec acharnement toutes les théories réformistes, néo-réformistes, petites-bourgeoises, stalinienne et capitulardes face à l'impérialisme et à la bureaucratie du Kremlin. L'hégémonie du prolétariat dans la lutte des classes est un des fondements de leur programme et de leur politique. La seule classe sociale capable de s'emparer du pouvoir, dans les pays capitalistes comme dans ceux dominés par les bureaucraties parasitaires et de réaliser le socialisme, c'est le prolétariat. Le stade où est parvenu la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin ouvre la période de la révolution imminente. Les étudiants, les intellectuels, la jeunesse entrent très souvent les premiers en conflits violents avec l'ordre établi, que ce soit dans les pays capitalistes ou dans ceux dominés par les bureaucraties parasitaires. Leurs luttes sont de la plus grande importance : elles manifestent l'impasse de la société bourgeoise, la faillite des bureaucraties parasitaires, elles sont les prodromes de puissantes et violentes luttes de classe. Le parti révolutionnaire soutient ces luttes et y participe, mais il ne cède pas aux illusions petites-bourgeoises. Au contraire, il les combat théoriquement et pratiquement. Les étudiants, les intellectuels ne peuvent résoudre les problèmes qui les confrontent par leur seul mouvement. Ils ne sont porteurs d'aucune nouvelle organisation sociale, leurs luttes ne sont fécondes qu'autant qu'elles rejoignent la lutte de classe du prolétariat, qu'autant qu'étudiants et intellectuels se situent sur le plan des intérêts historiques du prolétariat. Il ne saurait y avoir de « *partis étudiants* », de « *partis des intellectuels* », il ne peut exister que des partis bourgeois ou des partis ouvriers. Les étudiants, les intellectuels ont besoin d'organisations spécifiques qui correspondent aux intérêts et aux exigences spécifiques qui sont les leurs, en aucun cas ils ne peuvent avoir de partis qui leur soient propres.

La jeunesse n'est pas une catégorie sociale en elle-même, la division de la société en classes la traverse. Elle n'en est pas moins une plaque sensible de la lutte des classes. Elle est une couche particulièrement mobile. Un des phénomènes les plus remarquables de ces dernières années, particulièrement significatif de la décomposition, de l'impasse de la société bourgeoise et de la faillite des bureaucraties parasitaires, consiste en ce qu'une partie de la jeunesse issue de la bourgeoisie ou des bureaucraties parasitaires est en révolte contre la société bourgeoise ou ces bureaucraties parasitaires. Lorsqu'une classe ou couche sociale voit sa jeunesse se dresser contre elle, c'est le signe infaillible de son impasse. Cela signifie qu'elle n'est plus capable d'ouvrir un avenir à la majorité de ses enfants.

La jeunesse ouvrière ne se dresse pas contre le prolétariat, tout au plus précède-t-elle de quelques pas le gros de la classe ouvrière. La décomposition de la société bourgeoise et la faillite des bureaucraties parasitaires menacent le prolétariat dans son ensemble et retentissent sur lui, mais elles frappent d'abord et plus durement la jeunesse ouvrière qui ne possède aucune base sur laquelle elle puisse construire son avenir. De plus, la jeunesse ouvrière n'est ni marquée par les échecs antérieurs ni attachée aux vieilles organisations traditionnelles. Toutes ces raisons concourent à ce qu'elle s'engage plus facilement et rapidement dans l'action révolutionnaire sans se laisser arrêter par les vieilles recettes, les vieilles routines qui ne l'ont pas marquée comme elles ont marqué les vieilles générations.

La construction du parti révolutionnaire est impossible si la jeunesse étudiante et ouvrière, les nouvelles générations, n'en sont pas parties prenantes. Il faut intégrer les éléments les plus avancés de la jeunesse à la construction du parti révolutionnaire, à l'organisation dont c'est la tâche. En même temps, la jeunesse a ses intérêts spécifiques, sa manière d'appréhender la lutte de classes, elle a besoin d'indépendance et de se déterminer elle-même, c'est-à-dire qu'elle a besoin d'une organisation révolutionnaire qui lui soit propre. Mais la construction de l'organisation révolutionnaire de la jeunesse ne suffit pas à la construction du parti révolutionnaire. Elle ne saurait être un produit de remplacement du parti révolutionnaire; bien plus, elle ne saurait se construire sans l'impulsion politique de l'organisation révolutionnaire. Les liens qui unissent l'organisation révolutionnaire à l'organisation révolutionnaire de la jeunesse sont des liens politiques. L'organisation révolutionnaire de la jeunesse ne saurait être subordonnée au parti révolutionnaire. Mais il n'y a pas plus de « *parti révolutionnaire de la jeunesse* » qu'il n'y a de « *partis étudiants* » ou de « *partis d'intellectuels* ».

Isolée de la classe ouvrière, la jeunesse est impuissante, ses luttes sont vouées à la défaite, son action politique ne peut que s'orienter vers les explosions sporadiques et impuissantes, qu'être déviée vers l'aventurisme, le « gauchisme », le renoncement à renverser la société bourgeoise et les bureaucraties parasitaires, et alimenter les plus fumeuses, voire les plus scabreuses recettes des « réformateurs » en tous genres. La responsabilité de l'organisation révolutionnaire n'en est que plus grande à l'égard de la jeunesse ouvrière et étudiante. Il lui faut la nourrir politiquement, mais surtout la lier politiquement à l'ensemble du prolétariat. Pour ce faire, il n'existe qu'une méthode : construire le parti révolutionnaire en tant que parti du prolétariat.

Le parti de la révolution prolétarienne, du socialisme, est un parti de la classe ouvrière. Cela ne veut pas dire qu'il est seulement composé de militants d'origine sociale ouvrière. Les militants du parti révolutionnaire sont aussi bien originaires de milieux petits-bourgeois, étudiants ou intellectuels qu'ouvriers. Ils fusionnent tous à partir de la théorie et de la pratique pour composer ensemble le parti révolutionnaire qui abolit les différences sociales en son sein au cours du combat commun pour le socialisme. Mais le parti révolutionnaire ne saurait accomplir sa mission historique que comme parti du prolétariat, qu'en combattant comme facteur de mobilisation, d'organisation du prolétariat dans son ensemble, d'élévation de sa conscience politique, qu'en devenant la direction politique de la classe ouvrière, car seule la classe ouvrière en tant que classe peut, par sa place dans la production, par sa cohésion, par sa réalité internationale, accomplir la révolution et construire le socialisme.

Toute la période récente confirme l'hégémonie du prolétariat dans la lutte des classes.

12. - L'unité mondiale de la lutte des classes

La lutte pour le pouvoir de chaque prolétariat n'est pas simplement parallèle et similaire à celles des autres prolétariats. La conception stalinienne de la « *construction du socialisme dans un seul pays* » est étrangère au marxisme. Lénine, Trotsky, tous les dirigeants de la révolution russe considéraient la prise du pouvoir par le prolétariat russe comme ouvrant le processus de la révolution prolétarienne mondiale. C'est comme fraction du prolétariat mondial, comme un de ses détachements avancés que le prolétariat russe a pris le pouvoir. La « *théorie* » de la « *construction du socialisme dans un seul pays* » vit le jour avec le reflux de la vague révolutionnaire mondiale, qui prit naissance au cours de la première guerre impérialiste, avec l'échec de la révolution allemande en particulier, avec l'isolement de la révolution russe, avec l'épuisement du prolétariat russe, avec la naissance, l'affirmation et la croissance de la bureaucratie du Kremlin. En fait, elle exprime l'opposition de la bureaucratie contre-révolutionnaire à la lutte pour le socialisme, aussi bien par l'extension de la révolution aux pays économiquement les plus développés que par la reprise du contrôle des conquêtes d'Octobre 1917 par le prolétariat de l'U.R.S.S.

Selon le pronostic de Lénine, la première guerre impérialiste a ouvert l'ère des guerres et des révolutions. Depuis, la lutte des classes mondiale se résume à celle de l'impérialisme, qui, au prix des pires convulsions, guerres civiles, crises, guerres impérialistes, tente de survivre, et à celle du prolétariat mondial, porteur de la société socialiste.

La crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin a un fondement unique : l'économie mondiale, celle-ci est un tout organique, donc différencié, mais un tout, malgré sa division en deux systèmes sociaux ; une totalité, que ni l'impérialisme ni la bureaucratie du Kremlin ne peuvent débarrasser de ses contradictions et antagonismes. L'incapacité de l'impérialisme à résoudre ses contradictions procède des rapports sociaux de production du mode de production capitaliste : des rapports de propriété privée. L'impérialisme s'est constitué sur la base des Etats nationaux. Il est prisonnier des conditions historiques de sa formation. La guerre impérialiste n'est rien d'autre que la révolte des forces productives contre l'étroitesse des cadres nationaux, comme l'expliquait Trotsky.

Les rapports de production établis en U.R.S.S., en Europe de l'Est, en Chine, étouffent également sur leurs bases nationales trop étroites, mais pour les raisons inverses. La propriété collective des moyens de production est indispensable pour que l'économie mondiale soit harmonisée comme un tout et dans ses différentes parties et que se développent prodigieusement les forces productives, condition indispensable de la construction du socialisme. Si les bureaucraties parasitaires ont la conséquence de la contradiction entre les rapports sociaux de production de type socialiste et le fait qu'ils ne sont établis que dans une partie du monde, qu'ils sont enfermés dans les cadres nationaux hérités du passé capitaliste économiquement arriéré, inversement, les bureaucraties parasitaires tendent à perpétuer ces anciens cadres dont dépendent leur pouvoir politique et leurs privilèges.

La révolution prolétarienne est par essence l'expression positive de la révolte des forces productives contre la propriété privée des moyens de production et les cadres étroits de l'Etat national, tandis que les guerres impérialistes et les crises en sont l'expression négative. La classe ouvrière est la seule classe qui, par sa place dans la production, expropriera la bourgeoisie, supprimera la propriété privée des moyens de production, brisera le cadre trop étroit des frontières nationales, harmonisera l'économie mondiale, globalement et dans ses différentes parties, assurant ce développement illimité des forces productives qui est le fondement du socialisme.

Le prolétariat subit la pression constante de la société bourgeoise. Sa situation n'est pas uniforme dans chaque pays, tant du fait des conditions économiques, que de son niveau de culture, de ses traditions, de son organisation. Il est encadré par les vieilles organisations, les appareils bureaucratiques des syndicats, et ceux des partis réformistes et staliniens. Il lui faut combattre dans les cadres nationaux et prendre le pouvoir dans les cadres hérités de la société bourgeoise avant de les briser. Son développement et sa maturation politique ne sont ni réguliers, ni rectilignes, ni identiques dans tous les pays. Mais la mission historique du prolétariat n'en est pas moins mondiale. C'est l'économie mondiale qui le fonde comme classe et fait de lui une unité différenciée mais organique à l'échelle mondiale. L'internationalisme prolétarien procède de l'unité organique et des tâches historiques du prolétariat : il en est l'expression politique.

La politique de « *coexistence pacifique* » est le prolongement de la « *théorie* » de la « *construction du socialisme dans un seul pays* ». Le « *pacte atlantique* », les différents accords militaires inter-impérialistes, la « *Communauté économique européenne* », la zone de libre-échange, les multiples accords inter-impérialistes, économiques, militaires, politiques, le pacte de Varsovie, le C.A.E.M. (Conseil d'assistance économique mutuelle) concrétisent le partage du monde en zones d'influence. Les uns et les autres sont des instruments contre-révolutionnaires.

Tout le système des alliances militaires, O.T.A.N., O.T.A.S.E., etc., a été mis en place pour rassembler autour de l'impérialisme américain les impérialismes moins puissants. Il est conçu en vue de préparer les interventions militaires de l'impérialisme

américain, venant en renfort des impérialismes moins puissants ou les relayant contre tout développement de la lutte des classes ; en vue d'étayer les bourgeoisies compradore dans les pays arriérés, de permettre des interventions militaires comme celle de Saint-Domingue, comme la guerre du Vietnam, etc. ; en vue d'organiser les forces répressives sous la direction de « *conseillers américains* », comme en Amérique latine, au Laos, en Corée, etc. ; et finalement, en vue de la guerre contre la Chine, l'U.R.S.S. et les pays de l'Europe de l'Est.

La C.E.E. organisée afin de tenter de surmonter l'étroitesse des frontières nationales, a sans doute permis que les échanges entre les Six se développent. mais elle n'a pas modifié fondamentalement la structure de la production, qui reste basée sur le terrain national de chaque bourgeoisie. Le rôle de chaque Etat national bourgeois s'est accru, comme instrument de défense des intérêts spécifiques de sa bourgeoisie. L'impérialisme américain, en utilisant la C.E.E. comme la zone de libre-échange, a affirmé sa pénétration en Europe par l'investissement massif de capitaux, accélérant ainsi la décadence des bourgeoisies d'Europe occidentale.

L'Alliance pour le progrès n'est qu'un pillage raffiné de l'Amérique latine par le capital nord-américain, pillage tellement, poussé que les bourgeoisies de l'Amérique latine, pourtant dépendantes à l'extrême de l'impérialisme des Etats-Unis, demandent qu'elle soit modifiée. Et il en est ainsi de tous les accords de « *coopération économique* » conclus par l'impérialisme nord-américain, par les impérialismes européens ou le Japon, que ce soit entre eux ou avec des pays économiquement arriérés.

A l'étape actuelle de la lutte des classes. le pacte de Varsovie n'a pas grand-chose à voir avec la défense de l'U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est. Il est avant tout un instrument entre les mains de la bureaucratie du Kremlin qui « *légitime* » la subordination des prolétariats des pays de l'Europe de l'Est à celle-ci, qui légitime ses interventions, l'occupation militaire contre ces prolétariats, pour pallier l'effondrement des bureaucraties satellites et les reconstituer, ainsi que ce fut le cas en Hongrie en 1956 et en Tchécoslovaquie en 1968, ou, tout simplement, parce que la présence militaire de la bureaucratie du Kremlin est la seule force réelle qui soutienne les bureaucraties satellites, comme en Allemagne de l'Est.

Le C.A.E.M. reste un instrument de subordination de l'économie des pays de l'Europe de l'Est aux intérêts de la bureaucratie du Kremlin. C'est dans la C.A.E.M. que sont conclus des accords inégaux qui drainent les ressources économiques de pays comme la Tchécoslovaquie ou l'Allemagne de l'Est, afin d'atténuer les distorsions de l'économie de l'U.R.S.S., consécutives à sa gestion par la bureaucratie. Par l'intermédiaire du C.A.E.M. et de sa banque, la bureaucratie finance certains investissements en U.R.S.S., obligeant certains pays (Tchécoslovaquie) à être ses crédeurs, elle impose le rouble comme monnaie de compte aux pays de l'Est entre eux, elle contrôle, subordonne, distord et pille leur économie.

Tout comme le pacte de Varsovie, le C.A.E.M. est un instrument, non de défense de l'U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est, mais d'oppression nationale, d'écrasement des prolétariats de l'Europe de l'Est, de défense de la bureaucratie, de son pouvoir politique, de ses privilèges.

La construction de partis révolutionnaires passe par la lutte contre ces expressions concrètes de la politique de « *coexistence pacifique* », dont l'impérialisme ne peut, en dernière analyse, que tirer profit. La neutralisation de l'Europe, réclamée par la bureaucratie du Kremlin, tout comme la « *reconnaissance des frontières qui résultent de la deuxième guerre mondiale* », ne sont que, la poursuite de la politique de « *coexistence pacifique* », dont la pointe est dirigée contre le prolétariat.

Détruire les accords et alliances militaires, économiques, politiques inter-impérialistes ; soutenir la lutte des peuples subordonnés à l'impérialisme, lequel s'appuie sur les bourgeoisies dites nationales, se confond entièrement, pour la classe ouvrière, avec la lutte la plus résolue contre la bourgeoisie de son propre pays, jusqu'à son renversement révolutionnaire par celle-ci. Il faut encore que, concrétisant l'internationalisme prolétarien, soit ouverte la perspective de la coopération politique et économique entre les prolétariats qui s'emparent du pouvoir, notamment, en Europe, celle des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Les problèmes des frontières, de l'unité, politique et économique de l'Allemagne et d'autres pays (Corée, Vietnam) dans le monde, ainsi que ceux des minorités nationales, des rapports entre nationalités et Etats multinationaux, ne peuvent être réglés positivement pour le prolétariat que sur cette base.

Une véritable coopération politique et économique entre Etats ouvriers passe par la destruction des bureaucraties parasitaires, par la rupture des liens de subordination politique, économique et militaire des pays de l'Europe de l'Est à la bureaucratie du Kremlin, pierre angulaire des bureaucraties parasitaires, subordination que consignent le pacte de Varsovie et le C.A.E.M. Elle nécessite le droit à l'indépendance nationale de ces pays, comme le respect des droits des nationalités qui composent l'U.R.S.S. Par la révolution politique ces droits seront conquis ; une véritable coopération politique, économique et militaire sera alors possible et aboutira à la constitution des Etats-Unis socialistes de l'Europe de l'Est, pas en avant vers les Etats Unis Socialistes d'Europe.

En fait, révolution sociale et révolution politique se nourrissent réciproquement. Elles confluent en Europe et leur développement n'est pas parallèle, mais conjoint. La « *coexistence pacifique* » est le barrage que leur oppose la bureaucratie du Kremlin. L'internationalisme prolétarien s'oppose à toutes les expressions de cette « *coexistence* », y compris celle que représente l'O.N.U., terrain où s'affrontent éventuellement la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme, mais toujours sur la base de leur lutte commune contre la révolution prolétarienne, qui, finalement, profite essentiellement à l'impérialisme.

Les rapports entre la Chine et l'U.R.S.S. ne sauraient être réglés conformément à l'internationalisme prolétarien tant que la bureaucratie du Kremlin ne sera pas abattue par la révolution politique en U.R.S.S., ce qui aboutirait inéluctablement, et à court terme, à l'effondrement de la bureaucratie chinoise. Cependant, dans les circonstances actuelles, c'est la bureaucratie du Kremlin qui, alliée à l'impérialisme, menace les conquêtes de la révolution chinoise. Elle tente de faire, du feu vert donné à la pénétration de l'impérialisme en Chine, soit par la capitulation de la bureaucratie chinoise, soit par des moyens militaires, la prime d'un compromis planétaire, nouveau départ de « *sa* » « *coexistence pacifique* », tout comme elle n'attend que l'occasion et s'emploie à faire capituler les ouvriers et paysans vietnamiens et à restaurer l'ordre voulu par l'impérialisme américain au Moyen-Orient. Sans aucun doute la politique de la bureaucratie chinoise favorise-t-elle, au moins dans une certaine mesure, l'isolement de la Chine du prolétariat mondial, cependant que le programme et la politique du F.N.L. et l'approbation par le gouvernement du Nord-Vietnam, le parti des travailleurs vietnamiens et le F.N.L. de l'intervention militaire des cinq pays dit pacte de Varsovie accroissent leur dépendance vis-à-vis de la bureaucratie du Kremlin. Dans ces conditions,

l'internationalisme prolétarien exige le soutien inconditionnel de la Chine et des ouvriers et paysans vietnamiens contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, sans que, pour autant, la politique révolutionnaire se confonde avec celles de la bureaucratie chinoise, du gouvernement de la R.D.V., du parti des travailleurs vietnamiens ou du F.N.L.

La défense de l'U.R.S.S., des pays de l'Europe de l'Est et de la Chine se confond entièrement avec la lutte pour la révolution prolétarienne mondiale, pour la fusion de la révolution sociale et de la révolution politique.

13. - L'Internationale et le comité international de la IV^e Internationale

La lutte conjointe contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, pour la révolution prolétarienne mondiale, pour le socialisme s'identifie à celle pour la construction de l'Internationale révolutionnaire. La révolution prolétarienne et la construction du socialisme sont objectivement fondées : sur la contradiction entre la croissance des forces productives et les vieilles enveloppes dans lesquelles elles étouffent (la propriété privée des moyens de production, les cadres nationaux) sur l'exigence de l'appropriation collective des moyens de production et de l'organisation, sur cette base, de la production à l'échelle mondiale de façon rationnelle en fonction de la satisfaction de besoins de l'humanité. La classe ouvrière comme classe mondiale, dont chaque prolétariat national est un détachement, accouche l'humanité, grosse du socialisme, par sa lutte qui culmine par la prise du pouvoir politique dans chaque pays, la destruction des Etats bourgeois, la constitution des Etats ouvriers. Mais la révolution prolétarienne et la construction du socialisme ne sont pas des processus automatiques. Ils procèdent au contraire de la conscience s'élevant au plus haut niveau : pour la première fois, l'humanité est en état de maîtriser le cours de son histoire et d'accomplir consciemment son développement historique. La nécessité du parti révolutionnaire découle du caractère, du sens historique de la révolution prolétarienne et de la construction du socialisme, elle découle de la position et des conditions du prolétariat au sein de la société bourgeoise, du fait que le prolétariat subit la pression de cette société, des idéologies qu'elle secrète, de ce qu'il ne peut accéder à la conscience politique qu'au travers de ses luttes, qu'en s'organisant comme classe, pour mener ses combats et de ce qu'il a besoin d'assimiler la méthode marxiste. Le parti révolutionnaire centralise politiquement le prolétariat, condense, accroît, met en action la conscience politique du prolétariat. Par là même, le parti révolutionnaire de chaque pays ne prend sa pleine efficacité, n'accomplit totalement ses fonctions, n'atteint un niveau de conscience et d'activité politique suffisant que comme fraction de l'Internationale dont l'objectif doit être de devenir le parti mondial de la révolution prolétarienne. La construction du parti révolutionnaire dans chaque pays est inséparable de la construction de l'Internationale révolutionnaire.

Tous les reculs du prolétariat mondial se sont toujours traduits par la destruction de l'Internationale. Toutes les adaptations à la bourgeoisie de chaque pays, à l'impérialisme mondial, se sont manifestées par la renonciation à l'internationalisme prolétarien, qui s'identifie à la lutte pour la révolution prolétarienne mondiale. Au contraire, chaque pas en avant du prolétariat mondial est allé de pair avec la lutte pour la construction de l'Internationale.

Devant la faillite de la II^e Internationale, en pleine guerre impérialiste, Lénine affirmait : il faut construire la III^e Internationale. Le parti bolchévique prit le pouvoir et impulsa la construction de la III^e Internationale. La montée de la bureaucratie du Kremlin s'accompagna de la destruction de la III^e Internationale qui, avant d'être finalement dissoute en 1943, n'était déjà plus qu'un instrument de la bureaucratie du Kremlin. Trotsky défendit l'acquis théorique et pratique du prolétariat mondial en luttant pour la IV^e Internationale et en la fondant.

La crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, l'imminence de la révolution prolétarienne, la nécessité d'unifier les luttes révolutionnaires des prolétariats des pays capitalistes à celles des prolétariats sous le contrôle de la bureaucratie du Kremlin, la perspective du socialisme, en particulier des Etats-Unis socialistes d'Europe, exigent impérieusement la construction de l'Internationale révolutionnaire. Aucun parti révolutionnaire ne peut se construire et accomplir les tâches qui sont les siennes en dehors de la lutte pour la construction de l'Internationale.

L'Organisation trotskyste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) estime que l'ensemble de la situation, du cours de la lutte des classes, posent à tous les groupes révolutionnaires et organisations la question de la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays, conjointement à la construction de l'Internationale révolutionnaire.

L'Organisation trotskyste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) estime que l'Internationale révolutionnaire ne peut se construire que sur la base du programme de la IV^e Internationale élaboré en 1938 par Léon Trotsky. La II^e Internationale et la III^e Internationale, les partis sociaux-démocrates et staliniens ont, chaque jour le prouve encore plus, failli à leur mission. Ils sont passés définitivement du côté de l'ordre bourgeois. La IV^e Internationale a été proclamée en 1938 pour organiser le prolétariat international et, dans chaque pays, pour la conquête révolutionnaire du pouvoir.

Aucune autre organisation au monde n'a subi de coups aussi féroces de la bourgeoisie et du stalinisme. Les militants qui, avec Lénine et Trotsky, avaient fondé le parti bolchévique et la III^e Internationale, les cadres du mouvement trotskyste international, Léon Trotsky lui-même ont été pourchassés et assassinés. Staline a cherché à détruire le fil de la continuité qui relie le programme et l'organisation de la IV^e Internationale à la III^e Internationale. Staline n'a pas réussi. En 1938, la IV^e Internationale, comme programme et organisation, a été constituée dans une période de profond recul ouvrier :

« Dans tous les pays, rappellent les statuts de la IV^e Internationale adoptés en 1938, les membres de la IV^e Internationale sont organisés en partis ou en ligues qui constituent les sections nationales de la IV^e Internationale (Parti mondial de la révolution socialiste).

« Les sections nationales se constituent sur la plate-forme et selon la structure organisationnelle adoptées par la Conférence de fondation de la IV^e Internationale (septembre 1938). La IV^e Internationale a résumé dans sa plate-forme l'expérience internationale du mouvement marxiste révolutionnaire, particulièrement celle qui découle des conquêtes socialistes de la révolution d'Octobre 1917 en Russie. Elle assimile et prend pour base toutes les expériences sociales progressives de l'humanité, qui conduisent à l'expropriation de la classe capitaliste, et à l'abolition ultime des classes. »

Mais nous n'avons aucunement le désir ni l'intention de cacher à l'avant-garde du prolétariat mondial et aux travailleurs le fait que la pression des forces de la bourgeoisie et du stalinisme a eu des effets dévastateurs sur l'organisation de la IV^e Internationale. Au sein de la IV^e Internationale et dans sa direction, combattues par les trotskystes, des tendances liquidatrices

de la IV^e Internationale, abandonnant le terrain de la lutte de classes, capitulant devant le stalinisme et le réformisme, ont cherché à détruire la IV^e Internationale en trahissant son programme et son organisation.

Les organisations trotskystes adhérant au Comité international de la IV^e Internationale proclament que la IV^e Internationale n'a pas fait faillite. Son programme, adopté en 1938 et qui a été complètement vérifié par le cours ultérieur de l'histoire, donne les seules réponses aux problèmes de la lutte de classes qui se posent à notre époque.

Militants et cadres du mouvement ouvrier international, militants et cadres regroupés encore dans les organisations révisionnistes et centristes du "Secrétariat unifié" pabliste, nous vous convions à vous organiser et à participer à cette oeuvre de reconstruction de la IV^e Internationale, tâche qui se confond avec celle de construire, dans chaque pays, des partis révolutionnaires, instruments de la victoire du prolétariat dans son combat pour la conquête révolutionnaire du pouvoir.

Militants et cadres du mouvement ouvrier international, il est temps. La situation internationale exige et l'activité du Comité international et des sections adhérentes dans chaque pays rend possible la réalisation des tâches de la III^e Conférence du Comité international qui, en 1966, adoptait une résolution où il était dit :

« L'unité essentielle de la lutte des classes internationale découlant du caractère international de la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie implique directement la nécessité de construire des partis trotskystes dans chaque pays, contre les conclusions liquidatrices qu'implique la notion révisionniste de la division du monde en blocs ou en secteurs. Notre perspective souligne l'urgence de construire des partis prolétariens indépendants dans les pays de l'Europe orientale, l'U.R.S.S., la Chine et les pays coloniaux semi-coloniaux.

« Cette tâche centrale de la construction de partis révolutionnaires indépendants implique la lutte capitale pour l'indépendance politique de la classe ouvrière contre la bureaucratie stalinienne et les directions réformistes. Cette lutte implique également une bataille déterminée contre le trade-unionisme et toute forme de prostration devant le fait qu'un parti révolutionnaire puisse naître de la spontanéité de la classe ouvrière.

« Cette conférence internationale estime que le mouvement trotskyste doit, à travers la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale, construire la direction centralisée du Parti mondial de la révolution socialiste, dans un combat organiquement relié au combat dans chaque pays pour la construction de partis révolutionnaires centralisés dirigeant la lutte révolutionnaire des masses. La construction de ces partis et de l'Internationale doit être menée sur la base de l'expérience et de la poursuite du combat incessant contre le révisionnisme.

« Les travaux de la conférence de Londres démontrent la nécessité, pour le Comité international, de préparer politiquement, dans un délai d'un an et demi, une Conférence internationale dont l'objectif sera de rassembler toutes les organisations trotskystes combattant pour la IV^e Internationale.

« En particulier, le C.I. luttera pour rassembler dans les rangs de la IV^e Internationale les militants et groupes qui, actuellement, sont trompés par les révisionnistes du « Secrétariat unifié ».

« Les trotskystes, organisés comme sections de la IV^e Internationale, doivent lutter pour la construction de partis ouvriers révolutionnaires fondés sur le programme de transition de la IV^e Internationale.

« La lutte pour ce programme et pour la construction du parti constitue la base principale de leur travail dans les organisations de masse de la classe ouvrière, les syndicats, et dans le travail qu'ils doivent mener en direction de la jeunesse ouvrière, qui constitue le réservoir de forces vives de la IV^e Internationale.

« Tout travail de ce genre est subordonné à la tâche principale de construction du parti. La construction du parti exige la publication d'un journal capable de lutter constamment pour l'ensemble du programme du parti, de façon à élever le niveau de la conscience de la classe ouvrière dans tous les domaines de la lutte des classes. Cette lutte pour le parti indépendant constitue la seule base de défense des positions de la classe ouvrière et toutes considérations tactiques lui sont subordonnées. Dans les circonstances où la tactique de l'entrisme dans les partis ouvriers existants est rendue nécessaire, cette tactique est conduite d'une façon qui la subordonne à la tâche principale de construction du parti indépendant.

« Pour la réalisation de cet objectif, le C.I. devra organiser la discussion internationale autour des axes suivants :

a) Construction de partis révolutionnaires sur la base du programme, dans le cadre de la lutte pratique pour la reconstruction de la IV^e Internationale;

b) unité de la lutte de classes mondiale;

c) défense, par les méthodes de la révolution prolétarienne, des conquêtes du prolétariat mondial dans les pays capitalistes, l'U.R.S.S., la Chine et les pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme. »

Le combat engagé par les organisations adhérant au Comité international a amorcé un processus de reconstruction de la IV^e Internationale. En conséquence de quoi, l'O.T. décide de soumettre à la discussion au sein du C.I. le texte qui précède, en vue :

- des tâches à accomplir dans la période de l'imminence de la révolution, ouvertes par la grève générale de mai-juin 1968 et la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie,
- de la construction de partis révolutionnaires sur la base du programme dans le cadre de la lutte pratique pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

L'Organisation trotskyste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) estime que tous groupes ou organisations, engagés dans la lutte des classes, qui, quelles que soient leurs origines politiques, ressentent l'exigence pressante de la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays et de l'Internationale, instruments indispensables à la victoire du prolétariat dans chaque pays et sur l'arène mondiale de la lutte des classes, à la victoire du socialisme, sont partie prenante de cette discussion et qu'ils doivent y participer. Ainsi, l'Organisation trotskyste est fidèle à la tradition révolutionnaire et internationaliste des

fondateurs des I^o, II^o, III^o, et IV^o Internationales; ainsi l'Organisation trotskyste estime devoir être assumée la continuité de la IV^o Internationale et sa reconstruction engagée.